Compte rendu des séances publiques
N° 12 – Session ordinaire 2002-2003

38e	séance, jeudi	13 mars 2003
39e	séance, mardi	18 mars 2003
40e	séance, mercredi	19 mars 2003
41e	séance, mercredi	19 mars 2003

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Réunion de la Commission permanente de l'APO à Paris

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN discute de l'avenir de l'Irak

Lors de sa réunion qui s'est tenue au Sénat français à Paris du 4 au 6 avril 2003, la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO) a longuement évoqué la crise irakienne. La Chambre des Députés du Luxembourg a été représentée à cette réunion par son Vice-Président M. Niki Bettendorf.

Après un rappel des positions des divers pays membres de l'Alliance Atlantique quant à la guerre en Irak, le ton était à la conciliation et les discussions se sont concentrées sur l'avenir de l'Irak après la fin du règne de Saddam Hussein. Le rôle des Nations Unies dans la période de reconstruction du pays et du rétablissement de la démocratie a été au centre des débats. Dans ce contexte l'APO a souligné par ailleurs la nécessité d'un renforcement des relations transatlantiques et un forum parlementaire devant permettre une meilleure compréhension mutuelle sera à cet effet organisé en automne prochain à Washington.

La Commission permanente de l'APO a par ailleurs préparé sa session de printemps qui aura lieu du 24 au 28 mai 2003 à Prague (République tchèque) et sa 49e session annuelle, programmée du 7 au 11 novembre 2003 à Orlando (Etats-Unis).

(de gauche à droite) M. Niki Bettendorf (Luxembourg, Parti démocratique), Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la Sous-commission sur la gouvernance démocratique de l'APO, Mme Alice Mahon (Royaume-Uni, Parti travailliste), Présidente de la Commission sur la dimension civile de la sécurité, et M. Peter Viggers (Royaume-Uni, Parti conservateur), Président de la Commission politique de l'APO.

3e Forum Mondial de l'Eau à Kyoto/Japon

Récemment avait eu lieu le 3e Forum Mondial de l'Eau regroupant dans les villes japonaises Kyoto, Shiga et Osaka 23.000 représentants de Gouvernements, Organisations internationales et Organisations non gouvernementales de presque tous les pays du monde. Le Luxembourg y était représenté par M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement, M. Gusty Graas, député, ainsi que par des hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur. Lors de son allocution au sein du Sous-Groupe Prévention de la pollution de l'eau et Conservation de l'écosystème M. Berger se prononça pour une gestion intégrée de l'eau et renvoya sur le rôle important que doivent jouer les Ministres de l'Environnement.

Le point culminant fut la Conférence des Ministres à Kyoto. L'objectif primaire de cette réunion était de réaffirmer la volonté politique afin d'améliorer les conditions du milieu aquatique.

Une Déclaration finale fut adoptée par les représentants des Gouvernements présents. Un appel fut lancé à tous les responsables politiques afin d'accroître leurs efforts dans la protection de l'eau. Les ressources financières doivent être utilisées d'une manière efficiente pour résoudre les problèmes pendants concernant l'alimentation en eau potable. Les Nations Unies furent invitées à assumer un rôle dominant dans la coordination des projets à réaliser par la communauté internationale. Selon la volonté des adhérents à cette Déclaration, la population mondiale actuellement privée d'eau potable, estimée à un milliard de personnes, doit être réduite de la moitié jusqu'à l'année 2015. En outre, un accent fut mis sur la protection des écosystèmes capables de filtrer, retenir et capturer l'eau, tels les fleuves, forêts, sols et plaines humides. Les pays furent également invités à adapter leurs dispositions légales pour garantir un développement durable des ressources aquatiques tout en combattant la déforestation et la dégradation des sols. Des mesures contre les inondations doivent être prises par l'instauration de systèmes d'alerte et la construction de bassins de rétention et digues tout en respectant des contraintes écologiques.

Cette manifestation fut close par une réception en présence du couple princier du Japon.

Travaux des commissions parlementaires

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Projet de loi 5029 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé

La discussion du projet de loi 5029 en date du 26 mars a confirmé les divergences politiques fondamentales sur le sujet au sein de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Tandis que les groupes CSV, DP et ADR se sont déclarés d'accord avec le texte gouvernemental et les observations du Conseil d'Etat, les groupes LSAP et DÉI GRÉNG ont réitéré leur opposition au projet.

Pour les groupes socialiste et vert, seule l'école publique garantit un enseignement de qualité identique pour tous les élèves. Une augmentation de la contribution de l'Etat aux écoles privées, une autonomie dans la gestion financière jugée excessive, un contrôle pédagogique insuffisant, voilà trois raisons parmi d'autres qui amènent les deux groupes à redouter que la véritable intention du Gouvernement consiste à renforcer l'enseignement privé au dépens de l'école publique.

Les représentants de la majorité parlementaire considèrent ces affirmations comme non fondées. Le projet de loi - loin de vouloir privilégier l'enseignement privé - aurait comme seule ambition de garantir à terme son fonctionnement, indispensable dans le contexte du système scolaire luxembourgeois.

Le groupe ADR a fait savoir qu'après réflexion il était revenu sur une première appréciation négative du texte pour finalement adhérer aux mesures proposées.

Rappelons que le Gouvernement prévoit d'étendre le champ d'application des modalités d'octroi d'une contribution de l'Etat - réservée jusqu'à présent à l'ES et à l'EST - aux enseignements primaire et préscolaire privés. Il propose par ailleurs de relever, dans le calcul de sa contribution, le taux de financement par enseignant qualifié de 80 à 90 % du traitement alloué aux enseignants de l'école publique et de prévoir une participation étatique à raison de 80 % aux frais d'investissements dans les infrastructures.

Le projet de rapport sera présenté et discuté au cours d'une prochaine réunion fixée au 24 avril 2003.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

(Art. 21 du Règlement de la Chambre des Députés)

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Projet de loi 5082 complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

En date du 26 mars 2003, la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a adopté - à l'unanimité moins une abstention - le rapport sur le projet de loi 5082.

Suite à l'entrée en vigueur de cette loi, prévue pour le 1er juillet 2003, les chargés de cours intégrant la réserve nationale de suppléants, se verront attribuer un traitement tenant compte de toute leur ancienneté de service. Actuellement la bonification d'ancienneté totale ne peut dépasser douze ans, et aucune bonification d'ancienneté n'est accordée à l'agent après l'âge de 55 ans.

Travaux des commissions parlementaires

Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Effets redistributifs de la politique familiale

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse se prononce en faveur d'un débat général sur la politique familiale à la Chambre des Députés. Elle estime qu'un tel débat s'impose pour permettre aux parlementaires de procéder à une appréciation politique approfondie des différentes mesures en faveur de l'enfant.

Au cours d'une réunion avec le Ministre de la Famille, certains membres de la Commission ont fait des réserves sur l'utilité d'une politique dictée par des objectifs natalistes, qui - selon eux - ne répond plus nécessairement aux besoins actuels des familles avec enfants.

L'échange de vues a eu lieu suite à la présentation d'une étude menée par le Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS) sur "les effets redistributifs de la politique familiale", analysant l'utilité des différentes allocations, majorations (du RMG au premier rang) et modérations (d'impôts) conditionnées par la présence d'enfants.

Commission des Pétitions

Visite auprès de la Commission des Pétitions du Bundestag

En date des 8 et 9 avril 2003, une délégation de députés luxembourgeois, composée de Mme Lydie Err, Présidente de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés, ainsi que de MM. Patrick Santer et Xavier Bettel, Vice-Présidents de ladite Commission, a rencontré les membres de la Commission des Pétitions du Bundestag allemand.

Les parlementaires luxembourgeois ont participé à une réunion de leurs homologues allemands ainsi qu'à une réunion préparatoire des porte-parole des groupes politiques ("Obleute") au sein de la Commission des Pétitions du Bundestag. La délégation s'est particulièrement intéressée au fonctionnement et à la méthode de travail de ladite Commission. Dans le cadre des travaux d'instauration d'un médiateur (ombudsman) au Luxembourg, les députés ont profité de l'occasion pour s'enquérir sur les raisons qui ont amené le Bundestag à refuser la mise en place d'un médiateur, l'Allemagne étant en effet, à côté du Luxembourg, le seul pays de l'Union européenne à ne pas disposer d'un médiateur au niveau national.

Commission des Affaires intérieures et Commission juridique

Entrevue avec le Ministre de l'Intérieur:

Le déroulement des perquisitions par la police en date du 31 mars 2003 faisait l'objet d'une réunion jointe des commissions parlementaires des Affaires intérieures et juridique le 9 avril à la Chambre des Députés. Les membres des deux commissions ont entendu les explications du Ministre de l'Intérieur qui était entouré de M. Pierre Reuland, Directeur Général de la Police Grand-Ducale, et de Mme Andrée Colas, Directeur adjoint du Service de Police Judiciaire en charge de l'opération.

D'entrée le Ministre de l'Intérieur a regretté les "énormes divergences" entre les rumeurs circulant sur la place publique et la réalité telle qu'elle ressort des rapports internes. Il a confirmé que, conformément aux dispositions de la loi de 1999, l'Inspection Générale de la Police était saisie d'une enquête interne, ce qui serait "tout à fait normal" et nullement lié à ou conditionné par la plainte déposée contre X par les personnes se sentant lésées par l'action policière.

Les responsables de la Police Grand-Ducale ont précisé que les informations récoltées au cours de la préparation de l'opération les avaient amenés à conclure que les perquisitions ne seraient pas dénuées de tout risque. Suite à ce constat et renseignements pris auprès des organes de sécurité étrangers, la Police Grand-Ducale aurait opté pour une manière d'agir prudente consistant à "sécuriser" les sites visés en y contrôlant toutes les personnes présentes avant de procéder aux perquisitions proprement dites. C'est dans cette logique que les deux familles habitant la maison à Hamm auraient été contrôlées, même si l'une d'elles n'était pas visée par les perquisitions.

En conclusion, le Directeur Général de la Police Grand-Ducale s'est dit satisfait que "cette grande et dangereuse opération s'est déroulée normalement sans incident majeur".

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

4904 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, faite à Stockholm, le 15 décembre 1992

- du Protocole financier établi conformément à l'article 13 de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, adopté à Prague, le 28 avril 1993

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, devenue OSCE en 1995, et du Protocole financier y relatif.

Au vu de la montée des tensions suite à la désagrégation des régimes en Europe centrale et orientale, il a paru indispensable de prévenir la détérioration des relations interétatiques en créant des procédures aptes à éviter l'apparition de différends ou pour en permettre le règlement pacifique et rapide.

La Convention contribue à compléter et à renforcer les mécanismes antérieurs de règlement pacifique des litiges, de nature politique, par une procédure contraignante mais légère et efficace de règlement des différends liant juridiquement l'Etat qui les adopte. A noter que la Cour de conciliation et d'arbitrage prévue dans la Convention ne constitue pas un organe de l'OSCE, mais une institution à part, financée par les Etats qui ont ratifié la Convention. La Cour ne porte d'ailleurs pas atteinte à la compétence des institutions de conciliation ou des institutions juridictionnelles existantes.

L'intérêt essentiel de la Convention est le suivant : si toutes les parties au différend sont parties à la Convention, il suffit de la requête de l'une d'elles pour que soit constituée une commission de conciliation resp. un tribunal arbitral (quand les parties concernées ont souscrit à une clause facultative prévue par la Convention).

Chaque partie à la Convention désigne deux conciliateurs pour un mandat de 6 ans renouvelable ainsi qu'un arbitre et un suppléant. L'ensemble des conciliateurs et des arbitres forme la Cour dont le siège est établi à Genève.

A noter que huit ans après sa création, la Cour n'a pas encore eu à connaître de cas pratiques.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18.01.2002
Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

26.09.2002	Désignation du rapporteur
24.02.2003	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.03.2003

5015 - Projet de loi

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 5ième augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (BDCE) est une banque multilatérale de développement à vocation sociale. Créée en 1956 par huit pays membres du Conseil de l'Europe, la BDCE est la plus ancienne institution financière multilatérale européenne. Depuis quelques années, le nombre de ses Etats membres n'a cessé de s'élargir en direction de l'Europe centrale et orientale. Elle compte aujourd'hui 35 pays membres, dont 23 ne sont pas membres de l'Union européenne. Bien que la BCDE soit soumise à la haute autorité du Conseil de l'Europe, elle possède néanmoins la personnalité juridique et l'autonomie financière.

En ce qui concerne le domaine d'activité, la BDCE accorde des prêts et garanties à ses Etats membres, à des collectivités locales et à des institutions financières pour le financement de projets sociaux dans des domaines d'intervention précisément définis. Depuis son origine, elle a comme objectif premier de répondre à des situations d'urgence. A ce titre, sont considérés comme statutairement prioritaires les projets d'aide aux réfugiés et aux migrants ainsi que ceux destinés aux victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.

Au fil de son histoire, sa capacité d'intervention s'est élargie à d'autres domaines sociaux.

Le présent projet de loi a pour objet " d'actualiser les engagements financiers du Luxembourg " auprès de la BDCE. La nécessité de renforcer la structure financière de la BDCE découle de deux phénomènes, à savoir, d'une part, l'augmentation de ses activités sectorielles et, d'autre part, la forte expansion du nombre de ses pays membres.

Pour le Grand-Duché, ceci implique une augmentation de sa part dans le capital mobilisable de 10.547.689 euros et une augmentation par incorporation de réserves de 1.308.976 euros. De cette façon, aucune contribution immédiate en numéraire ne sera à effectuer. Les droits de vote de notre pays restent inchangés à 0,64%.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.08.2002
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

10.03.2003	Désignation du rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
13.03.2003	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2003

5030 - Projet de loi

relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Le projet de loi a pour objectif principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant les directives 73/239/CEE et 88/357/CEE du Conseil. La directive à transposer, communément appelée „Quatrième directive sur l'assurance automobile" poursuit le but principal de garantir aux personnes lésées à la suite d'un accident de la circulation un traitement comparable quel que soit l'endroit de la Communauté où l'accident s'est produit.

A ces fins la directive instaure plusieurs mesures, à savoir:

– La généralisation de l'action directe, c'est-à-dire la possibilité pour la personne lésée d'assigner en justice directement l'assureur de la personne responsable en lieu et place ou en sus de l'auteur de l'accident.

– L'obligation pour chaque entreprise d'assurances agréée pour l'assurance RCVTA, de désigner un représentant chargé du règlement des sinistres dans chacun des Etats membres en vue de permettre à une personne ayant subi des dommages dans un accident en pays étranger de présenter ses revendications à un interlocuteur se trouvant dans son pays de résidence.

– L'obligation pour les entreprises d'assurances de prendre position sur les revendications qui leur sont adressées dans un délai raisonnable sous peine de sanctions civiles et administratives.

– L'obligation pour chaque Etat de créer un organisme d'indemnisation ayant compétence de régler le sinistre au cas où l'entreprise d'assurances n'aurait pas désigné de représentant, retarderait manifestement le règlement ou ne pourrait être identifiée.

– L'obligation pour chaque Etat de créer un organisme d'information devant permettre à la personne lésée de rapidement pouvoir connaître les nom et adresse de l'entreprise d'assurance RCVTA du véhicule ayant causé l'accident.

La simple transposition de l'exigence communautaire en droit luxembourgeois aurait eu pour conséquence d'instituer une sorte de „discrimination à rebours" au sens qu'une victime d'un accident ayant eu lieu en territoire étranger se trouverait dans une situation plus favorable qu'une victime ayant subi un accident au Luxembourg. Pour éviter une telle discrimination et en vue d'améliorer la procédure d'indemnisation de toutes les victimes d'accidents, il a été décidé, à l'instar d'autres pays de généraliser le droit pour les victimes d'obtenir le règlement de leur sinistre à brève échéance (3 mois). Il en résulte que les mêmes délais et les mêmes sanctions seront désormais applicables aux entreprises, sans distinction suivant que le sinistre s'est produit en territoire étranger ou sur le territoire national.

Quant aux organismes d'indemnisation et d'information exigés par la directive, il a été décidé de ne pas créer de nouvel organisme à cette fin, mais de charger le Fonds commun de garantie automobile, en plus de ses attributions traditionnelles, des attributions nouvelles d'organisme d'indemnisation et d'information au sens de la directive à transposer.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 4.10.2002
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

07.02.2003	Désignation du rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
10.03.2003	Examen des articles et de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
13.03.2003	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2003

JEUDI, 13 MARS 2003

38E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat de consultation sur la police
2. Ordre du jour

    (Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur et M. Henri Grethen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtte steet eng Consultatiounsdebatt iwwer eis Polizei. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Halsdorf, Bodry, Schummer, Henckes, Huss, Urbany, Di Bartolomeo an d'Madame Nagel. D'Wuert huet elo fir d'éischt den Här Innenminister Michel Wolter.

1. Débat de consultation sur la police

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et hirem Rapport iwwert de Projet de loi, deen zum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Reorganisatioun vun den Uerdnungskräfte sollt féieren, huet déi deemoleg Kommissioun vun der Force publique gefrot dass d'Chamber no dräi Joer, no der Entrée en vigueur vum Gesetz, mat engem Rapport d'évaluation géif befaasst ginn, dëst, esou d'Kommissioun, wéinst der Komplexitéit an den Ambitioune vun deem neie Gesetz.

Ech hunn dofir virun zwou Wochen der Chamber en detailléierte Rapport iwwert dës Reorganisatioun zoukomme gelooss. Dee Rapport beliicht eng Rei vu Froen. Sinn d'Objektiver, déi d'Gesetz festgehalen huet, erreecht ginn? Waren déi Optiounen, déi de Législateur 1999 geholl huet, déi richteg? Sinn, a wann, op wat fir enge Punkten, Verbesserungen néideg? Mir hunn eis awer net eleng domat begnügt Froen ze stellen. Mir ginn och Äntwerten, an do, wou eiser Meenung no Verbesserunge musse gemaach ginn, proposéiere mer Solutiounen.

Wa mir dësen Débat an der Chamber féieren, dann ass dat och fir den Deputéierten d'Geleeënheet ze ginn d'Ëmsetzung vun der Reorganisatioun ze analyséieren an hir Virschléi anzebréngen, déi zu enger weiderer Verbesserung vun der Organisatioun an der Aarbecht vun eisen Uerdnungskräfte kéinte féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 31. Mee 1999, wat d'Police an d'Gendarmerie zesummegefouert huet zur Police grand-ducale, hat als Ziler engersäits d'Uerdnungskräften esou ze organiséieren an ze strukturéiere fir dem Bierger eng méi grouss Sécherheet ze bidden, anerersäits d'Aféiere vun enger Institutioun fir de Fonctionnement vun der Police ze kontrolléieren.

Duerch d'Gesetz vun 1999 ass dofir d'Inspection générale de la police agefouert ginn, déi onofhängeg vun der Police schafft an direkt dem Innenminister ënnerstallt ass. D'Inspektioun ass awer net e rengt Kontrollorgan, mä huet als Aufgab duerch Avisen a Propositiounen och zu enger andauernder Verbesserung vun der Effikassitéit an der Effizienz vun der Police grand-ducale bäizedroen.

Ech muss soen, dass si hir Aarbecht zu menger vollster Zefriddenheet erleedegt. D'Etüden an d'Rapporten, déi ech bis elo an Optrag ginn hunn, zesummen zum Deel mam Justizminister, si mat engem grousse Professionalismus duerchgefouert ginn an droen doduerch wesentlech zu den Décisioune bäi, déi mir huele kënnen.

D'Reform vun de Forces de l'ordre ass e vastë Chantier mat dräi Haaptobjektiver. Eng effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit, déi ëmmer méi komplex, international a brutal gëtt, eng Kriminalitéit, déi zounehmend e wirtschaftleche Charakter opweist. Eng méi grouss Perceptioun vun der Sécherheet duerch eng visibel Presenz vun der Police, déi no beim Bierger ass, wou also d'Zesummespill tëschent Preventioun a Repressioun fonctionnéiere soll. Eng Couverture iwwert d'ganzt Land, déi der Police et erlaabt séier ze intervenéieren, an dat 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg an der Woch.

Fir dës Objektiver ze erreeche gesäit d'Polizeigesetz verschidde Moyene vir. Éischtens d'Aféierung vum Subsidiaritéitsprinzip an de Polizeistrukturen, dat duerch eng Régionalisatioun vun de Servicer fir méi no beim Bierger ze si wéi dat de Fall ass wann een exklusiv op national Servicer zréckgräift. Dobäi spillt de Begrëff vun der Proximitéit eng wichteg Roll.

Zweetens d'Aféierung vu Centres d'intervention, déi iwwert d'ganzt Land verdeelt den Terrain optimal ofdecke solle mat enger rapider Interventioun do wou se gefrot ass, esou wéi eng verstäerkt Presenz vu Patrullen an deene verschiddene Circonscriptiounen.

Drëttens eng Verstäerkung um Niveau vu verschiddenen Nationalservicer. Et ass haaptsächlech de Service de Police judiciaire, deen déi komplex a schwéier Kriminalitéit bekämpfe soll, an d'Unité de garde et de réserve mobile, déi niewent hire Grondmissiounen och eng Reserv duerstellt fir déi aner Unitéiten ze ënnerstëtzen, wann d'Situatioun et verlaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eis séier bewosst ginn, dass d'Reform net op de Stéchdatum vum 1. Januar 2000 kéint integral ëmgesat ginn. Dëst hat eng Haaptursaach: D'Effektiver, souwuel am Polizei- wéi och am Zivilberäich waren an deem Moment net héich genuch. D'Ziler vun der Reform an d'Realitéit um Terrain lunge wäit, ech géif soe ganz wäit, auserneen.

An Zesummenaarbecht mat de Chefs de corps vun der Gendarmerie a vun der Police wéi mat de Gewerkschaften hu mir dofir Enn 1999 d'Décisioun geholl schrëttweis virzegoen. Ugefaangen huet et mat enger Phase transitoire, déi vum 1. Januar 2000 bis de 15. Mäerz 2000 gedauert huet, fir d'Servicer vun der Direction générale, der Inspection générale an den zentralen Unitéiten ze organiséieren.

Duerno hate mer eng Phase intermédiaire, déi bis zum 1. Oktober 2001 ugehalen huet a wou dräi vun deene sechs Regiounen, nämlech Lëtzebuerg-Stad, Esch-Uelzecht an Dikrech no deem neie Muster ëmgesat gi sinn. Zum Schluss koum dunn eng lescht Phas, d'Phase finale, déi den 1. Oktober 2001 lancéiert ginn ass duerch d'Aféiere vun deenen dräi anere Circonscriptiounen: déi vu Kapellen, den 1. Oktober 2001, an duerno déi vu Gréiwemaacher a vu Miersch, den 1. Oktober 2002.

Während där Zäit huet d'Regierung en ambitiéise Programme de recrutement op d'Bee gesat fir d'Effektiver ze verstäerken. Dëst war a mengen Aen d'conditio sine qua non fir d'Reform iwwerhaapt kënnen ëmzesetzen. Dësen Effort ass haut nach net ofgeschloss.

D'Regierung hat 1999 versprach si géing der Police grand-ducale déi Leit zur Verfügung stellen déi se brauch fir hir Missioune gutt ze erfëllen. Ech menge mir hunn eist Verspriече gehalen. Mir hunn an deene leschten dräi Joer bal 300 Leit, souwuel am Police- wéi och am Zivilberäich agestallt. Dat maachen op dräi Joer ongeféier esou vill Leit aus wéi an der Period vun 1985 bis 1999 fir d'Gendarmerie an d'Police zesummen agestallt goufen.

Hate mer Ufank 2000 1.177 Polizisten, esou ziele mer haut 52 Cadres supérieurs, 1.192 Inspekteren a 65 Brigadieren, zesummen also 1.309 Polizisten. Bis Enn vun dëser Legislaturperiod wäerten et der ronn 1.400 sinn. Ech wëll an dësem Zesummenhang drun erënneren, dass d'Gesetz vun 1999 der allerdéngs 1.573 virgesäit, fir dass d'Reform vollëmfänglech an all senge Beräicher kéint spillen. Mir bleiwen deemno och haut a mar nach wäit vun dëse Chiffren ewech, wat d'Noutwendegkeet nach vu Choixen a Prioritéite fir déi nächst Joren erkläert.

Dee grousse Recrutementseffort war awer nëmme méiglech, well deen neien zivile Recrutéierungsmodus fir d'Carrière vum Inspekter e grousse Succès hat. Ech wëll dorun erënneren, dass mir gläich mat där éischter Promotioun vun neien Inspekteren am Joer 2001 37 jonk Leit engagéiert hunn. Am Joer 2002 konnten 48 Inspekteren ugestallt ginn an déi drëtt Promotioun, déi 58 Volontaires de police begräift, gëtt am Oktober vun dësem Joer opérationnel. Déi véiert Promotioun ass am Hierscht vum leschte Joer agezu ginn. 199 Leit haten eng Demande agereecht an et si 66 Kandidaten zur Ausbildung zougelooss ginn.

Esou wäerte mir bis Enn 2004 iwwer 200 Volontaires de police nom neie System agestallt hunn. D'Regierung ass gewëllt dësen Effort nach déi nächst Jore konsequent weider ze dreiwen.

Parallell dozou hate mer awer och déi grouss Chance, dass mer bis Enn vun dësem Joer iwwert déi traditionell Schinn vum Härebierg weider konnte rekrutéieren. Op dës Aart a Weis konnten zousätzlech net manner wéi 92 Posten an deene leschte Jore geschafe ginn. Allerdéngs leeft dës Filière Enn des Joers aus. Se fält deemno fir den zukënftege Recrutement ewech.

Mä och am Beräich vum Recrutement ginn et Schwaachpunkten. Et muss ee feststellen, dass duerch d'Klamme vun de Polizeieffektiver de Volume vun der administrativer Aarbecht ganz staark eropgaangen ass. Dëse Phenomeen huet sech verstäerkt duerch d'Reorganisatioun vun de Polizeiservicer, déi haut ronderëm d'Auer fonctionnéieren. Well d'Police méi aktiv um Terrain ass wéi dat virun der Reform de Fall war, geet d'Zuel vun de Plainten, de Reklamatiounen an de Faiten erop.

Esou ass d'Police an engem gewëssene Mooss d'Affer vun hirem eegenen Erfolleg. Wäit dovun ewech fir sech doriwwer ze beschwéiere musse mer awer oppassen dass déi Efforten, déi déi lescht Joren um Plang vum Recrutement gemaach goufen, sech och um Terrain weisen. Dat méi un administrativer Aarbecht kann a soll net eleng vum ausgebilte Polizist bewältegt ginn.

Parallell huet d'Reform grouss Changementer mat sech bruecht wat d'Material betrëfft, sief et de Charroi, d'Telekommunikatiounen, d'Informatik oder den Armement. Et ass kloer dass dëst Material, wat ëmmer méi sophistiquéiert gëtt, vu spezialiséiertem Personal ënnerhale muss ginn.

D'Police muss dofir an Zukunft op méi eng grouss Unzuel vu qualifizéiertem Zivilpersonal zréckgräife kënnen. Wa mer wëllen, dass de Polizist sech op seng eigentlech Aufgab konzentréiere soll, da brauche mir eng ganz Partie méi u Personal aus dem zivile Beräich. Am Gesetz vun 1999 ass eng maximal Zuel vun 180 Poste festgeluecht ginn. Eng Etüd iwwert d'Zivilpersonal, déi vun der Inspection générale vun der Police duerchgefouert gouf, weist, dass dat Duebelt un administrativem an techneschem Personal noutwendeg wier fir d'Polizei effikass ze entlaaschten. Mir kommen also an Zukunft net derlaanscht d'Polizeigesetz op dësem Punkt ofzeänneren.

Des Weidere stelle mer fest, dass de Recrutement vum Brigadier, dee weider iwwert de Wee vun der Arméi agestellt gëtt, staark Defiziter kennt. An Zuelen heescht dat, dass am Joer 2000 véier Kandidaten agestallt goufen, 2001 der sechs an 2002 zwielef Volontairen aus der Arméi genannt gi sinn. Nëmmen aacht Kandidate stelle sech am Oktober vun dësem Joer dem Ustellungsexamen. Et mierkt een also, dass och hei Reflexiounsbedarf besteet.

Mä den Erfolleg vun der Reform, Dir Dammen an Dir Hären, ass och enk verbonne mam Succès vun eiser neier Polizeischoul. De Changement an der Aart a Weis vum Recrutement huet eng nei Ausbildungsform verlaangt. D'Polizeischoul huet déi lescht dräi Joer grouss Efforte gemaach, an dat souwuel um Niveau vun den Infrastrukturen - ech denken do un d'Aféierung vum Internat - wéi och vun der Formatioun.

Um Gebitt vun der Formation de base, Haaptpunkt vun der Tätegkeet vun deene leschten dräi Joer, konnt de Conseil de formation, deen duerch d'Gesetz vun 1999 an d'Liewe geruff ginn ass, wichteg Impulser setzen. De prakteschen Deel vun der Instruktioun ass dobäi staark ausgebaut ginn. An der Formation continue sinn ënner anerem nei Séminairen agefouert ginn am Beräich vun der Proximité an am Beräich vun de Centres d'intervention. Dat fir dem Kader en eenheetlecht Bild vun der Police an hirer Aarbecht ze vermëttelen. Dëse Beräich vun der Weiderbildung muss a wäert an deenen nächste Jore weider konsequent ausgebaut ginn als Aarbechtsoutil fir all eis Polizisten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den éischte Pilier vun der Reform besteet an der Régionalisatioun vun de Policestrukturen. D'Gesetz huet d'Unitéiten a regional Circonscriptiounen organiséiert, déi hire Sëtz respektiv zu Lëtzebuerg, Esch-Uelzecht, Gréiwemaacher, Miersch, Kapellen an Dikrech hunn.

Dës nei Struktur huet als Haaptzil eng séier an effikass Interventioun um Terrain ze erméiglechen. All Regioun huet een oder méi Centres d'intervention, déi ëmmer op si fir de Bierger. Donieft huet d'Gesetz verschidden aner regional Servicer virgesinn, dat ass: e Service de recherche et d'enquête criminelle fir am judiciairë Beräich ze schaffen, e Service de police spéciale fir ënner anerem am Ëmweltberäich aktiv ze sinn, e Service régional de la police de la route deen zouständeg ass fir d'Iwwerwaachung vum Strooosseverkéier um lokalen a regionalen Niveau, e Bureau de coordination communale, de prévention et d'aide aux victimes an d'Commissariats de proximité.

Wat ass bis haut an dëse Beräicher geschitt? Wéi sinn dës Moyenen um Terrain bis haut ëmgesat ginn? D'Aféiere vun de Centres d'intervention war déi éischt Prioritéit vun der Regierung fir der Populatioun am ganze Land eng Polizeipresenz 24 Stonnen op 24 ze garantéieren. Vum 1. Oktober 2002 u sinn, wéi ech gesot hunn, all d'Centres d'intervention opérationnel an alle Regiounen.

D'Mise en place vun de Centres d'intervention mat där domat verbonnener Verstäerkung vun der Polizeipresenz um Terrain ass sécherlech déi visibelst Ännerung vun deene leschten dräi Joer. Eis Polizei ass haut praktesch flächendeckend a permanent ënnerwee. Dës Presenz mat där domat verbonnener Visibilitéit gëtt op ville Plazen am Land beluewegend kommentéiert.

Duerch e méi séiert Agräife vun der Police konnten a leschter Zäit eng ganz Partie Verbriecher op frëscher Dot festgeholl ginn. Dobäi wëll ech stellvertriedend fir anerer un d'Bankiwwerfäll zu Miersch an zu Hesper erënneren, souwéi un e bewaffneten Iwwerfall zu Stengefort, wou an Zesummenaarbecht mat der belscher Police zwee Täter festgeholl konnte ginn.

Dës Erfolleger sinn nëmme méiglech wann, wéi dat elo de Fall ass, d'Patrullen och nuets dobausse sinn, wann also d'Police ronderëm d'Auer present ass. D'Police ass duerch dës strukturell Ëmännerung a mengen Ae besser wéi jee ausgeriicht fir kënne repressiv virzegoen.

Dëse groussen Effort huet awer och vill Leit mobiliséiert. Esou schafft ronn en Drëttel vum ganze Polizeieffectif an de Centres d'intervention. D'Verstäerkung, obschonns se ganz substanziell ass, huet et awer bis haut nach net erlaabt sämtlech regional Strukturen op d'Been ze setzen. Ech denken un de Service de polices spéciales, dee lediglech zu Lëtzebuerg, Esch an Dikrech fonctionnéiert, un déi regional Police de la route, déi nëmmen an der Stad an zu Esch opérationnel ass, souwéi un de Service de coordination communale, deen exklusiv fir d'Regioun Lëtzebuerg ugelaf ass. De Renforcement vun de Beamten am Regionalberäich muss deementspriechend konsequent an deenen nächste Jore weidergefouert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Police muss aneschters schaffe wa se repressiv géint déi sougenannt Schwéierkriminalitéit virgeet wéi wann se um lokale Plang agéiert géint déi kleng Kriminalitéit, déi de Bierger verونsécheret. No enger haaptsächlech reaktiv orientéierter fréierer Police a Gendarmerie krut dofir d'Police grand-ducale duerch d'Gesetz en zweete Pilier bäi, dee vun der Police de proximité.

Si huet dräi Objektiver. Éischtens muss d'Police de proximité kënnen anticipéieren. Dat verlaangt, dass d'Police duerch hir Relatiounen, déi se mat allen Acteuren opbaut, an duerch eng gutt Kenntnis vum Terrain sech esou verhält an agéiert ier déi öffentlech Uerdnung gestéiert ass. D'Police muss eng kohärent Aktiounsstrategie usetzen a muss duerch hir visibel Presenz tatsächlech oder potenziell Täter ofschrecken. D'Police de proximité ass also net eng zousätzlech Missioun vun der Police, neen, et ass eng nei Manéier fir de Wënsch vun de Bierger gerecht ze ginn.

Deen zweeten Objectif vun der Police de proximité ass d'Interventioun ze ersetzen oder ze ergänzen duerch de Partenariat. De Proximitéitspolizist muss dofir säi Re-

véier optimal kennen, esou wéi d'Leit déi do wunnen, an dëst an Zesummenaarbecht mat de lokalen Autoritéiten.

Den drëtten Objectif besteet an der Kapassitéit vun der Police virun allem effikass laangfristeg Léisungen ze fannen. D'Perspektiv huet also gewiesselt. Op eng punktuell Demande substituéiert sech e Service, dee beméit ass schonn am Virfeld dem Sécherheetsverlange vum Bierger am Alldeegleche Rechnung ze droen. Op dësem Gebitt ass op ville Plazen a fir vill Polizisten Neiland betratt ginn.

Déi Objektiver, vun deenen ech elo just geschwat hunn, verlaangen en anert Schaffen an noutgedrongen e Mentalitéitswandel op deen net jiddferee virbereet war. Dofir ass et wichteg de Polizist ze begleeden a Form vu Principes directeurs, déi et him erlaben d'Police de proximité ëmzesetzen.

Parallell si verschidden Initiativen ugelaf, déi d'Ëmsetze vun dëse Prinzipie verdäitlechen. Ech denken hei haaptsächlech un d'Ausschaffe vun de Plans locaux de sécurité, wéi deen deen zu Diddeleng als Pilotprojet ugelaf ass, an och de Projet pilote vum Commissariat commun zu Péiteng.

Ob dës Police de proximité e vollen Erfolleg gëtt, hänkt awer net nëmme vun der Police of. De Partenariat, deen d'Police mat de Gemengen usteiert, bréngt mat sech dass och d'Responsabilitéit gedeelt gëtt. De Stat ass responsabel fir d'Aktiounen déi Police grand-ducale duerchféiert an de Buergermeeschter huet seng Responsabilitéit wat de bon ordre a senger Gemeng ugeet.

D'Deele vun de Responsabilitéite bréngt mat sech, dass e Konsens muss bestoen iwwert d'Aktiounen, déi duerchgefouert ginn. Hei sinn all déi lokal Acteuren an deemselwechte Mooss gefuerdert fir individuell erauszefanne wat fir e Plan local oder régional fir si am néidegsten ass.

Dobäi fält aus der Erfahrung aus den éischten dräi Joer op, dass do eng Rei Domäner besonnesch an d'Ae gefaasst gi wéi d'Verkéierspolizei, d'Sécherheet vum Bierger, awer och am verstäerkte Mooss op ganz ville Plazen d'Jugendkriminalitéit, déi och zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore staark zougeholl huet. D'Gewaltbereetschaft ënnert deene jonke Leit hëlt zou. Zesumme mat den Elteren, de Responsable vun de Schoulen an de lokale souwéi de staatleche Autoritéite muss e Wee fonnt gi fir dëse Phenomeen an de Gréff ze kréien.

An deem dote Kontext muss een och de Vandalismus nennen, deen ëmmer méi grouss Ausmoossen unhëlt. Esou sinn an dësem Beräich eleng d'Affären an deene leschten zwee Joer ëm iwwer 10% gestiegen.

Niewent där neier Schaffensaart - weis, déi nach muss verdéift ginn, kennt d'Police de proximité deeselwechte Problem wéi d'Police d'intervention, dee vun ze schwaachen Effektiver. Et schéngt mir, dass am Gesetz op verschiddene Plazen ze vill déif ugesat ginn ass fir déi dote Missiounen, déi se soll erfëllen. An da muss ee sech prinzipiell d'Fro stellen, ob déi 1.573 Posten, déi mer wollte schafen, duer gi fir d'Objektiver vun der Reorganisatioun voll ëmfänglech ze erreechen. Wichteg ass et nämlech, dass d'Beamte sech kënne konzentréieren op hir Aarbecht an net permanent ofgeruff ginn, esou wéi dat an der Vergaangenheet oft de Fall war.

Et ass also weider noutwendeg déi Unitéit, déi d'Reserv vun der Police duerstellt, deementspriechend ze verstäerken, an dat mat jonke Polizisten, déi no der Formatioun an der Polizeischoul speziell op hire Beruff virbereet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den drëtten Haaptobjectif vun der Reform besteet an enger effikasser Bekämpfung vun enger Kriminalitéit, déi ëmmer méi komplex, méi international a méi brutal gëtt. Erlaabt mer dofir an dësem Kontext déi judiciaire, dat heescht déi strofrechtlech Aarbecht vun der Police méi genau ze beliichten.

D'Missioune vun der Police judiciaire betreffen all eis Polizisten, mä d'Gesetz vun 1999 huet zwou Unitéite méi spezifesch mat dëser Aarbecht betraut: de Service de police judiciaire an d'Services de recherche et d'enquête criminelle. Well mer eis bewosst si wéi wichteg déi judiciaire Aarbecht an der neier Police ass, hunn de Justizminister an ech gläich Ufanks vum Joer 2000 d'Inspection générale de la police ugestallt de Fonctionnement vun dem Service de police judiciaire an all senge Facetten ze beliichten.

De Rapport vun der IGP, deen no intensive Consultatioune mat de Représentantë vun der Justiz opgestallt ginn ass, stellt grouss Defiziter fest, notamment am Beräich vun den Effektiver a verschiddene Sektiounen, haaptsächlech am Beräich vun der Wirtschaftskriminalitéit a vun der organiséierter Kriminalitéit. Doropshin huet d'Regierung an enger éischter Moossnam beschloss de Service de police judiciaire schonn dëst Joer mat 20 neie Posten ze verstäerken.

Och wann et 2002 eng ganz Partie grouss Enquêtenerfolleger gouf - ech denken hei méi speziell u Serieverhaftungen op Iwwerfäll am Raum Péiteng, Déifferdeng an Esch, souwéi Serieverhaftungen an der Drogenszen mat grousse Saisien -, esou muss ee sech anerersäits awer och bewosst sinn, dass an dësem Beräich d'Aarbecht nach net ofgeschloss ass. Am Géigendeel, d'Roll an d'Attributioun vum SPJ an de SREC muss presiséiert ginn. Duerfir gëtt e Konzept zurzäit iwwert d'Police judiciaire ausgeschafft.

Parallell gëtt nach dëst Joer e Konzept iwwert d'Police technique am Beräich vun der Spuresécherung färdeg gestallt. Esou soll op all Regioun eng Cellule de police technique op d'Bee gestallt ginn. D'Formatioun an dësem Domän geet am Mee un, a vun Oktober u ginn dann d'Enquêteuren um Terrain aktiv.

Gläichzäiteg wësse mer awer och, datt d'Schwéierkriminalitéit sech ëmmer méi an ëmmer besser international organiséiert. Och wann et schwéier ass déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an Zuele festzehalen, esou kann een awer soen dass déi dräi folgend Facteuren dozou bäigedroen hunn, dass déi Zort vu Kriminalitéit bestänneg eropgaangen ass an deene leschten zéng Joer.

Éischtens d'Verbesserung am Beräich vun der Kommunikatioun. Zweetens eng méi grouss Mobilitéit vun de Leit, de Gidder an dem Kapital queesch duerch Europa, an drëttens den Zesummebroch vum kommunistesche Regime am Oste vun Europa.

Fir dëser Form vu Kriminalitéit entgéint ze wierken, mussen d'Uerdnungskräften haut verstäerkt grenziwwerschreidend kooperéieren. Dofir ass de 4. Juni 1996 den Accord bilatéral belgo-luxembourgeois ënnerschriwwe ginn. Deen Accord ass gebuer aus dem Wëlle fir d'Sécherheet vun de Leit aus dem Grenzgebitt ze verbesseren. Seng Haaptobjektiver sinn: Informatiounen auszetauschen, souwuel am preventive Beräich wéi am Kader vum Kampf géint dat organiséiert Verbriechen, Operatiounen am Grenzgebitt ze koordinéieren a Beamten ze forméieren.

En ähnlechen Accord ass mat den däitschen Autoritéite schonn de 24. Oktober 1995 a mat de franséischen Autoritéiten de 15. Oktober 2001 ënnerschriwwe ginn. Ervirzehiewe bleift awer och den Accord, dee mir de 24. Februar vun dësem Joer, no laange Jore vu Verhandlung, mat deenen däitschen a belschen Autoritéiten ënnerschriwwen hunn an deen et eis erlaabt e Bureau commun de coopération transfrontalière anzeféieren, deen eng aktiv Roll wäert an Zukunft spille bei der Bekämpfung vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit. Mir kënnen iwwregens dovun ausgoen, dass och Frankräich deemnächst dësem Accord bäitriede wäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir kënnen effikass virzegoen, souwuel géint déi national wéi och déi international Kriminalitéit, brauch d'Police déi néideg Moyenen, an dat souwuel um Niveau vun de Ressources humaines wéi och wat d'Ausstattung vun de Beamten ugeet. Notamment duerch d'Aféiere vun de Centres d'intervention ass nämlech d'Probabilitéit fir direkt mam Täter confrontéiert ze gi bedeitend méi héich gi wéi virun der Reform.

Duerfir huet d'Regierung duerfir gesuergt all Polizist optimal auszerüsten. Net manner wéi néng blindéiert Gefierer krut d'Police fir Patrullen ze fueren. Gläichzäiteg sinn d'Unités spéciales mat spezifesch gepanzerten Autoen a Material équipéiert ginn. Vun 2001 un huet eis Police en Helikopter zur Verfügung gestallt kritt fir souwuel preventiv wéi repressiv géint Verbriecher virzegoen. Haut huet all Beamten e Casque pare-balles an eng perséinlech Unterziehwest fir sech géint d'Täter ze schützen déi net zécken, wéi mer et gesinn hunn, Gebrauch vun hire Waffen ze maachen. Och ass den Armement moderniséiert ginn a gläichzäiteg kruten d'Polizisten eng Formatioun fir kënne gutt mat deem neie Material ëmzegoen.

Villes ass geschitt, wat net esou visibel no baussen ass. Just ee Beispill: Fënnef nei Ween fir de Gefaangenentransport si kaaft ginn, déi speziell équipéiert sinn am Sënn vun der Sécherheet, souwuel vum Beamte wéi vun de Bierger. All dës Materialacquisitioune belafe sech fir d'Joren 2000 bis 2003 op iwwer 16 Milliounen Euro. Dëse Chiffer ass vu Joer zu Joer vun 2,1 op 3,6 iwwer 4,9 op dëst Joer 5,3 Milliounen Euro eropgaangen.

Am Allgemenge muss ee festhalen, dass d'Kreditter an där neier Police vun 72 Milliounen Euro am Joer 1999 op 129 Milliounen Euro am Joer 2003 geklomme sinn. Dat mécht eng Progressioun vun net manner wéi 78%.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschléisse wëll ech nach op d'Infrastrukture vun der Policeverwaltung ze schwätze kommen.

D'Chamberskommissioun vun der Force publique hat an hirem Rapport iwwert de Projet de loi gesot, an ech zitéieren: „Och wann e groussen Deel vun den Infrastrukture scho bestinn, esou ass dëst net de Fall an allen Uertschaften. Des Weidere mussen déi bestehend Infrastrukture progressiv esou aménagéiert ginn, dass se deenen neie Strukturen entspriechen.“

Et muss een awer feststellen, dass och d'Gebailechkeeten net där neier Organisatioun gerecht ginn. Déi al Gendarmeriesgebaier ëmzebauen ass engersäits laangwiereg an anerersäits kostspieleg. D'Resultat ass dann nach net onbedéngt zefriddestellend, well et net de Begebenheete vun enger moderner an effikasser Polizeistruktur entsprécht. Dofir brauch d'Police e Plan pluriannuel d'investissement an e kohärente Programm, wat d'Moderniséierung vun den Infrastrukturen ugeet.

An deem Kader situéiert sech och d'Baue vun enger Cité policière, wat e grousse Projet duerstellt an déi verschidde Servicer vun der Police grand-ducale soll zesummeleeën, déi haut verspreet sinn iwwert d'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg. Et sinn dat: d'Direction générale, d'Unité de garde et de réserve mobile, d'Unités spéciales, d'Polizeischoul mat sengem Internat, de Service de police judiciaire, deen an deenen nächste Méint fir eng ganz Rei Jore wäert plënneren, an de Centre d'intervention vun der Regioun Lëtzebuerg.

Enn 2001 huet d'Madame Bauteminister eng Firma beoptraagt e Programme de réaménagement vum Site vum Verluerekascht auszeschaffen, an dëst op Basis vun de Besoinen an den Objektiver, déi d'Police am Virfeld formuléiert hat. Dës Etüd, déi an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengeservicer vun der Stad Lëtzebuerg gemaach gouf, ass virun zwee Méint ofgeschloss ginn. Zurzäit gëtt e Concours d'architectes lancéiert, deem seng Resultater am Hierscht wäerte bekannt gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Interventioun wëll ech festhalen, dass an där kuerzer Zäitspan, bei alle Mängel déi et bei all Reform ginn, eng ganz impressionnant Aarbecht geleescht gouf fir eng Reform ëmzesetzen, déi een an där Gréisstenuerdnung hei zu Lëtzebuerg kaum kannt huet.

Mäi Merci geet un all déi déi eis dobäi gehollef hunn, un d'Direktioun an un d'Inspektioun vun der Police, un de Kader, un d'Polizisten an un d'Gewerkschaften. Um strukturelle Plang ass d'Reform ouni Zweifel e volle Succès. Weider Efforte wéi d'Opstockung vun de Servicer, d'Verdéiwung vum Konzept iwwert d'Police de proximité, souwéi d'Reorganisatioun vun dem Service de police judiciaire, bleiwen nach ze maachen, woubäi een awer och net däerf iwwersinn dass een net alles matenee ka maachen, wann een d'Capacités d'accueil et de réalisation vun de Leit net wëllt iwwerstrapazéieren. Um Plang vun den Infrastrukture bleiwe Schwaachstellen déi musse behuewe ginn. Éischt Usätz sinn do, wéi de Projet iwwert d'Cité policiaire et beweist. Mä och am Detail an de Regioune muss op dësem Gebitt nach vill Aarbecht geleescht ginn.

D'Reform vun der Police, Dir Dammen an Dir Hären, ass näischt staatleches wat eemol décidéiert, gläich komplett an iwwerall ëmgesat ka ginn. Et ass a mengen Aen eng permanent Erausfuerderung un de ganze Kader, ob an der Direktioun oder um Terrain. Et ass gläichzäiteg eng passionnant Aarbecht, déi als Zil huet eng nach méi performant Police ze schafen, eng Police déi am Déngscht vum Stat a senger Sécherheet wéi och am Intérêt vum Bierger steet. Dobäi ass d'Police net nëmmen e Service public, mä ëmmer méi e Service au public deen no bei den Awunner vun eisem Land steet, disponibel ass an op muss si fir d'Préoccupatioun vun de Leit.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee sech bewosst sinn, datt duerch d'Reorganisatioun vun der Polizei an der Gendarmerie am Joer 1999 net all Problemer an der Lëtzebuerger Gesellschaft kënne geléist ginn.

D'Virgabe waren, Schnellinterventiounen iwwerall am Land, 24 Stonnen op 24, fir Urgence ze garantéieren, Regionalisatioune vun der Polizeiaarbecht mam Corollaire vun enger gewëssener regionaler Autonomie, a Proximitéitsaarbecht laut demographesche Realitéiten.

Wéi d'Zunkunft ausgesäit, dat weess keen. Gewosst ass, dass d'Kriminalitéit méi komplex ginn ass an dass se sech besonnesch internationaliséiert mam Ofschafe vun de Grenzen an der EU. An eréischt wann all kompensatoresch Sécherheetsmoossnamen, déi aus dem Schengener Vertrag fléissen, an en optimale polizeilechen a judiciairen internationale Kooperatiounsrahme vun Accorden tëschent alle verschiddenen Nopeschlänner am Europaraum gi sinn, kann ee sech verspriechе fir dësen Defizit auszemäerzen.

Mat der Reorganisatioun vun der Police grand-ducale geet et villméi drëm zukünfteg Phenomeener wéi d'Kriminalitéit besser ze bekämpfen an an de Gréff ze kréien. Generell gekuckt wor et net gewosst am Joer 1999, ob déi nei Strukturen déi adaptéierst an déi beschtméiglechst wären a sinn. Kloer ass, dass déi nei Aarbechtsmethode gräife mussen, fir dann ausgebaut ze ginn.

D'Police de proximité zum Beispill däerf keng Loft verkafen. De Proximitéitspolizist ass kee Sozialaarbechter, dee just do ass fir ze lauschteren a fir ze schwätzen. Wann een och eppes soll hunn, ass hie virun allem awer e Polizist, deen disponibel ass, visibel ass, dee Fachkompetenz huet an aktiv ass. Wann ee vun engem angelsächsesche Konzept ausgeet an et schwätzt een do vun engem Policing vun enger Area, dann huet dat sécherlech eng repressiv Konnotatioun, an zwar déi fir mat alle polizeileche Mëttelen e Problem an de Gréff ze kréien. Mä Repressioun däerf ni blann an onnuancéiert sinn. De gesonde Mënscheverstand muss e verstoen a si versteet sech am Kader vun engem Intérêt général. Si muss an de Moyenen, dem Resultat adaptéiert sinn.

An erlaabt mer hei als Beispill de Raum Kordall a spezifesch Péiteng ze nennen, wou d'Bankiwwerfäll vun 20 op quasi 0 erofgaange sinn. Hei goufe Repressioun an och Preventioun ausgeübt, an zwar duerch d'Asetze vun Helikopter, blindéiert Autoen, verstäerkte Polizeipresenz a Fousspatrullen, kombinéiert mat groussen Efforten an der Enquête.

(Interruptions)

Där waren déi Kéier keng derbäi, Här Bartolomeo, mä d'Moyene waren adequat an d'Moyene mussen ëmmer adequat sinn. Dofir ass et och kloer, wann een zum Beispill am Beräich vun der Jugenddelinquenz schaffe wëllt, dass do musse ganz aner Methoden ugewannt ginn. D'Konklusiounen, d'Léisungen an d'Moyene sinn also ni déiselwecht.

Haut diskutéiere mer hei an der Chamber eng éischt Evaluatioun vum Gesetz vum 31. Mee 1999. Gewosst ass, dass den Effektiv vun der Police grand-ducale iwwert déi lescht Jorzéngten an d'Hannerdreiwe gerode war an dass doduerch eenzel Servicer net méi hire Missioune gerecht konnte ginn.

Bei den intiale Berechnunge vun den Effektiver goufe jo d'Stroosseninfrastrukturen, d'Awunnerzuelen an d'Kriminalitéit an den eenzelne Gemengen a Géigenden ugezunn, fir e Konzept ze finaliséieren a mat deenen neien Effektiver den 1. Januar 2000 unzefänken.

Op den eenzelne Plaze fält, dat gesi mer haut, eng Charge de travail un, déi ganz variabel an och ganz individuell évaluéiert muss ginn. Esou fällt op, dass den eenzelne Polizist eng ganz aner Charge de travail huet, ob en am Zentrum schafft, ob en am Süde schafft, oder am Norden affektéiert ass.

Dofir e puer Wierder iwwert d'Experienzen op Gemengenniveau. Et muss ee feststellen, dass d'Leit méi systematesch reklaméieren, wat op eng ëmmer méi kritesch Gesellschaft zréckzeféieren ass, an et muss een awer feststellen dass den Toun och geännert huet. D'Leit ginn an hire Sécherheetsinteressen ëmmer méi aggressiv an

derbäi kënnt och nach eng gewëssen Incapacitéit, géif ech soen, ënnert de Leit mateneen an ze communiquéieren an ze dialogéieren a fir domat dann eventuell Konfliktsituatiounen ze vermeiden. Dëst gesäit och de Buergermeeschter am Alldag, zum Beispill bei Baugenehmegungen.

Och d'Proportioun fir Plainten ze féieren huet geännert. Ass et well bei den Opklärungsversammlungen, där et jo e ganze Koup am Land gouf, mat eise Bierger am Kader vun den Aarbechte vum Comité de prévention, eis Bierger opgefuerdert goufe sech ze melle wann eppes net geet, wa Problemer sinn? Als Gemengeresponsabel kritt een d'Gefill, datt de Bierger méi oft d'Polizei befaasst. Ass et vläicht, well en en neit Bild vun der Polizei huet? Sécher a kloer ass, et gi méi oft Plaintë geféiert, zum Beispill bei Streidereie vu Schoulkanner, oder och bei Vandalismus gëtt d'Polizei systematesch befaasst.

Dat statistescht Zuelematerial muss een also an esou engem Kontext analyséieren. Mir kréien also haut eng méi prezis Foto vun deem wat sech um Terrain deet an hoffen, dass doduerch d'Donkelziffer erofgeet.

Laut ILReS-Ëmfro wënscht de Bierger jo, dass d'Onsécherheetsgefill bekämpft soll ginn. 76% vun de Gefrote fillen, dass d'Onsécherheet zouhëlt. D'Police de proximité huet hei eng wichteg Roll ze spillen. Si soll sech Auszeechnen duerch d'Presenz, duerch iwwerluechtent Ëmgoe mat dem Bierger an duerch preventiivt a repressiivt Schaffen.

E Sondage am Kader vun engem Projet-pilote an der Gemeng Péiteng gëtt eis hei éischt Opschlëss, déi eng generell Bedeitung fir eist Land kënnte kréien. 15,3% vun der Bevëlkerung hu matgemaach, wat bedeitend ass a wat och heescht dass eng Sensibiliséierung vun der lokaler Populatioun stattfonnt huet.

D'Öffnungszäite goufen esou arrangéiert, dass d'Polizei am Kader vun hirer Proximitéitsaarbecht méi present konnt sinn um Terrain, eng wichteg Oplag am Sënn vum neie Polizeigesetz. Fir 28,5% wor d'Polizei méi visibel, fir 52% hat sech näischt geännert. Nëmme 19,5% hu fonnt, dass d'Situatioun dégagéiert wär. D'Leit hu vill verschidde Froe gestallt. Majoritär woren dës Fuerderunge vun de Bierger méi Zirkulatiounskontrollen, méi Presenz an de Quartieren, méi Presenz d'Weekender an nuets, eng besser Iwwerwaachung vun den öffentleche Plazen an och d'Sanktionéiere vu Stationnéierungskontraventiounen. Et ass also gewosst, wou bei der Liewensqualitéit, well et ass jo heirëm wou et besonnesch geet, den Hiewel ugesat muss ginn. All dës Fuerderungen hunn awer eppes gemeinsam, si si personalintensiv, mir wëssen also wou d'Lat läit.

Similar Erkenntnisser goufen och bei anere Projets-pilotes gemaach, an zwar zu Bieles-Suessem, zu Leideleng, zu Monnerech an zu Reckeng. D'Gemengereglementer sinn och e Bestanddeel vun der Polizeiaarbecht. D'Polizei ass hei e Kontrollorgan a sanktionéiert. Den Innenminister wollt iwwer eng Circulaire Kenntnis kréien, wat de Contenu vun den eenzelne polizeileche Reglementer an de Gemengen ass. Hei muss openeen ofgestëmmt ginn en fonction vun de lokale Méiglechkeeten an d'Polizei muss och hei systematesch hirer Aufgab gerecht ginn. D'Polizeiaarbecht an der Proximitéit ass och eng Sozialaarbecht, awer net nëmmen. Grad a Frankräich gouf dëse soziale Volet iwwerdriwwen, wat Problemer mat sech bruecht huet an der Aufgabestellung vun der Police de proximité.

Mir sollten also aus de franséischen Erfahrunge léieren. De soziale Volet vun der Aarbecht soll jo besonnesch an de Comités de prévention verriicht ginn. Partner wéi Jugendhaiser, Lokalpolitiker, Interesseveräiner, Léierpersonal oder Elterevereenegunge sollen eng besser Konfliktléisung garantéieren, ouni dass d'Geriichter agesat musse ginn.

Preventioun an engem soziale Kontext heescht de Partner befaassen, zesumme mat der Polizei Léisungen ausschaffen. Wann dat esou ass, dass Léisunge mussen ausgeschafft ginn zesummen, bedeit dat och e Mentalitéitswandel fir de Polizist, deen net méi alles eleng léise kann. Do läit also vill Spillraum a vill Potenzial fir individuell Situatiounen esou ze géréieren, datt se sech harmonesch am soziale gesellschaftlechen Ëmfeld ofspillen.

Hei deet sech och munches, hei mussen déi eenzel Gemengen a Regiounen openeen ofgestëmmt ginn, well esou wéi déi impliziéiert Leit verschidde sinn, esou sinn och déi eenzel Problemstellunge verschidden.

Well et am Beräich Comité de prévention nëmme lokal a regional Strukture gëtt, well also keng national Struktur besteet, soll gekuckt ginn, ob de Forum démocratie et sécurité, wou de SYVICOL, de Syndicat vun eise Gemengen, Member ass, net kënnt an engem nationale Kontext am Lëtzebuerger Modell agebaut ginn. Dës international Struktur, wou Preventiounselementer vu Sécherheet am Mëttelpunkt stinn, ass och am Einklang mam regionale Forum, Conseil interrégional, Prévention délinquance, deen am Saar-Lor-Lux-Raum an a Rheinland-Pfalz fonctionnéiert.

Hei sollten iwwerregional Polizeicampagnen, mä och multidisciplinaire Initiative mat eise belschen, franséischen an däitschen Nopere stattfannen. Si sollten informativer, repressiver a preventiver Natur sinn an an der Grossregioun gemaach ginn, fir ze weisen dass d'Aktioun vun der Polizei an hire Partner net nëmmen op hire Grenzen ophält. Gemeinsam Aktioune goufe jo och schonn tëschent franséischen, belschen a Lëtzebuerger Polizisten an hire Partner an deene verschiddene Grenzraim gemaach. Hei mussen nei Weeër an der Zesummenaarbecht gesicht ginn, fir méi Effizienz an d'Kriminalitéitsbekämpfung ze kréien.

D'Sécherheetsgefill an engem Duerf am Gutland, am Éislek vermëttelen, heescht zum Beispill e Polizist, deen duerch d'Stroossen tréppelt. A Südgemengen direkt niewent der Grenz, wou Bank- an Tankstelleniwwerfäll stattfonnt hunn, heescht Sécherheet vermëttelen zum Beispill d'Polizei an engem blindéierten Auto mat adequate Waffen u Bord. An de vergläichbare Gemenge kann d'Situatioun ganz verschidde sinn. Vergläicht een do zum Beispill d'Gemeng Suessem an d'Gemeng Péiteng, déi awunnerzuelméisseg gläich grouss sinn, muss ee feststellen dass zu Péiteng zweemol esouvill Dossiere fir d'Polizei usti wéi an der Gemeng Suessem. Doraus ergëtt sech ganz kloer, d'Personalpolitik muss also individuell a spezifesch ugepasst ginn. Dëst ass eng aner wichteg Erkenntnis.

Mä och déi eenzel Partner mussen individuell agebonne ginn. Bei de Primärschoule spillen d'Léierdeleguéierten an de Comité de cogestion eng wichteg Roll als Uspriechpartner. An Zukunft kann dee sougenannten Administrateur vun der Primärschoul datselwecht maachen. Am Lycée ass et d'Schouldirektioun, mä hei gëtt sech oft ze vill op den Territoire vun der Schoul beschränkt. A grad d'Drogeproblematik zum Beispill spillt oft a geet besonnesch iwwert de Raum vun enger Schoul eraus. Hei mussen Elteren, Schouldirektioun, Gemeng, Police a Parquet Hand an Hand schaffen, wann eppes soll derbäi erauskommen.

Déi grouss Gemengen am Süden hu verschidde Resultater opzeweisen. Hei mussen trotzdeem regional Léisungen ugestriefft ginn. Nach méi géif eng systematesch Drogekontroll am Verkéier bréngen, wat mer jo och nach net hunn. Dee Modell gëtt et schonn an Däitschland. Hei misst also a mengen Ae légiféréiert ginn, fir sech nei Mëttelen ze gi fir offensiv an dësem Beräich virzegoen.

All Doudegen, all Schwéierblesséierten ass ze vill, wann Drogen hannert dem Steier mat am Spill waren. Esou eppes verzeit net. Et muss ee sech also bewosst sinn, datt an der Proximitéit eng multidisziplinar Approche mat ebebürtege Partner erwënscht ass, a wann d'Partner ebebürteg sinn, da setzt dat viraus dass Polizist an Zivilist oder gesellschaftlech Partner de Kompromëss an de Konsens siche mussen.

Hei kann een e Beispill vu gudder Zesummenaarbecht ginn, an zwar dat hei an der Stad Lëtzebuerg am Centre Aldringen, wou och d'Polizei an d'Gemengenautoritéiten zesummegeschafft hunn, e speziellen Dispositif opgestallt hunn a wou Resultater do sinn. Kloer ass, et musse situatiounsgerecht Dispositioune getraff ginn.

De lokale Sécherheetsplang vun Diddeleng, den Escher Sécherheetsplang an dee vun der Stad Lëtzebuerg, déi an der Maach sinn, ginn hei wäertvoll Renseignementer wou den Hiewel ugesat muss ginn.

De regionale Plang am Kanton Kapellen iwwer Abréch, där et der hei méi gëtt wéi am Duerchschnëtt vun eisem Land, oder och eng eventuell gemeinsam Aktioun am KORDAL, wat de Vandalismus ugeet, kënnt eis besser a gutt Äntwerte ginn, déi eng Verbesserung vun der Situatioun erbäiféiere kënnen.

Kloer ass, dass d'Problemer meeschtens territorial geléist kënne ginn, well se och territorial limitéiert sinn. Si hunn also e lokale Charakter.

Verschidde Centres d'intervention fonctionnéieren och eréischt säit sechs Méint. Ech mengen, den Här Minister hat dat och gesot. Konklusiounen ze zéien ass also net méiglech. D'Erfahrung seet eis awer och, dass d'Proximitéit nëmme gutt fonctionnéiert wann de Centre dIintervention derniewent seng Urgencenaufgaben ophëlt an iwwerhëlt.

Dofir sinn de Moment Extrapolatiounen nach net ubruecht. Ech géif mengen, wann een nach eng Kéier dräi Joer géif waarden, da kënnt ee wahrscheinlech ganz gutt bilanzéieren.

Ee Fazit léisst sech kloer maachen: Wat d'Police de proximité ugeet si mer hei zu Lëtzebuerg um richtege Wee. Et muss awer nach munches gemaach ginn.

D'Proximitéit steet awer net an engem loftleere Raum, mä déi aner Strukture ronderëm mussen och anstänneg fonctionnéieren. Déi lokal Unitéite sinn eng Basis, mä nëmmen d'Police als e Ganzt kann och eng gutt Proximitéitsaarbecht garantéieren. Dee sougenannte Service Régional des Polices Spéciales, SRPS, huet och eng wichteg Roll ze spillen.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob iwwerhaapt hir respektiv Aktivitéitsberäicher 1999 net ënnerschat goufen? Si befaasse sech jo mat Beräicher wéi Ëmwelt, Schwaarzaarbecht, kleng Finanzaffären. Dës Beräicher sinn natierlech multifaktoriell a si sinn awer omnipresent. Besonnesch am Beräich Ëmwelt deet sech awer munches an hei gëtt d'Sensibilitéit bei de Leit ëmmer méi grouss. D'Gemenge ginn ëmmer méi mat Delikter befaasst, an dass hei nach e gewëssenen Zukunftspotenzial besteet, dat versteet sech eleng schonn aus deenen neie Müllkonzepter, déi an de Gemengen ausgeschafft ginn, wou de Müllpräis ëmmer méi an d'Luucht geet, wat finanziell Méibelaaschtunge fir den Eenzelne bedeit a wat zu irreguläre Praktike féiere kann an och scho geféiert huet.

E weidert Glidd, dat net ënnerschat däerf ginn, ass dat vun dem UGRM, der Unité de Garde et de Réserve Mobile. Dës muss och opgestockt ginn, well wann hei Handlungsbedarf entsteet an et sinn net genuch Ressourcen do, da geet dat ëmmer op d'Käschte vun der Police de proximité, déi dann nees an hirer Aarbecht behënnert gëtt, well se hei mat Personal asprange muss. E Proximitéitscorps brauch awer kontinuéierlech déiselwecht Ressourcë fir seng Aarbecht laangfristeg ze organiséieren. D'Opstelle vun enger Reserv gouf eréischt Enn Januar ugefaangen. Hei muss also eng weider wichteg Prioritéit am Recrutement geschéien.

Iwwert dës Reserv gi jo folgend Missioune gesteiert: den Helikopter, blindéiert Gefierer, Hondsmeeschteren, Gefaangenentransport, d'Sécherheet zum Beispill am Regierungsquartier an och déi wichteg europäesch Réuniounen hei zu Lëtzebuerg. E gutt fonctionnéiernden UGRM kann d'Proximitéit entlaaschten, well déi Leit net méi gebraucht ginn. Jo e ka se esouguer verstäerken, an dat geschitt zum Beispill bei punktuelle Missiounen. Do kann een e Beispill ginn am Summer, an touristesche Géigende wéi Iechternach, wann d'Fousspatrullen do an d'Luucht gesat an ausgebaut ginn.

D'Polices spéciales a Reserve ware bis dato keng Prioritéiten. Si hunn net als Haaptakzenter gegëllt bei der Fusioun. Dofir muss also elo eppes an der Personaldecken ënnerholl ginn. Fir d'Personaldecken ze optimiséiere ginn et méi Artificen. Een dovun ass dee fir verstäerkt op zivil Aarbechtskräften zréckzegräifen. Op all Unitéit gëtt et Aarbechte wou keng Uniform gebraucht gëtt. Dëst sinn administrativ Aarbechten, logistesch Fonctiounen am Guichet oder bei aneren Hannergrondaarbechten. Heimat kann d'Aarbecht vum Polizist sech exklusiv op d'Kärberäicher bezéien. Zivilleit bréngen e Surplus u Qualitéit, si hëllefen en anert Bild vun eiser moderner Polizei zeechnen. Si hunn tatsächlech eng aner Astellung wéi de Polizist. Et gëtt de Moment am Kader vum Chômage zum Beispill iwwer CAT-Kontrakter rekrutéiert. Dëst ass a mengen Ae keng Solution de choix, et ass eng Léisung, mä keng Solution de choix. Et mussen nämlech laangfristeg Léisungen ugestriefft ginn, notamment well och an dësem Beispill bei der Polizei d'Beruffsgeheimnis an dësem Beräich eng grouss Roll an eng wichteg Komponent ass a bleift.

Kloer ass awer, dass vill Leit keng Uniformen ukréien a si net polizeilech aktiv kënne ginn. Dës ganz Problematik setzt eng Bewosstseinserweiterung vun alle Bedeelegten, dat heescht der Polizei, den aneren Ugestellten, den Autoritéiten an der Bevölkerung viraus.

Elo wëll ech nach kuerz op de Beräich Verkéier agoen. E Beräich, dee vill Uklang bei der Bevölkerung fënnt, ass grad dee vum grenziwwerschreidende Verkéier. Hei intervenéiert jo d'Police de Circulation. Dës besteet um nationale Plang als UCPR, d'Unité Centrale Police de la Route. Mir nenne se och nach Autobunnspolizei, an um regionale Plang als SRPR, Service Régional Police de Route. A ville Comités de prévention gouf jo dës Problematik opgeworf. D'regional Servicer vun der Police de la Route gëtt et de Moment nëmmen zu Esch an an der Stad. Hei gëllt et dëse Service auszebauen op déi aner Regiounen, mä dëst ass alt nees eng Fro vun Effektiver. Sécher kann ee soen, wann d'Problemer vum Verkéier den Haaptsujet vun der öffentlecher Sécherheet sinn, dann ass dat Ganzt net esou schlëmm, besonnesch wann ee kuckt wat sech an eisen Nopeschlänner deet. D'Polizei kritt vill Telefoner iwwer Radau vun Autoen, iwwer falsche Stationnement, iwwer Vitesse. Hei gouf d'Öffentlechkeetsaarbecht gemaach an et gouf mat ville Kontrolle reagéiert, wat dozou gefouert huet datt mer manner Doudeger am Verkéier haten. Och wann net jiddfereen - an dat wëll ech hei och emol eng Kéier soen - seng Kontroll virun der eegener Dier ka kréien, gëtt et op d'mannst een Trouscht fir déi Leit, well all d'Verkéiersrowdyë behuele sech iwwerall d'selwecht am Land, an zwar dernieft.

Och den Transitverkéier stellt Problemer duer. Hei kënne sécher maximal Kontrollen eppes bréngen, mä politesch Léisunge kënnen hei méi bréngen, zum Beispill Tankstellen op Autobunnen oder Tankstellen aus Uertschaften erausshuelen, wann Autorisatioune fälleg sinn.

Och nach e Wuert iwwert d'Fourrièren. Hei besteet jo d'Iddi, fir regional Strukture vu Fourrièren ze schafen. Dës Initiativ ass ze begréissen, well hei besteet wierklech en akuten Handlungsbedarf. Dernieft kënnt ee sech awer och no engem méi séiere Modell inspiréiere betreffend d'Véhicules abandonnées, déi jo och herno an d'Fourrière ginn.

Ech stelle mer hei d'Fro, ob net sollt den Auto, soubal en abandonnéiert ass, taxéiert ginn an no engem gewëssenen Délai, wann de Propriétaire sech net mellt, dësen Auto dann einfach géif zerstéiert ginn. Dëst wär ubruecht, well ëmmer méi Autoen abandonnéiert ginn an tatsächlech och e Plazmangel an de Fourrièrë besteet.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Eng nei Dimensioun gouf och ageféiert duerch d'Schafe vun engem SREC, enger regionaler Struktur nieft der nationaler Struktur vun der Police judiciaire. Déi regional Strukturen - Service régional d'enquêtes criminelles, de SREC - mussen och ausgebaut ginn, fir d'Enquêten a klenger a mëttlerer Kriminalitéit virunzedreiwen. Dëst bedeit e weideren Aarbechtsopwand a weider Personalastellungen. Dëse Wee muss awer onbedéngt impératif begaange ginn.

En éischte Schrëtt gëtt jo hei och duerch d'Aféiere vun der Police technique gemaach, déi d'Spuresécherung systematesch ënnerhëlt, wat bis dato och net de Fall war. Dëst geschitt jo elo an de Regioune Lëtzebuerg an Esch a soll bis den Oktober am ganze Land generaliséiert ginn.

Betreffend d'Police judiciaire drängt sech eng wichteg Fro op: Wat sinn déi Zentralaufgabe vun der Police judiciaire? Wat sinn hir Attributiounen? Gewosst ass, dass d'Membere vun der Police judiciaire motivéiert sinn a kloer Virstellungen hunn. Hei gëlt et also schnellstens dat virleiend diskutéiert Konzept ze finaliséieren. Et ginn zum Beispill zwou Sektiounen am Finanzberäich déi missten, fir méi effizient ze schaffen, zesumme geschloe ginn. Dës däerfen an der Organisatioun vun der SPG och keng Stellung à part kréien.

Mir sinn och international iwwerrannt ginn am Beräich vun der Finanzkriminalitéit. De Parquet général muss hei definéieren, wéi eng Politique criminelle gemaach soll ginn, an da muss gekuckt gi wéi eng Moyene gebraucht ginn, well nëmmen esou kënnen international Délaië respektéiert ginn.

Iwwerhaapt misst gekuckt ginn, dass d'Relatiounen tëschent den Autorités judiciaires, Untersuchungsriichteren an den Autorités policières verbessert ginn, an dat am Respekt vu jiddferengen senge Kompetenzen. Et däerf net sinn, dass eréischt no siwen oder aacht Joer perquisitionnéiert gëtt. Dofir muss d'SPG onbedéngt eng Prioritéit kréien.

Eng aner wichteg Feststellung: De Recrutement muss iwwerduecht ginn. Déi villfälteg Aufgabe vun der Polizei kënnen net méi exklusiv vu Polizisten ofgewéckelt ginn. D'Rad vun der Gesellschaft dréit ze séier, d'Erausfuerderunge sinn ze villfälteg, schnell Äntwerte si gefrot. Zum Beispill an technesche Beräicher, an der Informatik oder och an den Telekommunikatiounen, Stéchwierder, Internet, GSM an esou weider. Do ass et kloer: Déi Kriminell schlofen net. Sou mussen déi fréier Softwarë vun eiser Polizei, déi elo adaptéiert goufen, schnellstens weider entwéckelt gi fir der Entwécklung an den Erausfuerderunge vun enger moderner Polizei gerecht ze ginn.

Mä och d'Redaktioun an d'Konzeptioun erfuerdere keng polizeilesch Fäegkeeten, an hei muss och gehandelt ginn. Goufe bis dato 145 Zivilisten agestallt, sou muss hei ganz kloer ee bedeitenden Akzent gesat ginn. D'Bandbreet vun den Zivilisten ass grouss. Vill verschidde Profiller gi gebraucht, ech nennen Dokteren, Informatiker, Laboranten, Bibliothécairen, administrativ Kräften, Aarbechter an esou weider. Den Aufgabeberäich an de Statut vum Zivilist musse kloer definéiert gi par rapport zum Polizist. Dëst ass ganz wichteg.

E puer Wierder zum interne Fonctionnement vun der Polizei. Ech erënnere mech nach wéi an de 70er Joren - ech war zu Iechternach am Lycée - op der Fassade vun der Gendarmerie e Plakat houng: Die Gendarmerie, dein Freund und Helfer. Wann een dat gelies huet, da ware Wierder wéi Respekt, Angscht a Repressioun virun engem sengen Aen. Dëse Slogan gëtt natierlech am ale Bild vun der Polizei an der Gendarmerie, wéi se fréier existéiert huet, anescht verstanen. Den Agent huet an enger militärescher Struktur fonctionnéiert, hie féiert militäresch Uerder aus, seng Aarbecht huet also eng besonnesch repressiv Konnotatioun.

De Législateur huet 1999 jo nach drop gehale weider de militäresche Statut bäizebehalen. Dat ass och gutt esou, géif ech mengen, well dësen Aspekt steet och fir Ordnung, Disziplin, Disponibilitéit a Komerodschaft; Wäerter déi sécherlech hei net falsch op der Plaz sinn.

Mä d'Bild vun der Polizei soll dat och si vun engem modernen, biergerfrëndleche Service, deen eis Polizei fir eis Bierger prestéiert. De Polizist als Garant fir Sécherheet am Dialog mam Bierger an deenen anere gesellschaftlechen Autoritéiten; sou muss et sinn. Dëse Mix muss esou an der polizeilescher Deontologie verankert ginn, dass qualitativ éischtklasseg Aarbecht geleescht ka ginn. Ech géif mengen, d'Konzept vun eiser heiteger Police grand-ducale gëtt dëser Erausfuerderung gerecht.

De Recrutement gouf jo och anescht ausgeluecht. D'Inspektere ginn iwwer eng zivil Schinn rekrutéiert, d'Resultater sinn och villverspriechend. D'Astellungsquotaë ginn erfëllt. D'Polizeischoul spillt eng Schlësselroll. Hei muss och gewosst sinn, datt net ze vill matenee Leit agestallt kënne ginn, well soss Problemer beim Encadrement kënnen entstoen, well jo onerfuere Leit mat erfuerene musse vermëscht ginn.

Des Weidere kënnte Problemer bei der Formatioun entstoen, déi net méi garantéiert kënnt ginn, wann d'Kapassitéiten dépasséiert géife ginn. Schliesslech géife bei ze groussen Astellungszuelen herno an der Pensioun Problemer entstoen, well ze vill Leit beieneen aus dem aktiven Aarbechtsverhältnis géife goen. Sou sinn ech der Meenung, dass et noutwendeg wär déi aktuell Quotaen - dat si 60 Stéck am Recrutement - fir déi nächst Jore bäizebehalen.

Wat d'Brigadieren ugeet - hien ersetzt jo de fréiere Gendaarm respektiv Polizeiagent -, do ass jo de Recrutement zueleméisseg méi schwiereg. Dës Leit si fir d'éischt an der fräiwëlleger Arméi vum Härebierg a ginn dann an d'Polizeischoul détachéiert. Sollt hei net déi néideg Dynamik entstoen, soll dës duebel Approche iwwerduecht ginn? Dëst sollt an engem mëttelfristege Kontext geschéien an dës Carrière muss och ganz kloer attraktiv gestallt ginn.

E wichtegen Aspekt bei der Gestioun vun den Effektiver bleift awer och d'Formation continue. Dofir muss de Centre de formation esou ausgebaut ginn, dass en den zukünftegen Erausfuerderunge gerecht gëtt. Hei ass also och kloer en Handlungsbedarf.

D'Cité policiaire um Verluerekascht muss Realitéit ginn. Dës Infrastrukture musse schnellstens fit gemaach ginn. Ee Gebai ass prett fir schoulesch Formatioun, en zweet an en drëtt musse schnellstens astand gesat ginn. Mä och d'Internat fir Schüler muss adaptéiert ginn; elo sinn et 80 Schüler an dës Zuel misst verduebelt ginn.

Et gouf an de leschten dräi Joer munches geleescht. Mä déi infrastrukturell Erausfuerderunge si grouss. 60 Sitë sinn ze ënnerhalen a ganz vill sinn der am Chantier. D'Investen déi usti si konsequent, wat net evident ass, wann ee weess dass et säit 1999 eng Verdueblung vu Personal a Fonctionnementskäschte gouf a souguer eng Verdräifachung vun den Investen an den Acquisitioune stattfonnt huet. D'Konklusioun dovun: D'Sécherheet, déi kascht eppes. An een Deel natierlech vun deem Surplus u Käschten ass dorop zréckzeféieren, dass d'Gemenge bis 1999 een Deel vun de Käschte gedroen hunn.

Mä performant Material ass net bëlleg. Mä hei kann an däerf net gespuert ginn, am Interesse vun der Bevölkerung an awer och am Interesse vum Polizist selwer. Och een Helikopter kascht vill Suen, bréngt awer e Stéck Sécherheet an e Stéck Liewensqualitéit. Spezifesch Ausrüstunge sollten zesumme mat eisen Nopeschpolicen akaaft, respektiv ausgeléint an agesat ginn. Dëst bréngt Avantagen an der Ausbildung zur Benotzung vum Material an de Käschtepunkt kann duerch e geziilten Asaz a verschiddene Länner optimiséiert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat mat der Liewensqualitéit vum Helikopter musst Dir mer méi genee erklären.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Herno Här Bartolomeo, dat maachen ech gär.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat hunn ech bis elo nach net gesinn.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Gutt, ech hunn een anere flotte Saz fir lech: Lëtzebuerg ass keng Insel. Dat ass och ee Saz, dee ganz oft gebraucht gëtt.

(Interruption)

A Waasserbëlleg mat der Geiselnam an Nidderaanwen mat engem Fligeronfall waren nei Experienzen, op déi mer an Zukunft preparéiert musse sinn. Hei si mer also gefuerdert.

E weidere Käschtepunkt stellen d'Aarbechtsinfrastrukturen duer. Gutt Aarbechtskonditioune si virrangeg.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass d'Liewensqualitéit!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Et goufe bis dato Efforte gemaach, fir emol Urgencen ze regléieren, mä et ass gewosst, ordentlech Raimlechkeete garantéieren ordentlech Aarbechten a motivéieren. Sou kréie mer zefridde Polizisten, déi eng gutt Aarbecht maachen, sou dass eis Bierger kënne soen, mir hätte gutt Polizisten.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Déi awer am léifsten net vill an de Büroe sinn!

Une voix.- Dat si gutt Viraussetzungen, duerfir awer keng Garantien.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech sinn awer der Meenung, dass mir dofir musse schnellstens déi infrastrukturell Retarden opschaffen. Fir dat ze maache musse Standardkonzepter ausgeschafft ginn, wou den Empfang vum Bierger der neier Philosophie, der neier Identitéit vun der Polizei entsprécht. Dofir muss och eng Struktur geschafe ginn, déi e konsequente Suivi beim Bau vun den neien Infrastrukture mécht.

Ee weidere wichtege Garant fir gutt Aarbecht soll a muss och d'Inspection générale de police sinn. D'Polizei huet de Monopol an der Ausféierung vu Gewalt. Dëse staarke Corps brauch niewent engem interne kontrolléierte Suivi eng extern onofhängeg Kontroll.

Dëst ass noutwendeg, och fir d'Vertrauen an d'Crédibilitéit vun eise Bierger an hir Polizei ze erhalen. Hei däerf een awer net vergiessen, dass de Polizist e konfliktuelle Beruff huet an duerch dës Kontroll muss mesuréiert an nuancéiert sinn, fir sech net zu engem Demotivatiounsfaktor ze entwéckelen.

Relationell muss och hei de Komproмëss, de Konsensus am Mëttelpunkt stoen. D'Inspection générale de police brauch genuch Moyene fir anstänneg Aarbecht ze maachen. Hei mussen Erfahrungswäerter a gudde Wëll spillen.

D'Fuerderung fir der IGP eng permanent Officier-de-police-judiciaire-Qualitéit ze ginn, an net nëmme wann eng Requête vun de Gerichter do ass, mécht och Sënn, well den Aarbechtsoflaf doduerch qualitativ verbessert ka ginn. Et muss alles gemaach gi fir dass d'Inspection générale de police eng méi proaktiv a manner reaktiv Aart a Weis an der Aarbecht kritt. Erfahrungswäerter a Schwéierpunkte leie jo vir.

Här President, ech kommen zu de Konklusiounen. An de leschten dräi Joer goufen d'Haaptstrukturen, esou wéi d'Gesetz se virgesinn hat, opgestallt. D'Centres d'intervention an d'Commissariats de proximité waren nei Schwéierpunkten, eng nei Philosophie. Elo heescht et méi professionnel ze ginn um Niveau vum Personal, vum Equipement a vun den Infrastrukturen. Esou eng gewalteg Réforme administrative léisst sech nëmmen an Etappe maachen, besonnesch wou de Service public garantéiert muss bleiwen.

D'Polizei muss effikass bleiwen, no beim Bierger, an d'Effektiver mussen adequat ugepasst ginn. Nei Entwécklunge wéi déi vun der SPJ musse richteg positionnéiert ginn, dat heescht d'Roll an d'Kompetenze vun der Police judiciaire musse kloer definéiert ginn, ier déi néideg Schrëtt ënnerholl kënne ginn. Eng kloer definéiert Démarche brauche mer. Duerfir wollt ech och dës Motioun, Här President, déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la réorganisation des forces de l'ordre, telle qu'elle est inscrite dans la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police constitue une réforme administrative de longue haleine qui ne peut être mise en œuvre que par étapes successives;

- faisant siennes les conclusions du rapport d'évaluation présenté par le Ministre de l'Intérieur à l'occasion du débat de consultation du 13 mars 2003 à la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement de poursuivre ses efforts afin de

- doter le pays d'une police efficace, proche du citoyen et présente sur le terrain sachant répondre à la demande de sécurité des citoyens;

- élaborer, ensemble avec les autorités judiciaires, un concept de police judiciaire déterminant le rôle et les compétences des différents acteurs intervenant dans la lutte contre la criminalité;

- renforcer les effectifs des forces de l'ordre de manière à ce que ces dernières soient à même de remplir les nombreuses missions qui leur sont assignées par la loi;

- recruter davantage de personnel civil susceptible de décharger le personnel policier de ses tâches purement administratives;

- équiper les fonctionnaires de la police du matériel nécessaire garantissant d'une part leur sécurité personnelle et leur permettant, d'autre part, de combattre efficacement la criminalité et de maintenir l'ordre public;

- veiller à mettre à disposition des services de police les infrastructures adaptées à leurs besoins, en ayant comme préoccupation de regrouper, dans la mesure du possible, les services sur des sites uniques.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Nico Loes, Maggy Nagel, John Schummer, Claude Wiseler.

Hei sinn déi Aspekter resüméiert, déi eis Polizei fit mécht fir zukünfteg Erausfuerderungen. Mir brauchen eng adequat Polizeikultur, déi hire Wäert an der heiteger Gesellschaft fënnt an den neie gesellschaftlechen Erausfuerderunge gerecht gëtt. Eng kloer Visioun, Här President, soll eis leeden. Déi vun engem klenge Land, dat sech am groussen Europa doduerch auszeechent, dass net wirtschaftlech Kritären, mä de soziale Fridden an en harmonescht Zesummeliewe seng gréisste Trëmp sinn a bedeiten.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Consultatiounsdebatt ass eng direkt Folleg vun der Parlamentsdebatt vum 27. Abrëll 1999, wou an dëser Chamber de Reformprojet vun der Fusioun Gendarmerie a Police mat de Stëmme vun der CSV an der LSAP gestëmmt ginn ass géint d'Stëmme vun der Demokratescher Partei a bei der Enthalung vun deenen anere Fraktiounen.

An enger Motioun, déi de sozialisteschen Deputéierte Claude Halsdorf sengerzäit abruecht hat an déi eestëmmeg vun der Chamber guttgeheescht ginn ass, war d'Regierung opgefuerdert ginn dräi Joer nom Vote vum Gesetz e Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun dësem Reformwierk virzeleeën, fir et der Chamber ze erméiglechen déi praktesch Realisatioun vun deenen eenzelnen Etappe vun der Reorganisatioun vun eise Forces de l'ordre kënnen ze verfolgen an ze bewäerten. No der Ulafsphas vum 1. Januar 2000 bis Enn 2002, also vun dräi Joer, kann ee sech effektiv haut en éischt Bild maache vun der Ëmsetzung vun där dote Reform um Terrain.

Ënnert der viregter Regierung ass dës grouss Verwaltungsreform politesch geplangt an duerchgesat ginn. Déi aktuell Regierung huet zur Aufgab se um Terrain praktesch ëmzesetzen. Deen éischte Bilan, dee mer haut zéien, erméiglecht et a mengen Aen zwou Tatsaache festzehalen. Éischtens déi grouss Verwaltungsreform am Beräich vun de Forces de l'ordre, d'Fusioun vu Gendarmerie a Police an d'Schafe vun engem eenheetleche Polizeicorps fir Lëtzebuerg war eng richteg Entscheedung. Ech sinn houfreg drop, dass déi Reform nom Gesetz konnt an deenen éischten dräi Joer zu engem groussen Deel ëmgesat ginn, ouni dass un de Prinzipie vun der Reform, un de Prioritéiten, un der Organisatioun an un de Missiounen, esou wéi de Législateur se festgeluecht hat 1999, eppes geännert ginn ass.

Déi zweet Tatsaach ass, dass déi praktesch Ëmsetzung vun der 99er Reform korrekt um Terrain duerchgefouert ginn ass, dass dës Regierung, den Innenminister, d'Generaldirektioun vun der Polizei sech un d'Recommandatioune gehalen hunn, déi d'Parlament 1999 ausgeschwat hat an eng Exekutioun a Phase virgeholl huet, mat enger éischter Mise en vigueur wat de Recrutement ugeet, am Laf vun 1999 schonn. Ab 1. Januar 2000 gouf eng éischt strukturell Phasenëmsetzung vun deem Ganze virgeholl, asoufern et sengerzäit opgrond vun deenen Effektiven déi zur Verfügung stungen, méiglech war. Spéiderhi gouf dann a Phasen dee ganzen Opbau virgeholl, haaptsächlech wat déi eenzel Centres d'intervention ugaangen ass, wat jo effektiv d'Kärstéck vun där ganzer Reorganisatioun vun de Forces de l'ordre war.

Dës Regierung huet zousätzlech Recrutementsefforte gemaach. Wann een d'Debatte vun 1999 duerchliest an d'Motioun vun deemools op deem dote Punkt kuckt, da stellt ee fest dass mer sengerzäit dovun ausgaange waren, dass während zéng Joer am Schnëtt 60 zousätzlech Leit an déi nei Police rekrutéiert misste ginn. D'Regierung hält sech un déi dote Virgab. Si huet och - an dat war, mengen ech, d'Viraussetzung, an och dat ass deemools an der Chamber scho gesot ginn - mat der néideger Informatioun a mat der néideger Sensibiliséierungsmoossnam dofir gesuergt, dass et bis elo méiglech war zu engem groussen Deel déi Recrutementszilsetzungen an deenen éischte Joren ze erfëllen. Ech hoffen, dass dat och an deenen nächste Jore wäert de Fall sinn.

An da selbstverständlech kann een esou eng Reform um Terrain net duerchsetzen, wann een net no an no och déi néideg Investissementer an d'Material a besonnesch an d'Infrastrukture mécht. Ech kommen nach dorobber zréck.

Dës Engagementer, déi 1999 geholl gi sinn, si grosso modo respektéiert ginn, och wa besonnesch bei den Infrastrukturen eng Rei vu Schwieregkeete sech stellen duerch d'Längte vun de Prozeduren an och vläicht doduerjer, dass net onbedéngt de Ressort, deen direkt fir d'Polizei zoustänneg ass, och zoustänneg ass fir d'Gebailechkeeten normalerweis. Dat bréngt eng Rei vu praktesche Schwieregkeete mat sech. Duerfir schéngt mir déi Iddi fir do méi schnell virunzekommen iwwert de Wee vun engem Investitiounsplang iwwer eng Rei vu Joren u sech eng positiv Iddi ze sinn. An anere Beräicher si mer jo och an der Vergaangenheet ähnlech gefuer.

Et gëtt Sënn an deem heite spezifesche Beräich bei der Police, och déi néideg Flexibilitéit an déi Investissementsprogrammer eran ze bréngen. Dat geet am beschten iwwer esou e Plang, dee jo och da misst iwwer e speziaalt Gesetz verankert ginn.

Dréi- an Aangelpunkt vun der ganzer Reform - ech widderhuelen et nach eng Kéier, och dat ass kloer gesot gi bei den Debatten vun 1999 - sinn déi fundamental Changementer, déi beim Recrutement a bei der Formatioun vum Personal an haaptsächlech vun der Haaptcarrière, der fréierer Carrière vun den Ënneroffizéier, der heiteger Carrière vun den Inspekteren, vir-

geholl gi sinn iwwert dat Gesetz vun 1999.

Bei de schouleschen Ufuerderunge si mer eropgaangen. Mir hunn d'Polizeiausbildung nei strukturéiert a virun allem hu mer déi Décisioun geholl, déi sech als richteg am Nachhinein och bestätegt huet, fir zivil ze rekrutéieren an deem dote Beräich, mat engem während enger Iwwergankszäit parallelle Recrutement och nach iwwert den Härebierg, iwwert d'Arméi.

Ech woen hei ze behaapten, dass ouni déi fundamental Reform, wat d'Recrutementsbedingungen ugeet, an der Haaptcarrière bei der Police mer net dee Succès hätte kënnen hunn an deene leschte Joren, wat de Recrutement ugeet, well et sech während deene ganzen 90er Jore gewisen huet, dass eigentlech de wesentleche Problem beim Recrutement net dee war dass d'Regierunge sengerzäit net genuch Posten zur Verfügung gestallt hätten, et ware praktesch all Joer vakant Posten an där dote Carrière do, mä iwwert d'Arméi waren net genügend Leit do déi de Maßstäb entsprach hunn, déi mer sengerzäit gestallt hate fir kënnen an déi Carrière vum Ënneroffizéier bei der Polizei oder bei der Gendarmerie eran ze goen.

Duerfir war déi dote Reform vun der Ausbildung eng Viraussetzung, ouni déi et net denkbar gewiescht wär déi doten Augmentatioun vun den Effektiver iwwerhaapt kënnen ze kréien. Wéi gesot, d'Praxis vun deenen éischten dräi Joer beweist, dass dat doten dee richtege Wee war an ech mengen dee Wee do gëtt jo eigentlech och vu kengem - och vu kengem an der Politik - a Fro gestallt.

Och d'Reform bei der Carrière supérieure bei der Police, déi mer och opgemaach hunn, där mer méi Méiglechkeeten a méi Flexibilitéit ginn hu wat d'Spezialisatioun vun deenen eenzelne Leit ugeet, huet eigentlech schonn elo eppes Positives bewierkt.

Déi dräi grouss Objektiver vun der Reform Gendarmerie a Police vun 1999 sinn dann och haut schonn zumindest deelweis erreecht ginn. Ech wëll se nach eng Kéier ufééieren. Si sinn am Gesetzesprojet nozeliesen. Dat ass fir d'alleréischt - dat war d'Prioritéit vun der viregter Regierung an dat ass och d'Prioritéit vun dëser Regierung - den Déngscht 24 Stonnen op 24 iwwert d'ganzt Land. Dat war eppes, wat mer während Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg net kannt hunn, well mer parallell Systemer hate vu Gendarmerie op där enger Säit a Polizei op där anerer Säit mat nach vill méi klengen Effektiver, wéi mer se haut mat deem neie Corps kennen. Dat huet dozou gefouert, dass mer eng ganz Plage vun dräi, véier Stonnen haten an der Nuecht, wou eigentlech kee reguläre Service existéiert huet. Mat där heiteger Reform ass dat net méi de Fall. Mir hunn haut en Déngscht 24 Stonnen op 24 iwwert déi Centres d'intervention primaire oder secondaire. Dat ass richteg esou. Dat ass dat, wat mer eigentlech sengerzäit och wollten als éischt erreeche mat där neier Struktur, mat där Reform.

Eng zweet wichteg Achs vun deene ganzen Iwwerleeungen, déi mer an der leschter Mandatsperiod gefouert haten an déi en Nidderschlag fonnt hunn an den Texter, dat ass d'Regionaliséierung vu wesentleche Strukture vun der neier Police. Mir hunn also keen zentralisteschen Opbau, alles konzentréiert an enger Direktioun, wou sämtlech Servicer, och déi technesch Servicer, dra wären. Mir hu probéiert esou wäit wéi méiglech an de Strukture virzegesinn, dass munches op regionalem Plang konzentréiert gëtt, an dat gëtt jo och lo schrëttweis ëmgesat. Och dat, mengen ech, ass eng ganz wesentlech Fro wann ee wëllt eng Proximitéit zum Bierger behalen. Déiselwecht Proximitéitsiddi fënnt sech an de Kommissariater vun deenen eenzelnen Uertschaften erëm. D'Noperschaftspolizei ass nieft dem Dingscht ronderëm d'Auer, nieft der Regionaliséierung, den drëtten Haaptpilier vun der Reform. Och dat spigelt sech erëm an der Ëmsetzung, wéi mer se elo kannt hunn.

Well och selbstverständlech nach net alles kann zu 100% esou fonctionnéiere wéi et um Pabeier virgesi war, musse weider Efforten an deenen nächste Joren an deemselwechte Rhythmus weider stattfannen. Dat gëtt eng Erausfuerderung fir déi nächst Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, a wann och vläicht d'Budgetsmëttelen insgesamt hei zu Lëtzebuerg net méi am selwechte Mooss zur Verfügung stinn, wéi dat elo déi lescht puer Joer de Fall war, wou mer Budgeten haten déi ëm 8%, ëm 10% vu Joer zu Joer an d'Luucht gaange sinn. Ech mengen dass déi Zäite riskéieren eriwwer ze sinn, an da stellt sech eraus, ob de Courage do ass, fir wierklech d'Sécherheet an déi komplett Ëmsetzung vun där Reform vun 1999 weiderhin an esou Zäiten als Prioritéit ze betruechten an déiselwecht Mëttele wéi elo weiderhin anzesetze fir Material, Personal, fir Infrastrukturen opzebauen, fir dass dee Service public vun der Sécherheet kann hei zu Lëtzebuerg voll a ganz fonctionnéieren.

Ech hale fest dass dee Rapport, deen d'Regierung zur Verfügung gestallt huet, deen eis leider als eenzeg Ënnerlag dingt fir déi Debatt vun haut, wat e politesche Rapport ass, well e gläichzäiteg leeft ënnert der Verantwortung vum Ministère, vun der Inspection générale vun der Police a vun der Polizeidirektioun selwer, eng positiv Bewäertung beinhalt, déi de Minister nach eng Kéier hei widderholl huet, an déi strooft am Fong all déi Ligen, déi 1999 eng gewësse Katastrophestëmmung ronderëm déi Fusioun hei wollten eropbeschwieren. Ech mengen déi Leit, déi stinn awer haut virun de Schierbele vun deenen exzessiven Urteeler, déi se sengerzäit hei am Parlament geäussert hunn. Dat gëllt besonnesch fir d'Demokratesch Partei, déi als eenzeg Fraktioun géint deen heite Projet gestëmmt huet an déi am Abrëll 1999, e puer Woche virun de Wahlen…

(Interruption)

Esou einfach kann ee sech dat maachen, Här Rippinger!

(Interruptions)

M. le Président.- Dir Hären, loosst dach den Här Bodry schwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat mierkt een effektiv un deenen Aussoen, déi gebraucht si ginn, wierklech a ganz exzessiven Tounaarten, fir iwwert dat Gesetz, wat net ëm ee Jota geännert ginn ass, hierzefalen. Ech wëll nëmmen en Zitat hei ufëiere stellvertriedend fir all anerer. Deemools sot den Här Rippinger als mandatéierte Spriecher vun der Demokratescher Partei, an en huet e globaalt nuancéiert Urteel gemaach iwwert dat Gesetz, wat elo amgaang ass appliz éiert ze ginn: „De virleiende Projet vun enger Fusioun vun deenen zwee Corpsen ass déi falsch Äntwert op déi Noutsituatioun an där mer eis haut befannen, well déi Reform, esou wéi se virgeschloe gëtt," - an esou ass se och gestëmmt ginn an dat Gesetz ass haut nach ëmmer a Kraaft – „ass inopportun, ineffikass, ingérabel an inapplicabel".

Dee Rapport deen dës Regierung - wou och d'DP dran ass - virleet, weist, dass dës Reform applicabel ass, dass se gérabel ass an dass se Positives scho bewierkt huet. Deen Text, deen Dir a Grond a Buedem verdaamt hutt, ass haut zu 100% a Kraaft a gëtt buschstafgetrei ëmgesat. Och an där ganzer Interventioun vum Minister hunn ech just ee Punkt héieren, an dee fënnt een och am schrëftleche Rapport vir, wou e mengt dass misst eppes geännert ginn.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Dir hutt de Maulkuerf ukritt, Här Rippinger.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass fir op e Maximum beim zivile Personal eropzesetzen an eventuell eppes ze maachen an der Carrière vum Brigadier. Wann dat déi eenzeg grouss Ännerunge sinn, déi vun der Regierung mat Bedeelegung vun der Demokratescher Partei virgeschloe ginn, da muss ech feststellen, dass d'DP vill Kräid huet misse friessen zënter 1999.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Den Här Rippinger huet Riedeverbuet kritt.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir hunn och, Här President, an deene leschten dräi, véier Joer keng Pressekonferenz méi kannt vun der Demokratescher Partei, a besonnesch vun hirer Presidentin, iwwert d'Entwécklung vun der Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg. Während ville Joren hate mer esou eng Pressekonferenz. D'statistescht Material huet sech awer net grondleeënd geännert an deene leschte Joren. Den Här Minister huet eis schonn e bëssen drop preparéiert, dass wahrscheinlech am Joer 2002 d'statistesch Erhiewungen…

(Interruption)

Ech weess wat se bedeiten. D'Madame Polfer huet dat ni verstanen.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Liest mol Är Motioun, Här Rippinger.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Haalt dach op mat deenen Zwëscheriff, d'Wuert huet den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- D'statistesch Erhierwungen, déi d'Polizei gemaach huet fir 2002, déi eigentlech elo awer misste virleien, weise wahrscheinlech éischter eng Augmentatioun vun deenen erhuewene Strofdoten zu Lëtzebuerg aus, also keng Reduktioun par rapport zum Enn vun der leschter Legislaturperiod, wou deemools d'Demokratesch Partei - net nëmmen den Här Rippinger, och d'Madame Polfer besonnesch - ëmmer vun enger Noutsituatioun geschwat huet an där mer hei zu Lëtzebuerg wären. An der Tëschenzäit huet d'DP an hir Presidentin d'Sprooch verluer an där doten Hisiicht.

D'Demokratesch Partei huet sech besonnesch an där Kritik ervirgedunn, an dofir muss ech mech e bësse méi laang hei ophalen. D'Demokratesch Partei huet net nëmme Bedenke geäussert - Bedenken ass e liicht Wuert - wat d'Organisatioun ugeet, mä si huet och fonnt dass ee misst rechtsstaatlech Bedenken äusseren iwwert déi heite Reform. Dat huet gegipfelt an der Ausso vum mandatéierte Spriecher vun deemools: „Mir wëlle kee Polizeistat hei zu Lëtzebuerg". Wéi wann déi heite Reform duerch Mangel u Kontroll kënnt dozou féieren, an et ass geschwat ginn, hei géif e Stat am Stat entstoen. Just de Contraire gëtt gewisen an deene leschten dräi Joer. Déi Aarbecht vun der Inspection générale ass eng gutt Aarbecht. Déi politesch Kontrollmechanismen an déi intern Kontrollmechanismen hu gutt fonctionnéiert an deene leschte Joren, an och do gëtt eigentlech de Grondakzent vun der Reform bestätegt duerch deen Tëschebilan, dee vun der Regierung hei presentéiert gëtt. An och do leien all déi Leit falsch, déi gemengt hu si missten den Däiwel un d'Wand molen e puer Woche virun de legislative Wahlen.

(Interruptions)

Wann Der nach potert, dann huelen ech eng Schlupp.

De Minister huet mat Recht, mengen ech, op déi budgetaire Efforten higewisen, déi zënter 1999 vun dëser Regierung gemaach si ginn. Ech hunn dorun näischt auszesetzen, wëll awer fairerweis drop hiweisen dass och an der leschter Period, wuel ënner anere Viraussetzungen, vun 1994 bis 1999, insgesamt 100 zousätzlech Poste geschafe si gi fir Polizei a Gendarmerie. Während där Zäit 1994 bis 1999 ass de Budget fir Polizei a Gendarmerie vun 2,24 Milliarden op 2,96 Milliarden eropgaangen. Dat ass eng Steigerung vun ëmmerhin 33%, méi wéi de Gesamtbudget während där Zäitperiod eropgaangen ass.

Et ass selbstverständlech, dass mat der Fusioun, mat der Zilsetzung déi ee sech gëtt a mat der Noutwendegkeet och fir all Servicer un d'Dréien ze kréien, deen dote Prozess beschleunegt ginn ass an dass dobäi och selbstverständlech eng Rei vu relativ schwéiere Faits divers, wéi Bankiwwerfäll, wéi d'Geiselnahm zu Waasserbëlleg, wéi den Iwwerfall op Geldtransporter dozou bäigedroen hunn, dass verschidde Lacunë festgestallt si ginn, an da rutscht et normalerweis och relativ gutt op politeschem Plang, wann zousätzlecht Material soll ugeschaaft ginn. Ech mengen, een deen e bësse méi laang dobäi ass, dee weess ongeféier wéi déi doten Décisiounsprozesser lafen, an et war an dëser Period net anescht wéi emol an anere Regierungsperioden op deem dote Punkt.

Mä wichteg bleift, och wann eventuell während enger gewësser Zäit elo méi Enkpasssituatioune sech kënnen am Budget vum Stat presentéieren, dass dee ganze Froekomplex ronderëm d'Polizei, ronderëm d'Justiz, ronderëm d'Sécherheet eng absolut Prioritéit bleift, dass do ëmmer erëm weider Mëttele mussen zur Verfügung gestallt ginn, well et einfach eng grouss politesch, gemeinsam Prioritéit ass. De Bilan, deen hei virgeluecht ginn ass, bréngt eng Noutwendegkeet fir eng fundamental Réorientéierung vun der 99er Reform ze maachen. Et sinn éischter e puer punktuell Adaptatiounen, déi ee kann an d'A faassen, mä wou och keng absolut Urgence besteet, dat elo a ganz kuerzer Zäit iwwert de Knéi ze briechen.

Ech wëll just am Telegrammstil op e puer Punkten agoen, wou ech mengen dass een dat misst besonnesch ervirhiewen. A puncto Infrastrukture wëll ech haaptsächlech insistéieren op den Ëmbau an d'Moderniséierung vun der Polizeischoul um Verluerekascht. Déi ganz Formatioun ass e schrecklech wichtege Punkt an där ganzer Reform gewiescht an dat däerf net scheiteren oder verzögert ginn doduercher, dass eigentlech déi néideg Infrastruktur net schnell genuch zur Verfügung steet fir dat kënnen ze maachen. Et wier och wichteg, wann een déi Police judiciaire, zumools wa se elo ausgebaut gëtt, regruppéiert behält op enger Plaz. Och wa vläicht dee grousse Projet vun der Cité policiaire e bësse méi no hanne réckelt, sollt dat een net dovunner ofhalen, fir elo direkt déi néideg Investissementer an deenen dote Beräicher virzehuelen.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech wollt lech als Informatioun soen, dass ech mat mengem Kolleeg Luc Frieden um Punkt si fir der Police judiciaire en neit Gebai zur Verfügung ze stellen. Et ass nach eng Affär vun e puer Wochen, ier mer déi definitiv Décisioun huelen, well mer d'Wichtegkeet gesi fir de Betrib beiëneen ze halen a well mer och wëssen, dass de Bau vun der Cité policiaire eng Affär ass vun aacht bis zéng Joer, esou wéi mir zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, an dass mer dee Servcie awer net esou laang kënnen op déi Aart a Weis weider fonctionnéiere loossen, wéi en haut fonctionnéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dann decke sech do eis Meenungen, wat eng gutt Saach ass.

Wichteg och ass d'Fro vun de Fourrièren, wou mer alleguerte wëssen, och déi Leit, déi Responsabilitéiten op lokalem Plang hunn, dass do en Noutstand ass an dass et wichteg ass also do zousätzlech Kapassitéiten ze schafen an dat och an engem regionalen Opbau virzegesinn.

Wat d'Strukturen ugeet, schéngt mer eng éischt Prioritéit ze sinn, wann elo zousätzlecht Personal déi nächst Jore kënnt, dass déi Reservéunitéit, déi mer virgesinn haten, als alleréischt opgestockt gëtt, well ech mengen dat bréngt och eng Entlaaschtung vun aneren Unitéiten, notamment bei der Proximitéit an der Stad Lëtzebuerg mat sech, déi da ganz oft fir spezial Missiounen erugezu ginn. Dat schéngt mer also ganz wesentlech ze sinn, wéi et och richteg a gutt ass, geméiss dem Text vum Gesetz och dofir ze suergen, dass op regionalem Plang an alle Regiounen d'technesch Policespuresécherung ausgebaut gëtt. Dat ass eppes wat sech an der Praxis ganz gutt bewährt.

Wou mer e bësse lues virukommen, muss ech soen, dat ass bei eise lokale Sécherheetspläng, wou schonn 1998 eng Rei vu Pilotgemengen erausgesicht gi waren, wou mer an Diskussioune mat deene gaange sinn, fir eben an deenen eenzelne Gégende vum Land, an eenzelne gréisseren Uertschaften, esou lokal Sécherheetspläng auszeschaffen. Et ass just deen Diddelenger, dee praktesch elo am volle Lafen ass. Do ass e gewëssene Retard komm bei der Ëmsetzung vun der heiteger Reform an do wär et, mengen ech, awer wichteg, dass een do vun ënnen eropschafft, dass de wierklech eng absolut Prioritéit gesat gëtt an dass do am Fong accéleréiert gëtt par rapport zu deem Rhythmus, dee mer an deem dote Plang déi lescht Jore kannt hunn, wéi et och, mengen ech, wichteg ass, dass déi sougenannte sozialistesch Poterclib, wéi den Här Rippinger se 1999 genannt huet, dat heescht d'Comités de prévention an d'Comités de concertation op regionalem Plang fonctionnéieren, an ech ka soen, do wou ech et kann direkt beuerteelen zu Diddeleng, do fonctionnéiert dat ganz gutt, an et ass och esou, wann eng Gemeng bereet ass sech ze impliz éieren, hunn ech festgestallt, dass och vu Säite vun der Police an och vum Parquet - déi sëtzen do ronderëm een Dësch - eng Bereetschaft ass fir matzeschaffen. Dann huet ee méi erreecht wéi am ale System virun 1999. Dofir ass dat doten och eng ganz wesentlech Fro.

Wat d'Formatioun ugeet, wëll ech nach eng Kéier insistéieren op d'Formation continue. Mir ass gesot ginn, dass déi bis elo nëmme regional organiséiert ass. Dat ass keng glécklech Léisung. Dat ass wahrscheinlech och e bëssen eng Noutléisung, eng transitoresch Léisung. Et ass wichteg dass och d'Formation continue kann elo national organiséiert ginn an och zentraliséiert kann duerchgefouert ginn, fir dass do d'Prioritéiten déiselwecht sinn an dass d'Inhalter och een op deen aneren ofgestëmmt sinn.

D'Brigadierscarrière stellt Probleme mer duer. Et muss ee vläicht e bëssen ofwaarden, ier een do Grousses ännere geet. Ech hätt jo sengerzäit vläicht e bësse méi op deem dote Punkt wëlle maachen. Dat war net alles ëmmer esou duerchzesetzen, mä et sollt ee vläicht trotzdeem waarden, wéi de Recrutement an der Arméi elo weider geet. Ech hunn den Androck dass do awer och, net zu lescht opgrond vun der wirtschaftlecher Situatioun wéi mer se kennen, mat der Entwécklung vun deene Leit déi no Aarbecht hei zu Lëtzebuerg sichen. Do ginn et jo Erfahrungswäerter aus der Vergaangenheet,

dass dann normalerweis de Recrutement bei der Arméi zimlech däitlech unzitt, plus déi Reformen déi elo nach ënnerwee sinn, esou dass dat wäert mat der Zäit vläicht eng Répercussioun op déi dote Carrière hunn, esou dass een also vläicht sollt e bëssen ofwaarden, ier een direkt aus der Hëft eraus schéisst.

(Interruption)

Voilà, et ass ganz kloer, well elo beim Ënneroffizéier dat ophéiert, misst also vläicht en Deel vun deene Leit wëllen op déi Brigadierscarrière kommen, déi, dat muss ech soen, net besonnesch attraktiv ass. Mä dat ass och der Regierung bekannt.

Nach e leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen. Dat ass d'Fro vun de Missiounen, wou elo vill Wäert drop geluecht ginn ass. Dat ass richteg an dat ergëtt sech och aus der Prioritéit fir d'Centres d'intervention wat d'Presenz um Terrain, d'Preventivaarbecht ugeet, mä wou et awer och, mengen ech, wichteg ass, dass bei där doter Prioritéit net däerf vergiess gi wéi wichteg d'Enquêtenaarbecht ass, wéi wichteg et ass net nëmmen um Terrain present ze sinn, mä dass een herno och muss, nodeem een eppes constatéiert huet, d'Enquêtenaarbecht féieren. A grad fir déi Nei, déi bäikomm sinn, déi vläicht éischter den Drang hu fir eng Presenz um Terrain ze markéieren, ass et an eisen Ae wichteg dass mer deenen neie Leit an der Police och dat dote mat op de Wee ginn, d'Wichtegkeet an d'Nëtzlechkeet vun enger gudder an approfondéierter Enquêtenaarbecht, well soss komme mer och bei der Bekämpfung vun der Kriminalitéit net grouss virun.

Am Numm vun der LSAP wëll ech awer zum Schluss besonnesch meng Unerkennung hei ausdrécke fir déi Leit, déi an der Police schaffen, fir d'Polizisten, fir all d'Membere vun der Police grand-ducale, wou vill verlaangt ginn ass vun hinnen an deene leschten dräi Joer. Si ware mat impliziéiert an der Virbereedung. Si haten eng onsécher Phas. Wéi soll et genau weidergoen? Wat geschitt mat mir perséinlech? Wéi gesäit meng Aarbecht aus? Si hu sech missen ëmstellen. Si hunn och missen nei Contrainten zum Deel erëm op sech huelen, duerch dee Service ronderëm d'Auer. Ech weess dat. Mä ech mengen, dat ass awer relativ reibungslos ofgaangen, och wa muncheree sécherlech eng gewëssen Onzefriddenheet huet. Dofir d'Unerkennung vun eiser Säit aus fir déi formidabel Aarbecht, déi awer Dag fir Dag an der Lëtzebuerger Police geleescht gëtt, niewent der Routinenaarbecht, mengen ech, datt awer och déi exzeptionell Evénementer, déi dobäi komm sinn a wou et dann ëmmer erëm gëllt aner Prioritéiten ze setzen.

D'Unerkennung och fir d'Aarbecht, déi d'Polizeigewerkschaft geleescht huet, respektiv fir d'Virgänger ënnert deenen ale Strukturen. D'Gewerkschaft vu Gendarmerie a vu Police, déi mat gehollef hunn eigentlech vun Ufank un dëse Reformprojet iwwerhaapt duerchsetzen. Géint den Accord vun de Gewerkschafte wär et a mengen Aen net méiglech gewiescht 1999 déi Fusioun vu Gendarmerie a Police ze maachen. Dofir e Merci an dofir awer och, mengen ech, d'Noutwendegkeet, dass och eng Polizeigewerkschaft weider associéiert bleift als Personalvertriedung bei der prakteschen Phas an eiser Ëmsetzung vun där dote Reform.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll schléissen. Dat war sécherlech net onbedéngt eng klassesch Oppositiounsried, déi hei gehale ginn ass. Dat war och keng Absicht. Ech gehéieren net zu deenen, déi an der Oppositioun verbrennen, dat wat se gehollef hunn an der Majoritéit opzebauen, an déi dote Position ass och déi vu menger Partei.

Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här John Schummer agedroen. Den Här Schummer huet d'Wuert.

M. John Schummer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Débat de consultation, hei an der Chamber iwwert d'Police, gëtt eis haut Geleeënheet - an dat ass sécherlech den Zweck vun der Übung - eng Aart Bilan, méi wéi dräi Joer no der Fusioun, ze maachen.

D'Fusioun vu Gendarmerie a Police an e Corps unique de police grand-ducale ass mam Gesetz vum 31. Mäerz 1999 ageleet ginn an den 1. Januar 2000 a Kraaft getrueden. Dës Reorganisatioun, déi iwwer e puer Regierungen ewech zur Debatt stoung, ass ouni Zweifel eng historesch, wann net déi bedeitendst Verwaltungsreform, déi jee hei am Land duerchgefouert gouf.

Während den Debatten am Kader vum deemolege Projet de loi am Joer 1999, hu souguer verschidden Deputéierten net gezéckt fir den Term Jorhonnertreform ze gebrauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mer virstellen dass déi sozialistesch Kolleegen heibannen, a besonnesch mä Virriedner den Här Bodry, den deemolege Ministre de la Force publique, deen dës Reform op d'Bee bruecht huet, fir net ze soen iwwert de Knéi gebrach huet, am Moment gespaant sinn, wat dann elo der Demokratescher Partei hir Ausso am Kader vun dësem Débat wäert sinn.

(Interruptions)

Et ass jo e Fait dass d'DP guer net glécklech mat deem Projet do war.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Ass se et dann haut?

(Interruptions diverses)

M. John Schummer *(DP)*.- Här Krecké, wann Der eppes zum Projet ze soen hutt, da kommt bei de President a schreift lech an.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Mir stellen lech eng Fro. Beäntwert se!

Une voix.- Sot, Äre Bräll ass awer schéin zu Ärer Krawatt assortéiert.

M. John Schummer *(DP)*.- Ech wëll direkt kloer stellen, dass eis Partei viru gutt fënnef Joer net prinzipiell géint eng Fusioun vu Gendarmerie a Police an e Corps unique war, ...

Une voix.- Dach!

M. John Schummer *(DP)*.- …mä der Meenung war, an nach ëmmer ass, dass dës fundamental Reform falsch ugepaakt ginn ass, well fir d'éischt déi richteg Konditiounen hätte misse geschaaft gi fir déi héich gesaten Ziler kënnen ze erreechen.

Dës Ziler woren déiselwecht fir d'DP wéi fir jiddfereen, deen ëm déi steigend Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg besuergt war. Mir wollten eng Police déi landeswäit ronderëm d'Auer, 365 Deeg am Joer, rapid an effikass intervenéiere kënnt. Mir wollten eng Police déi visibel, accessibel, kommunikativ a biergerno ass. Mir wollten eng Police déi regional organiséiert an do och bis op e gewëssene Grad spezialiséiert ass.

D'Ziler woren also kloer, just wore mer eis net eens wéi mer dëst kënnten am beschten erreechen. Eng Fusioun opzezwéngen ouni dat richtegt Ëmfeld ze schafen - wéi dat 1999 ënnert där leschter Regierung gemaach gouf - wor sécherlech net déi richteg Äntwert. Sou hannerléisst dës Reorganisatioun vun der Police och nach bal véier Joer duerno en Nogeschmaach vu Bâcléiertem, well deemools déi néideg Startkonditioune bei wäitem net optimal waren.

Et muss een awer soen, datt ënnert dem Impuls vun där neier CSV-DP-Koalitioun…

(Hilarité et interruptions)

…an deene leschten dräi Joer - dat kënnt der net leegnen - de Maximum aus dëser schlechter Ausgangspositioun erausgeholl ginn ass.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Also d'Leit um Terrain, Här Schummer, hunn zwar blo Uniformen, mä dat ass awer dat eenzegt wat se gemeinsam mat lech hunn. Et ass hinnen ze verdanken, dass déi Reform eppes ginn ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. John Schummer *(DP)*.- An hirem Wahlprogramm huet d'DP sech kloer fir eng biergerno Police ausgeschwat, andeems iwwer Joren zousätzlech Personal soll agestallt ginn an andeems eis Poliziste solle vun administrativen Aufgaben entlaascht ginn. Och soll vill Wäert op d'Ausbildung geluecht ginn. Alles Revendicatiounen, déi d'DP schonns am Virfeld vum Fusiounsprojet net midd gouf fir ze widderhuelen.

Dëse Fuerderungen ass am Koalitiounsaccord Rechnung gedroe ginn, wou och festgehale gouf datt d'Fusioun, déi nun emol kuerz virun de Wahle beschloss gi war, sollt progressiv an e puer Phasen agefouert ginn. D'Fusioun wor deemno kee Schmëlzprozess méi, deen ënnert enger rouder Flam sollt erbäigezaubert ginn, a sou konnt d'Reorganisatioun vun der Police phaseweis iwwert d'Bühn goen.

Éischt Phas war eng Phase transitoire vum 1. Januar bis den 10. Mäerz 2000. Zweetens, d'Phase intermédiaire vum 10. Mäerz 2000 bis den 1. Oktober 2001. An dréttens, d'Phase finale vum 1. Oktober 2001 un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëser CSV-DP-Regierung, ënnert dem Minister Michel Wolter, deen de Patron vun der Police ass, kënnt de Mérite zou, e Maximum u Méiglechkeeten dégagéiert ze hu fir dës Reform kënnen an der Praxis ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien.

M. John Schummer *(DP)*.- Et ass awer och der Verwaltung selwer an hirem Personal, dat mat vill Asaz an Engagement un dës schwiereg Realisatioun erugaangen ass, ze verdanken, dass d'Répercussiounen no baussen iwwerwiegend positiv waren.

Une voix.- Voilà.

M. John Schummer *(DP)*.- Et war wéi gesot eng komplex Entreprise, well déi Aus-zwei-macheins-Prozedur konnt net einfach esou aus dem Aarm gerëselt ginn. Hei sinn zwou Mentalitéite gezwongenermoossen openaner gestouss. Aus zwou dach nach iwwersichtlechen Entitéiten ass dach ouni grouss Transitioun eng schwéier Maschinn gemaach ginn. Där géintiwwer steet eng Kriminalitéit déi sech ëmmer méi rapid, komplex, intensiv a méi sophistiquéiert entwéckelt. Fir datt de Retard vun där enger op déi aner net méi grouss gëtt, muss eis Police kënne mat einfachen, simplifiéierten an effikasse Prozeduren, Strukturen, adequatem Material a gutt forméierte Leit operéieren.

Dëst ass net evident, zumools well den Drock grouss ass. Maache mer eis näischt vir, déi öffentlech Sécherheet ass e primordiaalt Element vun der Liewensqualitéit a si steet dofir ganz uewen op der Revendicatiounslëscht vun de Bierger vun dësem Land.

Et wor vu vir era kloer, datt trotz Personalzesummeleeung vun deenen zwou Verwaltungen, souguer mat der beschtméiglecher Optimiséierung vun de Ressourcen, supplementaart Personal a grousser Zuel direkt noutwendeg wier. Dat, well d'Zuel vun de Missiounen, an och hire Qualitéitsusproch, op eng ganz sensibel Manéier an d'Luucht gaange sinn. Dozou kënnt déi administrativ Belaaschtung an net ze vergiessen déi international Polizeiaufgaben, déi mer och hei ze erfëllen hunn.

D'DP huet also probéiert, zesumme mat hirem Koalitiounspartner, der CSV, dat Bescht aus där Fusioun ze maachen. Enorm budgetär a Personalefforte goufe virgeholl, et ass elo grad vun de Chiffre geschwat ginn. Et war dofir richteg, dass déi nei CSV-DP-Regierung 1999 jährlech d'Zuel vun deenen neie Recrutementer an der Carrière vum Inspekter direkt op 60 Unitéiten eropgesat huet. Mir leien haut an där Carrière bei 1.240 Leit, géigeniwwer 1.053 am Joer 1990. Et ass virgesinn dëse Rhythmus och an deenen nächste Jore bäizebehalen. Och aner Carrièrë si personalméisseg an d'Luucht gaangen. De Cadre supérieur vun 29 op 54, d'Brigadiere vun 43 op 66 an d'Zivilpersonal vun 83 op 138.

Dozou e puer Remarquen. Wa mer gäre méi Polizisten dobaussen op der Strooss hätte fir richteg Polizeiaarbecht ze maachen, dann dierfe mer se net mat „Net-Polizeiaarbecht" belaaschten. Si missten an deem Domän kënne progressiv vun Zivilpersonal entlaascht ginn. Dëst ass keng nei Iddi, dëst ass schonn am DP-Wahlprogramm vun 1999 zum Ausdrock komm.

Dann ass et bedauernswäert dass, trotz engem legalen Effektif vun 180 Unitéiten, d'Carrière vum Brigadier - déi eenzeg iwwregens wou de Recrutement nach iwwert den Härebierg geschitt - de Moment nëmme 66 Leit huet, largement ënnerbesat ass an net vill Intérêt suscitéiert. Hei imposéiert sech e Sensibiliséierungseffort, och notamment um Härebierg.

D'Reform vum Recrutementsmodus selwer, neierdéngs iwwert den zivile Wee, huet sech dogéint als e grousse Succès erwisen. Dovunner waren och mir iwwerzeegt. D'Zuel vun de Kandidaten, souwuel beim Cadre supérieur wéi bei den Inspekteren, war all Kéiers, wa Plazen ausgeschriwwe waren, impressionnant.

Et war mëttlerweil dobausse gewosst, dass d'Police amgaang ass eng Toilette vun hirem Image de marque duerchzezéien. Si stellt sech ëmmer méi vun deem repressiv-militariséiertem ewech, an als Service public, dee sech seriö a professionell ëm d'Sécherheet vum Bierger dobausse këmmert, duer.

Dee Mentalitéitswiessel ass logescherweis dann och amgaang am Corps selwer stattzefannen. Et ass allerdéngs kloer, dass déi honnerte vu Mutatiounen, d'Ausschaffen an d'Mise en place vun neie Konzepter, an déi nei Strukturen, musse verdaut ginn, ier jidderee sech an där neier Verwaltung erëm- an zurechtfënnt. Och an der Privatindustrie brauchen esou Prozesser hir Zäit a ginn och do net vun haut op muer.

Modern sinn heescht awer elo net all bestoend Prinzipien an den Acquis aus de vergaangene Joren einfach iwwer Bord werfen a blannemännercher engem neien Trend nozelafen. D'Police, vum Législateur chargéiert, wann néideg mat der Contrainte déi bannenzegst Sécherheet vum Land ze garantéieren, ass keng Verwaltung wéi déi aner, si ass eng visibel Force déi sech domadder offanne muss, datt se dem Bierger Ried an Äntwert steet iwwert dat wat se mécht, wéi se et mécht a wéi se ausgesäit.

An deem Sënn mengen ech, dass d'Transparenzschinn, déi am Moment bei der Police gefuer gëtt, schonn déi richteg Usätz erkannt huet. An dësem Kontext wier och d'Inspection générale de la police ze ernimmen, déi mam selwechte Gesetz vun 1999 geschafe gouf an déi wuel e generellt a permanent Inspektiounsrecht, mä awer keng Disziplingewalt huet.

Wat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, huet déi nei Police zënter dem 1. Januar 2000 opweises? Sécherlech emol eng bonne note fir d'Interventioun. Zënter Oktober 2002 sinn nämlech déi sechs Regioune mat hiren 13 Haapt- a secondairen Interventiounszentren en place. Bal en Drëttel vum ganzen Effectif, dat heescht 408 Polizisten, gouf an dës Prioritéit gestach. Mir hunn elo eng permanent Polizeipresenz uechter dat ganzt Land, wat et erlaabt méi wéi jee ganz séier Hëllef op d'Plaz vum engem Incident ze bréngen. Och wa sécherlech déi Presenz nach net esou massiv ass wéi mir eis se virstellen, faute de personnel, sinn awer éischt gutt Resultater ze verzeechnen.

D'Resultater sinn do, well d'Flagrant-délité ginn an d'Luucht. Ëmmer méi Täter ginn nach um Tatort selwer gestallt. Zum Beispill bei de Bankiwwerfäll zu Miersch an Hesper, beim Hold-up op eng Tankstell nuets zu Stengefort, no enger Schéisserei an engem Restaurant zu Mamer oder bei villen anere manner spektakulären, mä trotzdeem wichtegen Affären. Esou wéi se quasi all Dag hei zu Lëtzebuerg geschéien.

Dës Succèsen op fréscher Dot bedeiten awer och fir de Polizist, dass de Risiko mam Täter confrontéiert ze gi bäi Wäitem méi héich ass wéi fréier. Duerfir brauch hien dat richtegt Material fir sech selwer ze schützen, ze agéieren, respektiv ze ripostéieren a virun allem awer och déi néideg Formatioun, fir dass hie säi sophistiquéiert Material richteg asetze kann a sech an all Situatioun richteg verhält. Dat schéngt mer erkannt ginn ze sinn an dat ass ganz positiv.

Déi Programmer mussen awer elo an Zukunft virugedriwwe ginn, well d'Kriminalitéitsmentalitéit an d'Kriminalitéitsforme permanent évoluéieren. Et heescht wuechtsam sinn an d'Gefore fréi erkennen a richteg drop reagéieren, well wéi vill heibanne woussten deemools, wéi dat neit Polizeigesetz debattéiert gouf, wat e Carjacking oder en Homejacking wier, an och vun engem Konzept vun engem polizeilechen Appui aérien duerch e Polizeihelikopter ware mer déi Zäit wäit ewech.

Nieft der renger Interventioun, déi also ëmgesat ass, progresséiert d'Spezialiséierung an de Regioune méi lues. Et gi wuel mëttlerweil d'Sections d'enquête et de recherche criminelle, kuerz SREC genannt, an all de Regiounen, mä regional Verkéierspolicë ginn et der eréischt zwou, an der Stad an zu Esch. SRPSen, Services régionaux de police spéciale, ginn et der dräi. Besonnesch eng flächendeckend Verkéierspolice wier awer batter néideg, well d'Onsécherheet am Stroosseverkéier eng éischt Suerg vun der Populatioun ass. An dësem Domän stieche mer nach voll am Développement.

Wann d'Interventioun zënter dem Oktober 2002 groussjähreg ass, dann ass d'Proximitéit lues mä sécher amgaang aus de Kannerschong erauszewuessen. D'Resultater vun enger ILReS-Enquête, déi och virdru scho vu Virriedner zitéiert ginn ass, déi am Fréijoer 2001 fir d'Police gemaach gi war, weist e subjektiivt Onsécherheetsgefill bei 76% vun deene befrote Leit aus. D'Ursaache sinn haaptsächlech an der Aggressioun am Stroosseverkéier ze sichen, mä gewëssen Incivilitéiten an d'Abréch als véiert genannten Ursaach schimmere liicht duerch.

An deem Kontext ass de Message, deen de Bierger senger Police mat op de Wee gëtt, awer ganz kloer. Physesch Presenz, Visibilitéit, Offenheet, Kommunikatiounsbereetschaft, Interessi fir d'Saach, kuerz eng Police fir unzepaken, dat ass dat wat de Bierger gären hätt an dat wat d'Missioun ass vun der Proximitéit.

D'Proximitéitspoliziste sollen déi sinn, déi vun der Wuerzel erop, vum lokalen Niveau un, Sécherheet schafen. Et ass dëst eng wichteg Missioun, well se duerch hire staarke preventive Charakter e wesentlechen Afloss op d'Dimensioun vun där néideger, leider Gottes nach néideger Repressioun ass. Déi materiell Strukturen, entre autres 49 Kommissariater, stinn, mä de Schong dréckt nach op enger anerer Plaz.

D'Philosophie vun der Proximitéit, déi fréier emol au petit bonheur la chance vun där enger oder anerer lokaler Unitéit méi oder wéineger praktizéiert gouf, ass elo schonn eleng vun der Systematik hier eppes ganz Neies fir eis Polizisten. D'Anticipatioun vun der Delinquenz duerch e systematesch lokale Renseignement, agéieren amplaz vu reagéieren, all dës Messagë schéngen nach net iwwerall op der Basis ukomm ze sinn. Dat ass awer am Kontext vun de Prioritéiten déi der Police gestallt gi waren, an deem dach relativ kuerze Zäitraum, e bësse méi wéi dräi Joer - dat solle mer net vergiessen -, net anormal.

Wichteg ass dass, elo wou awer vill manner Drock do ass, déi Mentalitéitsännerung step by step kënnt, an et schéngt mer wéi wann de Wee iwwert d'Formation continue, deen elo bei der Police ageschloe gouf, extrem wäertvoll an och doudsécher dee richtege wär.

Den Ament sinn 13 vun 49 Proximitéite mat engem Effectif vun all Kéiers nëmme véier Poliziste besat. Dat ass net vill an dat muss och esou séier wéi d'Personalopstockung et erlaabt änneren, ëmsou méi well d'Proximitéitspolizisten och nach hei an do fir ganz aner Spezialdéngschter mussen of- an erugezu ginn. Et sollt een an där Diskussioun elo awer och net e wesentlecht Element vun der Philosophie vun der Reorganisatioun vergiessen, déi all d'Strukture vun der Police vernetzt a se nom Subsidiaritéitsprinzip fonctionnéiere léisst.

D'Proximitéitskommissariat ass keen, wéi dat vläicht fréier de Fall war, fräi schwiewenden isoléierten Atom an der Landschaft. Et stinn him eng ganz Partie Appuien zur Verfügung. Och net all d'Problemer ginn allerdéngs heiduerch geléist. Mentalitéiten änneren hëlt Zäit, esou dass et einfach net méiglech ass, an dat hätt misse vun Ufank u kloer sinn, e Proximitéitskonzept vun haut op muer aus dem Stee schloen an ëmsetzen ze kënnen.

De judiciairë Volet vun der Police steet vläicht net esou am Vierdergrond vun den Aktivitéiten, mä spillt awer duerfir keng onwesentlech Roll. All Polizist ka judiciaire aktiv ginn, mä mat 172 Spezialiste konzentréiert d'Police an deene sechs regionale Sections de recherche 74 Leit an am Service de police judiciaire 98 Leit, hire Fer de lance am Kampf géint déi mëttel a grouss Kriminalitéit. Déi Strukture sinn zum Deel nei, virun allem op regionalem Niveau, wou et fréier just Sektiounen zu Lëtzebuerg, Esch an Dikrech gouf, an enger PJ déi mat zum Deel anere Kriminalitéitsforme wéi haut konfrontéiert war.

Den Ament gëtt Uerdnung an déi Strukture bruecht, woubäi een net däerf vergiessen, dass mat Autorité judiciaire an dësem Domän e supplémentairë stëmmgewaltege Partner mat um Dësch sëtzt. All Mënsch huet awer d'Wichtegkeet vun der néideger Reform erkannt, well den SPJ huet ëmmer nach keen Organigramme, an dat globaalt judiciairet Konzept fir dee ganze Volet, wie wat wéini wou a wéi mécht, läit nach net vir. Dat si wichteg Basisstécker vum Puzzle, och am Hibléck op déi zukünfteg Personalorganisatioun.

De supplémentairë Recrutement fir d'SPJ huet elo Gott sei Dank mat 20 neie Posten an de Beräicher Finanz-, Wirtschafts- an organiséierter Kriminalitéit ugefaangen. Dat ass wichteg, well de Grand-Duché op ville vun deene Gebitter op der internationaler Bühn am Kräizfeier steet, mä, wéi gesot, d'Konklusioune vum Rapport, deen déi zwee Ministèrë bei der Inspection générale de la police an Optrag ginn hunn, loossen nach op sech waarden.

Imminent Realitéit gëtt dat neit Konzept fir d'Police technique. D'Testphas ass mat Erfolleg a gudde Resultater ofgeschloss ginn an nach dëst Joer sollen all d'SRECen technesch a personalméisseg esou ausstafféiert ginn, dass eng national Spuresécherung mat zentraler Auswäertung bei der SPJ Realitéit gëtt. Dat an de Fait, dass d'Aarbechtskonditioune vum SPJ deemnächst an engem neie Gebai wesentlech verbessert wäerte ginn, schénge positiv Signaler fir d'Zukunft ze sinn.

Allgemeng muss weider vill Wäert op d'Aarbechtskonditioune vun eise Poliziste geluecht ginn. Weider Efforte mussen a puncto Infrastrukturen, ech denken do spontan un déi geplangte Cité policiaire, gemaach ginn. D'Material, sief dat e Fortbewegungsmëttel, e Computer oder soss iergendwellech Kommunikatiounsmëttel, muss regelméisseg dem Fortschrëtt vun der Technik ugepasst ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Défi ass dee fir d'Opléisungsquot vu kriminellen Doten esou héich wéi méiglech erop ze setzen, ouni d'Préventioun awer do derniewent ze vergiessen. Polizeipresenz ass gutt, mä de Suivi muss do dernieft awer och assuréiert ginn. Deemno muss weiderhi vill Energie an d'Enquêtë gestach ginn.

Ech hu schonns déi sougenannte Police technique ugeschwat, déi et erméiglecht engem Verbriecher éischter op d'Spur ze kommen. An dësem Kontext, mengen ech, misst ee sech och mam Schafe vun engem Institut médico-légal hei am Land seriö ausenanersetzen. Effektiv ass et esou datt Autopsien, toxikologesch oder aner Analysen nach ëmmer am Ausland mussen duerchgefouert ginn.

Wat d'Organisatioun vun deem geschafene Corps unique betrëfft, musse mer weiderhin oppassen, datt net op eemol e regelrechte Kompetenzchaos entsteet. D'Kompetenzen an d'Responsabilitéiten innerhalb vun der Police musse kloer definéiert ginn. Mir kënnen eis et net erlaben eis Police zu engem Verwaltungsapparat ze maachen. Si muss rapid a flexibel bleiwen.

Ech wollt op dëser Plaz nach eng kleng Remarque maache wat eis Justiz ubelaangt, och wann dat haut net direkt zur Debatt steet. Et ass awer kloer, dass d'Justiz muss kënnen à même si fir de Relais no enger geleeschtener Polizeiaarbecht ze iwwerhuelen. Eis Justiz muss kënnen de Suivi assuréieren no der erfollegräicher Opléisung vun engem Fall. Anerwäerts lafe mer d'Gefor dass d'Onsécherheetsgefill beim Bierger klëmmt. Eng effikass Police muss vun enger grad esou effikasser Justiz begleet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e lescht Wuert dann iwwer en Aspekt, deen nawell gären a den Hannergrond geréit an op dee meng Parteikolleegin a Fraktiounskolleegin Maggy Nagel nach wäert méi intensiv agoen. Et handelt sech ëm d'Relatioun Police a Gemeng.

D'Relatioune mat der lokaler, respektiv kommunaler a regionaler Autoritéit sinn iwwert d'Organisatioun vu 37 kommunalen an interkommunale Preventiounsréit an iwwer sechs regional Comitéë geregelt. Schéin a gutt, mä d'DP wäert sech och weiderhin dofir asetzen, dass eis Buergermeeschteren a Schäffen endlech Polizeikompetenzen unerkannt kréien, déi hinnen et erméiglechen d'Sécherheet um Gebitt vun hirer Gemeng, fir déi si responsabel sinn, besser kënnen ze assuréieren. Hei gëllt och eng Clarificatioun vum Statut vun den Agents municipaux.

Une voix.- Très bien.

M. John Schummer *(DP)*.- Déi sollen an der Complémentaritéit zur Police positionéiert ginn. Dat war eis Meenung virun 1999 an et ass se och nach elo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Police grand-ducale ass zënter dem 1. Januar 2000 vill geschafft ginn. Déi Verwaltung an hir Leit hunn e gutt Stéck Wee gemaach, mä mir sinn awer och nach e gutt Stéck vun der kompletter Ëmsetzung vun der Reorganisatioun ewech. Et schéngt mer dofir elo virun allem wichteg, dass all déi Efforten déi amgaang sinn um Niveau vum Recrutement, dem Equipement an der Formatioun an och dëse méi prekären Zäite konsequent weider gedriwwe ginn.

D'Police ass e liewenswichtegt Element an eiser Gesellschaft. Si brauch, fir kënnen effikass ze schaffen, gewësse Moyenen. Dat soll een och net vergiessen, wann zum Beispill déi nächste Kéier iwwer Daten an Zeieschutz Rieds geet. D'Police ass de Garant vun der Sécherheet vum Bierger, an déi Sécherheet soll erwisenermoossen och kee Präis hunn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als ADR oft dofir agetratt, datt een eng Commission du suivi législatif géif hei an der Chamber aféieren, respektiv datt déi eenzel Kommissioune sech sollten drëm këmmeren, ob e Gesetz, wat mer gestëmmt hunn, och effektiv seng Resultater bruecht huet. Dat ass eng Prozedur déi mer net wëlle bei all Gesetz uféieren, mä bei deene Gesetzer wou et wichteg ass fir verschidde Resultater ze gesinn. Dofir si mer och frou datt mer haut, dräi Joer no deem dat Gesetz hei a Kraaft getratt ass, kënnen iwwert den Effet vum Gesetz vun 1999 schwätzen.

Iwwert de Fong wëll ech soen, datt mir als ADR ons fir déi Reform ausgeschwat hate wat de Prinzip ugeet, mä datt mer ons awer beim Vote enthalen haten, well mer verschidden Douten haten, ob mer déi Effektiver kënnte kréien déi mer brauchen, fir datt d'Reform effektiv voll zum Droe kënnt. Mir haten och verschidde Suggestioune gemaach, deenen deen Ablack net Rechnung gedroe ginn ass.

An ech gesinn datt ech dat, wat ech 1999 gesot hat op dëser Tribün, zu engem gudden Deel nees ka répétéieren, mä awer an engem positive Sënn, datt ee gesäit datt elo schonn Efforte gemaach gi sinn. Et geet awer och aus deem ganz voluminéise Rapport, dee mer kritt hunn, ervir, datt awer nach ëmmer e staarke Mangel un Effektiver besteet.

Ech liesen zum Beispill am Rapport, datt d'Police ablécklech net méi kann, evidenterweis géif ech bal soen, nure mat Poliziste schaffen, datt se ëmmer méi muss op Zivilpersonal iwwergoen. Dat ass u sech eng normal Evolutioun, mä et huet awer och verschidde Schwierегkeeten déi domadder verbonne sinn, an deem Sënn datt verschidden Donnéeë confidentieller Natur sinn an datt ee muss oppassen datt dat Zivilpersonal och do déi néideg Distanz zu verschiddenen Aktivitéite kritt, dat heescht datt d'Police hir Aarbecht soll maachen an datt d'Zivilpersonal nure bei verschiddenen Aarbechte kann erugezu ginn, notamment fir der Police administrative zur Säit ze stoen.

Dann ass am Rapport gesot ginn, datt Modifikatioune bei de Modalitéite vum Recrutement, notamment vum Brigadier, sollen duerchgezu ginn. Dofir wollt ech den Här Minister froe wat hien do virgesäit, dat stong am Rapport net dran. Ech soe just nëmme wat ech virfonnt hunn, an ech wier frou wa mer do vläicht e puer Informatiounе géife kréien.

Da geet och am Rapport Rieds vum Equipement, notamment vun den Infrastructures en télécommunication an informatique. Ech wëll do erënneren, Här Minister, datt Dir de 26. Oktober 2001 en integrale Renouvellement vun der Infrastructure informatique am Centre d'intervention an an de Commissariats de proximité vun der Police duerchgezunn hutt an datt do awer eng etlech Schwieregkeeten entstane sinn, déi zu engem Prozess gefouert hunn.

Et haten an enger Soumission restreinte sech sechs spezialiséiert Firmae gemellt. A wéi mer aus dem Geriichtsurteel erausliesen, ass d'Regierung higaang a si huet net deem Bëllegsten et ginn, och net dem Zweetbëllegsten, mä deem Deiersten. Dat huet jiddfereen e bësse gewonnert. Ech hat lech an enger Question parlementaire gefrot, wéi d'Regierung huet kënnen op dee Wee goen? Do ass mer eng Äntwert zougedroe ginn, déi mech nach méi erstaunt huet: Notamment wier déi Prozedur hei conforme à la loi geschitt, obwuel d'Urteel awer just de Contraire gesot huet, well et de Marché public annuléiert huet. An Ärer Äntwert, Här Minister, hutt Dir mir gesot, datt de Paragraphe 2°c de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat esou eng Prozedur géif autoriséieren, nämlech datt am Prinzip deen Deierste misst geholl ginn. Ech muss mech och do wonneren, datt op esou ee Gesetz sech référéiert gëtt, wou ech a menger Naivitéit geduecht hat - an ech weess och dass de Rapporteur iwwert d'Marchés publics, den Här Loes, mech do vläicht kann dran ënnerstëtzen -, d'Marchés-publics-Gesetz wier hei maassgebend, an net d'Kontabilitéitsgesetz.

Mä dat wat nach méi interessant ass, datt Der mer an der Äntwert sot: «La société dont l'offre a été retenue est la plus avantageuse». An anere Wierder, wann ech Är Interpretatioun vun der Gesetzgebung verstinn, dann ass et an Zukunft esou datt, wa bei der Police oder beim Intérieur e Marché public ausgeschriwwe gëtt, da muss een deen Deierste sinn an net dee Bëllegsten. Dat ass eng Logik, Här Minister, déi ech net ganz novollzéie kann a wou ech och mengen datt et gutt wier, datt d'Commission du contrôle budgétaire sech géif mam Dossier befaassen, well déi Aart a Weis wéi dee Marché hei iwwert d'Bühn gaangen ass, esou däerf et net virgoen. Et ass eng Illégalitéit gewiescht. Dir hutt d'Urteel akzeptéiert an et wäert héchstwahrscheinlech nach zu Dommages-intérêts féieren.

Mä et gesäit een, datt, wann e wëllt eppes maachen, et awer och wichteg ass, datt déi Infrastrukturen déi gebraucht ginn - hei an der Informatik - déi bescht sinn. Elo kënnt Der nach soen, deen Deierste wier vläicht dee Beschte gewiescht. Or, no allequer den Donnéeën, déi ons zur Verfügung stinn, gesäit een datt deen Deierste gewielt ginn ass, mä net deen déi beschten Infrastrukture fir d'Servicer vun der Police ugebuet hat.

Dat och, mengen ech, muss analyséiert ginn, mä aus deem Dossier, dee mir zur Verfügung steet, ass dat déi Konklusioun déi ech elo schons wollt zéien.

Bei den Equipementer geet och Rieds vun deem berühmten Helikopter. Mir hunn een eenzegen Helikopter, Här Minister, an et ass verständlech datt een eenzegen Helikopter net vill dénge kann, well e ganz oft muss aus noutwendege Grënn eraus an d'Revisioun goen. Dat si meeschtens e puer Méint am Joer. Mir hate bei Ärem Kolleeg Minister vun der Défense intervenéiert, datt anstatt deen deiere Militärflieger ze kafen, fir Truppen ze transportéieren, déi mer net hunn, an deen am Ausland soll stationéiert ginn, au contraire sollt gekuckt gi fir méi Helikopteren ze kafen, och notamment fir d'Police, well dat ons ugerechent ka gi fir ons Contributioun zur NATO.

Ech wier awer frou, Här Minister, wann Der ons kënnt e bësselche méi Informatioune ginn iwwert d'Utilisatioun vun deem Helikopter. Ech hu just nëmmen eng Utilisatioun periodesch gesinn, dat ass bei verschiddene Gefaangenentransporter. Ech wäert herno nach eng Kéier drop zréckkommen.

Da geet och vill an deem Rapport Rieds vum Erkennungsdéngscht. Ech soen, datt mir wuel eng Police technique brauchen, mä mir brauchen och eng Police scientifique. Augenblécklech musse mer ganz oft op d'Ausland zréckgräifen. Ech mengen, dat ass net gutt, notamment um Niveau vun der Informatik misste mer besser équipéiert sinn an och eng Police scientifique hei zu Lëtzebuerg virgesinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

En anere Punkt aus dem Rapport, deen interessant ass, ass natierlech datt mer allegurte wëllen, datt de Commissariat 24 Stonnen op 24 de Leit zur Verfügung steet, datt een eng Proximitéit huet vun der Police, datt d'Leit d'Police gesinn, well dat jo ee vun den Elementer ass deen am dissuasiivste wierkt, wann ee wëllt géint d'Kriminalitéit virgoen. Ech hu gelies, datt Der Plans de sécurité, lokal Sécherheetsplange mat Diddeleng, Esch an der Cap gemaach hutt. Wat d'Stad Lëtzebuerg ugeet konnt ech näischt gesinn, mä ech huelen awer un datt do eng gutt Kollaboratioun besteet, Här Minister. Ech wollt just nëmme froen, ob do e Plang besteet oder ob déi Kollaboratioun, wéi se elo besteet, duergeet.

An deem Kontext gëtt et natierlech awer och wichteg ze soen, datt eng Gesetzgebung misst geschafe gi fir de Gemengen ze erlaben Agents municipaux anzestellen a fir kënnen domadder d'Police ze déchargéiere vum Contrôle vun de Gemengepolizeireglementer.

Ech wollt just nëmme soen, datt dat nach an de Kannerschong stécht, an ech wollt d'Regierung opfuerdere fir ons nach e puer weider Informatiounen ze ginn, wéini a wéi se dee Projet wëllt weiderzéien.

Meng Haaptinterventioun wäert awer erausgoen iwwert eppes, wou och am Bericht eng etlech Kritticke sinn. Dat ass iwwert d'Evolutioun vun der Criminalité économique et financière a vun der Criminalité organisée.

Ech liesen hei den Avis vum Parquet général vum Mee d'lescht Joer integral vir, Här Minister. Et ass net vill, mä dat explizéiert ganz gutt de Problem: „La poursuite et l'instruction en matière de banqueroutes n'est qu'un des multiples volets de la poursuite et de l'instruction des délits économiques et financiers. Monsieur le Procureur d'Etat de Luxembourg dresse en son rapport un constat fait depuis de nombreuses années en disant: „Le fait est malheureusement de constater que beaucoup des affaires importantes notamment en matière de délits économi-

ques et financiers n'aboutissent pas utilement parce que le cabinet d'instruction est engorgé d'affaires et que les sections du Service de Police Judiciaire en charge d'affaires économiques et financières sont immergées d'affaires dont beaucoup n'aboutissent en fait jamais".“ Mir hu gesi wat dat bei der Affär Morby bruecht huet, datt dat néng Joer laang geschleeft huet. Och bei Failliten a Banqueroutes frauduleuses dauert et laang.

Weider seet de Parquet général: „Le juge d'instruction-directeur avait déjà souligné en son rapport d'activité 1998-1999 que le nombre des dossiers traitant d'infractions à caractère économique ou financier avait triplé en cinq ans. Tous les acteurs sur le terrain relèvent qu'il s'agit de plus en plus d'affaires complexes, volumineuses et à portée internationale, partant difficiles à instruire. S'y ajoute que les conventions internationales et les actes communautaires que le Luxembourg sera amené à ratifier et à adopter tôt ou tard en matière de terrorisme, de blanchiment d'argent, de coopération internationale en matière pénale, de criminalité informatique pour ne citer que les domaines les plus importants, ne faciliteront pas la tâche des différents intervenants précités.

Il est navrant de constater que face à cette multiplication des infractions les effectifs des magistrats et du service de police judiciaire n'ont point évolués en conséquence, loin s'en faut. S'il n'est pas paré d'urgence à ce manque flagrant de moyens, plus particulièrement en personnel qualifié, la justice pénale risque d'être paralysée à court terme en des domaines substantiels de lutte contre la criminalité grave dont la lutte contre la délinquance économique et financière n'est que l'un de ces domaines. Il ne suffit pas de faire des études“, lauschtert Här Minister, „de constituer des groupes de travail, mais des décisions sont à prendre au niveau du personnel et du budget“.

A mir deelen dës Meenung vum Procureur général, well mer gesinn datt wierklech näischt oder ganz wéineg op deem Punkt bis elo bougéiert huet, sauf datt ee Juge d'instruction bäikoum. Mä et ass bei de Leit selwer am Service de police judiciaire, section économique et financière, wou et ganz vill Schwieregkeete gëtt.

D'Effektiver vum Service de police judiciaire maachen augenbléck-lech eng ronn 120 Leit aus. E gudden Deel vun hinnen huet eng Formatioun, ech mengen et sinn der 20, vu Bac+4 plus nach eng Spezialformatioun zu Bréissel vun 18 Méint. Wat déi ganz nei Infrastruktur, déi nei Leit, déi do mat erakomm sinn, ugeet, do gëtt nach ëmmer, wat d'Organisatioun vun deem Service ugeet, op en Organigramme vun der SPG vun 1992 zréckgegraff.

Ech mengen, wann een 1999 eng Reform mécht an et engagéiert ee méi Leit, wann een nei Missioune kritt, da muss een natierlech och den Organigramme vun 1992 iwwerkucken. Dat ass bis elo net geschitt, an dofir wollt ech den Här Minister froe wat fir eng nei Structure hiérarchique e wëllt maachen. Sinn do schonn Iwwerleeungen? Wéini soll do eng Reform kommen? Well et ass noutwendeg datt déi Leit, déi eng Formation universitaire hunn, mat deenen déi eng Formatioun hu mat Bac-1, 2 oder 3 als Brigadier kënnen zesumme schaffen, datt déi néideg Hierarchien geschafe ginn. Et gesäit een, datt déi Situatioun op jiddfer Fall staark verbesserungswierdeg ass.

Den zweete Punkt, deen ee muss ervirsträichen, dat ass datt et net nëmmen duergeet fir eng Reform virzehuelen déi doranner besteet fir d'Effektiver ze héijen, mir mussen och eppes änneren un de Prozeduren. Well et ass selbstverständlech, datt Effektiver héijen, déi liichtste Léisung ass, mä mir wëssen alleguerten datt mer Schwieregkeeten hunn am Recrutement. Wann een also d'Leit wëllt optimal asetzen, da muss een och kucke fir vläicht verschidde Prozeduren, déi ganz zäitraubend sinn, ze änneren, ze simplifiéieren, fir datt d'Police méi effikass schaffe ka mat deene Leit déi se zur Verfügung huet.

Ech denken do un e puer Saachen, wou ech ouni Ordre d'importance déi eng oder aner wëll ervirsträichen, mä wou ee muss op aner Weeër goen.

D'Beispill beim Transport vu Prisonnéier. Firwat muss deen Transport gemaach gi vu Leit aus der Gendarmerie?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Déi gëtt et net méi!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir stéiert Iech un de bloen Uniformen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Et kann dat sinn.

Also vun der Police. Ech wollt just nëmme soen datt mer och do gesinn, datt een heiansdo bei normalen Transporter vu Gefaangene kënnt op anert Personal zréckgräifen, notamment vun de Prisongen, an datt een deen Abléck, wou geféierlech Gangsteren transportéiert ginn, op d'Police zréckgräift, dat schéngt mer eppes Normales ze sinn. Mä nach muss een dat net an all Fall maachen. Et ass een heiansdo schockéiert, wann ee gesäit, wann e Schwéierverbriecher wéinst engem Interrogatoire beim Juge d'instruction muss vu Schraasseg an d'Stad gefouert ginn, datt mer dann den Helikopter hunn an eng Dose Leit schwéier bewaffnet mat Cagoulen, déi dee Prisonnéier vu Schraasseg an d'Stad féiere bei de Juge d'instruction, fir do zéng Minutten oder eng Véirelstonn verhéiert ze ginn an dann nees mat deemselwechte Wee zréck. All Transport kascht 30.000 bis 40.000 Euro, wann een déi ganz Fräen zesummerechent. Et wier vläicht méi liicht wann den Untersuchungsriichter fir 40 Euro de Wee géing maache vun der Stad op Schraasseg. Ech mengen dat si Saache wou ee ka méi effikass schaffen, ech wollt nëmmen ee Beispill uginn.

Da gëtt et den Artikel 55.2 vum Code d'instruction criminel. Hei ass et den Enquêteuren net méiglech, wann eng Persoun an Untersuchungshaft ass, a wann déiselwecht Persoun an enger anerer Affär muss gehéiert ginn, fir se ze héieren, da muss nees erëm zréckgoe bei den Untersuchungsriichter fir eng Ordonnance ze kréien.

Do misste mer awer eng Réforme législative virhuelen. Wann an därselwechter Affär muss enquêtéiert ginn, da soll bien-entendu d'Législatioun esou bleiwe wéi se ass, mä wann et an enger Affaire ass, déi näischt mat der éischter Affär ze dinn huet, wou d'Instructioun leeft, dann awer nach en Interrogatoire kënnt gemaach ginn.

Dann hu mer den Artikel 39 vum Code d'instructioun, och do gesi mer datt déi Prozeduren, déi virgesi sinn, heiansdo zu ganz absurde Situatioune féieren.

Mir mengen datt déi Méiglechkeeten, déi enger Persoun, déi en flagrant délit erwëscht ginn ass, zoustinn, wéi datt en Urecht huet op en Affekot, datt en de Procureur ka kontaktéieren, datt en och kann en Dokter froen, datt déi Revendicatioune richteg a berechtegt sinn.

Mä wéi geet et an der Praxis? Et gesäit een, wann engem Prisonnéier déi eenzel Froe gestallt gi wann hien an enger Sprooch informéiert gëtt déi hie versteet, sous réserve datt hien dat wëllt verstoen, datt da ganz oft gesot gëtt: Ech brauch en Dokter. An da mussen zwee Gendaarme plus e Chauffeur mat deem Verbriecher an e Spidol goen, respektiv an d'Urgencen - ganz oft mat Accompagnement mat Handschellen a mat Leit mat Mitrailletten, déi op déi oppassen mussen -, an dann erëm zréckgoen. Ass et net zum Beispill do méi einfach, wann ee sech esou géif organiséieren, datt en Dokter géif bei d'Gendarmerie kommen, an net ëmgekéiert?

Da stelle sech ganz vill Froen, och an den Enquêten, datt ganz oft déi eenzel Administratioune Schwieregkeeten hu fir mat der Police judiciaire zesummen ze kollaboréieren, ob et d'Administration de l'emploi ass, d'Sécurité sociale oder den Hypothéikebüro. Ech mengen iwwerall gesäit een, datt onnëtz Prozedure Schwieregkeete maachen. Am Ausland gëtt ganz oft mat Requisitioune gefuer, hei bei ons gesäit een datt déi Prozeduren iwwerholl sinn.

Et ginn esou eng etlech Problemer, déi zwar am Detail, alleguerten eenzel gesinn, net vill bréngen, mä wann ee se all zesummen hëlt, kënnte se awer dozou féieren datt, wa se géife reforméiert ginn, een deen Ablack kënnt dat bestoend Personal méi optimal asetzen a méi effikass schaffe loossen.

An deem Sënn wëll ech och eng Motioun déposéiere wou mir verlaangen datt op där enger Säit de Service de police judiciaire, mä och d'Geriichter an d'Regierung, sech zesumme setzen, fir ze kucke wou d'Prozedure kënne vereinfacht ginn, anescht gemaach ginn, fir d'Aarbecht vun der Police am Respekt vun den individuelle Fräiheete besser kënnen auszeféieren.

Ech soen Iech merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Parquet général relevant l'évolution préoccupante de la criminalité;

- considérant l'évolution préoccupante de la criminalité économique et financière, le manque d'effectif chronique de la police judiciaire chargée de ces enquêtes et la surcharge de travail des juges d'instruction;

- considérant qu'il y a lieu de revoir les modalités d'accès aux informations détenues par certaines administrations durant les enquêtes préliminaires effectuées par les services de police judiciaire;

- considérant qu'il y a lieu de revoir certaines modalités d'application afin de faciliter l'accès aux informations nécessaires à une enquête, dans le respect des libertés constitutionnelles;

- considérant que la révision des procédures doit permettre d'optimiser le travail des enquêteurs et désengorger les cabinets d'instruction; invite le Gouvernement

- à rechercher ensemble avec le service de police judiciaire et les instances judiciaires les modalités pratiques permettant de faciliter les enquêtes préliminaires notamment en matière de criminalité économique et de crime organisé.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Nächsten Orateur ass den Här Huss. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen haut hei iwwert den éischte Bilan vun der Reorganisatioun vun de Forces de l'ordre diskutéieren. Méi einfach ausgedréckt also iwwer en Téschebilan vun der Fusioun vu Gendarmerie a Police, déi iwwert d'Gesetz vum 31. Mee 1999, kuerz virun deene vergaangene Wahlen, nach réaliséiert gi war.

(Interruptions)

D'Problemer vun der Situatioun virun der Fusioun, déi deemools ëmmer erëm ervirgehuewe gi waren, waren ënner anerem de Problem vun der Existenz an deelweiser Rivalitéit tëschent zwou eegene Strukturen, de Problem vu Kompetenzdélimitatiounen an Doubleemploien an domadder Effizienzverloschter, Organisatiounsproblemer, Imageproblemer an esou virun, a vun de Personal- oder Gewerkschaftsvertriedungen ass deemools ëmmer erëm zu Recht op d'Formatiouns- a Recrutementsproblemer a virun allem och op grouss Problemer vu Personalmängel higewise ginn.

An dëser Fro vun engem adaptéierten an ausräichende Recrutement vu Personal haten an eisen Ae kloer déi deemoleg CSV-LSAP-Regierunge versot, esou wéi se an den 80er an an den 90er Joren an der Recrutéierungspolitik vu genuch Personal zum Beispill och um Gebitt vu Schoulpersonal a bei anere Statsverwaltunge versot haten.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng triede méi allgemeng gesi fir eng effikass, modern, motivéiert a biergerfrëndlech Fonction publique an. Mir si géint all néo-liberal Versich vun Dereguléierung a Privatiséierung vu Services publics, wou bekanntlech an de kommende Joren, duerch dat sougenannte GATS-Ofkommes, och op Lëtzebuerger Services publics kënnte Risiken zoukommen, woubäi dat awer berouegenderweis, am Fall vun der ëffentlecher Sécherheet, net de Fall wäert sinn. D'Forces de l'ordre sinn net vun der GATS-Privatiséierungswell betraff an d'Police wäert also glécklecherweis net privatiséiert ginn.

Mir schwätzen also haut hei just iwwert de Bilan vum 99er Gesetz iwwert d'Fusioun, an ech muss Iech do allerdéngs an aller Bescheidenheet soen, datt et eis net méiglech ass elo, no knapps zwee, dräi Joer, scho wëllen e groussen, objektive Bilan ze zéien, dee sech dobäi kënnt op genügend objektiv Daten a Fakte stëtzen. Zwee, dräi Joer sinn ze vill e kuerzen Zäitraum fir eng seriö an ëmfaassend Evaluatioun a mir verfügen och just iwwert dee Rapport deen aus dem Ministère selwer, dat heescht aus der Direktioun vun der Sécurité intérieure kënnt.

Mir hunn net vill oder bal guer keng Daten doriwwer, wéi déi Beschäftegt vun der Police selwer déi Fusioun aschätzen, a mir hunn och keng méi ëmfaassend Daten doriwwer, wéi zum Beispill déi lokal Autoritéiten insgesamt a wéi och d'Leit am allgemengen dobaussen elo d'Resultater vun der Neiorganisatioun aschätzen.

Wat elo zum Beispill d'Leit dobaussen, d'Biergerinnen an d'Bierger ubetrëfft, sou wier ech do op jidde Fall net ze vill optimistesch. Den Image vun der Polizei schéngt mer zwar deelweis an engem positive Sënn évoluéiert ze hunn, mä et héiert een awer och nach ganz oft Commentairen am Sënn vun: Wann ee se brauch, komme se awer net. Oder Zitater, déi ech nach virun zwee, dräi Deeg héieren hunn: Et geschitt dach souwisou näischt. Wouropper dann an Eenzelgespréicher vu Polizeiagenten oft geäntwert gëtt: Mir kënnen awer och net iwwerall sinn, mir hunn nach ëmmer ze vill e grousse Personalmangel.

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, dat si selbstverständlech nëmme ganz eenzel Momentopnamen a wahrscheinlech subjektiv Gefillsausdréck, mä et soll een dat awer net ënnerschätzen.

A well ech virdru scho betount hat, datt mer fir eng effikass Fonction publique an doranner och fir effikass Sécherheetskräften antrieden, ass natierlech kloer datt mer en faveur si vun enger weiderer effikasser Recrutéierungspolitik op allen Niveauen, ob Inspekteren oder Brigadieren oder och Zivilpersonal, zum Beispill bei der Police technique oder och bei der Police judiciaire, fir endlech déi ëmmer nach bestehend Personalmängel ofzeschafen.

Sécherheet, Dir Dammen an Dir Hären, ass hautdësdags e wichtege Facteur vu Liewensqualitéit ginn. Wa vill Leit sech an hiren alldeegleche Liewensweeër, an hirem Alldag net méi sécher spieren - an dat ass zumindest op bestëmmte Plazen an a gewëssen Usätz och hei zu Lëtzebuerg de Fall -, wann also Deeler vun der Bevëlkerung, virun allem Deeler vun der eelerer Bevëlkerung, sech verosnécheert fillen, da kënne se ufälleg gi fir rietspopulistesch oder extremriets „Law and Order“ Parolen a Beweegungen. D'Ausland huet dat an deene vergaangene Jore genügend bewisen, an dat kann an däerf nu wierklech keen demokratesche Politiker heibanne wëllen.

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg keng Angscht ze hu virun engem sougenannte Polizeistat, well mer eng absolut demokratesch orientéiert Polizei hunn, eng Police wou jo elo och nach iwwert d'Schafung vum neie Service vun der Inspection générale de la police en zousätzlecht Kontrollinstrument geschafe gouf.

Wéi dës nei Institutioun am Kader vun der Police sech wäert an der Praxis bewähren, dat kann een no knapps zwee Joer sécherlech nach net soen. Et misst sech awer do an eisen Aen e gesonden Equiliber erausschielen oder apendelen tëschent engersäits dem noutwendege Virgoe géint sougenannte schwaarz Schof, an anerersäits dem Risiko vun eventueller Demotivéierung vun den Agenten.

Wa mer also, Dir Dammen an Dir Hären, eng noutwendeg Opstockung vun den Effektiver ënnerstëtzen, sou wëlle mer awer anerersäits virun der Illusioun warnen, datt haaptsächlech doduercher d'Problemer vun der Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg ze léise wieren.

Kriminalitéit ass et iwwerall op der Welt, an ënnerschiddlechem Ausmooss an ënnert ënnerschiddleche Formen, ëmmer ginn, an dat wäert leider och nach länger Zäit sou bleiwen, an domadder verbonnen natierlech och d'Noutwendegkeet vun der Gesellschaft fir hir eenzel Memberen ze schützen. Mir erwaarden a fäerte souguer, datt am Kader vun där globaliséierter, ëmmer méi néo-liberaler, dat heescht ultra-kapitalistescher Welt déi international Kriminalitéit ënner ville vun hire Formen - Fraen- a Mënschenhandel, Korruptioun, Finanzbetrug, mä a Form och vu wuessender Klengkriminalitéit - riskéiert weider zouzehuelen, quitte dass mer, am Moment jiddefalls nach, hei zu Lëtzebuerg, opgrond vun eise relativ héije soziale Sécherheetsstandarden, nach deelweis dovunner méi protégéiert bleiwen.

Mir hunn zwar, an dat soen d'Zuele vum Rapport d'activité vun 2001 vun der Police grand-ducale, haaptsächlech eng kleng Kriminalitéit. D'Klauen, Abréch, Autosklau, Vandalismus an esou viru leien op engem relativ héijen Niveau, engem Niveau deen allerdéngs an deene vergaangene fënnef bis sechs Joer net geklommen ass, mä tendenziell souguer liicht ofgeholl huet. Fir dësen awer relativ héijen Niveau gëtt et jo och iwwerflächlech gekuckt eng Partie Ursaachen: e relativ héije Liewensstandard, eng héich Konzentratioun vu Banken, vu Geschäfter, vun Tankstellen, vu Protzvillaen, Protzautoen an esou virun, wou an der Sprooch vum Métier geschwat ebe liicht Suen ze huele sinn. A mir hu bekanntlech och Grenzen déi ganz no sinn, mä mir bleiwe glécklecherweis nach wäit ewech vun

Zoustänn a munchen auslännesche Grousstied a virun allem Wunnghettoen, do wou d'Kriminalitéit a ganz aneren Dimensioune gutt fonctionnéiert, vum Här Bush sengem fräien Amerika iwwerhaapt net ze schwätzen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, wier ech bei deem Punkt ukomm, dee fir eis Gréng u sech den Haaptpunkt ass fir d'Kriminalitéit kënnen ze bekämpfen, nämlech dee vun der Preventioun. Jiddereen heibannen ass natierlech d'accord mat dem Prinzip „mieux vaut prévenir que guérir" vun deem an der Gesondheetspolitik bekanntlech esou vill geschwat gëtt, fir deen an der konkreter Praxis awer esou wéineg gemaach gëtt. Hei a Saache Preventioun vun der Kriminalitéit goufe mam Gesetz vun 1999 och eenzel nei Akzenter gesat mat der Aféierung vu Commissariats de proximité a regionalen a kommunale Konzertéierungsstrukturen tëschent Gemengenautoritéiten, der Zivilgesellschaft an den zoustännege Sécherheetskräften, wat eng positiv Entwécklung war a scheinbar gréisstendeels ëischt positiv Resultater mat sech bruecht huet.

Fir definitiv kënnen ze jugéieren, musse mer wahrscheinlech nach zwee, dräi Joer waarden, an et kann ee jo dann, falls noutwenneg, néideg Verbesserunge virhuelen, virun allem um Gebitt vu genuch a méi motivéiertem Personal bei de Sécherheetskräfte selwer, op där anerer Säit awer och wat eng nei Preventiounsmentalitéit bei de Gemengeverantwortlechen a bei der Zivilgesellschaft selwer betrëfft.

Mä wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, vun dëser Zort vu polizeilecher an ziviler Preventiounspolitik schwätzen, déi mer wéi gesot begréissen, esou däerfe mer awer net vergiessen dass dat am Fong just eng secondaire, eng nohuelend Preventiounspolitik ass. Eng primär Preventiounspolitik géif bedeiten, déi sozial a gesellschaftlech Ursaache vun der Kriminalitéit ze bekämpfen, an dat sinn niewent der Kriminalitéit vun de Räichen - Steierbedruch, Finanzkriminalitéit, Drogenhandel an esou virun - virun allem awer och déi skandaléis sozial Ongläichheeten an Ongerechtegkeeten an déi skandaléis gesellschaftlech Diskriminatiounen, déi mer haut weltwäit leider nach ëmmer hunn an déi ënnert deenen neien néo-liberalen oder reliéis fundamentalistesche Relioune vun Dag zu Dag nach weider zouhuelen.

Et ass zynesch betruecht keen Zoufall, dass zum Beispill e Land wéi d'USA, wou d'Inégalitéiten, verbonne mam Problem vum Rassismus, esou risegrouss sinn, och dat Land ass wou wahrscheinlech mat déi meeschte Leit an de Prisonge sëtzen. Den Här Bush hätt a mengen Ae wierklech genuch ze dinn an hätt souguer eng sënnvoll Jorhonnertaufgab viru sech fir am eegene Land fir Demokratie, Fräiheet a sozial Gerechtegkeet ze suergen, ier hien domadder iwwer Bommen anscheinend de Mëttleren Oste wëllt beglécken.

Et muss ee sécherlech net esou wäit goe wéi de berühmten däitschen Theaterschrëftsteller Berthold Brecht, deen an den 30er Jore vum viregte Jorhonnert sënngeméiss d'Fro opgeworf huet, wat eigentlech méi kriminell wier: An eng Bank anzebriechen oder eng Bank ze besëtzen? Fest steet an eisen Aen op jidde Fall, dass krass sozial oder gesellschaftlech Ongerechtegkeeten an Diskriminéierungen de Nährbuedem si vu Frustratioun, vun Demütegung a vun Aussiichtslosegkeet, an dohier och vun Aggressioun. Eng Aggressioun, déi sech entweder da géint sech selwer oder awer géint d'Gesellschaft, géint aner Leit a géint d'Ëmwelt riichte kann.

Nu liewe mer glécklecherweis hei net an der Bronx oder an anere Ghettoen, mä hei zu Lëtzebuerg. Mä och hei zu Lëtzebuerg spillen eng Rei vu sozialen a gesellschaftleche Problemer eng Roll bei der Entstehung vun der Kriminalitéit. Ech wëll der just e puer dovunner opzielen: d'Proximitéit vun de Grenzen, dee vill méi héije Chômagetaux an de Regioune ronderëm eis, d'Konzentratioun vu wirtschaftlechem Räichtum am Ëmfeld vun eiser Haaptstad an aner sozial Problematike spillen och hei zu Lëtzebuerg eng ganz grouss Roll.

En anert Beispill, fir nëmmen eent hei bei dëser Interventioun stellvertriedend ervir ze sträichen, ass dat vun der Jugendkriminalitéit, déi onbestreitbar gewëssen Ausmoossen ugeholl huet a sech an ënnerschiddleche Formen äussert: Vandalismus, Drogendelikter, Beschaffungskriminalitéit, Erpressung vu Schüler a Schoulen oder um Heemwee an esou virun. Am Beräich vu sougenannte Suchtdelikter maache vill Jonker datselwecht wéi vill Aler. Si fëmmen an drénken esou wéi déi Al, mat dem Ënnerscheed dass se kaum méi en Ënnerscheed maachen tëschent Nikotin, Alkohol oder Cannabis oder nach anere Saachen, mat deem Ënnerscheed dass dëst lescht Suchtmëttel, de Cannabis, penal awer bestrooft gëtt an déi aner offiziell erlaabt sinn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Eis Haltung heescht keng Kriminaliséierung méi vu jonken Toxikomanen, mä Repressioun géint d'Drogemafiaen a géint d'Groussdealeren. Eis Motioun heescht kontrolléiert Ofgab an d'Schafung vu Fixerstuffe fir engersäits géint Aids an anerersäits géint d'Beschafungskriminalitéit kënne méi effikass preventiv virzegoen. Dës Politik vun deene Grénge brauch ech op dëser Plaz net nach eng Kéier am Detail hei ze widderhuelen, mä si wier an eisen Aen awer hëllefräich fir preventiv ze wierken.

Ech wollt an dësem Kontext awer emol de Minister froen awéiwäit dat neit Gesetz, dat d'Strofe jo elo erofgesat huet, iwwerhaapt eppes bewierkt huet. Gëtt et elo am Bezuch op Jugendlecher manner Repressioun, manner Poursuiten? A wann net, misst een dann net dorauser déi noutwenneg Konklusiounen zéien? Mir mengen, wa mer nach e wéineg iwwert d'Ursaache vun der Jugendkriminalitéit hei schwätzen, dass mer dann net derlaanscht kommen iwwert d'Orientéierungslosegkeet an eiser Gesellschaft, vu munchen Elteren, also och vun eelere Leit, awer och iwwert déi berüchtegt PISA-Exploitë vun eisem Schoulsystem ze schwätzen, déi an eisen Ae mat der Klengkriminalitéit vu Jugendlecher ze dinn hunn.

Wann ech vun Orientéierungslosegkeet vun Eltere schwätzen, esou mengen ech dobäi op där enger Säit vun eng wuessend diffus kulturell geeschteg a séileg Iwwerfuerderung vu munchen Erwuessenen duerch déi Welt an där se schaffen a liewen. Ech mengen awer och e Verloscht u soziale Wäerter, haaptsächlech vun der Solidaritéit oder eng wuessend Veronsécherung vis-à-vis vu gesellschaftlechen a kulturelle Wäerter. Wäerter, déi sech an deene vergaangene Joren ënnert dem Afloss vun eisen ëmmer méi kommerzielle Schlappekinoe mat hire voyeuristesche Soapoperetten ëmmer méi schnell relativéieren.

Wat ass haut dann nach richteg a wat ass falsch? Dat schéngt mer eng Fro ze sinn, déi haut zouhemend net eleng méi vu Jonken, mä och zum Deel vun Erwuessenen, vun hiren Elteren, net méi definitiv richteg beäntwert gi kann. Doniewent hu mer - an dat huet ënner anerem och d'PISA-Etüd bewisen - e Schoulsystem, deen net egalitär ass, dee keng Chancëgläichheet a Chancëgerechtegkeet fir déi schwaach Schüler garantéiert. Mir hunn e Schoulsystem dee vill ze vill selektiv ass, deen den Auslännerkanner, awer och munch schwaachem Lëtzebuerger Schüler net genuch Chancë gëtt. E Schoulsystem dee ronn 50%, dat heescht vill ze vill Jonker hannenno ouni iergendeen Diplom oder iergendee seriöen Ofschloss entléisst.

Ouni Diplom heescht awer praktesch och ouni gréisser Berufffschancen. Dat si vill ze vill Jonker, déi an der Schoul praktesch permanent nëmmen Echecen erlieft hunn, Echecen déi permanent Frustratiounen an domadder och Aggressioun kënne provozéieren, wat an eisen Aen wann net souguer eng wichteg Ursaach vun deene Klengkriminalitéitserscheinungen vu Jugendkriminalitéit, vu Vandalismus, Klauen, Erpressen, Jugendbanden an esou virun ass, vun deenen ech virdru geschwat hunn. A well villes fir dës Thees schwätzt, kann d'Polizei op dësem Gebitt vläicht e wéineg pléischteren, e wéineg dozou bäidroe fir dat ze prevenéieren, mä si kann u sech awer grosso modo net vill dorunner änneren.

Et sinn also haaptsächlech gesellschaftlech Ursaachen, sozial Ursaachen an e verkorkste Schoulsystem, déi à l'origine vun der Jugendkriminalitéit stinn, an dës Ursaache musse mer als Politiker bewältegen. Dat ass net d'Aufgab vun der Polizei. Dat musse mer als Politiker maachen, wa mer dëse Phenomeen wëlle besser an de Grëff kréien.

Wat aner Forme vu Kriminalitéit betrëfft, déi mer a genaue Chifferen am Rapport d'activité vun der Police erëmfannen, esou ass et onméiglech op alles anzegoen. Ech wëllt der dorauser vläicht just a Form vu Froen e puer erauspicken an nofroen. Zum Beispill par rapport zu den Délits de l'environnement, deenen et der jo och genuch, a mengen Ae souguer ze vill gëtt, gëtt am Joer 2001 geschwat vu 1.533 Kontrollen, déi do effectuéiert gi sinn an déi vun der Ëmweltpolizei festgestallt gi sinn. Här Minister, krut Der do - dat géif mech interesséieren - eventuell méi genaut Informatiounsmaterial ëm wat fir eng Ëmweltdelikter et sech do gehandelt huet a wéi ass et do mat enger méi effikasser Preventiounspolitik?

En zweete klengere Problem ass - net e klengere Problem, d'Madame Wagener ass bestëmmt elo rose mat mer, well ech dat Wuert e klengere Problem gesot hunn, well et effektiv e grousse Problem ass -, duerfir soen ech deen zweete Problem, dat sinn d'Delikter vu Gewalt géint Fraen, wou Plainten an eisen Aen nach ëmmer vill ze vill einfach klasséiert ginn. Wéi ass et do, Här Minister, mat dem Projet de loi, fir dass do den Täter aus der gemeinsamer Wunneng erausgehale gëtt, wou d'Polizei bis elo nach net vill Méiglechkeeten hat? Wéini soll dëse Projet de loi endlech ëmgesat ginn?

Och eng aner Fro, an dat a Bezuch op d'Vitessekontrollen insgesamt, mä virun allem Vitessekontrollen an den Uertschafte selwer. Wie mat 90 oder 100 duerch eng Uertschaft fiert, an dat liest een ëmmer erëm an der Zeitung oder et héiert een et am Radio, setzt domadder ganz kloer d'Liewe vu Kanner oder eelere Leit op d'Spill an ass domadder, a mengen Aen, e potenzielle Mäerder. Missten op deem Plang net carrément, Här Minister, d'Repressioune verschäerft ginn? Ech si keen deen am Allgemenge fir méi staark Repressioun antrëtt, ech sinn éischter fir Preventioun, mä an dësem Fall mengen ech datt do d'Repressioun vill méi schaarf misst gemaach ginn.

Et kéint ee sécherlech nach munch aner Form vu Kriminalitéit uschwätzen. Dat ass awer aus Zäitgrënn hei elo net méiglech a géif en eegenen Débat erfuerderen. Zum Beispill dat och wat vum Här Henckes ugeschwat ginn ass, dee ganze Komplex vun der Criminalité organisée a vun der Criminalité financière, wou Lëtzebuerg jo net dovunner verschount bleift a wou mer periodesch ëmmer erëm - nach virun zwee, dräi Deeg - mat neien Affäre konfrontéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, zu den Erneierungen, déi am Rapport d'évaluation ugeschwat ginn an iwwert déi mer mam Syndicat vun der Police am Virfeld vun dëser Debatt eng Kéier kuerz diskutéiert hunn, just e puer Bemierkungen.

Iwwert d'Noutwendegkeet vun der Behiewung vun den nach bestehende Personalmängel hat ech scho geschwat an och vun där u sech scheinbar positiver bisheriger Erfahrung mat de Commissariats de proximité a mat de kommunalen oder regionale Preventiouns- a Concertatiounsstrukturen. Vu Säite vun de Syndikatsvertrieder ass d'Reform an deem Sënn relativ begréisst ginn, mä si hunn awer drop higewisen, datt een de Risiko misst vermeiden datt an de Centres de recherche net méi genuch Enquêteure selwer do wieren an datt doduerch de Risiko kéint verstäerkt ginn, datt de Suivi an der Recherche géif e wéineg ënner d'Rieder geroden.

Wat d'Coopération policière iwwert d'Grenzen eraus betrëfft, déi jo elo geschafe ginn ass, wat mir och begréissen, esou däerf dat sech an eisen Aen awer net op de Verwaltungsniveau beschränken. Et misst am Géigendeel am Sënn vu vereinfachte Prozeduren an och vereinfachte Weeër erméiglecht an och vereinfacht ginn, fir iwwert d'Grenzen eraus an der Grenzregioun kënnen ze enquêtéieren, natierlech an Zesummenaarbecht mat den dortege Polizeikräften an och vice-versa.

Wat d'Police judicaire an hir national Missioune géint d'Grousskriminalitéit betrëfft, esou war do bekanntlech grad wéinst eiser exponéierter Situatioun an Europa e groussen Nohuelbedarf, an dee besteet, trotz Neiastellung vun 20 Leit elo, an eisen Aen, zum Deel awer nach weider. Et war ënner anerem wéinst Recrutéierungsschwieregkeeten, mä net nëmme wéinst Recrutéierungsschwieregkeeten, absolut noutwendeg op Zivilpersonal aus de Beräicher Justiz, Kontabilitéit, Ekonomie a Finanzen zréck ze gräifen. Wichteg an deem Kontext ass an der Kollaboratioun tëschent dem Polizeipersonal an dem neien Zivilpersonal vun der Police judiciaire allerdéngs eng kloer Délimitatioun vun de jeeweilege Kompetenzen, déi jo awer am Prinzip festgeleucht sinn, awer déi dann och am géigesäitege Respekt agehale musse gi fir datt do onnëtz Reiwereie kënne vermidde ginn.

Um Niveau vum Personalmangel gëtt och am Rapport drop higewisen, datt bei de Brigadiere Problemer bestinn, déi méiglecherweis mam aktuelle Recrutéierungsmodus a Relatioun bruecht kënne ginn. Wann dat esou ass, datt et dorunner hänkt, da sollt dat ebe geännert ginn, mä et hänkt vläicht awer och zesumme mat der Brigadierscarrière selwer, déi anscheinend net besonnesch attraktiv soll sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen esou lues zum Schluss. Dat ware just e puer eenzel Problemer an dësem Kontext, déi ech haut de Mëtteg hei wollt kuerz uschwätzen. Mir wäerten, dat ass kloer, haut net op all dës Problemer Äntwerte fannen. Ech wier awer frou wann den Här Innenminister op eng Rei vun dëse Froe géif konkret agoen, virun allem déi wat déi zukünfteg Personalplanung betrëfft, well jo awer och aus den Altersstatistiken eraus ze liesen ass, datt mer riskéieren an zousätzlech Problemer eran ze kommen, well et jo eng ganz Partie vu Leit bei der Police awer gëtt, déi net ganz wäit méi vum Pensiounsalter ewech sinn.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech hei nach eng Kéier widderhuelen, datt den heitegen Dag, knapp zwee, dräi Joer nom A-Kraaft-triede vum neie Gesetz, et mir ze fréi schéngt fir elo wierklech definitiv Konklusioune kënnen ze zéien. Mir mussen do nach dat eent oder dat anert Joer ofwaarden.

E leschte Saz fir ofzeschléissen. Well et jo net esou gewéinlech ass, datt mer als Gréng mat der CSV- a mat der DP-Regierung averstane sinn, wëll ech awer soen datt mer kee Problem hunn déi Motioun, déi hei vum honorabelen Här Halsdorf déposéiert ginn ass, ze ënnerstëtzen, och wa mer bedaueren datt an dëser Motioun den Aspekt vun der Preventioun vun der Kriminalitéit net ugeschwat gëtt, mä mat de Moossnamen, der allgemenger Richtung vun deem wat do soll gemaach ginn, kënne mer d'accord sinn.

Merci.

M. le Président.- Als nächsten Diskussiounsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virausschécken, bei deem wat ech elo soe wäert, dass ech natierlech och d'Wichtegkeet agesi vun der Police fir d'Sécherheet vun der Bevölkerung an dass dat, wat ech elo u Kriticke wäert ubréngen, sech kengeswegs géint déi Funktioune riicht, zum Beispill och net géint déi wichteg Funktioun déi d'Police huet als Auxiliaire de justice.

Mä, ech mengen et ass awer ee Facteur deen hei an dëser Debatt muss berücksichtegt ginn, an en ass och schonn deelweis vu mengem Virriedner ugesprach ginn, dass wann op där enger Säit vun der Gesellschaft eng Konzentratioun vu Räichtum ass, dat op där anerer Säit och eng Konzentratioun vun Aarmutt mat sech bréngt, vu Précaritéit a vun Exklusiounen, an dass et forcément de staatlechen Asaz mat sech bréngt fir dee Räichtum ze verteidegen.

Eng sozial ongerecht Gesellschaft ass gewéinlech och eng repressiv Gesellschaft, a wat se méi ongläich ass, wat se méi repressiv gëtt. Dat gesi mer zum Beispill an den USA, wou jo en typescht Beispill fir esou eng Gesellschaft ass, menger Meenung no.

Wéi Lëtzebuerg, Här President, nach säi Räichtum der Stolindustrie verdankt huet, wéi an den Nokrichsjore bis Ufank vun den 80er Joren e gewëssene bescheidene Räichtum, virun allem bei den Aarbechter a bei anere klenge Leit, entstane war, wéi dee Räichtum an der Gesellschaft nach relativ gläich verdeelt war, du war et och relativ roueg am Land. Déi Zäit ass den Duerf- a Quartierspolizist nach dacks mam Vëlo duerch d'Strossse gefuer. Hie war och meeschtens…

(Interruption)

…nëmme reaktiv, hie war net aktiv a proaktiv, wéi dat haut vun enger richteger Police de proximité jo verlaangt gëtt.

Haut huet Lëtzebuerg eng aner international Bedeitung. Als grouss Bankeplaz, als zweetgréissten Zenter vun Investmentfongen op der Welt a mat sengem visiblen Etalage vu Räichtum, als Sëtz och zum Beispill vun engem grousse Konzern, dem Arcelor-Konzern, deen als „global player" weltwäit monter restrukturéiert, als Sëtz vun den europäeschen Institutiounen, wou Décisioune geholl gi vu Beamten a vu Regierungen amplaz vu Parlamenter, als Aarbechtsmaart fir Zéngdausende vu Frontalieren, déi heihi schaffe kommen op d'Bankeplaz, mä och an all méiglech Nischesecteuren, déi awer am Ausland wunnen a wou gefaart gëtt dass se mol eng Kéier kéinten aktiv gewerkschaftlech Gewunnechte

mat bréngen, wann et zu rabiaten Entloossungen an deene Secteure kënnt an zu anere Moossname vun der Patronatswillkür, wéi mer et jo all Dag an den Zeitunge liesen, an och als Unzéiungspunkt vu Flüchtlinge virun der Aarmutt an der Welt ass Lëtzebuerg haut e gewëssenen Unzéiungspunkt.

Mir sinn awer haut allen Eventualitéite gewuess. Haut hu mer zum Beispill, an dat hunn ech och am Bericht gelies, 24 Camionnettes de maintien de l'ordre. Et sollen der nach 12 dobäi kommen, och véier nach fir d'Kommandante vun där neier Compagnie d'intervention rapide de maintien de l'ordre.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Och Waasserwerfer.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Op d'Waasserwerfer kommen ech nach, Här Di Bartolomeo. Déi Gefierer heeschen "charroi de maintien de l'ordre". Dat hunn ech wierklech am Dictionnaire mol mussen nokucken: Dat huet mech esou bëssen erënnert un déi réimesch gepanzert Gefierer. Charroi ass eng Fuhre. Ech géif dat also iwwersetzen als ordnungsschaffende Fuhre. Déi Gefierer si virun allem do fir mat de Manifestante bis hanner Bitscht ze fueren. Ech wëll mol hei zitéiere wat déi alles kënnen, déi Gefierer: „Contrairement aux camionnettes normales que la police utilise, les camionnettes d'une compagnie de maintien de l'ordre doivent être considérées comme des véhicules tactiques…

Une voix.- Yes, Sir!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Aha, mir sinn am Krich.

…dont les fonctionnalités doivent correspondre aux exigences opérationnelles de la stratégie et du dispositif mis en place et fournir une protection efficace pour le personnel transporté." Wuel verstanen net fir d'Manifestante ronderëm. „Elles font partie intégrante de l'idée de manœuvre." Ech muss soen, déi martialesch Beschreiwung do, déi huet mer besonnesch gutt gefall.

Natierlech gehéiert och zu enger generalstabsméisseger Organisatioun eng Tenue de maintien de l'ordre, fir dass se wéi Marsmännercher ausgesinn, wa se mam Pepperspray dorëmmer spritzen. Pepperspray hunn ech och gekuckt: Dat ass ee Moyen de neutralisation non létal, also net déidlech. Dat huet mech iergendwéi berouegt.

Wéi déi belsch an däitsch Stolaarbechter virun den ARBED-Sëtz demonstréiere komm sinn, stoungen d'Wasserwerfer an aner strategesch-taktesch Manövergefierer, déi bei de Belsch elo emol virleefeg geléint gi sinn, prett. „Allein der Umstand", schreift d'Tageblatt haut, „dass sich das Wohlstandparadies Luxemburg genötigt sah technische Hilfsmittel gegen die Fäuste von Benachteiligten anzufordern, lässt tief blicken".

Op europäescht Bestriewe gëtt en neie Sécherheetsstat opgebaut. Europol, Eurodac, SIS-Informatiounsystem vu Schengen sinn net demokratesch kontrolléiert vun enger onofhängeger europäescher Justiz a vun engem europäesche Parlament. Während an engem Rechtsstat eng Infraktioun ënnersicht gëtt, wa se geschitt ass, gëtt elo ëmmer méi op preventiv Ënnersichunge Wäert geluecht. Wann zum Beispill en europäesche Sommet an engem Land ass, da renseignéiere sech scho Méint virdrun an deenen anere Länner d'Policë wie susceptibel ass aus hirem Land dohinner demonstréieren ze kommen. Ech hu gelies an engem Manuel fir Polizisten, zu deem Zweck extra ausgeschafft vum europäesche Conseil den 12. November 2002, wou an der Annexe e Formulaire dobäi ass, deen iwwertitelt ass: „Analyse des risques afférents aux manifestants potentiels et autres groupes", a wou da folgend Renseignementer gefrot: ginn: „Nom du groupe connu susceptible de manifester ou de perturber l'événement d'une autre manière; composition du groupe; nombre de membres; signes distinctifs" an esou weider. Ech froe mech, Dir Dammen an Dir Hären: Ginn och d'Banquieren esou ënnersicht, wa se hei op Lëtzebuerg kommen?

Wien déi lescht Zäit gesinn huet, wat fir mënschlecht Leed d'Wirtschaftskriminalitéit ervirrifft, ka vläicht haut besser verstoe wat de Berthold Brecht an den 20er - oder war et an den 30er? - Jore gesot huet. Ech ka mer dat Zitat net verknäifen, och wann den Här Huss et scho gebraucht huet, wat dann den Iwwerfall vun enger Bank wier am Verglach zur Grënnung vun enger Bank? An dat waren ähnlech Zäite wéi haut.

Et ass bekannt dass d'Wirtschaftspolizei fuerchtbar ënnerbesat ass an hirer Verantwortung net nokënnt. Wéi ech am August d'Fro gestallt hunn un d'Regierung, wéi et mat deem accablanten Audit iwwert d'Section économique et financière wier, op déi de belsche „Soir" higewisen hat, hunn ech geäntwert kritt, d'Chamber géif scho mat Zäiten Informatioune kréien. De Rapport läit awer, mengen ech, haut nach net vir.

(Interruption)

Awer nach net der Chamber, voilà. An an deem Text hei hunn ech gelies, och d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire wier nach guer net an Ugrëff geholl, ausser dass 20 nei Poste geschafe gi wieren, wier nach näischt geschitt.

Déi Wirtschaftskriminell zum Beispill, déi déi frauduleuse Failliten um lafende Band produzéieren an Honnerte vu Leit an de Misär geheien, ziddere wahrscheinlech vun Angscht wa se d'Camionnettes de maintien de l'ordre gesinn a wa se d'Waasserwerfer gesinn, déi hei opgebaut gi vun den Dupond et Dupont vun der Lëtzebuerger Justizan Innenpolitik, vun den Häre Frieden a Wolter. Je dirais même plus.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Joer no Akraaftsetzung vun der Reform vun der Polizei an der Gendarmerie, der Reorganisatioun vun der Police, kann ee kloer feststellen, dass déi Reform noutwendeg, richteg war an och positiv Resultater iwwerweien. Elo kënnt ee sech als politesch Verantwortlech, déi dat Gesetz deemools gestëmmt hunn, op d'Schëller klappen an dann zur Dagesuerdnung iwwergoen. Et däerf een awer net vergiessen, wann een dat Gesetz bilanzéiert, dass et net d'Politiker waren déi d'Gesetz a Musek ëmgesat hunn, mä d'Leit um Terrain. An do wëll ech deene Jongen a Meedercher, déi an Uniform déi heite Reform an d'Praxis ëmgesat hunn, Dammen an Häre selbstverständlech, mäi Respekt ausdrécken, well et net einfach war a well et vill Engagement, Motivatioun verlaangt huet, dass mer aus där Reform, déi um Räissbriet entstanen ass, eng praktesch geliefte Reform konnte maachen.

Dat gesot, géif ech mengen, dass déi Diskussioun, déi mer haut féieren, un Aussokraaft gewonnen hätt, wa mer déi rezentst Statistiken iwwert d'Evolutioun um Terrain hätte kënne virleeën, dat heescht d'Evolutioun vun der Kriminalitéit an der Delinquenz an deem leschte Joer, well wann een eng Reform bilanzéiert, da kann een dat iwwert dee Wee maache wéi mer dat gréisstendeels de Mëtteg gemaach hunn, kucke wivill Leit bäikomm sinn, wivill Infrastrukture bäikomm sinn, wivill Material bäikomm ass. Mä et kann een et och esou maachen, dass ee sech d'Fro stellt, wat ass um Terrain geschitt, no de Statistike selbstverständlech, mä och wat d'Sécherheets- an d'Onsécherheetsgefill vun de Leit ugeet. An do wëll ech drun erënneren, dass op Initiativ vun der Police eng ganz interessant Enquête gemaach ginn ass virun zwee Joer iwwer d'suggestiivt an d'objektiivt Onsécherheetsgefill bei de Leit, wou eng Rei vun interessante Konklusiounen erauskomm ass. Selbstverständlech, wann een déi ILReS-Ëmfro anstänneg an net iwwerfläechlech liest, da soll een net zu vireilege Konklusioune kommen. Mä et sinn awer zwou Konklusiounen déi mech e bësse beandrockt hunn, déi aus där ILReS-Ëmfro aus dem Joer 2001 erauskomm sinn.

76% vun de Befrotenen haten d'Impressioun, dass an deene leschte Joren hiert Onsécherheetsgefill méi grouss ginn ass, ouni awer dass dat Gefill, am Verglach zu deem wat se am Ausland beobachten, zu gréisserer Besuergnis hätt kënnen Ursaach ginn. Dat heescht, si hunn d'Sécherheetsgefill objektiv-suggestiv hei zu Lëtzebuerg awer jiddefalls net méi schlecht ageschat wéi am Ausland.

An deen zweete Chiffer dee mech beandrockt huet an deen engem och reell Suerge muss maachen, dat ass dass bal 50% vun de Leit ausgesot hunn an där Ëmfro, dass wa se mat Delikter konfrontéiert gi sinn, dass se déi net gemellt hunn. An d'Erklärungen, firwat dass se se net gemellt hunn, sinn zum Deel aliichtend, well en Deel vun de Leit gesot huet, et war net esou schlëmm. Dat liicht engem an, dass een et dann net mellt. En aneren Deel huet gesot, dat huet kee Sënn. Do muss ee schonn dat hannerfroen, an en aneren Deel, 17%, vun de Leit hu gemengt missten ze soen, dass d'Polizei souwisou näischt géif maachen.

Dat si Feststellungen déi engem Suerge musse maachen. an do muss ech och feststellen dass an der Praxis, an där gelieftener Praxis - an den Här Huss huet virdru vum Commissaire vun Diddeleng geschwat, Hilfssheriff vun Diddeleng gët duer -, do gi sech seriö Gedanken driwwer gemaach am Verbond tëschent Gemeng, tëschent der Polizei, tëschent dem Parquet an an direkter Zesummenaarbecht mat de Leit, well deem Onsécherheetsgefill, deem suggestiven Onsécherheetsgefill an och deenen Impressiounen, menger Meenung no, zum Deel falschen oder falsch ëmfonntenen Impressioune vun de Leit, kann een nëmmen doduerch entgéintwierken, wann een am direkte Kontakt mat de Leit ass a wann een de Leit explizéiert, wéi se sech solle verhale wa se mat Delikter konfrontéiert ginn, déi se selwer betreffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zréck zu der Reform an der Bilanz. Et ass virdru gesot ginn, dass d'Deputéierten hei an der Chamber déi Reform als Jorhonnertreform duergestallt hunn. Dat stëmmt. De Kolleeg Willy Bourg, dee leider net méi bei eis ass, war deen deen déi Reform als Jorhonnertreform duergestallt huet an drun erënnert huet, dass mer 30 Joer iwwert déi Reorganisatioun hu misse schwätzen, ier mer déi éischt Etapp konnten aleeden. Et deet mer Leed, dass de Will an Zukunft net méi bei der Mise en musique vun där Reform kann dobäi sinn, well hien, an dat ass ganz éierlech gemengt, ee vun deene wesentleche Artisane vun dëser Reform war, well en an där méi quokeleger Phas ëmmer dru gegleeft huet a gehollef huet fir dat an d'Praxis ëmzesetzen.

De Kolleeg Alex Bodry huet drop higewisen, dass den heitege Koalitiounspartner, wéi en an der Oppositioun war, eng liicht aner Positioun dozou hat. Ech wëll net nach eng Kéier all déi Zitater bréngen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass den Här Rippinger deemools ënnerstrach huet, dass déi Reform net kënnt klappen, well net genuch Leit do wären. Dat war seng Feststellung an hien huet gemengt, dass ee fir d'éischt hätt misse fir d'Leit suergen an dann d'Reform an d'Musek ëmsetzen.

Abee, Här Rippinger, dat ass ee vun deene Punkte wou mer fundamental anerer Meenung sinn, well mer haut feststellen dass dat agetraff ass, wat den Här Rippinger der Reform net zougetraut huet. Während mer Schwieregkeeten hate virun der Reform Leit ze fannen, hu mer et no der Reform fäerdeg bruecht déi Leit ze fannen déi mer brauchen, fir déi Reform um Terrain a Kraaft ze setzen; ce qu'il fallait démontrer. Ech sinn der Meenung, dass mer d'Reform gebraucht hu fir kënnen op d'Probleme um Terrain ze reagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een haut, sécher net am leschte Stadium vun där Reform, kuckt, da muss een eng ganz Rei vu positive Punkten ervir sträichen. Dat ass d'Presenz 24 Stonnen op 24 um regionale Plang, déi wäitgehend garantéiert ass, dat ass de Konzept vun der Proximitéit deen, op deene Plaze wou et eng Proximitéit gëtt, ganz staark Fortschrëtter erlieft huet, et ass déi verstäerkte Presenz um Terrain, och wa se net iwwerall garantéiert ass, et ass déi systematesch an institutionaliséiert Kollaboratioun mat de lokalen Autoritéiten, wou et net manner Zesummenaarbecht um Terrain gëtt, mä méi Zesummenaarbecht.

An do ass déi zweet fundamental Meenungsverschiddenheet zwëschen mir an zum Beispill dem Här Rippinger. Den Här Rippinger bedauert, dass de Buergermeeschter net méi déi Polizeigewalt huet, déi e viru 15 Joer ewech geholl kritt huet. Ech hu bis haut keng Levée de boucliers vu Buergermeeschteren héieren, déi déi dote Polizeigewalt gären erëm hätten. Et ass méiglech, dass dat an der Stad Lëtzebuerg de Fall ass, grad wéi et an der Stad Lëtzebuerg de Fall ass dass d'Stad Lëtzebuerg insistéiert op nei Missioune fir d'Agents municipaux. Ech hunn awer och a kenger anerer Gemeng eng Lévee de boucliers héieren, fir dass d'Agents municipaux nei Missioune solle kréien, dass et zu enger Verwëschung vun de Missiounen zwëschent den Agents municipaux an der Polizei soll kommen an dass d'Agents municipaux Missioune sollte kréie fir déi se iwwerhaapt net virbereet sinn an déi se, wann Dir mat hinne schwätzt, och net wëllen, an op déi Problemer hiweisen, déi dat dote géif bedeiten.

Mir hunn eis sengerzäit ganz kloer ausgedréckt bei der Reform, mir hunn aus zwee Corpsen ee gemaach, wou mer gemengt hunn, dass dee Corps net méi oder manner der Gefor vun der Verzettelung ennerläit wéi wann et zwee Corpse sinn. Da gi mer de grâce net haut erëm eng Kéier, doduerch dass mer an alle Gemenge Corpse vun den Agents municipaux schafen, erëm eng zweet, eng parallell Polizei schafen. Wann Dir also, Här Minister, bei esou Debatte wéi déi hei, kloer Aussoe wëllt, vun eis kritt Dir eng ganz kloer Ausso: Mir wëllen net en zweeten neie Polizeicorps oder quasi Polizeicorps, mir wëlle keng Parallellpolizei a mir wëllen och keng hallef Privatpolizei.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Mä Här Bartolomeo, wéi ass et da mat der Douane?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ma ja, do wollt ech just drop zréckkommen. Dat ass eng ganz gutt Zwëschebemierkung déi Dir gemaach hutt, well ech hätt Iech dat souwisou gefrot. Dir sidd jo virun e puer Joer nach an der Oppositioun gewiescht, a wéi Dir an der Oppositioun waart hutt Dir gesot: Wa mer wëllen eng anstänneg Fusioun maachen, ma jo da kommt mer maachen net nëmmen eng Fusioun zwësche Polizei a Gendarmerie, mä mer maachen eng Fusioun vun deenen dräi Corpsen.

D'DP huet also ganz kloer an där Debatt iwwert d'Reform dofir plädéiert, dass mer d'Douane sollen an déi Fusioun eranhuelen. Här Rippinger, Är Partei huet déi heite Motioun, déi eis virläit, mat ënnerschriwwen, an ech gesi kee Punkt an där Motioun déi dofir antrëtt, dass d'Douane an deen neie Corps soll erageholl ginn. Selbstverständlech ass et net ze spéit.

(Interruption)

Ech soen et ganz kloer, Här Rippinger, wann Dir et wëllt héieren: Mir waren op der Generalversammlung vun der Douane, d'CSV war op der Generalversammlung vun der Douane an den Här Belling war och op der Generalversammlung vun der Douane.

Une voix.- Très bien.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- A mir hunn do ganz interesséiert den Ausféierunge vun de Kolleege vun der Douane nogelauschtert, mir hunn och Gehéier fir hir Problemer um Terrain gehat, an ech kann Iech soen dass kee vun deene vertruedenen Deputéierten der Meenung war, dass d'Douane soll an eng Fusioun erakommen. Ech stelle fest, dass Är Partei haut ganz kloer gesot huet, dass d'Douane soll mat der Polizei fusionéiert ginn.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Neen, mir soe just nëmmen, dass awer trotz allem nach eng Polizei oder eng Douane mat Polizeigewalt doniewent soll fonctionnéieren. Dat soe mer. Mir hunn net gesot et soll ee se ofschafen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An 1999 hutt Dir gesot, si misst mat fusionéiert ginn. An haut sot Dir dat net.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Dat hu mer net gesot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ma jo selbstverständlech. Soll ech Iech et virliesen?

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Da liest et emol.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ma jo ech hunn dat hei leien - wann Dir mer eng Sekonn gitt a wann Dir mer dat net vu menger Zäit ofhaalt -: „Wann een also vu Fusioun schwätzt an et mengt een déi Fusioun éierlech, da muss een och deen drëtte Corps also d'Douane mat abezéien." Voilà, dat hutt Dir 1999 gesot.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Deemools. Mä mir hunn et awer net gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An haut späitzt Dir Iech op de Kënn.

M. le Président.- Dat si véier Joer méi spéit!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Voilà, voilà, véier Joer méi spéit.

M. le Président.- D'Welt geet virun.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Also Här President, ech gesinn also dass Dir d'DP och scho richteg aschätzt an dass Dir Iech guer net méi wonnert, wann d'DP sech no véier Joer op de Kënn späitzt. Ech hunn Iech also richteg ageschat. Dir hutt eng ganz gutt Mënschekenntnis.

(Hilarité générale)

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren da virunzefueren, well meng Zäit riskéiert mer fortzelafen.

Une voix.- Déi ass schonn ofgelaf!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Bei deene Punkte wou mer Efforte musse maachen, ass selbstverständlech weider bei der Ausrüstung, mir musse Brécke bauen - an dat ass ee Punkt deen an der Praxis nach net ëmmer sou leeft, wéi mer eis dat virgestallt hunn - zwëschent den Interventiounen an de Proximitéiten. Dat sinn heiansdo nach an de Käpp zwou Unitéiten.

Wa mer wierklech wëllen effikass schaffen, da muss déi Zesummenaarbecht systematiséiert ginn an d'Leit musse kënne wëssen dass se, wa se bei deen een a wa se bei deen anere ginn, d'selwecht behandelt ginn. Mir kënnen eis zum Beispill tëschent Interventioun a Proximitéit eppes wéi e Guichet unique virstellen a mir wënschen eis, dass net Ping-Pong gespillt gëtt. Ech stellen allerdéngs fest, wann een dat doten thematiséiert, dass dann ëmmer manner Ping-Pong gespillt gëtt.

Bei de Gebailechkeeten, do muss ech soen dass et nach Carencë gëtt an et sinn heiansdo beim Zesummeleeë vun deenen eenzelne Gebaier net déi richteg Décisioune geholl ginn. Ganz oft ass d'Optioun geholl gi fir ze flécken oder fir ze moderniséieren, amplaz dass een eppes neits gemaach huet. Bei der Organisatioun vun der Schoul muss besonnesch d'Formation continue weider gefleegt ginn an der Schoul, an net baussent der Schoul. Den Ausbau vun de Gebailechkeeten ass noutwendeg. Et feelen eng Rei vun Exécutiounsreglementer vun der Reform, zum Beispill dat Exécutiounsreglement iwwert d'Schafung vun der Carrière ouverte, de Règlement d'administration de la police, wat keng Formalitéit ass, do geet et ëm d'Organisatioun schlechthi vun der Polizei.

Mir waarden op eenzel Exécutiounsbestëmmunge oder d'Exécutioun schlechthi vum Gesetz iwwert d'Police judiciaire vun 1999, wou endlech soll d'Zesummenaarbecht an d'Kompetenzen zwësche Police judiciaire an der Section de recherches regional gekläert ginn, wat am Zesummewierken net ëmmer sou evident ass.

Dann, den Alex Bodry huet dat virdru gesot, eng fundamental Reflexioun iwwert d'Missioun vum Polizist, d'Aufgabendeelung zwëschent dem Polizist an dem Personnel civil. An de Motioune liest een dat ëmmer esou schéin, dass de Personnel civil just soll fir administrativ Aufgabe gebraucht ginn. An der Praxis ass dat awer liicht aneschters, jee nodeem op wat fir engem Terrain, op wat fir engem Niveau dass ee rekrutéiert, an do ass et scho wichteg dass et net zu enger Aufgabeverwëschung kënnt. Am Ausland ass et méiglech fir eng kloer Definitioun vun de Kompetenzen ze maachen, och hei musse mer dat kënne maachen, Reflexiounen iwwer Prozeduren, Vereinfachung vun der Prozedur, amplaz ëmmer nei Prozeduren ze schafen.

De Recrutement vun zivilem Personal à temps partiel oder temporaire ass ugeschwat ginn. Do deelen ech d'Meenung vun de Kolleegen déi gesot hunn, dass et keng gutt Praxis ass, wann een op den zentrale Plazen, wéi zum Beispill d'Sekretariat oder d'Réceptioun, d'Leit à durée déterminée asetzt a se no annerhallwem Joer duerch anerer, Temporairen, ersetzt. Dat si Plaze wou ganz vill Confidentielles iwwert den Dësch leeft a wou ee sech Gedanke muss driwwer maachen, fir dat mat feste Plazen ze besetzen.

D'Evolutioun vun den Iwwerstonnen ass hei net thematiséiert ginn. Eis Leit um Terrain drummen der ëmmer nach vill, an doduerch dass se se dann an deenen normalen Zäite mussen eranhuelen, leiden de Service an d'Liewensqualitéit vun de Leit dorënner.

Da muss ee sech Gedanke maache bei eenzelnen Zentren, déi zum Beispill an der Summerzäit duebel sou vill Populatioun hu wéi se an der normaler Zäit hunn, net no der Pompjeesmethod, da wann et net méi aneschters ze maachen ass zousätzlech Personal anzeplangen, mä systematesch an d'Planifikatioun mat eran ze huelen, dass mer verschidde Stied oder verschidden Zentren hu wou méi Problemer während enger Rei vu Méint si wéi am Rescht vum Joer; och dat kann ee programméieren.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dir hutt jo bestëmmte geographesch Virstellungen doriwwer.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Selbstverständlech. Dat kann een zum Beispill iwwer e Pool vu Leit maachen, deen dann agesat ka gi wann e gebraucht gëtt. Sécher net sou wéi et haut heiansdo gemaach gëtt, wann et iergendwou brennt, da ginn d'Leit vun enger Plaz ofgezunn an da gi se dohin transportéiert. Reserven, wa mer dann emol eng Kéier sou wäit sinn, dass mer all dat Personal hu wat mer brauchen, musse mat agesat ginn.

An da kommen ech scho bal zur Konklusioun.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Déi rout Luucht ass schonn un.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass net schlëmm. Jo, mä Dir hutt mech ëmmer ënnerbrach. Dat sollt Der net maachen.

Une voix.- Et war net schlëmm.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech wollt just ee Wuert iwwer…

M. le Président.- Loosst den Här Di Bartolomeo säi Schlusswuert schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Voilà. Ech wollt just ee Wuert iwwert déi praktesch Aarbecht um Terrain verléieren. Et ass e puermol an Niewesätz gesot ginn, dass deen éischte Plan local de sécurité zu Diddeleng entstanen ass. Hei ass en, de Plan local de sécurité, an ech wëll lech soen dass ech en elo net virbrénge well et en Diddelenger ass,…

(Brouhaha général)

…mä well en en excellent Beispill ass vun där Kollaboratioun um Terrain, wou den Här Rippinger sech ganz grouss Suergen driwwer gemaach huet. Hei hu ganz vill Poliziste vun alle Graden dru geschafft, zesumme mat der Gemeng, mam Parquet a mat de Leit fir eng Aart Sécherheetspakt, dat ass vläicht iwwerdriwwen, mä en Accord ze maachen, wat jiddferee op senger Säit ka maache fir dem Bierger méi Sécherheet ze bréngen.

Mir hunn eng Rei vu Punkten identifizéiert, wou jiddferee sech bereet erkläert huet fir ze handelen, a mir zéien elo an deenen nächste Woche Bilanz dozou. A mir kënne soen, ouni dass mer dat iwwerdreiwen, dass all déi Objektiver, déi mer eis gesat hu fir um Terrain ze reagéieren, realiséiert gi sinn. Mir weise mat deem Plan local de sécurité dat an der Praxis, dass Sécherheet net nëmmen d'Affär vun der Polizei an net nëmmen d'Affär vun der Justiz ass, mä l'affaire de tout le monde, vun der Gemeng a vun der Allgemengheet, an dass, wa mer eis alleguer zesummesetze ronderëm en Dësch an objektiv soe wou d'Problemer leien an eis d'Mëttele gi fir déi an d'Praxis ëmzesetzen, mer eppes kënne bewegen. Ech wollt vun déser Tribün profitéieren, fir all deene Leit, déi vill Stonnen dorunner geschafft hunn, en häerzleche Merci ze soen.

(Brouhaha général)

A selbstverständlech, Här Rippinger, wann d'Stad Lëtzebuerg un deene gudden Erfahrunge vun der Stad Diddeleng wëllt léieren: Hei ass en! Mir maachen lech ganz gär eng Fotokopie.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här Minister.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An da sinn ech scho bal fäerdeg. Ech sinn och ganz houfreg, dass mer et fäerdeg bruecht hunn aus deenen zwee Corpsen, wou een e bësse méi eng militäresch Ausriichtung hat, ee Corps ze maachen, dee ganz zivil orientéiert ass. Ech gi jo dann net dovun aus dass mer an engem Corps, wou mer quasi nëmme méi Inspekteren hunn, Inspektere mat Niewentitelen, dass mer géifen an Zukunft erëm Titelen aféiere wéi mer se virun dräi Joer ofgeschaaft hunn, déi vum Leutnant, déi vum Majouer, déi vum Lieutenant colonel an déi vum Generol. Ech ginn also dovun aus, Här Minister, dass mer den zivile Charakter vun deem Corps och an Zukunft net wäerten hypothekéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als lescht Diskussiounsriednerin ass d'Madame Maggy Nagel agedroen. D'Madame Nagel huet d'Wuert.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Mme Maggy Nagel *(DP)*.- Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss mech elo al ustrenge fir op d'mannst esou gutt ze si wéi mäi Virriedner elo war.

Une voix.- Ouh?

Une autre voix.- Dat ass net schwéier.

(Hilarité et brouhaha général)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosse mer elo d'Madame Nagel schwätzen.

Mme Maggy Nagel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg John Schummer huet mer nach eng zäitlech Méiglechkeet gelooss fir ganz kuerz e puer Iwwerleeungen zu den Auswierkunge vun der Fusioun um lokale respektiv kommunalen a regionale Plang ze maachen.

Et mierkt ee ganz séier, dass d'Fusioun iwwert de Knéi gebrach ginn ass, dass se falsch ugepaakt ginn ass an, wéi schonns gesot, fir d'éischt déi richteg Konditiounen hätte misse geschafe gi fir déi Polizei déi mir wollten, an zwar eng Police déi landeswäit rapide an effikass intervenéiere kéint. De Rapport d'évaluation weist ganz däitlech, dass d'Fusioun zwar eng gutt Saach ass, mä dass se awer nach an de Kannerschong stécht an trotz Efforten eng ganz Rei Faiblessen opzeweisen huet.

Här President, als Ost-Deputéiert, awer och als Buergermeeschter, hunn ech mech säit e puer Joer méi intensiv mat dem Fonctionnement vun der Police beschäftegt, an zwar an der regionaler Circonscriptioun vu Gréiwemaacher, déi Circonscriptioun déi eréischt säit Oktober 2002 no där neier Opdeelung fonctionnéiert a wou mer nach besser eis kënnen drun erënnere wéi et virdru war.

Am enke Kontakt mat den zoustännege Polizisten an no méi enger Nuetstournée vun owes aacht bis moies sechs, wou ech op meng eege Verantwortung matgemaach hunn,…

(Brouhaha général)

…konnt ech feststellen dass d'Theorie an d'Praxis um Terrain nach wäit vunenaner ewech sinn.

Här President, huele mer d'Commissariats de proximité, déi klengst Unitéite vun der Police, wat d'Surface an hire Kompetenzberäich ugeet. Obschonns hiert Handlungsgebitt territorial begrenzt ass, spille si a mengen Aen eng immens wichteg Roll um Niveau vun de Regionalservicer mat deene si enk zesumme schaffe mussen.

Wat verlaangt elo e Buergermeeschter vu sengem CP? Virun allem eng visibel a biergerno Presenz um Terrain, mä wéi d'Situatioun nach elo am Moment ass kann dat nach net klappen. Firwat? Éischtens besteet e Manktum un Effectiver. Zweetens dauert et vill ze vill laang bis d'Infrastrukturen adaptéiert sinn - niewebäi bemierkt: D'Gemeng Munneref waart nach op d'Pläng vun deem neie Kommissariat. Drëttens ginn d'Poliziste vill ze vill oft vum CP op speziell Missiounen ofgeruff, wat mat sech bréngt dass d'Büroen eng Woch oder souguer, wéi mer dat zu Dikrech gesinn hunn, 14 Deeg laang net besat sinn. Duerfir misst d'Unité de garde et de réserve mobile onbedéngt dréngend opgestockt gi fir punktuell kënnen agesat ze ginn. De Service régional de police de la route wier des Weidere vu gréisster Wichtegkeet.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat déi administrativ Aarbecht vun den CPen ugeet misst de Groupe de travail, deen 2000 an d'Liewe geruff gi war, aktivéiert ginn, fir eng komplett Lëscht opzestelle wat d'Kompetenze vun de Polizisten ugeet a wou een och ka festleeë wat alles kann duerch ziviilt Personal gemaach ginn. D'Fro, déi ee sech um administrative Plang misst stellen, wier: Wéi kann et méiglech sinn ouni dat néidegt Informatiksmaterial effikass a rapide ze schaffen? Ech géif hoffen, Här Minister, dass dat Material, wat jo schonns do ass, mä wou nach e Problem ass wat d'Soumissioun ugeet, esou séier wéi méiglech kënnt ausgeliwwert ginn. Ech hu bei eis emol virgegraff an ech hu menge Jongen emol mäi private Computer geschenkt bis déi aner kommen.

Des voix.- Très bien.

Mme Maggy Nagel *(DP)*.- Et misst och méiglech sinn déi administrativ Aarbecht ze erliichteren andeems zum Beispill den Accès zu der Assurance sociale, d'Zesummenaarbecht mat de Krankekeesen an de Kontrollstatioune vereinfacht géif. D'Réforme administrative ass och hei ugesot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als Lokalpolitiker oder als Deputéiert an enger Circonscriptioun wéi där vu Gréiwemaacher d'Chance huet excellent Leit en place ze hunn an déi, och wann d'Effektiver nach net stëmmen, véier sinn ze mann, fënnef scho besser, mä sechs wier ideal, eng gutt Aarbecht leeschten, da kann d'Zesummeschaffen nëmme positiv sinn. Mir treffen eis zum Beispill eng Kéier an der Woch mat eise Leit vum CP fir iwwer verschidde kommunal Problemer ze schwätzen oder fir déi eng oder déi aner Informatiounsversammlung ze preparéieren.

An eiser kommunaler Verkéierskommissioun sëtzt och e Vertrieder vum CP mat consultativer Fonctioun, a säit mer en Agent municipal beschäftegen, huet hie säi Büro um Kommissariat, an net op der Gemeng, an ass all Dag eng Stonn fest do fir déi Leit ze emfänken, déi dohinner komme fir ze bezuelen. Flott wier et awer och wann hien elo nach deen noutwennege Code dierft benotzen, fir dass hie selwer déi Procès-verbaux kéint encodéieren.

(Interruption)

Dat ass kee Problem, mä et ass de Problem fir op der Police ze encodéieren.

(Interruption)

Hien huet méi wéi een Apparat.

Une voix.- Ah sou!

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dir musst et wëssen, Madame.

Mme Maggy Nagel *(DP)*.- Ech hale mech ganz strikt u meng Zäit. Ech kéint elo nach vill soen, mä ech kommen zum Schluss a stelle fest dass, obschonns 1999 d'Startkonditioune bäi Wäitem net optimal waren, no knapps dräi Joer eng immens Aarbecht geleescht ginn ass am Ministère, an der Direktioun, mä virun allem an deene verschiddene Circonscriptiounen duerch gutt forméiert an informéiert Leit.

(Interruption)

Wëllt Dir och nach schwätzen, Här Bausch? Hei, den Här Bausch wollt och nach eppes soen.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wollt der Madame Nagel just soe si wier terribel gutt an der Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir hutt nach 20 Minutten.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dir sidd ganz fein.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir braucht lech guer net ze stressen.

Mme Maggy Nagel *(DP)*.- Här President, de Rapport d'évaluation soll eng Zwëschebilanz sinn an e wichtegt Instrument dat d'Police grand-ducale op hirem laange Wee zur Balperfektioun soll begleeden. Ech géif vun hei aus vill Courage a bonne chance wënsche fir déi schwéier Tâche, déi Der ze erfëllen hutt.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Generaldiskussion ass ofgeschloss an d'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt merci soe fir déi konstruktiv Diskussioun, déi mer de Mëtteg haten. Ech ginn ze bedenken, dass et net en alldeeglechen Exercice ass deen an der Chamber gemaach gëtt fir iwwer eng Verwaltung eng Diskussioun ze féieren. Ech hunn awer festgestallt, dass et e ganzt nëtzlecht Instrument ass, well een eng ganz Rei vun Ureegunge kritt huet, déi een och a senger Aarbecht bei der weiderer Ëmsetzung vun der Reform ka mat verschaffen.

Ech considéréieren déi Tonalitéit vum Débat als en Encouragement fir um Wee vun der Reform virun ze fueren, déi Reform, déi mer integral ëmgesat hunn, no de Prinzipië vum Gesetz wéi et am Mee 1999 gestëmmt gouf, Gesetz dat sech a ganz wesentlechen Elementer als positiv erausgezeechent huet, e Gesetz dat awer, wéi ech et scho virdrun a menger Ried gesot hunn, net e Processus ass, dat een an engem one shot kann duerchzéien, mä e permanente Processus muss sinn. Dofir kann een, an do ginn ech dem Här Huss Recht, keng definitiv Konklusiounen haut zéien, mä ech mengen dass een awer trotzdeem dräi Joer no der Mise en vigueur à même ass haut méi wéi e provisoresche Bilan op enger ganzer Rei vun Domäner ze zéien. Dat hu mer och haut gemaach.

Eng wesentlech Fro, déi an der Diskussioun ëmmer erëm komm ass, ass d'Fro vum Recrutement. Do géif ech wëllen e puer Saachen ze bedenke ginn. Dat éischt ass, dass mer de Volume vum Recrutement praktesch doubléiert hu par rapport zu deem wat mer virun 1999 kannt hunn. De Problem dee mer awer hunn, an dat wëll ech ganz objektiv soen, ass, dass mer eng weider Augmentatioun vun deem Recrutement net kënne maachen. Dat kënne mer net maachen, well mer d'Moyenen net hu fir de Leit déi Formatioun och op eng propper Aart a Weis kënnen ze ginn. Mir hunn elo zwou Klasse vun 30, déi mer pro Joer kënnen duerchzéien, a wa mer d'Leit ausgebilt hunn, geet et jo net domadder duer. Si mussen duerno an de Corps integréiert ginn. Ech fannen, dass et een aussergewéinlechen Effort ass, deen an deene leschte Jore gemaach ginn ass, wann ee bedenkt dass mer praktesch eng Augmentatioun vum Effektif vu 5% d'Joer duerchgefouert hunn. Et muss een och bedenken, dass d'Formatioun net ophéiert dee Moment wou d'Leit aus der Polizeischoul erausginn, mä dass d'Formatioun um Terrain, an de Commissariater wou se hikommen, dass dat e wesentleche Bestanddeel och vun der Formatioun ass.

Mir hunn och net gesot dass mer géifen Ännerunge virhuele wat de Recrutement vun der Carrière vum Brigadier ugeet. Mir hu just drop higewisen, dass mer do Schwieregkeeten hunn, an ech si mam Här Bodry d'accord dass ee keen Excès de zèle soll maachen, mä dass een déi Evaluatioun awer elo am A muss behalen.

(Interruptions)

Ech kann ophalen, wann et net interessant ass.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen, et ass ganz interessant.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Dass ech awer hoffen, dass duerch d'Ewechfale vun där aler Filière elo am Hierscht, wann déi lescht Promotioun kënnt, mer vläicht Méiglechkeeten hunn do en Transfert ze kréie vu jonke Leit aus der Arméi trotzdeem an de Corps vun der Police um Niveau vun der Carrière vum Brigadier.

Den UGRM ass ugeschwat ginn, wéi iwwerhaapt d'Verdeelung vun de Leit. Do wëll ech soen, dass mer e ganz groussen Effort an deene leschte Joren am UGRM gemaach hunn. Mir hunn 80 Leit am UGRM. Dovu sinn der 41 voll amtlech fir déi Tâchen, déi virdru gesot gi sinn. De Rescht ass an anere Servicer wéi den Helikopter, d'Protectioun vum Grand-Duc an esou weider affiliéiert, mä mir hu schonn 41 Leit an der Reserv. D'Affektatioun vun de Posten ass d'Prioritéit vum Hierscht. Wann déi nächst Promotioun kënnt, wëlle mer zwee grouss Efforte maachen. Dat eent ass d'Police technique, wou ech a menger Ried gesot hunn dass mer amgaange sinn déi elo regional virzebereeden, fir dass se am Hierscht voll ëmfänglech ka fonctionnéieren. Dat ass eng Augmentatioun vu 15 Posten an eng weider Augmentatioun vun 10 Posten um UGRM. Dat wäert den Haaptakzent ginn. Pour le reste wäerte mer am Hierscht d'Leit punktuell weider an d'Regiounen, an d'CPen, a gewësse regional an national Servicer schécken, fir lues a lues op d'Opstockung ze kommen.

E wichtege Punkt, deen hei undiskutéiert ginn ass, dat ass d'Elaboratioun vun de Plans locaux de sécurité. Do muss ech der Gemeng Diddeleng e ganz grousse Luef ausschwätzen.

(Interruptions)

Ech fannen dass et méiglech war en éischte Plan local de sécurité ze maachen, well mer an der Gemeng Diddeleng e Partner fonnt hunn dee sech vum éischten Dag u voll doranner engagéiert huet. A mir wëssen dass deen éischte Plan local de sécurité ee ganz wichtegen ass, well een do nach keng Basis huet. An ech wëll ervirsträichen, dass d'Gemeng Diddeleng, wéi d'Gemeng Péiteng, an engem anere Volet vun der Mise en place vun der Reform, eis do wesentlech gehollef huet an och Virreidermodell ka spillen, well mer elo eng gutt Basis hu fir aner Gemengen, wou d'Elaboratioun vun esou engem Plang entweder och schonn entretemps ofgeschloss ass oder amgaangen ass ofgeschloss ze ginn.

Et ass och d'Fro gestallt ginn, wéi dat an der Stad Lëtzebuerg ass. An der Stad Lëtzebuerg ass eng traditionell ganz enk Relatioun tëschent dem Kommandant vun der Regioun an der Stad Lëtzebuerg gewiescht. Dat ass eng grouss Traditioun, déi an deene leschte Joren och net geännert huet. Och an där Gemeng gëtt un der Ausschaffung vun esou engem Plan local de sécurité geschafft, woubäi een ëmmer muss och kucke bei deene Plans locaux de sécurité, well jee nodeem mat wat fir enger Gemeng een ze dinn huet, ass d'Komplexitéit vun deem Ganzen, also och d'Zäit déi ee brauch fir d'Ausschaffung vun esou eppes ze maachen, méi grouss a méi komplex. Bei der Stad Lëtzebuerg wësse mir jo alleguerten, dass mer d'ganz Palette vun der Problematik do erëmfannen.

E Punkt, deen ugeschwat ginn ass, ass d'Police judiciaire. Dat ass fir eis Regierung a besonnesch fir den Här Frieden a fir mech, woubäi ech déi Hären Dupont an Dupont als ganz sympathesch Figuren an Erënnerung hunn, eng Prioritéit gewiescht.

(Interruption)

Jo, dat ass Är Meenung dozou. Mir hunn am Mäerz 2000 ugefaangen un deem Concept de police judiciaire ze schaffen. Et läit ee Rapport vir vun der Inspektioun. Dee Rapport, deen ass amgaange mat alle concernéierte Parteien diskutéiert ze ginn, souwuel mat der Direktioun vun der Police, mat der Direktioun vun der Police judiciaire, wéi mat de Gewerkschaften, a mir hunn eis virgeholl bis Mee vun dësem Joer mat de Konklusiounen, déi mir aus deem Rapport zéien, an och mat konkrete Propositioune virzekommen, sou dass ech elo scho ka soen dass ech déi Motioun 2, déi hei vum Här Jacques-Yves Henkes déposéiert ginn ass, net kann unhuelen, well se en fin de compte vun der Regierung soss näischt fuerdert wéi dat wat mer säit Mäerz vum Joer 2000 amgaange sinn a wou mer elo an der leschter Ligne droite stinn, ier mer mat de Propositioune wäerte konkret kommen. Dobäi wëll ech drop hiweisen, dass ganz enk mat den Autorités judiciaires an deem Dossier zesummegeschafft ginn ass, déi eng wesentlech Kompetenz doranner hunn, wann et drëm geet eng nei Definitioun vun der Police judiciaire oder eng aner Organisatioun vun der Police judiciaire ervirzeruffen.

D'Formatioun ass ugeschwat ginn. Ech hunn a menger Ried virdru gesot, dass mer eis an deene leschten dräi Joer haaptsächlech ëm d'Formation initiale bekëmmert hunn. D'Formation initiale huet an der Schoul misste praktesch vun null u frësch opgebaut ginn. Mir hunn eng ganz Rei vun Instruktere bäigesat. Mir mengen entre-temps, dass dat Konzept ufänkt ze stoen, an de Wëllen ass dee fir sech an deenen nächste Jore mat de Froe vun der Formation continue ze beschäftegen, haaptsächlech och wat d'Mise en place vum Concept de proximité ubelaangt, deen elo lues a lues an Etappen ëmgesat gëtt.

Allgemeng wëll ech dozou soen dass, wann ee Projeten ugeet vun där heiten Envergure, een awer och net däerf vergiessen, dass een d'Barque net däerf iwwerlueden. Ech mengen, et kann een ëmmer nëmmen an engem gewëssenen Zäitraum esou vill Reforme maache vun deenen een och kann ausgoen dass d'Leit um Terrain se kënnen assimiléieren an och ëmsetzen.

Et wier allgemeng wënschenswäert gewiescht, fir hei an do nach eppes ze maachen. Mä allgemeng sinn ech der Meenung, dass mer net méi hätte kënne fäerdeg bréngen zesumme wéi mer dat an deene leschten dräi Joer gemaach hunn, sachant parfaitement dass notamment d'Fro vun der Formation continue eng Prioritéit vun der Aarbecht wäert sinn, wéi och déi Relatioun Commissariats d'intervention, Centres d'intervention, Commissariats de proximité an d'Aarbecht, déi vun de Polizisten an deenen zwee Zentre gemaach gëtt, Diskussiounsthema ass, woubäi d'Meenung vun der Regierung ass, dass d'Polizeiaarbecht eng flexibel Aarbecht muss bleiwen.

Et kann net sinn, dass mer e Cloisonnement tëschent deenen zwou Forme vu Polizei kréien, an déi Richtung dass déi eng menge si hätte mat deenen aneren näischt méi ze dinn, mä dass een do muss sécherstellen dass och de Konzept vu Police judiciaire vun ënnen erop, net nëmmen an der Police judiciaire, mä och an de Strecken, och an de Regiounen an och an de Commissariats de proximité eng wesentlech Notioun vun der Polizeiaarbecht ass.

D'Meenung vun de Leit, de Sondage virun zwee Joer, dee mer deemools ausgiebeg kommentéiert hunn, deen awer och, muss ech soen, eng ganz Rei vun Inkoherenzen opgedeckt huet, wann et ëm d'Fro hei zu Lëtzebuerg geet vu Sentiments de sécurité. Et ass richteg dass 76% vun de Leit gesot hunn, si hätten d'Impressioun dat wier an d'Luucht gaangen. Wann een allerdéngs d'Leit da konkret gefrot huet, u wat stéiert Der Iech, da kommen op deene véier éischte Plaze Verkéiersfroen, esou dass ech soen, dat subjektiivt Gefill ass wuel héchstwahrscheinlech an d'Luucht gaangen, mä et muss een ëmmer kucke par rapport zu wat, an dat hutt Der och richteg an Ärer Interventioun gesot, dass een dat muss situéieren.

Mir hu virun zwee Joer gesot, dass mer aus deem Sondage do eng Suite wëlle maachen, an déi Suite leeft den nächste Mount u mat engem Sondage bei deene Jonken iwwert de Sentiment d'insécurité, deen exklusiv de Volet vun deene jonke Leit hei zu Lëtzebuerg soll analyséieren. Dat hu mer virun zwee Joer gemaach an ech mengen och dass d'Chifferen, déi mer virgëschter op de Büro geluecht si gi vun der Evolutioun vun der Jugendkriminalitéit a vum Vandalismus, weisen, dass et noutwendeg ass am Beräich vun der Jugend eng Kéier en Iwwerbléck ze kréien iwwert d'Gefill, mä och sech en Iwwerbléck a Moyenen ze schafen op wat fir eng Aart a Weis dass een do ka virgoen, woubäi dat net nëmmen eng Aarbecht ass vun der Polizei, welll wann dat d'Aarbecht vun der Polizei wier, da wier dat dee Moment jo praktesch eng reng repressiv Politik. D'Jugendkriminalitéit an de Vandalismus awer si fir mech e Phénomène de société, deenen hier Wuerzelen op ganz anere Plazen uginn a wou een och eng gesellschaftspolitesch Äntwert eng Kéier muss formuléieren, woubäi ech weess wéi schwiereg dass dat ass.

D'Chifferen, Här Di Bartolomeo, vun den Infraktiounen, ech halen et do mam Här Bodry als viregte Minister, deen ëmmer gesot huet, et muss ee ganz gutt oppasse wéi een d'Chifferen interpretéiert. Hien hat an der viregter Regierung eng ganz Rei vu ganz haarden Ausenanersetzungen, déi och net ëmmer ganz fair, muss ech soen, gefouert si ginn. Toujours est-il dass mer probéiere vu Joer zu Joer déi Chiffere méi fiabel ze kréien, an ech hunn dann och déi grouss Freed fir kënne matzedeelen dass mer elo endlech esou wäit sinn, dass mer och d'Chiffere vun der Police judiciaire an d'Gesamtschiffere vun der Police dëst Joer konnten integréieren. Dat ass eng gutt Saach, well doduerch d'Donnéeë méi komplett sinn. Et bréngt natierlech Schwieregkeete mat wann ee vergläiche wëllt vun engem Joer zum aneren. Ech kann awer an der Tendenz soen dass, wat d'Grousskriminalitéit ubelaangt, mer do feststellen dass mer keng wesentlech Augmentatiounen iwwert déi lescht Jore kannt hunn, mat där Spëtzt déi mer kannt hunn am grand banditisme, haaptsächlech am Joer 2001, mä dass mer bei där klenger Délinquance, beim Vandalismus, bei der Jugendkriminalitéit notamment awer feststellen, dass d'Chiffere vu Joer zu Joer ëm eng ganz Rei vu Prozenter steigen.

Dann nach zum Helikopter. Et ass gemengt ginn, mir hätten nëmmen een Helikopter zur Verfügung, an dee wier eng Rei vu Méint net zur Verfügung. Dat ass net richteg. Mir hunn en Accord mat der Duc-Air, déi eis en Helikopter zur Verfügung stellt, en attendant dass mer elo d'Prozedur maache fir een ze kréien. Mir hunn awer gläichzäiteg am Abréll vum leschte Joer mat der belscher Regierung en Accord ënnerschriwwen, deen eis garantéiert dass an deenen Zäite wou eisen Helikopter an der Maintenance ass mer en Helikopter vum belsche Stat zur Verfügung gestallt kréien, esou dass den Helikopter net nëmmen d'Halschent vun der Zäit do ass, mä dass mer do schonn e vollstännege Programm kënnen ubidden.

Den Här Huss hat gefrot, zukünfteg Personalplanung. Ech mengen, dass mer net derlaanscht wäerte komme fir deen Effort, dee mer gemaach hunn an deene leschte Joren, an den nächste Jore bäizebehalen. Ech géif mengen, dass mer bis zum Joer 2009 um Niveau vun der Carrière vum Inspekter dee Recrutement vu 60 Unitéite pro Joer mussen erreechen. Mir hunn och elo lues a lues an de Joren ëmgebaut, dass mer méi wéi 60 Leit am Ufank ufänke loossen, well mer festgestallt hunn, besonnesch an deenen éischte Méint bei der Formation de base, dass do eis e puer Leit ofgesprongen sinn, fir da méiglechst no bei dee Chiffer vu 60 um Enn vun der Formatioun eran ze kommen. An dann, wéi ech a menger Ried gesot hunn, mengen ech, dass mer de Recrutement civil lues a lues mussen ausbauen an enger ganzer Rei vun Domäner, um Niveau vun der Informatik, um Niveau vun der Technik. Also eng ganz Rei vun accessoiren Domäner, déi d'Polizei ofdeckt an déi net direkt eppes mat Polizeiaarbecht ze dinn hunn, fir den ausgebilte Polizist wa méiglech, esou wäit et nëmme geet, fir déi Aarbechten ze reservéiere fir déi en do ass.

M. le Président.- Ja, Här Huss?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wollt Iech just nach eng kuerz Fro stellen. Ob Der bei deenen zukünftege Personalberechnungen och de Fait mat aberechent hutt, wat ech virdrun erwähnt hunn a menger Ried, dass eng ganz Partie vun Agente ganz no beim Pensiounsalter sinn, also net méi wäit dovunner ewech sinn, an dass dat eng Zuel ass déi relativ héich ass?

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech ginn dovunner aus, dass et am Rapport steet, well déi Chiffere mir och ëmmer esou virgeluecht ginn. Dat hutt Der jo och gesinn. Et ass effektiv esou, dass eng ganz Rei vu Jorgäng, wou vill Polizisten agestallt gi si viru 35 Joer, elo bei d'Pensioun kommen. Déi sinn an de Chiffere virgesinn. Dat wäert mat sech bréngen, dass d'Nettoprogressioun an e puer Joer net méi wäert esou héich si wéi se elo ass.

Ech wëll allerdéngs nach eng Kéier soen, ech gleewen net dass mer méi Leit pro Joer kënnen ausbilden, aus deene Grënn déi ech gesot hunn, an dofir d'Ëmswitchen, notamment op de Recrutement vun Zivilpersonal, fir de Polizist fir déi reng Polizeiaarbecht, fir déi mer en och ausbilden, dans la mesure du possible kënnen zréckzebehalen.

Zum Schluss wëll ech nach eppes iwwert déi Ausso iwwert de Marché informatique soen. Et ass falsch fir ze soen, deen Deierste wier geholl ginn. Et ass richteg fir ze soen, dass dee Béllegste geholl ginn ass, deen d'Commission de Soumission bei der Auswäertung als conforme zréckbehalen huet. Et ass eng Differenz tëschent dem Fait ob een dee Béllegsten ass beim Ofginn oder ob een dee Béllegsten ass wann et ëm Conformitéit geet. Nodeem also gekuckt gëtt ob déi Offer, déi ofgi ginn ass, conforme ass zu de Virgaben, wéi se an der Soumissioun ofgi gi sinn, an et ass och falsch fir ze soen dass d'Geriicht d'Annulatioun hei gemaach hätt, well dee Projet net dee Béllegste gewiescht wier. Richteg ass dass d'Annulatioun gemaach ginn ass, well dee Projet vun der Polizei net europäesch ausgeschriwwe ginn ass. Et ass also falsch fir ze behaapten, dass dee Betrib, deen do geklot huet, Recht kritt hätt. En huet net Recht kritt op där substanzieller Fro fir déi en op d'Geriicht gaangen ass, mä op engem Niewenaspekt huet e Recht kritt, op der Fro vun der europäescher Ausschreiwung oder net. Et muss een allerdéngs wëssen, dass dee Recours, dee gemaach ginn ass, net suspensif ass, dass, bis dee Recours och kënnt, eng gewëssen Zäit eriwwer ass.

Mir sinn an der Nécessitéit, wéi d'Madame Nagel dat och gesot huet, fir eis Betriber ze informatiséieren. Et ass e grousse Programm vu ganz ville Computeren dee gemaach ginn ass, a wat do geschitt ass, wat awer an der Logik ass, dat ass d'Soumissioun war conforme. Et ass ee geholl ginn an deen huet entre-temps dat Material geliwwert. A wéi den Dossier du bei mech op den Dësch komm ass, du ware mer an der Situatioun dass mer no Méint vun der Prozedur e Geriichtsuerteel haten, wat gesot huet d'Soumissioun ass net conforme, well se net europäesch ausgeschriwwe ginn ass an d'Material awer scho geliwwert war. Do bass de dann als Minister an der Fro. Ech hunn och kee Problem an déi zoustänneg Commission du Contrôle budgétaire ze kommen. Mä du bass an der Fro: Schécks de dat Material, dat geliwwert ginn ass, zréck? Du hues also de Choix tëschent enger Plainte déi s de kriss vun deem dee geliwwert huet, deen dat Material jo kaaft huet an dee gäre bezuelt gëtt, an deen deen hei geklot huet, deen awer nach muss beweisen ob him eppes geschitt ass wat net an der Rei ass, well mir an eiser Analys zur Konklusioun komm sinn, dass säi Greffe principal, mat deem en op den Tribunal gaangen ass, net zréckbehale ginn ass vum Tribunal, dass den Tribunal schonn akzeptéiert huet dass deen een oder deen anere Soumissionaire écartéiert ginn ass, well seng Offer net conforme war zum Cahier des charges, wou ech an deem Dossier e ganz gutt Gefill hunn, muss ech soen, op jidde Fall dat beschte Gefill wat ech nach kann hu vun deem Moment u wou ech mat deem Dossier do konfrontéiert gi sinn. Mir hunn hei eng Décisioun geholl, déi a mengen Aen am Intérêt ass vum Déploiement vum Matériel informatique an am Intérêt vun eise Leit.

Ech mengen ech wär elo duerch d'Froen alleguerte komm. Ech wëllt also nach kuerz op d'Motiounen agoen. Den Här Huss hat a senger Interventioun gesot, dass en d'Motioun 1 vun de Majoritéitsparteie

kéint ënnerstëtzen, dass him awer eng Referenz iwwert d'Preventioun géif feelen. Mir hu probéiert eng Äntwert dorobber ze fanne fir de Kader vun där Motioun iwwert déi mer hei schwätzen.

Mir schwätzen hei iwwert eng Motioun déi sech net an engem gesellschaftspolitesche Feld beweegt, mä eng Motioun déi sech beweegt am Feld vun der Reorganisatioun vun der Police, an ech géif dofir proposéiere fir an der Motioun 1 en Tiret bäizesetzen, dee folgend Teneur hätt: „accentuer les mesures de prévention de la délinquance par la poursuite de la mise en oeuvre d'un concept de police de proximité".

Ech mengen dass dat och en interessanten Ajout wier zu engem wesentleche Volet vun der Polizeiaarbecht, déi mer an deenen nächste Jore souwisou mussen definitiv en place setzen, wa mer den Erausfuerderunge vun der Reform vun 1999 wëlle gerecht ginn. Ech hoffen, dass ech lech wéinstens zum Deel domadder och konnt Satisfactioun ginn.

A wéi gesot, zur Motioun 2 géif ech d'Chamber biede se ofzeleenen, well de Justizminister an ech selwer Wëlles hunn d'Konklusioune vun der Etude judiciaire, déi mer am Mäerz 2000 ugefangen hunn, am Abrëll, spéitstens am Mee vun dësem Joer, nodeem mer eis awer nach eng Kéier mat deenen eenzelne Partner mat deenen och déi Etüd an deene leschten zwee Joer gemaach ginn ass, getraff hunn, fir och nach eng Kéier de Bols an de Feeling vun hinnen ze kréien.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Henckes freet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt nëmme kuerz reagéieren op déi Wierder vum Här Ministe wat déi Soumissioun vun dem Matériel informatique ugeet, fir ze soen datt et richteg ass, datt d'Annulatioun vun dem Marché public geschitt ass op Basis vun dem Argument datt net europawäit ausgeschriwwe ginn ass.

Déi aner Punkte sinn iwwerhaapt net zur Debatt komm, well direkt déi éischt Violatioun schonn eng Nullitéit war, sou datt net iwwert de Fong diskutéiert ginn ass, mä direkt scho bei der Form eng schwéier Violatioun vum Gesetz war. An ech weess, Här Minister, datt wann lech als Innenminister esou eppes virgefall wier vis-à-vis vun enger Gemeng, dann hätt Dir lech héchstwahrscheinlech och doriwwer geiergert datt esou offensichtlech d'Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics violéiert ginn ass.

Dat zweet ass iwwert de Fong. Déi Ausso, et hätt een deen Deierste geholl, well dat deen eenzege gewiescht wier dee conforme gewiescht ass, dat ass justement dat wou ech gären hätt, datt d'Commission du Contrôle budgétaire dat soll kucken. Well déi éischt Soumissioun war op d'Mooss zougeschriwwe gi fir datt eng Firma et soll kréien. An et ass relativ grave, wann dann natierlech d'Material esou ausgeliwwert gëtt, datt natierlech alleguerten déi aner, déi méi bëlleg sinn, déi bessert Material hunn, éliminéiert ginn, op eng délibéréiert Aart a Weis, wou een och weess datt d'Gesellschaft hei enger Partei aus der Regierung relativ no steet.

(Brouhaha général)

Ech mengen, et ass ganz kloer wat hei geschitt ass, an dofir loosse mer hei och net labber, datt hei eng Kéier de ganzen Dossier an der Chamber…

(Interruptions)

Et ass d'Firma Telindus vun där ech hei schwätzen.

(Interruptions diverses)

Ech mengen da kënnen déi Leit doriwwer diskutéieren, wann ee weess wie fréier an deem Verwaltungsrot vun där Gesellschaft war.

(Interruptions diverses)

Dat zweet ass…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Dat zweet ass, wat d'Motiounen ugeet, do wëll ech drop hiweisen, Här Minister, datt Dir hei an der Motioun vun de Majoritéitsparteien, déi mer mat kënnen droen, opgefuerdert gitt verschidde Saachen ze maachen, déi Dir nach musst weiderféieren, respektiv déi Dir bis elo nach net gemaach hutt. Mir fuerderen an onser Motioun net méi an net manner, fir datt Dir déi Saachen, déi Dir amgaange sidd ze maachen, och effektiv sollt maachen, well zënter dräi Joer ass op deem Gebitt näischt geschitt.

Une voix.- Dat ass falsch!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass ofgeschloss a mir stëmmen elo of iwwert d'Motiounen.

Motions

D'Motioun 1: Den Här Minister huet Stellung geholl. Den Här Bodry hätt nach gären d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ganz kuerz. Meng Fraktioun hat nach net dozou Stellung geholl. Déi Motioun hei kann eisen Accord fannen, an deem Mooss wou se e kloert Bekenntnis eigentlech ass zum Gesetz vun 1999 an, mengen ech, déi richteg Konklusiounen zitt no deenen éischten dräi Joer vun der praktescher Uwennung vun deem Text.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Also, wien ass fir déi Motioun 1? Jo, den Här Huss freet nach d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, den Här Wolter huet en Ajout opgrond vun enger Interventioun proposéiert, fir do den Aspekt Preventioun mat eran ze bréngen. Wat hie gemaach huet, dat ass en Text, deen natierlech deen Aspekt vun der Preventioun ubetrëfft, deen elo direkt d'Police ubelaangt, an deem Sënn kënne mir also mat deem Ajout zu där Motioun d'accord sinn.

Et ass natierlech esou, dat wat ech hei uewe gesot hunn, eng Iddi iwwert dee reng polizeileschen Aspekt vun der Preventioun eraus geet an ech hätt och iwwert déi méi gesellschaftspolitesch Preventioun geschwat, déi noutwendeg wier, déi geet awer iwwert dëse Kader eraus, sou datt ech hei mat dësem Ajout kann d'accord sinn.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la réorganisation des forces de l'ordre, telle qu'elle est inscrite dans la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police constitue une réforme administrative de longue haleine qui ne peut être mise en œuvre que par étapes successives;

- faisant siennes les conclusions du rapport d'évaluation présenté par le Ministre de l'Intérieur à l'occasion du débat de consultation du 13 mars 2003 à la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement de poursuivre ses efforts afin de

- doter le pays d'une police efficace, proche du citoyen et présente sur le terrain sachant répondre à la demande de sécurité des citoyens;

- élaborer, ensemble avec les autorités judiciaires, un concept de police judiciaire déterminant le rôle et les compétences des différents acteurs intervenant dans la lutte contre la criminalité;

- renforcer les effectifs des forces de l'ordre de manière à ce que ces dernières soient à même de remplir les nombreuses missions qui leur sont assignées par la loi;

- recruter davantage de personnel civil susceptible de décharger le personnel policier de ses tâches purement administratives;

- équiper les fonctionnaires de la police du matériel nécessaire garantissant d'une part leur sécurité personnelle et leur permettant, d'autre part, de combattre efficacement la criminalité et de maintenir l'ordre public;

- veiller à mettre à disposition des services de police les infrastructures adaptées à leurs besoins, en ayant comme préoccupation de regrouper, dans la mesure du possible, les services sur des sites uniques;

- accentuer les mesures de prévention de la délinquance par la poursuite de la mise en œuvre d'un concept de police de proximité.

(s.) Jean-Marie Halsdorf, Nico Loes, Maggy Nagel, John Schummer, Claude Wiseler.

Vote par main levée

M. le Président.- Also, wien d'accord ass mat där amendéierter Motioun, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, si ass eestëmmeg ugeholl.

(Interruption)

Wat gelift? Ah, et war eng Enthaltung.

(Interruption)

Also dergéint. Entschëllegt, dann hat ech dat net gesinn. Also, bei enger Géigestëmm ass déi Motioun mehrheetlech ugeholl.

An dann d'Motioun 2. Do ass e Vote électronique verlaangt. Jo, den Här Bodry.

Motion 2

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Nach ganz kuerz eis Stellungnahm zur Motioun 2. Ech menge keen ass dergéint, dass do eng enk Zesummenaarbecht soll sinn zwëschent den Autorités judiciaires an de Leit vun der Police judiciaire. Mir huele Kenntnis dovunner, dass d'Regierung amgaangen ass do eng Ëmstrukturéierung virzehuelen, dofir ass et eigentlech net noutwendeg dat nach eng Kéier hei ausdrécklech als Chamber ze soen, wat mer allerdéngs aus der Siicht vun eiser Fraktioun gären hätten, dat ass dass mer awer och gegebenenfalls als Chamber informéiert ginn an och vläicht eventuell déi Basisdokumenter, déi schonn an der Press zirkuléiert sinn, och als Chamber géife kréien, zumindest zur Verfügung gestallt kréien, wann d'Regierung sou wäit ass dass se eng Décisioun kann huelen.

M. le Président.- Stëmme mer of iwwert d'Motioun 2?

(Assentiment)

Also, mir stëmmen elektronesch of, well et ass ee Vote électronique verlaangt ginn.

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass verworf mat 33 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 18 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Ady Jung), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder hätte mer eisen Ordre du jour erleedegt. Mä elo nach zum Ordre du jour vun der nächster Woch.

2. Ordre du jour

Do huet d'Presidentekonferenz Folgendes festgehalen.

En Dënschdeg den 18. Mäerz ëm dräi Auer hu mer:

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. de Projet de loi 5030 iwwert d'Autosassurancen;

3. de Projet de loi 5015 iwwert de Lëtzebuerger Beitrag zur Kapitalerhéijung vun der Banque de Développement du Conseil de l'Europe;

4. d'Interpellatioun vum Här Lucien Weiler iwwert d'Iwwerschwemmungen.

E Mëttwoch de Moien um hallwer néng, ech betounen dat, um hallwer néng, net um néng Auer, mä um hallwer néng, hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Verhandlung vun der europäescher Kommissioun am Kader vun der OMC.

E Mëttwoch um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wunnengspolitik.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer:

1. De Projet de loi 5055 iwwert d'Rockhal op Esch/Belval an d'Presentatioun vun der Proposition de loi 4737 vum Här Robert Garcia iwwer e Centre de créations et d'événements musicaux;

2. de Projet de loi 4959, e Protokoll zur Konventioun géint d'Diskriminéierung vun de Fraen;

3. de Projet de loi 4960, en Amendement zur Konventioun géint d'Diskriminéierung vun de Fraen.

An dann en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi, do hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann ass dat ugeholl an domadder géif ech d'Sëtzung dann ophiewen. Déi nächst Sëtzung ass also deen nächsten Dënschdeg a fänkt um dräi Auer un.

(Fin de la séance publique à 18.17 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure d'actualité sur la situation en Irak
4. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N°292 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant une fusion envisagée entre Mecan-ARBED Dommeldange et Paul Wurth S.A., adressée au Ministre de l'Economie
   - Question N°288 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Lucien Lux concernant la mise en place et le fonctionnement d'une structure de concertation tripartite pour la lutte contre le stress et le mobbing, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
   - Question N°289 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant la préretraite ajustement Arcelor et la préretraite solidarité, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
5. Question urgente N°2094 de M. Jean Colombera relative aux conseils généraux de sécurité du Ministère des Affaires étrangères aux voyageurs au Proche-Orient
6. Heure de questions au Gouvernement (suite)
   - Question N°275 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet des plans d'aménagement particuliers, adressée au Ministre de l'Intérieur
   - Question N°287 du 14 mars 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la Convention européenne, adressée au Premier Ministre
   - Question N°277 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice
   - Question urgente N°2095 de M. Alex Bodry relative à la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig
   - Question N°280 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet de la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice
   - Question N°281 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant l'évasion de deux détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig et les dysfonctionnements constatés, adressée au Ministre de la Justice
   - Question N°282 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jean Colombera concernant la concentration de polluants à Schifflange, adressée au Ministre de la Santé et au Secrétaire d'Etat à l'Environnement
   - Question N°286 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet du lycée prévu pour le canton de Clervaux, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
   - Question N°290 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les suites dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre de la Santé
   - Question N°291 du 18 mars 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de l'observatoire de la participation politique des femmes, adressée au Ministre de la Promotion féminine
   - Question N°293 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les demandes d'agrément de semences génétiquement modifiées, adressée au Ministre de la Santé
7. 5030 - Projet de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5015 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 5ième augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat ass net de Fall.

1. Communications

Folgend Kommunikatioune wollt ech der Chamber maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 17 mars 2003 Monsieur le Député Jean Colombera a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet d'une politique de lutte contre le cancer.

3) Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 17 mars 2003, le projet de loi N°5109 ayant pour objet la mise en place d'un Centre de Contrôle du Trafic.

A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé le même jour le projet de règlement grand-ducal N°5110 fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage.

4) Le Parlement Benelux a tenu sa session plénière de printemps les 14 et 15 mars 2003 à Bruxelles. La Chambre des Députés y a été représentée par M. John Schummer, vice-président du Parlement Benelux, M. Ady Jung, président de la délégation luxembourgeoise, ainsi que par MM. Jeannot Belling, Camille Gira, Jean-Pierre Koepp, Nico Loes et Mme Lydia Mutsch.

2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtten ubelaangt, hunn ech lech Folgendes matzedeelen: Haut de Moien um 11 Auer ass d'Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense zesummekomm. Gemeinsam mam Här Statsminister a mat der Madame Ausseminister hunn d'Fraktiounspresidenten décidéiert, dass mer aus Drénglechkeetsgrënn eng Heure d'actualité iwwert den Irak halen an dat als éischte Punkt op den Ordre du jour setzen. Uschléissend hale mer dann d'Froestonn un d'Regierung of.

Da si mer kuerzfristeg gewuer ginn, dass den Här Lucien Weiler aus Grënn, déi hien net beeinflusse konnt, de Mëtteg seng Interpellatioun iwwert d'Héichwaasser an d'Iwwerschwemmungen net presentéiere kann.

Mir kommen dann elo zur Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun am Irak. D'Riedezäit beleeft sech op 5 Minutte pro Fraktioun. Fir d'Regierung ass eng Véirelstonn virgesinn.

D'Wuert huet elo als Éischten de Vertrieder vun der CSV-Fraktioun, den Här Marcel Glesener.

3. Heure d'actualité sur la situation en Irak

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch déi rezent Evénementer an a ronderëm den Irak erliewe mer de Moment Stonne vun deene mer net wësse wat se eis genee brénge wäerten. Mir all maachen eis Suergen iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun deem Konflikt, an dofir musse mer och hei an elo doriwwer schwätzen. Mir begréissen et, datt d'Regierung dem Wonsch vun der Chamber entsprach huet an de Moie schonn an déi zoustänneg Kommissioun komm ass fir eis iwwert den Detail vun den Evénementer a Kenntnis ze setzen.

D'Regierung vun de Vereenegte Staten huet gëschter Moien d'Waffeninspekteren opgefuerdert den Irak ze verloossen. E puer Stonnen duerno huet den UNO-Generalsekretär se aus dem Irak erausbëuerdert. D'Zäit vun den diplomateschen Efforte fir eng friddlech Ofrüstung vum Irak ass anscheinend domat op en Enn gaang.

De President vun de Vereenegte Staten huet an der Ried, déi hien hënt u seng Natioun gehalen huet, keen Zweifel dru gelooss, datt Amerika mat e puer aneren, virun allem europäesche Staten entschloss ass am Irak mat militäresche Mëttelen e Regimewiessel erbäizeféieren.

Hien huet dem Saddam Hussein a senge Filsen 48 Stonne gi fir hiert Land ze verloossen, ier se sech der militäerescher Gewalt mussen aussetzen. Dësen Ultimatum leeft an der Nuecht vun dem Mëttwoch op den Donneschden of. Meng Fraktioun an ech selwer bedaueren dës Décisioun vun de Vereenegte Staten, well se ausserhalb vun dem Gremium ugesiedelt ass, deem de weltwäite Gewaltmonopol gehéiert, nämlech dem Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen.

Mir bedaueren et, datt engem Broch vum Völkerrecht duerch en anere Broch vum Völkerrecht soll geäntwert ginn, an datt haut nees eng Kéier de Wëlle vun eenzelnen Natioune kann iwwert de kollektive Wëlle vun der Weltgemeinschaft an der Weltöffentlechkeet gestallt ginn.

Tatsaach ass, datt den Irak sech nach ëmmer net u seng Obligatiounen hält. Tatsaach ass, datt do e brutalen, tyrannesche Regime un der Muecht ass, deen doudsécher keng Beräicherung fir d'Weltgemeinschaft a fir de Fridden ass. Tatsaach ass, dass den Irak hätt kënnen e Krich verhënneren am Interesse vu sengem eegene Vollek an de Krich hätt misse verhënneren an et verpasst huet dat ze maachen.

Et gëtt elo Krich gefouert, och wa Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger de Krich esou net wollten. Mir waren zu ganz vill der Meenung, datt mer zwar d'Analys deelen, eis awer net iwwert d'Konsequenzen eens sinn, déi sech hei eraus mussen erginn. Anerer hunn elo fir d'éischt gehandelt.

Dee Krich, dee wäert gefouert ginn, bleift awer net ouni Konsequenzen, och net fir eist Land. Dat sinn zum engen déi, déi sech aus engem Krich erginn, deen Attacke kann no sech zéien, déi net vum Irak ausginn, mä déi individuell Dote vun Terroriste sinn an déi sech an Nordamerika oder iergendswou an Europa ofspille kënnen. Dat sinn zum aneren awer déi Konsequenzen, déi sech fir e Land doraus erginn, datt e Bündnispartner, en Alliéierten an de Krich zitt. Dat beréiert eis direkt, well en Alliéierte muss een ënnerstëtzen, souwéi een och engem Frënd hëlleft mat deem een an enger wichteger Fro net d'accord ass.

Souwéi dës Froen net d'Frëndschaft tëschent zwou Persounen opléist, esou léist sech och keng Frëndschaft tëschent Natiounen a Staten dann op, wann een dovun an engem Moment wéi deem heiten dem Wëlle vum Frënd an Alliéierten net entsprécht. Mir wëssen nach all, datt d'Hëllef vun hinnen un eis Adress an deene schwéierste Stonne vun eisem Land méi wéi wëllkomm war. Mir vergiessen dat och net a mat Sécherheet och net an dësem Moment. Fir eis ass et kloer, datt mer d'Décisioun vun eisen amerikanesche Frënn net approuvéieren, mä hinnen awer d'Hëllef net verweigeren, déi si vun eis kéinten a wäerte froen.

Mä wat am Detail geschitt, dat kënne mer net haut klären an net op dëser Plaz. Mir sinn un déi Vereenegt Staten duerch bilateral Instrumenter an Accorde gebonnen, déi esou Situatioune regelen ouni awer deenen zwee Partner all Spillraum ze huelen, wann et eescht gëtt. D'Regierung wäert domat ëmzegoe wëssen.

Natierlech musse mer eis selwer schützen an natierlech mussen och d'Ariichtunge vun eisen Alliéierten zu Lëtzebuerg ofgeséchert a geschützt ginn. Dat muss geschéien, well et hei ëm d'Sécherheet am Land geet, déi mer garantéiere wëllen, mä iwwert d'Sécherheet soll een net esou schwätzen datt déi, déi se kéinte bedrohen, duerno besser kënnen handelen. Doriwwer schwätzt een net an der Öffentlechkeet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir stellen haut mat Bedauere fest, datt et keng eenheetlech europäesch Meenung zum Ëmgang mam Irak an dësem Moment, wou déi Vereenegt Staten e Krichsbeschloss virbereeden, gëtt, net an där Unioun wéi mer se haut kennen an net an där Unioun vu mar no der Erweiderung, déi mer wëllen. Dat ass net nëmmen am héchste Mooss bedauerlech, mä et wërft och wäitreechend Froe fir d'Zukunft vun enger europäescher Aussepolitik a fir ganz Europa op. Virun allem ass et en Trauerspill sonnergläiche wéi hei am Feegfeier vun den nationalstaatlechen Eitelkeeten eng vläicht historesch Chance verpasst gëtt fir zesummen ze stoen, gemeinsam Positioun ze ergräifen, eenheetlech ze handelen, an dat am Interesse vum Weltfridden.

An enger Situatioun wéi där heiten hätt et eng Stëmm vun Europa misse ginn. Déi Stëmm ass net erklongen. Ech hoffen a mir hoffen, datt se elo net fir ganz laang verstommt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn dës Situatioun net gewollt. Mir hunn déi Situatioun net erbäigeriet. Eis Regierung huet se net gewollt, mä si ass elo do an där Form déi mer kennen an déi vu Stonn zu Stonn méi däitlech gëtt. Mer mussen elo mat hir eens ginn.

Mir hoffen dass dëse Krich säin ausgesprachent, wann een dat ka soen, Zil erreecht an erfëllt, ouni dass allze vill onschëlleg Leit ënnert där Démarche ze leiden hunn. Gläichzäiteg awer kenne mer och eis Verflichtungen a mir wëssen als Lëtzebuerger wou mer stinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Vertrieder vun der so-

zialistescher Fraktioun, den Här Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt wuel keen nëtzlechen, keen noutwendegen an och kee gerechtfäerdegte Krich. Krich kann nëmmen ënnert engem eenzege Gesiichtspunkt eng Äntwert sinn, nämlech da wann eleng duerch Krich e Krich ze stoppen ass. Dës Thees ass och déi Thees déi déi Leit guidéiert huet, déi nom Zweete Weltkrich d'UNO-Charta geschriwwen hunn, esou wéi och Amerika eis Europäer viru bal 60 Joer aus dem Krich, deen d'Nazië jo ugestiwwelt haten, befreit haten.

Dee Krich, dee muer oder iwwermuer wäert ugoen am Irak, ass weder gerechtfäerdegt, nach nëtzlech, nach noutwendeg. En ass e Schlag géint d'internationaalt Recht, en Attentat op d'Regele vun der Weltgemeinschaft. En ass ee vun der Weltgemeinschaft verpönte Preventivschlag.

Vum Irak aus, musse mer kloer gesinn, gëtt weder Amerika, nach England, nach Spuenien, nach Australien, nach Polen oder anerer bedrot. Den Irak gëtt jo, wéi mer wëssen alleguerten, vun engem erbäermlechen Diktator zënter 1978, also scho 25 Joer laang, tyranniséiert an d'Welt kuckt no. Besser nach, déi sougenannten ziviliséiert Welt huet dësen Diktator agesat géint den Iran, an dat mat Massevernichtungswaffen, fir hir eegen ziviliséiert „Interessen" an der Golfregioun ze verteidegen.

Haut gëtt dëse Saddam Hussein esou opgeputscht fir als Symbol vum Béisen an der Welt hierzehalen, fir der Bushadministratioun hir Main-mise op de Golf ze justifiéieren, do wou dat flëssegt Gold aus dem Buedem spruddelt, do wou ee méi no bei China ass, dem viraussiichtleche Géigespiller vun den USA am 21. Jorhonnert.

Dëse Krich, Dir Dammen an Dir Hären, weist dass d'Mënschheet am Fong um Ufank vun dësem Jorhonnert de Pech huet vu grad esou muechtbesiessene Personnagë gefouert ze ginn, wéi dat am Mëttelalter de Fall war. An deem Mëttelalter war jo d'Gesetz vum Staarken dat eenzegt Gesetz dat gegollt huet. Haut, am Joer 2003, an dësem Fall idem. D'UNO, d'Weltgemeinschaft ass zum Lampiste degradéiert ginn. D'US Politiker sprange wéi Raubritter mat de Regele vum internationale Recht ëm, dëst zu engem Zäitpunkt wou den Irak friddlech ze desarméiere gewiescht wier.

Den Här Bush an den Här Blair wollten eng zweet Resolutioun, mir wëssen dat, coûte que coûte virun dësem Waffegang virum Weltsécherheetsrot. Wéi se awer an Uecht geholl hunn, dass se keng zweet Resolutioun kriten, well et jo glécklecherweis nach Politiker op der Welt gëtt déi Wäitsiicht hunn, hu se den Här Powell an den Här Straw an deene leschten Deeg erausgeschéckt fir ze argumentéieren, dass se guer keng bräichten. Also d'internantionaalt Recht, Här President, gëllt nëmme wann et an de Krom passt. Passt et net dran, da gëtt et mat Féiss gerannt. Dat ass Mëttelalter, onziviliséiert däischter Mëttelaltermentalitéit.

Et ass ze hoffen, dass déi jonk Leit zu Lëtzebuerg, an Europa, an den USA, an der Welt, de Courage net verléiere fir drun ze gleewen, dass et méiglech ass eng besser Demokratie wéi déi vum 20. Jorhonnert an der Zukunft opzebauen, an dass och hei zu Lëtzebuerg an deem Sënn déi jonk Leit an de Schoule sech wiere géint dat wat an der Welt do geschitt, an dass se och un den nächste Friddensmanifestatioune massiv deelhuelen. Et ass ze hoffen, dass dëse Bushismus a Blairismus wierklech déi lescht Iwwerreschter vun enger Mentalitéit sinn, déi dat Gutt do usiedele wou Muecht a Wuelstand sinn, an dat Schlecht do wou Misär an Ongerechtegkeet herrschen.

Amerika féiert d'Welt an dësen Deeg, a mengen Aen, an e grousse lertum eran. D'Welt gëtt net méi demokratesch, méi friddlech, méi solidaresch duerch dëse Krich. Si gëtt am Géigendeel, mëttelfristeg gesinn, vill méi radikal, nach méi fanatesch, nach méi egoistesch. Amerika ënnert dem President Bush verlaangt vu Frankräich, vun Däitschland apaart jo, mä och vun alle Länner en général, dass jidderee solidaresch mat den USA, mat der US-Regierung an deem Punkt hei ass.

Ech froen awer hei, Här President: Wou ass d'Solidaritéit vun deem grousse Land Amerika ënnert der Féierung vum Här Bush mat der Welt a Saache Kyoto oder a Saachen internationaalt Strofgeriicht? Wou ass se déi Solidaritéit? Net vun dëser Welt!

Dir Dammen an Dir Hären, zënter der Motioun vum 26. Februar hei an der Chamber huet d'Lëtzebuerger Regierung eng Positioun a Saachen Irakkonflikt. Si huet sech an der Démarche, dat begréisse mer, ugeschloss de Fransousen, den Däitschen an och der EU-Présidence. Implizit heescht dat - dat hunn och de Mueren de Premier an d'Madame Ausseminister an der Kommissioun gesot -, dass d'Regierung sech éischtens désolidariséiert vun dësem Krich, wat mer voll ënnerstëtzen, zweetens dass déi Länner, d'USA un der Spëtzt selbstverständlech, kritiséiert gi fir dës Démarche, an drëttens - soen ech ganz kloer an e wéineg anescht wéi den Här Glesener et fir d'CSV hei gesot huet - dass an eisen Aen ausser humanitärer Hëllef kee Land wat dëse Krich féiert iergend eng Hëllef vu Lëtzebuerg an där Démarche do erwaarden däerf.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Vertrieder vun der DP-Fraktioun, den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit hënt um zwou Auer eiser Zäit huet de President vun de Vereenegte Staten a seng Administratioun déi Krichslogik vollzunn an där e sech scho säit Méint beginn huet, hien a säi Kolleeg den Här Blair aus England. Méi wéi 200.000 Zaldote sinn an d'Géigend vum Irak ofgezu ginn. De President Bush huet en Ultimatum un den irakesche President gi vun 48 Stonnen, a mir wëssen alleguerten heibannen dass ausser engem Wonner, wat nach soll an allerleschter Minutt geschéien, mer virun enger militärescher Interventioun stinn.

Ech hunn hei de 26. Februar an den Debatten dat gesot, wat meng Fraktioun géint de Krich ze soen huet an och géint den Tyrann an Diktator Saddam Hussein. Mir sinn awer elo an där ganz komescher an ambigüer Situatioun dass, wann et Krich gëtt, mer wënschen dass dee Krich esou schnell wéi méiglech zu Enn geet, well villen onschëllege Kanner a Fraen hiert Liewen a Gefor ass an net méi Leed nach soll provozéiert ginn.

All Efforte vun de Krichsgéigner, esouwuel vun de Politiker, de Regierungen, wéi awer och weltwäit vun de Leit, sinn an d'Waasser geschloe ginn. Ech, am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, begréissen a würdege ganz besonnesch d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung, an net eréischt säit dem 26. Februar, sondern och scho virdrun, well et huet keen Zweifel bestanen dass dës Regierung mat hirem Premier an hirem Ausseminister géint d'militäresch Interventioun vun den Amerikaner war an ëmmer nach, och an deene leschte Momenter, den Inspekteren eng zousätzlech Chance ginn huet, fir dass et kee Krich sollt ginn an dass och kee Krich sollt gefouert ginn ouni Mandat vum Conseil de Sécurité. Mir bedaueren, dass et elo zu där Situatioun komm ass.

Woufir ech nach begréissen, wat eis Regierung gemaach huet, dat ass dass se net bei deenen 59 Länner ass, déi déi militäresch Interventioun guttheeschen, dat heescht déi 59 Länner déi op där Lëscht stinn, déi déi militäresch Interventioun op d'allermannst guttheeschen. Lëtzebuerg deet sech also gutt fir net an där Gesellschaft ze si vun enger ganzer Rei vu Länner déi op där Lëscht do stinn.

Den drëtte Punkt deen ech wëll ervirhiewen ass, dass eis Regierung an dass mir sollen trei zu eise Verträg stoen, bilateral oder multilateral, an notamment zu der NATO. Et kann een net engersäits soen et géing ee Maastricht an Nice anhalen an op där anerer Säit géif een net d'Dispositioune vun der NATO-Charta respektéieren.

Ech sinn also der Meenung, dass all Hëllef am Kader vun dësem Bündnis fir déi amerikanesch Frënn méiglech ass. Zousätzlech sinn ech der Meenung, an dat ass och de Mueren an der Kommissioun gesot ginn, dass mer mat deene Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, mat eiser Polizei, mat eiser Arméi an och mat der Douane, wann dat misst sinn, déi strategesch Plaze protégéieren, déi gefährdet si fir eventuell Akte vun Terrorismus.

Wa mer also elo op dat kucke wat virun eis steet a wou mer net genau wësse wéi et ausgeet, mengen ech, misst een eng Constatatioun opféieren, dat ass, mir sti virun dräi grousse Chantieren.

Dat éischt ass déi gemeinsam europäesch Aussepolitik. Déi huet net gegraff, et ass keng eenheg Meenung komm an et si vill Froe fir d'Zukunft opgeworf ginn. Mir bedaueren dat a mir wënschen, dass et an der Zukunft eng europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik gëtt. Selbstverständlech waren d'Länner aus Europa an enger schwiereger Situatioun, mä och an der Vergaangenheet war dat schonn oft de Fall an Europa huet et ëmmer nach fäerdeg bruecht, wat d'Situatioun méi schwiereg war, herno déi richteg Konsequenzen doraus ze zéien a se zu sengem Virdeel auszebauen. Et ass och dat wat mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei hei hoffen.

Zweete Chantier, dat ass d'Unitéit vun der NATO. Mir hu jo gesinn, wéi dat elo fonctionnéiert huet am Kader vun der NATO, notamment ee vun de Bündnispartner, d'Türkei an esou weider, Tergiversatiounen, Fuerderungen, déi do gestallt si ginn. Och d'NATO huet dorënner gelidden. Et muss een also kucken, dass d'Unitéit, d'Gemeinsamkeet vun der NATO, an Zukunft erëm vun alle Mitgliedstaate garantéiert ass.

Den drëtte Chantier ass schliesslech d'Effikassitéit vun der UNO. Déi ass besonnesch wichteg fir déi kleng Länner, a mir si jo e klengt Land, well et ass nëmmen am Kader vun dësen internationalen Organisatioune wou déi kleng Länner sech kënne fir de Fridden a fir d'Gerechtegkeet an der Welt asetzen a wou se och kënnen e Stéck bäidroen an e positiven Apport bréngen.

Schlussendlech misst een awer nach ee Wuert soen iwwert déi Länner, déi virun dem Elargissement stinn. Mir bedaueren dass et der eng Rei dovunner ginn, déi sech net direkt oder nach net dat Zougehéiregkeetsgefill zu den europäesche Länner développéiert hunn, wéi se dat hätten eventuell solle maachen. Mir hoffen dass och si an der Zukunft dat Zougehéiregkeetsgefill entwéckelen an développéieren, fir eng Partie intégrante vun den europäesche Länner ze ginn. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an ech wëll ofschléissen andeem ech d'Regierung nach eng Kéier félicitéiere fir hir Haltung a se encouragéieren op deem Wee virunzefueren.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Vertrieder vun der ADR-Fraktioun, den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als ADR si mer permanent agetratt fir eng Prioritéit vun der Entwaffnung vum Irak vum Saddam Hussein iwwert de friddleche Wee, dat esouwuel an der Motioun, déi mer de 26. Februar virgeluecht haten, wéi och an der gemeinsamer Motioun, déi mer viru kuerzem hei gestëmmt hunn.

Mir hunn absolut keng Sympathië fir de Saddam Hussein, mä mir bedaueren awer op jiddfer Fall och deen Alleingang vun den Amerikaner, dee sech elo ubaant an dee kumuléiert ass mat engem preventiven Ugrëffskrich ouni UNO-Mandat.

Hei gëtt d'Recht vum Staarke géint de Schwaachen duerchgezunn. D'Folge vun deem Krich sinn éischtens a viraussichtlech eng humanitär Katastroph, well mer wëssen, obschonn d'Situatioun um humanitäre Plang dohanne schwéier ass, e Krich wäert déi Situatiuon nach verschäerfen. Ech wëll och d'Regierung opfuerdere fir nom Krich, no der Interventioun hei awer mat humanitärer Hëllef dobäi ze sinn.

Da fäerte mer, datt e Kultur- a Reliounskrich e wesentlecht Argument an déi Saach do erabruecht huet tëschent dem Westen an de musulmaneschen an arabesche Länner a Reliounen a Kulturen. Ech mengen, et ass e ganz schlecht Zeeche wat hei bruecht gëtt a mir fäerten eng Provokatioun zum Terrorismus, en Encouragement zum Terrorismus, well et ass jo verständlech datt all déi Doudeg, déi do riskéieren ze kommen, bei verschiddene Leit ganz staark Ressentimenter kënne bréngen, déi herno hiren Ierger, hir Irritatioun op de Westen, op Amerika an op alleguerten déi Länner wäert ausweiten, déi sech mat deem Gewaltakt, mam Krich d'accord erkläert hunn.

Um europäesche Plang muss ee bedaueren a feststellen, datt et keng europäesch Sécherheets- an Aussepolitik gëtt. Et sinn zwee Campen do, déi eng déi sech alignéiere wëllen op d'Politik vun den USA a wou ee ganz gutt kann higoen, datt ee gläich de 4. Juli als Nationalfeierdag hei an Europa insgesamt géif aféieren. Ech mengen, dat ass de verkéierte Wee. A wann ee wëllt eng europäesch Sécherheets- an Défensepolitik maachen, da muss se eegestänneg sinn, da muss se sech och vun eisen Alliéierten, den Amerikaner, distinguéieren. Soss brauche mer dat net. A bei aller Frëndschaft zum amerikanesche Vollek, mir sinn net d'accord mat där Décisioun déi den amerikanesche President elo geholl huet a mir erwaarden eis och vun de Lëtzebuerger Regierung, datt se am Sënn vun der gemeinsamer Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn, bei dem amerikaneschen Ambassadeur intervenéiert an e Protest an eis Désapprobatioun zum Ausdrock bréngt.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, den Här François Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Woch ass eng schwaarz Woch fir d'Weltgemeinschaft. Et ass eng schwaarz Woch natierlech, well d'Völkerrecht méi wéi mat Féiss getréppelt gëtt, et ass eng schwaarz Woch awer virun allem well spéitstens vun en Donneschdeg, Freideg oder Samschdeg un zéngdausenden onschëlleg Mënschen, déi während 20 Joer ënner enger Diktatur gelidden hunn, d'Opfer wäerte gi vun enger Logik, vun enger amerikanescher Administratioun, déi dëse Krich an dës Interventioun aus geopoliteschen an ekonomesche Machtiwwerleeungen eraus planméisseg décidéiert hat an och duerchzéie wäert, esou wéi si et geplangt haten.

Dat wat se net konnte virausgesinn, dat war datt de Gros vun der Weltgemeinschaft refuséiert op dee Wee matzegoen, an et ass an där Hinsicht och en historesche Moment an och e Liichtbléck an där negativer schwaarzer Woch, déi mer haut hei hunn, datt d'Weltgemeinschaft net méi schéngt bereet ze sinn, nom Zesummebroch vun den zwee Bléck, esou wéi mer se kannt hunn an der Nokrichszäit, blann an einfach ouni ze iwwerleeën iergendenger Administratioun aus de Vereenegte Staten hannendrun ze lafen. Mä wéi gesot, d'schwaarz Woch ass et, well et wahrscheinlech zéngdausende vun Opfer wäerte gi bei der Zivilbevölkerung am Irak, wann déi Dausenden Tonne vu Bommen an deeenen nächsten Deeg wäerten op den Irak erofreenen, an dat alles natierlech fir datt d'Zaldote vun där Koalitioun, déi do intervenéiert, esou mann wéi méiglech Opfer solle kréien. Dat heescht datt déi Leit leide mussen, déi elo schonn zënter 20, 30, 40 Joer am Irak leiden ënnert deene verschiddenste Forme vun den Diktaturen, deelweis och agesat duerch déi, déi elo d'Interventioun maachen, déi sinn d'Opfer vun deem heite Krich.

An dat ass fir eis als Gréng ganz kloer, mir verurteelen dëst Virgoe schäerfstens a mir sinn och frou datt d'Lëtzebuerger Regierung an déi Richtung matgeet an och hiren déifsten Désaccord haut de Mueren an der aussepolitescher Kommissioun matgedeelt huet, à part zu där doter Virgoensaart- a Weis.

Deen zweete grousse Verléierer bei där ganzer Saach hei ass insgesamt d'Stabilitéit an der Weltgemeinschaft, d'Stabilitéit virun allem an der Regioun vum Noen Osten. Et ass fir eis ganz kloer, datt dës Interventioun net wäert méi Stabilitéit bréngen, mä éischter manner Stabilitéit wäert bréngen, an et ass och grad esou kloer datt de Risiko vun Attentater a vu Roserei, Reaktioune vun der arabescher an der islamescher Welt, déi dat doten als eng Aggressioun ëmfanne géint eng Kultur, egal ob et esou ass oder net, oder gewollt war oder net, déi ëmfannen dat esou, datt do de Risiko vun Attentater a vu Déstabiliséierung méi grouss gëtt.

Et muss ee soen, dat Allerschlëmmst bei där ganzer Saach ass, datt och nach total onnëtz dat Ganzt geschitt, well leider ass den UNO-Inspektere Blix an El Baradei hire leschte Rapport, dee se eigentlech de 17. Mäerz dem UNO-Weltsécherheet ënnerbreet hunn, emol iwwerhaapt net méi diskutéiert ginn an och, et pour cause, an der Ëffentlechkeet doudgeschwiege ginn. Aus deem Rapport geet ganz däitlech ervir datt si der Meenung sinn, datt d'Weiche richteg gestallt wären, datt grouss Chancen oder, fir net ze soen, datt d'Probabilitéit bal 100% wär, datt an där Situatioun, wou mer eis géinge befannen, den Irak bannen 120 Deeg komplett kënnt désarméiert ginn. Dat heescht datt eigentlech op engem friddleche Wee dat Objektiv, wat d'Resolutioun 1441 gesat hat am Hierscht d'lescht Joer, kënnt erfëllt ginn.

En drëtte Punkt deen ech wëll uschneiden ass, datt ech awer der Meenung sinn, an dat muss een och sécherlech de Moment, och wann d'UNO net an enger staarker Positioun ass, sech awer nach gerett kritt huet duerch de Fait, dass et net zu enger Légitimatioun komm ass vun där doter Aktioun.

Well wann ee gesinn huet wat déi lescht Woche geschitt ass, wéi vun de Vereenegte Staten, vun der Bush-Administratioun, versicht ginn ass, deelweis Länner déi im-

mens aarm sinn ze kafen, se ënner Drock ze setzen, vu mueres bis owes Pressioun op se ze maachen, da kann ee sech jo virstellen, datt wann op déi doten Aart a Weis dës unilateral Aktioun och nach iwwert eng UNO-Décisioun legitiméiert gi wär, datt dat sécherlech net dozou bäigedroen hätt fir d'UNO ze stäerken, au contraire, ech sinn der Meenung, oder mir als Gréng sinn der Meenung, wann dat passéiert wär, wär dat dat definitiivt Enn vun der UNO gewiescht. Dat ass awer, eiser Meenung no, ganz kloer. An dofir si mer frou doriwwer, datt zumindest d'UNO als Institutioun, och wa se an där heiter Situatioun geschwächt ass, zumindest dat Ganzt iwwerlieft, well mir brauche se wahrscheinlech duerno méi wéi jee, wann de Konflikt hei bis uleeft, respektiv wann e fäerdeg ass.

E fënnefte Punkt ass: Mir sinn der Meenung, datt iwwert dat normaalt Humanitäert, d'Iwwerwaache vun den Installatioune vun deene Staten, déi dann elo am Konflikt wäerte mat dra sinn, sief et d'Vereenegt Staten, sief et Spuenien, Portugal oder England, zu Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet ass an datt alles muss gemaach gi fir déi ze schützen an doriwwer eraus natierlech och muss versicht ginn, sou wäit wéi et méiglech oder néideg ass, humanitär Hëllef ze ginn.

Mä mir soen als Gréng awer grad esou däitlech, datt mer strikt dergéint sinn, an och wäerte mathëllefen Aktiounen ze plangen, wa sollt de Versuch gemaach gi fir op iergendeng Aart a Weis Krichsmaterial vu Lëtzebuerg aus an déi dote Regiounen ze schécken, an eng Regioun wou e Krich stattfënnt deen, eiser Meenung no, weder eng Legitimatioun, nach soss iergendeng Berechtegung huet.

1990 si beim Golfkrich eng ganz Rei offiziell Veranstaltungen duerch d'Krichssituatioun ofgeblose ginn. An deem Kontext wollt ech och d'Lëtzebuerger Regierung froen - ech weess net wat an deenen nächste Wochen usteet, wann de Krich stattfënnt -, ob d'Regierung sech déi Gedanke scho gemaach huet a wa jo, ob se drun denkt fir en Opruff ze maachen, datt gréisser offiziell Veranstaltunge während der Krichszäit hei zu Lëtzebuerg net solle stattfannen. Eleng schonn dat, mengen ech, si mer deene Leit schëlleg, déi am Irak an deenen nächsten Deeg musse leiden.

An als sechste Punkt: D'No-Irak-Kris, déi méi séier kënnt wéi et eis léif ass, an och méi séier wéi et deene léif ass, déi elo dee Krich do wäerte féieren. Ee Krich dee sécherlech alles anescht wéi eng Heldentat ass, well et ass sécherlech einfach wann eng Koalitioun vu Länner, déi wirtschaftlech a militäresch haushéich iwwerleeë sinn, ee Land, dat souwisou um Buedem läit, militäresch wäerten an deenen nächsten Deeg oder respektiv Woche besiegen.

Mä de Problem fänkt eréischt duerno un, wann den eigentleche militäresche Konflikt eriwwer ass, a mir hoffen datt dann d'UNO sou schnell wéi méiglech erëm an d'Spill kënnt, fir dann erëm iwwert d'UNO kënnen ze kucken an deem do Land erëm zu enger normaler Situatioun ze kommen, an datt net déi Pläng sech erfëllen, déi verschidde Leit an der Bush-Administratioun mengen datt se kënnten an deenen nächste Méint a souguer Joren ëmsetzen.

An dann e leschte Punkt: Mir mengen datt d'UNO an deenen nächste Méint méi wéi jee muss gestäerkt ginn, a fir datt se gestäerkt gëtt menge mer, datt all déi Konventiounen, déi zumools a sou Konflikter wéi deem heiten eng Bedeitung hunn, endlech musse vun alle Länner op der Welt ëmgesat ginn.

Un éischter Stell natierlech denke mer do un déi Konventioun zur Ächtung vu biologesche Waffen, déi vun de Vereenegte Staten nach ëmmer net ratifizéiert gëtt, oder refuséiert gëtt ze ratifizéieren. En zweete Punkt ass, datt och d'Vereenegt Staten endlech d'Cour pénale internationale unerkennen a sech net méi derlaanscht drécke fir se unzëerkennen, well nëmmen da kënnen an Zukunft esou Krichsverbriecher condamnéiert ginn. An een drëtte Punkt ass, datt d'Vereenegt State sech och op esou Konventiounen, wéi zum Beispill géint d'Produktioun vun Antipersoneminnen, ralliéieren, respektiv déi endlech ratifizéieren.

Kyoto - huet den Här Asselborn ugeschwat - ass ee Punkt, deen och ganz sécherlech eng bestëmmte Bedeitung an deem ekonomeschen Aspekt vun deem Konflikt huet wou et hei geet. Alles dat si Punkten, déi musse mer an der nächster Zäit verstäerkt op d'Dagesuerdnung setzen a versichen am Kader vun der UNO den néidegen Drock ze maachen, datt kee Land sech méi deene Saache kann entzéien.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo nach den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker.

(Interutption)

Ah, entschëllegt Här Urbany, ech hat Iech vergiess. Also d'Wuert huet elo fir d'éischt nach den Här Serge Urbany an da kënnt den Här Statsminister.

(Hilarité et interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Emol eng Kéier wou ech déiselwecht Riedezäit hu wéi déi aner, wëll ech awer och profitéieren.

Här President, merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, an der Ried vum amerikanesche President dës Nuecht ginn d'UNO-Waffeninspekteren an engem Saz erwähnt, an zwar do wou gesot gëtt, si sollen zesumme mat de Journalisten den Irak verloossen. Ech brauch wuel net ze erläuteren, dass der Aschätzung vun der Majoritéit am UNO-Sécherheetsrot no, a vun enger Majoritéit vu Länner no, déi Inspektiounen erfollegräich waren an dës Woch hätte sollen an hir entscheedend lescht Phas trieden.

Dee Krich deen elo erkläert gëtt, dat ass ee Krich dee sech net nëmmen onbegrënnterweis géint den Irak riicht, dat ass och e Krich géint d'internatioanalt Recht. Et ass e Krich a Violatioun vun der UNO-Charta, déi dem UNO-Sécherheetsrot eleng d'Recht iwwerléisst militäresch Moossnamen ze beschléissen an ze kommandéieren, an dat opgrond vun enger Feststellung vun der Existenz vun enger konkreter Bedrohung fir de Friden. Déi Bedrohung muss hei an elo bestoen. Et ka sech net ëm eng hypothetesch Bedrohung handelen, déi sech aus dem Automatismus vun enger Resolutioun vun 1990 ergëtt, wou d'Situatioun eng aner war, nämlech d'Besetzung vum Kuwait.

Et kann iwwerhaapt keen allgemenge Mandat gi fir sech iwwert d'UNO ewech ze setzen, besonnesch wann een e Vetorecht huet fir all nei Resolutioun an domat och all Begrenzung vun engem Mandat op éiweg Zäiten eraus ze verhënneren. All Mandat, och am Zivilrecht, kann nëmmen zäitlech begrenzt sinn.

De belschen Ausseminister schwätzt dofir och kloer, a Bezuch op den Irakkrich, vun engem Acte d'agression vun den USA a vun hire Verbündeten, an ech fuerderen d'Lëtzebuerger Regierung hei op sech där Qualifikatioun unzeschléissen. Fir deen Akt missten elo eigentlech, der UNO-Charta no, d'USA, England an déi aner Länner, déi sech hinnen uschléissen, sanctionnéiert ginn. An d'UNO misst eigentlech och opgrond vun därselwechter UNO-Charta den Irak verteidegen, wéinstens passiv, zum Beispill an deem de Sécherheetsrot seng Sitzungen op Bagdad géif verleeën amplaz d'Inspekteren zréckzezéien.

Dat entsprécht net dem internationale Rapport de force, wäert wahrscheinlech gesot ginn. Mä dann, mengen ech, sollt een awer wéinstens, an dëser dramatescher Situatioun, d'Dezenz hunn, net vun der Noutwendegkeet vum Erhale vum Lien transatlantique ze schwätzen fir d'Sécherheet vu Lëtzebuerg a vun Europa.

Dat ass jo scho bal karikatural, woubäi ee sech heiansdo froe muss vu weem eng Bedrohung, och zum Beispill eng ekonomesch Bedrohung, haut prioritär ausgeet. Ech fannen au contraire, dass konkret Aktiounen, och wa se nëmme symbolesch sinn, opgrond vun der nationaler Souverainetéit de Moment misste geholl ginn, fir déi Violatioun vum internationale Recht ze sanctionnéieren. D'belsch Regierung, wéi iwwregens och aner Regierungen an Europa, läit dofir grondsätzlech richteg, wa se op d'Onméiglechkeet hiweist d'Bündnisverpflichtungen, zum Beispill am Fall vum Transport vu Militärmaterial duerch d'Belsch, spillen ze loossen, opgrond vu Verträg vun 1950, déi sech haut net kënne géint d'international Legalitéit riichten. Well och den NATO-Traité reféiert sech ganz däitlech a sengem Artikel 1 op d'Gewaltmonopol vun der UNO.

Ech fannen dass déi Haltung vun der belscher Regierung och richteg ass, souguer wann an der Belsch am Mee Wahle sinn, souguer wa se deelweis ineffikass si well jo scho vill vun deenen Transporter erfollegt sinn; wat iwwregens vun der belscher Friddensbewegung ganz däitlech kritiséiert gëtt, net well se prinzipiell géint esou eng Begrenzung ass, mä well si der Meenung ass dass dat scho laang hätt misse geschéien.

An et impressionéiert mech och net, Här President, wann d'franséisch an d'däitsch Regierung, fir den Drock aus den USA no hirer couragéierter Haltung am Sécherheetsrot net nach ze erhéijen, Iwwerflugsrechter elo accordéiert. Ech mengen an dëser Fro soll Lëtzebuerg sech der Belsch uschléissen a keng militäresch Operatioune vu Lëtzebuerger Terrain aus méiglech maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'USA hunn, aus nationale strategeschen Iwwerleeungen eraus, där hir ekonomesch a geopolitesch Komponenten hei schonn e puermol duergestallt gi sinn, am Summer 2002 beschloss den Irak op hir Prioritéitelëscht vun de sougenannte Gaunerstaten ze setzen. Déi Drohkuliss, déi elo geschwë wierksam gëtt, ass unilateral opgebaut ginn, ouni all UNO-Mandat, net fir d'Rüstung am Irak ze kontrolléieren, mä fir déi militäresch Muecht och elo anzesetzen.

Et geet bei der irakescher Fro hei och ëm e Positionéiere vun den USA par rapport zu Europa. D'Äntwert dorop ass net den Opbau vun Europa zu engem politesch, ekonomesch a militäresch héichgerüste Géigeblock, au contraire, d'Stäerkt vun Europa misst an der friddlecher Entwécklung, an der Kooperatiounspolitik an an enger wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung leien, déi op der Egalitéit an op der Fräiheet berout. Wäerter, déi souwuel an der amerikanescher wéi an der franséischer Revolutioun vertratt gi sinn.

Alles deit awer an eng Géigerichtung - de Mueren hunn ech nach den ABBL-President op RTL héiere soen, dass Europa misst den USA noäiferen - an haut ginn och bezeechnenderweis d'Boursecoursen iwwerall an d'Luucht.

Ech mengen, dass et kee Widdersproch gëtt tëschent Amerika an Europa. Et geet hei ëm d'Fro ob eng aner Welt méiglech ass a wéi déi Welt soll ausgesinn, och wat d'internatioanalt Recht ugeet - an ech hunn do iwwregens eng Interpellatioun agereecht, fir iwwert déi Froen ze diskutéieren. De Moment awer geet et drëm nach eng Kéier ganz kloer dem Fatalismus vum Krich ganz däitlech d'Oppositioun vun eisem Vollek entgéint ze schleideren, och bei deene Friddensdemonstratiounen déi nach komme wäerten, an et geet drëm seng Solidaritéit mam irakesche Vollek auszedrécken, wat zwar elo vu sengem Diktator befreit gëtt, zu engem méiglecherweis furchtbare Präis, deelweis vun deene selwechten déi him e verschaaft haten, mä op dat eng ongewëss Zukunft waart, wéi iwwregens op eis alleguer.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den Här Premierminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Situatioun, déi de Moment ronderëm den Irakkonflikt agetrueden ass, muss ee realistescher Weis dovunner ausgoe loossen, dass déi net-militäresch Léisung vum dem Irakproblem nach null Chancen huet an dass et zu engem militäresche Konflikt am Irak kënnt.

Déi lëtzebuergesch Regierung bedauert dat op d'Déifst, well si huet sech vun Ufank un, wou den Irakkonflikt sech selwer erëm op déi international Agenda gesat huet, ouni Paus dofir agesat, dass et zu enger friddlecher Entwaffnung vun dem irakesche Regime géif kommen. Déi international Gemeinschaft ass sech eens dran, dass den Irak eng Menace constituéiert, an ass sech largement eens dran, dass een déi Menace kann doduerch verschwannen dinn, dass een zu enger friddlecher Entwaffnung vum Irak kënnt.

Et ass dee Wee, dee vun der friddlecher Entwaffnung, dee vun der Fortsetzung vun der Aarbecht vun den UN-Inspekteren, deen déi Lëtzebuerger Regierung net nëmme privilegéiert huet, mä als deen eenzeg richtegen an deene leschte Wochen a Méint dohinner gestallt huet. Mir kënnen net erkennen aus wat fir engem Grond dass net bis zum Schluss, dat heescht bis zur leschter Minutt probéiert ginn ass, deem friddlechen Entwaffnungswee seng Chancen ze ginn.

Mir stellen haut fest dass de Krich, dee mer als den Asaz vum allerleschte Mëttel gesinn hunn, sech ëmfunktionéiert huet an den Asaz vun deemnächst folgende Mëttelen. Déi Lëtzebuerger Regierung ass mat där Politik net d'accord an ass am Désaccord mat där Décisioun, déi den amerikanesche President schéngt geholl ze hunn.

Mir sinn der Meenung, dass et richteg gewiescht wier opgrond vun deem 85 Säite staarke Rapport vun dem Chefinspekter Blix, deen hënt virgeluecht ginn ass, an engem kloer ofgestuftenen Zäitplang mat der Entwaffnung vum Irak virunzefueren, bis dass géif festgestallt ginn dass déi Entwaffnung geschitt wier oder bis dass festgestallt gi wier dass den Irak sech weider géif weigeren an eng aktiv a proaktiv Entwaffnungsprozedur anzetrieden.

Déi Tatsaach, dass den irakesche Regime sech erwisenermoossen zu kengem Moment bereet erkläert huet an ënner Beweis gestallt huet, dass hien zur integraler Entwaffnung bereet ass, ass en Element wat wiesentlech zur där dramatescher Zouspëtzung vun dëser Situatioun bäigedroen huet, an dofir gehéiert zu enger korrekter Bewäertung vun dem Gesamtvirgang an där Regioun am Irak och eng extrem däitlech Condamnatioun vun de Machenschaften a vun de Missetate vun dem irakeschen Diktator, deen ursächlech mat Schold ass un dësem Konflikt an deen all Mëttelen an all Moyen an der Hand gehat hätt fir dëser dramatescher Steigerung vun der Konfliktzouspëtzung aus dem Wee ze goen.

De Saddam Hussein hannerléisst e Ruinefeld, net nëmmen a sengem Land, mä an der ganzer Regioun ronderëm sech. Et hätt gutt zur internationaler Communautéit gepasst, wann och déi Regierungen, déi méi ze soen hunn am Weltsécherheetsrot, wéi déi lëtzebuergesch oder wéi aner europäesch Regierungen, mat Insistenz den Irak zur Entwaffnung opgefuerdert hätten a mat Insistenz dofir plädéiert hätte bei deenen déi et anescht wollten, dass dës Entwaffnung mat friddleche Mëttele géif geschéien.

Mir sinn iwwerzeegt dovun, dass dat méiglech gewiescht wier. Mir sinn iwwerzeegt dovun, dass dat an e puer Méint hätt kënne gemaach ginn a mir bedaueren et dofir, dass dee friddlechen Entwaffnungsprozess duerch d'UN-Inspekteren ënnerbrach ginn ass duerch eng unilateral Décisioun fir där hiert Zustanekomme mer net all rechtlech Virbedéngungen erfëllt gesinn.

Wéi een dee méiglechen unilaterale Schlag vun den USA a vun aneren - si si jo net eleng - juristesch bewäerte soll ass eng Fro déi leschtendlech relativ onwichteg ass. Ech stelle fest, dass et séier ënnerschiddlech juristesch Interpretatioune gëtt iwwert d'Dimensioun vun der Resolutioun 1441 an iwwert d'Rechtbeständegkeet vun der Autorisatiounsgewalt vun deene Resolutiounen, déi virun der Resolutioun 1441 geholl gi sinn. Dee Rechtsträit wäerte mir déi nächst Deeg sech virun eisen intellektuellen Aen ofspille gesinn.

Politesch ass dat eng irrelevant Fro, well déi lëtzebuergesch Regierung wéi och dat lëtzebuergescht Parlament sech dofir ausgeschwat hat, dass et eng kloer eendeiteg, juristesch fundéiert, operativ, effikass an effizient Neidécisioun vun dem UN-Weltsécherheetsrot misst ginn. Insofern ass déi juristesch Qualifikatioun vun deem Akt, dee mer elo hei ze déploréieren hunn, eng irrelevant ginn, well och wann e juristesch gerechtfäerdegt wier, wiere mir jo nawell nach der Meenung, dass de Moment net komm gewiescht wier fir de Konflikt elo ouni weider Evolutioune militäresch ze léisen.

Eenzel Kolleegen hunn et gesot, ech wëll am Numm vun der Regierung datselwecht soen: Bei allem Désaccord, dee mer der amerikanescher an der Décisioun vun anere Staten entgéintsetzen, bei aller Frustratioun driwwer, dass d'UNO an der Wahrung vun hirem internationale Gewaltmonopol ausgehiewelt ginn ass, a bei aller Frustratioun och driwwer, dass de Wee vun der friddlecher Entwaffnung sech als a leschter Instanz net méiglech erwisen huet, well fir aner Acteuren déi militäresch Optioun eng war déi sech hinnen als eng scheinbar irrésistibel Optioun opgedrängt huet, si mer nawell der Meenung, dass déi Vereenegt Staten vum Amerika wéi aner europäesch Staten, déi an deem Konflikt hei wëlles hu sech militäresch ze engagéieren, Alliéiert vum Lëtzebuerger Stat sinn.

Doraus résultéiert, dass mer bei allem lerger a bei aller Enttäuschung iwwert déi agetruede Situatioun net aus den Aen däerfe verléieren, dass sech aus eise Bündnisverpflichtungen eraus eng Rei vun Obligatiounen ofleeden zu deenen déi Lëtzebuerger Regierung och steet. Esou wéi Däitschland, esou wéi Frankräich an esou wéi d'Belsch ass déi lëtzebuergesch Regierung gewëllt déi Obligatiounen, déi sech aus dem Zoustand vun der Appartenance zur selwechter Allianz erginn, voll ëmfänglech ze respektéieren an déi

eventuell Demanden, déi u se gericht ginn aus deem Geescht vun den Alliéierten eraus, prinzipiell positiv ze beäntwerten, à moins dass Grënn, déi total dergéint schwätzen, een dozou géife brénge fir sech deenen Demanden do ze refuséieren.

Dee Solidaritéitslien, deen iwwert den Atlantik geet, an deen Amerikaner, Kanadier an Europäer zu enger Schicksalsgemeinschaft zesummegeschmolz huet, däerf net a Fro gestallt ginn. Iwwert dee Konflikt hei eraus, wat e spezifesche Konflikt ass, wou mer e graven Désaccord mat de Vereenegte Staten a mat aneren Alliéierten hunn, muss ee virun Ae behalen, dass europäesch a lëtzebuergesch Sécherheet ausserhalb vum NATO-Bündnis net ze assuréiere sinn, woraus sech eng gewësse Aart a Weis vu Behuelen och an dësem bedauerlechen an ofzeleenende Konfliktfall ergëtt.

D'Solidaritéit vun deem transatlantesche Lien ass net d'Solidaritéit an d'Solidaritéit vun de Relatiounen tëschent deenen, déi am Moment regéieren, c'est l'affaire des peuples. An deem Mooss, wou dat eng Affär ass, déi op eng laang Zäit eraus déi nordamerikanesch Vëlker mat deenen europäesche Vëlker op enger gemeinsamer Ambitiounspist muss verbannen, muss een d'Noutwendegkeet vun der Erhalung vun deem Lien virun Aen hunn.

Ech sinn all deene Riedner, ugefaange beim Här Asselborn bis zum Här Bausch, dankbar, déi drop verzicht hunn an dëser Debatt antiamerikanesch Téin an hiren Diskurs afléissen ze loossen an déi d'Noperschaft an d'Proximitéit vun den Usiichten iwwert den aktuelle Konflikt eraus vun den nordamerikaneschen öffentleche Meenungen an den öffentleche Meenungen an Europa, wéi ech fonnt hunn, gebührend an zu Recht ënnerstrach hunn.

Mir hunn eis an deene leschten Deeg, d'Madame Polfer op dem Niveau vun den Ausseministeren an ech selwer um Niveau vun de Regierungschefen, intensiivst ënnerhale mat eise Partner an der Europäescher Unioun an am nordatlantesche Verdeedegungsbündnis, fir zur Konklusioun ze kommen dass éischtens am Chef vun deene meeschte Regierungen déi amerikanesch Décisioun, déi vun anere gedeelt gëtt, op Ofleenung stéisst, an zweetens am Chef vun allen NATO-Regierungen d'Bereetschaft besteet fir aus de Bündnisverpflichtungen eraus déi Obligatioune wouer ze huelen, déi d'weider Behalen an déi weider Festegung vum transatlantesche Lien bedingt.

Och déi belsch Regierung - ech wëll dat just soen, fir dass ee vläicht net weider falsch Rieden op deem Thema soll halen - huet haut de Moien, ech hunn um halwer dräi mam belsche Premier geschwat an d'Madame Polfer mam belschen Ausseminister, décidéiert déi Linn ze fueren an dëser Bezéiung wat d'Hëllefleeschtung fir eis Alliéierten ubelaangt, déi vun den däitschen, der franséischer an der lëtzebuergescher Regierung an deene leschten zwee Deeg an och haut ageholl ginn ass. Dofir soll ee vläicht de Versuch ënnerloossen, d'lëtzebuergesch Regierung an d'belsch Regierung op deem Punkt auserneen ze dividéieren. Déi Auserneendividéierei gëtt et net.

Sou wéi ech schonn am Dezember gesot hat, bleift et bei der Positioun déi d'Regierung hat. Ech hat am Dezember gesot, wann et zu deem Krich géif kommen, da gëllt fir dëst Land, dass mer eis selbstverständlech net un deem Krich bedeelegen an dass mer déiselwecht Bündnisverflichtungen iwwerhuele wéi Däitschland, wéi Frankräich a wéi d'Belsch. Dat ass net eréischt zënter dem 26. Februar d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung mä zënter dem Dezember, an et ass genau déi Positioun déi haut och vun deenen dräi Regierunge vun eisen Nopeschlänner, vun der griichescher Rotspresidentschaft, mat där mir laang communiquéiert hunn an deene leschten Deeg, a vun aneren Alliéierten, déi gläichzäiteg Member vun der Europäescher Unioun a vun der NATO sinn, ageholl ginn ass.

Eis Suerg bleift nieft der noutwendeger Fleeg vun deem transatlantesche Solidaritéitslien och déi Opfuerderung un eis eegen Adress an un d'Adress vun eise Frënn, fir déi gemeinsam europäesch Sécherheets - an Aussepolitik ze stäerken. Déi spezifesch Irakkris hei, sou déifgehend an esou bedauerlech wéi se och ass, däerf net als Konsequenz hunn, dass d'Europäer hiert Beméie fir zu enger gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik ze kommen, fir e gemeinsame politesche Wëllen an deem Beräich entstoen ze loossen a sech déi gemeinsam Instrumenter fir d'Gestaltung vun deem politesche Wëllen ze ginn, dass déi Beméiungen ofhuelen, a mir mengen dass dës Kris, an där mir eis als Europäesch Union net grad brillant aus der Affär gezunn hunn, muss genotzt gi fir - „exemples à l'appui, terribles exemples à l'appui" - ze weisen an ze léieren, dass dat doten net d'Fassong ka si wéi sech Europa op der internationaler Bühn soll positionéieren.

Wéi anerer si mer der Meenung, dass d'UNO mat hirer Aarbecht an dësem Konflikt net fäerdeg ass an dass een d'UNO net nëmmen am Gespréich muss halen, mä dass een d'UNO um Dësch vun de Léisungsméiglechkeetsvirbereedunge muss halen. Dat gëllt a besonneschem Mooss fir déi Aktivitéiten a fir déi Aktiounen déi musse gräife wann de militäresche Konflikt eriwwer ass a wann et zur friddlecher post-konfliktueller Begradegung am Irak an an där Regioun kënnt. Dat muss ënnert dem Leadership vun der UNO geschéien, et kann net sinn dass d'Léisung vun der post-konfliktueller Situatioun eng Verlängerung vun den Unilatéralismë gëtt, déi zu der Noutwendegkeet vun enger post-konfliktueller nees Opbauaarbecht féieren, an dofir menge mer dass een der UNO muss eng wichteg Plaz aberaume fir während der Dauer vum Konflikt kënnen initiativ ze ginn a fir no Bëendegung vum Konflikt kënnen initiativ ze ginn, fir ze verhënneren dass no dem Krich en neie Krich entsteet, deen erëm mat unilaterale Gesënnunge géif begradigt ginn. Mir mengen, dass besonnesch och nom Konflikt an zum Zweck vun der friddlecher Opbereedung vum Gesamtraum ronderëm den Irak déi multilateral Approche, déi nëmmen d'UNO garantéiert, muss eng weider Chance kréien, a setzen eis och an deenen nächsten Deeg dofir an.

Et stellt sech natierlech d'Fro vun der Sécherheet heiheem. D'Regierung huet an deene leschte Wochen e Sécherheetsplang opgestallt ënnert der Leedung vum Innenminister, dem Här Michel Wolter, dee verschidde Phase virgesäit. Et ass d'Absicht vun der Lëtzebuerger Regierung an och d'Flicht vun der Lëtzebuerger Regierung, fir déi Sécherheetsmoossnamen ze treffen, déi mer fir eis eege Sécherheet brauchen an déi mer fir d'Sécherheet vun den Anlage vun den Alliéierten op dem Buedem vun eisem Land mussen ergräifen. Dofir geschéien alleguer déi Sécherheetsmoossnamen a ginn alleguer déi Sécherheetsdispositifen en place gesat, déi ee brauch zur maximaler Ofsécherung vun der Sécherheet vun de Leit hei am Land a vun der Sécherheet vun deenen déi sech hei am Land ophalen. Dat betrëfft déi physesch Integritéit wéi och déi materiell Protectioun, déi mer hei am Land ze assuréieren hunn.

Mir hu fir de Moment keng sécherheetserkenntlech Hiwäiser dorop, dass eng akut Bedroung zu Lëtzebuerg géif bestoen. Ech wier dofir frou, wann d'Lëtzebuerger hir Rou géife behalen, sech net panikaarteg géifen duerch Gerüchter oder duerch aner Virgäng alertéiere loossen. D'Regierung mécht an dësem Punkt hir Aufgab a communiquéiert an deem Mooss an dësem Zesummenhang wéi et noutwendeg ass, dass een doriwwer communiquéiert. D'Regierung kann eng 100%eg Sécherheet net garantéieren. Si kann awer garantéieren, dass se 100% fir d'Sécherheet vun de Lëtzebuerger mécht.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech ganz kuerz faassen, well de Premierminister huet d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung hei virgedroen.

Haut, esou wéi an deene leschte Méint, hat d'Lëtzebuerger Regierung vun Ufank un eng kohärent Haltung. Et war déi, fir vun Ufank un am internationale Kader no enger friddlecher Léisung vum Irakkonflikt ze sichen. Leider, an dat stelle mer haut alleguer zesumme fest, konnt de Prozess vun der Resolutioun 1441 net zum friddlechen Ofschloss féieren, leider konnte wéinst der militärescher Pressioun, déi doduerch opgebaut ginn ass, d'Inspektiounen net op eng koordinéiert Aart a Weis bis zum Schluss weider geféiert ginn. Dat bedauere mer alleguerten zesummen hei.

De Saddam Hussein war vun Ufank un op der Uklobänk. Hie war dat an hien ass dat och. Hie wäert och deen heite Konflikt verléieren, awer mat him wäerte leider nach vill Leit Saache verléieren. Vill Leit wäerten hiert Liewe verléieren. A mir hu scho vill verluer.

De Saddam huet et nämlech fäerdeg bruecht d'Welt ze dividéieren. Hien huet et fäerdeg bruecht Europa ze dividéieren, an et ass dofir héich Zäit dass deem en Enn gesat gëtt, där Divisioun, an dofir hoffen ech - an dat soll wéi an alle schwéiere Momenter awer en Hoffnungszeeche sinn - dass mer ganz schnell eis Eenegkeet nees erëmfanne fir mat ze hëllefe beim Opbau da vun dem Irak, wann déi militäresch Aktioun fäerdeg ass. D'Lëtzebuerger Regierung huet do hir Disponibilitéit ganz kloer ënnerstrach. Ech hoffen dass zesumme mat der Europäescher Unioun, wou mer den Owend eng Réunioun zwëschent deene 15 Ausseministeren hunn, mer kënnen op eng koordinéiert Aart a Weis déi Kéier eis Efforte wierklech ficeléieren, a mat villen ONGen, déi deen Effort vun der Regierung wäerte begleeden an domat e nach méi staark wäerte maachen, enger Situatioun déi laang, ze laang Misär fir ganz vill Leit bedeit huet, zesumme kënnen en Enn maachen.

Ech soen op alle Fall fir déi Ënnerstëtzung an déi Diskussiounsméiglechkeeten, déi mer zesummen hei an deene leschte Méint haten, merci. Ech gleewen net dass op ville Plazen esou oft an esou oppe konnt iwwert déi Situatioun, déi net einfach war, geschwat ginn. Wéi gesot, ech hoffen dass mer un dat méi Positiivt geschwë kënnen denken, an dat ass deene Leit, déi ze laang scho gelidden hunn, ze hëllefen.

Ech soen lech merci.

4. Heure de questions au Gouvernement

M. le Président.- D'Aktualitéitsstonn iwwert de Konflikt am Irak ass ofgeschloss a mir kommen zur Froestonn un d'Regierung.

D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun. An da wollt ech nach dobäi soen, dass par rapport zum Relevé, dee verdeelt ginn ass, opgrond vun eisem modifizéierten Ordre du jour, e puer kleng Ännerungen ze verzeechne sinn.

Fir d'éischt huele mir elo, op Ufro vum Här Minister Grethen, d'Fro 292 vum Här Aly Jaerling iwwer eng eventuell Fusioun zwësche Mecan-ARBED a Paul Wurth. D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

- Question N°292 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant une fusion envisagée entre Mecan-ARBED Dommeldange et Paul Wurth S.A., adressée au Ministre de l'Economie

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Här Minister, nodeem dass virun ongeféier zéng Joer den Engineering vu Paul Wurth a vu Mecan-ARBED Dummeldeng zu méi enger enker Zesummenaarbecht zesummegeréckelt ass, eng Zesummenaarbecht déi am Fong am Kader vun der Compétitivitéit vun deenen zwee Betriber gemaach ginn ass, déi och ganz fruchtbar war, war awer deemools festgehale ginn, dass dat sech just géif op den Engineering vun deenen zwee Betriber festleeën an dass d'Personal vu Mecan-ARBED Dummeldeng am Fong net betraff wier an och de Statut géif behalen.

Elo sinn awer Bestriewungen do fir och d'Personal vun deenen zwee Betriber zesummen ze leeën, dat heescht dass bei der ARBED, elo Arcelor, eng Aart Outsourcing geschitt, dass d'Personal vu Mecan-ARBED Dummeldeng elo soll integréiert ginn a Paul Wurth.

Meng Froen un den Här Minister: Stëmmt et, dass dat esou ass? A wa jo, wat sinn d'Ursaachen? Wéini geet dat vu sech? Wat fir eng Konsequenzen huet dat fir d'Personal vu Mecan-ARBED Dummeldeng? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op de Statut vum Personal vu Mecan-ARBED Dummeldeng? Wat fir eng Konsequenze wäert dat dann och hunn op déi kommend Sozialwahlen?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'éischt dass ech konnt ganz zum Ufank schwätzen, well ech eng aner Obligatioun hunn, déi verlaangt dass ech an enger halwer Stonn mat engem Investisseur schwätzen, dee schonn hei zu Lëtzebuerg ass.

Beim Här Jaerling senger Fro, Här President, hunn ech mech gefrot, ob déi Fro iwwerhaapt an dës Heure de questions passt. Well wann ech d'Reglement richteg an Erënnerung hunn, da kënnen d'Questions d'intérêt général hei diskutéiert ginn, dat ass se bestëmmt net, ou d'actualité politque, an dat ass se och net, esou dass also, wann esou eng Fro gestallt gëtt, Här President, ech géif drëms bieden, dass een awer géif kucken dass se och an d'Reglement erapasst.

Muss ech erënneren, Här President, dass Mecan-ARBED, déi zum Groupe Arcelor gehéiert, eng Privatgesellschaft ass, déi zu 96% ARBED S.A. gehéiert an de Rescht zu Arcelor Finances, an dass op där anerer Säit Paul Wurth och eng Privatgesellschaft ass, déi zu 48% direkt oder indirekt zum Groupe Arcelor gehéiert, d'Lëtzebuerger Regierung also net vun deene Gesellschafte gefrot gëtt, wéi si sech sollen intern organiséieren.

Wann ech also d'Fro géif beäntweren, géif ech soen, et steet keng Fusioun un tëschent Mecan-ARBED a Paul Wurth. Dat ass d'Realitéit. Wat awer och ass, Här President, an et ass nëmmen aus Respekt virun dëser Chamber, dass ech dann op dee Volet aginn, dat ass fir ze soen dass am Moment um Niveau vu Paul Wurth a vun der Mecan-ARBED Diskussiounen amgaange si fir ze kucken, dass een Ateliere vu Paul Wurth kënnt a Mecan-ARBED integréieren, well den Atelier vu Paul Wurth komportéiert mengen Informatiounen no am Moment ronn 70 Mataarbechter, déi vu Mecan-ARBED nach ongeféier 200 Mataarbechter. Et gëtt driwwer nogeduecht, ob ee kann den Atelier vu Paul Wurth an dee vu Mecan-ARBED integréieren. Sollt dat geschéien, da wëssen d'Spezialisten, déi sech jo mat ganz vill Zäertlechkeet dëse Problemer widmen a mat ganz vill Intensitéit, dass de Statut vun de Leit, déi bei Mecan-ARBED schaffen, net méi schlecht ass wéi dee vu Paul Wurth.

Wat fir d'Lëtzebuerger Regierung wichteg ass, dat ass dass d'Aarbechtsplazen ofgeséchert ginn, dass kompetitiv Entreprisë bestoe bleiwen. Ech muss lech éierlech soen, Här President, an dat ass dee leschte Volet vun der Fro: Ech maache mer manner Suerge wou, wéini a wien däerf bei Sozialwahle matwielen. Den Aarbechtsminister wäert sécherlech kënnen déi Haltung deelen, wëssend dass déi Leit op alle Fall op där Plaz, wou se dee Moment ageschriwwe sinn, däerfe matwielen. Merci.

M. le Président.- Wann d'Chamber d'accord wier, da géife mer d'Froen, déi un de Minister Biltgen geriicht sinn, deen aus professionelle Grënn onvirhergesehenerweis muss d'Sëtzung geschwë verloossen, virzéien. Dat ass fir d'éischt emol d'Fro 288 vum Här Lucien Lux un den Aarbechtsminister iwwert d'Bekämpfung vum Stress a vum Mobbing.

D'Wuert huet den Här Lucien Lux.

- Question N°288 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Lucien Lux concernant la mise en place et le fonctionnement d'une structure de concertation tripartite pour la lutte contre le stress et le mobbing, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, meng Fro huet sécherlech net zum Zweck hei iwwert d'Problematik, d'Bedeitung, d'Gravitéit vun de Stress- a Mobbingseffeten an der Aarbechtswelt ze diskutéieren, mä fir awer vläicht e bësse Klorheet vum Aarbechtsminister an domadder vun der Regierung ze kréien iwwert de Wee dee se wëllt goe fir d'Bekämpfung vun deene Phenomener unzegoen.

Dir wësst alleguerten heibannen, dass während laanger Zäit d'Mobbing a.s.b.l., déi gegrënnt gi war, fir dass op deem Plang bei der Bekämpfung méi sollt geschéien, eng gesetzlech Basis verlaangt huet fir d'Effete vu Mobbing ze bekämpfen um Niveau vun der Aarbechtswelt.

Meng Wéinegkeet huet de 4. Juli 2002 e bëssen an deem Sënn och eng Proposition de loi gemaach, zu där d'Regierung en Avis gemaach huet Enn d'leschte Joer, ech mengen et war am November, bei deem ech net ganz Zefriddenheet kritt hunn. Mä ech kréie vläicht nach eng Kéier d'Geleeënheet heiriwwer ze schwätzen.

Schlussendlech huet Enn d'leschte Joer den OGB-L zesumme mat der Ligue d'Hygiène sociale e Virschlag gemaach iwwer eng Berodungsstell, déi d'Problemer vum Stress soll bekämpfen, an Dir selwer, Här Aarbechtsminister, hutt dann décidéiert, souwäit meng Informatioune richteg sinn, e Groupe de travail anzesetzen, an engem Bréif deen Der de Sozialpartner am November zoukomme gelooss hutt.

Meng Froe sinn also: Wéini oder wou agencéiert sech dee Groupe de travail an der Aart a Weis

d'Bekämpfung vum Mobbing a Stress virzehuelen? Wéini soll dee Groupe de travail mat sengen Aarbechten ufänken? Iwwerhaapt, wat ass de Grond firwat dass en dat säit dem November net gemaach huet? A schlussendlech och, wat sollen d'Zilsetzunge vun deem Groupe de travail sinn? Soll deen e Projet de loi, also eng gesetzgeberesch Basis virbereeden, oder soll dee just dofir do si fir déi Berodungsstell, wéi se proposéiert ginn ass, ze strukturéieren an iwwert de Finanzement dovunner an esou weider ze diskutéieren? Déi Klorheeten also, wat mer um Niveau vum Stress an dem Mobbing, a virun allem och deem Groupe de travail, wou dee soll higoen a wat seng Zilsetzunge sinn, wieren déi Froen déi ech un den Aarbechtsminister hätt.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eng Fro déi ech gäre beäntweren am Numm vun der Regierung, virun allem am Numm vum Carlo Wagner, Gesondheetsminister, a vu mir selwer. Wa mer nämlech déi zwee Domainer huelen, Stress op der Aarbecht, respektiv Mobbing, sinn et zwee Champs d'acitivité oder zwee Problemfäll, déi eigentlech eis zwee Ministèrë betreffen. Deen een éischter de Gesondheetsministère, deen aneren éischter den Aarbechtsministère, mä et sinn Interferenzen tëschent dem Problem Stress an dem Problem Mobbing.

Stress kann zu Mobbing féieren, muss net zu Mobbing féieren. Mobbing ka vu Stress kommen, kann och vun anere Saache kommen. Et muss een dat einfach esou wëssen. Wann ech just nach däerf eng Klammer opmaachen iwwer Mobbing: Wat Är Proposition de loi ubelaangt, Här Lux, ass et jo esou, dass ech ëmmer gesot hu mir géifen Aktiounen ënnerhuele géint de Mobbing. Ech wier just net frou wa mer géifen nëmme repressiv Weeër aschloen. Et si Saachen déi ech gutt fonnt hunn an Ärer Proposition de loi, an et si Saachen déi ech manner gutt fonnt hunn. Dat ass déi, fir nëmme repressiv géint de Mobbing virzegoen.

Wann Der den Audit vum Bureau International du Travail liest iwwert d'Gewerbeinspektioun, stellt Der fest, dass déi eigentlech op mengen Ulinn sinn a soen, mir sollen am Kader vum Sécurité-Santésgesetz vun 1994 Dispositiounen aschreiwen, ganz lapidar nëmmen an nëmme preventiv iwwer Mobbing, esou dass déi Attitüd, déi ech do geholl hunn, awer och vun international autoriséierten Organer gedeelt gëtt.

Mir hu versicht, de Carlo Wagner an ech selwer, schonn am November, Dezember eis zesummen ze setze fir ze kucke wéi mer am effikassten déi ganz Problematik Stress a Mobbing uginn, a mir hunn och du schonn d'lescht Joer décidéiert en Aarbechtsgrupp anzesetzen.

Wat d'Budgetsmëttelen ubelaangt, ass et esou dass am Gesondheetsministère traditionell eng Budgetslinn besteet wat Stress ubelaangt, wou eben d'Ligue de Prévention d'Hygiène sociale driwwer leeft. Iwwer Mobbing ass et nach keng Budgetslinn ginn. Dir hutt awer am Budget 2003 hei an dëser Chamber mer esou eng kleng Kredittlinn gestëmmt, esou dass et och do elo méiglech ass eppes ze maachen.

Déi Fro déi muss gekläert gi vun deem Aarbechtsgrupp, wou eng ganz Partie vu Beamten dra sëtzen, souwuel vum Gesondheetsministère wéi vum Aarbechtsministère, mä och d'Sozialpartner oder déi interesséiert Partner, loosse mer mol esou soen, net nëmmen d'Sozialpartner mä och d'Ligue respektiv Mobbing a.s.b.l, déi sollen eis eng Äntwert ginn zu der Fro: Gi mer hei getrennt vir? Maache mer Stress zum Beispill am Gesondheetsministère a maache mer Mobbing am Aarbechtsministère oder schafe mer eng gemeinsam Struktur? Wat ass d'Roll an där Struktur vun de staatlechen Instanzen? Wat ass d'Roll vun deene méi privatrechtlechen Instanzen?

Mir stellen zum Beispill beim Mobbing fest, dass obwuel och d'Gewerbeinspektioun haut schonn zoustänneg ass fir Mobbing opgrond vum 1994er Sécurité-Santésgesetz, obwuel dat net expressiv verbis dra stee, mä d'Gewerbeinspektioun ka schonn haut befaasst sinn. Ganz vill Leit hunn Angscht bei d'Gewerbeinspektioun ze goen, währenddeem d'Privatstrukturen éischter d'Vertraue fanne vun deene Leit déi gemobbt sinn oder menge si wäre gemobbt.

Dat sinn alles Froen, déi ee muss ofkläeren. Et huet kee Wäert fir elo hei iergendwéi grouss, deier, nei Strukturen ze maachen, wann dat net ofgekläert ass, wéi een zesumme schafft. Maache mer zwou Strukturen? Wat ass den Apport vum Privaten? Wat ass den Apport vum Staatlechen? Dat si Froen, do brauchen d'Leit méi laang Zäit fir dat ze beäntweren.

Et ass awer richteg, dass mer elo schonn am Mäerz sinn an dass et Zäit gëtt, dass mer och do ukommen. De Carlo Wagner an ech selwer hunn net méi spéit wéi d'lescht Woch eise Beamte gesot - mir hu se net gemobbt, mä mir hunn hinne mat Insistenz gesot - si sollen déi Viraarbechte weiderféieren, fir dass mer effektiv esou séier wéi méiglech kënnen lech och hei konkret Resultater virleeën.

Merci.

M. le Président.- Da komme mer zur Fro 289 vum Här Jaerling un den Här Aarbechtsminister François Biltgen iwwert d'Préretraite. D'Wuert huet den Här Jaerling.

- Question N°289 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant la préretraite ajustement Arcelor et la préretraite solidarité, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, d'Préretraite ajustement huet jorzéngtelaang dozou gedéngt fir den Aarbechtsplazofbau vun der ARBED, elo Arcelor, vu 27.000 op 7.000 Salariéen ze förderen.

D'Préretraite ajustement, déi vum Aarbechtsminister muss accordéiert ginn, sollt eigentlech dozou déngen d'Leit éischter an d'Pensioun ze schécke fir domadder Jonken de Wee opzemaachen zum Aarbechtsmaart. Et sollt also eng beschäftegungspolitesch Mesure sinn, déi awer net dee beschäftegungspoliteschen Erfolleg hat wéi se dat hätt missen, well eben déi Ofgäng net duerch adequat Astellunge vu Jonke kompenséiert gi sinn. D'Stolaarbechter stelle sech awer elo d'Fro, anhand vu Gerüchter déi kurséieren, ob Arcelor elo keng Verlängerung méi vun der Préretraite ugefrot huet.

Dofir meng Fro un den Här Minister: Stëmmt dat? Wann dat net stëmmt, gëtt dann awer d'Préretraite ajustement weider accordéiert? Wa jo, wéi laang an a wat fir enger Form? Gëtt endlech d'Préretraite ajustement am Fong nach just esou accordéiert wann och Neiastellunge vu Jonken domat verbonne sinn? Kënne mer net elo schonn an der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Modalitéite vun der Préretraite ajustement an iwwer eng Analys vun der Préretraite solidarité diskutéieren, anstatt ze waarde bis mer als Parlament erëm eng Kéier vun der Tripartite virun e Fait accompli gestallt ginn?

Ech hu gesot d'Préretraite wier e beschäftegungspolitescht Instrument a misst dofir och vum Fonds pour l'emploi integral gedroe ginn. D'Préretraite gëtt awer zum Groussdeel aus dem Rentefong bezuelt, wat falsch ass. Do si säit 1993 iwwer 10 Milliarde vum Rentefong ëmgeleet gi fir eng Beschäftegungsmesure ze bezuelen. D'Regierung gëtt es net midd ze deklaréieren, d'Renten aus dem Privatsecteur wäre laangfristeg net ofgeséchert, trotz Reserve vun 200 Milliarden. Dann dierfen awer och keng Suen aus de Rentefongen ëmgeleet gi fir Beschäftegungsmesuren ze finanzéieren.

Mir haten als ADR e Projet de loi hei deponéiert, fir datt keng Sue méi aus de Rentefongen duerfe fir d'Préretraite an d'Beschäftegungsfongen ëmgeleet ginn. Wou ass déi Proposition de loi drun a wéini kënnt se hei zur Diskussioun?

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eng helle Bootsch vu Froen, déi den Här Jaerling hei huet. Ech wäert versichen a véier Minutten op alles eng Äntwert kënnen ze ginn.

Ier ech awer kann Äntwerte ginn, muss ech fir d'éischt hei Rechtsopklärung ginn iwwert de System vun de Préretraiten. Et ginn nämlech verschidde Systemer vu Préretraiten.

Et gëtt emol virun allem d'Préretraite ajustement. Dat ass eng Moossnam, déi mer a Krisenzäiten agefouert hu fir Betriber déi mussen ofbauen, wou wierklech Personal reduzéiert gëtt, fir deene kënnen ze erméiglechen dat Personal ofzebauen. Dat ass also eng Moossnam déi de Betrib selwer, den Employeur, ka froen. Entweder de Betrib freet déi Préretraite ajustement oder hie freet se net. Wann hie se freet, da wëll dat nach net soen dass se accordéiert gëtt. Och wa se accordéiert gëtt, ass et esou dass dann d'Regierung ka festleeën, opgrond vun engem Avis vum Comité de conjoncture, wéi vill de Betrib bäileet. Dat hänkt vu senger Finanzlag of.

Mä et ass net d'Regierung déi décidéiert, ob e Betrib d'Préretraite ajustement kritt oder net kritt. Dat heescht an der Arcelor, fir Är konkret Fro ze huelen, kann d'Préretraite ajustement nëmmen dann accordéiert ginn, wann och de Betrib selwer déi Préretraite ajustement freet. Dat ass emol den éischte Prinzip.

Dann ass et esou, dass d'Préretraite ajustement u sech do ass fir Leit ofzebauen, Här Jaerling. D'Préretraite ajustement ass net gekoppelt un eng Neiastellung vu Leit. Do wou de Problem vun der Préretraite ajustement méi komplex gëtt, dat ass wann de Betrib seet: Ech brauch d'Préretraite ajustement fir Leit ofzebauen, mä op där anerer Säit wëll ech Leit astellen. Dat ass dat wat an der ARBED respektiv haut an der Arcelor effektiv geschitt ass, zënter dass ech Aarbechtsminister sinn. Dat huet awer näischt domat ze dinn datt ech Aarbechtsminister gi sinn, mä et huet eppes mat der Lag an deem Betrib ze dinn.

Zënterdeem datt ech Aarbechtsminister sinn hunn ech all Joer op d'mannst 100 Neiastellunge bei der Arcelor accordéiert. Do stellt d'Fro sech, ob iwwerhaapt dann d'Préretraite ajustement nach dat richtegt Instrument ass, wann an engems agestallt gëtt. Allerdéngs soen ech lech och, dass mer am Gesetz virgesinn hunn dass d'Préretraite ajustement och ka gebraucht gi fir eng Pyramide d'âge ze änneren. Dat ass bei ARBED/Arcelor ëmmer an deene leschte Joren e Problem gewiescht.

Mir hunn e politeschen Accord fonnt, d'Sozialpartner plus d'Regierung, mä wéi gesot, dat war op eng Demande hi vun der ARBED respektiv der Arcelor an enger Tripartite fir d'Préretraite ajustement nach weider ze accordéieren. Dat war en Accord vun de Sozialpartner, deen d'Regierung finanziell begleet, well do huet ee sech missen eens gi wat d'ARBED respektiv d'Arcelor géif dem Fonds pour l'emploi zréckerstatten. Mir sinn eis eens ginn, dass dat nach fir dëst Joer an och nach fir d'nächst Joer leeft.

Wat duerno ass, ass eng Fro vum Droit commun, an dat hu mer och an dem Tripartitesaccord festgehalen, dass wann eppes soll geschéien, ee sech muss an den Droit commun setzen. Den Droit commun, dat ass d'Préretraite ajustement, woubäi ech lech soen dass wann de Betrib net d'Préretraite ajustement freet, se net kann imposéiert ginn.

Zweetens den Droit commun ass och d'Préretraite solidarité. Bei der Préretraite solidarité ass et esou, dass dann effektiv och ee muss nei agestallt ginn en contrepartie. Allerdéngs muss dat ee sinn, deen zwou Konditiounen nom Gesetz erfëllt. Éischtens muss hien deen ersetzen dee fortgeet an zweetens muss hien ageschriwwe si bei der Administration de l'Emploi. Beim zweete Punkt krute mer ëmmer, net nëmme vun der ARBED, mä och vun anere Sozialpartner erkläert, datt dat kee gudde Modell wär, well si keng Leit am Chômage fanne géifen. Dat géif ech gären duerchdiskutéieren, besonnesch mat all deene Leit déi mengen d'Regierung wär zoustänneg fir all Chômeur. „Da misst ee jo ee fannen", soen ech deene Leit, déi dat behaapten. D'Préretraite solidarité ass en Accord dee kann iwwer Kollektivvertrag gemaach ginn. Dat ass also absolut méiglech bei der Arcelor.

Dann hu mer nach d'Préretraite progressive. An der Tripartite sidérurgique hu mer d'Sozialpartner opgefuerdert fir ënnert sech ze kucke wat den Droit commun kéint vu Probleemer léisen de part et d'autre, well do huet d'Arcelor doudsécher aner Problemer wéi d'Gewerkschaften.

(Coups de cloche de la Présidence)

Entschëllegt, ech probéieren esou séier wéi méiglech fäerdeg ze sinn.

M. le Président.- D'Deputéierte solle roueg sinn an lech nolauschteren, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Dat sinn ech gewinnt, dass kee mer nolauschtert.

Plusieurs voix.- Oh!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Am Regierungsrot lauschteren d'Leit mer méi no wéi hei.

De Punkt ass, dass wann den Droit commun wierklech net approprijéiert wär, mer als Regierung gesot hunn, dass mir da géife kucke awéiwäit den Droit commun misst geännert ginn. A wann ech soen den Droit commun änneren, da wëllt dat net soen extra ännere fir d'ARBED oder d'Arcelor, mä ännere fir déi ganz Wirtschaft. Dee Moment wou mer missten d'Gesetzer änneren iwwert d'Préretraite ajustement, d'Préretraite solidarité, d'Préretraite progressive, a mer hunn nach d'Préretraite Schichtaarbechter vun där ech net gesschwat hunn, wou op d'mannst 60% vun den Aarbechter bei der ARBED souwisou drënner falen - dat ass e Recht fir déi Leit an dat ass erëm eng aner Form vu Préretraite -, also wa mer missten dee ganzen Droit commun änneren, da géife mer selbstverständlech d'Chamber domat befaassen.

Fir de Rescht ass dat zurzäit eng Fro un d'Sozialpartner an net eng Fro un d'Regierung. D'Sozialpartner musse sech eens ginn: Ass d'Préretraite ajustement nach gewënscht? Ass d'Préretraite solidarité och nach gewënscht? D'Préretraite Schichtaarbecht ass geschëllt a bei der Préretraite progressive ass et och d'Fro, ob se nach gewënscht ass. Déi Froe mussen si beäntwerten an duerno bei d'Regierung zréckkommen.

Dann hutt Dir d'Fro gestallt vun Ärer Proposition de loi. Här Jaerling, do stellt Dir un d'Regierung eng Fro, déi Der misst un d'Parlament stellen. D'Regierung huet eng Stellungnahm ofginn zu Ärer Proposition de loi, déi net favorabel ass fir déi Proposition de loi. Dee Moment ka se um Instanzewee weidergoen.

Ech ginn dovunner ass, dass Är Proposition de loi - dat kënnt Dir awer hei besser gewuer gi wéi iwwer mech - bei dem Conseil d'Etat läit. Ech ginn dann des Weideren dovunner aus, soss hätt Dir mer d'Fro net gestallt, dass de Conseil d'Etat nach keen Avis zu Ärer Proposition de loi ofginn huet. Méi kann ech dozou net soen. Dir gitt doudsécher méi an der Chamber gewuer wéi iwwer mech.

Merci.

M. le Président.- Kolleegen, mir sinn nach befaasst mat enger Dringlechkeetsfro vum Här Colombera un d'Madame Ausseministerin déi muss op Bréissel goe wou eng Dringlechkeetssëtzung vun den EU-Ausseministere stattfënnt. Mir géingen dann, wann Der d'accord sidd, den Här Colombera biede seng Fro ze stellen, fir datt d'Madame Ausseminister nach kann drop äntwerten. Här Colombera, maacht d'Saach kurz und bündig.

5. Question urgente N°2094 de M. Jean Colombera relative aux conseils généraux de sécurité du Ministère des Affaires étrangères aux voyageurs au Proche-Orient

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt d'Madame Ausseministerin froe wéi d'Reiseempfehlunge vun der Regierung sinn. Et sinn nach ganz vill Leit, déi haut oder muer gäre wëlle fort fueren an d'Golfregioun oder an déi Géigenden niewendrun. Wat sinn dann do d'Reiseempfehlunge vun der Regierung? Solle se dohinner goen oder net?

Déi zweet Fro, déi ech wollt stellen: Wéi ass et mat de Lëtzebuerger Leit, déi do wunnen?

(Coups de cloche de la Présidence)

Hunn déi scho Recommandatioune kritt fir zréckzekommen? Wéi ass do d'Haltung vun der Regierung?

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Merci, Här President. Also wat deen éischten Deel vun der Fro ubelaangt, ech mengen, do brauch ech net wierklech drop ze äntwerten. Ech mengen, déi Äntwert ka jiddferee sech selwer ginn, ob de Moment dee richtege Moment ass fir an déi dote Géigend Vakanz maachen ze goen, quitte dass et vläicht waarm ass, mä ech gleewen datt déi normal Leit do zu hirer eegener an hirer richteger Konklusioun kommen.

Wat awer elo deen zweete Volet vun der Fro ubelaangt, deen effektiv eng ganz prezis Äntwert ka kréien: Mir hunn eis scho méi laang Gedanke gemaach wéi vill vun eise Ressortissanten an dem Irak oder an den ëmleiende Länner

sinn. Dat sinn der Gott sei Dank net vill: am Irak ass keen - ech schwätzen elo vu Lëtzebuerger -, am Kuwait sinn der sechs, am Bahrain aacht, am Katar een, a Syrien een an an den Emirats arabes 31. Dat si Leit, déi a priori effektiv kéinte gefährdet sinn.

Duerfir hu mer déi néideg Schrëtt ënnerholl fir de Fall vun enger Evakuéierung, wann déi Leit géinge wëllen evakuéiert ginn oder wann op eemol eng Urgencësituatioun kéim. Fir de Kuwait a Saudi-Arabien hu mer eis u Frankräich gewennt. Mir hunn do dat nämlecht gemaach wéi eis belsch Frënn, well déi eben do fir eis d'Evakuatioun géife matmaachen. Fir de Bahrain an de Katar ass et Däitschland, dat fir eis géif, wann de Fall sech géif stellen a wann d'Urgence kéim, déi Evakuatioun matmaachen.

Ech wëll och hei direkt nach eng Telefonsnummer duerchginn, wat d'Hotline am Ministère des Affaires étrangères ass, déi mer leider schonn e puermol hu misse gebrauche fir wann en Drénglechkeetsfall wier. Dat ass de 478-2400, wou 24 Stonnen op 24 Froe kënne gestallt ginn, wann eng Krisesituatioun sech géif zouspëtzen a wa, wéi gesot, Lëtzebuerger Ressortissanten do wieren oder wann een et net géing wëssen.

Déi Leit, déi ech lech hei elo genannt hunn, si wuel verstanen déi Leit, déi do wunnen. Leit, déi effektiv op engem Voyage d'affaires sinn oder effektiv géingen do Vakanz maachen, sinn net an deenen heiten Zuelen derbäi. Dat ass eng aner Situatioun, mä dat hei sinn déi déi do wunnen a fir déi hu mer wéi gesot déi néideg Virsiichtsmoossname getraff.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Fro 275 vum Här Niki Bettendorf un den Innenminister iwwert d'Plans d'aménagement particuliers. D'Wuert huet den Här Niki Bettendorf.

6. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°275 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet des plans d'aménagement particuliers, adressée au Ministre de l'Intérieur

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Här Minister, déi Fro, déi ech gestallt hunn, betrëfft de Fonctionnement notamment vun der Commission d'aménagement vum Ministère de l'Intérieur, déi, wéi rapportéiert gëtt, iwwerfuerdert wier, déi d'Dossieren net zur Zäit traitéiert kritt.

D'Regierung hëlt all Initiative fir de Wunnengsbau ze fërderen, fir datt Bauplazen a genügender Zuel op de Maart solle kommen, fir datt och d'Präisser solle gedréckt ginn, fir datt een zu engem raisonnable Präis kann un eng Bauplaz kommen, mä elo schéngt et awer wéi wann et géif bei der Commission d'aménagement vum Ministère de l'Intérieur happeren.

Ech hunn duerfir e puer Froen, déi ech wollt stellen. Déi éischt ass: Wéi vill Dossiere leien an der Kommissioun? Wéi vill Dossiere bréngt d'Kommissioun fäerdeg pro Woch fir se ze traitéieren? Wéi vill Bauplaze maachen dat aus, déi do leien, mä déi awer gebraucht ginn? Wéi vill Dossiere pro Woch oder pro Mount kann déi Kommissioun wierklech traitéieren?

Här Minister, ech muss lech soen, d'Gemengen, d'Promoteuren, d'Privatleit, d'Particulieren an d'Architekten kréien an der leschter Zäit ëmmer deeselwechte Standardbréif geschriwwe wou dra steet: « Compte tenu de l'augmentation importante des dossiers à traiter, tant par la commission d'aménagement que par les services du Ministère de l'Intérieur, votre projet ne saurait par conséquence se voir accorder un rang préférentiel dont peuvent bénéficier » aner Projets d'aménagement généraux an esou weider. Déi bleiwen dann also leien an dat ass schued.

Ech muss lech soen dass, wéi mer zum Beispill an der Fleegeversécherung, wou mer ugefaangen hu mat enger Cellule d'évaluation, mer do net nokomm si mat den Dossieren, dunn eng zweet, eng drëtt an eng véiert koum. Haut si mer souguer bei fënnef Cellules d'évaluation. Dofir meng Fro: Ass et net méiglech fir och d'Commission d'aménagement vum Intérieur opzestocken, wann et noutwendeg ass fir zousätzlech Bauplazen ze schafen?

Ech soen lech merci am Viraus.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg dass bei der Prozedur fir d'Approbatioun vu Gebailechkeete mer konfrontéiert si mat enger ganzer Rei vu Problemer, woubäi ech soe wëll dass déi sech net exklusiv um Niveau vun der Commission d'aménagement ofspillen, mä dass, wann een dat am Detail kuckt, wat awer net den Objet vun dëser Fro ass, mer op ganz villen Niveauen, sief et um Niveau vun de Promoteuren, sief et um Niveau vun de Gemengen, sief et um Niveau vun de Prozeduren, sief et um Niveau vun de Geriichter, eng ganz Rei vu Schwieregkeeten hunn.

Wat d'Commission d'aménagement ubelaangt kann ech soen, dass mer an der Regel iwwer eng Rei vu Jore gekuckt ronn mat 450 Dossiere pro Joer konfrontéiert ginn an där Kommissioun. Dovu ginn awer nëmme ronn 40% en fin de compte vum Innenminister approuvéiert. Dat heescht 60% vun der Aarbecht, déi d'Commission d'aménagement mécht, mécht se fir Projeten ze aviséieren, déi en fin de compte d'Prozedur net ofschléissen. Dat ass e Chiffer, dee ganz interessant ass an deen och beweist dass d'Commission d'aménagement en Deel vun hirer Aarbecht fir näischt mécht.

En zweete Punkt, deen ech wollt soen, ass, dass 90% vun den Dossieren, déi an d'Commission d'aménagement kommen, ganz kleng Dossiere si mat manner oder bis zu sechs Lousen oder Unités de logement. Ganz vill Gemenge ginn an enger Prozedur, déi ëmmer méi kompliziéiert gëtt, net eens mat der Prozedur an d'Commission d'aménagement ass an deene leschte Joren ëmmer méi esou eng Zort Service technique vun de Gemenge ginn, wann déi Schwieregkeeten haten.

D'autant plus ass d'Proportioun vun de Leit fir um Enn vun der Prozedur op d'Geriichter ze goen, wa se net zu hirem komm sinn, amgaangen dramatesch ze steigen. Mir hunn ëmmer méi Dossieren, déi um Enn vun der Prozedur bei d'Juridictioune ginn. Duerfir hunn d'Gemengen a besonnesch déi kleng Gemengen eng natierlech Tendenz fir Dossieren, déi net missten an d'Commission d'aménagement kommen, an d'Commission d'aménagement ze schécken.

Mir mierken des Weideren, dass de PAP, deen am Fong geduecht ass als Exekutioun vum PAG, ëmmer méi vun de Gemenge benotzt gëtt als Derogatioun vum PAG. Eis Gemenge-PAGe sinn an der Regel ganz al. Iwwer 60% vun eise Gemengen hunn e PAG dee vu virun 1990 datéiert. Dat bréngt mat sech, dass eis Gemengen extrem vill Schwieregkeeten hu fir déi PAGen nach am Gréff ze halen an dat bréngt mat sech, dass déi PAPen, déi mer era kréien, ëmmer méi Dossiere ginn, wou d'Gemenge probéieren op eng Aart a Weis oder eng aner am Fong e Lotissement oder e Plang an de PAG eran ze kréien. Vu dass et méi einfach ass iwwert de PAG eng Derogatioun ze kréie wéi de PAP ëmzeänneren, well dat eng ganz laang a schwiereg Prozedur ass, hu mer och do festgestallt, dass mer ganz vill Dossieren era kréien.

Duerfir hunn ech wëlles am Laf vun dësem Joer eng Initiativ ze ergräifen, souwuel bei de Promoteure wéi och bei de Gemengen, mat allen Intervenanten déi do spillen, fir ze kucke sech eng Kéier op déi Froen do ze konzentréieren an ze gesi wéi mer d'Commission d'aménagement nëmmen nach mat Projete belaaschten oder befaassen, wou si an der Prozedur am Fong normalerweis virgesinn ass, dat heescht datt d'Viraarbechten do gemaach gi wou se solle gemaach ginn, respektiv dass zum grousse Deel nëmme Projeten dohinner kommen, déi d'Prozedur och ofschléissen. Et mécht a mengen Aen net ganz vill Sënn, datt mir eng Kommissioun lafen hunn déi 60% vun hirer Aarbecht op eng Aart a Weis mécht, déi herno net ofgeschloss gëtt.

Ech wëll des Weideren drun erënneren, dass mer am Projet de loi 4468, deen eng Reform vum Gesetz vun 1937 virgesäit, och en anere Fonctionnement vun der Commission d'aménagement virgesinn, dass mer awer haut - an dat ass eng Äntwert op Är lescht Fro, Här Bettendorf - an der Situatioun sinn, dass d'Commission d'aménagement no enger gesetzlecher Basis fonctionnéiert där mer net kënnen derogéieren. Et ass also net d'Fro eng Cellule, zwou Cellulen oder dräi Cellulen, mä et ass d'Fro dass d'Commission d'aménagement e gewëssene legale Kader huet, dee mer nëmmen duerch eng Ëmännerung vum Gesetz kënnen kréien.

Et ass richteg dass mer Probleme hunn um Niveau vum Personal, wat den Traitement vun den Dossieren ubelaangt, allerdéngs net um Niveau vun der Commission d'aménagement, mä um Niveau vum Ministère de l'Intérieur. Ech hat dräi Beamten, déi déi Dossiere gemaach hunn, wa se an d'Approbatioun ginn.

Dovun ass een an d'Pensioun gaangen. Dee gëtt iwwert déi schwéierfälleg Prozedur remplacéiert. Sechs Méint IFA an da brauchen d'Leit an deem doten Domän am Regelfall sechs Méint bis e Joer ier se les tenants et les aboutissants dovu kennen. Eng zweet Persoun vun deenen dräi, déi ech hat, war an deene leschte Méint ganz vill krank, esou datt sech dee Service während enger Rei vun Zäit elo op eng Aarbechtspersoun reduzéiert huet, wat zum Deel zu engem Stau an den Approbatioune gefouert huet, dee mer awer probéieren opzehuelen.

Zu Äre konkreten Donnéeë wëll ech soen, dass ech d'lescht Joer de Service am Intérieur hu misse reforméieren aus interne Grënn op déi ech elo net wëll agoen. Mir hunn entre-temps et awer fäerdeg bruecht, nodeem ech dat virun zwee Joer gefrot hunn, fir e Relevé informatique hierzestellen, dass ech also elo weess wat fir eng Dossieren am Haus sinn, wéi laang datt se am Haus sinn, esou dass mer elo eng Moyenne och kënne rechne vun der Durée déi d'Dossiere bei eis am Haus op deenen eenzelne Plaze brauche bis se traitéiert sinn.

Mir kréien an der Moyenne pro Mount ronn 40 Dossiere bäi. D'Kommissioun, déi à un certain moment nëmmen nach eemol d'Woch getagt huet, tagt elo nees zweemol. Mir kréien an enger Réunioun tëschent 10 an 20 Dossieren duerch. Mir ginn dovun aus dass mer de Retard, dee sech elo accumuléiert huet, an deenen nächsten dräi Méint opgehuewe kréien. Ech hat allerdéngs eng Instruktioun ginn - Dir hutt dat virdru virgelies - kengem Dossier Prioritéit ze ginn ausser de Gemengeprojeten, well ech der Meenung sinn dass d'Projets d'intérêt public eng gewësse Prioritéit och musse kréie wat d'Commission d'aménagement ubelaangt.

Dat alles bleift awer Makulatur, wa mer déi wesentlech Problemer net an de Gréff kréien, déi ech virdrun ugeschwat hunn. Ech si wierklech der Meenung dass mer tëschent de Gemengen, de Promoteuren, dem Ministère, der Commission d'aménagement an de Leit, déi dorunner interesséiert sinn, am Laf vun dësem Joer eng fundamental Diskussioun solle féieren iwwert d'Aart a Weis wéi d'Dossieren erakommen, wéi se ze behandele sinn an a wat fir engem Délai se ze traitéire sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Fro 287 vum Här Serge Urbany iwwert de Konvent ass un den Här Statsminister geriicht. Den Här Urbany huet d'Wuert.

- Question N°287 du 14 mars 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la Convention européenne, adressée au Premier Ministre

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech wëll virausschécken dass ech selbstverständlech fir Reliounsfräiheet sinn, dass ech awer fir e laizistesche Stat sinn.

Wéineg europäesch Verfassungen hunn eng direkt Referenz u Gott an hirem Text stoen, an dofir huet et mech iwwerrascht wéi ech gelies hunn, dass de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung am europäesche Konvent, den Här Jacques Santer, fréiere Stats- a Premierminister, zesumme mat 16 anere Membere vun deem Konvent en Amendement eraginn huet fir d'europäesch Verfassung, wou dra steet, dass déi europäesch Wäerter géifen d'Wäerter vun deenen ëmgräifen, déi u Gott gleewen - dat gëtt als éischte Wäert genannt -, wéi och déi Wäerter vun deenen, déi net u Gott gleewen.

Och wann ech selbstverständlech d'Meenungsfräiheet an och déi perséinlech Susceptibilitéit vum Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung respektéieren an där dote Fro, mengen ech, kënnt een awer net derlaanscht fir eng Rei vu Froen un d'Regierung ze stellen, an zwar:

Ob déi Haltung do ofgeschwat gi war mat dem Premierminister respektiv mat der Regierung, ob se den Accord vun der Regierung hat, a wann dat net de Fall sollt gewiescht sinn, ob se awer generell der Meenung vun der Regierung entsprécht?

A wat d'Regierung allgemeng mengt zu deene Froen: Ob ee misst an esou engem grondleeënden europäeschen Text eng Referenz u Gott oder un iergendeen anere reliéisen a spirituelle Glawen dra setzen, oder ob een éischter soll si fir een Europa wat fräi ass vu reliéisen oder aneren ausschléissenden Urteeler?

Des Weideren froen ech: Ob et opportun iwwerhaapt wier fir elo zu dësem Zäitpunkt déi Fro ze stellen, wou jo am Konvent doriwwer och eng Diskussioun stattfonnt huet, wou et och iwwregens ausgesäit wéi wann dat eng minoritär Positioun wier, mä wou awer zum Beispill zwee Nopeschlänner vu Lëtzebuerg, Frankräich an d'Belsch, sech kloer ausgeschwat hu fir dee laizistesche Charakter vun Europa ze behalen?

Schlussendlech wollt ech de Premierminister froen, ob hien net mengt dass déi Formuléierung, wéi se elo virgeschloen ass vum Presidium vum europäesche Konvent, nämlech de Bezuch op allgemeng Wäerter vum Respekt vun der mënschlecher Würd, vun der Fräiheet, vun der Demokratie, vun der Rechtsstaatlechkeet, oder vum Respekt vun de Mënscherechter, ob dat net vill besser dem Charakter entsprécht vun der Europäescher Unioun wéi déi awer trotzdeem iergendwéi befriemend wierkend Referenz u Gott, déi do virgeschloe ginn ass?

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här President, ech wëll soen dass déi Formuléierung déi den Här Santer, deen de perséinleche Vertrieder vum Statsminister am Konvent ass, am Konvent abruecht huet, d'Laizitéit an de laizistesche Charakter vun der Europäescher Unioun net a Fro stellt, mol net nuancéiert.

Mir sinn der Meenung dass d'Europäesch Unioun net nëmmen ee Maart ass, net nëmmen ee Bannemaart ass, net nëmmen een Agrarmaart ass, net nëmmen eng Währungsunioun ass, mä dass d'Europäesch Unioun, ier se dat alles ass, eng Gemeinschaft vu gelieften a gefillte Wäerter ass, an et ass an eisen Aen net séier wichteg dass een d'Fro vun der Provenienz vun deene Valeuren an der verfassungsgebender Versammlung vun der Europäescher Unioun kläert. Wichteg ass fir eis d'Konsistenz vun deene Valeuren, an dofir huet d'Regierung vill Sympathie fir déi Formel, déi vum Presidium vum Konvent abruecht ginn ass. Déi Fro, déi den Här Urbany gestallt huet, ronderëm d'Provenienz vun de Valeuren, fannen an där Architektur an an der Tonalitéit vun där Architektur mat liichte Complémenten an ouni dramatesch Verännerung ouni Problem Agank.

M. le Président.- Elo komme mer zu dräi Froen un de Justizminister, gegebenenfalls un den Innenminister, déi zesumme beäntwert ginn, an zwar d'Fro 277 vum Här Alex Bodry, d'Fro 280 vum Här Laurent Mosar an d'Fro 281 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Sécherheet am Schraasseger Prisong. Gläichzäiteg gëtt och domadder d'Fro 2095 beäntwert, déi den Här Alex Bodry ënnert der Form vun enger Question urgente agereecht hat. D'Wuert huet den Här Alex Bodry.

- Question N°277 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice

- Question urgente N°2095 de M. Alex Bodry relative à la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leschte Sonnden de Moien ass et zwee Schwéierverbriecher - esou kann ee se nennen - gelongen, an enger spektakulärer Aktioun, aus dem Prisong vu Schraasseg auszebriechen.

Et ass, mengen ech, selbstverständlech, an dorun huet och d'Pressekonferenz vum Sonnden näischt geännert, dass déi Evasioun ganz serië Froe stellt wat d'Sécherheet innerhalb an ausserhalb vum Schraasseger Prisong ugeet, och ënnert dem Gesiichtspunkt vun deene Kriticken, déi vun der Associatioun vun de Giischterscher de leschte Freiden op hirer Generalversammlung geäussert gi sinn an déi nach eng Kéier gëschter an enger improviséierter Pressekonferenz virun dem Schraasseger Prisong am Wesentleche widderholl gi sinn.

Ech wëll dofir folgend Froen un de Justizminister stellen:

Opgrond vun deenen Aussoen, déi hie selwer gemaach huet an der Press, dass en der Meenung wär dass d'Zuel vun de Giischterscher net géif duergoen, kann de Minister haut sech Garant gi fir d'Sécherheet innerhalb vun deem Prisong? Si genuch gutt ausgebilte Leit do a fonctionnéieren d'Installatiounen esou wéi se misste fonctionnéiere fir d'Sécherheet 24 Stonnen op 24 Stonnen am Prisong ze gewährleeschten?

Zweet Fro an deemselwechten Zesummenhang: Sinn an deene leschte Méint déi néideg Moossname geholl ginn, opgrond vun deem wat feststoung, fir de Fonctionnement vun dem Service de garde korrekt kënnen duerchzeféieren a fir och derfir ze suergen, dass d'Installation technique vun der Iwwerwaachung a vun der Entrée an der Sortie richteg fonctionnéiert? Mir kennen all déi Incidenten, déi a leschter Zäit do notéiert gi sinn.

Drëtt Fro: Duerch wat fir eng Fassong ass d'Interventioun vun de Forces de l'ordre am Fall vun engem Incident am Prisong garantéiert? Och do klénge engem d'Aussoe vun der Pressekonferenz nach am Ouer, wou e Responsabele vun der Police deklaréiert huet, dass Sonndes den Helikopter net esou schnell asazfäeg wär, wann iwwerhaapt, an dass Sonndes et anscheinend net ausgeschloss wéinlech ass dass d'Forces de l'ordre bis 40 Minutte brauche bis se an esou engem Fall zu Schraasseg am Prisong ukomm sinn.

Eng leschte vu menge Froe bezitt sech op déi politesch Responsabilitéit, wou de Minister och op d'Fro vun de Journalisten drop geäntwert huet a logescherweis gesot huet, déi géif an deem heite Fall natierlech net spillen. Ech stellen trotzdeem d'Fro un hien, wa sech sollt erausstellen dass net all méiglech Moossname geholl gi wäre fir d'Sécherheet am Prisong ze garantéieren, ob net awer op iergendenger Plaz an der Regierung misst politesch Verantwortung leien?

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar.

- Question N°280 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet de la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vun där Evasioun vum leschte Sonnde wëllt ech och eng Rei Froen un de Justizminister stellen.

Eng éischt Fro geet ëm deen Audit de sécurité, deen de Minister an Optrag ginn huet. Do géif et mech interesséieren, wéini datt dee fäerdeg gestallt gëtt an op och do déi zoustänneg Chamberkommissioun kann d'Konklusioune vun deem Audit matgedeelt kréien?

Eng zweet Fro geet ëm d'Effektiver. De Minister huet gesot, et wären an de leschte Joren 80 Leit zousätzlech am Prisong agestallt ginn. Ech géif gäre wëssen, wéi vill Giischterscher ënnert deenen 80 Leit sinn?

Eng drëtt Fro geet ëm d'Formatioun vun deene Leit. Wat ass an Zukunft nach geplangt fir deene Leit eng besser Formatioun ze ginn?

Eng véiert Fro ass déi vun enger sougenannter Spezialunitéit, wéi se am Ausland, notamment a Frankräich an an Däitschland, fonctionnéiert, déi zoustänneg wier fir d'Convoien an d'Aussesécherheet vun de Prisongen. Dat schéngt e Modell ze sinn, deen, wéi gesot, an eisen Nopeschlänner gutt fonctionnéiert. Ech géif gär vum Justizminister wëssen, ob hien eventuell och envisagéiert esou e Modell fir Lëtzebuerg anzeféieren?

Eng fënneft Fro geet iwwert déi blindéiert Ween, déi sollen ageféiert ginn, besonnesch wat déi Gardë während der Nuecht ubetrëfft. Do ass et jo esou datt am Moment d'Gardienë quasi lieweg Zilscheiwe sinn. Do géif et mech interesséieren, ob envisagéiert ass esou blindéiert Ween anzeféieren?

Déi sechst Fro geet iwwert d'Eenzelhaft. Do ass och vun de Gardienë gefrot ginn, ob net soll een Héichsécherheetstrakt eventuell ageféiert ginn? Do wär ech och frou vum Minister seng Positioun ze kréien.

Siwent Fro iwwert d'Kameraen, déi net fonctionnéiert hunn. Och wann dat sécherlech net zum Ausbroch geféiert huet, ass dat trotzdeem eng Situatioun déi menger Meenung no net normal ass.

Aacht Fro iwwert d'Telefonen am Prisong. Do schéngt et esou ze sinn datt d'Gespréicher net méi opgezeechent gi sinn.

Néngt Fro, dWäscherei. Wéi geet et domadder virun?

An zéngt Fro, d'Entrée vum Prisong, ganz besonnesch den Agangsberäich an de Sas d'entrée.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes.

- Question N°281 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant l'évasion de deux détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig et les dysfonctionnements constatés, adressée au Ministre de la Justice

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stellt een elo fest, dass innerhalb vun engem Mount ee gesäit, datt d'Affekoten net aus dem Prisong erauskommen, mä datt een awer gesäit, datt d'Prisonnéier sech gutt gemittlech Zäit kënnen huelen, fënnef bis zéng Minutten, bis se iwwert d'Mauer sinn an datt déi Gardienen, déi do sinn, der Saach mussen nokucken ouni ze intervenéieren. Si wénke schéin an d'Police reagéiert 40 Minutten duerno ier datt den Helikopter ufänkt sech ze bequemen an d'Luucht ze kommen, fir no de Prisonnéier ze sichen.

Ech wëll drop hiweisen, Här Minister, datt ech am Abrëll 2001 op déi Possibilitéit hei higewisen hat an enger Question parlementaire, wou ech gesot hat, datt: „des criminels armés pourraient facilement franchir cette barrière…

(Coups de cloche de la Présidence)

…pour essayer de libérer un détenu. Le directeur de la prison a reconnu qu'il y a un grand danger pour la sécurité des gardiens, de surcroît les caméras de surveillance à l'extérieur de la prison fonctionnent seulement la moitié du temps".

Den Här Justizminister huet mer den Ablack geäntwert, datt…

Une voix.- Wéini war dat dann?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dat war de 5. Abrëll 2001 an den Här Justizminister huet mer de 17. Abrëll 2001 geäntwert, e Groupe de travail „est chargé d'élaborer un concept définitif pour assurer le contrôle et la sécurisation de l'accès au CPL de Schrassig".

An dann hunn ech nach zwou ähnlech Froen an deem Kontext den 30. November 2001 gestallt, wou mer och gesot ginn ass, et wier alles an der Rei, et géing alles studéiert ginn.

Mir gesinn, Här Minister, datt zënterhier näischt geschitt ass. Dat muss een esou festhalen. Net nëmmen, datt an der Täschenzäit och nach Schlëssele periodesch vun de Gardienë verluer ginn, mä hei an deem Prisong - dat hutt Der och zouginn, Här Minister, an Ärer Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech lech gestallt hunn - ass e Laxismus an der Sécherheet ëm dee Prisong ze verzeechnen.

An dofir hutt Dir eng politesch Verantwortung, well Der iwwert Joren näischt an där Fro do gemaacht hutt. Ech wëll dohier just nëmme froen, Här Minister: Firwat ass tëschent dem 5. Abrëll 2001 bis elo viru kuerzem näischt geschitt, fir déi Sécherheetsmoossnamen ze verbesseren?

Zweetens: Wéi konnten d'Prisonnéier mat bausse communiquéieren? Ass bis elo eventuell festgestallt ginn, datt do iwwer Handy konnt telefonéiert ginn, wéi dat oft am Ausland ass? An deem Kontext wëllt ech froen, ob periodesch Kontrollen do si vun den Zellen, well ouni dat kann natierlech näischt kontrolléiert ginn, ob net awer matbaussen telefonéiert gëtt.

Da muss ee sech d'Fro stellen, firwat déi Wuechposten, déi Gardienen, déi am Mirador sinn, keng Waffen hu fir ze intervenéieren a just nëmmen de Prisonnéier kënnen nokucke wa se gemittlech iwwert d'Mauer klammen.

An et muss ee sech och d'Fro stellen, firwat et keen Héichsécherheetstrakt gëtt fir esou geféierlech Verbriecher ze internéieren.

Wat den Helikopter ugeet, Här Minister, do wier ech frou wann Der ons kënnt soen, firwat et 40 Minutten dauert bis datt en Helikopter an d'Luucht geet. Ech erënnere mech wéi mer hei mam Här Innenminister viru kuerzem d'Debatt haten iwwert d'Police, do hunn ech e gefrot gehat, ob een Helikopter duergeet. Do ass mer geäntwert ginn, et wieren och nach déi belsch Helikopteren am Asaz wann Nout um Mann wier an déi wieren da ganz rapid do.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Henckes, Dir hutt Är Zäit schonn duebel iwwerschratt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech wollt just nëmme froen: Wéi wëllt d'Regierung dat do an de Gréff kréien, fir datt esou Situatiounen net méi virkommen?

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Sonndeg um eelef Auer ass am Prisong zu Schraasseg e bedauerleche Virfall geschitt an deem zwee Gefaangener während dem Haffgang an engem ofgespaartenen Haff et fäerdeg bruecht hunn iwwer verschidden Enceintë fortzelafen. Dee Virgang ass selbstverständlech bedauerlech, well de Prisong ënner enge vu sengen Aufgaben huet, dofir ze suergen datt déi, déi eng Strof kritt hu vum Geriicht, während där Zäit wou se do sinn, do musse bleiwen, an datt domadder och zugläich d'Sécherheet vun deene Leit, déi ronderëm de Prisong wunnen, also all déi aner, déi am Land wunnen, geschützt ass.

Dee Virgang reegt zu Lëtzebuerg op, déi reegt méi zu Lëtzebuerg op, well et zu Lëtzebuerg exceptionnel ass. Contrairement zu den Nopeschlänner hu mir wéineg Ausbréch, an ech stellen och fest datt mer déi lescht siwe Joer keen Ausbroch am Prisong haten. Dat muss ech ëmsou méi soen, datt eis Nopeschlänner ganz heefeg Ausbréch hunn, net zulescht d'lescht Woch war eng ganz Kolonn am Figaro, wou een all grouss Ausbréch gesi konnt, déi d'lescht Joer an 2001 am Frankräich stattfonnt hunn, an et ass also deen exzeptionnelle Phenomeen deen dozou féiert, datt mir och hei doriwwer schwätzen, wat awer am Parlament normal ass.

Ech mengen datt dee Fait, datt zu Lëtzebuerg wéineg Ausbréch waren, drop hinzeféieren ass, datt d'Sécherheet am Prisong zu Lëtzebuerg besser ass wéi a villen ähnlechen Etablissementer am Ausland. Et huet och domadder ze dinn, datt héchstwahrscheinlech d'Personal op eng professionell Aart a Weis schafft.

Ech stellen och fest, datt bei deem Virgang vun e Sonndeg eng äusserst professionell a schnell Reaktioun vum Personal konnt festgestallt ginn, besonnesch vun deenen zwee Gardienen, deen een deen den Alarm ginn huet an deen aneren deen direkt op där Plaz, wou den Ausbroch stattfonnt huet, war. Dat war esou schnell wéi ee sech et quasi net konnt virstellen. Nach ier iergendeng Kamera hätt kënnen en Alarm ginn, war dee Beamten ënner Asaz vu sengem Liewe schonn op där Plaz, konnt awer näischt méi maachen, well mat extrem brutale Methoden, nämlech dem Asetze vun enger Kalachnikoff op där anerer Säit, Gebrauch gemaach ginn ass.

Mir suergen eis permanent ëm d'Sécherheet an deem Prisong, net zënter e Sonndeg de Mëtteg eréischt, mä an där ganzer Zäit wou mer do waren. An dofir hu mer zwou Saache gemaach. Dat eent, mir hu permanent den Dispositif verbessert an anerersäits si mer der Meenung, datt een ëmmer erëm muss en Dispositif iwwerkucken. Ech stelle fest, datt mer 1998 210 Leit am Prisong schaffen haten an datt mer der dëst Joer 299 do schaffen hunn, dovunner 208 Gardienen, an och dëst Joer sollen nach eng Kéier 12 Leit derbäi kommen.

Dozou zielen ech emol net déi Leit, déi mer elo am Kader vun engem Accord mam Centre hospitalier hunn, wou medizinescht Personal vu baussen erakënnt, fir d'medizinesch Betreiung, an och néng Enseignanten, déi erakomme fir d'Formatioun vun den Détenuen, wat also mécht datt um Enn vun dësem Joer, vun deem Personal wat permanent do ass plus dat wat heiansdo spezifesch Aufgaben huet, 340 Leit do schaffen.

De Ratio tëschent dem Personal an den Détenuen ass domadder zu Lëtzebuerg besser wéi an de Länner Frankräich oder Däitschland, en ass ähnlech wéi deen an Holland.

Déi Personalopstockung muss selbstverständlech weidergoen. Ëmsou méi wou mer mat enger neier Zort vun Détenuen, déi sécher an der Minoritéit sinn, ze dinn hunn, mä mat deene mer och e Sonndeg ze dinn haten, déi virun näischt zréckschrecken, net wa se d'Infraktioun maachen an och net wa se dobanne sëtzen. Dofir wäert dee pluriannuelle Recrutementsprogramm weidergoen. All Joer bei de Budgetsdebatten diskutéiert d'Regierung dat zesumme mat allen aneren Aufgaben, déi de Stat am Kontext vun der Sécherheet huet, an notamment am Beräich vun der Polizei.

Och de Budget reflektéiert, datt eppes an deene Jore gemaach ginn ass. 1998 hu mer fir d'Administration pénitentiaire 15 Milliounen Euro am Budget stoe gehat. Dëst Joer sti 26 Milliounen Euro am Budget. Dat ass eng Croissance vu 75%. Da kann een dach net einfach op d'Tribün kommen a soen, et si keng Leit do, et si keng Suen do. Dach, et ass all Joer Wesentleches gemaach ginn.

A grad esou, hunn ech gesot, muss een ëmmer erëm de Sécherheetsdispositif iwwerkucken, well eng technesch Installatioun, déi ee viru fënnef Joer kaaft huet oder virun zéng Joer, déi ass vläicht haut iwwerholl an déi ass och a fënnef Joer erëm iwwerholl, an dofir muss een Expäre froen déi engem dat soen.

Ech sinn ëmmer erstaunt wivill Expäre vun deene Froen hei am Parlament sinn.

Ech kann lech eng ganz Rei vun deene Froen als Techniker net beäntweren. Ech kann awer Rapportë vun Expäre liesen. Ech muss natierlech d'politesch Konklusioun aus deene Rapporten zéien, mä fir elo hei ze soe wat fir eng Kamera ee wouhinner setzt, wat fir eng Spezialiunitéit een hei oder do brauch oder asetzt, ech mengen dat soll een am Kader vun deem Rapport kucken, wat keen exceptionellen Audit ass, mä wat e Rapport ass iwwert d'Evaluatioun vu gewëssene Sécherheetsaspekter vu Schraasseg, dee gemaach gëtt vun engem schwäizer Büro an deem seng definitiv Versioun géint Ouschtere versprach ginn ass. Dat ass jo ganz geschwënn. Dee soll een da liesen. Ech weess net, ob et eng gutt Iddi ass deen op ëffentlecher Plaz ze diskutéieren, well do steet jo da villes dra wat d'Sécherheet betrëfft. Ech hunn awer kee Problem, deen an enger confidentieller Sëtzung mat responsabelen Deputéierten aus dësem Parlament ze féieren, an enger confidentieller Sëtzung à huis clos.

Ech ginn dovunner aus, dass d'Deputéierten, déi sech mat esou Froen ofginn, egal welcher politescher Faarf se sinn, wëssen, dass een iwwert déi do Froen nëmmen op eng net ëffentlech Aart a Weis ka schwätzen. Well alles wat een iwwer Sécherheet seet am Ëffentlechen, ass natierlech direkt eng Indikatioun un déi déi wëllen anerer do eraus kréien an déi déi dobanne sinn, déi wëllen erauskommen. An dofir sinn ech och net d'accord…

(Interruption)

Ech hunn och keng Ausso op enger Pressekonferenz gemaach, Här Bodry.

(Interruption)

Also ech mengen net, well ech ëmmer erëm refuséieren iwwer Sécherheet ze schwätzen. Dofir schwätzen ech och net iwwert déi Froen, iwwert déi den Här Henckes geschwat huet, iwwert den Accès zum Prisong. Iwwregens sinn déi Leit jo net zur Dier eraus- an eragaangen, mä si sinn op anere Plaze eraus- an eragaangen. D'Fro ass also eng…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst de Minister dach schwätzen a sech explizéieren. Dir stellt hei an engem Stéck Froen an da wëllt en äntwerten an da gëtt en dauernd ënnerbrach.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Jo, mä ech hätt och gären d'Chance ze äntwerten.

(Interruptions)

Justement. Ech wollt soen, dass, zousätzlech zu där periodescher Iwwerpréifung, ech gären eng zousätzlech Expertise hätt. Déi kann am Kader vun där gemaach gi vun deenen nämlechten Expären déi de Prisong kucken, déi en och scho viru Joren eng Kéier gekuckt hunn, dofir d'Installatioune kennen. Mir hunn hei mat enger Evasioun ze dinn, déi mer an där doter Form virdrun ni haten. Do gesitt Der och wéi schwiereg dat ass, well all Kéiers gebraucht déi doten Zort Leit jo erëm aner Methoden. An dofir hätt ech gären eng genee Analys iwwert den Tatvirgang, wéi een an dësem Szenario am beschten hätt kënnen dogéint reagéieren. Ech soen awer direkt eppes warnend dobäi.

Et gi keng einfach a schnell Léisungen, déi een hei soll envisagéieren. Well mäi Souci ass dee vun der Sécherheet vum Prisong a vun der Sécherheet vum Personal ze assuréieren. An et muss ee ganz kloer wëssen, an dat beweisen och d'Analysen am Ausland, dass wann een den Niveau vu Sécher-

heet héicht, deemno wéi een dat mécht, féiert dat op där anerer Säit zu méi Gewalt. Dat ass ganz kloer d'Analys, déi déi franséisch Regierung gemaach huet.

Fresnes, wou d'lescht Woch oder d'virlescht Woch e gréisseren Ausbroch geschitt ass, war en héichséchere Prisong. Dunn ass d'Dier op eemol gesprengt ginn. Ech wëll hei net iwwer Detailer schwätzen. Dofir schwätzen ech iwwer Frankräich an dofir muss ee wëssen, wann een den Niveau vun der Sécherheet héicht, dass dann och d'Attacke riskéiere méi violent ze ginn. Domadder soen ech net dass mer de Sécherheetsniveau net erhéijen. Mä mir wëllen dat maachen op eng Fassong, dass och d'Sécherheet vum Personal esou gutt wéi méiglech assuréiert bleift. An doriwwer féiere mer Gespréicher. Mir huelen déi Schlussfolgerung zu deem Zäitpunkt, wéi mer gesot haten. En attendant hu mer eng Rei Moossnamen envisagéiert, déi mer elo nach eng Kéier diskutéieren, déi temporärer Natur sinn, fir et esou schwiereg wéi méiglech, esou wéi an der Vergaangenheet, ze maachen, fir kënnen aus dem Prisong eraus ze kommen.

Erlaabt mer eng lescht Observatioun. Wann de Rapport vun der Commission sur la prévention contre la torture eraus kënnt, da gëtt mer gesot, ech wier als Justizminister ze streng. Ech géif do d'Leit an Eenzelhaft setzen. Et géifen d'Mënscherechter net respektéiert ginn. Deen Dag wou een eraus leeft, kréien ech hei Laxismus virgeheit. Ech hätt just gären e bësse Kohärenz, och an dësem Dossier.

Mir fueren op eisem Wee wieder, an deen huet zum Zil dass de Prisong eng Plaz ass wou d'Leit dobanne bleiwen, wou d'Sécherheet vun de Bierger assuréiert gëtt, déi an der Gesellschaft liewen, wou zugläich sech ëm déi Détenuen, déi dobanne sinn, bekëmmert gëtt, fir dass se, wa se hir Strof ofgesat hunn an erauskommen, dann esou gutt wéi méiglech op dat Liewen duerno preparéiert ginn.

Dat ass e komplizéierte Wee, deen ass heiansdo a Kontradiktioun, mä mir versichen do e Mëttelwee ze fueren an et dierf een net op engem Incident, esou bedauerlech wéi en och ass, op eemol total seng Argumentatioun vun engem Dag zum anere setzen. D'Sécherheet ass fir dës Regierung e wichtege Prinzip, an dat hu mer an deene leschte Wochen a Joren op ville Plaze bewisen a mir wäerten op deem Wee vun der Sécherheet virufueren.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Fro 282 kënnt vum Här Jean Colombera un de Gesondheetsminister an de Statssekretär am Environnement iwwert d'Konzentratioun vu Schadstoffer zu Schëffleng.

Den Här Colombera huet d'Wuert.

- Question N°282 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jean Colombera concernant la concentration de polluants à Schifflange, adressée au Ministre de la Santé et au Secrétaire d'Etat à l'Environnement

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei an dëser Fro geet et ëm d'Ëmweltbelaaschtung zu Schëffleng. D'Ëmweltverwaltung huet eng méi grouss Belaaschtung un Dioxin an u Bläi festgestallt. Wann ee vun Dioxin schwätzt, dann denkt een un déi Katastroph vu Seveso. Hei ass et zwar net esou akut. Hei si mer méi an engem chroneschen Zoustand, a wann ee vu chroneschem Zoustand schwätzt, da muss een awer och denke chronesch Krankheeten déi do entstoe wäerten, well dës Belaaschtung scho méi laang Zäit unhält. A wann ee vu chronesche Krankheete schwätzt, dann denkt een un degenerativ Nervekrankheeten, d'Immunschwächt, awer och nach aner degenerativ Krankheeten déi vill méi schlëmm sinn.

Dofir wëllt ech an deem Kontext hei verschidde Froe stellen. Éischtens un de Statssekretär. Begrenzt sech dës Miessung eleng op de Raum Schëffleng? Wéi ass de Verschmotzungsradius? Ass deen net méi grouss? Wéi ass et mat deenen aneren Uertschafte ronderëm, mat Keel, Näerzeng, Esch, Bieles, Suessem? Sinn do och Miessunge gemaach ginn?

Wéi ass et mat der Grenzregioun, mat Frankräich zum Beispill? Sinn do déi verschidden Autoritéiten och informéiert ginn? A véiertens, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele fir dës äusserst gesondheetsgefäerdend Ëmweltbelaaschtung energesch ze bekämpfen?

Dann hätt ech och nach e puer Froe fir de Gesondheetsministère. Et ass gesot ginn, d'Leit dierfte keng Zalot iessen. Ech mengen, wann dat eleng déi Mesure wier déi géif gräifen, da bräichte mer eis net vill Suergen ze maachen. Mä et ginn aner Risiken déi do kënnen entstoen.

Wellech Rotschléi gedenkt de Gesondheetsministère der Bevölkerung ze ginn? Wéi gëtt d'Bevölkerung iwwert déi verschidde gesondheetlech Konsequenzen informéiert? Gëtt do eng Broschür gemaach? An drëttens, wier et vläich net Zäit fir an dësem Fall hei en Observatoire opzemaachen, fir ze kucken ob an Zukunft an dëser Géigend méi Krankheeten entstoe wäerten, méi degenerativ Krankheeten, wéi d'Frequenz ass? Wéi ass hei d'Haltung an d'Strategie vum Gesondheetsministère?

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, *Secrétaire d'Etat à l'Environnement.*- Merci Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou datt scho säit 1973 regelméisseg Moossunge gemaach ginn am Beräich Schwéiermetaller, duerch dee sougenanntene Réseau Bergerhoff. Säit 1995 gëtt do op enger Rei vu sensibele Plazen, besonnesch am Süde vum Land, och e Réseau vu Biosurveillance gemaach, an dofir hu mer eben och déi regelméisseg Resultater vun deene Moossungen, wou dann och esou Resultater heiansdo ervirkommen, op déi elo virdrun hei Referenz gemaach ginn ass.

Et ass effektiv esou, datt an der Vergaangenheet vereenzelt a ganz lokal begrenzt iwwerhéichte Wäerter vu Bläi an Dioxin gemooss gi sinn, haaptsächlech zu Schëffleng an zu Esch. Bei Schëffleng ass dat am Beräich Cité Mayrisch an zu Esch an der Géigend vun der rue des Tramways. Et ass also esou, datt iwwerhéichte Wäerter och bei där leschter Moossungscampagne festgestallt gi sinn, haaptsächlech zu Schëffleng. Esch ass an engem manner grousse Mooss konzernéiert.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier betounen, datt dat lokal Phenomeener sinn, soe mer Spezialisten aus der Administratioun vum Environnement. Datt dat deelweis Phenomeener sinn déi sech op eenzel Stroossen oder e puer Haiser limitéieren, déi relativ no bei der Emissiounsquell sinn. Wat ass hei d'Emissiounsquell? Dat ass d'Schmelz, déi ganz no dobäi ass.

D'Gemenge gi regelméisseg informéiert iwwert déi Moossungscampagnen an och méi spezifesch da wann e Problem sech erausstellt. Et ginn och méi spezifesch d'Awunner aus deene betraffene Quartieren oder Stroossen informéiert. Et ass och esou datt mer mat verschiddene Gemengen, zum Beispill Esch, all Joer eng Réunioun hunn, wou all d'Acteuren oder all déi Concernéiert um Dësch sëtze fir dann och iwwert déi Sujeten ze schwätzen, och wann d'Campagnë keng aussergewéinlech Resultater opweisen. Dat fir ze soen, datt also haaptsächlech déi concernéiert Quartieren, respektiv d'Gemengen informéiert ginn, datt net déi Nopeschgemengen informéiert ginn, respektiv och net elo Nopeschlänner do informéiert ginn, well déi Resultater sech op lokal Phenomeener kënnen zréckschléissen.

En fait, wéi gesot, d'Dioxinwäerter waren elo haaptsächlech erhéicht bei Esch a bei Schëffleng, wou d'Analysen erginn hunn datt de Seuil sanitaire d'intervention festgestallt ginn ass beim Geméis an datt also dat Geméis net méi ka consomméiert ginn, wat do am Gaart gezillt gëtt. D'Leit sinn dovunner informéiert ginn.

Bon, wat ass d'Ursaach vun deenen iwwerhéichte Wäerter, déi een do festgestallt huet? Dat ass haaptsächlech dës Kéier an och schonn déi Kéier virdrun drop zréckzeféieren, datt en Dysfonctionnement virläit vum Injektiounssystem vun Aktivkuel an Dépolluttiounssystem vun Elektronen. Dat heescht, nom Elektrouewe ginn déi Gasen, déi entstinn, an enger spezieller Maschinn normalerweis dépolluéiert an do gëtt dann Aktivkuel eragesprëtzt, an hei schéngt do eppes net richteg fonktionéiert gehat ze hunn. Et muss een awer soen, datt deen Dépollutiounsapparat, deen do installéiert ass, och deen zu Esch, respektiv op anere Plazen, no deene leschte Standarden, déi et hei an Europa gëtt, fonctionnéieren an normalerweis am Normalbetrib dann och dee Grenzwäert vu 0,1 Nannogramm pro m³ kann agehale ginn.

Et ass esou, datt d'ARES S.A., déi jo en Deel ass vun Arcelor, den technesche Problem erkannt huet a sech och engagéiert huet fir verschidde Stécker an deem Dépollutiounsapparat ze ersetzen, respektiv och datt mer iwwert d'Kommodoautorisatioun zum Beispill hinnen och wäerte soen, datt se nach méi oft mussen deen Apparat kontrolléieren, vläicht méi oft do och Moossunge virzehuelen, fir datt deen eben net méi en panne fält, respektiv datt esou Pannen entgéint gewierkt ka ginn.

Doriwwer eraus sollen och nach verstäerkt elo am Mäerz, Abréll, wann also deen Dépollutiounsapparat erëm fonctionnéiert, méi regelméisseg nach a méi oft wéi dat bis elo de Fall ass, Moossunge gemaach ginn, fir ze kucken ob do nach e Problem besteet.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister Carlo Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Den Här Statssekretär huet en fait elo scho bal déi zwou éischt Froen, déi den Här Colombera mer gestallt hat, mat beäntwert, dat heescht wat d'Informatioun an d'Rotschléi un d'Populatioun sinn. Ech muss soen, dass mer eng ganz enk Zesummenaarbecht zwëschent deenen zwee Ministèren hunn, an dass beispillsweis den Environnement ëmmer un d'Santé eruntrëtt pour avis, esou dass mir also nees e Rotschlo u si weiderginn.

Wéi d'Populatioun informéiert gëtt ass elo grad gesot ginn. Et limitéiert sech also an dësem Fall net op d'Zalot, Här Colombera, mä op d'Geméis am Allgemengen, mä doriwwer eraus wëll ech awer och soen, dass mir vun der Santé aus virun zwee Joer eng gréisser Etüd gemaach hu wat aner Saachen ubelaangt, wéi beispillsweis d'Kanéngchen, d'Eeër an och d'Mammemëllech. Dat war eng Etüd déi mer gemaach hunn iwwert dat ganzt Land, fir justement d'Regioune vum Land ënnereneen ze vergläichen, wat d'Dioxin ubelaangt.

Do war och Schëffleng entre autres, wat de Süden ubelaangt, dobäi. Et huet sech erausgestallt, dass déi Wäerter, wat déi doten dräi Produkter ubelaangt, en fait am Süden net méi héich ware wéi am Rescht vum Land, ausser am Fall vu Schëffleng. Dat war awer op prezis Circonstancen zréckzeféieren. Mir hunn dunn och deem Mann, deen zimlech rustikal produzéiert huet, gesot hie misst déi Produktioun vun de Kanéngercher astellen, besonnesch d'Commercialisatioun.

Wat déi lescht Fro vum medezineschen Observatoire ubelaangt, esou erlaabt mer trotzdeem drop hinzeweisen, dass dat éischtens eng terribel opwendeg Saach ass. Zweetens ass dat och eng Saach déi ee selbstverständlech nëmmen à long terme ka gesinn. Fir esou en Observatoire effikass ze maache missten emol scho sämtlech Dokteren aus dem Süde matmaachen. Et missten awer och Dokteren aus deenen aneren Deeler vum Land matmaache fir Vergläicher ze kréien an dann, wéi gesot, missten déi Etüden oder déi Gesondheetsschied, déi spezifesch am Süden awer och am Rescht vum Land festgestallt gi wären, iwwer 10, 20, 25 Joer matenee verglach ginn, vu dass mer jo wëssen dass déi heite Saache keen Effet à court terme hunn, mä éischter à long terme. Obwuel ech trotzdeem mengen, dass esou en Observatoire vläicht a sech, Här Colombera, ganz interessant wier, fäerten ech awer dass dat bei deene Moyenen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, relativ opwändeg wier.

Merci.

M. le Président.- D'Fro 286 kënnt vum Här Georges Wohlfart un d'Erzéiungsministesch iwwert de Lycée fir de Klierwer Kanton.

- Question N°286 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet du lycée prévu pour le canton de Clervaux, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Georges Wohlfart *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Minister fir d'éischt merci soen, dass se et esou laang ausgehalen huet bei ons fir mer op déi Fro an deem Kontext hei ze äntwerten.

De 5. Februar ass de Membrë vun deenen zoustännege Chamberkommissiounen de Plan sectoriel „lycées" virgestallt ginn. Ech ginn net dorop an. Ech wéilt just drun erënneren, dass an enger éischter Phas, wat d'Éislek ugeet, am Kanton Réiden e Lycée mat Internat soll realiséiert ginn an an enger zweeter Phas dann och am Kanton Klierf e Lycée dobäikomme soll. An der Zwëschenzäit huet eng nei Iddi hire Wee an den Norde gemaach op Informatiounsversammlungen, an net méi spéit wéi leschte Samschdeg op dem CSJ-Nordkongress, an zwar d'Iddi vun deem sougenannte Grenzlandlycée. D'Iddi ass jo déi - wann ech dat e bësse gutt verfollegt hunn -, dass mer mat onse belschen an däitschen Noperen do zesumme kéinten e grenziwwerschreidend Lycéesugebot fir d'Groussregioun ubidden, wat dann och als Atout ugesi géif gi fir d'Nordspëtzt vum Land.

An deem Kontext, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech just vun der Madame Minister wëssen, ob sech am Ministère selwer scho Gedanken iwwer esou eng Alternativ zu deenen normale Lycéeën, déi mer bis elo am Land opgeriicht hunn, gemaach ginn ass oder ob de Ministère bereet ass esou Iwwerleeunge mat an d'Planunge fir dee Klierwer Lycée mat anzebauen. Des Weidere wollt ech gäre wëssen, ob eventuell schonn eng konkret Demande um Dësch läit wat d'Implantatioun ugeet an ob eventuell doduerjer och kéinte Répercussiounen op deen eventuelle Site entstoen. Ech géif der Madame Minister elo scho merci soen.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Erzéiungsminister Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.*- Merci, Här President. Den Här Wohlfart huet mer merci gesot, dass ech esou laang bliwwe sinn. Selbstverständlech ass d'Regierung ëmmer à disposition vun der Chamber, souwäit dat an d'Organisatioun vun den Aarbechten erapasst.

Déi Fro, déi den Här Wohlfart gestallt huet, bezitt sech also net op de Plan sectoriel Lycées, well soss hätt hien d'Fro missen un den Innenminister riichten, dee fir den Aménagement du territoire zoustänneg ass. Et ass richteg, dass deem Plan sectoriel no an de Klierwer Kanton e Lycée komme soll, dat awer an enger zweeter Phas. An enger éischter Phas ass et virgesi Lycéeën ze bauen zu Réiden fir den Norden, zu Jonglënster fir den Osten an op de Frichen zu Esch/Belval fir de Süden. An der zweeter Phas kënnt dann nach e Lycée fir den Norden dobäi, e Lycée fir de Süden an e Lycée am Zentrum selwer.

Wat elo de Contenu vun deem Lycée ubelaangt, ob dat e Méisproochelycée gëtt oder e Grenzlandlycée, do wëll ech dem Här Wohlfart soen, dass ech den nächsten Donneschdeg eng zweet Entrevue hu mat mengem Homologue vu Saarbrécken. D'Saarland ass nämlech un ons erugetruede fir e „Lycée Schengen", wéi si dat nennen, op d'Been ze setzen, dee grenziwwerschreidend wier.

Allerdéngs hu mer festgestallt, dass et net geet mat engem Lycée unzefänken, mä dass een da mat der Primärschoul muss ufänken, well soss d'Schoulprogrammer net iwwerenee klappen, besonnesch wat d'Sproochen ubelaangt, déi déi Däitsch bei eis als e besonneschen Atout ugesinn. Duerfir sinn ech amgaang no enger Schoul ze sichen, no enger Primärschoul, wou een dës Säit der Grenz an déi Säit der Grenz - ech schwätzen an deem Fall vun der Musel - kann een Echange maachen têschent Enseignanten, Schüler a Programmen, fir ze kucken ob dat do iwwerhaapt méiglech ass an ob eng Demande do ass.

Vu dass ech pragmatesch wëll virgoen, ass dat dee Wee deen ech ofgemaach hu mat mengem saarländeschen Homologue, dem Här Schreier. Dat soll den nächsten Donneschdeg an enger Visite, déi ech am Saarland maachen, konkretiséiert ginn. Wa mer op deem Gebitt da wësse wéi mer viruginn, well do eng konkret Demande ass, da kann een och kucken ob een dat op anere Plaze mécht.

Ech wëll awer och dem Här Wohlfart nach soen, dass am Kader vun der Kooperatioun an der Groussregioun e Groupe de travail existéiert iwwert d'Educatioun, an do huet dee belschen Deel, wat d'Wallonie ubelaangt, sech erausgezunn. Si hu gesot si wieren net Demandeur. Och dat wëll ech hei dann der Chamber als Informatioun ginn. Dat ass deen Informatiounsstand, deen ech am Moment hunn.

D'Fro vun engem grenziwwerschreidende Lycée ass net auszeschléissen, och net zu engem spéideren Zäitpunkt eng Kéier am Norden, mä et muss ee fir d'éischt emol kucken a konkrete Schrëtt, ob et iwwerhaapt machbar ass. Et läit wéi gesot eng konkret Demande vir aus dem Saarland, an do kucke

mer mat de Gemengen dës Säit an déi Säit vun der Musel, wéi een am Primaire eppes kann opbauen. Wann dann do d'Erfahrunge konkret sinn, da géif ech e Projet ausschaffe loossen, fir ze décidéieren wéi mer da virukommen.

Merci.

M. le Président.- D'Fro 290 kënnt vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Gesondheetsminister Carlo Wagner iwwert de Rehazenter.

- Question N°290 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les suites dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre de la Santé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am laanschtgoen huet d'Madame Delvaux mer gesot: „Dat ass och en Dauerbrenner." Jo, et ass en Dauerbrenner. Ech hätt léiwer et wier keen.

Ech brauch net nach eng Kéier op déi leideg Geschicht vum Rehazenter zréckzekommen, deen - an do si mer eis alleguerten eens - méi spéit kënnt a méi deier gëtt wéi wa mer e scho viru Jore gebaut hätten; wëlle mer et emol esou soen. Meng Suerg ass et am Moment net fir mat deem engen oder deem aneren ze streiden, mä dass de Rehazenter iwwerhaapt kënnt.

(Interruption)

Et huet keen un Ärem Käfeg gerabbelt.

(Hilarité et brouhaha général)

Une voix.- Uuh! Oh!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Den Här Minister hat opgrond vun enger Question parlementaire Enn 2001 ugekënnegt, dass d'Aarbechten um Terrain, dat heescht de Bau vum Rehazenter, géife bis Mëtt 2003 ufänken.

Well ech bis elo kee Projet gesinn hunn, well keen Etablissement public bis elo hei an der Chamber geschafe ginn ass, deen d'Relève soll huele vun der A.s.b.l. Rehazenter, well d'Finanzéierungsgesetz vun 1999 nach net geännert ginn ass, wat duerch zwou Ursaache muss geännert ginn, éischtens wéinst dem Changement vum Site an zweetens wéinst dem Changement vum Coût, well ech och an der Zwëschenzäit nach net méi klug gi sinn an der Santéskommissioun, wollt ech vum Minister wëssen, ob deen Délai, deen hien 2001 genannt huet, nach ze halen ass, dat heescht dass mer bis Mëtt 2003 mam Bau géife ufänken.

Wéi ass elo de Stand vum Dossier? Huet de Stat an der Zwëschenzäit Terrainen um Kierchbierg konnte sécheren? Wéi ass et mat der Prozedur an der Commission permanente des hôpitaux? Wéi steet et mam Projet de loi iwwert den Etablissement public? Wéini gëtt d'Loi de financement geännert? Wéi ginn déi Dépensen, déi am Moment getätegt musse ginn, fir de Projet op d'Schinn ze kréien, vun der A.s.b.l. Rehazenter finanzéiert? An dat allerwichtegst: Wéini steet deen neie Rehazenter deene Betraffenen zur Verfügung?

Merci.

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister Carlo Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, selbstverständlech muss ech dem honorabelen Här Di Bartolomeo zoustëmme wann e vun Dauerbrenner schwätzt, well grad wéi hie sinn ech der Meenung, dass dee Reha scho misst zënter zéng Joer gebaut sinn.

(Interruptions)

Et geet also drëm fir ze kucken, fir elo méiglechst schnell weider ze kommen. Dofir äntwerten ech och konkret.

De Reklassement vum Terrain um Kierchbierg ass realiséiert. Bei der Prozedur fir de Kaf vum Terrain, do leien Accorde vir. Et geet nach ëm technesch Detailer beim Enregistrement. Dat dierft awer ganz schnell iwwert d'Bühn goen.

Wat den Avant-projet sommaire ubelaangt, esou wësst Der dass ech deen de 6. September duerch de Conseil de Gouvernement goe gelooss hunn. Virun e puer Deeg, dat heescht de 14. Mäerz, ass den Avant-projet détaillé presentéiert ginn an der CPH.

Wat den Dossier Kommodo-Inkommodo ubelaangt, esou ass dee virun enger décker Woch oder zéng Deeg un d'ITM an un den Environnement gaangen.

Finalement kann ech nach soen, dass d'Autorisation provisoire de bâtir och schonn ugefrot ginn ass.

Ech muss och soen, dass de 25. September de Projet de loi fir den Etablissement public vum Rehazenter un de Statsrot gaangen ass, esou dass ech ka soen dass mer an engem Délai leien, dee somme toute räsonnabel ass.

Soubal mer den Avis hu vun der CPH, kënne mer, hoffen ech, an deenen éischten dräi Méint d'Finanzéierungsgesetz op deene Projeten, déi elo nach ausstinn, virleeën. Dat betrëfft jo net nëmmen de Rehazenter, mä et betrëfft och nach de St. Louis zu Ettelbréck an de François-Elisabeth um Kierchbierg, esou dass mer kéinte mat den Terrassementsaarbechten no de Pläng vun der Reha a.s.b.l. spéitstens am November vun dësem Joer ufänken, an e puer Méint duerno, soubal de Wanter eriwwer ass, kéint een da mat dem reelle Bau vum Rehazenter ufänken.

Allgemeng gëtt op Basis vun deem Timing gerechent, dass de Rehazenter am zweete Semester 2006 fäerdeg wier.

M. le Président.- Da komme mer zur Fro 291 vun der Madame Renée Wagener un d'Fraeministesch iwwert den Observatoire fir Bedeelegung vun de Fraen un der Politik. D'Madame Renée Wagener huet d'Wuert.

- Question N°291 du 18 mars 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de l'observatoire de la participation politique des femmes, adressée au Ministre de la Promotion féminine

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wollt vun der Madame Fraeministesch eigentlech dräi Saache wëssen.

Mir hunn am Joer 2000 zwou Motiounen hei gestëmmt gehat, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass Saachen ze maachen, déi sech op déi nächst Wahle bezéien. Dat éischt betrëfft déi Banque de données, déi schonn 1999 ausgeschafft gi war vum deemolegen Observatoire fir d'Participatioun vun de Fraen, Banque de données déi net nëmmen d'Joer 1999 betraff huet mä och all déi Wahle virdrun, ob een déi Donnéeën net kéint op Internet setze fir se dem Public zougängeg ze maachen.

Déi zweet Fro war fir an deem Kontext deenen Organismen, déi déi Aarbecht géifen iwwerhuelen, och dat néidegt Geld dofir ze ginn.

Deen drëtten an eigentlech Haaptpunkt vu menger Fro ass, bei deem Observatoire deen deemools eng zäitlech begrenzte Roll gespillt huet, ob een do net sollt an d'Richtung goe fir en Organe permanent aus deem Observatoire ze maachen. Ech zitéieren: „instituer un organe permanent faisant une analyse continue de la participation des femmes dans la prise de décision politique".

Iwwregens ginn déi Punkten aus deene Motiounen och am véierte CEDAW-Rapport vun der Regierung zitéiert, sou dass ech unhuelen dass d'Regierung sech och weiderhin domat ausernaner gesat huet, an dofir meng Fro, ob déi Saachen amgaange sinn ëmgesat ze ginn an, besonnesch wat den Observatoire betrëfft, wou et jo och esou lues Zäit gëtt dass dee géif an Aktioun trieden, well mer an engem Joer ongeféier nees Wahlen hunn, ob do scho Preparatiounsaarbechten amgaang sinn, an ob och dee Charakter vun engem Organe permanent berücksichtegt gëtt.

Dat heescht dass een eben dann net just fir déi nächst Wahle géif eppes schafen, mä wierklech een Organ kreéieren, wat längerfristeg kéint eng Aarbecht maachen. A wann ech soe längerfristeg, dann heescht dat natierlech och, dass een do Poste schaaft an Aarbechtsplazen, déi net à durée déterminée sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Minister vun der Promotion féminine.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*.- Här President, ech wëll op déi Froe vun der Madame Wagener an op dat wat an de Motioune vun 2000 stong äntwerten, dass mer, wéi si richteg gesot huet, 1998 an 1999 déi Plate-forme, déi herno en Observatoire genannt gouf, gemaach hunn, wou op där enger Säit bénévole Fraen aus dem Conseil national matgeschafft hunn a wou op där anerer Säit mer en zäitlech begrenzte Poste geschaaft haten a wou d'Participation politique vun de Fraen aus de Wahlen vun 1999 ausgeschafft gouf.

An der Motioun vun 2000 ass virun allem gefrot ginn, dass een eventuell och sollt déi Donnéeën op den Internet setzen. Bis haut scheitere mer dorun dass mer dat net däerfe wéinst dem Dateschutz. Et ass vläicht net fir jiddereen ze verstoen, fir mech och net, firwat dass een et kann an eng Publikatioun dra setzen an et net kann op den Internet setzen, mä dat geet iwwer meng Kompetenzen eraus.

Ech wëll do soen, dass mer nach ëmmer op déi Etude d'élues waarden, déi mer dem fréiere CRP Gabriel Lippmann ginn hunn, wat haut de Centre universitaire ass, a wou gesot gouf dass mer déi Etüd géifen an engem Mount kréien. Vu dass mer well siwe Méint Verspéidung hunn, hoffen ech, dass et net nach siwe Méint dauert bis dat dann endlech ofgeliwwert gëtt. Et ass awer net esou wéi ee ka matenee schaffen, wann een en Offkommes mécht. Et kann een net siwen oder aacht Méint méi spéit mat esou Etüde kommen. Mä och do hat ech keen Afloss.

Mir wäerten an deenen nächste Woche mat dem Conseil national zesumme kommen, fir ze kucke wéi ee fir déi nächst Wahlen erëm esou eng Plate-forme op d'Bee setze kann. D'Fro, ob een dat definitiv ka maachen, ass eng wou ech net weess wat zwëschent de Wahlen déi Leit onbedéngt solle maachen, wat hir Beschäftegung da wier. Op där anerer Säit ass et selbstverständlech och eng Fro vun de Suen. Wann ee fest Poste schaaft, dann ass et jo kloer dass et ëm Gehälter geet déi musse geschafen a bezuelt ginn, sou dass ech denken dass een emol virun allem soll kucken, dass mer fir d'Joer 2004 déi ganz Organisatioun do hikréien an een dann och do erëm déi Konklusioune kann zéien.

Wat doriwwer eraus geschitt, denken ech, ass jo och eng Fro mat där sech déi nei Regierung muss befaassen, mä perséinlech mengen ech net dass et onbedéngt néideg ass, dass een do e permanent Organ huet, wat ech net onbedéngt agesinn, an dat war iwweregens och ni eng Fro, och net vum Conseil national des Femmes fir do virun ze fueren, fir deen Observatoire bestoen ze loossen. Och net vun der Chamber, well wann der d'Motioun richteg liest, Madame Wagener, steet och net dran dass dat soll e permanent Organ sinn, wat do géif bestoe bleiwen.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Do steet en "organe permanent".

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*.- Ech fannen dat an där Motioun, déi ech hu vun 2000, net erëm, mä wéi gesot, dat ass eng Fro déi ee sech richteg muss iwwerleeën. Ech hunn nach vill aner Plazen, wou ech vill méi néideg Poste misst hu wéi an engem permanenten Observatoire iwwer Wahlen, Posten déi fir Fraen am Alldag wéinegstens grad esou wichteg sinn, zemools wann ee gesäit dass een déi Aarbecht awer ka gemaach kréien iwwer en anere Wee.

Dat ass eppes wat de Moment net zur Diskussioun steet, mä ech denken awer dass et richteg ass, dass ee gesäit dass mer och d'Etüd vun de Femmes dans la prise de décisions économiques 2002 publizéiert hunn. Eng ganz Partie vun Aarbechte gi gemaach, a wou et méi wichteg ass, dass d'Aarbecht gemaach gëtt, ob et unbedingt an deem doten oder an engem anere Kader ass.

Merci.

M. le Président.- Déi lescht Fro gëtt vum Här Robert Mehlen un de Gesondheetsminister gestallt a betrëfft genmanipuléierte Som. D'Wuert huet den Här Mehlen.

- Question N°293 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les demandes d'agrément de semences génétiquement modifiées, adressée au Ministre de la Santé

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dr Dammen an Dir Hären, aus enger Matdeelung vun enger hei zu Lëtzebuerg net onbekannter Ëmweltorganisatioun geet ervir, dass de Moment beim Gesondheetsministère zwou Demandë géinge virleien fir eng europäesch Zouloossung vu genmanipuléiertem Satgut, an zwar konkret fir eng Maiszort an eng Rapszort.

Ech wollt an deem Zesummenhang den Här Gesondheetsminister froen, ob en dee Sachverhalt kënnt bestätegen?

Ech wollt e weider froen, wat e géing gedenke konkret an dësem Fall ze ënnerhuelen, wann dat esou wär?

Ech wollt e froen, wat generell d'Attitüd ass vun der Regierung vis-à-vis vun dëser Problematik, dat heescht, wann esou Demanden un d'Lëtzebuerger Regierung gestallt ginn?

An ech wollt e froen, ob e Kenntnis huet vun dem Avis deen d'Ëmweltkommissioun vun dëser Chamber geschriwwen an un déi zouständeg Kommissioun geriicht huet, wou se sech generell derfir ausspréch fir Lëtzebuerg, well et e klengen Territoire ass, eventuell ganz als Gentechfräizon ze deklaréieren, oder ze kucken dass een dat esou an der Praxis appliquéiert kritt?

Ech wëll ganz kuerz, Här President, drop hiweisen dass, wann een esou Satgut hei zouléisst, d'Gefor vun der Verbreedung an der Natur iwwert déi normal Fortpflanzung, Bestäubung an esou weider besteet, dass d'Bauerebetriber ganz séier an d'Ofhängegkeet vun esou Konzerner, déi esou genmanipuléiert Satgut hierstellen, geroden a mir eis ganz generell d'Fro stellen, woufir dass dat iwwerhaapt soll gutt sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gesondheetsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wat déi zwou Ufroen betrëfft, wou den Här Mehlen seet, et wier eng Demande d'autorisation de mise sur le marché: Et ass en fait net esou. Dat sinn Demanden déi an anere Länner gestallt gi sinn a wou awer de Moment all Land pour avis gefrot gëtt. Déi allgemeng Prozedur ass jo déi, Dir huelt elo beispillsweis e Produzent, wéi den Ovartis oder iergend een aneren, dee stellt an engem Land e Produkt fir d'Autorisatioun de mise sur le marché. Dat Land muss dee Moment eng Evaluatioun maachen an déi Evaluatioun gëtt an déi Kommissioun zu Bréissel weider ginn an dee Moment gëtt all Land ëm säin Avis gefrot. Ësou ass et och hei an deem Fall bei deenen zwee Produkter déi virleien.

Ech muss awer soen, dass mir hei zu Lëtzebuerg absolut net équipéiert si wat d'Expertisen ubelaangt pour avis technique vun esou Saachen, mä an dësem Fall, Här Mehlen, ass et och net schlëmm, well souwisou schonn e Land Oppositioun géint déi doten Demande gemaach huet, dass Lëtzebuerg zwou Méiglechkeeten huet. Dat eent dat ass déi, sech un déi Objectioun vun deem anere Land unzehänken an am zweete Fall och herno an där Kommissioun negativ ofzestëmmen.

Déi zweet Saach, déi den honorabelen Här Mehlen gefrot huet, fir deen Avis vun der Kommissioun vum Environnement am Zesummenhang mat der Revisioun vun dem 97er Gesetz, dat heescht fir Lëtzebuerg zu enger genfräier Zon ze deklaréieren, esou wéi net Éisträich selwer, mä e Land an Éisträich dat versicht huet. Ech muss awer soen, dass an Éisträich selwer en Avis juridique virläit vun engem ganz unerkanntenen Universitéitsprofesser, dee seet dass esou eng Interdiction générale op alle Fall géif d'Direktiv directement violéieren. Mir huelen un, dass d'Éisträicher sech baséieren op den Artikel 23. Den Artikel 23 ass dee vun der Clause de sauvegarde. Deen Artikel ass awer nëmmen unzewende bei enger OGM, déi en Fait scho besteet, mä wou e Land mengt, et hätt entre-temps nei Erkenntnisser kritt an et kënnt beweisen, dass gesondheetsschiedlech Substanzen doranner wieren. Dee Moment kann eng Suspension temporaire kommen, bis dass effectivement déi Objectioun vun deem Land ënnersicht ginn ass. Ech mengen op alle Fall, dass et géif géint d'Direktiv goe wa mer géifen hei zu Lëtzebuerg eppes Ähnleches probéieren an dass mer eis dee Moment selbstverständlech enger Condamnatioun vun der Cour de Justice vun de Communautéite géifen exposéieren. Et ass also net dee Wee, deen ech géif recommandéieren.

Ech wëll ofschléissend nach soen, Här President, dass mir hei zu Lëtzebuerg, esouwuel wat de Ministère de l'Environnement ubelaangt wéi och wat de Ministère de la Santé ubelaangt, an allem wat mat OGMen ze dinn huet, eng ganz restriktiv Positioun hunn.

Merci.

M. le Président.- Domadder ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss. Den Här Jean-Paul Rippinger hätt nach gären d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, ech maache mech zum Spriecher vu menger Fraktioun, dass mer mussen an der Zukunft oppasse wa mer eng Heure de questions maachen, dass et och eng Heure de questions bleift an dass et net annerhallef Stonn dauert. Ech soen lech och firwat. Firwat hu mer an der Reglementskommissioun déi Heure de questions agefouert? Fir dass mer sollen an enger Stonn kuerz Froen

hunn a ganz prezis kuerz Äntwerten, fir dass mer en interessanten Débat sollen hunn, och wann dobaussen op der Télevisioun dat nogekuckt gëtt. Or, wann et awer wäit doriwwer erausgeet an et komme Froen, déi keen aktuelle Charakter hunn, sondern méi e generelle Charakter, da mengen ech missten déi Froe gestallt ginn esou wéi déi normal Questions parlementaires gestallt ginn.

Dofir si mir Demandeur, dass mer d'nächst Woch an der Reglementskommissioun iwwert de Problem vun der Heure de questions eis nach eng Kéier géifen doriwwer Gedanke maachen, fir dass deen Débat net verflaacht, sondern dass wierklech an enger Stonn, an enger kuerzer Zäit, kuerz Froe gestallt ginn, a prezis Äntwerte vun der Regierung, fir dass deen Débat och soll interessant bleiwen. Dofir mengen ech, et soll een dat nächst Woch nach eng Kéier durchkucken an eis da Richtlinne ginn, wéi mer déi Heure de questions géingen dann hei behandelen.

Ech soen lech merci, Här President.

M. le Président.- Ech si ganz gäre mat Ärer Propositioun d'accord. Mir hu jo elo Erfahrunge gesammelt an ech stelle fest, wa jiddere sech genau un d'Riedezäit gehalen hätt, dann hätt et just eng Stonn gedauert wéi et virgesi war. Mä et si Kolleegen, déi maachen et ganz kuerz a knapp, an och d'Äntwert ass kuerz a knapp, an et sinn anerer, déi kënne sech net kuerz faassen.

(Interruptions diverses)

Also, et soll fir déi zielen, fir déi et och ass. Ech wëll hei kee Bestëmmte viséieren, mä et soll jiddere sech méi Disziplin operleeën an et soll ee sech besser virbereeden. Et ass och keng Onéier, wann een zum Beispill seng Fro vum Blat ofliest, da seet ee kee Schickimicki virdrun a Saachen hannendrun déi net dozou gehéieren, da freet ee prezis: Wéi ass dat an dat? Mä et si Leit, déi fänken un, a wann Der déi frot wivill Auer dass et ass, da soen déi et ass schéi Wieder dobaussen a si fänken u mat enger laanger Einleitung an engem laange Schluss, a bei der Quintessenz kann ee sech ganz kuerz faassen.

Also alles muss geüübt ginn, an dofir sinn ech mat der Propositioun vum Här Rippinger d'accord. D'nächst Woch schwätze mer an der Kommissioun doriwwer an ech kënnt mer virstellen, dass mer schonn eng Method fanne fir et fäerdeg ze bréngen, dass et esou geet wéi am englesche Parlament. Do hunn ech mat Freed eng Kéier nogekuckt. Do ass de Minister opgestanen op senger Plaz an en huet Yes oder No gesot. Am laufenden Band.

(Interruptions)

D'Fro war esou gestallt, dass ee mat Jo oder Nee konnt äntwerten. An esou kann een och hei d'Froe stellen.

Une voix.- Yes.

M. le Président.- Awer, wéi gesot, jiddereen huet seng Method a mir hunn eis och. Ech mengen, wa jiddereen e bësse gudde Wëllen huet an Disziplin, da wäerte mer och eng Formel fannen.

Also, elo keng Zäit méi verluer. Mir fänken elo d'Diskussioun un zum Projet de loi 5030 iwwert d'Autosassurancen. Et si bis elo agedroen: déi Häre Clement, Bodry, Graas a Jaerling.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert.

7. 5030 - Projet de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur*.- Merci Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Leit, déi schonn eng Kéier en Autosaccident am Ausland haten, wëssen e Lidd ze sangen iwwer all déi Schwieregkeeten déi se begéint si fir hire Schued zréckbezuelt ze kréien, wa se iwwerhaapt d'Chance haten dass se déi Assurancëgesellschaft iergendwéi kontaktéiere konnten. Oft verlafen déi Affären am Sand, well d'Leit ës midd ginn ëmmer erëm nozehaken, a besonnesch wann et sech ëm keng grouss Beträg handelt, dann hu se éischter d'Tendenz fir d'Onkäschte vun engem Geriichtsprozess ze spueren an domadder de Prozess am Sand verlafen ze loossen.

Fir deem opzehéieren an d'Gesetzbestëmmungen iwwert d'Assurance Responsabilitéit civile am Beräich vun den Accidenter am Stroosseverkéier, kuerz Autoshaftpflicht genannt, vun deenen eenzelne Länner aus der Europäescher Union méi no beieneen ze bréngen, huet d'Kommissioun op Dränge vum Parlament hin eng Direktiv erlooss, déi als Haaptzil huet d'Regelung vum Schued bei engem Accident vun engem motoriséierte Gefier op der Strooss méi schnell a méi einfach ze gestalten, an deem Fall wou d'Affer vun Accident aus engem anere Land kënnt wéi dat wou den Onfall stattfonnt huet.

Fir d'Zil ze erreechen, gesäit d'Direktiv eng Rei vu Virschrëfte vir, déi d'Assurancëgesellschaften engersäits, awer och déi national Autoritéiten anerersäits an der Zukunft ze bëuechten hunn. Esou schreift d'Direktiv zum Beispill de Versécherungsgesellschaften, déi am Beräich vun den Autohaftflicht täteg sinn, vir, éischtens emol an all Memberstat vun der Europäescher Union e Vertrieder ze bestëmmen, dee sech ëm d'Regelung vun de Schied bekëmmere soll, deen d'Bierger aus engem anere Land duerch en Accident, dat am Ausland geschitt ass, an deen de Client vu senger Assurancëgesellschaft verursaacht huet.

Zweetens schreift d'Direktiv den Assureure vir, bannent engem Délai vun dräi Méint, vum Datum ugerechent wou d'Affer d'Presentatioun vu senge Fuerderunge gemaach huet, schrëftlech Positioun zu de Fuerderunge vum Affer vun esou engem Accident ze bezéien, a wann dat net de Fall ass, misst d'Gesellschaft mat zivilen an administrative Strofe belaangt kënne ginn. Doduerch soll d'Affer vun engem Accident, dat am Ausland geschitt ass, ëmmer nach d'Méiglechkeet kréien doheem a sengem Land, a senger offizieller Sprooch, no de Prozeduren déi him geleefeg sinn, a bei engem Gespréichspartner, deen a sengem Land wunnt, seng Fuerderungen anzebréngen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

De Memberstate schreift d'Direktiv vir:

- an hire Gesetzer iwwert d'Autoshaftpflicht eng Dispositioun anzeschreiwen, déi den Affer vun engem Verkéiersaccident d'Méiglechkeet bitt, den Assureur vun deem Gefier, dat den Accident verursaacht huet, direkt unzesichen;

- en Organisme ze schafen un deen d'Affer vun engem Accident seng Fuerderunge riichte kann, wann d'Assurancëgesellschaft kee Vertrieder am Land vum Affer bezeechent huet, oder de Vertrieder bannent dräi Méint keng Stellung zu de Fuerderunge vum Affer bezunn huet, oder de Schëllege vum Accident net konnt identifizéiert ginn;

- d'Direktiv schreift de Memberstate vir en Informatiounsorganisme op d'Been ze setzen, deen dem Affer vun engem Accident et erlaabt esou schnell wéi méiglech ze erfuere wien den Assureur vun dem Gefier ass, dat den Accident verursaacht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass dat europäescht Land dat eng vun deene komplettste gesetzleche Regelungen huet wat d'Autoshaftflicht ubelaangt, déi d'Rechter vum Affer vun engem Verkéiersaccident am beschten ofséchert.

Am Gesetz vum 7. Abrëll 1976 iwwert d'Haftflicht, am Beräich vun de Verkéiersaccidenter, esouwuel wéi am Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert d'Versécherungskontrakter sinn eng Partie vun de Virschrëfte vun der europäescher Direktiv enthalen a brauchen also net méi ëmgesat ze ginn.

Anerersäits ass schonn 1963 iwwert d'Gesetz vum 16. Dezember e gemeinsame Fong iwwer eng Autosgarantie geschafe ginn, fir d'Affer vun engem Accident, dat duerch een net versëchert Gefier oder en net identifizéierbaart Gefier verursaacht gouf, ze entschiedegen. Dee Fong ka mat e puer gesetzlechen Adaptatioune ganz gutt d'Roll vun dem Entschiedegungs- an Informatiounsorganisme iwwerhuelen, deen d'Direktiv virschreift.

Anstatt an deene verschiddene bestehende Gesetzer Ëmännerunge virzehuelen, fir der Ëmsetzung vun der Direktiv gerecht ze ginn a fir déi gesetzlech Regelung vun der Autoshaftflicht méi kohärent a méi transparent ze gestalten, hunn d'Auteure vum Projet vun der Ëmsetzung vun der Direktiv profitéiert fir all Virschrëften, déi d'Haftflicht am Beräich vun de Stroossenaccidenter ubelaangen, an engem eenheetlechen Text zesummen ze faassen.

Doriwwer eraus hunn d'Auteure vum Projet, fir awer keng Benodeelegung fir déi bei eis am Land usiesseg Affer vun engem Accident, dat op Lëtzebuerger Territoire geschitt ass, ze schafen, d'Bestëmmunge vun der Direktiv op sämtlech Verkéiersaccidenter ausgedehnt, déi engem Lëtzebuerger Résident kënne geschéien, also och op déi Accidenter, deenen hie bei eis am Land zum Affer fält. Hei geet de Projet also méi wäit wéi d'Direktiv, an dat am Intérêt vun den Affer.

Schlussendlech hunn d'Auteure vum Projet vun der Geleeënheet profitéiert fir d'Couverture vun der Autoshaftflicht an deene Fäll ze limitéieren, wou e Schued duerch e Gefier entstanen ass, dat zu terroristeschen Akte gebraucht gouf. Dës Limitatioun gouf noutwendeg, well déi international Réassurancegesellschaften no dem 11. September 2001 deenen einfache Versécherungsgesellschaften eng illimitéiert Garantie am Fall vun engem Schued, deen duerch en Terroranschlag entstanen ass, verweigert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll am Kader vu mengem mëndleche Rapport net am Detail op all d'Dispositioune vum Gesetz agoen, déi fannt Der méi ausféierlech am Commentaire des articles vum Gesetzesprojet. Ech wëllt awer déi grouss Prinzipie vun der Autoshaftflicht hei ervirstraichen, an dat sinn:

1. Datt d'Autoshaftpflicht obligatoresch ass fir all Gefier op der Strooss, dat zu Lëtzebuerg stationéiert ass.

2. De Propriétaire vun dem Gefier muss sech vergewësseren, datt eng Assurance responsabilité civile ofgeschloss ass, och wann hien de Gebrauch vum Gefier engem aneren iwwerléisst.

3. D'Haftflicht spillt all Kéier wann d'Responsabilitéit vum Propriétaire, vum Chauffeur oder vun enger Persoun, déi am Gefier transportéiert gouf, um Accident engagéiert ass.

4. D'Assurance muss fir de Material- an de Kierperschued opkommen, deen dat versëchert Gefier enger Drëttpersoun zougefügt huet, an dat gëllt och fir d'Autosinsassen.

5. Se deckt och déi Schied of, déi dat versëchert Gefier am Ausland verschëllt huet.

6. D'Garantie ass mat Ausnam vun zwee Fäll illimitéiert. Et besteet eng Limitatioun vun 1.250.000 Euro bei Accidenter déi duerch Feier, Explosioun oder Flammewerfer entstinn, a vun 12,5 Millounen Euro bei Accidenter déi duerch en Terroranschlag oder eng Bedeelegung un enger Autoscourse geschéien.

7. D'Affer vun engem Accident muss bannent dräi Méint, nodeems d'Entschiedegung vum Schued beantraagt gouf, entweder indemniséiert ginn, wann d'Responsabilitéit erwisen an d'Héicht vum Schued festgeleucht ass, oder eng schrëftlech Erklärung kréie firwat d'Assurancëgesellschaft seng Fuerderungen net kann unhuelen. Wann dat net geschitt, kann d'Affer vum Accident sech un de Fonds de garantie automobile wenden, deen da bannent zwee Méint, nodeems hie vum Affer kontaktéiert gouf, reagéiere muss.

8. Nom Délai vun dräi Méint lafe rechtméisseg Zënsen, déi nom offiziellen Taux vum Land vum Affer op de Betrag vun der Entschiedegung berechent ginn.

9. De Fonds de garantie muss all Kéiers intervenéiere wann d'Gefier, dat den Onfall verursaacht huet, net identifizéiert oder net versëchert ass, oder wann den Assureur vum Gefier bannent zwee Méint net kann identifizéiert ginn, oder och nach wann den Assureur insolvabel ass, oder d'Assurancëgesellschaft, oder hire Représentant bannent dräi Méint vun dem Antrag vun der Entschiedegung duerch d'Affer nach näischt vu sech héiere gelooss huet.

10. D'Gesetz gesäit d'Organisatioun vun dem Fonctionnement vun engem Büro vir, an deem all déi hei zu Lëtzebuerg autoriséiert Assurancëgesellschaften affiliéiert sinn. D'Missioun vum Büro besteet dora fir d'Schied vun den Accidenter ze regelen déi op Lëtzebuerger Territoire geschéien a vun engem Gefier verursaacht goufen, dat net bei eis am Land, awer an engem Land dat am System vun der grénger Kaart, dat heescht der Responsabilité civile illimitée affiliéiert ass. Dee Büro huet schonns bestan a war am Gesetz vun 1976 geregelt.

11. De Projet gesäit e Pool des risques aggravés vir, deem all Assurancëgesellschaften obligatoresch mussen ugehéieren. Dëse Pool iwwerhëlt d'Risike vun deene Gefierer, déi fir en eenzelnen Assureur ze schwéier ze droe wieren. Et handelt sech hei besonnesch ëm d'Gefierer déi engem Chauffeur gehéieren, deen heefeg Accidenter verschëllt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een un dëse grousse Prinzipie vun der Autoshaftplichtversécherung, datt d'Affer vu de Verkéiersaccidenter bei eis am Land gutt ofgeséchert sinn an datt se duerch d'Ëmsetze vun der Direktiv nach zousätzlech Garantië kréien, wat de schnellen Oflaf vun der Regelung vun der Entschädegung vun hirem Schued ubelaangt.

Et soll ee sech awer net zu der Illusioun hiräisse loossen, datt an alle Fäll de Schued vun engem Accident op der Strooss an Zukunft bannent dräi Méint no dem Schuedenersatzantrag bezuelt ass. Dat gëllt nëmmen an deene Fäll wou d'Responsabilitéit an d'Héicht vum Schued festgeleucht an unerkannt sinn. An deene Fäll wou d'Affer säi Recht iwwert d'Geriichter akloe muss, kann d'Regelung vum Schued eréischt geschéie wann d'Geriichter hiert Uerteel gesprach hunn.

Här President, well d'Ëmsetze vun der Direktiv d'Situatioun vum Affer vun engem Verkéiersaccident nach verbessert an den eenheetlechen Text iwwert d'Autoshaftflicht méi Transparenz an der Problematik vun dëser Versécherung schaaft, proposéiert d'Kommissioun der Chamber den Text, deen hei virläit, ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt mengem Fraktiounskolleeg, dem Här Norbert Haupert, merci fir säin ausféierleche schrëftleche wéi och mëndleche Rapport. Hien huet déi wesentlech Punkte vun dësem Gesetz erkläert, an dat op eng ganz kloer Aart a Weis, esou wéi mer dat, géif ech soen, vun him och gewinnt sinn.

Här President, Accidenter am Stroosseverkéier gehéiere leider, muss ech soen, zu den alldeeglechen Noriichten. Kaum vergeet een Dag wou mer net am Radio vun iergendengem schwéiere Stroossenaccident héieren, ouni vun deenen ze schwätze vun deene mer net a Kenntnis gesat ginn, déi awer deen Eenzelnen, deen et trëfft, viru méi oder manner grouss Problemer stellt. Obwuel de finanzielle Schued, dee bei esou Accidenter ufält, zu engem grousse Deel iwwert d'Assurancen ofgedeckt gëtt, ass awer bis haut d'Indemnisatioun vun den Affer ongléckelcherweis nach ëmmer zimlech komplex.

De Projet de loi 5030, deen eis haut zum Vote virläit, transposéiert d'Direktiv 2000/26/CE an eis national Gesetzgebung. Dës Direktiv huet als Objektiv fir d'Entscheedungsprozeduren am Kader vun engem Accident am Stroosseverkéier ze vereinfachen a virun allem och méi séier ze maachen.

Den Text vun der Direktiv viséiert nëmmen d'Hypothees wou d'Affer net am Land wunnt, wou d'Ongléck geschitt. Fir eng Discrimination à rebours vun de Lëtzebuerger Résidenten, déi hei zu Lëtzebuerg Affer vun engem Accident ginn, ze verhënneren, gëtt de ganzen Dispositif vun dëser Direktiv op all d'Accidenter applizéiert, déi hei zu Lëtzebuerg passéieren. D'Philosophie vum Projet de loi ass, datt d'Affer ëmmer en Interlocuteur fënnt, dee responsabel a virun allem och solvabel ass. Ech wëll de ganzen Dispositif un e puer konkrete Beispiller duerleeën.

Ech huelen de Fall vun engem Foussgänger, deen op engem Passage protégé vun engem Auto ugestouss ginn ass. An deenen allermeeschte Gesetzgebungen huet jo de Foussgänger op engem Passage protégé absolut Prioritéit. De Foussgänger ass also an dësem Fall net direkt responsabel fir den Accident. Duerfir huet hien dann och e Recht drop, indemniséiert ze ginn.

Wie kann elo dee Foussgänger en responsabilité civile usichen? Éischt Méiglechkeet: De Foussgänger kann natierlech de Chauffeur usichen. Dat ass ganz kloer, mä et stellt sech e Problem, wann de Chauffeur net déi finanziell Mëttelen huet fir de Schued selwer ze bezuelen. Duerfir gëtt et zu Lëtzebuerg scho méi laang, zënter 1996, dat wat ee juristesch als Action directe bezeechent, dat heescht de Foussgänger kann och d'Assurancëgesellschaft direkt usichen. Den Assureur ass da gehalen, fir deen entstanene Schued opzekommen. An der Praxis funktionéiert dëse System ganz gutt.

Lëtzebuerg huet, wéi gesot, dëse Mechanismus, deen an der Direktiv virgesinn ass, scho méi laang. Aner Länner wäerten en elo eréischt aféieren.

Wat ass elo, wann de Chauffeur net verséchert ass? De schëllege Chauffeur, deen net assuréiert ass, mécht sech doduerjer éischtens emol strofbar. Hie riskéiert duerfir och Prisongsstrofen. Theoretesch huet de Foussgänger awer d'Méiglechkeet fir de Chauffeur unzesichen. An der Praxis wäert dat awer, wéi mer wëssen, näischt bréngen. D'Wahrscheinlechkeet ass grouss datt een, deen d'Assurance fir säin Auto net bezilt, och herno net solvabel ass fir d'Affer ze indemniséieren.

An dësem Fall besteet nëmmen eng reell Méiglechkeet fir indemniséiert ze ginn, an dat iwwert de Wee vum Fonds commun de garantie automobile. Dësem Fong mussen all hei zu Lëtzebuerg etabléiert Assurancen, déi am Beräich vun den Autoversécherungen täteg sinn, obligatoresch bäitrieden. De Fong ass en Organissem, deen duerch d'Gesetz geschafe ginn ass a vun engem Commissaire de gouvernement iwwerwaacht gëtt.

De Fonds commun de garantie automobile indemniséiert an dräi verschiddene Fäll. Dat ass éischtens wann den Auto net verséchert ass. Zweetens wann den Assureur, deen d'Assurance ausgestallt huet, en faillite ass. Drëttens wann den Auto net identifizéiert konnt ginn. Am Fall vun engem Délit de fuite muss awer bewise ginn, datt de Schued, deen de Foussgänger erlidden huet, vun engem Auto provozéiert ginn ass.

Wat ass wann de Foussgänger en Accident mat engem Auto huet, deen am Ausland immatrikuléiert ass? Dës Méiglechkeet gëtt et an der Praxis relativ oft, well mer jo ganz vill Touristen a Passanten hei zu Lëtzebuerg hunn, déi net onbedéngt déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Do war et bis elo an der Regel esou, datt d'Afferen a sech schlecht informéiert waren an e Prozess am Ausland geféiert hunn. Si hunn ëmmer gemengt, datt se net vill Chancen hätte fir am Ausland e Prozess ze gewannen. Elo brauch een awer keng Prozedur méi am Ausland ze lancéieren.

De Bureau luxembourgeois contre les accidents d'automobile ass an dëse Fäll zoustänneg fir d'Indemnisatioun. Dëse Büro regroupéiert all d'Assurancëgesellschaften, déi zu Lëtzebuerg Autoversécherungen hunn. E gehéiert zu engem internationale Réseau, dee Conseil des Bureaux genannt gëtt an deem Assurancëgesellschaften aus 42 Länner ugehéieren.

An eisem Beispill actionnéiert de Foussgänger de Lëtzebuerger Büro. Déi Lëtzebuerger Geriichter sinn zoustänneg fir säi Prozess an déi Lëtzebuerger Législatioun gëtt an dësem Fall applizéiert. Ass e Schued ze bezuelen, da léisst de Lëtzebuerger Büro sech vun deem ausläännesche Büro rembourséieren. Dëse Mécanissem spillt och wann deen am Ausland immatrikuléierten Auto keng Versécherung hätt. An dësem Fall ass d'Affer juristesch komplett ofgeséchert.

Lescht Beispill: E Lëtzebuerger Foussgänger gëtt am Ausland vun engem Auto blesséiert, deen och am Ausland immatrikuléiert ass. Bis elo war d'Rechtslag déi, datt de Foussgänger dann e Prozess huet misse maachen an deem Land wou den Accident geschitt ass. D'Direktiv, déi mer haut a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen, vereinfacht awer elo dës Situatioun zolidd. Laut der Direktiv brauch de Lëtzebuerger Foussgänger keng Démarchë méi am Ausland ze maachen. Den auslänneschen Assureur gëtt iwwert d'Gesetz elo gehalen, e Représentant hei zu Lëtzebuerg ze hunn, dee sech dann och ëm d'Accident a spéider ëm d'Indemnisatioun këmmert.

Wann déi ausläännesch Assurance kee Représentant fir Lëtzebuerg genannt huet, dann indemniséiert e speziellen Organismus. Deen eenzege Problem dee bleift ass deen, datt d'Indemnisatioun no der Loi du lieu de l'accident, dat heescht no dem Recht vun deem Land, wou den Accident geschitt ass, ausbezuelt gëtt. Dat bedeit an deene meeschte Fäll vill méi niddreg Dommages et intérêts wéi wann d'Loi de la victime, dat heescht an dësem Fall d'Lëtzebuerger Recht, géif applizéiert ginn.

De Problem vun der Loi applicable au litige ass e Punkt dee sécher nach, Här President, ze reforméiere bleift. Ech hoffen datt op dësem Punkt op europäeschem Plang e Konsens fonnt gëtt.

Bleift nach ze soen, datt d'Assurancëgesellschaft bannent dräi Méint - dat huet den Norbert Haupert explizéiert - indemniséiert muss hunn. Ass dat net de Fall, da lafen déi legal Zënse vun deem Dag un. Fir de Fonds de garantie automobile gëllt d'Dispositioun schonns no zwee Méint, am Fall wou den Assureur oder de Chauffeur vum Auto oder den Auto selwer net bekannt sinn.

Nei ass och, an dat ass mat Sécherheet ze begréissen, d'Schafung vun engem Organisme d'information, wou all Assurancëgesellschaft gehalen ass eng Lëscht ze deponéiere vun den Autoen, déi bei hinnen assuréiert sinn. Dës Funktioun soll u sech d'Kontrollstatioun zu Sandweiler iwwerhuelen.

Global gesinn, géif ech soen, verbessert dat heite Gesetz d'Indemnisatioun vum Affer a virun allem d'Délaie vun der Ausbezuelung. Mat Sécherheet gëtt et deem, dee geschiedegt gouf, op wat fir eng Aart a Weis och ëmmer, méi Rechtssécherheet. Duerfir hoffen ech datt de Projet, deen eis haut zum Vote virläit, eng breet Zoustëmmung fënnt. Ech wëll dann och den Accord vun der CSV zu dësem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dir sollt net enttäuscht ginn, Här Clement.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi mer Méi net dat nach eng Kéier hei ze widderhuele wat meng zwee Virriedner, de Rapporteur an de mandatéierte Spriecher vun der CSV-Fraktioun, zu deem heite Projet gesot hunn.

Ech menge wat ee muss ervirsträiche bei dësem Gesetzesprojet ass, dass eigentlech zwee Ziler verfollegt ginn. Dat éischt Zil ass dat, dass eigentlech aus där Vielfalt vu Gesetzestexter, déi mer elo hunn an déi Deelaspekter vun der Autoshaftpflicht regelen, de Versuch gemaach ginn ass, déi an engem ähnlechen Text zesummenzefaassen. Ech mengen, dat wat haut am Gesetz vun 1963 iwwert de Fonds commun de garantie automobile steet, wat am Gesetz vun 1976 iwwert d'Autohaftpflicht steet a wat am Gesetz vun 1997 iwwert den Assurancëvertrag steet, dat gëtt elo, kënnt ee soen, kodifizéiert an enger eenheetlecher gesetzlecher Rumm. Als LSAP begréisse mer dat Virgoen. Mir géifen eis just wënschen, dass dëst löblecht Virgoen ee géif méi systematesch vu Regierungssäit ugoen.

Et ginn x Secteure wou zënter laangem scho gefuerdert gëtt, net nëmme vun eiser Säit, datt ee soll kodifizéieren, dat heescht dass ee soll d'Gesetzestexter zesummebrénge fir et esou eigentlech och dem Bierger ze erliichteren iwwer seng Rechtslag informéiert ze ginn, an awer och ze garantéieren dass e gudde Fonctionnement vun der Verwaltung iwwer eng eenheetlech Applikatioun vun den Texter gewähreleescht gëtt.

Ech erënneren un eis Fuerderung, d'Ausschaffe vun engem Code du travail, an d'Fuerderung vun engem Code du consommateur. Et kënnt een déi Lëscht do beliebeg fortsetzen, mä loosse mer deen heite positiven Aspekt net zerrieden duerch Kritik op anere Plazen.

Inhaltlech bréngt deen heite Projet bal ausschliesslech Verbesserungen, wann ech vun där enger oder anerer Limitatioun ofgesinn, déi elo nei an eis Gesetzgebung iwwert déi Direktiv erakënnt, eng Direktiv, an dat ass interessant ze notéieren, vun deene wéinegen déi eigentlech op eng Initiativ vun engem Europadeputéierten zréckginn. Et ass den SPD-Europadeputéierte Willy Rothley, dee sengerzäit eng Demande geriicht hat un d'Kommissioun, well se hu jo keen eigentlecht Initiativrecht, fir an deem dote Beräich aktiv ze ginn. Et gesäit een, dass dat an deem heite Fall dann och gefrucht huet, well et dréit sech an dem inhaltlechen Aspekt vum Gesetzesprojet zu engem ganz groussen Deel ëm d'Ëmsetzung vun der véierter Direktiv iwwert d'Autosassurancen.

Wat ass inhaltlech zu deem heite Projet zréckzebehalen? Wichteg ass, dass dee ganzen Aspekt vun den Accidenter touchéiert gëtt, Accidenter déi am Ausland stattfannen, respektiv Accidenter wou hei zu Lëtzebuerg en Non-résident mat impliquéiert ass. Un der Action directe, déi mir schonns zu Lëtzebuerg kennen, gëtt net touchéiert duerch deen heiten Text, dat heescht d'Méiglechkeet fir de Geschiedegte fir net nëmme géint de Responsabele vum Accident virzegoen, mä fir direkt sech kënnen ze wenden un den Assureur. Et ass wichteg, dass dee Prinzip hei gewährleescht bleift.

Wat nei ass, an dat ass vläicht déi wichtegst Neierung an déi an der Praxis och zu enger tatsächlecher Verbesserung vun der Situatioun vum Geschiedegte vum Accident féiere kann, ass d'Obligatioun, déi opgrond vun der Direktiv elo ageschriwwe gëtt, dass all Assurancëgesellschaft, déi um Territoire vun der EU täteg ass, muss e Représentant an all EU-Land bestëmmen, dee si an deem Land vertrëtt. Dat heescht also am Kloertext, wann elo an iergendenger Fro en auslänneschen Assureur hei zu Lëtzebuerg mat impliquéiert ass an en Accident, dass deen e Représentant muss hei zu Lëtzebuerg hunn, wat dann den direkten Uspriechspartner vun deem Geschiedegten ass. Leider, an dat ass eng Kritik déi ee muss ubrénge un deem heiten Text, gesäit de Gesetzestext keng Konditioune vir wat d'Qualitéite vun deem Représentant ugeet. Am Gesetz steet net dra wat fir eng Viraussetzungen dee Représentant muss hu fir kënnen als Vertrieder vun der Assurancëgeselltschaft ze gëllen. Dat wäert an deene meeschte Fäll selwer eng Assurancëgeselltschaft sinn, mä dat kéint awer och eng Drëttpersoun sinn. Dat ass an eisen Aen e klenge Manko an dësem Gesetzestext.

Eng wichteg Neierung, déi och dra kënnt, dat ass dass eigentlech d'Kompetenze vum Fonds de garantie automobile ausgedehnt ginn, deen also net nëmmen zoustänneg ass fir déi direkt Entschiedegung, mä deen awer och eng Zoustännegkeet kritt wat d'Informatioun vun deene Geschiedegten ugeet. Dat ass also e Plus zu deem wat mer haut kennen. Et ass och eng Neierung, déi iwwer déi europäesch Direktiv an eis Nationalgesetzgebung mat iwwerholl gëtt.

Grad esou nei a positiv ass, dass elo probéiert gëtt fir iwwer Incitatiounsmoossnamen oder souguer iwwer Sanktiounsmoossnamen ze erreechen, dass d'Délaie bei de Behandlung vun den Dossieren erofgesat ginn. Duerch d'Direktiv kënnt elo an eisen Text erastoen, dass muss eigentlech d'Assurancëgesellschaft, déi mat enger Demande d'indemnisation befaasst ass, an de Prinzip ass net contestéiert an d'Héicht vun der Indemnitéit ass och feststellbar, wann déi zwou Konditiounen also erfëllt sinn, da muss bannent dräi Méint vun der Assurancëgesellschaft eng positiv Reaktioun kommen. Geschitt dat net, da sinn Zënse fälleg um Taux légal no deenen dräi Méint, an zousätzlech kann dann deen, dee geschiedegt ass, sech direkt un de Fonds de garantie automobile wenden, dee bannent zwee Méint muss sengersäits d'Indemnisatioun vun der Victime vum Accident virhuelen.

Dat ka sech positiv auswierken, mä et muss ee kucke wéi déi Texter an der Praxis spillen. Dat Ganzt soll och nach gekoppelt ginn un eng Rei vun administrative Sanktiounen, déi zousätzlech kënne geholl ginn. Wéi gesot, do ass et ze fréi fir e Bilan ze maachen, mä dat geet awer an déi richteg Richtung. Nach muss een dofir suergen, dass dee ganzen neie System eigentlech och bekannt gemaach gëtt no baussen, soss kéinten déi Texter zu engem groussen Deel lettres mortes bleiwen.

Net geännert huet sech de Prinzip vun der Indemnisatioun, déi no der lex loci geschitt. Dat war eng Fro, déi bei der Ausaarbechtung vun der Direktiv diskutéiert ginn ass a wou Lëtzebuerg zesumme mat Däitschland an engem gewësse Moment probéiert hu fir een anere Prinzip duerchzesetzen, dass net sollt indemniséiert ginn no de Regele vun deem Land wou d'Accident geschitt, mä dass sollt indemniséiert ginn no de Regele vun deem Land wou de Schued eigentlech ze spieren ass. Dat hätt och fir d'Lëtzebuerger gespillt, mä op europäeschem Plang war et net méiglech fir sech op deem dote Punkt duerchzesetzen.

Ech wëll schléisse mat enger Kritik déi een ubrénge muss op engem prezise Punkt, an zwar ass et esou dass jo eng vun deene wesentlechen Neierungen an deem heiten Text doranner besteet, dass elo en Informatiounsrecht besteet fir dee Geschiedegte vum Accident wat Numm, Adress vun der Assurancëgesellschaft ugeet vun deem anere Verkéiersteilnehmer, dee mat an dat Accident impliquéiert ass, wéi och d'Nummer vu senger Police d'assurance. Do gëtt eng Datebank elo agefouert. Déi Datebank gëtt net geréiert vun den Assureuren direkt, net geréiert vum Stat, mä déi gëtt geréiert - dat war eng Décisioun vun dëser Regierung - vun der Société nationale de contrôle technique vu Sandweiler. Dat wërft awer eng Rei vu prinzipielle Froen op, déi och kritesch opgeworf si ginn am Avis vun der Handelskummer, wou sech d'Fro gestallt ginn ass, ob et eng Aufgab vun den Assureure kéint si fir eng Gesellschaft vu privatem Recht, wat d'Société de contrôle technique vu Sandweiler ass, ze finanzéieren iwwert deen dote Wee, iwwer eng Obligation légale déi hei ageschriwwe gëtt.

An eisen Aen ass dat net dee beschte politesche Stil. Dat ass erëm eng Kéier am Sënn vun der Privatiséierung vun enger Rei vun Aufgaben, déi de Stat eigentlech ze maachen huet, an dofir fënnt déi dote prezis Modalitéit, esou wéi d'Regierung se wëllt ëmsetzen, net den Accord vun eiser Fraktioun. Et bleift awer, dass global gesinn deen heiten Text, wann een d'Virdeeler an d'Nodeeler ofweit, eppes Positives duerstellt, an dofir wäert eis Fraktioun trotz deene Bedenken dëse Projet stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg huet jo de Verkéier an de leschte Jorzéngte permanent zougeholl. Et gesäit een dat och am beschte wéi sech eis Haaptachsen entwéckelt hunn. Als Beispill soll zum Beispill d'A3 genannt ginn, déi sougenannten Diddelenger Autobunn. 1996 sinn do 2.910.859 Camionen an déi zwou Richtunge gezielt ginn an am Joer 2000 waren dat scho 36% méi, an zwar am Ganzen 3.970.221 Unitéiten. Dat ass natierlech en immens rasant Uwuesse vum Verkéier op dësem Tronçon, mä mir hunn déiselwecht Tendenz nach op villen anere Plazen, an och net nëmmen an eisem Land.

De Stroosseverkéier huet sech also ouni Zweifel zu engem Fléau vun eiser Zäit entwéckelt an e bréngt u sech, nieft deem groussen Avantage vun der Mobilitéit, allerdéngs och eng Rei vun negative Konsequenze mat sech. Onofhängeg vum Impakt op d'Liewensqualitéit, virun allem natierlech fir déi Leit déi laanscht esou grouss Achse wunnen, bréngen awer virun allem déi heefeg Accidenter vill Leed an d'Familljen. Et ass also evident, dass de legislative Kader fir déi obligatoresch Autosassurance weider verbessert muss ginn.

Dee virleiende Projet hei huet eemol méi natierlech och europäesche Charakter, well et sech jo ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv handelt, och wa mir natierlech als Lëtzebuerger hei elo nach e Schrack méi wäit ginn. Dat ass awer schonn interessant ze bemierken a beweist, dass Europa a munche Froen, och wann de Moment vläicht Europa bësse méi Schwieregkeeten huet, dach awer lues a lues méi enk zesummewiisst.

Dëst Gesetz bréngt ouni Zweifel eng ganz Rei vu Virdeeler fir d'Autoschauffeure mat sech. Virun allem déi Leit, déi vill mam Auto am Ausland ënnerwee sinn, dierften dëst Gesetz begréissen. Muncher een hat jo leider schonn emol en Accident am Ausland a weess jo och dann, wat fir eng Schwieregkeete gegebenenfalls opgetratt sinn, fir zu sengem Recht ze kommen. Besonnesch a Länner wou déi administrativ Strukturen net ëmmer esou fonctionnéiere wéi se sollten, oder wéi gesot bei engem Autosaccident wou den Onschëllege keng Assurance huet, stelle sech natierlech eng ganz Rei vu Problemer.

E weideren Nodeel ass natierlech deen, dass ee sech am Ausland net ëmmer ka mat de Leit verstännegen. Wann een zum Beispill en Accident an engem griicheschen Duerf am Hannerland huet, mat engem deen och nëmme griichesch schwätzt, da kann ee sech liicht virstellen dass dat natierlech zu enger ganzer Rei vu Problemer ka féieren. Dofir ass et, wéi gesot, elo awer interessant, dass eben e Vertrieder désignéiert gëtt mat deem ee sech a senger offizieller Sprooch dann och verstännege kann. D'Schafe vun engem Informatiounszentrum ass des Weideren e wichtege Punkt. Et dierft u sech och hautdësdags kee Problem si fir besonnesch an Noutsituatioune sech mat deene Leit séier a Verbindung ze setzen.

Interessant ass drop hinzeweisen, dass jo hei zu Lëtzebuerg d'SNCT, also d'Société nationale de contrôle technique mat der Gérance vun dësen Informatioune fir de Kont vum Transportministère beoptraagt gëtt. Och wa mäi Virriedner dat hei éischter als negativ ugesinn huet, wëll ech awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass jo awer de Stat den Haaptaktionär vun der SNCT ass.

Op där anerer Säit muss een awer och soen dass, fir dass dësen Informatiounszenter operationell ka ginn, de Ministère des Transports en informatesche Fichier brauch, dee vun allen Assurancëgesellschaften alimentéiert gëtt. D'ACAR, d'Associatioun vun den Assurancëgesellschaften, begréisst iwwregens, dass den Transportminister am Prinzip d'accord ass dass den

Assurancëfichier mam nationale Fichier vun den Autoe ka kombinéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e wichtegen Aspekt vun dësem Gesetz betrëfft natierlech och d'Neifaassung vum Fonds de garantie automobile, deen 1963 geschafe ginn ass, an ech wëll nach eng Kéier hei en passant drun erënneren, dass et deemools eng Spezialkommissioun war déi de Rapport ausgeschafft huet zu deem Gesetz. Dëse Fong huet leider am Laf vun de Joren u Bedeitung gewonnen, well d'Zuel vun de Chauffeuren déi mengen, et bräicht ee keng Autosassurance ze hunn, leider net ofgeholl huet. Dëse Fong stellt also ouni Zweiwel och e wichtegt Opfangnetz fir déi Leit duer, déi onschëlleg Affer vun engem Stroossenaccident goufen a wou net konnt deen identifizéiert ginn, dee responsabel fir de Schued ass.

Den 11. September 2001 huet natierlech och am Assurancëwiesen en Ëmdenke bewierkt. Et gëtt elo duerch dëse Gesetzesprojet e Plaffong agesat, wann den Accident mat engem Auto en Terrorakt war. Et ass dat leider en neie Phenomeen, dee mir an eiser Gesellschaft eben elo ëmmer méi ze spiere kréien. Den Terrorismus huet eng nei a méi eng grouss Envergure erreecht, déi mer leider bis zu dësem Zäitpunkt u sech ni esou fir méiglech gehal haten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen eis haut zur Ofstëmmung virläit, huet natierlech och seng Auswierkungen op d'Assurancëwiesen insgesamt hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll vläicht kuerz nach eng Kéier drun erënneren, dass dat e wichtegen, ekonomesche Secteur ass, well Enn 2000 hunn ëmmerhin 2.500 Leit do geschafft. 51 Entreprisen, dovunner 9 Lëtzebuerger, waren op deem selwechten Datum am Beräich vun den Autosassurancen täteg. Mir hunn also all Intérêt dëse Beräich gesetzlech gutt ze encadréieren. An dat mannst wat ee ka soen ass, dass dëst Gesetz deem och Rechnung dréit. Am Assurancësecteur ass dee Projet dann och positiv opgeholl ginn.

Et ass kloer, dass d'Demokratesch Partei dësem Gesetz wäert hir Zoustëmmung ginn. Ech wëll awer och nach ofschléissend dem Rapporteur, dem Norbert Haupert, merci fir seng verschidde Berichter soen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche Bericht, an och de Virriedner vu virdru fir déi Exposéen, déi se hei gemaach hunn, wou eng Rei Saachen aus der Praxis ervirgehuewe gi sinn.

Mä ech wëll awer emol en aneren Detail aus der Praxis hei ervirsträichen, deen net virbruecht ginn ass an dee menger Usiicht no och net esou positiv ass an deen och an dësem Gesetz sech net esou séier wäert änneren. Dat ass nämlech d'Situtatioun vun den Affer. Well och wa mir an dëst Gesetz aschreiwen, dass innerhalb vun dräi Méint, wann de Schued festläit, d'Affer Usproch huet op de Schuedensersatz, esou wësse mer awer dass an der Praxis dat net ëmmer esou ass an dass déi, déi am Endeffekt mussen dofir bezuelen, och wäerten dofir suergen dass an Zukunft dat net esou séier iwwert d'Bühn geet an dass et nach ëmmer wäert esou sinn dass déi Leit, déi betraff sinn, nach fënnef, sechs, respektiv esouguer siwe Joer musse waarden, ier se iwwerhaapt hire Schued ersat kréien, an doduerch och dann iwwert déi ganz Zäit eraus nach eng Kéier esou laang musse leiden an alles erëm eng Kéier musse matmaache wat se erlieft hunn.

An ech schwätzen hei net vun deem materielle Schued, mä ech schwätze vun deem physeschen a psychesche Schued, deen eng Rei Leit erleiden, an déi ginn och mat dësem Gesetz, esou gutt wéi et ass a mat all deene positiven Elementer déi dra sinn, net geännert.

Dofir wier et ganz wichteg, wann am Zesummenhank mat dësem Gesetz, oder als Unhank zu dësem Gesetz, d'Moyene géife gesicht ginn, fir dass och déi Prozeduren, déi fir déi betraffe Leit uleien, méi séier missten iwwert d'Bühn bruecht ginn, an do kéint een zum Beispill a Richtung - wéi dat elo neierdéngs och scho virbruecht ginn ass - vun enger Mediatioun goen oder vu Vergläicher, wéi dat an anere Länner de Fall ass, fir déi Prozedure vill méi séier iwwert d'Bühn ze kréien.

Well dat wat déi Leit matmaachen, dat ännert sech mat dësem Gesetz och net, an do wier nach vill Aarbecht fir Remedur ze schaafen, dass dat Leed och méi séier aus der Welt geschaaft gëtt. Mä trotz allem wäerte mer selbstverständlech, well dat Gesetz hei awer gutt Aspekter huet, deem Gesetz zoustëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Merci, Här President. Kuerz um Enn vun dëser Diskussioun géif ech gären natierlech dem Rapporteur Norbert Haupert an der Finanzkommissioun merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. Et ass en technesche Projet, ëm dee sech awer ganz vill Leit bekëmmert hunn. Fir mech ass dëse Projet am Fong aus zwee Grënn wichteg a positiv. Den Haaptgrond ass, dass et eng wesentlech Verbesserung vun der Situatioun vun den Affer vun Autosaccidenter mat sech zitt. Deen zweete Grond vu Satisfactioun ass, dass mer hei effektiv e kohärenten Text virleien hunn, e koordinéierten Text, an dat mécht et dem Utilisateur, quitte dass dee muss Spezialist sinn, trotzdeem vill méi einfach.

Dat ass jo répétéiert ginn a villen Interventiounen, déi de Mëtteg hei gemaach gi sinn, an dofir brauch ech net méi op den Detail dovunner anzegoen.

Eng Prezisioun vläicht um Enn, opgrond vun der Interventioun vum Här Bodry, dee froestellend kritiséiert huet, dass dee Système d'information, wou ee ka kucken ob dann Assurancen op deenen Autoe sinn oder net, dass dee bei enger Gesellschaft ass, nämlech Sandweiler, der Société nationale de contrôle technique, wat eng Privatgesellschaft ass, esou mengen ech soll een doranner keng ideologesch Démarche vun der Regierung gesinn. Sandweiler huet haut schonn déi gesamten Datebank vun allen Autoen, an et mécht einfach Sënn dass een do e Lien mécht tëschent deem wat besteet an deem wat hei opgebaut gëtt. Dobäi soen ech, wann dat och eng Société anonyme ass, da sinn, esou wäit ech weess, d'Aktionären öffentlech-rechtlech Aktionären. Et ass also net iergendeng privat Gesellschaft déi dat kritt.

Ech mengen och dass d'Kritik vun der Chambre de Commerce éischter war, dass d'Assureuren dat misste matfinanzéieren. Do soen ech awer mäin Erstaunen driwwer, well mir hunn dee System allgemeng och schonn haut, well d'Assureure cotiséieren och mat hir eege Surveillance, wat och eng Obligatioun ass vum Stat. D'Banke cotiséieren och mat de Fonctionnement vun der CSSF, esou dass et, mengen ech, normal ass, dass Déngschtleeschtungen oder och Flichten, déi de Stat huet, och mussen iwwer e gewëssene Wee matfinanzéiert ginn. Dat kann een iwwert deen ee Wee maachen. Et hätt een och kënnen d'Steieren héijen, dann hätten och nach aner Leit matbezuelt. Hei ass sech fir dëse Wee entscheet ginn. Et war eng Propositioun vum Transportministeter, där d'Regierung an dësem Punkt nokomm ass.

Ech mengen, dass een hei net kann eng Privatisatioun dohannert gesinn, mä einfach eng pragmatesch Léisung fir eng gutt Gestioun vun deem Informatiounssystem ze maachen. Ech sinn awer frou ze spieren, dass trotz där Kritik oder Fro, déi zu enger Kritik geféiert huet, et mer esou schéngt ze sinn, dass all Fraktiounen am Parlament dëse Projet stëmmen, an dofir soen ech am Numm vun der Regierung merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5030 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 34 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5030.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Weiler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber) et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5015 iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un der Kapitalerhéijung vun der Entwécklungsbank vum Europarot. Et sinn ageschriwwen: den Här Bodry an den Här Rippinger. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert.

8. 5015 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 5ième augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der scho gesot hutt, Här President, gesäit dëse Projet vir, dass d'Regierung un der Erhéijung vum Kapital vun der Banque de Développement vum Conseil de l'Europe ka participéieren. Déi Bank ass 1956 vun aacht Länner kreéiert ginn a si zielt haut 35 Memberen. Se huet als Haaptvokatioun eng Sozialvokatioun. Hiren éischten Objectif ass et fir op urgent Problemer ze reagéieren, déi an de Länner vum Conseil de l'Europe sech stellen, dat heescht besonnesch am Fall vun Naturkatastrophen oder vun engem Krich, fir Hëllef fir d'Réfugiéen ze liwweren.

Déi Bank accordéiert Prêten a besonnesch Garantien un d'Memberstaten, u lokal Collectivitéiten an u Finanzinstituter fir de Finanzement, besonnesch vu soziale Projeten, ze assuréieren. No an no ass awer den Interventiounsberäich vun der Bank erweidert ginn. Sou gëtt zum Beispill de Moment intervenéiert a Beräicher wéi d'Erhale vun Aarbechtsplazen a Kleng- a Mëttelbetriber, bei der Beruffsausbildung oder am soziale Wunnengsbau. Déi Kapitalerhéijung ass also bedingt duerch d'Erweiderung vun dem Aktivitéitsberäich vun der Bank, awer och opgrond vun der Augmentatioun vun der Zuel vun de Memberstaten.

Dës Kapitalerhéijung geschitt folgendermoossen: 1. eng Augmentatioun vum Capital mobilisable, dat heescht Kapital wat ënnerschriwwe gëtt, wat awer nach net direkt brauch verséiert ze ginn; 2. eng Incorporatioun vun engem Deel vun de Reserve vun der Bank an hiert Kapital.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat op där enger Säit eng Augmentatioun vu sengem Undeel un dem Capital mobilisable vun 10.547.689 Euro an op där anerer Säit eng Incorporatioun vun hirem Undeel an de Reserve vun der Bank vun 1.308.976 Euro. Also de Moment brauch d'Lëtzebuerger Regierung keng Contributioun a flëssegem Geld ze maachen. Dofir proposéiert d'Kommissioun der Chamber den Text, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen. Ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll d'Erwaardung vun der Chamber hei net enttäuschen. Ech beschränke mech drop fir den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun, soen awer och dem Rapporteur merci.

M. le Président.- Wéi ech gesinn huet d'Regierung deem näischt bäizefügen a mir kënnen direkt zur Lecture iwwergoen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5015.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5015 ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marcel Sauber (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Ady Jung), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Norbert Haupert);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mueren a fänkt um halwer néng un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.27 heures)

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng
Bërmereng um Kanal S40
/ 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Iermsdref
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal
S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

Débat d'orientation "Les négociations de la commission européenne dans le cadre de l'OMC relatives à la libéralisation des services AGCS et leurs conséquences"

(Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouve Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 9.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Liberaliséierung vun de Servicer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Huss, Mosar, Fayot, Calmes, Henckes an Urbany. Als éischte Riedner ass den Här Jean Huss agedroen als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Debatt ugefrot huet. D'Wuert huet den Här Jean Huss.

Débat d'orientation « Les négociations de la commission européenne dans le cadre de l'OMC relatives à la libéralisation des services AGCS et leurs conséquences »

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Débat d'orientation iwwert de GATS-Accord, op franséisch AGCS (Accord général sur le commerce des services), deen ech am Numm vun der gréngen Fraktioun ugefrot hat, fënnt haut statt, zu engem Moment wou all d'Aen op d'Ongewëssheeten an déi kommend Grausamkeete vun engem Krich am Irak geriicht sinn.

Trotzdeem ass dëse parlamentareschen Débat iwwert de GATS oder den AGCS an iwwert déi lafend Virverhandlungen an Diskussiounen iwwert den internationalen Handel mat Servicer, dat heescht Déngschtleeschtungen, absolut noutwenneg, well dëse GATS selwer an déi aktuell Verhandlungen an dësem Kontext an der interesséierter Öffentlechkeet ganz staark ëmstridde sinn.

Si si virun allem ëmstridde vu Säite vun dem internationale Gewerkschaftsbond, hei am Land vum OGB-L, dem LCGB an der Eisebunnergewerkschaft. Si sinn awer och ëmstridde vu Säite vu ganz villen ONGen, dat heescht Net-Regierungsorganisatiounen. Vill Kriticken an Oflehnunge sinn och vu ville Länner vum Tiers-Monde ze héieren, déi sech erëm eng Kéier a verschäerft de Manövere vun de grousse Konzerner, dat heescht den transnationale Sociéitéiten aus den USA oder Europa an esou virun, ausgesat spieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen haut an enger ëmmer méi globaliséierter Welt an et ass natierlech kloer, datt mir Gréng net géint Handel an Austausch an den internationale Bezéiunge sinn. Mir waren a mir bleiwen awer der fester Meenung, datt dëse Welthandel net eleng no reng kommerziellen oder Profitinteressen däerf fonctionnéieren. Mir mengen datt dëse Welthandel misst ganz staark duerch eng Rei vu Prinzipien encadréiert ginn.

Prinzipien zum Beispill vu Fairness a Gerechtegkeet, fir datt net ëmmer nëmmen déi staark Industriestaten an hir Konzerner dovu profitéieren, op Käschte vun de Schwaachen, dat heescht de sougenannten Entwécklungslänner an de villen Aarmen, déi et do gëtt.

De Welthandel muss awer och encadréiert duerch ekologesch Prinzipien, duerch de Prinzip vum Développement durable fir d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit ze schützen an och fir eise Kanner a Kannerskanner eng liewenswäert Welt ze hannerloossen. Dëse Welthandel muss an eisen Ae selbstverständlech och sozialen, gesondheets- a verbraucherschutzpolitesche Kritären ënnerworf sinn, fir datt et och op dëse Gebidder net zu Mëssbräich a Feelentwécklunge ka kommen.

Dat alles, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer leider am GATS-Ofkommes, wat ee grousst Deelofkommes ass am Kader vun der OMC, der Welthandelsorganisatioun, net oder zumindest net genuch assuréiert. Am GATS-Traité an och an der OMC insgesamt dominéiert ganz kloer an eesäiteg dee reng ökonomeschen, dee reng kommerziellen Aspekt, an et war och aus deene Grënn wou mir Gréng deemools 1995 hei an der Chamber ganz grouss Skepsis geäussert haten an och net fir dësen OMC-Vertrag gestëmmt haten.

Réckbléckend op deemools woen ech haut vun dëser Tribün ze soen, datt ech der Meenung sinn datt sech esou munch Deputéierten deemools net am Klore waren iwwert déi méiglech Konsequenze vun deem wat se ofgestëmmt haten. Dat war net nëmmen hei zu Lëtzebuerg de Fall, mä wahrscheinlech a ville Parlamenter a souguer a Regierungen, virun allem am Tiers-Monde weltwäit.

Eréischt dräi bis véier Joer duerno sinn dunn déi éischt méi massiv international Protester a Protestbewegungen entstan an hu sech ëmmer méi massiv entwéckelt. Denkt un d'Protester zu Seattle oder duerno un déi zu Genua. Denkt un d'Protester géint de sougenannten AMI-Vertrag, deen du gestoppt gouf. An och ronderëm d'Konferenz zu Doha am Scheichtum Katar gouf et eng Rei hefteg Diskussiounen a Protester, well zu Doha géint de Wëlle vun de weltwäiten ONGen a vu villen Drëttweltlänner, vu praktesch allen Drëttweltlänner, eng nei Verhandlungsronn fir eng weider Liberaliséierung vum Welthandel finalement duerchgeboxt ginn ass. Dat virun allem duerch massiven Drock vun den USA a vun der Europäescher Unioun an hirem Commissaire, dem Här Pascal Lamy.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech erënneren dass ech Iech als Observateur vun dëser Konferenz zu Doha e schrëftleche Rapport iwwert den Inhalt a Verlaf vun dëser Konferenz gemaach hat an datt mer dorobberhin an Débat doriwwer hei an der Chamber gefouert hunn.

A mengem deemolege Rapport hat ech ënner anerem och iwwert d'Problematik vum GATS a vum Handel mat Déngschtleeschtunge geschwat an op d'Risiken an d'Gefore vun dëse Verhandlungen higewisen. Ech hat deemools hei schonn higewisen op deen onerdréiglechе Mangel un öffentlecher Transparenz mat där dës Verhandlungen - et kann ee bal soe Geheimverhandlungen - um Siège vun der OMC zu Genf hannert de Kulisse vun der Öffentlechkeet gefouert ginn.

Mir haten iwwregens deemools an eiser Debatt festgehalen, datt all Joer eng Debatt an der Chamber iwwer all dës Problemer vum Welthandel gefouert misst ginn, eng Debatt déi dann elo mat e wéineg Verspéidung endlech hei stattfënnt.

Dir hutt Iech, Madame Ausseministesch, getrei dem DP-Motto vun Dialog an Transparenz direkt bereet erkläert fir haut, also ronn zéng oder zwielef Deeg virum Stéchdatum vum 31. Mäerz, hei zu de GATS-Verhandlunge Stellung ze bezéien. Dat ass och dringend néideg, well wahrscheinlech déi meeschten Deputéierten heibannen absolut net wëssen ëm wat et do bei de GATS-Verhandlunge geet a wat iwwerhaapt d'Verhandlungspositioune vun der Lëtzebuerger Regierung dobäi sinn.

Als Member vun dëser Chamber wëll ech wëssen, mä och déi concernéiert Gewerkschaften an ONGen dobausse wëlle wëssen - mir wëllen endlech Transparenz doriwwer -, wat fir Demandë vu Liberaliséierung vu Servicer Lëtzebuerg un aner Länner geriicht huet a wat fir Servicer ëmgekéiert déi Lëtzebuerger Regierung bereet ass den internationale Konzerner an Opérateuren opzemaachen, well jo evidenterweis domadder ökonomesch, mä och sozial an aner Konsequenze verbonne kënne sinn.

Als Membere vun dëser Chamber wéisste mer allegueren och gäre vun Iech, wéi dann der Lëtzebuerger Regierung hir Haltung ass par rapport zu de Liberaliséierungsvirschléi vun der europäescher Kommissioun, dat heescht vum Här Lamy, dee jo d'Mandat huet am Numm vun deene 15 europäesche Regierungen ze verhandelen.

Mir an och d'Öffentlechkeet dobausse wiere jiddefalls frou fir do vun Iech kloer Äntwerten ze kréien. D'Chamber an d'Öffentlechkeet hunn dorobber net nëmmen en Usproch, mä och e Recht, a wann hei net endlech fir méi Transparenz gesuergt gëtt, da kënne mer jiddefalls all déi schéi Wierder vum Dialog mam Bierger a vun Transparenz gläich vergiessen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdru gesot dass mir selbstverständlech och fir Handel an Austausch op internationalem Plang antrieden, awer ënnert ekologesch a sozial verantwortbare Konditiounen.

De Vertrag vun der OMC, der Welthandelsorganisatioun, an doranner besonnesch de Vertrag iwwert de Commerce mat Servicer, dat heescht de GATS, entspriechen an eisen Aen dëse Konditiounen net a beinhalten doduerjer eng Partie vu Risiken a Geforen, déi ganz wäitgehend kënne sinn - an dofir gëtt et ganz vill kompetent Témoignagë vun Ekonomisten a Sozialwëssenschaftler -, fir de Charakter insgesamt vum europäesche Sozialstaatmodell schrëttweis a Fro ze stellen.

Well schrëttweis, mä progressiv an ëmmer an déiselwecht Richtung sollen an deene kommende jeweils 5, 10 oder 15 Joer iwwer ëmmer nei Négociatioune weider Secteure liberaliséiert ginn, bis mer da wahrscheinlech iergendwann eng Kéier bei der totaler Utopie vun der 100%eger Liberaliséierung wäerten ukommen, vun där laut GATS-Vertrag am Prinzip nëmmen déi sougenannten onverzichtbar Hoheitsaufgabe vum Stat, dat heescht Justiz, Police, Arméi an eventuell nach d'Zentralbanken, ausgeschloss wieren.

Souwuel an der Préambule vum Vertrag wéi am Artikel 19 dovunner kënnt dat Zil kloer zum Ausdrock, wann do geschwat gëtt vu Séries de négociations destinées à accroître le niveau général des engagements spécifiques, déi zu enger Libéralisation progressive misste féieren.

Et besteet vu Säite vun deene wirtschaftleche Kräften, dat heescht haaptsächlech vu Säite vun deenen zwee-, dräihonnert gréissten amerikaneschen, europäeschen an anere multinationale Gesellschaften, ganz kloer d'Zil an Etappen alles ze kommerzialiséieren, alles zur Wuer ze maachen, aus allem kënne Profit ze schloen, an dofir ass hiert kloert Zil - an och dofir ginn et prezis Aussoen an Témoignagen - fir grad déi Secteure fir Profit a Konkurrenz opzebriechen, déi haut nach a ville Länner, virun allem am Sozialstaatmodell Europa, a staatlecher oder öffentlecher Hand sinn: staatlech Entreprisen, mä och Betriber a Regie vu Gemengen oder Gemengesyndikater.

An d'Wënsch vun de PDGe vun dëse grousse Multië maachen dobäi och net Halt virun esou evidente Services publics wéi zum Beispill d'Waasserversuergung, d'Educatioun, d'sozial Déngschter oder och d'Santé publique.

Et muss ee leider soen, datt dës grouss Patrone mat hiren neoliberale Liberaliséierungs-, Privatiséierungs- an Dereguliséierungswënsch net eleng do stinn, mä datt se do dobäi vill Verständnis fanne bei den zoustännegen EU-Commissairen, virun allem bei den Häre Lamy, Monti oder Liikanen an deenen hire Chefbeamten, déi bereet sinn alles oder bal alles fir si ze maachen, ënner anerem zum Beispill a Saache permanent Informatioun, während op där anerer Säit awer a Richtung Gewerkschaften an a Richtung ONGen absolut keng Transparenz an och kee seriöen Informatiounsfloss bis elo bestanen huet.

Well den Här Lamy jo awer just kann am Optrag, op Mandat, vun de 15 europäesche Regierunge verhandelen, droen och dës Regierungen an eisen Aen - och déi lëtzebuergesch - dobäi eng kloer Verantwortung. Mir mengen, datt dem Här Lamy säi Verhandlungsmandat schnellstens misst nei definéiert ginn, fir datt mer net blann vill ze vill schnell an eng praktesch gesinn irreversibel Liberaliséierungssakgaass erageroden, Liberaliséierungssakgaassen aus deenen et da ganz schwéier wäert si fir iwwerhaapt erëm eng Kéier kënnen erauszekommen.

Mat Liberaliséierungssakgaasse menge mer net nëmmen déi an der Tëschenzäit bekannten absolut negativ Entwécklungen aus der Vergaangenheet vu Privatiséierung vu Servicer, déi virdru Services publics waren an den Industriestaten. Ech denken do zum Beispill un d'Energiekris an drastesch Präiserhéijungen a Kalifornien. Ech denken un de Fiasko vun der Privatiséierung vu den Eisebunnen an England oder an Holland, oder och un d'Privatiséierung vum Drénkwaasser an England an a Wales am Joer 1990.

Zu dësem leschte Beispill just e puer Zuelen a Fakten, fir emol ze illustréiere wat dat heescht: No der Privatiséierung vum Waasser an England an a Wales hunn d'Privatfirme praktesch näischt an d'Moderniséierung vum Leitungsnetz investéiert, mä rise Profiter gemaach. D'Präisser sinn zënterhier inflatiounsberengegt ëm iwwer 40% gehéicht ginn. Resultat: Innerhalb vu engem Joer no der Privatiséierung hunn 21.586 Haushalter, sougenannte sozialschwaach Haushalter, de Krunn vum Waasser ganz einfach zougedréint kritt an d'Zuel vu de Fäll vun der Ruhrkrankheet, déi bekanntlech op Hygiène zréckzeféieren ass, huet sech praktesch vervéierfacht, mat neie Käschten natierlech och fir den öffentleche Gesondheetsdingscht. Eréischt 1999 sinn déi staatlech Opsiichtsbehörden dunn ageschratt an hunn de Privatentreprisen d'Oplag gemaach, bis 2005 15 Milliarde Pond ze investéiere fir eng seriö Waasserversuergung ze sécheren, fir Ëmweltoplagen och anzehalen an ze erfëllen a fir Leckagen a Waasserverloschter virzebeugen. Konsequenz dovun: Et herrscht keng Begeeschterung méi bei de private Bedreiwer a Geschäftemaacher an eng Partie vu hinne wëllen anscheinend elo erausklammen an dem Stat dee Service vum Waasser zréckverkafen.

Dir Dammen an Dir Hären, ähnlech Liberaliséierungssakgaasse gouf et an deene leschte Joren am Kontext vu der Liberaliséierung vum Waasser a munche Grousssteid vum Tiers-Monde, wou et deelweis zu ähnlechen onsozialen Entwécklunge koum wéi an England. Bekannt gouf virun allem de Fall vu der grousser bolivianescher Stad Cochabamba, eng Stad vu ronn 500.000 Awunner, déi och dorop eragefall waren hir Waasserversuergung engem privaten amerikanesche Konsortium ze iwwerloossen. D'Muster vu den Evénementer duerno war datselwecht. Drastesch Präiserhéijunge gläich ëm 200% fir dat Waasser, e Waasser dat dach awer d'Grondnahrungsmëttel par excellence ass, virun allem am Tiers-Monde, an an eisen Aen och e soziaalt Recht misst sinn. Dorobber hin ass et zu massenhafte Protester, Demonstratiounen, Revolten an Zesummestéiss mat der bolivianescher Arméi komm. Et koum zu ville Verhaftungen, Verletzten, zwee Leit déi blann gi sinn an esouguer engem Doudegen, iert d'Stad Cochabamba duerch déi ganz Revolten opgeschreckt an och Bolivien virun der Roserei vun der Bevölkerung zréckgeschreckt ass, an d'Stad Cochabamba hir Verträg mat där privater amerikanescher Firma wollt opléisen.

Haut, an dat erlaben expressis verbis d'Artikele vum GATS-Vertrag, steet Cochabamba net nëmme viru grousse soziale Schierbelen, mä och nach virum Geriicht vun der Welthandelsorganisatioun, well natierlech verlaangt elo déi privat Waasserfirma, oder misst een do net besser soen déi privat „Waassermafia", extrem héich Schiedenersatzfuerderunge vun där bolivianescher Stad, déi jo schonn net räich ass.

Dir Dammen an Dir Hären, dat waren nëmmen e puer negativ Beispiller vu Liberaliséierung aus Industriestaten oder Drëttweltlänner, Beispiller haaptsächlech aus de Beräicher Waasser, Transport an Energie, Beispiller aus deenen een eigentlech dach déi néideg Konklusioune misst zéien. An trotzdeem schéngt et elo esou ze si wéi wann d'EU-Kommissioun op Drock vu Vivendi, op Drock vun der RWE, vu Suez a vun aneren europäesche Waassermultien, déi nach méi staark a Richtung Liberaliséierung vun de Waassermarchéë virun allem am Tiers-Monde drängen, a wann déiselwecht EU-Kommissioun iwwert de GATS och intern an den EU-State wëllt d'Liberaliséierung vun öffentlech dirigéierte Waassermarchéen erzwéngen, wat fir eis Gréng absolut inakzeptabel ass.

Trotz eenzelne klenge Boboen an deene vergaangene Jore si mir mat der SEBES, mam SES an anere Gemengesyndikater vum Waasser zimlech gutt gefuer. Mer wëllen a mer brauche weder englesch Zoustänn nach Schlëmmeres, an dofir verlaange mer e kloeren Nee vun der Regierung zu jidder Liberaliséierung vum Drénkwaasser an insgesamt och e Moratoire, dat heescht eng Denkpaus, ier et iwwerhaapt däerf zu Offerten a Verhandlungen iwwer Offerten am Kader vun dëse GATS-Verhandlunge kommen.

An eis Oflehnung gëllt evidenterweis net nëmme fir d'Waasser, mä kloer och fir eng ganz Partie vun anere Services publics: Educatioun, Santé, Environnement, Sozialdingschtleeschtungen an esou virun, fir nëmmen déi Wichtegst ze nennen. Dat si fir eis aus sozialen,

ekologeschen a verbraucherschutzpolitesche Grënn kloer Aufgabe vun öffentlechem Interesse a vun öffentlecher Verantwortung, mä méi genau wäerte mer doriwwer jo nach eng Kéier méi prezis beim honorabelen Här Krecké senger Interpellatioun schwätzen, déi jo nach virun dësem Summer söll stattfannen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virdru gesot datt d'EU-Kommissioun bei dëse Verhandlunge leider haaptsächlech nëmmen d'Intérête vun de groussen ekonomeschen Opérateuren am Sënn hat, déi aus Profitgrënn an den Export op all méiglech Marchéë weltwäit erandrängen. Datselwecht geschitt natierlech vu Säite vun de groussen amerikanesche Multien a vun hire Chambres de Commerce. Esou hu sech virun enger Rei vu Jore ronn 150 PDGe vu Firmen aus den USA an aus der EU am sougenannten Transatlantic Business Dialogue, ofgekierzt TABD zesummegedoen, fir hir Liberaliséierungsziler duerchzesetzen. Hei an Europa hat d'Kommissioun nach ënnert dem Sir Leon Brittan, engem Kolleeg vun der Madame Thatcher, de sougenannten ESF, den European Services Forum an d'Liewe geruff, an deem iwwer 80 europäesch Multië sëtzen déi den Handel vun de Servicer wëlle liberaliséieren an domadder Profit maachen. Zënter e puer Joer gëtt do schonn iwwerluecht an och Drock gemaach, fir sougenannt stéierend Handelsbarrièren am Export ewech ze kréien. An hirem Viséier stungen a stinn do, niewent dem Waasser, natierlech och fir si profitabel Marchéën, déi haut zum groussen Deel nach öffentlech regéiert ginn, virun allem an de Beräicher Educatioun, Santé, Services sociaux oder visuell Servicer an esou virun.

Dat si fir déi europäesch an och fir déi amerikanesch Multien absolut lukrativ Marchéen. D'Santé gëtt weltwäit geschätzt als e Marché vun 3.500 Milliarden Dollar. D'Educatioun ass e Marché vu ronn 2.000 Milliarden Dollar. D'Waasser ass e Marché vu ronn 1.000 Milliarden Dollar.

E puer Zitater dozou, wat d'Intentioune vun den Déngschtleeschtungsmultien a PDGe betrëfft.

Den Här Peter Woicke, Vize-President vum SFI, enger Filial vun der Weltbank, seet an enger franséischer Iwwersetzung aus dem engleschen Text: „L'éducation est avec la santé, le dernier bastion à conquérir." Wiertlecht Zitat.

Oder zum Beispill de PDG vu Solvay, dem Chimiekonzern Solvay hei an Europa, de Baron Daniel Janssen, dee virun europäeschen, amerikaneschen a japanesche Managerelitë vun enger neier duebeler Revolutioun geschwat huet, déi doranner géif bestoen: « à réduire le pouvoir de l'Etat et du secteur public en général au moyen de la privatisation et de la déréglementation et à transférer » - gutt nolauschteren – « un grand nombre des pouvoirs des Etats-nation à une structure plus moderne et plus orientée vers la sphère internationale au niveau européen».

Déi souverän State sollen also iwwert dëse Wee ëmmer méi u Souveränitéit verléieren, an dat ass fir eis inakzeptabel. Wa Souveränitéitsverloschter solle geschéien zugonschte vun internationale Gremië wéi der OMC, déi an eisen Aen riseg Demokratiedefiziter hunn an deenen et par définition prioritär guer net ëm Demokratie, Sozialsécherheet, ekologesch a sozial Ufuerderungen an esou viru geet, mä eesäiteg nëmmen ëm totale Fräihandel.

Dir Dammen an Dir Hären, et këint ee munch aner PDGen oder Direktere vu Chambres de Commerce zitéieren, fir ze gesi wat hir Ziler sinn, mä och d'EU-Kommissioun selwer marchéiert an déi forcéiert neoliberal Richtung mat, obschonn den Här Lamy, als zoustännege Commissaire, jee nodeem viru wiem e schwätzt oder en Interview gëtt, ëmmer erëm schéin a beruegend Saache seet, Saache wéi zum Beispill, dass hie géint eng wëll neoliberal Liberaliséierung wier, datt hien an der OMC an am GATS géif kämpfe fir eng Mondialisation encadrée fir d'Mondialisation ze maîtriséieren an esou virun.

Mä deeselwechten Här Lamy, wann e virun de PDGen oder den internationale Patronatsgremië schwätzt, dee schwätzt do eng ganz aner Sprooch an et gëtt do genuch Zitater. Do schwätzt hien dëse PDGe vun de grousse Firmen aus dem Häerz, an et ass och an hirem Sënn wou hien als EU-Commissaire permanent versicht ze handelen. Zwee Originalzitater vum Här Lamy, just fir dat ze illustréieren. 1999 zum Beispill, als Successeur vum Commissaire Leon Brittan, huet e virun dem TABD, dem Transatlantic Business Dialogue gesot: « La nouvelle Commission soutiendra les recommandations du TABD de la même manière que la précédente. Nous ferons ce que nous avons à faire d'autant plus facilement que de votre côté » - d'Industrieller si gemengt – «vous nous indiquez vos priorités». Dat ass Kloertext geschwat!

Zu Stroossbuerg sot e kuerz duerno: «L'OMC doit élargir ses attributions pour englober des questions de société telles que l'environnement, la culture, la santé et la nourriture qui à l'instar de la concurrence et de l'investissement » - denkt un den AMI - «ne peuvent plus être tenues à l'écart du commerce».

An déi zwee engste Mataarbechter vum Här Lamy, de Michel Servoz an de Robert Madelin, sote viru kuerzem nach: «Certains secteurs nous paraissent d'une importance croissante et nous voudrions y voir un niveau plus élevé d'engagements: Il s'agit des services de l'environnement, de la construction, de la distribution, de la santé et de l'éducation. Notre liste d'emplettes est tout à fait similaire à celle de nos partenaires du Quadrilatère» - gemengt sinn déi aner Industriebléck an Amerika an esou virun.

An e leschten, schéine méi klore Saz vum Här Michel Servoz: „L'éducation et la santé sont mûres pour la libéralisation." Zitat aus der Washington Daily Trade vum 4. Juni 1999.

Wa se deemools scho räif ware fir d'Privatiséierung, Dir Dammen an Dir Hären, ass dann net ze fäerten datt se net geschwë géife kënne kippen, obscho vun den zoustännegen europäesche Ministeren oder Regierungen ëmmer erëm héich an helleg betount gëtt, d'Privatiséierung vu Schoul, Santé oder Waasser géif ni a Fro kommen?

Mir erlaben eis do, an net nëmme mir Gréng, mä och d'Gewerkschaften an d'Salariéen, d'ONGen a vill beonrouegt Bierger dobaussen, fir méi wéi skeptesch do ze sinn, an dat aus enger Rei vu Grënn.

Éischtens ass et an deene vergaangene Joren hei an Europa souwisou schonn zu enger ganzer Rëtsch vu Privatiséierungen an enger Rei vu Secteure komm mat iwwerwiegend zweifelhafte Resultater. D'Privatiséierung ass sécher gutt fir Profitter a Chairholdervalue, mä oft éischter schlecht fir Léin an Aarbechtsbedingunge vun de Salariéen, an oft mussen dobäi och d'Konsumenten, d'Usagere sech mat méi schlechten Déngschtleeschtunge begnügen an déi Sozialschwaach riskéieren a grouss Schwieregkeeten ze kommen, siehe Beispill England oder Cochabamba mam Waasser.

D'Privatiséierung ass nach laang, an eisen Aen, net ëmmer besser, oft ass et leider de Géigendeel. Mä firwat mer och skeptesch a beonrouegt sinn, dat sinn esou Aussoe wéi déi vun den Häre Lamy oder Servoz, oder och vu PDGe bei deenen d'Intentioune fir d'Zukunft jiddefalls kloer schéngen, progressiv vu Verhandlungsronn zu Verhandlungsronn ëmmer méi Secteuren, an an dëse Secteuren och ëmmer méi wäitgehend fir de Commerce a Privatkonkurrenz opzemaachen, ausser, wéi gesot, Arméi, Police, Justiz an eventuell d'Zentralbanken.

Beonrouegt si mer zum Beispill och ugesiichts vun Aussoen aus den USA, déi grad op den Educatiouns- an och op de Santéssecteur zielen, woubäi als Entrée, fir eran ze kommen an d'Educatioun, den Enseignement universitaire an d'Owes- a Weiderbildung gëllen an als éischt Entrée an de Santéssecteur virun allem de lukrative Secteur vum Drëtten Alter a vun der Fleeg.

Wat do dann an deene Secteuren eventuell bei deenen nächsten oder wann net bei den nächsten, dann den iwwernächste Verhandlungen u Liberaliséierung a Privatiséierung ugestrieft gëtt, dat hunn lech hoffentlech jo dës puer brisant Zitater vu virdru virun Ae geféiert.

An e puer vläicht méi kleng, mä fir Lëtzebuerg awer och bedeitend Aussoe vu Lëtzebuerger Regierungsmemberen oder Politiker, déi engem och ze denke ginn. Esou hat zum Beispill d'Madame Viviane Reding als EU-Kommissärin nach viru kuerzem am Monde gemengt, déi europäesch Universitéite misste méi kompetitiv ginn. Wat domadder gemengt war? Ass domadder gemengt eventuell eng Privatiséierung oder Deelprivatiséierung vun öffentlechen Héichschoulen? Mir wëssen et net a wiere frou wann d'Madame Reding sech an esou Froe vläicht eng Iddi méi prezis géif ausdrécken.

Oder zum Beispill dem Här Innenminister Wolter seng Äntwert op dem Här Bausch seng parlamentaresch Ufro, wou den Här Wolter am Kontext vun der Liberaliséierung vum Energiemaart gemengt huet, d'Stad Esch oder déi aner Gemengen hätten am Beschte fir hir Elektrizitéits- a Gasnetzer ganz einfach un de Privatsecteur ze verkafen. Dat sinn och esou Aussoen.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et jo och, an et ass dat wat fir d'Leit zielt, déi konkret Artikele vum GATS-Vertrag selwer, déi deene wéinegsten heibanne bekannt sinn, déi awer ganz kloer a relativ prezis déi nei Liberaliséierungsmarschroute festleeën.

Am Artikel 19 vum GATS-Vertrag steet zum Beispill prezis, dass an allen Déngschtleeschtunge schrëttweis en ëmmer méi héije Stand vu Liberaliséierung erreecht muss ginn.

Am Artikel 21 gëtt däitlech gesot, datt wann e Land eng Kéier e Service fir d'Liberaliséierung fräi ginn huet, et dann nëmme schwéier a just dann nach doraus erëm eraus kann, wann et deenen anere Länner an Handelspartner en anere Serviceberäich opmécht, deen déi dann och nach als gläichwäerteg mussen akzeptéieren.

De facto ass duerch den Artikel 21 eng relativ wäitgehend Irréversibilitéit festgeschriwwen, wat och aus demokratesche Grënn an eisen Aen inakzeptabel ass. No Aussoe vum David Hartridge, Direkter vun der Divisioun vun de Servicer bei der ONC, ass d'Saach jiddefalls kloer: „Ce traité va accélérer le processus de libéralisation et de réforme" - esou Saache ginn haut scho Reform genannt - „et le rendre irréversible!". Zitat vun 1997 beim Séminaire "Opening Markets for Banking Worldwide".

A wat seet dann ee vun deene wichtegsten Artikelen, nämlech den Artikel 1 vum Vertrag, deen definéiert wat ënner engem Service public ze verstoen ass? Am Artikel I.3b gi genannt: „tous les services dans tous les secteurs à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental". Wat heescht dat dann elo? Heescht dat, datt keng öffentlech Déngschtleeschtungen do era géife falen? Schéi wier et. Mä dat gëtt awer gläich am Artikel I.3c erëm eng Kéier ageschränkt, wou gesot gëtt datt en öffentleche Service vun der öffentlecher Hand nëmmen nach dann däerf ugebuede ginn, wann en net geleescht gëtt, ech zitéieren: „ni sur une base commerciale ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services".

Bei der Definitioun, Dir Dammen an Dir Hären, vun dëse Begrëffer, sur base commerciale an en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs, gesi mir haut eventuell, mä nach vill méi an der Zukunft, wann d'Fuerderunge vu privaten Opérateure vill méi drastesch wäerten op eis zoukommen, grouss Problemer op d'Services publics zoukommen, op all Services publics, ausser de sougenannten Hoheitsaufgabe vun de Staten, dat heescht Arméi, Police a Justiz.

Wann nämlech en Zuchbilljee kaaft gëtt oder wann en Timber kaaft gëtt, wann deelweis bezuelt gëtt fir sozial-öffentlech Déngschtleeschtungen, geschitt dann dat do net op enger Basis déi als kommerziell definéiert ka ginn? Amerikanesch Spëtzenaffekote wäerten dat ganz séier erausfannen.

An dann d'Beispill vun der Educatioun an der Santé. Den Artikel I.3c schwätzt kloer vu Konkurrenz vum öffentleche Service public mat anere private Fournisseuren. Zu Lëtzebuerg hu mer do awer bekanntlech och Privatfournisseuren, Privatschoulen an der Educatioun a Privatspideeler a Santésservicen an der Santé, déi vum Stat subventionéiert ginn. De Paragraph I.3c - an dat sot viru kuerzem och nach d'Pressespriecherin vum Här Lamy selwer, déi konfirméiert huet datt eigentlech just Beräicher wéi Police oder Militär vun dësem Paragraph ausgeschloss wieren -, dësen Artikel I.3c kënnt dofir an Zukunft och Problemer fir Lëtzebuerg mat sech bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Existenz vu katholeschen oder net konfessionnelle Privatschoulen, déi vum Stat subventionéiert ginn, an d'Existenz vu katholeschen oder net konfessionnelle Spideeler, déi vum Stat subventionéiert ginn, a wou béid Strukture parallell an a Konkurrenz niewent öffentleche Strukture fonctionnéieren, werft laut Artikel I.3b an I.3c net de konkrete Problem op, awéiwäit dann zum Beispill och privatamerikanesch Multien, déi an dës Secteure wëllten erakommen, net déiselwecht d'Statssubventioune missten accordéiert kréien, wat dach awer an eisen Ae gréisser budgetär a finanziell Problemer kënnt mat sech bréngen an eventuell och d'Noutwendegkeet vun Aspuerungen op anere Gebitter.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Koalitioun vun den amerikanesche Service-Enterprisen, d'USCSI, wëllt jiddefalls schrëttweis an déi dote Richtung goen, wa se vu schnellstméiglecher Liberaliséierung vun alle Servicer an enger Etendue maximale schwätzen an doniewent de Commerce du service électronique och erwähnen, Zitat aus der englescher Iwwersetzung vum 8. Februar 2000: D'Energie, den Environnement, an dann déi Servicer „qui n'ont pas encore reçu l'attention qu'ils méritent, comme l'éducation et la santé". Dat ass also eng kloer Sprooch, wat déi op jidde Fall wëllen.

Mir sinn also, Madame Ausseministter, esouguer wann et bei dëser éischter Verhandlungsronn nach net zur Privatiséierung vun Deelaspekter vu Santé oder Educatioun géif kommen, skeptesch a mir hunn och Zweifelen, well do herno vun der EU-Kommissioun e gesamte Verhandlungspaquet, e sougenannte „big deal" wäert op den Dësch geluecht ginn a mussen ofgestëmmt ginn, wou mir Europäer och Géigeleeschtunge wäerte musse bréngen, an do bleift, niewent der europäescher Landwirtschaft, no den Artikelen I.3b an I.3c, villes méiglech.

Ech muss soen, als Gréng hu mir an den Här Lamy, wat en do verhandelt, net ganz vill Vertrauen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Ausseminister wäert elo äntwerten, ech wier ze vill pessimistesch oder ech géif den Däiwel un d'Wand molen. D'Regierung hätt net vir a géif och guer net drun denken - ech erlabe mer scho virzedenken, wat d'Ausseministesch mer wäert äntwerten.

(Interruptions diverses)

D'Madame Ausseministesch wäert elo äntwerten, ech wier ze pessimistesch, dofir widderhuelen ech et nach eng Kéier, oder ech géif den Däiwel un d'Wand molen. D'Regierung hätt iwwerhaapt net vir a géif och guer net drun denken, fir zum Beispill d'Educatioun oder d'Santé fir d'Liberaliséierung am Kader vum GATS opzemaachen. An dat gleewen ech hir esouguer haut ouni Problemer. Mä d'Fro ass, ob mer mam Artikel I.3b an I.3c, am Artikel 15, wou et ëm d'Subventioune vu Servicer geet, iwwerhaapt nach vill Méiglechkeete wäerte behalen, wann do emol méi massif Fuerderungen an den nächste Joren an deenen nächste Verhandlungsronnen da wäerten op eis zoukommen. Dat ass d'Fro ëm déi et geet.

An den Artikel 8 wou et ëm d'Monopolstellunge geet, den Artikel 9 wou et ëm d'Pratique commerciale geet, den Artikel 16 wou et ëm den Accès um Marché geet, an den Artikel 17 iwwert den Traitement national, all dës Artikele weisen, wann ee se kombinéiert e wéineg kuckt, ganz kloer op d'Richtung Liberaliséierung a Privatiséierung och vun deenen dote Saachen.

Accès au marché an Traitement national, bedeit dat zum Beispill net, datt, wéi ech scho virdru gesot hunn, US-Service-Firmen, déi anscheinend elo schonn op déi europäesch Marchéë wëlle kommen an de Beräicher Universitéit a Formation continue, dann hei zu Lëtzebuerg zum Beispill datselwecht Urecht op Gläichsubventionéierung hätte wéi zum Beispill elo déi geplangten Uni, déi mer wëlle bauen, oder aner universitär Servicer, déi et haut scho gëtt, mat alle budgetäre Konsequenzen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach op zwee weider problematesch Aspekter an Artikelen an dësem GATS-Vertrag kuerz agoen.

Engersäits eng nach méi allgemeng geféierlech Dispositioun, wou et ëm d'Festleeung vun Normen am Handel mat Déngschtleeschtunge geet. An deem Kontext sinn natierlech sozial an aarbechtsschutzrechtlech, zum Beispill Kanneraarbecht, mä virun allem och ëmwelt-, gesondheet-, aarten- an déiereschutzpolitesch Aspekter ganz wichteg. Vill Normen an deem Beräich goufen an deene vergaangene Joren zum Beispill vun de Regierungen, vun den Ëmwelt- a Gesondheetsministeren a ville Länner an engem positive Sënn festgeluecht. Et ginn do bekanntlech eng ganz Partie vun internationalen Traitéen, zum Beispill den Traité iwwert d'Biodiversitéit oder iwwert den Aarteschutz.

De Problem mat der OMC a mat dësem GATS-Vertrag besteet elo awer doranner, datt d'OMC, eng Welthandelsorganisatioun, sech umoosst sech iwwer all déi aner international Traitéen ewechzesetzen. Wat haut laut OMC a GATS zielt, ass just nach de fräien Handel. Si betruechte vill national oder international Regelungen an Normen a Saachen Ëmwelt- oder Verbraucherschutz, a Saachen Aarbechtsrecht an aner wichteg Froen just als Obstaclë vum fräien Handel.

Am GATS steet kloer, datt esou ekologesch oder sozial Regelungen, déi an eisen Ae bluttnoutwendeg sinn, keng Handelshemmnisser däerfen duerstellen, an datt hir Nécessitéit kloer bewise muss ginn, well soss dat Land, wat esou Regelungen huet, virun dat iewescht OMC-Tribunal, de sougenannten Organe de règlement des différends geruff gi kann a gegebenenfalls mat schwéiere Sanctioune beluecht gi kann.

Et muss ee wëssen, datt dësen Tribunal, dësen Organe de règlement des différends, an deene vergaangene puer Joer bis haut, mat enger eenzeger Ausnahm, dat war den Asbest, ëmmer zugonschte vu rengen Handelskritären tranchéiert hat, wat fir eis inakzeptabel ass. Ech hunn eng ganz Rëtsch vu Beispiller hei leien, et géif awer elo a menger Riedezäit ze wäit goe fir déi all opzezielen, mä et war beispillsweis am Aarteschutz d'Affär vun den Delphinen, déi iwwert d'Fëscherei mat gefaange gi sinn. Do si souguer d'USA veruerteelt ginn.

(Interruption)

Voilà!

(Hilarité)

D'Beispiller, déi et an dësem Kontext ginn, sinn an eisen Ae méi wéi skandaléis. Et ass an eisen Aen iwwerhaapt schonn inakzeptabel, datt d'OMC an demokratesch net legitiméiert Organer wéi dësen Organe de règlement des différends iwwerhaapt däerfen iwwer Domäne jugéieren, déi esou essentiel si wéi Ekologie, Aart- an Déiereschutz, Aarbechtsrecht an esou virun. Mir mengen, datt déi demokratesch international Communautéit all Intérêt hätt fir dës onerträglech Situatioun vun der eesäiteger Allmacht vun der OMC zugonschte vum Commerce schnellstens mindestens deelweis erëm ze redresséieren.

Et kann an et däerf an eisen Aen net sinn, datt reng kommerziell Profitinteresse méi Gewiicht hu wéi Gesetzer oder Regelungen iwwert de Schutz vu Kanner, de Schutz vun der Gesondheet oder de Schutz vun der Biodiversitéit a vu seelenen Déieren a geschützte Planzen. Mä och scho vun der Definitioun vun der „Nécessitéit" vu Regelungen an allgemeng par rapport zu der vill ze grousser Definitiounsmuecht vun der OMC missten dës Verträg also an eisen Ae kloer iwwerschafft ginn.

Geschitt dat net, dann dierft a mengen Aen op jidde Fall ganz kloer ofzegesi sinn, datt d'OMC selwer um Weltplang - an net nëmme vun den ONGen, mä um Weltplang - ëmmer méi staark contestéiert a refuséiert wäert ginn. D'Konsequenzen dovunner sollte sech déi Responsabel op jidde Fall an eisen Ae ganz gutt iwwerleeën.

E leschte problematesche Punkt, deen ech hei nach wollt uféieren, interesséiert méi speziell d'Gewerkschaften an d'Salariéen an enger ganzer Rei vu Branchen, an do hätte si nawell och gär prezis Äntwerten. Wann ech vun de Gewerkschafte schwätzen, da schwätzen ech hei vum OGB-L, vum LCGB a vun der Eisebunnergewerkschaft, déi sech zu där Problematik scho geäussert hunn.

(Interruption)

Neen, ech hunn 30 Minutten.

(Interruption)

Neen, 20 Minutten. Ech hunn et hei stoen.

De GATS-Vertrag erlaabt nom Paragraph 2 vum Artikel 1, dee sech op de Mode 4 vun den Déngschtleeschtungen an d'Mobilitéit vu physesche Persoune bezitt, datt en Entrepreneur ab 2005 auslännesch Aarbechtskräften däerf fir eng begrenzten Zäit an engem anere GATS-Memberstat asetzen.

Net nëmmen d'Vertrieder vun dem OGB-L an dem LCGB, déi mer virgëschter nach hei an der Chamber gesinn hunn, sinn iwwert dëse Problem zudéifst beonrouegt, mä zum Beispill och d'Madame Onkelynx, déi fir dës Froen zoustänneg belsch Ministerin, huet an engem Bréif un hiren Ausseministère hir Suergen heiriwwer zum Ausdrock bruecht, notamment iwwert eng ze grouss Ouverture vum Aarbechtsmaart, déi do elo géif riskéieren ze kommen, virun allem och iwwert de Biais vun den envisagéierte méiglechen Ausnahmen, déi do erwähnt ginn, vun de belsche Sozialnormen. D'Madame Onkelynx fäert och ganz kloer duerch de Paragraph iwwert de Mode 4 eng Destabilisatioun vum Marché de l'emploi a si fäert - dat geet aus hirem Bréif ervir -: «une pression des rémunérations à la baisse des salariés», datt dat géif kommen. Si schwätzt an dësem Bréif och d'Inconnuë vun der Integratioun vu sougenannte Stagiairen aus dem Ausland un an eng nei Kategorie vu Leit, déi sougenannten Indépendanten.

Hei, Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, schéngt och eis Gréngen nach vill inhaltleche Klärungsbedarf ze bestoen. Ech hoffen, datt den Här Biltgen an d'Regierung do virdrun nach fir déi noutwendeg Klärung wäerte suergen. Fir eis ass jiddefalls kloer, dass an dëser fir eisen Aarbechtsmarché och wichteger Fro keng Kloerheet a keng Transparenz do ass, an datt déi awer misst bestoen, ier een an esou engem Sënn nei Engagementer géif agoen.

Doriwwer eraus stelle mir och insgesamt de Prinzip vum GATS-Vertrag a Fro fir esou Zäitverträg mat auslännesche Spezialisten zu Tariffer ofzeschléissen, déi net gekläert a wahrscheinlech wäitgehend ënnert deenen handelsübleche géinge leien. Et wier doniewent souwisou och entwécklungspolitesch absolut kontraproduktiv an irresponsabel, fir de Länner aus dem Tiers-Monde iwwer esou e „Brainflow" hir capabelste Wëssenschaftler, Techniker, Informatiker an aner Fachkräften ewechzehuelen.

A wa mer scho bei de Konsequenzen…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Huss, et geet esou lues zu Enn. Dir hutt Är Zäit schonn ëm esou vill iwwerschratt. Dir hutt och déi Zäit vun der gréngen Fraktioun scho benotzt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Den Här Huss ass an Iertum gefouert ginn, well d'Auer schlecht fonctionnéiert huet.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Hei steet 22 Minutten a 15 Sekunden. Ech hu 35 Minutten Zäit.

M. le Président.- Jo, mä déi virdru musst Der awer och derzou rechnen. Déi ware separat gerechent ginn.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Wéi eng?

M. le Président.- Virdrun hat Dir schonn eng Kéier 17 Minutten.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, et ass Duercherneen. Här Huss, Dir hutt fir d'éischt scho 15 Minutte kritt gehat. Déi sinn ofgelaf an dunn ass d'Auer erëm op Null gedréint ginn an dunn hutt Dir nach eng Kéier 20 Minutte kritt.

M. le Président.- Dir musst déi zesummerechnen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dat musst Der engem awer soen.

M. le Président.- Kommt elo zum Schluss, Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Bon, Här President, dat do war mer elo net bewosst. Et stung hei 22 Minutte, dunn hunn ech geduecht, datt ech nach gutt Zäit hätt.

M. le Président.- Dunn hutt Dir geduecht: Et geet nach duer.

(Hilarité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hu geduecht: Ech hu 35 Minutten, dann hunn ech nach 10 Minutten Zäit.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här Huss, mer wëssen dass Der haut ganz vill ze soen hutt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech misst awer d'Konklusiounen nach virdroe kënnen.

M. le Président.- Et ass an der Rei. Domat si mer och nach d'accord, mä maacht net ze laang.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Bon, wat d'Konklusiounen ubelaangt, hätte mer un d'Regierung dann eng Partie vu konkrete Froen.

1. Wat fir eng Fuerderunge vu Liberaliséierung a wat fir enge Secteuren huet d'Lëtzebuerger Regierung u wat fir Länner vum GATS geriicht a firwat?

2. Wat fir Secteure vu Servicer ass d'Regierung selwer bereet am Kader vum GATS als Liberaliséierungsoffer hei unzebidden? Gehéiert do zum Beispill d'Waasserversuergung dozou? Wa jo: Firwat?

3. Wat hält d'Regierung vun de Liberaliséierungsvirschléi vun der EU-Kommissioun no bausse wéi no bannen? Ass do alles bekannt? Wéi ass Är Haltung dozou?

4. Wéi schätzt d'Regierung d'Risquë vu weidere Liberaliséierungen an de Länner vum Tiers-Monde an?

5. Wéi reagéiert d'Regierung op déi nom Mode 4 méiglech Destabiliséierung vum Aarbechtsmaart bei eis, ëm déi sech jo besonnesch d'Gewerkschafte grouss Suerge maachen?

6. Ass d'Regierung net der Meenung datt, esou wéi iwwregens am GATS-Vertrag virgesinn, fir d'éischt emol eng seriö Evaluatioun vun ekonomeschen, sozialen an ekologesche Konsequenzen an deene verschiddene Länner misst virgeholl ginn, ier een iwwerstierzt an nei a méi pousséiert Liberaliséierungsverhandlunge géif eragoen? Misst dofir net och zumindest zäitlech e Moratoire fir nei Verhandlunge gefuerdert ginn? Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet fir esou e Moratoire um Niveau vun der EU anzetrieden?

7. Ass d'Regierung bereet sech endlech fir méi Demokratie an Transparenz an dëse Froen anzesetzen, an zwar souwuel a Bezuch op de Comité 133 vun der Kommissioun wéi och wat eng fréizäiteg a global Informatioun vun de Parlamentarier betrëfft an d'Informatioun vum Public a vun der Société civile?

8. Ass d'Regierung esou wéi mir der Meenung, datt reng kommerziell Considératioune kengesfalls dierfe Virrang hu par rapport zu sozialen, ekologeschen, gesondheetlechen a verbraucherschutzpolitesche Considératiounen?

9. Ass d'Regierung bereet den absolut zweifelhafte Charakter vun eenzelnen Artikelen aus dem GATS zumindest op europäescher Ebene zur Diskussioun ze bréngen, fir datt et do zu Diskussiounen an eventuelle Prezisiounen a Verbesserunge kéint kommen, déi da bei der nächster Ministeschkonferenz vun der OMC kënnten ofgeschloss ginn?

10. Zéngt a leschst Fro: Wat ass d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung par rapport zu där am September ustoender Konferenz zu Cancún a Mexiko? Gëtt et do schonn eng Haltung? Misst net dës Chamber och am Virfeld dovunner, also nach virum Summer, eng Debatt hei iwwert d'Erausfuerderungen dorunner féieren an och e Mandat fir dës Konferenz diskutéieren?

Op all dës Froen - an domadder kommen ech zum Schluss -, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mir Gréng an och déi interesséiert Ëffentlechkeet dobausse gären Äntwerten. Dës Froen an dës Meenungen hu mer och a véier Motiounen agebaut, wou ech, Här President, d'Éier hunn lech se heimadder ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que dans son article 19, ainsi que dans ses considérants 2 et 3, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) vise à „élever progressivement le niveau de libéralisation du commerce des services";

- que l'AGCS englobe a priori tous les secteurs de tous les types de services, y compris les services publics les plus élémentaires comme l'eau, la santé et l'éducation;

- qu'un Etat peut certes refuser la libéralisation de certains services, mais que tout refus devra être renouvelé expressément et défendu au cours de chacun des cycles de négociation successifs;

- que l'Union européenne, dans ses requêtes aux autres membres de l'AGCS, demande à 72 pays la libéralisation de services liés à l'eau;

- qu'un seul Etat ne pourra résister que très difficilement à des pressions continues d'autres membres de l'AGCS ou de l'Union européenne;

- que les engagements de libéralisation pris par chaque Etat sont de facto irréversibles, vu les contraintes juridiques et financières qu'impose l'accord dans ce cas de figure;

- qu'une décision de libéralisation qui s'avère erronée après quelques années, ne pourra donc pas être annulée par une nouvelle décision gouvernementale, ni par le vote d'une loi;

invite le Gouvernement

- à soumettre à la Chambre des Députés une liste détaillée des offres luxembourgeoises, c.-à-d. les services que le gouvernement luxembourgeois s'est déclaré prêt à libéraliser au sein de l'AGCS;

- à soumettre également à la Chambre des Députés une liste détaillée des demandes luxembourgeoises, c.-à-d. les services dont le gouvernement luxembourgeois a demandé la libéralisation à tel et tel pays membre de l'AGCS;

- à demander et à défendre au sein de l'Union européenne et de l'OMC l'exclusion explicite des services publics élémentaires de la portée de l'AGCS. Ceci pourra notamment être réalisé par l'élaboration d'une définition claire du service public et par la modification de l'article premier de l'AGCS.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) englobe a priori tous les secteurs de tous les types de services;

- que les engagements de libéralisation pris par chaque Etat sont de facto irréversibles, vu les contraintes juridiques et financières qu'impose l'accord dans ce cas de figure;

- que l'AGCS, depuis sa signature, fut élaboré à l'écart de tout contrôle parlementaire, ni au niveau national, ni au niveau européen - les parlements ayant été confrontés qu'aux faits accomplis;

- que la date limite pour la soumission des offres de chaque Etatmembre de l'AGCS est le 31 mars;

- que la Commission européenne, en imposant des mesures de confidentialité injustifiées, aussi bien aux 15 Etats-membres qu'au Parlement européen, renforce l'opacité et le caractère non démocratique de ces négociations internationales;

invite le Gouvernement

- à prendre d'urgence toute mesure utile et nécessaire au sein de l'OMC, auprès de la Commission européenne et des 15 Etats-membres de l'Union, pour que le processus de négociation, aussi bien au sein de l'AGCS et de l'OMC en général qu'au sein de l'Union européenne et du Comité 133 en particulier, devienne plus démocratique et plus transparent;

- à informer les parlements suffisamment à l'avance du contenu, des enjeux et de l'agenda de toute négociation, ainsi que des préparations en cours;

- à informer également les acteurs de la société civile, afin qu'un débat public aussi large que possible puisse être mené et en toute connaissance de cause.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

- que dans son article 19, ainsi que dans ses considérants 2 et 3, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) vise à „élever progressivement le niveau de libéralisation du commerce des services";

- que l'AGCS englobe a priori tous les secteurs de tous les types de services et que par conséquent son impact économique et social est énorme;

- qu'en théorie chaque membre de l'AGCS a le droit de ne pas libéraliser tel ou tel secteur, mais qu'en pratique, cet Etat ne pourra se limiter à formuler des demandes sans rien offrir en contrepartie;

- qu'au cours des cycles de négociations successifs, un seul Etat - en l'occurrence le Luxembourg - ne pourrait résister que très difficilement aux pressions des 144 autres membres de l'AGCS ou des 14 autres Etats-membres de l'Union européenne;

- que les engagements de libéralisation pris par chaque Etat sont de facto irréversibles, vu les contraintes juridiques et financières qu'impose l'accord dans ce cas de figure;

- qu'une décision de libéralisation qui s'avère erronée après quelques années, ne pourra donc pas être annulée par une nouvelle décision gouvernementale, ni par le vote d'une loi;

- que déjà lors du sommet de l'OMC à Seattle en 1999, la société civile, ainsi que des pays en développement demandaient une évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des négociations;

invite le Gouvernement

- à demander et à défendre au sein de l'Union européenne et de l'OMC une évaluation approfondie de l'impact potentiel des dispositions actuelles de l'AGCS au niveau économique, social et environnemental;

- à demander et à défendre au sein de l'Union européenne et de l'OMC l'idée et la mise en place d'un moratoire sur l'AGCS, afin qu'aucune nouvelle décision ne soit prise avant que l'évaluation susmentionnée soit terminée.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

- que dans son article 19, ainsi que dans ses considérants 2 et 3, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) vise à „élever progressivement le niveau de libéralisation du commerce des services“;

- que l'AGCS englobe a priori tous les secteurs de tous les types de services, y compris les services publics les plus élémentaires comme l'eau, la santé et l'éducation;

- que les engagements de libéralisation pris par chaque Etat sont de facto irréversibles, vu les contraintes juridiques et financières qu'impose l'accord dans ce cas de figure;

- que de nombreux exemples montrent que la libéralisation peut produire des effets négatifs, tant au niveau de la qualité de services qu'au niveau de la couverture;

- que des choix souverains de politique économique ou fiscale, ainsi que des normes sociales, environnementales, éthiques ou sanitaires spécifiques, ne doivent pas automatiquement être assimilés à des „entraves au commerce“ contraires aux textes de l'AGCS;

- que les intérêts commerciaux ne doivent pas être les seuls à être considérés, ni ceux qui priment automatiquement toutes les autres considérations;

- que le système des Nations Unies est le régime international le plus large et le plus légitime;

invite le Gouvernement

- à veiller d'urgence à ce que l'instrument de l'AGCS ne soit utilisé pour démanteler nos modèles sociaux performants, fruit de plus d'un siècle de combats sociaux parfois durs;

- à demander et à défendre au sein de l'Union européenne et de l'OMC la modification de l'AGCS, afin que cet accord ne prime pas automatiquement toutes les autres conventions internationales.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Et wier nach vill dozou ze soen, mä leider ass jo meng Zäit schonn ëm esou vills iwwerschratt. Ech muss mech dofir entschëllegen, mä hei steet elo 25 Minutte 45 Sekonnen an dorobber hunn ech mech verlooss.

M. le Président.- Dir musst der 17 dobäirechnen.

(Hilarité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech si vu 35 Minutten ausgaangen. Hei stinn der 25. No menger Berechnung hätt ech nach 10 Minutten Zäit fir ze schwätzen.

Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de General Agreement on Trading in Services vun der Welthandelsorganisatioun ass wuel derwäert, dass mer eis hei méi agoend dermat befaassen. Duerfir ass d'Iddi vun engem Débat d'orientation jo am Prinzip ze begréissen, d'Aart a Weis allerdéngs wéi mat der Ufro vun déser Debatt verfuer gouf an déi absolut onzoulänglech Preparatioun vun der zouständeger Chamberkommissioun verdéngen et hei erniMMt ze ginn.

En Débat d'orientation fënnt am Regelfall statt no enger ausféierlecher Behandlung vun engem bestëmmte Sujet an där zouständeger Chamberkommissioun. An dësem Fall, an dogéint misst een eigentlech energesch protestéieren, huet d'aussepolitesch Kommissioun eng ganze Kéier zum GATS getagt. D'Kommissioun schéngt keng Meenung zum Thema ze hunn, an dat ass bei enger Orientéierungsdebatt, déi dacks genuch op Basis vun engem ëmfangräiche Rapport stattfënnt, nu wierklech pour le moins speziell. An och wann ee kann esou Debatten ouni Rapport féieren, da sollte mer eis dach deen Zoustand net allze dacks leeschten. Esou eng Evolutioun wier de Géigendeel vun engem Beitrag zu enger qualitativ héichwäerteger parlamentarescher Aarbecht, déi mer jo alleguerten ustriewen.

Här President, de GATS ass kee Sujet deen een op Schrëtt an Trëtt begéint. Wéi bei der Handelspolitik am Allgemengen, ass et och bei der Liberaliséierung vun de Servicer am Kader vun der WTO esou, dass de Sujet wéinst senger grousser Technicitéit virun allem Expäre beschäftegt. Mä selbstverständlech ass d'Handelsliberaliséierung vum Wiesen hier e politesche Sujet, well et ëm politesch Choixë geet, déi geholl an ëmgesat musse ginn. Well awer leider dee Sujet opgrond vu senger Technicitéit vu ville falsch oder net verstane gëtt, ass d'Diskussioun eng schwiereg, well ee fir d'éischt emol muss eng ganz Rei vu Klischeeën a Virurteeler aus de Féiss raumen, ier ee kann de Virgang u sech debattéieren.

Ech hunn dofir och vollt Verständnis fir déi Suerge vun all deenen Organisatiounen, déi sech besonnesch ëm d'Liberaliséierung vun öffentlechen Déngschtleeschtunge besuergt weisen, mengen allerdéngs dass eng ganz Rei vun dëse Suergen hätte kënnen duerch e genaue Studium vun deene voluminéisen Dokumenter ausgeraumt ginn. Ech ginn allerdéngs gären zou, dass et fir en Net-Spezialist net einfach ass, sech an där Dokumentatioun erëmzefannen.

De GATS gëtt et esou laang wéi d'OMC. Hien huet also 1994 d'Liicht vun der Welt erbléckt a muss u sech all zéng Joer verlängert ginn. Aus deem Grond fënnt am September vun dësem Joer zu Cancún en Trëffe vun der WTO statt, bei deem soll iwwert déi grouss Linne vum neien Accord iwwert den Handel mat Déngschtleeschtunge berode ginn. Et geet also, aneschters wéi am Ufank vun der Aktivitéit vun der WTO, net méi ëm Gidder, mä ëm Servicer. An am Géigesaz zu de Gidder, deenen hir Zirkulatioun meeschtens just vun Douanestariffer a Kontingentéierunge begrenzt war an ass, also vu reng wirtschaftlech a monetär begrenzte Considératiounen, sinn d'Servicer an hir Reglementéierung Deel vun enger Statsopfaassung. Si hunn eppes domat ze dinn, wat e Stat senge Bierger wëllt garantéieren a wat en der Wirtschaft wëllt iwwerloossen.

Natierlech sinn déi zwee Beräicher och matenee verbonnen. Sou garantéieren duerchlässeg Servicer zum Beispill déi optimal Verdeelung vun de Gidder. Duerfir sinn déi zwee natierlech Bestanddeel vun enger globaler Organisatioun vum Welthandel, an duerfir stellt d'Schafung vun engem Kader fir den Handel mat Servicer och eng noutwendeg Fortsetzung, deelweis esouguer eng Konsequenz aus der globaler Regelung vum Gidderhandel duer.

Wann ech hei soe global Regelung, da mengen ech net global Reguléierung. Weder d'WTO als solches, nach de GATS-Accord verfügen iwwer eege Reguléierungskompetenzen. Hir Membere bestëmmen, wat se reguléieren a wéi. D'Regulatioun bleift also dem Handlungsermoosse vun de WTO-Memberen a GATS-Signatairen iwwerlooss.

Dat gesot, wéilt ech iwwergoen zu de konkrete Virgäng an den aktuellen GATS-Verhandlungen. Fest steet fir mech elo schonn eent, och wann der Kommissioun hir Offer nach net vollstänneg bekannt ass, dass déi héichsensibel Sujeten, déi hei och vun enger Rei vun Organisatiounen a vun de gréngе Kolleege monéiert ginn, iwwerhaapt net zur Debatt stinn. Op d'mannst net um europäesche Plang.

Et ass jo esou dass hei net zu Lëtzebuerg verhandelt gëtt, mä um Niveau vun der europäescher Kommissioun. Wann déi dat mécht, dann hëlt se selbstverständlech Rücksicht op déi national Uleiesse vun de Memberstaten. A fir dat kënnen ze maachen, gëtt en interne Konsultéierungsprozess virgeholl ier d'Kommissioun hir Offere formuléiert. Wéi gesot, déi Offer ass nach net fäerdeg, mä hir Orientatioune sinn awer kloer.

Contrairement zu deem, wat vum gréngе Kolleeg gemengt gëtt, gesinn ech wierklech net, wou am Kader vun den aktuellen an zukünftege Verhandlunge vum Doha-Round eng Gefor fir zum Beispill eis Services publics kënnt bestoen. Déi sinn nämlech am Kader vum GATS iwwerhaapt net disponibel, iwwer si kann net verhandelt ginn.

Wat de Moment geschitt, geschitt jo am Respekt vun de Regele vum GATS. Déi besoen ënner anerem, dass all Déngschtleeschtungen, déi net am fräien Handel sinn an déi net konkurrenziell fonctionnéieren, och net liberaliséiert ginn. Dës Regele besoe weider, dass et ausschliesslech ëm Liberaliséierung an net ëm Privatiséierung oder Dereguléierung geet. Si soen och, fir dëse Kader weider ofzestechen, dass de GATS-Prozess e fakultative Prozess ass an dass kee Land eppes opgezwonge kritt - d'Europäesch Gemeinschaft, déi fir eis verhandelt, iwweregens och net -, wat een net selwer wëll liberaliséieren. Wat heescht dat elo genee?

Et heescht genee, dass d'Länner an internationale Strukture wéi der EG Offere formuléieren, sou wéi se och Erwaardungen un d'Partner formuléieren. Dës Offeren an Erwaardunge berouen net op Géigesäitegkeet, mä kënnen also ganz gutt eng Liberaliséierung zum Beispill am Telekom-Beräich ubidden an eng am Beräich vun der Landwirtschaft an d'Plaz kréien. Wa mir eis en oppene Beräich bei engem Partner wënschen, da musse mer deeselwechte Beräich net noutgedrongen och opmaachen.

Ech soen, en oppene Beräich, well op näischt anescht bezitt sech d'Liberaliséirung. Et geet ëm den Zougang zu engem bestëmmte Maart, e Maart dee bis elo esou geregelt ass, dass e keng oder net ausreechend international Konkurrenz zouléisst. Länner an Organisatioune maachen Offeren zur Liberaliséierung vu solche Beräicher vun der Serviceaktivitéit, an deene se e Virdeel vun der Liberaliséierung erwaarden. Et ass hei also kee Prozess um Wierk, dee Länner géif opgezwonge ginn an ënner deem si ze leiden hätten.

Wourëms et net geet, innerhalb vum GATS guer net däerf goen, ass d'Privatiséierung vu Secteuren, déi e Land als öffentleche Secteur fonctionnéiere léisst, fir e Service public ze gewährleeschten. D'Privatiséierung oder Dereguléierung sinn net Objete vum Accord, iwwert dee mer hei diskutéieren. Et geet just ëm Maartzougäng, also nëmmen ëm Aktivitéiten, déi op engem Maart am kommerzielle Sënn vum Wuert stattfannen. Waasserversuergung, Schoulwiesen, sozial Déngschtleeschtungen an esou weider si bei eis net um Maart, a si kommen och net drop. Duerfir solle verschidden interesséiert Kreeser och ophalen de Leit wëlle wäis ze maachen, hei wiere mer drop an dru fir Haus an Haff um Altor vun enger total neoliberaler Welt ze afferen. Dat ass net de Fall, an et gëtt och net de Fall. Iwwregens huet nach keen, net ee Memberstat vum Accord, bis elo ugebuede seng Drénkwaasserversuergung ze privatiséieren a sech total de Regele vum Commerce ënnerzeuerdnen. Nëmmen ee Stat huet entspriechend Intentiounen am Héichschoulberäich, dat sinn d'Vereenegt Staten, an nach nëmme bei de privaten Héichschoulen.

Lëtzebuerg spillt keen esou e Spill. Europa spillt keen esou e Spill, an et wier gutt fir d'Éierlechkeet vun der Debatt, wann net permanent géife Schreckgespenster gemoolt ginn, déi nëmmen an der Fantasie vun hire Moler existéieren. Schliesslech huet d'Kommissioun keng eenzeg Offer am Beräich vu Waasser an Energie formuléiert. Dat sollt hei eng korrekt Berücksichtegung fannen.

E Wuert iwwert den öffentlechen Transport. Dëse Beräich ass bei deem, wat hei am Land d'Gewerkschaften interesséiert, selbstverständlech net an der Offer vun der Kommissioun am Kader vum GATS. Iwwebunn a Bustransport sinn iwwerhaapt net viséiert. Wat de Moment viséiert ass, si ledeglech Befrachtungsaktivitéiten an der Schëfffahrt an de Groundhandling op Flughäfen. Vu Bus a Bunn schwätzt kee Mënsch.

Dass et aner Enceintë gëtt wou d'Liberaliséierung vum öffentlechen Transport zur Debatt steet, wësse mer och. Mä dat huet dann zum Beispill mat der Europäescher Gemeinschaft ze dinn an net mam GATS. D'EU kann, ech hunn et scho gesot, kee Beräich fir eng Öffnung offréieren, dee guer net kommerziell ass, an an deem gréissten Deel vun der Unioun ass den öffentlechen Transport dat net.

Ech sinn zesumme mat menger Fraktioun der Meenung, datt mer an deem heite Beräich mussen oppassen, wéi déi weider Entwécklung an Europa verleeft, mä dofir GATS ze diaboliséieren ass ongerecht. Den Accord huet, wat Europa betrëfft, glat näischt mat der Liberaliséierung vum öffentleche Verkéier ze dinn.

Här President, ech fannen, mir schwätze generell am Kontext vu GATS vill ze vill negativ a bal guer net iwwert déi sëllech positiv Aspekter, déi en oppenen Handel mat Déngschtleeschtunge kënnen hunn. Am Lëtzebuerger Aussenhandel maachen d'Servicer 85% aus. Mir hunn also Intérêt drun eis Déngschter kënnen ofzesetzen, an dat iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun an dem europäesche Wirtschaftsraum ewech.

Vill vun deene Beräicher, déi an der provisorescher Liberaliséierungsoffer vun der Kommissioun opgefouert ginn, beinhalte Chancë fir Lëtzebuerg a Chancë fir Europa. Kaum een dovun, a mengen Ae guer keen, stellt e besonnesche Risiko duer. Wéi gesot, eis Konzeptioun zum Service public steet iwwerhaapt net zur Debatt.

Esou zum Beispill sollen d'Beräicher Telekom, d'Kommunikatiounstechnologien, d'Finanzdéngschtleeschtungen, déi bei eis souwisou scho ganz wäit op sinn, an dee sougenannten Mode 4, Mobilitéit vun de physesche Persounen, mat Ausnam vun de Finanzdéngstleeschtungen, wou mer hei zu Lëtzebuerg jo scho ganz wäitgehend en oppene Maart hunn, esou laang objektiv Konditiounen erfëllt sinn, ka jiddereen, egal vu wou en hierkënnt, seng finanziell Servicer bei eis ubidden an hänken dräi aner Secteuren am Fong zesummen. De Mode 4 bei der Mobilitéit vu physesche Persoune viséiert am Fong keng permanent Immigratioun, mä en zäitweilegen Openthalt innerhalb vun der Unioun, respektiv zu Lëtzebuerg, fir sechs Méint oder e Joer.

Domat stelle mer d'Préférence communautaire fir den Aarbechtsmaart vun de Résidenten net a Fro an domadder beréiere mer och net d'Aarbechtsrecht, respektiv d'sozial Versécherungsrecht vun de Gemeinschaftsbierger, déi weider hi vun enger spezieller Gesetzgebung, d'Entsenderrichtlinnen an esou weider, regléiert ginn. Mode 4 ass also e Konzept mat deem d'Weiderbildung vu Kaderen an déi berufflech Erfahrung soll gefördert ginn a gläichzäiteg kann domat jo och engem Residentebetrib an de Beräicher Telekom a Kommunikatioun zum Beispill mat bestëmmtene Qualifikatiounen op Zäit ënnert d'Äerm gegraff ginn.

Beim Mode 4 sinn d'Diskussiounen iwwert déi prezis Modalitéite vun der Fräigab nach amgaangen. Dofir ass et och nach ze fréi sech do definitiv festzeleeën. Mir ass awer dru geleeën einfach ze ënnersträichen, datt mer eis mat der Liberaliséierung vun der Wëssensekonomie beispillsweis eppes Gutts dinn, soulaang mer de positive Fallout vun der Presenz vun net communautairen Déngschtleeschter op eisem Territoire richteg asetzen an ze notze wëssen.

Fir de Rescht, Här President, ass et och esou, datt klassesch europäesch geschützte Secteuren och net vun der GATS-Offer vun der Kommissioun wäerte betraff ginn. Notamment de Beräich vun der audiovisueller Produktioun an de Medien ass net op fir en Ofbau vu Schutzbestëmmungen a gëtt dat och zu Cancún net. D'EU bleift bei hirer Iwwerzeegung, wat jo och déi vu Lëtzebuerg ass, datt de Schutz vun der Pluralitéit an der Diversitéit am audiovisuelle Beräich an Europa muss Virrang hunn.

Op engem Kontinent, dee mëttlerweil a senger ganzer Etendue aus 53 State besteet, mat bal grad esou ville verschiddene Sproochen a kulturellen Identitéiten, do kann een d'Produktioun vu Film, Fernsehen an Tounträger net vollstänneg dem Ustuerm vun engem unikulturellen Eenheetsprodukt fräi ginn. D'State vun Europa musse fräi bleiwen hir entspriechend Mäert esou ze schützen, wéi se dat fir richteg halen. Dat geschitt och, wourun och déi zoustänneg EU-Kommissärin, d'Madame Reding, wat bekanntlech eng Lëtzebuergerin ass, hiren Undeel huet.

Deeselwechte Prinzip gëllt am Beräich vun de kulturellen Déngschtleeschtungen. Dës ginn och op europäeschem Niveau net am Kader vun der Liberaliséierung beréiert, well och si, an eigentlech ganz besonnesch si, d'Wiesen an d'Séil vun de Länner an Natioune betreffen. Do gehéiert d'Sprooch un éischter Front dozou a grad esou d'Identitéit. Esou Domäner sinn net am fräien Handel an dofir si se och vun de Verhandlungen an den Offere vun der Kommissioun net betraff.

Zum Schluss Här President, den Aspekt vum fairen Handel, vun der Handelsgerechtegkeet, den Terms of trade. Och dësen Aspekt gëtt ze dacks falsch, oder soll ech soe pauschal falsch ageschat.

Et ass a mengen Ae kloer, datt d'Entwécklungslänner an och déi mannst entwéckelt Länner Intérêt un enger Erweiderung vun hiren Ofsazmäert hunn. Dat muss mat Mülldeponien oder anere wierklech zweiwelhaften Deelberäicher guer näischt ze dinn hunn. Wann Indien zum Beispill IT-Déngschter exportéiere wëllt, da brauch et dofir Mäert. Op sengen eegene gëtt et net all seng Produktioune lass, a well déi en héije Méiwäert hunn, bréngе se Indien och zousätzlech Mëttelen, déi et kann a seng staatlech Strukturen a Leeschtungen investéieren. Loosse mer déi Mäert zou, da schafe mer fir esou Länner iwwerhaapt guer näischt.

Selbstverständlech musse mer oppassen, datt net déi äermste Länner aus blanker Nout eraus genee do opmaachen, wou se wëssen datt e Gefällegkeetsbesoin an der entwéckelter Welt besteet a wou se entspriechend séier, awer leider zimlech knaschtegt Geld géife verdéngen. D'Beispill vun der Müllentsuergung sprëngt do ëmmer erëm an d'Aen. Mä och eenzel Stied an der drëtter Welt, déi hier Waasser-

versuergung privatiséiert hunn, wourun net de GATS Schold war, hu sech am Konzept veriert. Wéi gesot, loosse mer versiche Mëssbräich entgéint ze wierken, ouni awer de Prinzip vum fräien Handel mat Déngschtleeschtungen an Entwécklungslänner an aus hinnen eraus a Fro ze stellen. Vun deem profitéiert nämlech leschtendlech jiddereen.

Voilà, Här President, dat waren e puer Iwwerleeungen an Iwwerzeegungen, déi ech wollt am Kontext vun dëser Debatt ubréngen. Mir sollten hei net defensiv, mä offensiv optrieden, well sech och fir eis aus dësen Diskussioune munches kann erginn. Fir eis, fir Europa an och fir d'Drëtt Welt.

Ech mengen, datt d'Regierung a Saache GATS net Villes falsch mécht, wa se den aktuelle Verhandlungsverlaf mat Sérénitéit kuckt a säi Resultat ofwaart. Ech sinn dovun iwwerzeegt, datt dat wäert och fir Lëtzebuerg e positiivt sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, mir sti kuerz virum Krich an dorunner konstatéiert een, datt déi politesch Weltregierung, nämlech d'UNO, versot huet d'Recht vru Gewalt duerchzesetzen.

D'Welthandelsorganisatioun ass eng wirtschaftlech Form vu Weltregierung an och do musse mer dofir suergen, datt onst Liewen, ons Ëmwelt, déi nohalteg Entwécklung, d'Entwécklung vun den aarme Länner net ënnert d'Rieder vu Finanz- a renger Profitlogik kommen. Den Objet vum GATS sinn Déngschtleeschtungen, déi zwee Drëttel vun eiser Wirtschaft ausmaachen, an zugläich am Häerz vun der gesellschaftlecher Kohesioun vun all Land sinn. Erzéiung, Gesondheet, Kultur, Informatioun, mä och Waasser, Energieversuergung, Transport, Post, fir nëmmen déi ze nennen, sinn d'Grondlage vum gesellschaftleche Liewen. Eng Partie vun deenen Déngschtleeschtunge gi vun öffentlechen Entreprisen, eng aner Partie vu Privatfirme geleescht. Mä ëmmer gëtt et extra Oplage vun der öffentlecher Hand fir d'Kontinuitéit an d'Qualitéit an e Präis ze garantéieren, déi jidderengem erlaben dozou Zougank ze hunn.

Mir wëllen a kënne se net als Wuer bezeechnen. Mir wëlle fir déi Grondlage vun onsem Liewen net vun iergendenger multinationaler Gesellschaft ofhänken, där hir Profitlogik mam Allgemenginteresse, mat der nohalteger Entwécklung, mat onsem soziale Modell net op een Nenner ze bréngen ass. Wann déi Déngschtleeschtunge fir den internationalen Handel opgemaach ginn, da besteet d'Gefor datt wirtschaftlech a finanziell Kritären an deene Secteuren iwwerhand huelen an datt d'Logik vum Profit villes vun deem zerstéiert, wat onst Liewen ausmécht.

De Problem vun der Welthandelsorganisatioun ass en duebelen. Engersäits kënnen d'Länner wuel d'Zilsetzunge vun hirer nationaler Politik abréngen a schütze loossen, mä anerersäits awer kann ëmmer och e sougenannte Panel opgrond vun anere Länner Décisiounen huelen, opgrond vu Kloë vun anere Länner Décisiounen huelen, déi géint déi national Politik ginn. An hei muss am Endreglement klorgestallt ginn, datt déi national festgeluechte Politik am Déngschtleeschtungssecteur net duerch d'Welthandelsorganisatioun kann opgeweecht ginn.

Wat d'Diskussioun esou schwéier an och d'Décisiounen esou geféierlech mécht, dat ass déi mëttelfristeg Onvraussehbarkeet vum Impakt vun den Décisioune vun der Welthandelsorganisatioun. Den Här Mosar huet hei ganz vill interessant a richteg Saachen iwwert d'Welthandelsorganisatioun gesot, mä ech mengen awer wat schwéier viraus ze gesinn ass, dat ass, dass een an deem heitege Moment eng Partie Berouegunge ka ginn, wat jo och den Här Lamy an d'Madame Reding d'lescht Woch am Europaparlament gemaach hunn. Et kann een allerdéngs net virausgesi wat déi Logik, déi do ugekuerbelt gëtt, ausléist op 5, 10, 20 Joer. An dohier kënnt jo d'Angscht vu ville Leit, ob se elo an den öffentlechen Déngschter schaffen oder ob et Verbraucher sinn, déi eben déi Entwécklung do net kënnen novollzéien.

Well eleng d'Konkurrenz tëschent Privatfirme kann deen heitegen Niveau vun Déngschtleeschtungen, deen zu Lëtzebuerg an och an anere Länner opgebaut ginn ass, net garantéieren, an dofir däerf d'Welthandelsorganisatioun de Länner net verbidden hir national Regulatiounen op deem Gebitt ze treffen an et däerf net dozou kommen datt esou national Regulatiounen als Handelsdiskriminatioune vun der Welthandelsorganisatioun erkläert ginn. D'Länner däerfen och net explizit oder implizit forcéiert gi fir hir Déngschtleeschtungen ze privatiséieren. Natierlech ass d'Libéralisatioun vum Kommerz weder eng Privatisatioun nach eng Dérégulatioun. Et gëtt also weider öffentlech Regulatiounen am Déngschtleeschtungssecteur, awer et däerf net dozou kommen datt déi öffentlech Regulatiounen an de Mechanisme vum Règlement des différends vun der Welthandelsorganisatioun als konkurrenzhemmend behandelt ginn.

Här President, d'Period tëschent dem 5. Februar 2003 an dem 31. Mäerz 2003 ass kruzial fir de Fortgang vun der Négociatioun iwwert de GATS. Mir sinn also mattendran an där Prozedur. De 5. Februar 2003 huet nämlech d'Kommissioun hir Propositiounen iwwert déi Déngschtleeschtungssecteuren, déi d'Europäesch Unioun der Welthandelsorganisatioun fir d'Libéralisatioun proposéiere wëllt, ugeholl, a säit dem 11. Februar 2003 huet de Comité 133, sougenannt nom Artikel 133 vum Vertrag vun der Europäescher Gemeinschaft, doriwwer diskutéiert. Den 19. Februar war d'Date limite fir déi 15 Länner op déi éischt Lëscht ze reagéieren, an den 29. Mäerz soll déi definitiv Décisioun an deem Comité falen, an den 31. Mäerz ginn déi europäesch Offeren zu Genève virbruecht.

Ech hat dofir och de 16. Januar 2003 eng Fro un d'Madame Aussenminister zu der Öffnung vun den Déngschtleeschtunge gestallt, op déi ech de 17. Februar eng Äntwert kritt hunn. An där Äntwert sot d'Regierung, si wier fir eng progressiv Libéralisatioun vum Handel, och vun deem vun den Déngschtleeschtungen. D'Regierung widderhëlt och d'Ausso vum Här Lamy, dem zoustännege Commissaire. D'Angebot vun der Kommissioun stellt weder déi öffentlech Déngschtleeschtungen an der EU nach d'Recht vun der EU an deem Gebitt ze reglementéieren a Fro. A bekanntlech schléisst jo d'Kommissioun öffentlech Déngschtleeschtungen an der Gesondheet, an der Waasserverdeelung, an der Erzéiung an de Sozialdéngschter vun der Liberaliséierung an der Welthandelsorganisatioun aus. Dat heescht, si mécht am Moment keng Offeren dozou.

Mir mengen, si soll doriwwer eraus keng nei Ufroe fir d'Libéralisatioun, keng nei Offeren an och keng nei Ufroe fir d'Liberaliséierung beim Accès zum Waasser, am Gesondheetswiesen, an der Erzéiung, an der Kultur, an dem Audiovisuellen unhuelen.

D'Kommissioun huet an de leschte Méint, Här President, eng intensiv Informatioun a Campagne iwwer hir Haltung zur Liberaliséierung vun den Déngschtleeschtunge bedriwwen, well dës Liberaliséierung an der Zivilgesellschaft staark ënner Beschoss komm ass. Ech mengen, et ass awer interessant emol den Discours vun der Kommissioun ze kucken. Et kann een en a fënnef Prinzipie resüméieren.

Éischtens, seet d'Kommissioun, d'Verhandlunge betreffen den Handel vun Déngschtleeschtungen an net d'Manéier wéi se an all Land reglementéiert ginn. Also den Handel vun den Déngschtleeschtungen an net d'Manéier wéi se reglementéiert ginn. All Land, gëtt gesot, kann déi Regelen opstellen, déi et wëllt an d'Déngschtleeschtunge privaten oder öffentlechen Entreprisen uvertrauen. Maache mer jo och zu Lëtzebuerg. Dofir ass et wichteg, menger Ansicht no, datt mer bei der Post, beim öffentlechen Transport an den Telekommunikatiounen, an der Energieversuergung staark öffentlech Regulateuren hunn, déi den Zougang vu jidderengem zu deenen Déngschtleeschtunge garantéieren.

Zweetens, seet den Här Lamy, seet d'Kommissioun, all Land ass fräi déi Secteuren opzemaachen, déi et wëllt. D'Décisioune vun der Welthandelsorganisatioun ginn eestëmmeg geholl, an dofir mengen ech och datt et wichteg ass, datt Lëtzebuerg ganz kloer seet wat fir Secteuren et wëllt opmaachen a wat fir net.

Drëttens, et gëtt keng sektoriell Réciprocitéit. Ee Land kann also e Secteur opmaachen, ouni datt et vun anere Länner datselwecht verlaange kann.

Véiertens, öffentlech Déngschtleeschtungen, déi een als „régaliens“ bezeechent, wéi d'Justiz, d'Police, d'öffentlech Schoul zum Beispill, ech soen d'öffentlech Schoul, si vu vir era vun der Diskussioun ausgeschloss, an nëmme wann d'Déngschtleeschtunge fir d'Konkurrenz opgemaach ginn, kënne se an d'Verhandlung erakommen.

Fënneftens, seet d'Kommissioun, de GATS interveneiert net an d'Definitioun duerch e Land vum öffentlechen Déngscht oder dem Financement dovunner, an dofir och, mengen ech, d'Noutwendegkeet fir onst Land dësen öffentlechen Déngscht kloer ze ëmschreiwen an auszebauen.

Här President, et muss een natierlech ënnersträichen, et ass och scho gesot ginn de Moien, datt schonns e gudden Deel vum internationalen Handel am Déngschtleeschtungssecteur besteet. D'Lëtzebuerger Firmen hunn am Joer 2001 fir 22,3 Milliarden Euro Déngschtleeschtungen exportéiert, a Lëtzebuerg huet am selwechte Joer fir 15,7 Milliarden Euro Déngschtleeschtungen importéiert. Et ass also e wichtege Secteur fir d'Lëtzebuerger Ekonomie, a grad wéi bei der Industrie ass d'Libéralisatioun am Déngschtleeschtungssecteur fir ons Ekonomie eng interessant Perspektiv. Dat wëll ech hei ganz kloer gesot hunn. Eng Evaluatioun misst op jidde Fall och komme fir déi Secteuren, déi scho liberaliséiert sinn.

D'Kommissioun denkt elo un d'Öffnung am Welthandel fir eng Partie Secteure wéi Finanzdéngschter, Déngschtleeschtunge fir Entreprisen, de Bau, Telekommunikatiounen, den Transport, Distributioun, Energie an Tourismus. Dat ass grosso modo d'Richtung an déi et elo geet. Dëst sinn déi effektiv héichrangeg Wirtschaftssecteuren, déi vun der Libéralisatioun kënne profitéieren. Et sinn déi dynameschst vun der europäescher Wirtschaft an och Lëtzebuerg huet eng Partie Interessen, ganz besonnesch wat d'Finanzdéngschtleeschtungen ugeet.

D'Libéralisatioun, hunn ech gesot, ass net Privatisatioun an och net Dérégulatioun . Dat wat mer allerdéngs brauchen, dat ass e kloert an e fest Bekenntnis an eng prezis Definitioun vum Service public, Service d'Intérêt général a Service universel. Mir brauchen endlech um europäesche Plang en europäescht Rahmegesetz iwwert den öffentlechen Déngscht an der Europäescher Unioun. Mir géifen haut soen eng Direktive cadre, muer soe mer en europäescht Rahmegesetz, a mir mussen an der neier Verfassung, déi mer amgaang si fir d'Europäesch Unioun ze maachen, d'Notioun vu Service d'Intérêt général als fundamentale Wäert an och als prezist Objektiv aféieren. Ech ënnersträichen, e Wäert, also en Element wat zu Grondlage vun onser Gesellschaft gehéiert an och als praktescht politescht Objektiv aféieren.

Et muss ophéieren, Här President, datt d'Europäesch Unioun no baussen op jidde Fall dono ausgesäit, datt se seet nëmmen zoustänneg fillt fir Libéralisatioun, fir Konkurrenz a fir méiglechst lukrativ Mäert a Wäerter vu sozialer Kohesioun, sozial Regele fir d'Arbeitnehmer a wéi gesot och öffentlechen Déngscht als zweetrangeg behandelt.

Här President, e weideren Aspekt kënnt dobäi. D'Entwécklungslänner sinn natierlech och interesséiert, datt den europäesche Maart, wéi och dee vun anere räiche Länner, opgeet, fir do hir Déngschtleeschtungen ze offréieren. Och op deem Gebitt gëtt et Avantagen, mä et gëtt och Gefore. Zum Beispill datt Investisseuren dem Stat vun engem Entwécklungsland sozial an ëmweltpolitesch Regelen imposéieren, déi all Kritären ënnerlafen a sech domat natierlech dann eng génschteg Positioun verschafen, fir am Handel Déngschtleeschtungen ze offréieren. Datselwecht gëllt fir Déngschtleeschtungen, déi zäitweileg en Transfert vu Persoune behalten. An dofir muss et kloer sinn, datt déi sozial Regele vum Emfängerland respektéiert musse ginn an zugläich all Diskriminatioun muss verhënnert ginn.

An deem Zesummenhank ee Wuert, et ass och schonn ugeschwat ginn, iwwert de Mode 4. Dëst betrëfft d'Mobilitéit vun den Arbeitnehmer an do steet dann am Vertrag: „Les mouvements temporaires de mains-d'œuvre peuvent contribuer à réduire les coûts ultérieurs associés à la migration permanente. (…) Les travailleurs étrangers temporaires procurent une marge de souplesse supérieure du marché du travail.“

Heescht dat, Här President, dass eng geregelt a permanent Awanderung duerch eng précaire oder temporaire Awanderung ersat gëtt? Dëst wär menger Ansicht no eng sozial onnerträglech Entwécklung. Soll dat dann d'Absicht si fir mat alle Mëttelen d'Käschten ze senken?

Här President, d'leschtWoch, den 10. Mäerz 2003, hat d'Europaparlament eng öffentlech Debatt mat dem Här Lamy a mat der Madame Reding, zoustänneg fir Kultur an der Kommissioun.

Bekanntlech huet jo no Artikel 133 vum Vertrag d'Kommissioun eleng d'Recht déi gemeinsam Aussenhandelspolitik vun der Unioun auszeschaffen an ëmzesetzen. Am Traité vun Amsterdam gouf allerdéngs am Absatz 5 vun deem Artikel, no engem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vum 18. November 1994, preziséiert, dass d'Kommissioun am Déngschtleeschtungssecteur a wat d'intellektuell Propriétéit ugeet, nëmmen op Basis vun engem eestëmmege Mandat vum Ministerrot kann handelen. Mat deem Artikel huet iwweregens jo d'Regierung Jospin 1998 dee berühmtberüchtegten AMI, Accord multilatéral sur l'investissement, gestoppt.

D'Europaparlament ass dat Kontrollorgan vun der Kommissioun, dat am beschten outilléiert ass fir d'Entwécklung an der Welthandelsorganisatioun ze verfollegen. Eng wichteg Fuerderung vum Europaparlament, déi mer voll deelen, ass d'Noutwendegkeet vun der politescher Kontroll a vun der Transparenz.

Am Europaparlament hat d'Kommissioun hir Propositiounen nëmmen e puer Deputéierten, esou genannte Coordinateure vun de betraffene Kommissiounen, gewisen, fir eng gewësse Confidentialitéit an der Verhandlung ze garantéieren. D'Parlament hätt dofir gäre méi Transparenz an Informatioun, well déi Geheimniskrämerei ass jo souwisou duerch d'Publikatioun um Internet duerch d'ONGen ënnerlaf ginn. An esou engem groussen Haus wéi an der Kommissioun bleift näischt ganz laang confidentiel.

An deem Zesummenhang, mengen ech, wär et wichteg dass d'Lëtzebuerger Regierung ons och hir Propositioune publik mécht, dass mer genee wësse wat déi Regierung do virbruecht huet. Et ass och wichteg ze wëssen, wéi wäit déi interesséiert Lëtzebuerger Milieuen um Dialog mat der Société civile matgemaach hunn, deen d'Kommissioun luewenswäerterweis zu Bréissel ofgehalen huet. Op jiddefall huet d'Regierung eng Verantwortung fir deen Dialog mat de Lëtzebuerger Firmen a mat den ONGen an d'Wee ze leeden.

Här President, et gëtt bekanntlech an der Welthandelsorganisatioun zwee Mouvementer. Dat eent sinn d'Offere vun der Europäecher Unioun. Dat anert sinn Demanden, déi vun anere Partner kommen. Formal hänke se, wéi ech éischters gesot hunn, net zesummen. Et gëtt keng sektoriell Réciprocitéit, mä si hänken awer inhaltlech mateneen zesummen. Wann een nämlech näischt offréiert, kann een näischt kréien, dat heescht keng Öffnung vun engem neie Maart, deen een eventuell wëllt.

Ze begréissen ass, dass d'Kommissioun keng Offer um Gebitt vun der öffentlecher Gesondheet, der öffentlecher Schoul an dem audiovisuelle Secteur maache wëllt. D'Kommissioun konzentréiert sech, wéi gesot, op d'Secteure vun den Telekommunikatiounen, den Déngschtleeschtunge fir d'Entreprisen, d'Finanzservicer, de Bau, d'Distributioun, den Transport an den Tourismus. Den Transport, ass elo éinescht vum Här Mosar gesot ginn, betrëfft just ee ganz klenge Secteur. Mir mengen, dass op jidde Fall den öffentlechen Transport net däerf dra kommen. Wann en net dran ass, musse mer an Zukunft dofir suergen, dass en net dra kënnt.

D'Kultur ass en interessanten Aspekt. Den Artikel 151 vum Vertrag verflicht d'Unioun, déi kulturell Diversitéit ze verteidegen. Dofir hu mer jo och d'Unerkennung vun de Sprooche vun de Memberlänner. Dofir hu mer jo och keen Engagement vun der Europäescher Unioun fir eng Libéralisatioun vu kulturellen an audiovisuellen Déngschtleeschtungen. Ech mengen, dat ass e wichtegen Acquis deen ee soll behalen. Et gëtt wuel eng Partie Programmer vun der Europäescher Unioun fir kulturell Zesummenaarbecht op enger net lukrativer Basis zwëschent der Europäescher Unioun an dem Rescht vun der Welt. A mir mengen, dat soll och esou bleiwen.

Méi problematesch ass fir mech d'Erzéiung, och am Hibléck op onst neit Privatschoulgesetz hei zu Lëtzebuerg. D'Kommissioun seet ons, dass den Accord eng allgemeng Dispositioun enthält, déi den öffentlechen Déngscht schützt. Da seet se, dass déi aner Déngschtleeschtungen um Gebitt vun der Erzéiung, déi privat finanzéiert ginn, vun der Liberaliséierung betraff kënne ginn. Mat deem Gesetzesprojet, dee mer elo virleien hunn, officialiséiert de Lëtzebuerger Stat eng Partie Privatschoulen, déi keng prezis Regele vum Stat virgeschriwwe kréien, am Contraire zu deem wat am Gesetz vun 1982

stong, wou ganz kloer Regele fir d'Privatschoule stongen, déi wëlles hate subventionéiert ze ginn. Elo ginn d'Privatschoule just mat finanzéiert. Ech ka mer net virstellen, dass muer net aner Privatanbieter vu Schouldéngschtleeschtungen net nëmme vun deem öffentleche Finanzement profitéiere kënnen, mä och fräien Zougang zum Lëtzebuerger Maart musse kréien.

A wann d'Madame Reding am Europaparlament gesot huet, de Système public de l'éducation géif intakt bleiwen, da gesäit een dass iwwert de Wee vun der Liberaliséierung, bannen an engem Land an de Konsequenze vu baussen, dat net an Zukunft méi de Fall wäert sinn.

D'Verteidegung an den Ausbau vum Service public ass e Ganzt, an dofir wënsche mir och dass all Land Member vun der OMC d'Recht behält, seng öffentlech Déngschter ze reglementéieren. Dëst Recht soll kloer am Schlussdokument vun der Welthandelsorganisatioun definéiert a festgeluecht ginn. An et muss, mengen ech, absolut verhënnert ginn, dass kommerziell Kritären iwwert d'Kritäre vum Service public gesat ginn.

Här President, sécher ass d'Welthandelsorganisatioun net perfekt. De Feeler vun der Politik war an ass et, sech net genuch mat deem Instrument vu Gouvernance mondiale beschäftegt ze hunn, respektiv ze beschäftegen. Anerer hunn dat glécklecherweis gemaach.

D'Welthandelsorganisatioun a besonnesch de GATS si vu verschiddene Säite vun der Zivilgesellschaft schaarf attackéiert ginn. D'Manifestatioune vu Seattle, duerno zu Genua, zu Florenz, waren en Opstand géint d'Mondialisatioun insgesamt a besonnesch géint den heitege Fonctionnement vun der Welthandelsorganisatioun. Hir gëtt virgeworf d'öffentlech Déngschter ze schwächen oder ze zerstéieren. Fir d'Welthandelsorganisatioun, esou schreift d'Madame Susan George an engem Bichelchen, dat ons vun ATTAC geschenkt gouf, sinn d'Kultur, d'Gesondheet, d'Sozialdéngschter, d'Erzéiung, d'natierlech Ressourcen an esou weider Wueren a soss näischt.

ATTAC wéi eng Partie aner weltwäit ONGen hunn effektiv de Verdéngscht, dass se déi immens komplex an technesch Matière vum Welthandel an de Regelen, no deem en ofleeft, an déi, mengen ech, hei an der Chamber kee vun ons iwwersäit an hirer Technicitéit, zu engem politeschen Thema gemaach ze hunn, deen och d'Lëtzebuerger Politik net kal ka loossen.

Iwwer e puer Prinzipien allerdéngs, mengen ech, gëtt et Konsens iwwert d'Grenze vun alle Lageren eraus. Éischtens, dass de Welthandel noutwendeg ass. Zweetens, dass en no enger Partie multilaterale Regele muss oflafen. Dréttens, dass déi ënnerentwéckelt Länner Zougang zu de Mäert vun den héichentwéckelte Länner kréie mussen.

Welthandel ass noutwendeg no multilaterale Regelen, well wann et keng multilateral Regele gëtt a keng Öffnung vum Welthandel, da gëtt et Protektionismus an héchstens bilateral Ofkommen, an da geet de Welthandel fundamental a radikal zréck. Mir wëssen awer, dass e groussen Deel vun onser eegener Prosperitéit vun der Öffnung vun de Mäert, an net nëmmen dem europäesche Bannemaart, mä och vun dem Welthandel ofhänkt, an dofir muss iwwert dee Prinzip jiddefalls e Konsens bestoen. Mir däerfen net zu engem frileuse Protektionismus zréckkommen.

D'Erausfuerderung un d'Politik, Här President, ass et, grad wéi bei der sozialer Maartwirtschaft, um nationale Plang an och um europäesche Plang, sozial, ekologesch, kulturell Regelen duerchzesetzen, déi de Kapitalismus an d'Schranke verweisen, ouni déi wirtschaftlech Dynamik ze bremsen. Zolidd Aarbechtsplazen, Wuelstand fir jiddereen, öffentlech Déngschtleeschtunge gëtt et net fir näischt. Dat kascht, an déi Suen, déi komme vun enger dynamescher Wirtschaft. Dozou gehéiert haut zu zwee Dréttel den Déngschtleeschtungssecteur um nationale wéi um internationale Plang. An dofir soe mir Sozialiste prinzipiell jo zu enger gewësser Liberaliséierung vu gewëssen Déngschtleeschtungen, déi d'Kohesioun, de sozialen a kulturelle Modell an d'Liewensqualitéit net betreffen.

Här President, eppes wollt ech nach soen - an do sinn ech mam Här Mosar d'accord - iwwert d'Form vun deem Débat an d'Manéier wéi dat ofgelaf ass. Ech begréisse selbstverständlech, dass mer deen Débat haut hunn. Ech begréissen d'Initiativ vun de grénge Kolleegen, dass se dee gefrot hunn. Deen Débat ass d'lescht Woch, de leschten Donneschdeg, vun der Presidentekonferenz op haut festgesat ginn. Zugläich huet se anscheinend décidéiert, déi Presidentekonferenz, déi aussepolitesch Kommissioun soll sech mat deem Problem ofginn.

(Interruption)

Déi aussepolitesch Kommissioun hat dat bis dohinner eigentlech nach net gemaach, op jidde Fall scho laang net méi. Ech ka mech och net drun erënneren, dass mer intensiv doriwwer geschwat hätten, an ech mengen och déi meescht Deputéierten hätte sech nach net intensiv mat der Fro vum GATS ofginn, grad esou wéineg wéi d'Regierung dozou grouss Deklaratioune gemaach huet.

An dunn ass Freides, een Dag no der Décisioun, fir de Méindeg drop eng Kommissiounssitzung aberuff ginn. Zu där Sitzung sinn d'CGT an den LCGB stante pede och invitéiert ginn. Déi zwou Gewerkschaften haten de 7. Februar - mir sinn elo Mëtt Mäerz - e Bréif un de Chamberpresident geschriwwen a gemengt, d'Lëtzebuerger Chamber misst sech zum GATS ausschwätzen an d'Gewerkschafte wollten och hir Meenung dozou soen. Eng Meenung, déi jo am Januar vum Här Gabaglio, dem Generalsekretär vum europäesche Gewerkschaftsbond, dem Här Lamy zougestallt gi war.

Déi Manéier wéi déi Debatt hei organiséiert ginn ass, preparéiert ginn ass, ass kloer iwwert de Knéi gebrach ginn. Dat ass guer keen Zweifel. Fir esou e komplexen, seriöen, wierklech delikaten an héich politesch explosive Sujet ass dat menger Ansicht no net genuch. Dëse Virfall weist op en Neits, dass ons Chamber net outilléiert ass fir wichteg Froen, déi onst Land uginn, seriö ze suivéieren.

(Interruption)

Ech soe suivéieren, net eng Kéier ze behandelen an engem Débat, mä ze suivéieren, well et geet jo net duer eng Kéier en Débat ze hunn. Et muss menger Ansicht no e permanente Suivi ginn. Et muss regelméisseg an der Kommissioun drop geschafft ginn an déi Kommissioun muss och regelméisseg d'Informatioun preparéiert a virgeluecht kréien.

Wat den Inhalt vun deem Débat ugeet, Här President, ass et sonner Zweifel gutt, dass ons Chamber öffentlech iwwert esou en Thema schwätzt. Wa mir Sozialiste fir eng geregelt Liberaliséierung vum Welthandel vun den Déngschtleeschtunge sinn, esou wëlle mer awer zugläich véier Prinzipie behaapten, an domat, Här President, kommen ech zum Schluss.

Éischtens däerfe wichteg öffentlech Déngschtleeschtungen net verhandelt ginn. Dozou gehéiere fir ons Sozialisten d'Erzéiung, déi sozial Déngschter, d'Gesondheet, d'Pensiounen an d'Renten, d'Kultur, déi audiovisuell Medien, d'Ëmwelt, d'Landesplanung, den öffentlechen Transport, de soziale Wunnengsbau, d'Energie- an d'Waasserversuergung.

Zweetens däerfen d'Accordë vun der Welthandelsorganisatioun den nationale Regierungen d'Hänn net banne fir Regelen am nationalen Interesse um Gebitt vun deenen Déngschtleeschtungen an och aneren unzehuelen.

Dréttens eng demokratesch Kontroll iwwert déi national Parlamenter wéi dat europäescht Parlament. Ech mengen dat europäescht Parlament ass dat wesentlecht Kontrollorgan, mat allem Respekt deen ech fir déi national Parlamenter hunn, well dat ass am beschten outilléiert fir déi Kontrollinstanz ze sinn. Déi demokratesch Kontroll muss fir Transparenz am öffentlechen Débat suergen.

Véiertens, den Organe de règlement des différends muss a senger Rechtsprechung dat internationaalt Recht wéi d'Mënscherechtskonventioun vun der UNO, d'Konventioune vum OIT an déi international Accorden iwwert d'Ëmwelt respektéieren, an dofir muss och op europäeschem Plang eng Rahmengesetzgebung geschafe ginn, déi déi öffentlech Déngschter géint d'Liberaliséierung schützt.

Dat gesot, Här President, wollt ech och am Numm vun onser Fraktioun eng Motioun virleeën, déi déi wesentlech Punkte vu mengen Aussoe répétéiert.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- *considérant que le secteur des services, dynamique et en forte progression, constitue désormais 60% de notre économie et garantit des emplois stables et de haut niveau;*
- *considérant que le commerce mondial en général et celui des services en particulier peut être créateur de richesses et source de développement de nombreux pays en voie de développement;*
- *considérant l'importance des services publics et des services d'intérêt général pour la cohésion et la justice sociale, pour le développement culturel et pour la santé publique de chaque Etat;*
- *considérant l'inquiétude d'un grand nombre de citoyens face à l'OMC telle qu'elle fonctionne à l'heure actuelle, peu transparente et vouée à une logique avant tout économique;*
- *considérant qu'il importe que l'Union européenne soit unie dans les négociations de l'OMC pour défendre le modèle social et la diversité culturelle de l'Europe;*
- *considérant que selon l'article 133 du Traité CE la Commission doit obtenir un mandat unanime des Etats membres pour les négociations du commerce mondial des services;*

invite le Gouvernement

- *à rendre publiques ses propositions en vue du mandat global de la Commission pour l'AGCS ainsi que celles de la Commission qui seront présentées le 31 mars 2003 à Genève;*
- *à informer la Chambre sur sa réaction au comité 133 et celle de ce comité à la liste proposée par la Commission le 5 février 2003;*
- *à soumettre de façon générale toutes ses positions prises à l'OMC à un contrôle parlementaire permanent et efficace et à impliquer la société civile intéressée dans la suite des négociations et avant toute conclusion de celles-ci;*
- *à s'engager à ce que le commerce mondial contribue à promouvoir l'essor des pays moins développés ou en développement;*
- *à veiller à ce qu'il soit affirmé clairement et sans équivoque que chaque Etat membre de l'OMC a le droit de réglementer ses services publics et ses services d'intérêt général et à ce que ce droit soit arrêté sans équivoque dans les règles de l'OMC;*
- *à refuser toute libéralisation dans des secteurs vitaux comme la santé, l'enseignement, la culture, l'audiovisuel, les services sociaux et les transports publics;*
- *à veiller au respect des règles sociales communautaires et nationales lors du transfert frontalier temporaire de personnels qualifiés;*
- *à œuvrer afin d'imposer comme valeurs fondamentales du commerce mondial les règles de l'OIT et les dispositions de la Convention universelle des droits de l'homme;*
- *à exiger un bilan objectif et indépendant du commerce mondial des services, parallèlement aux négociations du plan d'action de Doha pour le développement.*

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Marc Zanussi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass mer et hei mat engem Débat d'orientation ze dinn hunn, deen u sech ganz speziell ass, an deem Sënn dass mer keen Dokument hei virleien hunn un deem mer eis u sech kéinten orientéieren, fir dann iwwerhaapt en pleine connaissance diskutéieren ze kënnen. Ech mengen, dat ass vu menge Virriedner och schonn ervirgestrach ginn.

Ech sinn och der Meenung, dass et net onbedéngt presséiert hätt deen Débat haut ze féieren. Ech sinn och net der Meenung, dass mat deem Débat vun haut den Débat ëm de GATS ofgeschloss ass. Bien au contraire, ech sinn éischter der Meenung dass den Débat ëm de GATS eréischt richteg ugeet nom 31. Mäerz, wann deen Datum soll respektéiert ginn, wou d'Offrë vun de Länner virleien, da wann d'Kaarten matkommen um Dësch leien. Et ass jo just dat wat der Kommissioun awer och der Welthandelorganisatioun virgeworf gëtt, nämlech dass hei net mat offene Kaarte gespillt gëtt.

Ech mengen et muss ee sech awer bewosst sinn, dass mer hei am Kader vu Verhandlunge sinn, wou jiddferee seng Intérêten ze verteidegen huet. Am Prinzip leet jo kee bei esou Verhandlungen, déi engem Kaartespill jo gläichzesetze sinn, seng Kaarten op den Dësch ier dës Verhandlungen ofgeschloss ginn oder ier d'Spill fäerdeg ass. Géif hien d'Kaarten op den Dësch geheien ier d'Verhandlungen ofgeschloss sinn, dann hätt hien u sech opginn. Dat ass menges Wëssens dann zum Beispill am UNO-Weltsécherheetsrot virkomm. Do huet een Deel vun de Partner d'Kaarten u sech op den Dësch geheit, an zu wat dass dat féiert, dat wësse mer jo.

Duerfir, mengen ech, muss een awer heifir Verständnis hunn. Ech menge jo awer, dass déi verschidde Regierunge vun deene Länner, déi hei involvéiert sinn, informéiert ginn an och wëssen hir Intérêten ze verteidegen. Ech mengen, dass dat och fir d'Lëtzebuerger Regierung gëllt. Ech hunn absolut keen Zweifel dorun, dass d'Intérête fir Lëtzebuerg hei gutt verteidegt ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech menge mir sinn hei an engem Prozess, deen nach bis 2005 wäert daueren. E Prozess, deen am Februar 2000 ugefaangen huet an dee grad duerch déi ministeriell Konferenz vun Doha neien Opwand kritt huet, an deem Sënn dass Datume fixéiert gi sinn, nämlech dass bis den 30. Juni vum leschte Joer d'Demandë vun deene verschiddene Länner un all déi aner Länner vun deem Accord hei hu musse gestallt gi sinn. Bis den 30. Mäerz vun dësem Joer sollen d'Offren da bekannt gi vun deene Secteuren, déi déi verschidde Länner bereet sinn opzemaachen.

An deem Prozess befanne mer eis elo innerhalb vun der Europäescher Gemeinschaft, fir nämlech déi Offeren ze definéieren, zu deene mir als Europäesch Unioun, esou wéi déi Länner déi sech an der Europäescher Unioun engagéieren, engagéiere wëllen. Dat sinn Engagementer op zwee Niveauen: um Niveau vun de Secteuren, awer och um Niveau vun deenen horizontalen Engagementer vun de Modalitéiten u sech, déi sech iwwert d'Secteuren alleguer erstrecken.

Ech mengen et ass och normal, dass d'Verhandlungen iwwert d'Déngschtleeschtunge gefouert ginn. Ech ka mer kaum virstellen, dass d'Diskussiounen ëm den Handel vu Wueren a vu Gidder lassgeléist vun den Diskussiounen ëm d'Déngschtleeschtunge kënne gefouert ginn. Ech mengen, dass déi scho ganz enk matenee verbonne sinn. Et ass iwwerhaapt gutt, dass Verhandlunge gefouert ginn. Géifen nämlech keng Verhandlunge gefouert ginn, géif d'Situatioun méi schlëmm ginn, a wirtschaftlech Kricher - an dat wësse mer aus der Vergaangenheet - wäre jo och méiglech.

Ech mengen duerfir ass et och gutt, dass déi Verhandlungen hei fir Lëtzebuerg am Kader vun der Europäescher Unioun gefouert ginn, well mer zesumme mat deenen anere 14 Länner eis Intérête ganz sécher besser vertriede kënne wéi mer dat als Lëtzebuerg eleng géife maachen. Ech erënneren drun, dass déi Europäesch Gemeinschaft a Saachen Déngschtleeschtungen déi gréisst Part de marché weltwäit huet, virun den Amerikaner, déi awer an deene leschte Joren hei ophuele konnten. Also stellt dat och fir eis um ekonomesche Standpunkt ganz sécher emol keen Désavantage duer, ouni dobäi eis eegen Intérêten heiheem ze vergiessen.

Ech sinn der Meenung, dass déi Europäesch Gemeinschaft an deem Débat hei méi ze wannen huet wéi ze verléieren, wann ee weess dass d'Servicer zwee Dréttel am Bruttoinlandsprodukt vun der Europäescher Gemeinschaft ausmaachen, a wann een och weess dass 67 Millioune Bierger an den Déngschtleeschtunge schaffen.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Europäesch Gemeinschaft an deene Verhandlungen hei hire Mann wäert stellen. Dat huet se an der Vergaangenheet bewisen an net zu Lescht zu Doha, wou ëmmer méi kloer ginn ass, dass et just d'Europäesch Gemeinschaft wäert sinn, déi an dëser Doha-Ronn eng méi grouss Roll wäert spillen, dat net an hirem eegenen Intérêt eleng, awer och an hirem Intérêt, mä virun allem awer am Intérêt vun den Entwécklungslänner, déi mer jo gären an de Welthandel mat agebonnen hätten.

Et si just d'Déngschleeschtungen, déi a sech den Entwécklungslänner Suerge maachen, well si an hiren Exportkapassitéite begrenzt sinn, doduerch dass si eng méi schwach Produktivitéit an hire Servicer hunn, doduerch bedéngt dass se e Manktum u Konkurrenz hunn. Esou ass et normal, dass dës Länner un d'Europäesch Gemeinschaft eruntrieden a si froen, dass se vun hirem Know-how kënne profitéieren. Dofir ass och am Kader vun deenen horizontalen Engagementer d'Modalitéit iwwert de

Mode 4 eng vun deene Wichtegen, wou nämlech d'Entwécklungslänner froen, dass hir Leit temporaire an eis Länner kënne schaffe kommen, fir hei Erfahrungen ze sammelen, déi se dann an hire Länner kënne gebrauchen. Wann een déi Dokumenter liest, déi ech hei fonnt hunn, da fënnt een eraus dass dat keng Servicer sinn a keng Plazen, déi vun onqualifizéiertem Personal besat ginn. Bien en contraire, et sinn héich qualifizéiert Secteuren an deenen d'Länner froen, wou hir Leit temporaire kënne schaffen. An deem Sënn verstinn ech a sech och net d'Skepsis vun der Société civile, déi fäert dass mer elo hei e Problem schafe vu bëllegen Aarbechtskräften an et an eisen eegene Länner zu engem Loundumping kënnt kommen.

Ech mengen d'Entwécklungslänner leeë ganz vill Wäert drop, dass hir spezialiséiert Leit kënne bei eis Erfahrunge sammele kommen, a maachen et och zum Deel ofhängeg dovun, ob dës Doha-Ronn e Succès soll ginn oder net. Wéi gesot, et gëtt net nëmmen horizontal Engagementer, et ginn och Engagementer an deene verschiddene Secteuren an och Sous-secteuren. Et muss een allerdings soen, dass dëse Volet relativ kompliziéiert ass, well en héich technesch ass, well déi Secteuren all codéiert sinn an hei der Däiwel nu wierklech am Detail läit.

Et gëtt dann nach emol direkt de Virworf gemaach, dass versicht gëtt hei d'Liberaliséierung, d'Privatiséierung, d'Dereguléierung virun ze bréngen, an esou de multinationale Betriber nei Servicer zouzeschousteren, au détriment vun den traditionellen öffentleche Servicer an eise Länner.

Et muss een nach emol drun erënneren, dass fir ze liberaliséieren, ze privatiséieren oder ze dérégularisiéieren net onbedéngt een dësen Accord Géneral sur le Commerce des Services brauch. Dat kann all Land onofhängeg maache vun dësem Accord. Dat maache jo och d'europäesch Länner zesummen, ouni dass dat eis onbedingt an deem Sënn virgeschriwwe gëtt. Mir maachen dat mat deem Succès an deene Konsequenzen, déi dat huet, a mat deene positiven an och vläicht oft manner positiven Elementer, déi dat mat sech bréngt.

Mir diskutéieren hei iwwer d'Liberaliséierung vum Gesondheetsberäich, fir deen nëmmen eraus ze gräifen. Et gëtt och dee vun der Educatioun geholl. Et gëtt dee vum audiovisuelle Secteur geholl. Mä loosse mer emol dee vun der Gesondheet huelen. Dat Beispill gëtt am beschten erëm wéi d'Situatioun ass. Et ass de Gesondheetsminister, deen am Numm vun der Regierung jo awer regelt a seet wou et higeet, dat wëllt awer absolut net soen, dass an dësem Secteur keng privat Acteure vir sinn. De Gros vun de Spideeler läit haut schonn a privaten Hänn, an den Hänn vun de Congrégatiounen. Viru kuerzem ass och d'Dépendance a Privathänn zum Deel iwwergaangen. Ech denken un de Projet Elysis. Ech denken awer och un déi Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn, wou mer déi staatlech Altersheimer an de Privatsecteur iwwerginn hunn. De Betrib heescht Servior. An der leschter Legislaturperiod ass zum Beispill den HNP och en Etablissement public ginn, wat a sech enger Privatiséierung gläich kënnt. Dat wëllt awer net soen, dass dee Secteur dereguléiert gëtt.

Et geet drëm, fir d'Servicer ënnereneen ze regelen, dat heescht dass een déi Servicer, déi een an den Accord erabréngt, esou reglementéiert an esou organiséiert, dass jiddfereen aus deenen anere Länner, déi deen d'Accord ënnerschreiwen, ënnert de selwechte Konditiounen Zougang zu dëse Servicer huet. Wéi dass déi Servicer funktionéieren, ass am Prinzip net d'Diskussioun vun deem Accord hei. Dat décidéiert och an Zukunft natierlech all Stat selwer. Allerdings ass et esou, wann d'Konditiounen eemol festgeluecht si fir déi Secteuren déi opgemaach sinn, da gëllen déi fir jiddfereen an da kënne se och net méi réckgängeg gemaach ginn.

D'Zil vun deem Accord hei ass et also gemeinsam Regele festzeleeën, sech op gemeinsam Regelen eens ze maachen, déi bekannt si fir jiddfereen, déi en fin de compte och vu jiddferengem akzeptéiert ginn, well se jo den Accord vun all Land mussen hunn. An dëst geschitt jo am Kader vu multilaterale Verhandlungen, an ech mengen, dass déi Décisiounen hei och am Konsens da geholl gi par rapport zu bilaterale Verhandlungen, wou oft Pressioun ausgeübt gëtt, esou wéi de Virriedner dat schonn hei gesot huet. Et ass jo dofir jiddferee fräi fir déi Secteuren un ze ginn déi e wëllt opmaachen, oder déi Secteuren un ze ginn déi e wëllt zouloossen. Et ass och schonn hei ugeklong, dass d'Réciprocitéit net spillt an d'Hoheitsrechter ganz sécher net betraff sinn.

Vu dass mer jo keng offiziell Dokumenter hunn, wësse mer dann a sech och net wat d'Europäesch Kommissioun am Numm an am Accord mat deene 15 Memberstaten an dësem Kontext proposéiert huet, a wëssen och net zu wat Lëtzebuerg sech hei engagéiert huet. Ech denken, dass deen Débat vun haut dozou bäidréit, dass mer vun der Madame Ausseministesch dat da gewuer ginn. Et muss een allerdings wëssen, dass d'Madame Ausseminister jo net zoustänneg ass fir de Gros vun deene Secteuren ëm déi et hei geet, an ech hoffen dass si vun hiren anere Ministeschkolleegen déi Informatioune kritt huet, fir eis déi a sech weider ze ginn. Mä eppes schéngt mer ganz kloer ze sinn, dass d'Servicer vun der Educatioun, vun der Gesondheet, vun der Kultur an och zum ganz groussen Deel vum Waasser net ënnert déi Secteure falen, déi d'Europäesch Gemeinschaft offréiert huet. Et ass jo esou dass dës Secteuren, géifen déi offréiert ginn, an d'Codécisioun géifen erafalen, dat heescht, do missten d'Länner hiren Accord nach eemol dozou ginn.

Et muss een och betounen, dass deen Accord hei de Privatinvestisseure keng weider Rechter gëtt. D'Recht beschränkt sech a sech op d'Länner, an dofir ass deen Accord hei och net mat deem Accord iwwert d'Investissementer ze verwiesselen, well en einfach de Privatinvestisseuren d'Recht net gëtt um OMC-Tribunal hiert Recht anzekloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher net alles gutt un dësem Accord Général sur le Commerce des Services an a sech kann ee bedaueren, obschonns ee sech dozou engagéiert hat fir no enger Rei vu Joren ee Bilan ze zéien iwwert d'Avantagen, iwwert d'Désavantagen an iwwert d'Entwécklung am Kader vun dësem Welthandel, dass deen net gezu ginn ass, a virun allem dass och net gekuckt ginn ass, ob dat den d'Entwécklungslänner eppes bruecht huet oder net.

Eppes wat och net gutt ass, dass an den Diskussiounen ëm den Handel um Niveau vun der Welthandelsorganisatioun déi Sozial- an Ëmweltbestëmmungen net matdiskutéiert ginn, obschonn d'Länner sech esou wuel zu Rio wéi awer och zu Johannesburg nach eemol zu der nohaltegr Entwécklung engagéiert hunn, an ech mengen och net dass déi aner Vertragskonventiounen an Accorden, déi am Kader vun aneren internationalen Organisatioune geholl gi sinn, genuch Rechtssécherheet bréngen fir dass dës Volete respektéiert ginn.

Bien au contraire, ech mengen dass Strofen am Kader vun der Welthandelsorganisatioun virgesi sinn, Strofen déi awer ganz oft an deenen aneren Accorden net virgesi sinn, an dofir muss eng vun de Beméiungen, och vun der Europäescher Unioun, si fir ze kucken, dass net nëmmen d'Recht vun der OMC gëllt, mä dass awer och déi aner Rechter an d'Diskussiounen ëm de Welthandel mat agebonne sinn. Ech si mer bewosst, dass dat net esou einfach ass fir Sozial- an Ëmweltbestëmmungen an d'Diskussiounen ëm de Welthandel mat eran ze huelen, ganz einfach well oft déi Bestëmmunge fir déi eng Länner, an dat si mir, oft net héich genuch sinn, a fir déi aner Länner, an dat sinn d'Entwécklungslänner, einfach ze héich sinn. Dat huet och de Kyoto-Protokoll bewisen. Dat ass e gutt Beispill, wou d'Entwécklungslänner sech net engagéiert hunn, ganz einfach aus der Virsiicht eraus fir sech hir Entwécklung net ze verschléissen.

Ganz richteg ass och, dass um sozialen Niveau mir als europäesch Staten, an och als Lëtzebuerg, méi ze verléieren hunn an deenen Diskussioune wéi d'Entwécklungslänner. Et muss ee sech awer bewosst sinn, dass net all Land op dëser Welt esou e soziale System kann hunn, wéi mir een hei zu Lëtzebuerg hunn, an dofir ass et och net méiglech dass nei Standarden, och net déi vun der Europäescher Gemeinschaft, kënne gëllen als Regel. Dat soll awer net ausschléissen, dass mer minimal Regelen ausmaachen.

Een anere Reproche deen ëmmer erëm gemaach gëtt, ass deen dass dee ganze GATS-Prozess hei net demokratesch wär, zumindest dass et net den Uschäin hätt wéi wann dat esou demokratesch wär. Et muss een awer emol ënnersträichen, dass déi Diskussiounen, déi hei gefouert ginn, awer gefouert ginn opgrond vu Virgaben déi Techniker vu Politiker kréien, an et sinn och d'Resultater déi herno vun de Politiker mussen ofgeseent ginn. Et ass och esou dass all Parlament heiriwwer muss entscheeden.

Et muss een och wëssen, wa bei esou Verhandlunge jiddferee sech un déi Virgabe géif halen, déi en oft vun doheem matkritt, dass et dann ni zu engem Resultat géif kommen. Dofir, mengen ech, muss een deene Leit, déi do verhandelen, awer eng gewësse Flexibilitéit ginn, fir dass déi Décisiounen dann awer am Konsens vun de Länner alleguer esou wäit wéi méiglech kënne geholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn zum Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech mengen dass esou Debatte wéi déi hei nëmme kënnen dozou bäidroen de Sujet an der Öffentlechkeet opzeklären, an ech mengen dass dat och néideg ass, well an der Öffentlechkeet herrschen awer eng Partie Ängschte bei de Leit virun dësen Accorden, och eng Partie Spannung. Déi Debatten hei kënnen nëmmen dozou bäidroen, dës Ängschten awer e bëssen ofzebauen an déi Accorden an dat richtegt Liicht ze stellen. Dofir solle mer och net haut ophalen heiriwwer ze schwätzen an, nodeem d'Kaarten um Dësch leien, virufueren en vue vun där ministerieller Konferenz, déi jo dann am Hierscht zu Cancún ass. Domat wär ech also zum Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm a soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e puer Wuert zur Prozedur. Et ass dës Kéier ganz rapide décidéiert gi fir dës Debatt ze organiséieren. Dat war vläicht duerch den Timing bedéngt, mä et ass awer och net gutt wa mer d'Avise vun de Chambres professionnelles net hunn a wa mer an der Kommissioun vun den Affaires étrangères nëmme ganz kuerz konnten doriwwer schwätzen. Et ass awer wichteg, dass mer eng Diskussioun féieren, fir allegeurten déi Ängschten, déi dobausse bestinn, ze contrecarréieren, duerch dass een hei offen iwwer all Problemer debattéiert.

Ons schéngt et wichtegt, dass awer och an der Zukunft versicht gëtt fir dat besser ze maachen, an dofir gi mer eng Motioun eran, Madame Ministerin, wou mer d'Regierung opfuerdere fir regelméisseg d'Chambre des Députés an och d'Chambres professionnelles ze informéieren a fir keen Accord ouni den Accord préalable vun der Chamber unzehuelen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que les négociations multilatérales qui se déroulent dans le cadre de l'OMC et notamment celles relatives à l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) sont d'une importance considérable au niveau de leur importance et de leurs conséquences;

- considérant que ces négociations sont confinées dans quelques cénacles spécialisés, hors le regard et l'intervention de la Chambre des Députés et des Chambres professionnelles, de sorte à les placer en situation subsidiaire ou de spectateur face aux processus de la mondialisation;

- considérant qu'il y a lieu d'y remédier en associant directement la Chambre des Députés et les Chambres professionnelles aux négociations;

invite le Gouvernement

- à informer régulièrement la Chambre des Députés et les Chambres professionnelles sur l'évolution des négociations en cours à l'OMC et notamment sur celles relatives à l'AGCS, de sorte à leur permettre d'émettre un avis en temps utiles;

- à ne souscrire à aucun engagement sans l'accord préalable de la Chambre des Députés.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ganz Liberaliséierung vun der Weltwirtschaft an d'Globaliséierung hu mat sech gezunn, dass insgesamt méi Räichtum an der Welt geschafe ginn ass wéi jee virdrun. Mä et ass awer och grad esou kloer, dass ee muss feststellen, mam PNUD zesummen, dass déi eng Länner méi räich gi sinn, anerer si bliwwen op deem Niveau wou se waren, a vill Länner si méi aarm ginn. Datselwecht fënnt een iwwregens och nach erëm innerhalb vun deenen eenzelne Gesellschaften, innerhalb vun deenen eenzelne Länner. Et ass doweinster awer net fir ze soen, dass d'OMC, d'Welthandelsorganisatioun hir Roll net géif spillen, ech géing just soen dass et och un der Politik ass fir hir Roll ze spillen. Mä d'Welthandelsorganisatioun muss lues a lues méi Regelen ausschaffen, fir justement där wëller Liberaliséierung, déi deelweis nach besteet, entgéint ze trieden. Et musse Spillregele ginn um internationale Maart.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir gesinn an der politescher Debatt, dass een Deel vun de Parteien éischter eng Tendenz huet fir staatlech organiséiert Ekonomië virzegesinn, wou de Stat eng ganz grouss Roll spillt. Mir gehéieren als ADR net zu deene Parteien, grad wéi mer och net zu deene Parteie gehéieren déi fir eng wëll, eng fräi Liberaliséierung antrieden. Mir mengen au contraire, dass sollen eng Liberaliséierung an och eventuell Privatiséierungen duerchgezu ginn, mä ënnert der politescher Kontroll. Dat ass d'Konditioun ënner där eng Liberaliséierung kann duerchgefouert ginn.

Déi Négociatiounen, déi elo gemaach ginn, déi lafen haaptsächlech iwwert de Wee vun der Commission européenne, déi een exklusiivt Mandat huet fir esou Négociatiounen ze féieren. Wann een Négociatioune féiert, ass et natierlech och esou, schéngt et mer, dass een net all Kaarte kann op den Dësch leeën, well soss huet ee jo seng Verhandlungsmargen direkt ageschränkt. Dat ass natierlech net ëmmer ganz demokratesch a ganz transparent, mä et geet awer net. Et ass grad wéi bei Kollektivvertragsverhandlunge wa jiddferee seng Kaarten direkt op den Dësch leet, da kann net méi verhandelt ginn.

Mir bedauere just, dass mer net informéiert ginn, well meeschtens déi Informatioun am europäesche Parlament geschitt an déi national Parlamenter hei bëssen drëtt Klass Muppi an der ganzer Saach sinn. Dofir och déi Motioun virdrun, dass een esou wäit wéi méiglech awer um Ball ka bleiwen an dat mat der ziviler Gesellschaft, mat de Chambres professionnelles ëmmer ka kucke wéi dat Ganzt évoluéiert.

Wat wichteg ass, dat ass dass ee gesäit wat dann nu soll négociéiert ginn. Wann ech déi eenzel Donnéeë kucken, déi eenzel Servicer déi d'Europäesch Unioun wëll négociéieren, da gesinn ech dass dat d'Services financiers sinn. Do misste mer alleguerte kënnen dermat d'accord sinn. D'Services informatiques, d'Services de télécommunications, den Transportsdomän, wat den Transport maritime an d'Manutention vun de Wueren op de Flughäfen ugeet, d'Distributioun, d'Services de poste et de messagerie, d'Services professionnels, do wäerte mer vläicht e bësse méi Schwieregkeete kréien, mä dat ass awer ëmmer à double sens. D'Services environnementaux, den Tourismus an dat wat een ënnert den technesche Termen de Mode 4 nennt, dat heescht déi temporaire Circulatioun vun Import oder Export, wann een esou ka soen, vu Leit, déi an deem engen oder deem anere Land ausserhalb vun der EU solle schaffen.

Mä et ass ëmmer op zwou Säiten, dat heescht wa mir eng Konkurrenz mat Servicer kënnen an Europa kréien, dann ass et natierlech och interessant fir ons, dass mer ënnert de selwechte Bedingungen an aner Länner kënne goen. An dofir muss een awer eppes festhalen hei, dat ass dass mer am Marché vun de Servicer als Europäesch Unioun ganz staark do sti wat den Export ugeet. Den Export vu Servicer ass an der Europäescher Unioun vill méi grouss wéi den Import, esou dass mir also éischter do sollen Demandeur sinn. Datselwecht gëllt iwwregens och fir Belgien-Lëtzebuerg, wou ech muss festhalen dass d'Belsch a Lëtzebuerg 42,6 Milliarden Dollar d'Joer u Services commerciaux exportéieren an der nure fir 38,6 Milliarden importéieren. Dat ass och eng wichteg Donnée an deene ganzen Diskussiounen.

Mir mengen och dass een net soll sech un déi Limiten halen, déi d'Europäesch Unioun bis elo virgeschloen huet, wat d'Liberaliséierung vun de Servicer ugeet. Mir hunn och kee Problem fir déi Lëscht nach auszeweiten op d'Educatioun, op d'Santé an op d'Transports publics. Mä wou mer net d'accord sinn, dat ass bei der Kultur, bei dem Audiovisuellen a bei de Sozialleeschtungen. Et ass awer och kloer dass fir ons liberaliséieren a privatiséieren eng positiv Saach sinn, mä eng Dérégulatioun op kee Fall.

Wat wichteg schéngt ze sinn, Madame Ministerin, dat ass dass d'Europäesch Unioun, esou hunn ech wéinstens déi Aussoe vum Här Lamy konnten noliesen, garantéiert, dass am Kader vun deem berühmte Mode 4, dat heescht an deem Kader wou Personal kann an eenzel Pays tiers goen, da mussen d'Mindestsozialnormen, d'Mindestgehälter an eventuell d'Kollek-

tivverträg respektéiert ginn, esou dass fir ons op jidde Fall hei de sozialen Dumping net riskéiert ze sinn. Nach muss ee virsiichteg sinn an deem Ganzen.

Ech mengen, dass muss festgehale ginn an den Négociatiounen, wou ee liberaliséiert, dass déi ganz Régulatioun, déi mir hunn, wéi mir onse Marché organiséieren, dass déi eenzel Déngschtleeschtungen ënner verschiddenen Norme kënnen duerchgezu ginn, dass dat garantéiert gëtt. Mä mir wëssen dass trotzdeem awer nach ëmmer verschidden Entreprisë versiche fir mat all méiglechen Tricken déi ganz Liberaliséierung ze ënnergruewen an Dumpingspräisser unzebidden, mat Subsidiéierungen an esou weider. Dofir menge mer, dass et wichteg ass dass déi NIPC - wéi dat esou schéin am technesche Jargon vun der Europäescher Unioun heescht - „nouveaux instruments de protection communautaire", nach sollen ausgeweit an duerchgezu ginn, fir d'Europäesch Unioun an d'Memberstate besser géint Iwwergrëff, déi mer ëmmer festgestallt hunn, ze protégéieren.

Wann ech dat Arsenal gesi wat Amerika huet fir sech géint esou Manifestatiounen ze wieren, respektiv wat fir eng Rétortiounsméiglechkeete se hu wann hinnen eppes um Weltmaart net passt, da menge mir datt d'Europäesch Unioun sech misst déiselwecht Moyenë ginn an net hei bei der Halschent vum Wee stoe bleiwen.

Dat ass eppes wat fundamental ass, well et kann net esou sinn datt d'Amerikaner permanent kënne Rétortiounsmesurë géint Europa huelen an datt déi Europäesch Unioun sech net ka wieren.

An deem Sënn, Madame Ministerin, gi mer och eng Motioun eran, an där mer d'Regierung opfuerderen déi Liberaliséierung, sou wéi se vun der europäescher Kommissioun virgesinn ass, ze ënnerstëtzen, mä awer festzehalen datt op jidde Fall soll gewährleescht ginn, datt déi Réglementatioun, déi Gesetzer déi mer um europäeschen Niveau an um nationalen Niveau hunn, net kënnen ënnergruewe ginn, well dat wär net am Intérêt vun dëse Bierger.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que la Belgique et le Luxembourg rangent parmi les principaux exportateurs et importateurs de services commerciaux au Monde et qu'ils exportent 42,6 milliards de dollars de services commerciaux et en importent pour 38,6 milliards;

- considérant que le négociations relatives à l'AGCS concernent, selon l'offre formulée par la Commission européenne, les services financiers, les services informatiques, les services télécommunications, le transport, la distribution, les services de poste et de messagerie, les services professionnels et du tourisme ainsi que la circulation temporaire des personnes et qu'il y a des offres de pays tiers pour les services environnementaux et la circulation temporaire de personnes physiques (mode 4);

- considérant qu'une exclusion de services d'intérêt public du champ d'application de l'AGCS aboutirait à définir d'une façon exhaustive une liste des services considérés comme tels ce qui risquerait de mener à une liste extrêmement limitée;

- considérant que l'ouverture des marchés n'implique pas de renoncement pour les Etats membres à pouvoir réguler le marché selon qu'ils le jugent utile;

- considérant qu'il y a lieu toutefois d'éviter que la libéralisation des services aboutisse à permettre à certaines entreprises de pays tiers à l'UE de contourner par des moyens légaux ou illégaux les dispositions légales et réglementaires tant européennes que nationales en matière de droit du travail, de sécurité sociale, d'environnement ou d'encadrement des services concernés;

demande au Gouvernement

de faire savoir à la Commission européenne

- que la libéralisation des services commerciaux envisagés n'est acceptable que si les dispositions légales et réglementaires tant européennes que nationales en matière de droit du travail, de sécurité sociale, d'environnement ou d'encadrement des services concernés doivent être respectées par les entreprises de pays tiers;

- que si les NIPC (Nouveaux Instruments de Protection Communautaire) existants ou à créer permettent à l'UE et à ses Etats membres de se protéger contre toutes mesures de dumping ou d'engager des mesures de rétorsion contre les Etats qui encouragent de telles pratiques.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling.

Madame Ministerin, dat heite wor a kuerze Wierder - an och an deene puer Minutten déi engem zur Verfügung stinn - dat wat mir hei zu deenen Négociatioune wëlle soen, mä et ass nach eng Kéier wichteg fir keng Ängschten dobaussen ze schüren, onnëtzerweis datt d'Informatioun permanent soll gewährleescht ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. De GATS, General Agreement on Trade and Services, ass keen normale Welthandelsaccord, wéi se am Uruguay-Round zënter 50 Joer verhandelt ginn. De GATS leeft an der Praxis duerch seng intern Dynamik, virun allem och duerch déi neoliberal Logik déi dohannert stécht, op déi weltwäit Libéralisatioun vu quasi allen Déngschtleeschtungen eraus.

De GATS bedeit d'Opmaache vu wichtege Gebitter vum mënschlechen Zesummeliewen op der ganzer Welt, och an deenen aarme Länner, fir profitorientéiert Ubidder. E bedeit am Endeffekt - och wa seng Verfechter sech vill Méi gi fir d'Öffentlechkeet ze berouegen - d'Zerschloe vun de Services publics déi an Europa, historesch gesinn, fir en héijen Niveau vu Gläichheet a Solidaritéit gesuergt hunn.

Zwar sollen elo d'Beräicher Gesondheet - am Ufank war och Rieds vum Waasser, dat ass elo net méi de Fall -, Bildung a sozial Déngschter vun der europäescher Kommissioun net méi an deene Verhandlungen ugebuede ginn. Dat huet domadder ze ginn, dass d'Kommissioun dem Drock vun der Öffentlechkeet huet missen noginn. Ier de franséische Sozialist Pascal Lamy seng Offerte ofginn huet, huet zum Beispill d'belsch Regierung missen nach am August 2002 ee geharnischte Bréif un d'Madame Viviane Reding, verantwortlech fir Bildung, schécken, déi ëm eng Positioun zum Thema „Commercialisation des services éducatifs" gefrot hat.

An deem Bréif vun der belscher Regierung steet Folgendes dran: „La Belgique (…) marque son plus net refus de voir les règles du commerce mondial s'appliquer au services éducatifs à quelque niveau d'enseignement que ce soit." Dobäi hat nach am „Monde" vum 28. Januar déi lëtzebuergesch Kommissärin erkläert, dass ee misst, ech zitéieren: „rendre nos universités compétitives sur le marché mondial de l'enseignement supérieur".

Et gëtt och gär vun der OMC an hirer Kommunikatiounsaarbecht no bausse behaapt, de Statssecteur wär generell aus dem GATS ausgeschloss. Ganz wéineg staatlech Déngschter sinn awer prinzipiell vum GATS-Ofkommes ausgeholl, an natierlech net zum Beispill d'Schoul- oder Bildungswiesen, oder och d'Waasser, well si sinn an Europa elo schonn enger privater Konkurrenz ausgesat.

Dofir bleift déi Gefor vun enger Liberaliséierung och an deene Secteure weiderhi bestoen, Dir Dammen an Dir Hären, an et muss ee wëssen dass déi Verhandlungen iwwert de GATS eng intern Dynamik hunn. All bedeelegt Länner oder Lännergruppen, wéi zum Beispill d'EU, maachen Demandë vun Ouverture vun de Mäert un Drëttlänner, a si ginn och selwer gefrot fir hir Marchéen opzemaachen. Dat war déi Phas déi bis Juli 2002 gedauert huet.

Elo si mer an der Phas wou all Länner Offertë kënne maachen, wat fir Marchéë si selwer wëllen opmaachen. An deem Kader huet d'EU jo déi virdru genannte Secteuren ausgeschloss. An nom 31. Mäerz ginn dann d'Verhandlungen un, an da gëtt verhandelt wéi Teppechhändler, hannert zouenen Dieren. Wie gär vill hätt, muss och vill offréieren.

An et ass net ausgeschloss, dass bei deene Verhandlungen nach eng Kéier Saachen diskutéiert ginn, déi haut nach prinzipiell an offizielle Pabeiere vun der europäescher Kommissioun ausgeschloss ginn. Ëmsou méi ass dat de Fall, well d'EU jo scho ganz fréi aggressiv Demanden u verschidde Länner gestallt huet, och u Länner an der Drëtter Welt, fir hir Mäert opzemaachen, grad an esou Froen déi elo hei an Europa - gëtt de Moment gesot - sollen ausgeschloss ginn, wéi justement d'Gesondheet oder d'Educatioun, awer wéi och d'Waasser zum Beispill.

D'Europäesch Kommissioun huet och Demandë gestallt a Beräicher wéi d'Finanzsecteuren - a wann ee seet Finanzsecteuren, dann denkt een och zum Beispill un esou Saache wéi d'Pensiounsfongen oder privat Krankeversécherungen -, an esou Secteuren zum Beispill wéi d'Post, d'Telekommunikatioun, d'Ëmweltservicer, den Transport an esou weider, dat heescht och vis-à-vis vun aarmen Drëttweltlänner, déi meeschtens emol net iwwer adequat öffentlech Déngschtleeschtunge verfügen, mat all deene katastrophalen Auswierkungen déi déi Dereguléierung fir déi Länner an der Praxis wäert bréngen.

Esou entsteet weltwäit eng Liberaliséierungsdynamik, obscho gläichzäiteg offiziell behaapt gëtt, de GATS-Accord wär u sech kee Liberaliséierungsmechanismus an d'Besetzform vun de Betriber géif keng Roll spillen a wär net virgeschriwwen, an et wär iwwerhaapt net virgeschriwwen iergend ee Secteur opzemaachen, a wann e Land d'accord wär e Secteur opzemaachen, da géif et geschéien ënnert deene Konditiounen déi all eenzel Land bereet ass ze akzeptéieren, a keng Konditioun méi - den Här Mosar huet och an déi Richtung argumentéiert.

Dat ass d'Theorie, d'Realitéit gëtt bestëmmt awer vun dem aggressiven Optriede vun de multinationale Gesellschaften an haaptsächlech vun deene Regierungen, deenen europäeschen an där amerikanescher, déi hir Interesse vertrieden. Et gëtt oft fälschlecherweis behaapt den europäesche Sozialmodell wär deem amerikaneschen entgéintgesat. An deem Kontext muss ee leider soen dass Europa, souwuel intern mat sengen Direktive wéi och no baussen, eng Virreiderroll an den 90er Joren a puncto Liberaliséierung gespillt huet, egal wéi d'Regierungen ausgesinn hunn déi an Europa un der Macht waren.

De GATS-Accord schreift och eng Dynamik à long terme vir - eleng duerch säi Mechanismus - andeem en zur Obligatioun mécht, bei all nei Verhandlungsronn méi en héijen Niveau vun Öffnung vun de Mäert ze erreechen an andeem e Länner, wa si Avantagen, déi se virdru gemaach hunn, erëm wëlle réckgängeg maachen - zum Beispill well eng aner Regierung do ass déi aner Prioritéite wëll setzen - en hinnen deier Kompensatiounen opzwéngt vis-à-vis vu jiddfer Firma déi bis dohinner vun der Liberaliséierung profitéiert huet, a bekanntlech soll jo all Avantage, deen iergendengem Land gemaach gëtt, och fir all déi aner Länner gëllen.

De GATS-Accord setzt och Maassstäb fir all Entraven zum libre commerce ze biewen, zum Beispill duerch d'Festleeë vun technesche Normen, duerch eng Begrenzung vun den öffentleche Subventiounen, Gebitter iwwert déi de Moment zwar nach diskutéiert a verhandelt gëtt, mä déi elo schonn Agrëff an d'legislativ a reglementaresch Aarbecht vun de Länner méiglech maachen.

Här President, ech huele meng Riedezäit zu de Motioune bäi. Ech si geschwë fäerdeg.

M. le Président.- Zwou an eng hallef Minutt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Voilà.

Déi belsch Regierung weist an deem zitéierte Bréif un d'Kommissioun och op d'Risiken hin déi sech ergi fir aus deenen Entscheedungen, déi mol eng Kéier geholl gi sinn, erëm eraus ze klammen; wat eng juristesch Etüd, déi si an Optrag ginn huet, bewisen huet.

Déi neoliberal Politik berout op der Fiktioun, dass privatiséiert Déngschtleeschtunge besser funktionéieren. Déi relativ kuerz Praxis a verschiddene Länner huet awer bewisen, dass just de Contraire de Fall ass. Aus Zäitmangel kann ech elo net op den Detail dovunner agoen.

(Interruption)

Ganz richteg, den Här Huss huet e puer Beispiller ginn, déi ech souwisou och elo ginn hätt. Privatiséierung - mengen ech, dat ass ganz kloer an dat beweist d'Praxis - bedeit Krich géint d'Leit duerch eng Clique vu profitgierege Raubritter vun der moderner Zäit, déi d'Rad vun der Geschicht an d'Rad vum soziale Fortschrëtt an Europa an an der Welt wëllen zréckdréinen.

De GATS huet och ganz grave d'Demokratiedefizitter bei de Verhandlungen, déi grondsätzlech geheim bleiwen, gewisen. Dat heescht europäesch a beschtefalls national Beamte confisquéieren e gudden Deel vun der Demokratie, nach méi wéi dat souwisou schonn an der EU de Fall ass, an den EU-Ministerrot hëlt just déi lescht Entscheedung a puncto Accord, ouni parlamentaresch Kontroll virdrun, just mat enger Ratifizéierung a posteriori.

Bei der Debatt iwwer Doha hat den Här Huss virgeschloen, dass zum Beispill d'Chamber sech soll regelméisseg mat deem Thema GATS befaassen. Ech mengen dass et iwwerhaapt doriwwer eraus och un der Zäit ass, dass an Europa eng grondsätzlech Diskussioun iwwert d'GATS-Verhandlunge stattfënnt. De GATS-Vertrag selwer gesäit iwwregens esou eng grondsätzlech Réévaluatioun vum Effet vu senge Mesuren all fënnef Joer vir, ouni dass dat bis elo geschitt wär, an de GATS-Vertrag huet awer elo aacht Joer.

Op jidde Fall awer misst vill méi e verbindleche Mandat un d'Kommissioun ergoen, d'Services publics op de Gebitter vun der Santé, der Educatioun an dem Waasser a kengem Fall der Liberaliséierung ze opferen, an och drop ze verzichten esou Demanden ënner anerem un d'Länner aus der Drëtter Welt ze riichten. Dat sinn och Fuerderungen déi ech net hei stellen, dat si Fuerderungen déi zum Beispill déi europäesch Gewerkschaften - an deem Pabeier deen lech virläit - formuléiert hunn, déi och hei an ärer Kommissioun emfaange gi sinn.

A grad esou misst och kloer sinn, dass och net um Gebitt vun der Energie, dem Transport, der Post an den Telekommunikatiounen esou Demanden un aner Länner de Moment gestallt ginn, Secteuren déi jo leider an Europa ogemaach gi sinn a wou zukünfteg Regierungen et wäerte schwéier hu fir dat erëm réckgängeg ze maachen, a grad dofir gëtt jo de Moment dee Forcing an deene GATS-Verhandlunge gemaach.

Ech soen lech merci.

M. le President.- Merci Här Urbany.

Den Här Urbany huet seng zwou an eng hallef Minutte vun de Motiounen derbäigeholl. Mir si genau op aacht Minutten. Genau am Timing.

Madame Minister, Dir hutt elo d'Wuert.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt, déi mer haut féieren, gëtt mer d'Geleeënheet, hoffen ech op alle Fall, eng ganz Rei Malentenduen, fir emol e ganz rouegt Wuert ze gebrauchen, iwwert den Accord Général sur le Commerce des Services, GATS genannt, kloer ze stellen.

Wann een eppes ka feststellen, an dat hu mer och de Mueren nees festgestallt, et gëtt ganz vill Desinformatioun iwwert deen hei Dossier. Ech wëll kengem Mënsch ënnerstellen datt dat wëllentlech geschitt, mä Fakt ass datt ëmmer nees déi nämlecht effektiv Gespenster awer un d'Wand gemoolt ginn, wou een awer weess datt dat net zoutrëfft. Ech kommen nach drop zréck.

Eng Erklärung dovun ass allerdéngs wahrscheinlech an der effektiv ganz grousser Technicitéit vun deem Dossier ze sichen. Den Här Mosar huet drop higewisen, ganz zu Recht. Ech ginn lech nëmmen ee Beispill, fir lech ze soe wéi och fir eis, dat heescht och fir d'Administratioun, do ganz oft eng Erausfuerderung ass fir sech domat auserneen ze setzen. De Ministère des Affaires étrangères huet gewëss de Lead an dëse Verhandlungen a Preparatiounen, mä mir maachen dat natierlech an engster Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Ministèren, un déi mer de Projet d'offres vun der Kommissioun ufanks Februar geschéckt hunn. Obwuel dräimol rappeléiert, hu mer awer bis haut nach net vun alle Ministèren Äntwerten.

Mir kréien da vun engem Ministère eng Äntwert, an ech soen lech nëmmen ee Saz dovun: „J'ai l'honneur de vous informer que les documents qui m'ont été soumis par vos services, exclusivement rédigés en anglais, se caractérisent à l'examen par un manque d'intelligibilité pour tout non-initié aux terminologies et concepts de l'OMC."

Dat weist lech déi Erausfuerderung an effektiv de Schwieregkeetsgrad mat deem och heiansdo eis Administratioune befaasst sinn, wa se sech musse mat deene Propositiounen ofginn, mä mir maachen dat am Dialog, an der Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Servicer.

Mä ier ech, wéi gesot, an den Detail vun dem GATS-Accord kommen, erlaabt mer viläicht mat e puer Zuelen op d'Wichtegkeet vun den Déngschtleeschtungen, ëm déi et jo hei geet, fir eis Ekonomie hinzeweisen. D'Union économique belgo-luxembourgeoise ass nämlech den zengte gréissten Exportateur vun Déngschtleeschtungen. Am Joer 2000 huet d'UEBL fir iwwer 42 Milliarden Dollar Servicer exportéiert. Iwwer 80% vum Lëtzebuerger PIB a grad esou e groussen

Undeel vun eisen Aarbechtsplaze sinn am Déngschtleeschtungssecteur, an et besteet, dat hoffe mer op alle Fall, nach vill Potential. Fir Europa sinn et 2/3 vum PIB, déi am Déngschtleeschtungssecteur sinn.

Ech wollt och just drun erënneren, datt iwwer 18.000 Lëtzebuerger Entreprisen am Déngschtleeschtungssecteur täteg sinn. Eis Déngschtleeschtungsbilanz huet ongeféier 7 Milliarden Euro Iwwerschoss. Dat beweist, datt Europäesch Unioun a virun allem och Lëtzebuerg offensiv Interessen am Déngschtleeschtungssecteur hunn. Mä och fir Entwécklungslänner ginn d'Déngschtleeschtungen ëmmer méi wichteg. Dat weise si duerch hir aktiv Participatioun an de Verhandlunge vun der OMC. Iwwert d'Halschent vun den Ufroen, déi d'Europäesch Unioun kritt huet, kommen aus Entwécklungslänner. Ech wëll dat hei ënnersträichen, fir domat ze weisen datt et net némmen Demanden, wéi een dat heiansdo kënnt mengen, vun amerikanesche Firme sinn. Neen, d'Halschent vun den Ufroe kënnt aus den Entwécklungslänner. An do musse mer eis och herno weider drun erënneren, wa mer iwwer méi prezis Punkte schwätzen.

Nun, wat ass de GATS? De GATS-Accord, deen 1994 ënnerschriwwe gouf, an deen all d'Länner vun der OMC verbënnt, dat heescht 145 Länner op dem heitege Stand, gesäit vir, dass den Handel vun den Déngschtleeschtungen a verschiddene Secteure fir aner Membere vun der OMC soll opgemaach ginn. Mä all eenzelt Land bleift fräi ze bestëmmen, wéi ee Secteur soll opgemaach ginn an ënnert wat fir enge Konditiounen dat soll geschéien. Et war vu vir era kloer, datt nëmmen déi Déngschtleeschtunge virgesi sinn, déi net an den Exercice vum Pouvoir gouvernemental falen, dat heescht déi Déngschtleeschtungen déi weder op enger kommerzieller Basis gi ginn nach der Konkurrenz ënnerstinn.

Am GATS ass kee Prinzip vun der Réciprocitéit weiderhi virgesinn. Dat heescht, wann ee Member e bestëmmte Secteur opmécht, sinn déi aner Memberen net gezwongen deen nämlechte Secteur och opzemaachen. Den Här Mosar hat dat ganz kloer mat Beispiller hei ënnerstrach.

An deem Accord steet och weider, an dat ass och schonn ugeklongen, dass fënnef Joer no sengem Akraafttrieden nei Verhandlunge solle stattfannen. Den Accord gesäit awer och vir, datt dat nëmme soll gemaach ginn, andeems all Land sengen nationalen Objektiver nogoe kann, an datt d'Bedürfnisser vun alle Participante solle respektéiert ginn. Dat hätt sollten, mir wëssen et, den 1. Januar 2000 geschéien, mä nom Scheitere vu Seattle, fir e ganze Round ze lancéieren, sinn déi GATS-Verhandlungen eréischt méi spéit ugaangen.

Ech wëllt hei nach eng Kéier - et ass Gott sei Dank vun e puer Riedner schonn ënnerstrach ginn, an dofir hoffen ech, datt et lues a lues awer wierklech an de Bewosstsäin kënnt - kloer ënnersträichen, dass Liberaliséieren net Privatiséieren heescht. De GATS handelt iwwert de Commerce vun Déngschtleeschtungen an net iwwer hir Organisatioun. All Land steet et fräi, déi Déngschtleeschtungen esou ze organiséieren a se ze reglementéiere wéi et wëllt.

D'OMC huet mam Averständnis vun all Memberen e Kalenner festgesat mat verschiddene Stéchdatumen, wou virgesinn ass de GATS weider ze verhandelen. D'europäesch Kommissioun huet unhand vu Mandater, déi se fir Seattle an Doha kritt huet, zesumme mat de Memberstaten d'Positioun vun der Europäescher Unioun no an no festgeleuecht. Si huet, an enger éischter Etapp, deenen anere Membere vun der OMC d'Demanden zoukomme gelooss, fir déi Secteure wou d'Europäesch Unioun, inklusiv Lëtzebuerg, sech méi Ouverture erwënscht. Et handelt sech ëm Secteure wou eis Industrien och offensiv Intérêten hunn.

En contrepartie hunn do déi aner Membere vun der OMC der Communautéit hir Requête matgedeelt. An enger zweeter Phas huet d'Kommissioun, op Basis vun deene Requêten, e Projet d'offres virbereet, deen am Ablack ënnert de Memberstaten nach ëmmer diskutéiert gëtt. An ech betounen, dass et sech am Moment nach ëm e Projet nëmme vun der Kommissioun handelt. En ass nach net vun deene 15 ugeholl. Net méi spéit wéi gëschter Owend hate mer nach zu Bréissel eng Ausspprooch mam Commissaire Lamy doriwwer. Ech kommen nach op déi Propositiounen zréck, déi en do gemaach huet. Mir hunn eisen Accord zu deem Projet d'offres nach net gemaach. De Projet d'offres soll, wann en Accord tëschent deene 15 besteet, deenen anere Membere vun der OMC weidergereecht ginn, an dat soll normalerweis bis den 31. Mäerz geschéien.

Do sti mer haut. A wéi déi meescht vun Iech och scho wäerte wëssen - oder misste wëssen op alle Fall, an ech betounen an ënnersträichen nach eng Kéier -, an deem Projet ass weder d'Education, nach d'Santé, nach den audiovisuelle Secteur oder soss iergendee Secteur, deen eist allgemengt Wuel géing betreffen, virgesinn. Dat hunn ech nach viru kuerzem, d'ailleurs op eng parlamentaresch Fro vum Här Fayot, geäntwert, an dat steet och ganz kloer - fir déi, déi et wëllte wëssen - an de Resuméen déi d'Kommissioun iwwert de Projet d'offres publizéiert huet. An trotzdeem hu mer awer och nees haut dat Schreckensbild un d'Wand gemoolt kritt, wéi wann och déi do Secteuren, vläicht net haut mä awer da ganz schnell a Gefor wieren.

Et éiert den Här Huss, datt e selwer gesot huet datt e géing wësse wat ech him dorop géing äntwerten. Domat huet e Recht. Mä ech kann him versécheren, an dat wëllt ech ganz kloer soen, datt d'Effizienz vun eisem Service public-Modell, dat e Kennzeeche vum Lëtzebuerger a vum europäesche Sozialmodell ass, wäert erhale bleiwen, an datt weder déi Lëtzebuerger Regierung nach aner europäesch Regierunge wëlles hunn d'Basis vun eisem Modell a Fro ze stellen, weder an eiser jëtzeger Offer nach an enger zukünfteger. Ech kann Iech dat garantéieren. Esouwäit ech ka fir mäi Wuert astoen, kënnt Dir Iech dorop ganz sécher verloossen.

(Interruption)

Mir schwätzen elo iwwert d'Offer vun der Kommissioun, an an der Offer vun der Kommissioun ass weder d'Education, nach d'Santé, nach den audiovisuelle Secteur dran. Dat ass esou an dat wäert och net dra kommen. Fir deenen hir Zukunft kann ech mech net engagéieren, do hutt Der Recht.

Ech erënneren Iech drun, dass d'Europäesch Unioun a Lëtzebuerg dofir plädéiert hu fir eng Referenz op d'Protectioun vun de sozialen Normen am Doha-Round ze maachen. Mä dat ass eis net gelongen, well mer do net déi néideg Ënnerstëtzung vun deenen aneren OMC-Membere kritt hunn. Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun wäerte sech awer weiderhi staark maachen, dass esou eng Referenz an d'Accorde vun der OMC erakënnt.

De Commissaire Lamy, deen en charge vun dëse Verhandlungen ass, widderhëlt et regelméisseg virum Europaparlament, an dat fir d'lescht den 10. Mäerz. De GATS zwéngt kee Land ee Secteur ze liberaliséieren, wann dat Land net domadder averstanen ass. All Member vun der OMC behält säi souveränt Recht seng Engagementslëscht esou opzestellen, dass nëmmen déi Secteuren opgemaach ginn déi e wëllt. A wéi ech et scho virdru gesot hunn, kann all Land d'Konditioune festsetzen, wann ee Secteur opgeet. All Land kann dann eng ganz Rei Restriktiounen, wat de Maartzougang an den Traitement national ugeet, virgesinn, fir seng Interessen ze bewahren.

Den Här Lamy huet op genau déi nämlecht Fro wéi déi, déi den Här Huss hei gestallt huet, déi berechtegt ass, am Europaparlament geäntwert. Déi Fro ass: Déi Definitioun, déi am Artikel 3 ginn ass vun deem wat e Service public ass, misst een déi net méi prezis maachen? Do huet e gesot: Esou wéi d'Definitioun de Moment ass, léisst se all Méiglechkeeten zou. Géif ee versichen et méi prezis ze maachen, da misst een effektiv dat maachen, wat ee Moment den Här Fayot hei ugeschnidden huet, dat heescht eng europäesch Definitioun vum Service public ginn. An dat kënnt nëmme méi restriktiv sinn, well effektiv d'Situatiounen an d'Realitéiten an deene verschiddene Länner ganz aneschters sinn, besonnesch fir eis, déi en ausgesprachen…

M. le Président.- Madame Minister, den Här Fayot wollt eng Fro stellen.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Ech wollt awer elo vläicht weiderfueren. Herno ginn ech nach gär drop an.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- D'Definitioun vun de Services publics.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Wa mer wëllten eng eenzeg Definitioun kloer hunn, da kënnt et nëmme méi restriktiv ausfalen, a Lëtzebuerg kënnt do nëmme verléieren. Den Här Huss, an an dem Sënn ware seng Beispiller ganz wëllkomm, huet op eng Rei Beispiller aus Länner, déi vu sozialistesche Regierunge geféiert ginn, higewisen, wou vill méi Secteuren net liberaliséiert mä privatiséiert sinn.

(Interruption)

Voilà, Dir sot et nach eng Kéier méi prezis.

Wa mer eis missten op eng eenzeg Definitioun festleeën, da kënnt dat fir Lëtzebuerg nëmme mat engem Minus ausgoen. Déi Definitioun, an dat war dem Här Lamy seng Äntwert och, erlaabt jiddferengem, säi Sozialmodell no sengen och nationale Bedürfnisser kënnen oprecht ze erhalen. A wéi gesot, wat d'Engagement vun der Lëtzebuerger Regierung an deem do Kontext ubelaangt, sinn ech frou datt Dir selwer, Här Huss, sot, Dir géift eis gleewen datt mer zu eisem Wuert géife stoen an datt déi Servicer net a Fro kommen, fir iergendwéi ze privatiséieren.

Ee Sujet, dee fir vill Konfusioun suergt, ass dee vun der Distributioun vum Waasser. Och hei kann ech nëmmen nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Kommissioun an hirem Projet d'offres net virgesinn huet d'Waasserdistributioun opzemaachen an - an dat hunn ech och hei op der Tribün an op villen aneren Tribünen ëmmer nees ënnerstrach - dat géif déi heiteg Regierung och net zouloossen.

De Projet d'offres, deen elo um Dësch läit, versicht deenen Demandë Rechnung ze droen, déi eis vun deenen anere Membere vun der OMC ënnerbreet gi sinn. Dat si folgend Secteuren, an den Här Henckes hat se schonn ernimmt: d'Finanzdéngschtleeschtungen, d'Informatikdéngschtleeschtungen, d'Telekommunikatiounen, d'Distributioun, Post- a Messageriedéngschtleeschtungen, professionell Déngschtleeschtungen, Ëmweltdéngschtleeschtungen an Tourismus.

Bei deem ganz sensibele Punkt, iwwert deen am meeschten de Moment och diskutéiert gëtt - an zu Recht -, dat ass dee fir den Entwécklungslänner entgéint ze kommen. Do huet d'Europäesch Unioun wëlles eis Engagementer vun 1994, wat d'zäitbegrenzt - an ech betounen „zäitbegrenzt" - Circulatioun vun héije qualifizéierte Persounen ugeet, ze verbesseren. Ech kommen herno nach an der Prezisioun drop zréck. Dat ass de berühmte Mode 4.

Dat sinn am Fong déi Propositiounen, déi an der Offer vun der Kommissioun sinn an déi, ënnert eis, e sensibele Sujet sinn, mä wat effektiv d'Offer vun der Kommissioun ass fir déi Entwécklungslänner.

(Interruption)

Et ass e sensibele Sujet fir béid Säiten, mä et ass vun hinne gefuerdert an et ass dee Punkt op deen d'Entwécklungslänner am meeschte Wäert leeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet d'offres vun der Kommissioun ass engersäits op Demandë vun anere Membere baséiert, mä awer och op Basis vu verschiddenen aneren europäesch interne Consultatiounen. Et si Consultatiounen hei gelaf. Fir d'éischt déi Consultatiounen, déi regelméisseg stattfannen tëschent der Kommissioun an der Société civile. Et ass hei oft heiansdo gemaach ginn, wéi wann dat alles im stillen Kämmerlein géif stattfannen. Dat ass net richteg.

D'Initiativ, déi de Commissaire Lamy regelméisseg mécht, heescht „dialogue avec la société civile". Déi lescht Réunioun huet d'ailleurs den 31. Januar stattfonnt. Virun dem Ausschaffe vun dem Projet d'offres huet d'Kommissioun och eng breet ëffentlech Consultatioun geféiert, déi e puer Méint laang gedauert huet, a Lëtzebuerg huet déi Initiativ och begréisst an encouragéiert.

Virun der Ministerkonferenz vun Doha war ech selwer och zweemol mat der Société civile hei zu Lëtzebuerg zesummen, an ech gesinn d'nächst Woch d'Gewerkschafte fir mat hinnen iwwert d'Thema GATS ze diskutéieren. Och de Commissaire Lamy huet regelméisseg Kontakter mat den europäesche Gewerkschaftszentralen.

Eng ganz Partie Informatiounen iwwert de GATS an iwwert der Kommissioun hire Projet sinn d'ailleurs op der Internetssäit vun der Kommissioun zougänglech, an dorënner och e Resumé vun dësem Projet.

Dat alles fir ze soen, datt een net ka soen et wier keng Transparenz an et wier näischt bekannt. Ech muss allerdéngs soen, datt Lëtzebuerg mat enger ganzer Rei Memberstate méi eng grouss Veröffentlechung vum Projet gefrot haten. Dat nennt een an eisem Jargon: Deklassifizéierung. Mir haten déi gefrot, well mer eis bewosst sinn datt et e wichtegt Thema ass, wat och vill Leit interesséiert.

D'Kommissioun huet awer ervirgestrach, dass d'Detailer vun dëser Offer am Moment nach vertraulech musse gehandhaabt ginn. Den Här Henckes huet jo Verständnis dofir gewisen. Dat ass och ganz richteg. Et ass bei dëse Verhandlungen net am Interessen, weder vu Lëtzebuerg nach vun der Europäescher Unioun, dass Partner an der OMC eis Schwieregkeeten oder Divergencen op der Place publique matkréien. Dat ass eben an enger Verhandlung esou, an dofir wollte mir finalement d'Solidaritéit vun der Europäescher Unioun an deem do Punkt net briechen, obscho mer am Ufank fir méi Ouverture plädéiert haten.

Et stëmmt wierklech och net, an ech wëll et ganz kloer soen, wéi wann a gewëssene Kreeser - net elo hei mä an der Press - ugedeit gi wier, datt d'Lëtzebuerger Regierung iergendwellech Dérégularisatioun akzeptéiert hätt.

Ech widderhuelen nach eng Kéier a betounen, dass déi Diskussiounen tëschent deene 15 an der Kommissioun nach ëmmer de Moment amgaang sinn, datt mir als Lëtzebuerg och keng Offer vun Ouverture gemaach hunn, wat elo ons ubetrëfft, mä datt mer iwwert déi schwätzen, déi d'Kommissioun proposéiert huet. Déi ass nach net ofgeschloss, an och mir als Lëtzebuerger Regierung hunn eis definitiv Positiounen dozou nach net festgehalen. Dofir war déi Diskussioun hei voll effikass, an engem Moment wou déi Iwwerleeungen nach kënnen afléissen.

Mä eppes kann ech Iech awer elo scho soen, datt mer net wëlles sinn iergendee Secteur der auslännescher Konkurrenz opzemaachen, deen net prett dofir wier oder deen net am Interesse vun eise Bierger oder eiser Wirtschaft wier. Par contre ginn et eng Rei Secteuren, déi hei zu Lëtzebuerg souwisou schonns op sinn a wou mer nëmmen…

(Interruption)

Ma jo, zum Beispill wa mer elo iwwert de Mode 4 schwätzen, muss een deene Konditioune Rechnung droen, déi eisen Aarbechtsmaart och hiergëtt.

(Interruption)

Dat schéngt mer awer ganz einfach. Net einfach, mä awer de Rahme vun den Iwwerleeungen ass kloer.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat konnt een net esou direkt doraus schléissen.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Par contre ginn et eng Rei Secteuren hei zu Lëtzebuerg, déi souwisou schonns op sinn a wou mir nëmme kënnen dovu profitéiere wann och aner OMC-Membren déi Secteuren opmaachen, wéi zum Beispill d'Finanzdéngschleeschtungen.

E wichtege Punkt vun dem Projet - wéi gesot vun der Kommissioun - sinn d'Propositiounen iwwert déi zäitbegrenzt Circulatioun vun deenen héichqualifizéierten Aarbechter, also de Mode 4. Et ass awer net esou, dass hei auslännesch Aarbechter fir eng onbegrenzten Zäit op Lëtzebuerg kënnte schaffe kommen, an ech muss soen, hei ass an deene leschten Deeg oder Woche wierklech vill versicht ginn Angscht oder Desinformatioun ze maachen, wou versicht ginn ass déi hei Diskussioun an de Kader vun Immigratiounsméiglechkeeten ze setzen. Et geet hei net dorëm. Et geet net fir iergendengem op eng onbegrenzten Zäit Méiglechkeeten hei ze schafen. D'Kommissioun schléit nëmme vir, déi begrenzten Zäit, wou ganz héich qualifizéiert Leit eng Déngschtleeschtung an der Europäescher Unioun prestéiere kënnen, ze verlängeren, zum Deel vun dräi op sechs Méint. Déi Méiglechkeet gëtt et nämlech schonn, mä si versicht se ze verlängeren.

D'Kommissioun proposéiert dat, wéi gesot, well et eng ausdrécklech Demande besonnesch vun den Entwécklungslänner ass. An d'Kommissioun huet véier Gardefouën agebaut, fir all déi Ängschten déi hei geschürt ginn oder déi bestinn, ofzebauen.

Éischtens ass d'Offer limitéiert op héichqualifizéiert Personal. Zweetens proposéiert se d'Délaien ze allongéieren, mä awer nach fir eng kuerz Durée, wéi gesot vun dräi op sechs Méint; dat ass net onbeschränkt. Weiderhin ass et ganz evident, datt et net kann illimitéiert sinn - ënnert kengen Ëmstänn. Drëttens muss deen deen heihinner kënnt nëmmen am Kader vun engem bestëmmte Service kommen. Dat heescht, et muss scho feststoe wéi e Service hie mécht, hie kann net heihinner komme fir hei e Service ze sichen oder ze ginn, hie muss scho wësse wéi een hie kann ubidden. A véiertens, an

dat ass dat wichtegst, mussen natierlech all sozial Konditiounen, déi mir an eisem Land, an eiser Reglementatioun hunn, respektéiert ginn. Dat sinn déi véier Garde-fouën, déi elo schonn eben agebaut sinn an déi awer eng gewëssen Ouverture fir eben déi Déngschtleeschtungen do erlaben.

Gëschter Owend huet de Commissaire Lamy awer och nach eng aner Ouverture gemaach, fir kënnen doranner weider ze kommen. Hien ass souguer bereet fir iwwert d'Quotaën ze schwätzen, dat heescht fir eng Rei Ängschten ofzebauen, fir eben och nach déi Ouverture hei a Quotaën iergendwéi ze limitéieren, ze encadréieren. Déi do Diskussioune ginn also elo nach an deenen nächsten Deeg - et handelt sech effektiv ëm Deeg - an dem Comité 133 weider, a mir als Lëtzebuerger Regierung wäerten dat och ganz opmierksam verfollegen, fir et do, wéi gesot, engersäits zwar deene Länner, déi dat do als e wichtege Bestanddeel vun hiren Développementsméiglechkeeten ëmfannen, an déi och absolut an de Kader vun Doha erapassen, ze gesinn, ouni awer iergendwéi en Déséquilibre och op eisem Aarbechtsmaart kéinten hierzestellen.

Erlaabt mer da vläicht och nach ze soen, dësen Thema muss een zesumme gesinn, eben och mat eisem Engagement an der Entwécklungshëllef. Nämlech eng vun deene beschten Hëllefen, déi mer kënne ginn, ass et deene Länner ze erméiglechen eng nohalteg Wirtschaft selwer opzebauen. Dat eent ass, hëllefen andeem ee Suë gëtt; dat maache mir jo ganz aktiv a mir ënnerstëtzen dat jo och alleguer. Mä dat anert ass, an dat ass am Fong déi méi nohalteg Hëllef, deene Länner et ze erlabe sech selwer eng Ekonomie opzebauen, déi hinnen et erlaabt eng besser Zukunft ze gestalten. Dorëm geet hei och, a besonnesch déi hei Demande iwwert de Mode 4 ass an deem do Kontext ze gesinn.

Eng weider Suerg déi hei exprimeiert ginn ass ass, dass eng Impaktstudie iwwert d'Konsequenzen - an den Här Huss huet dovunner geschwat - vun der Libéralisatioun vun den Déngschtleeschtunge gemaach soll ginn. Ech wëll drop hiweisen, datt d'Kommissioun schonn esou eng Studie lancéiert huet. A mir hunn dat och ënnerstëtzt.

(Interruption)

Si ass nach net do, mä d'Studie ass awer lancéiert a mir ënnerstëtzen dat och.

Nach e weidert Mëssverständnis ass d'Ausso, dass duerch de GATS eng multinational Firma eng Regierung bei dem Geriicht vun der OMC, dem Organe de règlement des différends, usiche kéint. Dat muss, ech ganz kloer soen, ass net richteg. Dat ass net wouer. Dat stëmmt net, well keng Entreprise…

Neen, Här Jaerling.

(Interruption)

…keng Entreprise ass esou grouss, keng Entreprise kann ee Member vun der OMC usichen.

(Interruption)

Nëmmen e Stat ka bei der OMC kloen, keng Entreprise. Ech wëll dat nëmmen hei soen, dat ass awer e groussen Ënnerscheed. Et ass awer e signifikanten Ënnerscheed.

(Interruption)

Et si gewëss heiansdo Intérêten, wa se global genuch sinn, déi vun engem Stat ënnerstëtzt ginn. An dofir mengen ech déi Intérêten déi mir als Lëtzebuerger Regierung op deem dote Plang och oft vertrieden, dat sinn der och déi zesummenhänke mat Intérêten déi hei am Land ugesiedelt sinn. Also mir liewe jo all net an engem loftleere Raum. Mir setzen eis an, fir déi Leit déi hei schaffen, fir déi Leit wou mer menge mer hätten hei eng Gesellschaft konnten opbauen, déi à peu près op eng sozial équilibréiert Aart a Weis ka Politik mat Ekonomie an ekonomeschen Interesse verbinden, an dofir si mer mat a verschiddenen Diskussiounen dobäi, wou mir och versichen Intérêten duerzeleeën. Mä et ass net eng Entreprise, a sief se nach esou grouss, déi bei der OMC ka kloen, et kann dat nëmmen e Land.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verschidde Bewegungen oder Säitefroen, e Moratoire, an ech mengen dat hu mer och an engem vun de Motioune vun de GATS-Verhandlungen. Ech géif iech just gäre kuerz drun erënneren, firwat Lëtzebuerg a seng Partner an der Europäescher Unioun der Meenung sinn, dass d'négociéiert - wuel verstanen - Ouverture vun de Mäert an engem multilaterale Forum, an zwar an der OMC, eiser Meenung no, stattfanne muss. An esou engem Forum ginn et nämlech Regelen a Prozeduren, déi gewëss perfektibel sinn, mä déi awer jiddferee kennt an déi fir déi néideg Transparenz a bonne conduite vun alle Membere suergt.

Wann nämlech d'Verhandlungen net an der OMC géife stattfannen - et ass net dass se dann dofir net géife stattfannen -, mä da géife se op engem bilateralen Niveau stattfannen. An an deem Fall wier den Drock op d'Entwécklungslänner nach vill méi grouss. Da brauch ech iech net auszemolen, wa bilateral ee Land mat engem Entwécklungsland verhandelt, wéi dann d'Kräfteverhältnis ass.

Dofir, mat allen Onzoulänglechkeeten a mat alle Verbesserungsméiglechkeeten déi et ginn - an et ginn der ganz sécher vill, an net méi spéit wéi de Mëtteg sinn ech zu Genève, gesinn den Direkter vun der OMC a wäert och mat him doriwwer schwätzen -, mir als Lëtzebuerg sinn oft a ganz intensiv agetruede fir verschidde Prozeduren, och besonnesch eben am Kader vun dem Organe de règlement des différends, méi oppen, méi transparent ze gestalten. Dat war ëmmer eng vun eise Suergen.

Mä, wéi gesot, bei alle Verbesserungsméiglechkeeten ass d'OMC awer nach ëmmer besonnesch fir déi méi schwaach Partner um Weltplang déi beschte Garantie fir hir Intérêten op déi bescht méiglech Aart a Weis virzebréngen. Datt et net ëmmer einfach ass, datt ee sech muss wieren, datt ee sech muss zesummen dinn, dat wat mer jo och um Niveau vun der Europäescher Unioun maachen, dat ass ganz sécher, mä all dat ass nach ëmmer besser wéi wa mer op de Wee vu bilaterale Verhandlunge ginn, well da wësse mer jo alle Fall doudsécher wien d'Iwwerhand an deenen Diskussiounen huet.

Duerch seng kloer Regelen an duerch den Agenda vun Doha, deen ebe just d'Enwécklung an de Viergergrond stellt, ass d'OMC do fir dee beschtméigleche Kader fir de Welthandel ze fërderen, an dat op eng encadréiert Aart a Weis. D'Europäesch Unioun a Lëtzebuerg ganz besonnesch wëllen ënnert kengen Ëmstänn e wëllt Liberalisatioun vum Welthandel, an ech sinn der Meenung dass d'Meilesteng, déi beim Doha-Round gesat gi sinn, dat och wäerten erméiglechen.

An deem Sënn wäerte mer eis och weiderhin an deenen Négociatiounen asetzen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Ben Fayot huet nach eng Fro.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech hunn der Madame Minister opmierksam nogelauschtert bis zu hirem Schluss an ech komme vläicht op eppes zréck, wat se d'éinescht gesot huet a wou se mer vläicht kann eng Informatioun ginn.

Et ass jo esou, dass mer an deene Propositiounen, déi d'Kommissioun mécht, och iwwert d'Post an d'Telekommunikatiounen eng Partie Offeren hunn. Ech wollt Kloerheet doriwwer hunn. Et ass jo evident, dass déi Regelen, déi mer iwwert d'Europäesch Unioun an deene Secteuren hunn, dat heescht déi Libéralisatioun, d'Ouverture des marchés déi do geschitt ass, dat si jo déi Regelen déi bei der Négociatioun an der OMC vun der Union européenne mat deenen aneren zielen an net déi national Regelen. Hunn ech dat richteg verstanen? Dat heescht also, wa mer zum Beispill d'Telekommunikatiounen opmaache fir Opérateuren aus Pays tiers, also ausserhalb vun der Europäescher Unioun, an der Europäescher Unioun oder soss iergendwou an der Welthandelsorganisatioun, da sinn et selbstverständlech déi europäesch Regelen déi do zielen, et sinn net elo Regelen déi mir zum Beispill en matière vu Services publics hätten, mä et sinn d'Regele vum Service universel, esou wéi se an der Europäescher Unioun festgeluecht sinn.

Dohier iwwregens meng Remarque, Madame Minister, dass et wichteg wär dass mer an der Europäescher Unioun méi prezis a méi wäitfaassend iwwer Services d'intérêt général a Services publics géife codifiéieren, wéi dat wat mer elo hunn. Hunn ech dat richteg verstanen, et sinn déi europäesch Regelen déi zielen?

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här Fayot, Dir gesitt de Froekomplex ganz richteg, mä d'Äntwert ass net mat Jo oder Neen ze beäntweren. Ech brauch lech net ze soe wéi komplex d'Hiérarchie des normes ass. An et kann een net vun enger europäescher Norm schwätzen, et muss e wësse wéi eng. Dir wësst ganz gutt, datt et Direktive gëtt, déi herno an national Législatioune mussen ëmgesat ginn a wou d'Direktiv ganz kloer den nationale Memberstaten d'Méiglechkeet gëtt, fir op déi eng oder aner Aart a Weis, esou oder anescht, auszeleeën. Dofir kann een net allgemeng vun enger Réglementatioun schwätzen. Dat ass eng Directive-cadre, mä d'national Staten hu ganz wuel d'Méiglechkeet op verschiddenen Elementer hiren nationale Bedürfnisser Rechnung ze droen. Dofir ee Service universel.

Den Här Lamy huet an deene leschten Deeg iwwerall am Parlament an iwwerall wou e Stellung geholl huet gesot, datt déi Législatioun, déi um europäesche Plang ass, net verhënnert, datt e Land de Service universel bei sech weiderhin definéiert, sou wéi et dat ebe fir richteg fënnt. Dat do ass eppes wat verlaangt, datt ee wierklech an den Detail geet, a mir wäerten dofir suergen datt am Kader vu Verhandlungen, déi de Moment net ofgeschloss sinn a wou och d'Definitioun fir de Kader nach net festgeluecht ass, Rechnung gedroe gëtt wat d'national Konditiounen - dat ass evident - an d'sozial Konditiounen ubelaangt, déi ëmmer musse respektéiert ginn, egal vu wou de Service geleescht gëtt, well soss wiere mer jo an engem sozialen Dumping oder an engem legislativen Dumping, deen natierlech net akzeptabel kënnt sinn.

M. le Président.- Madame Minister, den Här Huss wëllt och nach eng Fro stellen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Madame Ministesch, Dir sidd kuerz agaangen op d'Fro vun enger Impaktstudie, enger Evaluatioun vun de bisherige Resultater vun der Liberaliséierung, an Dir hutt och dat Wuert Moratoire gebraucht, wat an eiser Motioun erëmkënnt an deen iwwregens jo och gefuerdert gëtt vu Gewerkschaften, vun ONGen an esou virun.

E Moratoire gëtt jo gefuerdert vu Leit, déi sech verونséchert fille par rapport zu enger Situatioun, wou se mengen datt hannert de Kulissen ze vill operéiert gëtt an datt se géifen iwwert den Dësch gezu ginn. Dofir eis Fuerderung eng Denkpaus ze maachen, fir ze kucken datt een net iwwerstierzt handelt. Dat ass jo prezis.

Da war am Vertrag selwer an zu Doha ganz kloer gesot ginn, ier et zu enger neier Ronn géif komme vu Liberaliséierung misst fir d'éischt déi Evaluatioun gemaach ginn, um Dësch leien an diskutéiert ginn, an dann eréischt, dat ware besonnesch d'Wënsch vun allen Dréttweltlänner, dierft viru liberaliséiert ginn.

Elo sot Dir hei, d'Kommissioun huet eppes esou ugefaangen ze maachen, also eng Impaktstudie. Mech géing interesséieren, wéini déi Impaktstudie fäerdeg ass an ob dat eng Diskussioun ersetzt? An ob eréischt duerno dann effektiv nach ugefaange gëtt weider ze liberaliséieren, wann et erwënscht ass? Et ass eng wichteg Saach, datt déi Evaluatioun do op eng seriö Aart a Weis gemaach gëtt, ier een iwwerstierzt viru liberaliséiert.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Also vun Iwwerstierzung an deem Dossier hei gesinn ech näischt. Ech gesi just de Contraire. Ech gesi just, datt et fuerchtbar schleeft an, wéi gesot, den allgemengen Intérêt ass, datt een zu Regele kënnt ënnert deenen den Handel sech mécht. Well et ass jo net datt den Handel géif ophalen, wann net hei géif weider diskutéiert ginn. D'Welt bleift jo net stoen. Et geet permanent weider.

Ech wëll elo net an eng Diskussioun antrieden, besonnesch an dëse Momenter wou mer genuch Konflikter hunn, mä permanent gi bilateral Accordë vu grousse Länner mat méi klenge Länner ofgeschloss. Dat ass fir eis net onbedéngt dee richtege Wee. Mir ënnerstëtzen effektiv e multilaterale Wee, an deen ass eben an dësem Fall d'OMC. Firwat? Well dat méi Garantië gëtt, besonnesch fir déi schwaach Partner. Dofir d'accord fir déi Etüd. Ech kann lech, éierlech gesot, elo net soe wéini datt se fäerdeg ass. Ech froen dat awer gär, well ech fannen et och logesch, wann een eng mécht, da soll se do sinn an där Zäit wou se kann notzen. Mä de Fait, datt soll opgehale gi mat schaffen an datt soll opgehale gi mat no Léisungen an no Konsens sichen, ech mengen dat wier wierklech e falschen a kee gudde Signal fir kee vun deene Partner hei an der OMC, an dofir kann ech et och net ënnerstëtzen.

Ech wollt elo awer ee Wuert zu de Motioune soen. Dir hutt de Muere festgestallt, an ech mengen zu Recht, datt vläicht d'Preparatioun hätt kënne méi intensiv sinn. Ech wëll just soen, ech hunn nach ni enger Invitatioun vun der Chamber net Rechnung gedroen, dofir…

(Interruption)

Ech weess, dofir wëll ech nëmme soen, da kommt maacht Dir de Mueren dee Feeler net nach eng Kéier a kommt mer maachen déi sechs Motiounen nei, kommt mer gi se an d'Kommissioun.

(Interruption)

Ech wëll awer net soen, datt se doduerch ugeholl sinn, well et sinn der vill derbei déi einfach net akzeptabel sinn. Mä op déi Manéier hei, fir se elo iwwert de Knéi ze briechen, dat ass vläicht dann och net déi richteg Manéier.

M. le Président.- Den Här Urbany wollt nach eng Fro stellen, Madame Minister.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Ech sinn an den Hänn vun der Chamber a gäre bereet op all eenzel Motioun elo anzegoen an lech ze soen, wat ech dovun halen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech hunn och nach eng Fro un d'Madame Minister, wat de Problem vum Waasser ugeet.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Et wier wierklech gutt gewiescht wa mer an enger Kommissiounssitzung gewiescht wieren, well ech komme mer vir wéi wann ech hei an enger Kommissiounssitzung wier.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hunn e ganz konkrete Problem wat de Komplex vum Waasser betrëfft. Do intriguéiert mech just eppes. Dat ass deen Hin an Hier, wou een net richteg weess: Ass d'Waasser dann elo mat dran oder net?

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Op eng Fro vum Här Fayot, hutt Dir gesot neen. Dir hutt et hei nach eng Kéier bekräftegt. Wann ech awer kucken, déi Dokumentatioun déi mer gëschter vun Ärem Ministère kritt hunn, wou dra steet wat fir Secteuren net an der Offer dra si vun der Kommissioun, do gesinn ech d'Gesondheet a sozial Servicer, audiovisuell Servicer an den Educatiounssecteur. Do steet d'Waasser awer net dran, an dat bestätegt mech awer éischter an där Befiirchtung déi ech hunn, well ech hunn héieren, den Här Lamy hätt déi lescht Deeg Ausserunge gemaach an déi Richtung, wéi wann d'Waasser onbedéngt misst mat verhandelt ginn.

D'Waasser ass jo e wichtege Secteur. Et ass och e Secteur deen d'Gemenge ganz staark interesséiert. Et ass e Service deen de Moment gutt fonctionnéiert an eise Gemengen, an do wollt ech froen: Wat hätt dat do fir Konsequenzen? Mir wëssen, dass et europäesch Gruppe gëtt, déi interesséiert sinn an der Drëtter Welt op deem Terrain ze operéieren. Mä ech hunn, well verschidde Saache si jo effektiv veröffentlecht um Site vun der europäescher Kommissioun, an enger Zesummefaassung vun deenen Demanden, déi un d'Europäesch Unioun gemaach gi sin, och gelies, dass eng Demande gemaach gi wier fir eng Fourniture transfrontalière de captage, de purification et d'adduction d'eau.

Vu dass hei ni dra steet ëm wat et do ganz genau geet, wollt ech froen: Ëm wat fir eng Demande handelt et sech do ganz konkret a wat hätt dat fir Folgen op d'Waasser zu Lëtzebuerg? Ech ginn iergendwéi d'Gefill net lass, wéi wann iwwert de Wee vun der OMC d'Liberaliséierung vum Waasser, déi politesch an Europa am Moment net duerchzesetzen ass, awer erëm sollt iwwert deen Ëmwee erëm agefouert ginn.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här Urbany, ech soen lech et och nach eng Kéier an Dir kënnt mer et gleewen - Dir musst net, mä Dir kënnt awer: Ech kann lech garantéieren, datt duerch d'Offer vun der Kommissioun a kenger Hisiicht gefrot gëtt eis Waasserdistributioun opzemaachen. Ech kann lech garantéieren, datt eis Regierung och ni an nimmer domadder d'accord wier.

Ech hu virdru versicht lech ze erklären, wéi d'OMC a wéi déi Verhandlungen organiséiert sinn a wéi se lafen. Dat heescht et kommen am Kader vun der OMC eng Hellewull, ech weess elo net genau d'Zuel, mä awer doudsécher dausenden, zechdausenden Offere vun deenen 145 Membere vun der OMC, an do kënnen esou Saachen derbäi sinn, an do kënnen anerer derbäi sinn. Dat heescht dann awer net, datt déi an d'Offer vun eis erakommen.

Et kënnt an dësem Land net a Fro, datt iergendwéi d'Waasserdistributioun opgemaach gëtt, datt déi iergendwéi privatiséiert gëtt. Dat soen ech lech an dat garantéieren ech lech. Dës Regierung wär ni domat d'accord. Dat hunn ech op allen Niveaue gesot. Mir hunn ons am Conseil européen och ëmmer dofir agesat.

M. le Président.- Den Här Fayot freet nach gär eppes.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech si mat der Madame Minister d'accord, dass dat hei éischter an eng Kommissioun gehéiert, all déi Detailfroen, déi mat den Techniker a mat de Leit vum Ministère missten traitéiert ginn, mä ech mengen awer, d'Responsabilitéit vun der Manéier, wéi déi Diskussioun hei leeft, ass d'Responsabilitéit vun der Majoritéit, déi huet d'Maîtrise vum Ordre du jour vun dëser Chamber an net d'Oppositioun.

Des voix.- Très bien.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Däerf ech mech sëtze goen, Här President?

M. le Président.- Jo, Madame Minister, Dir hutt Äert gemaach.

D'Wuert huet den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech soen, datt mir d'accord sinn datt eis Motiounen an d'Kommissioun verwise ginn, wëll awer derbäi soen, dohannen, do sinn esou „très bien" komm, wéi déi Propositioun gemaach ginn ass, datt ech awer hoffen datt dës Motiounen net datselwecht Schicksal erleide wéi dem Här Huss säin ausféierleche schrëftleche Rapport, deen hie gemaach huet, wéi hien op Doha gefuer ass mam Minister deemools a wou ënner anerem an deem Rapport um Schluss dra steet, datt hie géif d'Chamber opfuerderen, vu wat géif hei ustoen, am Laf vum leschte Joer schonn eng Debatt an der Kommissioun an och hei am Plenum ze féieren.

Den Här Glesener huet hei virdrun „très bien" an de Sall erageruff, obwuel hie wahrscheinlech als Vize-President vun der aussepolitescher Kommissioun keng Zeil vum Här Huss sengem Rapport gelies huet, well soss hätt e sech net kënnen de Mueren als Vertrieder vun der Fraktioun vun der CSV esou an d'Broscht geheien a soen, et wär e Skandal datt déi Debatten net gefouert gi wären. Wann dem Här Huss, dee sech vill Aarbecht gemaach hat fir dee Rapport ze schreiwe wéi en op Doha gefuer ass, säi Rapport, wa se dee gelies hätten a si wären deenen Opfuerderungen nokomm, dann hätte se derfir gesuergt mat him zesummen, well hien huet sech vill agesat, fir datt déi Debatt hätt kënne stattfannen.

Fir de Rescht si mir d'accord, datt déi Motiounen hei an d'Kommissioun verwise ginn, do diskutéiert ginn an dach nach eng Kéier duerno an de Plenum zréckkommen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei si vu verschiddenen Oppositiounsriedner Kriticke komm, géint déi Aart a Weis wéi dëse Sujet traitéiert ginn ass a wéi deen Débat d'orientation…

Une voix.- Dat ass fir den Här Mosar.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Et ass mir egal, et ass fir jiddfereen deen hei Kriticke gemaach huet. Déi Kriticke si komm besonnesch hei vun der lénker Säit, elo grad nach eng Kéier.

(Interruptions)

Ech loosse mech elo a keen Zwiegespréich méi hei an, sondern ech soen dat am Numm vun de Majoritéitsparteien an am Numm vu menger Fraktioun.

Et war d'Demande do vun der gréngerr Fraktioun, fir dass dësen Débat d'orientation, wéi si e genannt hunn, virum 1. Abrëll hei sollt stattfannen. An domadder, gell Dir, Här Krecké, ech däerf dat soen, war d'Conférence des Présidents d'accord, dass deen Debatt esou an och als Débat d'orientation virum 1. Abrëll hei sollt stattfannen. Elo kann ech awer déi Kriticken net gëlle loossen, dass da gesot gëtt…

(Interruptions)

Ma neen, den Här Fayot huet se hei gesot. Déi Kriticke kann ech net gëlle loossen, déi soen, mir wären hei an enger Kommissiounssëtzung a mir géifen hei iwwer Saache schwätzen déi net preparéiert wären an et wäre keng Dokumenter gewiescht an näischt.

Ech muss lech dat hei soen: Ech fannen et onfair vis-à-vis vun all de Kolleegen, déi sech hei d'Méi gemaach hunn an där kuerzer Zäit eng Interventioun ze maachen, deenen anere Kolleegen, déi heihinner komm sinn an déi aner Obligatiounen haten, well mer kuerzfristeg déi Sëtzung op haut de Mueren aberaumt hunn, onfair visà-vis vum President vun der Chamber, deen aner Obligatiounen huet misse fale loossen oder asschränken, a vis-à-vis vun der Regierung, notamment der Madame Ausseminister, déi wahrlech ëm dës Zäit aner Obligatiounen huet, wéi just heihinner ze kommen an deen Débat ze féieren.

Wa mer den Débat net virum 1. Abrëll gemaach hätten, dann hätte mer e fréistens kënnen Enn Abrëll maachen, an da wär mat Recht déi gréng Fraktioun net d'accord gewiescht. Dofir, Här President, et kann net sinn dass d'Oppositioun, a besonnesch den Här Fayot, esou Kriticken un d'Majoritéitsparteien an un d'Conférence des Présidents adresséiert.

Une voix.- Déi Kriticke komme vum Här Mosar an net vum Här Fayot.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Just zwou, dräi kleng Bemierkungen. Ech wëll soen datt dat, wat den Här Rippinger gesot huet, datt d'Conférence des Présidents effektiv an där Optik déi Décision geholl huet, fir haut déi Debatt hei ze maachen, richteg ass.

Zweetens si mer vun eiser Säit dermat d'accord, datt déi Motiounen an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn. Ech géif awer do proposéieren, well den 1. Abrëll, dat war jo d'Ursaach firwat mer haut déi Debatt gemaach hunn, datt een dann net kann déi Motiounen ech weess net wéini hei zur Ofstëmmung bréngen.

Déi nächst Sitzungswoch, déi mer hunn, ass déi vum 1. Abrëll, an datt ee sech dann awer heibanne géif eens ginn, datt an der Tëschenzäit d'Kommissioun géif zesumme komme fir iwwert déi Motiounen ze befannen, datt een déi dann awer kënnt vläicht den 1. Abrëll hei um Ordre du jour hunn, fir se zur Diskussioun an zum Vote ze stellen, well soss hat d'Diskussioun virum 1. Abrëll och kee Wäert, wa mer net spéitstens den 1. Abrëll ofstëmmen.

M. le Président.- D'Madame Ausseminister Lydie Polfer huet d'Wuert.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, et si verschidde Contingencen do, déi alleguer richteg sinn, mä mer sinn an enger Zäitspann déi effektiv extrem enk ass. Et gëtt eng Rei Demanden, déi nom 1. Abrëll dépasséiert sinn, vu dass mer bis zum 31. Mäerz eis Linn musse festgeluecht hunn. Wann do steet an der Motioun 1: „à soumettre à la Chambre des Députés une liste détaillée des offres luxembourgeoises", dat ass hifälleg, well mer hu keng gemaach an da brauche mer och keng ze soumettéieren.

Wéi déi prezis Voletë si vun der Diskussioun, déi mer bis dohinner féieren, do kann ech nëmme soen, ech komme gären d'nächst Woch, mä et bleiwen net vill Deeg, well mir solle jo eng Visite d'Etat d'nächst Woch an Italien maachen. Do muss ee wierklech kucken, wou dann déi Minutt ass wou ech ka kommen, mä ech komme gär fir lech ze soen, wou mer an der Diskussioun sinn. Mä, an dat ass e Prinzip deen een a ville vun de Motiounen erëmfënnt, mir kënnen net mat gebonnenen Hänn dohinner goen.

Mir sinn an enger Négociatioun, an an enger Négociatioun muss een négociéieren. Wa jiddfereen dohinner kënnt a seet: Hei ass mäi formelle Mandat, da brauche mer net unzefänken. Also, dat kann einfach net sinn, weder haut nach an enger Woch, nach an zwou Wochen. Eng Regierung kann net mat engem feste Mandat dohinner goen. Wéi eis Iwwerleeunge sinn a wéi wäit mer bereet sinn, dat kommen ech gär an eng Kommissioun nach méi detailléiert soen, mä ech soen lech just dass d'Zäit ganz enk gëtt, eng Zäit wou een dat hei kann ofstëmmen oder driwwer diskutéieren, dat ass natierlech ganz normal bei der Debatt iwwert d'Affaires étrangères, déi souwisou den 1. Abrëll presentéiert gëtt an d'Diskussioun, wann ech mech richteg erënneren, ass den 2. Abrëll.

Mä ech wëll awer net dass ee mer da seet, mä dann ass alles ze spéit. Well da kënne mer se och haut huelen. Ech sinn awer gär bereet ze versichen nach een Datum ze fannen tëschent haut an dem 31. Mäerz, fir lech op méi eng detailléiert Aart a Weis ze soe wéi d'Diskussioune lafen. Och män Dag huet nëmme 24 Stonnen.

M. le Président.- Här Krecké.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, et ass sënnlos hei nach laang Diskussiounen ze féieren, ob mer ze fréi oder ze spéit ugefaangen hunn. Eent steet fest, et war schlecht preparéiert. D'Demande long vun Ufank Mäerz un do. Et huet jiddferee proposéiert fir eng Debatt haut ze maachen. Ech sinn der Meenung, et soll een iwwert déi Motiounen haut ofstëmmen. All Diskussiounen iwwert den 2. Abrëll eraus si sënnlos.

Hei soll jiddfereen ausdrécken, no engem Débat, wat seng Meenung als Partei ass zu deem Sujet. Dat dréckt een aus iwwert déi Opfuerderung un d'Regierung a mir sollen doriwwer ofstëmmen.

M. le Président.- Ass d'Chamber där Meenung, dass mer sollen direkt ofstëmmen? Oder solle mer un d'Kommissioun verweisen?

Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Ech muss dem Här Krecké do awer soen, dass hien net ka soen, den Débat wier schlecht virbereet, well e war esou gewënscht. Fir d'éischt war et eng Heure d'actualité an dunn ass et ëmfonctionnéiert ginn an en Débat d'orientation.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech muss awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt den Här Huss d'Iescht Joer no Doha e Rapport verfaasst huet an datt d'Chamber eng Motioun gestëmmt huet anschliessend. An där Motioun war festgehale ginn deemools als l'unanimité, datt déi Debatt hei sollt virbereet ginn an datt déi Kommissioun sollt tagen. Dat ass alles net geschitt, well d'Majoritéit dat net wollt.

Ech fannen et erstaunlech, datt haaptsächlech bei der CSV, op gutt Lëtzebuergesch gesot, déck Bake gemaach gëtt, wann am Endeffekt awer alleguerten d'Texter beleeën, datt just grad si et verpasst hunn deen Débat virzebereeden.

Motion 1

M. le Président.- Mir stëmmen also direkt iwwert d'Motiounen of. D'Motioun 1 ass vum Här Huss abrueecht ginn. E Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 40 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

Mir kommen zur Motioun 2, déi och vum Här Huss abrueecht ginn ass.

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun Nummer 2.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass ofgeleent mat 33 Nee- an 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux et Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Komme mer elo zur Motioun Nummer 3.

(Interruption)

Jo, den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Kënnt ech vläicht zu där Motioun d'Auteure froen, ob se d'accord wäre folgend Modifikatioun ze maachen, well jo am Fong geholl d'Iddi vum Moratoire a sech näischt ausseet. Ech menge wat wichteg ass, dat ass dass mer sollen eng Evaluatioun vum Impakt vun der Libéralisatioun froen an dass mer déi Evaluatioun solle maachen éier nei Décisioune geholl ginn. Dat ass jo de Sënn vun enger Evaluatioun, dass ee ka gesi wat geschitt ass duerch déi Libéralisatioun vun enger Partie Servicer, a wann elo nei Déngschtleeschtunge fräi gemaach ginn, liberaliséiert ginn, dass een dann opgrond vun där Evaluatioun kann Décisiounen huelen. Dofir wär meng Propositioun eventuell ze soen: „invite le Gouvernement à demander à défendre", an esou weider, „une évaluation approfondie", et geet och nach weider, an dann hannendrun ze setzen: „avant toute nouvelle décision", an dann de leschten Tiret vum Dispositiv ewech ze loossen.

Une voix.- Avant toute, wéi?

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Avant toute nouvelle décision.

M. le Président.- Sidd Dir d'accord, Här Huss?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, am Prinzip. Et ass zwar manner prezis, mä…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Also, mir stëmmen dann doriwwer of.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que dans son article 19, ainsi que dans ses considérants 2 et 3, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) vise à „élever progressivement le niveau de libéralisation du commerce des services";

- que l'AGCS englobe a priori tous les secteurs de tous les types de services et que par conséquent son impact économique et social est énorme;

- qu'en théorie chaque membre de l'AGCS a le droit de ne pas libéraliser tel ou tel secteur, mais qu'en pratique, cet Etat ne pourra se limiter à formuler des demandes sans rien offrir en contrepartie;

- qu'au cours des cycles de négociations successifs, un seul Etat - en l'occurrence le Luxembourg - ne pourrait résister que très difficilement aux pressions des 144 autres membres de l'AGCS ou des 14 autres Etats-membres de l'Union européenne;

- que les engagements de libéralisation pris par chaque Etat sont de facto irréversibles, vu les contraintes juridiques et financières qu'impose l'accord dans ce cas de figure;

- qu'une décision de libéralisation qui s'avère erronée après quelques années, ne pourra donc pas être annulée par une nouvelle décision gouvernementale, ni par le vote d'une loi;

- que déjà lors du sommet de l'OMC à Seattle en 1999, la société civile, ainsi que des pays en développement demandaient une évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des négociations;

invite le Gouvernement

- à demander et à défendre au sein de l'Union européenne et de l'OMC une évaluation approfondie de l'impact potentiel des dispositions actuelles de l'AGCS au niveau économique, social et environnemental avant toute nouvelle décision.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass verworf mat 35 Neean 23 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry (par Mme Lydie Err), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein) et M. Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. Jeannot Belling), Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Jean-Pierre Koepp.

Motion 4

An da komme mer zur Motioun Nummer 4. Sidd Dir d'accord mat engem Vote à main levée?

(Négation)

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun Nummer 4.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass ofgeleent mat 34 Nee- an 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux et Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par Jean Huss), Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

An da komme mer zur Motioun Nummer 5 vum Här Fayot. Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt froe fir am zweetleschten Tiret bei där Motioun nach dobäi ze maachen: „afin d'imposer comme valeur fondamentale du commerce mondial les règles de l'OIT, les dispositions de la convention universelle des droits de l'homme et les accords sur l'environnement et le développement durable", kéim dann dobäi: „et les accords sur l'environnement et le développement durable".

(Interruption)

M. le Président.- D'accord? Ass e Vote électronique verlaangt?

Plusieurs voix.- Jo.

Motion 5 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le secteur des services, dynamique et en forte progression, constitue désormais 60% de notre économie et garantit des emplois stables et de haut niveau;

- considérant que le commerce mondial en général et celui des services en particulier peut être créateur de richesses et source de développement de nombreux pays en voie de développement;

- considérant l'importance des services publics et des services d'intérêt général pour la cohésion et la justice sociale, pour le développement culturel et pour la santé publique de chaque Etat;

- considérant l'inquiétude d'un grand nombre de citoyens face à l'OMC telle qu'elle fonctionne à l'heure actuelle, peu transparente et vouée à une logique avant tout économique;

- considérant qu'il importe que l'Union européenne soit unie dans les négociations de l'OMC pour défendre le modèle social et la diversité culturelle de l'Europe;

- considérant que selon l'article 133 du Traité CE la Commission doit obtenir un mandat unanime des Etats membres pour les négociations du commerce mondial des services;

invite le Gouvernement

- à rendre publiques ses propositions en vue du mandat global de la Commission pour l'AGCS ainsi que celles de la Commission qui seront présentées le 31 mars 2003 à Genève;

- à informer la Chambre sur sa réaction au comité 133 et celle de ce comité à la liste proposée par la Commission le 5 février 2003;

- à soumettre de façon générale toutes ses positions prises à l'OMC à un contrôle parlementaire permanent et efficace et à impliquer la société civile intéressée dans la suite des négociations et avant toute conclusion de celles-ci;

- à s'engager à ce que le commerce mondial contribue à promouvoir l'essor des pays moins développés ou en développement;

- à veiller à ce qu'il soit affirmé clairement et sans équivoque que chaque Etat membre de l'OMC a le droit de réglementer ses services publics et ses services d'intérêt général et à ce que ce droit soit arrêté sans équivoque dans les règles de l'OMC;

- à refuser toute libéralisation dans des secteurs vitaux comme la santé, l'enseignement, la culture, l'audiovisuel, les services sociaux et les transports publics;

- à veiller au respect des règles sociales communautaires et nationales lors du transfert frontalier temporaire de personnels qualifiés;

- à œuvrer afin d'imposer comme valeurs fondamentales du commerce mondial les règles de l'OIT et les dispositions de la Convention universelle des droits de l'homme et les accords sur l'environnement et le développement durable;

- à exiger un bilan objectif et indépendant du commerce mondial des services, parallèlement aux négociations du plan d'action de Doha pour le développement.

(s.) Ben Fayot, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Marc Zanussi.

M. le Président.- Also mir stëmmen dann of iwwert d'Motioun N°5 vum Här Fayot. Dir hutt jo elo héiere wat hie wëllt dobäi änneren.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass verworf mat 40 Neea 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein) et M. Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 6

An da komme mer un d'Motioun Nummer 6 vum Här Jacques-Yves Henckes.

(Brouhaha général)

Mit stëmmen also of iwwert d'Motioun Nummer 6 vum Här Henckes.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass verworf mat 34 Nee-, 17 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err) et M. Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Niki Bettendorf), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

(Interruption)

Motion 7

Da komme mer zur Motioun Nummer 7, och vum ADR, vum Här Henckes. Mir stëmmen also of iwwert d'Motioun Nummer 7.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass verworf mat 39 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Simone Beissel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: M. Jean Asselborn (par Mme Lydie Err), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Jean-Pierre Klein) et M. Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

M. Serge Urbany.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg a fänkt um halwer dräi un. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.34 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona/Siemens: Kanal S40/455.25 Mhz
um Réseau vun der Coditel: Kanal S29

Ordre du jour

4821 - Débat d'orientation sur la politique du logement du Gouvernement

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Henri Grethen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Politik um Gebitt vum Wunnengsbau. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et sinn elo schonn ageschriwwen: déi Häre Clement, Di Bartolomeo, d'Madame Beissel, déi Hären Henckes, Garcia, d'Madame Nicklaus-Faber an den Här Schroell. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert.

4821 - Débat d'orientation sur la politique du logement du Gouvernement

Rapport de la Commission des Classes moyennes, de l'Aménagement du Territoire et du Logement

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik vum den Wunnengsbau ass héchstwahrscheinlech ee vun deene Problemer, déi an deene leschte Joren am meeschten hei op dëser Tribün diskutéiert gi sinn.

(Interruption)

Ech wëll kuerz drun erënneren, dass de Statsminister a senger Interventioun zur Lag vun der Natioun an deenen zwee leschte Jore méi déif op déi Problematik agaangen ass, an dass de Kolleeg Mars Di Bartolomeo am Hierscht 2001 d'Regierung iwwert de Wunnengsbau interpelléiert a bei där Geleeënheet zéng Motiounen hei an der Chamber agereecht huet. De Minister fir de Wunnengsbau Fernand Boden huet proposéiert déi Motiounen an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze verweisen a war bereet eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement hei an der Chamber ze féieren. D'Chamber huet mech zum Rapporteur désignéiert an ech hunn der Kommissioun folgende Plang fir déi Debatt proposéiert:

Éischtens sollte mer kucken, wéi mer hei zu Lëtzebuerg um Plang vum Wunnengsbau do stinn, wat an deene leschte Joren am Beräich vum Logement gemaach ginn ass, wat déi wichtegst gesetzlech a reglementaresch Moossnamen um Plang vum Wunnengsbau zu Lëtzebuerg sinn, a wat d'Mesurë sinn, déi am Plan d'action logement virgesi sinn, deen de Wunnengsbauminister am Joer 2001 virgestallt huet.

Zweetens sollte mer d'Organisatiounen, déi um Wunnengsbau interesséiert sinn, an d'Kommissioun invitéieren, fir ze héiere wéi si de Problem vum Wunnengsbau gesinn, wéi si déi bestoend Mesurë beuerteelen a wat se vun dem Aktiounsplang Logement halen.

Drëttens, opgrond vun deenen Informatioune soll d'Kommissioun hir Diskussioune féieren an der Chamber hir Konklusiounen iwwert d'Problematik virleeën, wat ech haut wéilt maachen.

Am Laf vun där Zäit, déi eis Diskussiounen an Usproch geholl hunn, déi ëmmerhi 15 Méint gedauert hunn, an där mer 22 Hearingen a Kommissiounssëtzungen ofgehalen hunn, huet de Finanzminister Jean-Claude Juncker e Projet iwwer steierlech Mesuren, fir d'Offer vu Bauterrainen a Wunnengen ze encouragéieren, deponéiert, an de Logementsminister Fernand Boden e Projet iwwert d'staatlech Hëllefe fir de Wunnengsbau, Projeten, déi mer an dësem Haus gestëmmt hunn. Dowéinst ass mol bemierkt ginn, ob déi Manéier fir ze procédéieren den Débat net géif iwwerflësseg maachen. Well déi gesetzlech Moossnamen awer de Leit dobaussen direkt zegutt komm sinn, war et dofir wichteg fir se direkt ze huelen, a well déi zoustänneg Ministere sech och bereet erklärt hunn déi Mesurë wann noutwendeg an der Optik vun de Konklusioune vum Débat nei ze considéréieren, a well nieft deene Problemer, déi duerch dës Mesuren aus der Welt geschafe goufen, awer nach Problemer bestoe bliwwe sinn, huet d'Kommissioun hir Aarbecht nach als wichteg genuch betruecht fir d'Virbereedung vum Débat weider ze féieren.

Här President, ier ech zum eigentleche Rapport kommen, erlaabt mer, dass ech e puer Saachen ausdrécklech ervirhiewen an ënnersträichen.

1. Et war fir mech als Rapporteur eng héichinteressant Aufgab bei där ech vill bäigeléiert hunn, an ech soe menge Kolleegen an der Kommissioun nach eng Kéier merci, dass se mer déi Missioun uvertraut hunn, besonnesch dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo, deem seng Interpellatioun ëmmerhin zu dësem Débat gefouert huet.

2. Et gouf an der Kommissioun interessant a konstruktiv diskutéiert. Souzesoe waren all eis Diskussioune vu parteipoliteschen Ideologeschen Iwwerleeunge lass geléist.

3. All Membere vun der Kommissioun hunn e positive Beitrag zu dësem Débat bruecht an ech wéilt hinnen dofir merci soen.

E besonnesche Merci, mengen ech, huet awer de President vun der Kommissioun, de Kolleeg Ady Jung verdingt, deen déi 22 Sitzunge mat groussem Geschéck geleet huet. Och e Merci dem Minister Fernand Boden a senge Mataarbechter, déi eis Diskussiounen op eng fair Manéier a mat villen Informatioune begleet hunn. Weider e Merci un all déi Organisatiounen, Associatiounen, Beruffschamberen, Sociétéiten a Ministèren, déi bereet ware mat der Kommissioun iwwert d'Problematik ze diskutéieren. Schlussendlech e grousse Merci un d'Mataarbechter aus der Fraktioun an aus der Chamber, den Hären Yves Huberty an Nic Bock, fir hir trei an effikass Ënnerstëtzung a Mataarbecht bei der Redaktioun vun dësem Rapport.

Här President, meng Interventioun wëll ech an dräi grouss Deeler opglidderen. Den éischten Deel, deen eng Bestandsopnam duerstellt an déi véier éischt Kapitele vum schrëftleche Rapport begräift, dat heescht, déi aktuell Situatioun um Wunnengsbaumaart, d'Zukunftsprojektiounen, déi bestehend Moossname fir de Wunnengsbau ze förderen an déi Moossnamen déi nach an Zukunft solle geholl ginn.

An engem zweeten Deel wéilt ech méi am Detail op d'Bemierkungen agoen, déi vun deene verschiddenen Organisatiounen, déi mer gehéiert hunn, iwwert de Wunnengsbau an d'Wunnengsbaupolitik vun eiser Regierung gemaach goufen.

A schlussendlech en drëtten Deel, wou ech d'Konklusiounen, déi d'Chamberskommissioun aus hirem Débat gezunn huet, beliichte wéilt.

Et ass kloer, dass, wat den éischten Deel vun dësem Débat ubelaangt, mer d'Rad net méi nei erfonnt hunn oder erfanne wollten, a mir hunn eis wesentlech op déi bestehend Donnéeën aus den Aktivitéitsberichter vum Wunnengsbauministère an deene verschiddene Fongen, aus dem Bulletin vum Statec, aus den Etüdë vum CEPS, dem Avis spécifique vum Conseil économique et social iwwert de Logement baséiert. Ech wëll deen Deel och nëmme kuerz sträifen a fir den Detail op de schrëftleche Rapport verweisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Fait dass eis Populatioun an deene leschte Jore staark gewuess ass an dass dat an nächster Zukunft och nach de Fall dierft sinn, wann eis Ekonomie sech nach an deem Mooss wéi bis elo weider entwéckelt. Déi verschidde Projektiounen, déi iwwert d'Entwécklung vun eiser Bevölkerung opgestallt gi sinn, pronostiquéieren eng Populatioun fir eist Land, déi am Joer 2050 téscht 625.000 fir déi eng a 744.000 fir déi méi Pessimistesch oder Optimistesch wäert leien. Dat geschitt natierlech nëmme wann eis Ekonomie hiren Dynamismus an hir Aktivitéit géif bäibehalen.

Tëscht 1991 an 2001 huet eist Land sech ëm 57.000 Awunner vergréissert. A wat een och nach am Kader vun der Wunnengsbauproblematik, a besonnesch am Hibléck vun der Uni-Lëtzebuerg net aus den Aen däerf verléieren, dat ass, dass zënter dem Schouljoer 1985-1986 d'Zuel vun den auslännesche Studenten, déi net bei hiren Eltere wunnen, vun 1.746 op 4.901 - Stand vum 15. Oktober 2000 - an d'Luucht gaangen ass, wat eng Augmentatioun vun 180% duerstellt.

D'Zuel vun de Baugenehmegungen, déi 1991 mat 4.452 Demanden en absolute Rekord erreecht hat, ass am Joer 2001 op 2.846 gefall, wat engersäits op eng gewësse Saturatioun schléisse léisst, anerersäits awer och op d'Problemer hiweist, déi déi jonk Stéit begéine fir sech en Eegenheem unzeschafen, Problemer, déi besonnesch op der Deierecht vum Investissement berouen, obschonns d'Konditioune vun der Beschafung vun deenen néidege Kreditter méi gënschteg si wéi säit jeher. Ëmmerhin ass den Zënssaz op de Prêtë bei de Banken, deen 1992 nach bei 9% long, no an no op 4,5% gefall. Parallell dozou gouf de sozialen Zënssaz vu 7% op 3,85% erofgesat.

Eleng an den 90er Joren, an deenen eis Populatioun also ëm 56.200 Awunner gestiegen ass, huet d'Zuel vun de fäerdeggestallte Wunnengen ëm 28.021 Unitéiten zougeholl. Dat maachen 2.800 Wunnengen an der Moyenne pro Joer aus. 1999 waren et der esouguer 3.007.

De Fonds de Logement huet sech vun 1979 bis haut e Parc locatif vun 1.374 Logementer ugeluecht an 815 Logementer, respektiv Bauplaze verkaaft. D'Société Nationale des Habitations à Bon Marché huet säit hirer Kreatioun 6.775 Wunnenge gebaut, dovunner awer 3.055 an den 30er Joren ënnert dem Regime vun de „Billigwohnungen".

D'A.s.b.l. Wunnraum fir Studente verfügt iwwer 95 Zëmmer an huet eng Lëscht vun 120 Wunnenge fir Studente bei Privatleit ze vermëttelen.

An den 90er Jore sinn d'Präisser vun de Wunnengen an den Eefamilljenhaiser ëm 45% gestiegen, déi vun den Appartementer géinteniwwer ëm nëmme 14,6%. De Präis vum Terrain huet sech no den offiziellen Angaben, also déi Präisser, déi offiziell deklaréiert ginn, an deene leschten 10 Joer méi wéi verduebelt a schléit bei den Eefamilljenhaiser méi zu Buch wéi bei den Appartementswunnengen.

(Interruption)

Dat huet sech op alle Fall an der Statistik nach ëmmer esou erwisen.

70% vun eise Stéit si Propriétaire oder Copropriétaire. 84% vun de Propriétairë wunnen an engem Eefamilljenhaus, wat d'Preferenz vun dem Lëtzebuerger fir dësen Typ vu Wunnengen ënnersträicht.

Par contre wunne 64% vun de Locatairen an enger Appartementswunneng, 86% vun de Stéit schénge mat hirer Wunneng zefridden ze sinn, vun deenen anere 14% wëllt d'Halschent changéieren, well se léiwer an engem Eefamilljenhaus wëllt wunnen.

2/3 vun de Leit wunnen an engem Logement, dat nom Krich gebaut gouf an dat wéinstens véier Zëmmer begräift. 60% vun de Stéit verfügen iwwer eng Wunnfläch vun 100 m² a méi. All Wunneng verfügt iwwer eng Toilette, 97,5% iwwer e Buedzëmmer an 90% hunn Zentralheizung.

Nëmme 57,5% vun den Aarbechter si Propriétaire vun hirer Wunneng. Vun deenen anere Beruffsgruppe sinn dat 70% a bei de Baueren esouguer 90%. De Statut vum Propriétaire hëlt mam Alter vum Chef de ménage zou a bestuete Koppele sinn zu 79,5% Propriétaire, de monoparentale Stot nëmmen zu 58,8%, e Beweis, datt de Statut vum Propriétaire ganz kloer mat der finanzieller Situatioun vum Stot zesummenhänkt.

Wann ech dës Donnéeën hei virdroen, da fir ze ënnersträichen, datt et ëm d'Wunne bei eis am Land awer net esou schlecht bestallt ass, wéi et munchmol duergestallt gëtt an datt mer am Vergläich mat aneren europäesche Länner sécherlech gutt ofschneiden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat déi öffentlech Moossnamen um Niveau vum Wunnengsbau ubelaangt, esou muss een ënnerscheeden téschent de staatlechen Hëllefe vum Ministère du Logement, de steierleche Mesurë fir de Wunnengsbau ze encouragéieren an den Hëllefen déi d'Gemengen hire Matbierger ubidden.

D'Moossname vun dem Logementsministère deele sech op an Hëllefen un d'Privatpersounen, also Aide à la personne, an Hëllefen un d'öffentlech Promoteuren, Aide à la pierre genannt. Ënnert déi éischt Kategorie falen Hëllefen a Form vu Kapitalënnerstëtzung, wéi Bauprime, Spuerprime, Prime fir d'Verbesserung vun ale Wunnengen, Prime fir Zousazkäschte vun Architekten- an Ingenieursservicer a Prime fir spezial Aménagementer fir handicapéiert Persounen.

Dës Weidereren zielen zu den Hëllefen u Privatleit Zënssubventiounen an Zënsbonificatiounen, esou wéi Statsgarantien, de Crédit-taudis an d'Prêten un eng A.s.b.l..

Mat Ausnam vun der Zënsbonificatioun sinn all Hëllefen un d'Akommes an d'Compositioun vum Stot gebonnen. An deene leschten zéng Joer, téscht 1993 an 2002, huet de Stat iwwer 525 Milliounen Euro un Hëllefen u Privatpersounen ausbezuelt. Am Joer 2001 waren et 57,6 Milliounen, déi sech op 40.119 Dossierë verdeelt hunn.

De Gros vun den Hëllefe geet u Stéit mat engem oder méi Kanner. Iwwer 80% vun de Bénéficiairen hunn e Joresakommes vu manner wéi 22.000 Euro. Den Impakt vun de staatlechen Hëllefen ass net vun der Hand ze weisen. Ëmmerhi kann eng Famill mat zwee Kanner, déi sech een Haus vun 250.000 Euro - dat heescht 10 Milliounen där aler Frang - uschafe wëllt, an déi 37.500 Euro gespuert huet - ongeféier 1,5 Milliounen aler Frang -, also nach eng Schold vun 212.500 Euro ophëlt an e Joresakommes vu 27.000 Euro huet, wat ongeféier 2.250 Euro am Mount ausmécht, 740 Euro aspueren op de monatleche Raten, déi se op d'Reschtschold zréckbezuele muss, dat sinn 29.600 aler Frang. Mat de staatleche Bäihëllefe bezilt se nëmmen nach 840 Euro zréck. Ouni d'Hëllefen hätt se 1.580 Euro missen zréckbezuelen, wat bei engem Monatsakommes vun 2.250 Euro onméiglech gewiescht wier. Dobäi muss een ervirhiewen, datt all déi Hëllefe Bestanddeel vun enger sozialer Ëmverdeelung sinn, déi besonnesch de Bierger aus eisem Land zegutt kommen, well se jo net exportabel sinn.

D'Hëllefen un d'öffentlech Promoteure bezéie sech op Projete vun Aménagementer vu Bauterrainen an op de Bau vu Wunnengen, déi entweder verkaaft oder verlount ginn. Bei dem Aménagement vun Terrainen an der Konstruktioun vu Logementer, déi verkaaft ginn, kann de Stat de Gemengen, dem Fong an der SNHBM bis zu 50% vun den Infrastruktur- an Etüdskäschte bäileeën. D'Gemeng muss dann och nach en Drëttel vun der staatlecher Hëllef bäisteieren. Dës Hëllefe vum Stat a vun der Gemeng ginn op de Verkafspräis vun de Logementer verdeelt.

Dës Logementer kënnen nëmmen u Bénéficiairë vu staatlechen Hëllefe verkaaft ginn, doduerch kënnen déi Leit mat klenge Revenuen eng Wunneng praktesch zum Gestehungspräis vum Bau kafen. Wann de Promoteur den Terrain iwwert de Wee vun enger Emphytéose cédéiert, kann de Stat och nach bis zu 40% um Ukafspräis vum Terrain participéieren.

Wat elo de Mietwunnengsbau ubelaangt, esou kann déi staatlech Hëllef opgrond vun dem Gesetz vum 8. November 2002 folgend Maximumen erreechen:

- 70% beim Bau vu soziale Mietwunnengen. Déi Hëllef kann esouguer op 75% an d'Luucht goen, wann de Promoteur eng Gemeng ass.

- 40% mat engem Maximum vu 6.200 Euro pro logéiert Persoun, am Fall wou en Employeur Logementer fir seng Friemaarbechter baut oder keeft.

- 75% am Fall vum Bau oder Kaf vu Mietwunnengen duerch A.s.b.len, Fondatiounen, an esou weider, déi eng Konventioun mam Stat ënnerschriwwen hunn.

Am neie Wunnengsbauprogramm fir subventionéiert Wunnenge sinn 9.000 Wunnenge virgesinn, déi an deenen nächste Jore solle realiséiert ginn. Ursprünglech waren et der nëmme 4.500. Dir wësst, dass de Statsminister bei Geleeënheet vun senger Interventioun zur Lag vun der Natioun an Aussiicht gestallt hat, datt mer dat géifen an deem Programm verduebelen, wat de Minister Boden och gemaach huet. Dee Programm, dee stellt en Inventissement vun 1,71 Milliarden Euro duer. De Stat iwwerhëlt dovun 340 Milliounen Euro.

Wat déi steierlech Mesuren ubelaangt, déi am Moment bestinn, esou bezéie se sech op d'Déductibilitéit vum besteierbaren Akommes

- vun de Cotisatiounen am Kader vun engem Wunnengsbauspuerprogramm,

- vun de Scholdzënsen um Kaf vun engem Terrain oder um Bau vun engem Eegenheem,

- vun der Prime d'assurance op der Reschthypothéikeschold,

- vum Amortissement vun de Mietswunnengen,

- vun der steierlecher Immunisatioun vun de Plus-valuen op dem Verkaf vum Eegenheem, - dem superreduzéierten TVA-Saz op bestëmmten Aarbechten am Kader vun der Uschafung vun engem Eegenheem,

- a vun den Transcriptiounsonkäschte beim Enregistrement am Kader vun Uschafung vun engem Eegenheem an de Grondsteieren, woubäi ee bemierke muss, datt dëst eng reng Gemengesteier ass.

Am Kader vum superreduzéierten TVA-Saz huet de Stat an deene leschten zéng Joer, vun 1992 bis 2001, iwwer 430 Milliounen Euro TVA u Privatleit zréckbezuelt. Zesumme mat den Hëllefen u Privatpersounen an den Hëllefen un déi öffentlech Promoteuren, maachen dat fir déi zéng Joer 1,18 Milliarden Euro staatlech Subventioune fir de Wunnengsbau aus.

An trotz all deenen Efforten huet de Problem vum Logement sech net verklengert. Virun 10 Joer huet eist Land 144.686 Stéit an 105.780 Logementer gezielt, wat e Rapport vun 1,36 Stéit pro Wunneng ausgemaach huet. De leschte Recensement huet ongeféier 174.000 Stéit erginn an eppes méi wéi 128.300 Logementer gezielt, wat e Rapport vun 1,35 ausmécht. Also e minime Progrès am Verglach mat der Envergure vun den Hëllefen.

Dofir huet d'Regierung och nach weider Mesurë geplangt, wouvun, wéi mer schonn ernimmt hunn, der eng Rei während der Preparatioun vum Débat realiséiert goufen. Bei deene geplangte Moossnamen ënnerscheede mer tëschent

- den allgemenge Moossnamen, déi zu enger Verbesserung vun der Wunn- a Liewensqualitéit vun de Leit bäidroe sollen;

- de reglementaresche Moossnamen, déi eng Augmentatioun vun der Offer vun de Sozialwunnenge bewierke sollen;

- Moossnamen, déi de private Mietwunnengsbau encouragéiere sollen;

- Moossnamen, déi d'Accessioun zum Eegenheem erliichtere sollen;

- Moossnamen, déi den Zougang zu enger Mietswunneng vereinfache sollen.

Zu deene méi allgemenge Moossnamen zielt d'Finalisatioun vum Plan sectoriel Logement, deen am Kader vum Programme directeur de l'aménagement du territoire opgestallt soll ginn an deen déi sozial Funktioune wéi Wunnen, Schaffen, Léieren, Akafen, Entspanen, an esou weider, méi no zesumme brénge soll, an e bessere Brassage vun deenen eenzelne Populatiounsschichten an de Quartieren an an den Uertschafte bewierke soll.

Hei sollen déi öffentlech Promoteuren opgefuerdert ginn, 40% vun de Logementer an engem subventionéierte Lotissement fir Leit ze reservéieren, déi net ënnert d'Kritäre vun de staatlechen Hëllefe falen. De Stat an d'Gemenge sollen opgefuerdert ginn, Terrainen a Gebaier, déi an hirem Besëtz sinn, fir de Wunnengsbau fräi ze maachen. D'Erschléissung vu Baulandreserven duerch öffentlech Promoteure soll encouragéiert ginn andeems de Stat sech mat 40% vun den Uschafungskäschte bedeelegt. An den Industriebroochen op Belval soll e vastë Wunnengsbauprogramm realiséiert ginn, an eng zäitlech begrenzten Erliichterung vun der Besteierung vun de Plus-valuen op dem Verkaf vun engem Terrain oder enger Wunneng, déi duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 agefouert gouf, soll zur Augmentatioun vun der Offer um Immobiliemaart bäidroen, fir esou d'Präisser vun de Bauterrainen an de Grëff ze kréien.

D'Participatioun vum Stat bei de Gemengeninvestissementer, déi als Nofolgekäschte vun enger grosszügeger Wunnengsbaupolitik entstane sinn, soll erhéicht ginn. Zu de reglementaresche Moossnamen, déi zu enger Augmentatioun vun der Offer am Beräich vum soziale Wunnengsbau bäidroe sollen, ziele virun allem den neie Wunnengsbauprogramm vun der Regierung fir subventionéiert Wunnengen - dee mer schonn ernimmt hunn -, d'Erhéijung vun der Participatioun vum Stat beim Bau vu soziale Wunnengen duerch déi öffentlech Promoteuren, d'Adaptatioun vun de Kritären, fir an de Genoss vun enger staatlecher Hëllef ze kommen, fir datt esou an Zukunft méi Leit an de Genoss vun enger Hëllef kënne kommen, an d'Kreatioun vu méi Assainissementszonen.

Fir den Investissement an de private Mietwunnengsbau ze encouragéieren, sollt d'Gesetz iwwert de Bail à loyer ëmgeännert ginn an et goufe steierlech Mesurë getraff, fir d'Besteierung vum Loyer ze erliichteren.

Zu de Moossnamen, déi geholl solle gi fir d'Accessioun zum Eegenheem ze verbesseren, zielen d'Promotioun vun der Formule vum Bail emphytéotique, déi den Uschafungspräis vun engem Eegenheem spierbar reduzéiere soll, dann d'Majoratioun vun de Bauprimen, a wéi schonns gesot, d'Revisioun vun de Kritären, fir an de Genoss vun enger staatlecher Hëllef ze kommen, an dann d'Promotioun an d'Modificatioun vun der Spuerprime, d'Reform vun der Zënsbonificatioun an der Zënssubventioun, d'Aféiere vun engem Carnet de l'habitat an déi steierlech Moossnamen, déi iwwert d'Gesetz vum 30. Juli 2002 geholl goufen an déi den Droit d'enregistrement an de Remboursement vun der TVA Logement betreffen.

Fir dem Locataire den Accès zu enger Mietwunneng méi einfach ze maachen, soll de Stat an Zukunft a verschidde Fäll de Finanzement vun der Garantie locative bepleeden.

Här President, all déi Zuelen an Erklärunge weisen drop hin, datt an deene leschte Jore vill ënnerholl gouf, fir d'Wunne bei eis am Land fir jidderee sou bëlleg, agréabel a confortabel wéi nëmme méiglech ze gestalten. An trotzdeem gëtt et bei eis am Land nach Leit déi keng dezent Wunneng hunn, fir sech an hir Kanner keng uerdentlech Wunneng fannen oder sech keng leeschte kënnen. An dat ass och d'Ursaach firwat bei eis de Problem vum Logement sou héich gespillt gëtt, well et an engem Land mat sou engem héije Liewensstandard wéi eisem, keng Leit méi dierfte ginn déi net iwwer eng uerdentlech Wunneng verfügen.

Ëmmerhin ass d'Recht op Wunnen e fundamentaalt Recht an eng dezent an adequat Wunneng ass eng Viraussetzung, fir engem Mënsch seng perséinlech Emanzipatioun a seng sozial Integratioun ze erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Problem besser ze erfaassen huet d'Chamberskommissioun décidéiert, 22 verschidden Organisatiounen, Gesellschaften, Beruffschamberen a Ministèren, déi en direkte Rapport zu der Problematik Wunnengsbau hunn, an hir Sëtzungen ze invitéieren, fir hir Meenung zum Problem ze héieren an hiert Wäertuerteel zu de bestehenden a geplangte Moossnamen ze erfueren.

Fir déi meescht vun hinne läit de Problem doranner, datt d'Offer an d'Demande um Wunnengsbaumaart net iwwerenee stëmmen, wat zu enger Erhéijung vun de Präisser vun den Terrainen an de Wunnenge féiert.

D'Ursaache leien ënner anerem an engem iwwerdriwwene Verbrauch vum Bauterrain, an enger zréckhalender Haltung vu verschiddene Gemenge vis-à-vis vun neie Lotissementer, an deene laangen a schwéierfällege Prozeduren um Niveau vun de Baugenehmegungen, a besonnesch an der Rigiditéit vun der Offer vun de Bauterraine géintiwwer de Präisser.

Déi meescht Organisatiounen hu sech géint d'Terrainsspekulatioun, déi an deene leschte Joren disproportionéiert Ausmoossen ugeholl huet, ausgesprach a maachen zum Deel déi Professionell aus der Immobiliebranche dofir verantwortlech.

D'Union des Propriétaires an d'Chambre immobilière sinn awer der Meenung, datt d'Präisser vum Bauterrain am Vergläich mat anere Regiounen aus dem europäesche Raum, déi eng ähnlech wirtschaftlech Entwécklung wéi eist Land kennen, net méi héich sinn. Fir si ass den Immobilienhändler virun allem e Commerçant, dee keeft fir erëm sou schnell wéi méiglech ze verkafen a sou säi Benefiss ze realiséieren.

D'Chambre d'Agriculture verwiert sech géint de Reproche, d'Bauere géifen d'Präisser an d'Luucht dreiwen, well se keen Terrain géife verkafen. Ëmmerhin ass den Terrain dem Bauer säi Betribskapital an oft fënnt ee Leit, déi, soubal se an der Noperschaft vun engem Bauerewiese gebaut hunn, géint d'Nuisancë vun engem Bauerebetrib reklaméieren; dat sinn och d'Ursaache firwat de Bauer seng Terrainen zréckbehält.

D'Gemenge spillen eng wichteg Roll bei der Realisatioun vu Wunnengen op hirem Territoire. Verschidden Organisatioune reprochéieren de Gemengen zevill restriktiv um Plang vun de Baugenehmegungen ze sinn a mat responsabel ze sinn, datt net genuch Wunnengen zu abordabele Präisser géifen ugebuede ginn. Si misste bei dem Aménagement vun neie Lotissementer associéiert ginn, fir datt d'Baugenehmegunge méi schnell evakuéiert kënne ginn.

Verschidde Gemenge wiere géint nei Lotissementer, well se d'Nofolgekäsche fäerten déi doduerch entstinn. Den Ordre des Architectes et Ingénieurs conseils vermësst déi néideg Coordinatioun a Concertatioun tëscht den Nopeschgemengen an ass der Meenung, datt d'Gemengen um Plang vum Urbanisme personalméisseg net genügend équipéiert sinn. De Syvicol plädéiert fir e moderéierten a geographesch ausgeglachenen Développement vum Wunnraum an enker Zesummenaarbecht zwëschе Stat a Gemengen.

Den Innenministère stellt d'Wunnengsbauproblematik ganz an de Kontext vun der Landesplanung, hie mécht sech staark fir en Urbanisme de qualité, dee spuersam a rationell vum Bauterrain Gebrauch mécht. Dofir wëll hien d'Gemenge besser informéieren, hiert technescht an administratiivt Personal besser forméiere fir datt se nei Lotissementer mat méi Sachkenntnis begleede kënnen a se sech net vun de Promoteuren imposéiere loossen. D'Prozedur fir d'Adoptioun vun de PAPe soll vereinfacht ginn an Délaien, fir déi Autorisatiounen ze erdeelen, sollen an engem Gesetz festgeluecht ginn.

Wat de Bilan vun der Wunnengsbaupolitik ubelaangt, sou sinn all d'Organisatiounen domat averstanen, datt zënter en eegestännege Wunnengsbauministère besteet, vill Mesurë geholl si ginn. D'Chambre de Commerce ass awer der Meenung datt, wat d'Hëllefe vum Stat ubelaangt, et sech ëm eng deier Subventiounspolitik un der Demande handelt a si vermësst déi noutwendeg Moossnamen op der Säit vun der Offer.

Dës Subventiounspolitik hätt zu der Deierecht vun de Wunnenge bäigedroen. Fir si sinn d'Hëllefen un déi öffentlech Promoteuren déi eenzeg Mesure, fir d'Offer ze vergréisseren a si kann déi och nëmme begréissen. D'ABBL ass och der Meenung, datt d'Politik vum Stat zu enger Augmentatioun vun der Demande gefouert hätt, déi d'Präisser an d'Luucht gedréckt hätt a schlussendlech hätten déi Professionell aus der Immobiliebranche am meeschten dovu profitéiert.

D'Chambre des Métiers huet méi eng positiv Astellung a seet, datt d'Politik vun der Regierung e positiven Effet op d'gesamt Handwierk gehat hätt. D'Chambre immobilière, d'SNHBM., d'Union des Consommateurs an d'Biergerinitiativ fir bezuelbare Wunnraum fannen déi Politik gutt a si hu sech fir den Ausbau vun den Hëllefen ausgesprach.

D'Chambre immobilière ass awer kategoresch géint eng Subventionéierung vun den öffentleche Promoteuren, well déi Subventionéierung eng déloyal Konkurrenz géintiwwer de Privatpromoteure géif duerstellen.

Wat de Wunnengsbau an der Zukunft betrëfft, esou kann d'Chambre de Commerce eng besser Planificatioun op kommunalem Plang an op Landesplang am Kader vun enger kohärenter Landesplanungspolitik nëmme begréissen. Si ass fir d'Kreatioun vun nohaltege Wunnraim an deenen sech e grousse Brassage vun alle Populatiounsschichten développéiert.

D'Chambre des Métiers ass der Meenung, datt eng kohärent an effikass Wunnengsbaupolitik op enger fester Terrainspolitik misst fousen. D'Chambre immobilière an d'Chambre du Travail sinn der Meenung, datt d'Mëschung vu Leit vu verschiddene Gesellschaftsschichte sech op d'Quartiere misst limitéieren, well se an den Appartementshaiser zu gréissere Gesttiounsproblemer vun de Gebaier kéint féieren.

Wat d'Kreatioun vu Baulandreserven ubelaangt, esou mengt d'SNHBM, datt en Organisme d'intervention foncière misst geschafe ginn, deen e Virkafsrecht kéint geltend maachen, dee kafen, expropriéieren a Baulandreserve fir déi lokal Kollektivitéite géréiere kéint an deen e valabelt Instrument géif duerstelle fir méi konsequent an d'Richtung vun enger Politik vu Baulandreserven ze goen.

D'Chambre immobilière verlaangt, datt de Privatsecteur an esou enger Démarche misst associéiert ginn, well d'Reserven net eleng den öffentleche Promoteure kéinte virbehale ginn. Wat d'Baupflicht an d'Deklaratiounspflicht vu fräi stehendem Wunnraum ubelaangt, ass de Syvicol der Meenung, datt déi Gemengekompetenz vun der Regierung misst iwwerholl ginn, well d'Gemengen oft Juge et partie an deenen Dossiere wieren.

Iwwert d'Kreatioun vun neien Instrumenter fir d'Spéculation foncière ze ënnerbanne ginn d'Meenungen och auserneen. D'ABBL gesäit d'Noutwendegkeet vun enger staatlecher Interventioun an, mat der Reserv, datt de Stat sech net de Gesetzer vum fräie Maart substituéiere soll an nëmmen eng reguléierend Roll spille soll.

D'SNHBM ass der Meenung, datt déi staark Besteierung vun de Plus-valuen zu enger Rétentioun vun den Terraine gefouert huet, eng Steier, déi souwisou vum Verkeefer op de Präis vum Terrain drop geschloe géif ginn. Eng Rei vun Organisatioune sinn der Meenung, datt eng progressiv Taxatioun vun de Bauterraine misst agefouert ginn am Fall wou de Propriétaire net bannent engem bestëmmten Délai drop gebaut hätt. Fir d'Chambre de Commerce ass et awer schwéier ze beweisen, datt en Terrain aus spekulative Grënn net zum Verkaf ugebuede gëtt.

Wat d'Moossnamen ubelaangt fir d'Offer um Plang vum soziale Wunnengsbau ze förderen, ass d'Chambre des Métiers der Meenung, datt d'Kreatioun an d'Gestioun vun deene Wunnengen éischter vun der öffentlecher Hand soll assuréiert ginn, well déi Gestioun no soziale Kritäre geschitt an net no de Kritäre vum fräie Maart.

De Syvicol huet bemängelt, datt an dësem Beräich ze deier gebaut gëtt, well de Finissage oft ze luxuriéis ausgeriicht ass. Vill Organisatiounen drängen dorop, datt de Stat nach méi an de soziale Wunnengsbau misst investéieren. D'SNHBM ass der Meenung, datt souguer bei enger staatlecher Participatioun vun 80% de soziale Mietwunnengsbau en onrentabelt Geschäft bleift. D'Chambre immobilière ass géint eng Amëschung vum Stat an déi aktiv Konstruktioun a plädéiert éischter fir eng individuell Hëllef un d'Particulieren.

Wat d'Promotioun vun dem Investissement an den „normale private Wunnengsbau" ubelaangt, esou ass d'ABBL der Meenung, datt obschonns genuch potenziell Locatairen do sinn, den Investissement notamment wéinst der Limitatioun vum Loyer op 5% vum Präis vun der Wunneng net attraktiv genuch ass. D'Chambre de Commerce bemierkt, datt den Investissement an d'Bürosraim méi attraktiv ass wéi deen an de Wunnengsbau wéinst der restriktiver Politik wat de Loyer um Wunnengsmaart ubelaangt.

Et besteet e breede Konsens bei allen Organisatioune fir d'Gesetz iwwert de Bail à loyer ze reforméieren. D'Differenziatioun tëschent den Haiser, déi virun dem 10. September 1944 an deenen, déi no deem Datum gebaut goufen, soll ofgeschaf ginn, op d'mannst wat déi Virkrichshaiser, déi ordentlech renovéiert goufen, betrëfft.

De Konsumenteschutz ass der Meenung, datt een awer Iwwergangsmesurë misst fir de Locataire vun deenen Haiser virgesinn, fir ze verhënneren, datt deene Leit hire Loyer vun haut op mar drastesch erhéicht géif ginn. Hien ass net géint eng Redefinitioun vun der Notioun vu Logement de qualité supérieure ënnert der Konditioun, datt déi Notioun nëmme Luxuswunnenge begräift, an datt kloer Kritären dofir erstallt ginn. De Konsumenteschutz ass awer géint eng jährlech automatesch Adaptatioun vum Loyer.

D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Notaires an d'Union des Propriétaires si fir eng jährlech Adaptatioun vum Loyer a plädéiere fir eng Erhéijung vum Taux de rendement um investéierte Kapital. D'Chambre de Travail ass fir en Ausgläich vun de Rechter a Pflichte vun de Propriétairen an de Locatairen.

Här President, wat déi steierlech Mesuren ubelaangt, déi de private Mietwunnengsbau encouragéiere sollen, esou ass d'Chambre des Métiers der Meenung, datt ähnlech steierlech Incentiver wéi bei den Investissementer a Wäertpabeiere missten agefouert ginn. Si plädéiert och fir eng Iwwerpréiwung vun der Notioun vum Capital investi a fir d'Erhéijung vum Taux d'amortissement. D'Chambre immobilière ass och fir eng Erhéijung vun den Amortissementer an déi meescht Organisatiounen hu sech fir d'Formule vum Bail emphytéotique ausgesprach.

All d'Organisatioune si fir eng Erweiderung vum Krees vun de Bénéficiairë vun de staatlechen Hëllefen. D'SNHBM freet sech, ob am Kontext vun enger nohalteger Entwécklung d'Aiden net exklusiv op déi Leit missten ausgeriicht ginn, déi beim Bau vun hirem Haus ekologescht Material verwenden an e spuersame Gebrauch vum Terrain maachen.

D'Union des Consommateurs an d'Chambre de Commerce ginn och an déi Richtung. D'Spuerkeess ass fir eng gläich bleiwend Zënssubventioun iwwert d'Gesamtdauer vum Prêt. D'ABBL trëtt dofir an, datt d'Hëllefen e soziale Charakter misste behale fir eng Generalisatioun vun den Aiden ze évitéieren, déi d'Präisspiral nach méi géing unheizen.

Eng Rei vun Organisatiounen trieden dofir an, datt de Stat d'Garantie locative fir eng Rei vu Locatairë soll iwwerhuelen oder hëllefe soll

se ze finanzéieren. D'UCL warnt awer virdrun, et sollt een de Locataire net ze vill aus senger Flicht entloossen. Fir d'Aarbechterkammer géing eng Allocation de loyer sech opdrängen an zwar esou laang wéi net genuch Sozialwunnenge beim Fong oder bei de Gemengen zur Verfügung stinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamberskommissioun huet d'Bemierkunge vun deenen ugehéierten Organisatiounen diskutéiert an eng Rei Froen opgeworf, op déi se da versicht huet eng Äntwert ze fanne fir esou d'Regierung bei der Orientéierung vun hirer zukünftiger Wunnengspolitik beroden ze kënnen.

D'Kommissioun ass zur Konklusioun komm, datt nach ëmmer e reelle Problem um Wunnengsbaumaart besteet, ouni datt en awer ze dramatiséiere wier. De Problem stellt sech haaptsächlech op dräi Niveauen. Éischtens an der Inadaptatioun vu verschiddene Segmenter um Wunnengsmaart vun der Offer an der Demande, an dat besonnesch am Beräich vum soziale Wunnengsbau. Zweetens an der Schwieregkeet fir déijéineg Leit, déi e bëssen iwwert de Kritäre leie fir an de Genoss vun enger staatlecher Hëllef ze kommen, sech en Eegenheem zu abordable Präisser unzeschafen. Drëttens an deenen extrem héije Präisser vum Bauterrain.

Duerfir soll verschidde geplangte Moossnamen eng gewësse Prioritéit accordéiert ginn.

Éischtens der Kreatioun vu supplementare Sozialwunnengen.

Zweetens der Reduktioun vun de Baulandpräisser duerch eng Augmentatioun vun der Offer vun den Terrainen.

Drëttens der Adoptioun vun enger Architektur, déi méi spuersam mam Bauterrain ëmgeet, fir datt de Präis vum Terrain manner am Gesamtpräis vun der Wunneng zu Buch schléit.

Véiertens der Kreatioun vu Baulandreserven. Fënneftens dem méi systematesche Gebrauch vun der Formule vum Bail emphytéotique a sechstens der Verkierzung vun de Gemengeprozeduren vun de Lotissementer.

D'Kommissioun ass géint eng Ausdehnung vun de Bauperimeteren, well deene bestehende PAGe genügend Bauterrain zur Verfügung steet fir d'Demande ofzedecken. Si ass der Meenung, datt d'Regierung Iwwerleeungen a Richtung vun enger Reform vun de Finanzkapassitéite vun de Gemenge soll féieren, besonnesch fir déi Gemengen, déi bereet sinn oder bereet waren hiert Developpementspotenzial am Beräich vum Wunnengsbau ze concrétiséieren.

D'Promoteure missten dozou ugehale ginn, fir Qualitéitsbauprojeten ze promouvéiere mat ordentlechen, sécheren an no ekologesche Kritären ausgeriichtene Wunnengen an deenen et sech agréabel wunne léisst, mat engem minimalen Terrainverbrauch vun zwee bis dräi Ar.

D'Kommissioun ass der Meenung, datt d'Décisiounsweeër fir d'Erstellung vun engem Lotissement verkierzt misste ginn an datt d'Expropriatiounsprozedur misst entaméiert kënne ginn am Fall wou e Propriétaire vun engem Terrain e Lotissement verschleefe léisst, e Lotissement, dat vun de Gemengenautoritéiten als Intérêt général considéréiert gëtt. Si encouragéiert d'Regierung an d'Gemengen eege Baulandreserven ze konstituéieren an an deem Kontext d'Aféierung vun engem Virkafsrecht fir d'Gemengen op deenen Terrainen, déi op hirem Territoire leien, virzegesinn.

Fir d'Rétentioun vum Terrain aus spekulative Grënn ze ënnerbannen an ze verhënneren, datt ganz Haiser eidel stinn, well d'Propriétairë keen Intérêt hu se ze verlounen, ass d'Kommissioun der Meenung, datt d'Gemenge misste vun hirem Recht vun der Bauflicht an der Deklaratiounsflicht méi Gebrauch maachen an am äusserste Fall eng erhéichte Grondsteier op esou Immeubelen ze applizéieren.

Woubäi bemierkt muss ginn datt d'Kommissioun awer de Fait, datt e Bauer säin Terrain exploitéiert an net verkafe wëllt oder kann, an e Propriétaire senge Kanner en Terrain fir den Eegebedarf reservéiere wëllt, net als Spekulatioun ze betruechten ass. D'Kommissioun ass anerersäits der Meenung, datt d'Grondsteier net méi eiser Zäit ugepasst ass, datt hiren Ertrag net méi a Relatioun mat den Onkäschten, déi se engendréiert, steet an datt ee se soll enger kompletter Iwwerschaffung ënnerwerfen, woubäi een d'Ackerland, dat de Bauer exploitéiert, misst vun enger Erhéijung vun der Grondsteier ausschléissen.

Fir d'Gemengen ze encouragéiere méi aktiv am Beräich vum soziale Wunnengsbau ze ginn, proposéiert d'Kommissioun hinnen eng Struktur zur Verfügung ze stellen, déi d'Gestioun vun hirem Parc locatif assuréiert.

D'Kommissioun ass majoritär der Meenung, datt wann een den Investissement an de Mietwunnengsbau promouvéiere wëllt, d'Gesetz iwwert de Bail à loyer misst ëmgeännert ginn. Dofir schléit d'Kommissioun vir, d'Differenzéierung tëschent de Wunnengen, déi virum 10. September 1944 an deenen, déi duerno gebaut si ginn, ofzeschafen. Eng Ausnam misst awer fir déi Wunnenge gemeet ginn, déi virum Krich gebaut goufen an déi nach net renovéiert goufen an déi meeschtens zu engem modeste Loyer u mannerbemëttelt Stéit verlount ginn. D'Kommissioun ass och der Meenung, datt d'Upassung vun deene renovéierte Virkrichswunnengen sech progressiv iwwer eng gewëssen Zäit soll erstrecken.

1. D'Kommissioun schléit vir, datt d'Zäit, während där de Loyer net däerf adaptéiert ginn, vun dräi op zwee Joer erofgesat gëtt. Si ass awer géint eng Indexéierung vum Loyer.
2. D'Kommissioun schléit och vir, datt d'Rechter an d'Flichte vun de Locatairen an de Propriétairë rééquilibréiert misste ginn, andeem zum Beispill den Délai an deem e Locataire op Opfuerderung vum Propriétaire seng Wunneng misst zur Verfügung stellen, a verschiddene Fäll verkierzt misst ginn.
3. D'Kommissioun mengt datt d'Luxuswunnengen aus dem Gesetz ausgeschloss kënnte ginn, woubäi objektiv d'Kritäre fir d'Bestëmmung vum Luxus fixéiert misste ginn.
4. D'Kommissioun proposéiert d'Loyerskommissioun, déi eng valabel Aarbecht leescht, méi professionell auszeriichten an hir Expären zur Säit ze stellen, déi e Loyer a seng Berechnungsbasis fachmännesch évaluéiere kënnen. Well d'Garantie décennale no der Opléisung vun enger Lotissementsgesellschaft net méi spillt, ass d'Kommissioun der Meenung, datt et net vu Muttwëll wier, d'Promoteuren ze forcéieren, eng Assurance décennale a biennale ze kontraktéieren, fir esou de Keefer vun engem Immeubel géint d'Défaillance vun enger Promotiounsgesellschaft besser ze schützen.

D'Kommissioun schléit des Weidere vir Iwwerleeungen a Richtung vun enger Agence de location, esou wéi se an anere Länner besteet, ze féieren. Esou eng Agence géing d'Gestioun vun der Locatioun vu Privatwunnengen am Beräich vu sozialgënschtege Loyerë fir d'Privatpropriétairen iwwerhuelen, déi aus Bequemlechkeet hir Wunneng net verlounen an déi esou eidel do stinn. Op deem Wee kënnt een déi Wunnengen erëm fir de Mietwunnengsmaart récupéréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn eng Rei vun deenen Iwwerleeungen, déi d'Kommissioun der Regierung bei der Ausriichtung vun hirer zukünftiger Wunnengsbaupolitik wëllt mat op de Wee ginn, fir datt mer an absehbarer Zukunft alle Leit bei eis am Land eng Wunneng kënne garantéieren, déi hire Besoinen entspriécht an de Kritäre vun enger mënschewierdeger Wunneng ugepasst ass.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech awer mengem Fraktiounskolleeg, dem Norbert Haupert, merci soe fir säin excellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Et muss een hei wierklech säin immensen Asaz an dëser Orientéierungsdebatt ervirsträichen. Ech mengen, do stécht e ganze Koup Aarbecht dran, sougutt qualitativ wéi dat och quantitativ de Fall ass. Bei ville Froe muss een och dem Norbert seng Bereetschaft zum Dialog ervirsträichen, well mer hunn op ganz ville Froen e breede Konsens op alle Borden an der Kommissioun kritt.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Ouh?

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Dir waart net esou dacks do, Här Krecké, frot emol den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech hunn en offiziell entschëllegt, Här Clement!

M. le Président.- Dir sidd jo och agedroen. Fänkt net un ze polemiséieren!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen, ech wollt just eng Replik maachen zu deem wat den Här Clement gesot huet. En hat gesot, den Här Krecké wär net esou oft do gewiescht. Ech sinn offiziell de Remplaçant vum Här Krecké an där doter Kommissioun gewiescht, esou datt den Här Krecké guer net konnt do sinn.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Ech hunn dat net kontestéiert. Ech hunn dat just gesot, well den Här Krecké "ouh" gesot huet.

(Interruptions)

Ëm wat geet et dann elo an der Wunnengsbaupolitik? An anere Wierder muss ee froen: Wat sinn d'Enjeuen? Um Enn vun deene ville Kommissiounssitzungen an och Konsultatiounssitzungen hu sech verschidde Problemer erkenne gelooss. Et ass dat notamment, datt d'Offer vun de soziale Mietwunnengen net mat der Demande Schrëtt hale kann. Datt eng ganz Rei vu Stéit, déi just net méi ënnert déi sozial Kritäre falen, um fräie Marché Schwieregkeeten hunn eng Wunneng ze fannen, déi hire finanzielle Méiglechkeeten entspriécht. Datt de Bauplazepräis pro Ar an deene leschte Jore praktesch explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen ass. Och hei muss een d'Ënnerkapassitéit vun der Offer vis-à-vis vun der Demande als Ursaach gesinn. Duerch ze laang, ze schwéierfälleg Genehmegungsprozedure vu PAB a PAG, säitens dem Stat an och deelweis säitens de Gemengen, komme vill Bauprojeten an zäitleche Verzuch, wat mat sech bréngt, datt och um fräie Marché d'Offer vun de Wunnengen net der Demande nokënnt.

All dës Erkenntnisser, Här President, droe mat Sécherheet net dozou bäi, fir d'Präisser esouwuel am lokative Wunnengsberäich, wéi bei der Uschafung vun engem Bauplazenterrain oder enger Eegewunneng richteg an de Grëff ze kréien.

D'Debatt vun haut wäert sécher dozou bäidroe fir nei Weeër, nei Pisten opzezeechnen, fir aus dësem Dilemma erauszekommen. Eng gerecht Wunnengspolitik ass e Pilier vun der sozialer ekonomescher Stabilitéit zu Lëtzebuerg. De Logement ass doniewent e wesentleche Facteur, och vun Integratioun an e wichtegt Instrument am Kampf géint déi sozial Exklusioun. An anere Wierder dréit de Logement säin Deel zum soziale Fridden an engem Land bäi. Weiderhi bedeit eng sécher an eng propper Wunneng e Plus u Liewensqualitéit a mat Sécherheet och e Plus u sozialer Sécherheet.

Doriwwer eraus muss een och soen, datt e gudde Wunnengsbau och Aarbechtsplaze schaaft, déi besonnesch vu klengen Handwierksbetriber geschafe ginn. Wéi kann een awer elo déi momentan Situatioun um Lëtzebuerger Wunnengsmaart beschreiwen?

D'Kommissioun ass der Meenung, datt de Problem vum Logement reell, awer net dramatesch ass. Ech deelen 100%eg déi Aschätzung.

D'Haaptproblemer hunn ech ufanks schonn opgezielt. Ëmmer erëm taucht niewent deem Finanziellen den Déséquilibre tëschent der Offer an der Demande op. Fir déi Situatioun ginn et mat Sécherheet e puer Grënn.

E wesentleche Grond ass de spektakuläre Wuesstum vun eiser Bevölkerung. Déi wirtschaftlech Success-story vu Lëtzebuerg huet vill Leit aus dem Ausland ugezunn, fir bei eis ze schaffen, wat mat sech bréngt, datt se da schlussendlech och bei eis wëlle liewen. Dobäi kënnt nach, datt d'Gréisst vun eise Stéit progressiv ëmmer méi kleng gëtt, wat bedeit datt een ëmmer méi Wunnengen erëm brauch. En plus ass d'Bevölkerung geographesch net gläichméisseg iwwert d'ganzt Land verdeelt. Dat ass eng Erkenntnis, déi sécher eng Deelursaach fir déi ënnerschiddlech Bauterrainspräisser ass.

Schlussendlech gëtt net genuch gebaut an et gëtt, wéi ech schonns ufanks erwähnt hunn, méi lues gebaut. Awer zu dësem Punkt wëll ech zum Schluss vu menger Interventioun nach e puer Wierder soen.

Am Laf vun de Joren ass de Logement bei eis zu Lëtzebuerg den Haaptausgabeposte vun deenen eenzelne Ménagë ginn. Eng Rei vu Stéit hunn ëmmer méi Schwieregkeeten, fir an eisem Land eng adequat Wunneng zu engem raisonnabele Präis ze fannen. Ganz oft gi si dowéinst an d'Grenzregioun wunnen, wou d'Präisser am Moment och klammen a wahrscheinlech och nach klamme wäerten, mä trotzdeem nach wesentlech méi niddereg sinn, wéi dat de Moment zu Lëtzebuerg de Fall ass. Weiderhi wunnen och een Deel vu Stéit ënner net ganz zefriddestellende Bedingungen.

Schlussendlech ass en Deel vun de Stéit iwwerschëlt, well se ze héich Kreditter gemaach hunn, fir de Kaf vun hirer Wunneng ze finanzéieren. Elei kann ee soen, droen d'Banke vläicht een Deel vun der Responsabilitéit. Mä och d'Verléiere vun enger Aarbechtsplaz oder schlecht Haushalte mat deem Geld wat Rescht bleift nodeem de Prêt bezuelt gëtt, kënnen als Ursaachen elei ugesi ginn. D'Enn vum Leed ass dann an deene meeschte Fäll, datt et eng Vente forcée vun der Wunneng gëtt an datt dann - och nach wahrscheinlech zu engem manner gudde Präis, also sou ze soe mat Verloscht - déi Wunneng muss versteet ginn.

Wann e Kredit fir en Haus vun enger Bank accordéiert gëtt, misst de Beweis vum regelméissege Bezuele vum Loyer, nieft anere Kritären, ee vun den Haaptkritäre sinn. Wann deem deen de Kredit ophëlt, just nach dat vum Gesetz virgesinne Geld fir ze liewe Rescht bleift, muss et deem u sech verbuede sinn nach bei enger anerer Bank zousätzlech Kreditter opzehuelen. Hei misst eng Obligation d'informatioun agefouert ginn an ech kënnt mer virstellen, datt d'Ulaf- an d'Kontrollstell do wiere wou d'Bäihëllefe fir ze baue verdeelt géife ginn, dat heescht am Logementsministère selwer. Dann hätt een au moins mol déi Ursaach aus der Welt geschaf, datt e Stot zevill Kreditter ophëlt an de Remboursement herno net méi ka garantéiert ginn.

Mä och wann net alles a Botter ass, Här President, soll een awer och net alles schlecht rieden. Mir hunn an der Kommissioun och ganz ënnerschiddlech a virun allem och ganz kontrovers Argumenter a Meenungen héieren.

D'Union luxembourgeoise des Propriétaires ass zum Beispill der Meenung, datt d'Situatioun um Wunnengsmaart manner schlëmm ass wéi Ënn vun den 80er Joren. Si ënnerstraicht e puer positiv Punkten. Dat ass ënner anerem de gudden Zoustand vum Lëtzebuerger Parc immobilier am Vergläich zum Ausland. Weiderhi ginn et zu Lëtzebuerg verhältnisméisseg wéineg Leit, déi guer keng Wunneng hunn. D'Präisser zu Lëtzebuerg wieren, laut hinnen, net excessiv, wann een de Vergläich mat Regioune mécht, déi eng identesch wirtschaftlech Situatioun wéi Lëtzebuerg hunn. Hei gi mer zum Beispill mat Frankfurt, Bréissel, Paräis oder London verglach.

Op där anerer Säit vertrëtt d'Chambre d'Agriculture d'Opfaassung datt d'Präisser um Wunnengsmaart a Relatioun mat der Steigerung vum Pouvoir d'achat stinn. Si mengt datt d'Ausgabe vun de Ménagen am Beräich vum Wunnen net disproportionéiert sinn zu den Ausgaben am Beräich vun de Reesen déi e Stod mécht, oder vun Autoen déi kaf ginn.

Wat waren elo d'Meenungen iwwert d'Problematik vun der Immobiliespekulatioun? Hei sinn erwaardungsgeméiss d'Meenunge bei de Consultatiounen zolitt auserneegaangen.

Eng Kategorie vun Organisatiounen ass der Opfaassung, datt d'Immobiliespekulatioun e Phenomeen wär, deen an deene leschte Joren extrem staark zougeholl huet. Déi Professionell aus dem Immobiliesecteur wiere Schold un dëser Entwécklung.

Eng aner Kategorie vun Organisatiounen huet deem widdersprach. D'Union luxembourgeoise des Propriétaires mengt, datt de Problem vun der Spekulatioun vill méi kleng wier, wéi et ganz oft duergestallt géif ginn. Vill Propriétairë géifen hir Terrainen net verkafen a se fir hir Kanner reservéieren. Zum Deel datt d'Kanner herno selwer drop baue kënnten oder wann de Terrain méi grouss ass, dann héiert een och nach ganz dachs vun de Propriétairen, „e läit jo gutt do, e frësst jo och kee Brout".

Dat wier, Här President, fir dat éischt Argument u sech ze zitéieren, eng „saine gestion du patrimoine familial qu'on ne saurait décourager par quelque politique que ce soit." Mä wat dat zweet Argument ugeet, fir den Terrain net ze libéréieren, do soen ech awer muss d'Politik sech Mëttele ginn, fir deem entgéint ze wierken. Datt een den Terrain hält fir säi Kand, dat fannen ech normal, mä et muss een awer net sechs, siwen, aacht Bauplazen hale fir ee Kand.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Steiererliichterunge beim Verkaf vun Terrainen, déi mir elo kierzlech an der Chamber elei gestëmmt hunn, wäerten hiert dozou bäidroen. Et wier op jidde Fall ze hoffen an ech si gespaant op den éischte Bilan, deen hei an dësem Dossier gezu gëtt. Dës Mesurë sollten eng incitativ Ureegung sinn. Sollte se awer net zum Zil féieren, misst ee sech aner Moossnamen iwwerleeën, déi eventuell méi re-

pressiv wieren an ech denken do un éischter Linn un e progressive Modell vun Impôt foncier fir Terrainen déi am Bauperimeter leien an net genotzt ginn. Allerdéngs misst esou e Modell och Abattementer oder Exemptioune virgesinn, notamment fir e Bauterrain - wann eng Famill Bauterrainen huet a si huet e puer Kanner - pro Kand a Reserv kënnen ze halen. An den Här Norbert Haupert ass schonn drop agaangen, och déi Terrainen déi nach beackert ginn a wou de Propriétaire nach aktiv an der Landwirtschaft täteg ass, dierften esou enger Moossnam net ënnerleien.

Déi Professionell aus dem Immobiliesecteur hu gesot, datt si kee groussen Intérêt hunn, fir mat de Präisser vun de Bauterrainen ze spekuléieren andeems se se zréckhalen. Hu se een Terrain emol kaf, wëlle si u sech an der Regel hir Projeten och drop realiséieren, an dat schéngt mer och glafwierdeg ze sinn, wann ech dat esou novollzéie kann.

D'Chambre d'Agriculture ënnerstraicht och do nach eng Kéier, datt d'Bauere keng Responsabilitéit um Niveau vun der Bauspekulatioun an der Präisexplosioun droen. D'Terraine sinn en Aarbechtsinstrument fir d'Baueren an dofir musse si, wéi schonns gesot, soulaang si aktiv sinn, d'Terrainen och kënnen exploitéieren.

Wéi gëtt d'Wunnengspolitik vun der Regierung évaluéiert? All Organisatiounen déi vun der Kommissioun gelauschtert gi sinn, sinn d'accord fir Folgendes ze soen: „Zënter dem Schafe vun deem Logementsministère am Hierscht 1989 si vill a gutt Initiative geholl ginn, souwuel fir den Accès zum Logement an den Accès zu der Propriétéit ze verbesseren, wéi och d'Förderung am Beräich vun de Mietwunnengen." Et wor awer ze erwaarden, datt d'Meenungen iwwert d'Effikassitéit vun deenen eenzelne Moossnamen an hir Resultater géifen ausernee goen. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt d'Logementsminister, den Här Fernand Boden, d'Problematik ni op déi liicht Schëller geholl huet. Dat finanziellt Engagement iwwert déi lescht zéng Joer ass, géif ech soen, dee beschte Beweis dofir.

Wat sinn elo d'Eckdate vun dëse Mesuren? An deene leschten zéng Joer huet de Stat ongeféier 1,2 Milliarden Euro an de Logement investéiert. Dat maachen zirka 120 Milliounen Euro pro Joer aus.

(Interruption)

Ma jo, den Här Boden huet och eng gutt Aarbecht do gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ma, da waart emol bis ech fäerdeg sinn.

(Hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Oh, also Här Di Bartolomeo, Dir wäert awer jo elo net mengen, datt ech lech elo applaudéieren a mengen, Dir hätt d'Wourecht eleng gepacht.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Net eleng.

(Hilarité et interruptions)

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Also d'Unzuel vun de Stéit, déi an de Genoss vun de staatleche Bäihëllefe komm sinn, ass grad sou impressionant. 29.000 Stéit hu vun den Aides en capital profitéiert. 38.000 vun den Aides en intérêts an 31.000 vum Remboursement vun der TVA. Déi öffentlech Promoteurë kruten um Niveau vun den Aides à la pierre bal 183 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt.

Mä trotz all dësen Efforte konnt awer d'Offer vun de Wunnengen d'Nofro ëmmer nach net befriddegen. Dat ass eng Tatsaach, déi keen heibanne kontestéiert; ech mengen och net den zoustännege Minister. Dofir huet de Fernand Boden Enn 2001 de Programme d'action „logement" op d'Schinn gesat. Dëse Programm gesäit zirka 30 Moossname vir, déi progressiv ëmgesat solle ginn. Déi meescht vun hinne mussen dann och an e Gesetzestext gekleet ginn.

Ech erënnere kuerz drun, datt d'Chamber deen éischte Volet, dat heescht de steierlechen Aspekt scho virun der Summervakanz gestëmmt huet. Mat enger Rei vu fiskaleschen Incitatioune soll haaptsächlech d'Offer u Wunnenge vergréissert ginn. D'Plus-valuë gi manner héich besteiert. D'Droits d'enregistrement sinn an der Praxis praktesch ofgeschaaft ginn. De Remboursement vun der Logement-TVA gëtt méi séier gemaach, bedéngt duerch déi elo méiglech direkt Applicatioun vum Taux super réduit vun 3%.

Ech wëll elo nach op e puer méi spezifesch Punkte kommen. Ee wesentleche Punkt vum reforméierte Bäihëllefegesetz vun 1979 ass d'Vergréisserung vum Parc locatif public. Am Moment ginn et 4.058 öffentlech Mietwunnengen. Dës Zuel representéiert nëmmen 3,4% vum Gesamttotal u Wunnengen an 11,43% vun der Zuel u Mietwunnengen. De Parc locatif, deen ënnert de Régime vum 1979er Gesetz fält, zielt am Ganzen 2.966 Unitéiten, wat 2,5% ausmécht.

Ech erënneren drun, dass Stéit mat niddrege Léin, Famillje mat ville Kanner, al Leit a physesch handicapéiert Leit ënnert dëse Regime falen. D'Zuel vun den öffentleche Mietwunnengen ass also net héich. Op jidde Fall net héich genuch. Si ginn net duer fir d'Nofro zefridden ze stellen.

Wat sinn d'Grënn fir dës onbefriddegend Situatioun oder d'Deelgrënn - ech wëll net soen d'Haaptgrënn? Vill Gemenge si menger Meenung no retizent wann et drëm geet, d'Schafe vun öffentleche Mietwunnengen op hirem Territoire ze genehmegen. Si fäerte ganz oft e Wuesstum vun der Bevölkerung op hirem Territoire, wat en zousätzleche Besoin un neien Infrastrukture mat sech brèngt. Nei Infrastrukture bedeiten e weidert finanziellt Engagement, wat ganz oft substanziell ass. Ganz dacks an haaptsächlech an deene méi klenge Gemengen hunn d'Awunner, géif ech soen, Berührungsängscht wann et heescht et kommen där Wunnengen an eis Uertschaft. Aner Gemenge fäerten eng Moinsvalue vun hirer Liewensqualitéit a vun hire Bierger.

Aus dëse Grënn an och anere gesäit d'Gesetz eng massiv Erhéijung vun de finanzielle Mëttele vir, déi de Stat den öffentleche Promoteuren, wéi zum Beispill de Gemengen, zur Verfügung stelle kann. Den Objectif ass fir d'Gemengen ze encourageiere méi Mietwunnengen ze bauen. De Stat hëlleft hei de Gemengen, fir datt se hire Responsabilitéiten am Beräich vun der Wunnengspolitik besser kënne gerecht ginn. Deen noutwendege politesche Courage allerdéngs fir fir sozial Wunnengen ze si mussen allerdéngs déi kommunal Politiker selwer opbréngen.

Wéi gesäit elo déi nei finanziell Ënnerstëtzung konkret aus? Dem Stat seng finanziell Bedeelegung kann a verschiddene Fäll bis zu 70% oder souguer bis zu 75% vum Baupräis oder dem Acquisitiounspräis bei Mietwunnenge goen. Weiderhi kann de Stat bis zu 50% vun de Kächte bei der Schafung vun Erzéiungs- a Garde-Infrastrukturen droen. Bei der Schafung vu Spillplazen a Gréngflächen huet de Stat d'Méiglechkeet bis zu 70% vun de Käschten ze droen. Déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Gemengen duerch de Stat ass an dësem Domän considérabel an och, géif ech soen, generéis.

Ech mengen, dass d'Gemengen elo kee Grond méi däerften hu fir net mat op de Wee vun öffentleche Mietwunnengen ze goen. Jiddefalls dierft de Grond net méi finanzieller Aart sinn. Si kréie mat dëse Mesuren nei Infrastrukturen zu engem ganz groussen Deel cofinanzéiert. Et ginn och Infrastrukture gefördert, déi d'Liewensqualitéit net nëmmen erhalen, mä souguer erhéije wäerten.

Wichteg heibäi ass allerdéngs, dass dës Subventiounen, Här Minister, séier un d'Gemengen ausbezuelt ginn. Et däerf net sinn, dass d'Gemengen e Joer oder zwee Joer op dës Subventiounen, op dës Sue waarden, well et handelt sech hei mat Sécherheet net nëmmen ëm 100.000 Euro. Hei sinn, wann esou gebaut gëtt, mat Sécherheet ganz aner Montanten am Spill.

D'Chambre des Métiers ass averstanen, dass d'Schafen an d'Gestioun vu soziale Mietwunnengen an de Ressort vun de Promoteurs publics falen. Si fuerdert awer en Audit fir d'Grënn erauszefannen, firwat déi privat Promoteuren u sech trotz gudde Viraussetzungen sech net fir de Bau vu soziale Mietwunnengen interesséieren. Si froen duerfir en Audit an ech sinn och der Meenung, dass esou en Audit emol eng Kéier soll gemaach ginn. Ech mengen, dass wann déi privat Promoteuren do géife mat aklammen, da kéim eng zousätzlech Dynamik an dëse Marché eran.

Wat déi privat Mietwunnenge betrëfft seet d'Chambre des Métiers ganz kloer, dass dëse Beräich am Ressort vun de private Promoteure bleiwe soll. Si dréckt gläichzäiteg hire Wonsch aus, dass d'Gesetzgebung iwwert de Bail à loyer séier reforméiert soll ginn. An der zoustänneger Chamberskommissioun besteet e relativ grousse Konsens, dass d'Bail-à-loyer-Gesetz modifizéiert gi muss. Den Investissement a Mietwunnenge muss erëm méi interessant ginn.

Ech mengen dat emol net nëmmen um finanzielle Plang, dat ass mat Sécherheet net de springende Punkt. Et gëtt hei och aner Domänen, déi wuel wichteg sinn an déi geännert gi missten. Et ass och esou am Programme d'action «logement» virgesinn. Et ginn do e puer Piste proposéiert an ech mengen, dass et och net doriwwer erausgoe soll, mä ech wëll awer op verschidde Punkten dovunner agoen.

Éischtens gëtt proposéiert fir mat der Differenziatioun tëschent de Wunnengen, déi virum Zweete Weltkrich gebaut goufen an deenen, déi nom Krich gebaut goufen, Schluss ze maachen. Et ass nämlech festgestallt ginn, dass vill Wunnengen, déi virum September 1944 gebaut goufen, entretemps renovéiert gi sinn a sech dowéinst an engem besseren Zoustand befanne wéi munch Wunnengen, déi no dësem Datum gebaut goufen.

Wann een awer elo vun haut op mar dës zwou Kategorie vu Wunnengen d'selwecht behandelt, besteet selbstverständlech de Risiko, dass d'Mietpräisser vun deene Wunnengen, déi virdru gebaut gi sinn, vun engem Dag op deen anere ganz séier klamme wäerten. Dat soll awer méiglechst verhënnert ginn. E Mëttel wier fir eng progressiv Adaptatioun vun de Loyere vun deene Wunnenge virzegesinn. Hei kéint ee sech zum Beispill virstellen, dass de Betrag vun der Adaptatioun iwwer eng Period vu fënnef Joer kéint verdeelt ginn. Allerdéngs misst de Propriétaire vun esou engem renovéierten Haus awer och den Noweis bréngen, dass hie wierklech investéiert huet.

Vill al Wunnenge stinn haut eidel, well keen Uräiz besteet fir ze renovéieren. An dësem Beräich schlummert nach mat Sécherheet eng gewësse Kapassitéit vun net genotztem Wunnraum.

En zweete Punkt betrëfft de Virschlag fir den Taux vu 5% bei der Fixatioun vum Loyer bäizebehalen. Wat de Wäert betrëfft fir de Loyer ze berechnen, mengen ech, dass et méi gerecht wär, wann een de Wäert vum effektiv investéierte Kapital an den Degré de vétusté vum Gebai géif a Betruecht zéie fir de Loyer ze fixéieren. Hei misst de Propriétaire am Fall wou d'Loyerskommissioun mat deem Litige befaasst wier och déi néideg Dokumenter bréngen. D'Valeur vum Terrain selwer gehéiert a mengen A selbstverständlech zum Capital investi a muss och dozou gerechent ginn.

D'Majoritéit vun der Kommissioun huet sech dofir ausgesprach den Délai d'adaptation vu momentan dräi Joer op zwee Joer erof ze setzen. Eng automatesch Indexéierung vun de Loyeren ass net wënschenswäert an ass och aus deem Grond net zréckbehale ginn.

En anere Punkt wier fir d'Rechter an d'Pflichte vun deenen zwou Parteien, op enger Säit de Locataire, op där anerer Säit de Propriétaire, ze équilibréieren. Et kann net sinn, dass ëmmer nëmmen eng Partei sech un de Kontrakt hale muss. E Kontrakt, deen awer an der Regel déi zwou Parteien ënnerschriwwen hunn. Ech sinn der Meenung, dass ee sech do muss Prozedure ginn, déi souwuel deem enge seng Rechter garantéiere wéi och deem anere seng.

Fënneftens gëtt proposéiert fir Luxuswunnengen aus dem Bail-à-loyer-Gesetz erauszehuelen. Dat ass u sech eng gutt Propositioun. De Problem ass allerdéngs: Wéi definéiert een eng Luxuswunneng, oder wat versteet een ënnert enger Luxuswunneng? Deen ee versteet drënner, wann am Buedzëmmer gëlle Krinn sinn. Deen anere mengt, wann dräi Hektar Terrain ronderëm d'Haus wären, dann hätt hien eng Luxuswunneng. Et ass ganz schwéier eng Definitioun fir esou eng Luxuswunneng ze fannen.

Ech sinn der Meenung, dass ee soll higoen a soe wann zwee Partner e Loyer ënnerschreiwen, dass ab engem Montant x, ech soen elo emol einfach, fir e Montant ze soen, 80.000 Frang, déi zwee sech musse bewosst sinn, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt. Ech wëll elo net iwwert de Loyer diskutéieren, mä ech sinn awer der Meenung, dass dat en einfache Kritär wier an déi zwee géife jo da ganz genau wësse wat se ënnerschriwwen hätten, an dass se dann net méi ënnert d'Gesetz vum Bail à loyer fale géifen. Wann deen nächste kéim da misst dat erëm nei verhandelt ginn. Jiddefalls hätt een dann e Kritär, deen einfach ze handhabe wier an net komplizéiert wier.

En anere Punkt betrëfft d'Mietkommissiounen an de Gemengen. Hei war d'Kommissioun der Meenung, dass et zu enger méi grousser Professionaliséierung komme muss. Konkret heescht dat, dass Expären hëllefe solle fir d'Berechnunge vun de Loyeren ze maachen. Et ass och menger Meenung no guer net néideg, dass all Gemeng eng Mietkommissioun huet. Eng pro Kanton oder eng, wann eng festgesaten Zuel vun Awunner iwwerschratt gëtt, géif menger Meenung no duer goen.

D'Neutralitéit an d'Kompetenz an der Matière vun de Persoune mussen awer Haaptkritäre si bei der Besetzung vun esou enger Kommissioun. Ech hunn elo eng pro Kanton proposéiert, mä ech wär eigentlech emol frou, wann ee kéint eng Kéier iwwert de Ministère de l'Intérieur e Relevé maachen, wéi dacks iwwerhaapt déi Mietkommissiounen an deenen eenzelne Gemengen tagen.

Une voix.- Wa se befaasst ginn.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Jo, dat ass an der Rei, wa se befaasst ginn, mä ech géif gäre wësse wéi dacks se tagen, well da kéint ee vläicht zur Konklusioun kommen, dass et géif duer goen, wa mer eng Mietkommissioun pro Distrikt hätten an net pro Gemeng eng Mietkommissioun, well ech kann nëmme fir meng Gemeng soen, dass se bei eis net dacks tagt a wa mer eng Mietkommissioun hätten am ganze Kanton, da géif se nawell net dacks tagen.

(Interruption)

Jo, duerfir soen ech wier et emol gutt wann een e Relevé hätt, well da kéint een emol eng Kéier feststelle wéi dacks déi Mietkommissiounen duerch dat ganzt Land tagen an da kéint ee soen, ob een eng pro Kanton oder eng pro Distrikt bräicht.

E weidere wichtege Punkt bei dëser Orientéierungsdebatt war den Droit de préemption. An der Lëtzebuerger Gesetzgebung gëtt et bis elo, mengen ech, wann ech gutt informéiert sinn, nëmmen eng Zort vun Droit de préemption. Dësen Droit de préemption spillt zu Gonschte vum Mieter, wann de Propriétaire seng Wunneng verkafe wëllt, mä da muss dat och esou am Loyerskontrakt dra stoen. Bei eis gëtt et op jidde Fall keen Droit de préemption zu Gonschte vun der öffentlecher Hand. A mat öffentlecher Hand mengen ech mol virun allem an dësem Fall d'Gemengen.

Déi franséisch Gesetzgebung kennt den Droit de préemption zu Gonschte vu verschiddene Collectives locales oder öffentlechen Organismen, wann de Propriétaire säi Grondstéck verkafe wëllt. Hei mussen allerdéngs verschidde Konditiounen erfëllt ginn. Dëse Mechanismus erlaabt eng aktiv Interventioun um Marché foncier am Sënn vum Intérêt general ouni Expropriatioune musse virzehuelen, an op där anerer Säit erlaabt en och eng effizient Kontroll vun dësem Marché.

Ech mengen, dass ee sech dat eeschthaft iwwerleeë muss, fir och zu Lëtzebuerg esou en Droit de préemption ze schafen aus verschiddene Grënn, wéi zum Beispill fir d'Spekulatioun an d'Zréckhale vu Bauterrainen, wéi zum Beispill d'Kreatioun vu Réserves foncières. De Marché immobilier ass mat senger eegener Dynamik net amstand fir all dës Problemer ze léisen. De Pouvoir public soll an engem gewëssene Mooss hei intervenéiere kënnen. Wann den eeschte Wëllen awer besteet fir eng gewësse Kapassitéit u Réserves foncières ze schafen, dann, Här President, musse mer eis dofir och d'Mëttele ginn, fir dat ze maachen. Hei wier den Droit de préemption zum Beispill e ganz adequat Instrument. Esou en Droit de préemption zu Gonschte vun de Gemenge muss allerdéngs verschiddene Konditiounen ënnerleien.

Éischtens, däerf e keen allze groussen administrativen Opwand mat sech bréngen. Dofir sinn ech och net der Meenung, dass den Droit de préemption op all Parzelle vum Lëtzebuerger Land soll ausgedehnt ginn. Ech mengen, dass ee sech soll beschränken op déi Terrainen, déi innerhalb vum Perimeter leien an déi eventuell innerhalb enger Zone tampon leie vun 100 oder 200 Meter, déi eben dann ze definéieren ass. Mir kennen esou eng Zone tampon schonn aus dem Remembrementsgesetz. Ech mengen, dat géif an enger éischter Phas duergoen, fir eng Réserve foncière ze schafen, wann d'Gemengen do e Mëttel hätten, fir un déi Terrainen eranzekommen.

Wéi soll dat elo geschéie wann zwee Partner sech eens sinn iwwert de Verkafspräis vun deem Terrain. Da kënnt ech mer virstellen, dass et eng Obligation d'informatioun géif ginn zu Gonschte vun de Gemengen. D'Gemenge missten dann informéiert ginn, dass deen Terrain zum Verkaf usteet an dann hätt d'Gemeng eng gewëssen Zäit fir Jo ze soen ob se Liebhaber wier oder net. Et däerf op kee Fall esou sinn, dass vun deem Moment u wou d'Gemeng informéiert gëtt, de Präis an iergendenger Form nach eropgeschaukelt géif ginn. Selbstverständlech, wann d'Gemeng Jo seet, da géif se den Droit de préemption a Kraaft setzen. Seet se Neen, da mussen déi zwee Partner awer och zu hirem Engage-

ment stoen, well soss wier et u sech einfach, wann zwee Partner géifen e gudden zolidden héije Präis ausmaachen, dann op d'Gemeng goen a wann d'Gemeng géif soe Jo, da géife si sech an d'Fäischtche laachen. Ech mengen, da missten déi zwee och zu deem stoe mat deem se op d'Gemeng gereest sinn. Ech mengen net, dass et aneschters kéint goen.

Här President, ech wëll och an deem Sënn eng Motioun areechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

Considérant

- les efforts substantiels réalisés ces derniers temps par le Gouvernement dans le domaine du logement;

- le programme d'action «Logement» adopté par le Gouvernement en 2001;

- le 8e programme de construction de logements subventionnés prévoyant la création de 9.000 logements nouveaux;

- l'insuffisance de l'offre de terrains pour satisfaire la demande qui a provoqué une flambée des prix des terrains à bâtir au cours des dernières années;

- les difficultés qu'éprouvent de ce fait les ménages même à revenu moyen à acquérir un logement à un prix abordable;

- les mesures fiscales temporaires et durables (droit d'enregistrement) récemment votées par la Chambre des Députés et devant encourager l'offre sur le marché d'immeubles et de terrains à bâtir;

- que, malgré la préférence de notre population pour le logement en propriété, il existe une demande non négligeable pour le logement locatif;

- que l'investissement dans l'immobilier locatif ne connaît pas le même engouement que l'investissement mobilier;

- que, malgré les efforts des promoteurs publics dans le domaine du logement à coût modéré, il existe toujours des ménages à revenu modeste qui ne trouvent pas de logement à un loyer adapté à leur revenu.

Encourage le Gouvernement

- dans ses efforts pour favoriser l'habitat et pour freiner l'éclatement des fonctions urbaines, la dispersion et la ségrégation de l'habitat, l'augmentation du prix du foncier ainsi que la pollution et les nuisances environnementales;

- dans sa proposition d'alléger la procédure d'adoption des plans d'aménagements particuliers (PAP) en imposant des délais impératifs à respecter par toutes les autorités à tous les stades de la procédure ;

- dans sa tentative d'élaboration - et en accord avec les autorités communales - d'un règlement uniformisé sur les bâtisses, les voies publiques et les sites qui impose à toutes les communes des normes minima de sécurité, d'hygiène et de salubrité ;

- à poursuivre ses efforts en vue de la création d'un nombre accru de logements à coût modéré destinés à la vente, mais aussi et surtout à la location.

Invite le Gouvernement

- à revoir les critères d'octroi des aides au logement afin de permettre aux ménages à revenu moyen de bénéficier de ces aides;

- à encourager les promoteurs publics à recourir plus systématiquement à la formule du bail emphytéotique;

- à encourager les promoteurs publics à créer des réserves foncières en poursuivant sa politique de participation au financement de l'acquisition de terrains;

- à étudier l'introduction d'un droit de préemption au profit des communes sur les offres de terrains et immeubles faites sur leur territoire;

- à encourager les promoteurs publics à réaliser des projets d'habitat de qualité qui répondent aux besoins de la population, aux objectifs du développement durable et à ceux de la qualité de vie;

- à mener une réflexion approfondie au sujet de la capacité financière des communes, essentiellement pour celles qui envisagent de concrétiser et celles qui ont déjà concrétisé leurs potentialités de développement en matière de logement, le tout au vu des dépenses subséquentes à l'accroissement de la population;

- à poursuivre les efforts entamés sur le plan fiscal afin d'encourager une augmentation de l'offre de terrains sur le marché et à recourir à des mesures plus contraignantes, dans l'hypothèse où les mesures incitatives n'aboutiraient pas à des résultats concrets;

- à réformer, en concertation avec les autorités communales, les dispositions en matière de l'impôt foncier dans le but d'enrayer la rétention de terrains à bâtir pour des raisons de spéculation et d'éviter que des maisons entières ne restent inhabitées par manque d'intérêt de leur propriétaire, tout en veillant dans ce contexte à ce que les familles qui souhaitent transmettre des terrains à leurs enfants à des fins d'habitation personnelle ne soient pas touchées par ces mesures;

- à prévoir des dispositions sanctionnant ceux qui transforment sans autorisation les immeubles ou appartements construits à des fins d'habitation en des locaux devant servir à titre de bureaux ou de commerces;

- à réformer la législation sur le bail à loyer, dans le but d'encourager l'investissement dans le logement locatif, dans le sens:

+ à supprimer la différenciation entre les maisons construites avant ou après le 10 septembre 1944 et à prévoir, le cas échéant, une adaptation progressive des loyers pour les contrats en cours;

+ à maintenir le taux de 5% pour déterminer le loyer et, en ce qui concerne la valeur à prendre en considération pour le calcul du loyer, à se baser sur le capital réellement investi (valeur du terrain comprise) et sur le degré de vétusté de l'immeuble;

+ à ramener le délai d'adaptation des loyers de 3 ans à 2 ans;

+ à rééquilibrer les droits et devoirs respectifs des locataires et propriétaires, notamment en raccourcissant les délais dans lesquels un locataire doit, dans des cas bien déterminés, libérer un logement;

+ à établir une définition d'un logement de luxe qui prend en considération le critère du capital investi par m² de surface habitable et à exclure les logements de luxe des dispositions de la loi sur le bail à loyer;

+ à réformer les commissions de loyer dans les sens d'une plus grande professionnalisation;

- à étudier la création d'une agence de location pour logements à loyer modique qui prend en charge la gestion de la location desdits logements en lieu et place des propriétaires;

- à mettre en œuvre le carnet de l'habitat afin de profiter du parc immobilier existant en favorisant la rénovation d'anciennes bâtisses de manière durable dans le cadre des dispositions de la prime d'amélioration ainsi que la conservation et l'amélioration du patrimoine immobilier existant.

(s.) Lucien Clement, Simone Beissel, Norbert Haupert, Ady Jung, Marco Schroell.

(Interruption)

Also wann ech richteg gezielt hunn, da sinn der fënnef drop.

M. le Président.- Dir kënnt lech berouegen, et sinn der fënnef drop.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- E weidere Grond fir déi ugespaante Situatioun um Wunnengsmaart läit mat Sécherheet och an der Schwéierfällegkeet vun deenen administrative Bauprozeduren, déi mer hunn. Dës Prozeduren dauere vill ze laang a verzögere soumat och vill Bauprojeten. E grousse Problem läit mat Sécherheet an der duebler Kompetenz vun dësem Dossier, an der Kompetenz vum Inneministère a selbstverständlech och an där vun de Gemengen.

D'Chambre des Métiers beriff sech hei op eng Etüd vun der Association Luxembourgeoise des Organisateurs de la Construction, ALOC, déi kloer weist, datt d'Problemer um Wunnengsmarché och zu engem Deel vun dëser Schwéierfällegkeet betraff sinn. Wann een dëser Etüd gleewe kann, da wier am Moment eng Bausurface vun ongeféier enger Millioun Metercarré um Instanzewee fir autoriséiert ze ginn. Dat entsprécht 5.000 Appartementer an 800 Eenzelwunnengen. Ech konnt déi Zuelen net iwwerpréiwen, mä wann dës Zuele richteg sinn, werft et mat Sécherheet Froen op. An deem Szenario misst eng Reform vun den administrative Bauprozeduren esou séier wéi nëmme méiglech ëmgesat ginn. An dësem Kontext erwaarden ech mer vill vum Projet de loi iwwert den Aménagement du territoire, dee vum Innenminister ausgeschafft ginn ass. Den Innenminister ass och gëschter op déi Problematik hei an der Froestonn agaangen an en huet de Problem, géif ech soen, richteg erkannt an e wäert deene verschiddene Partner, wéi e gëschter gesot huet hei an der Chamber, och déi néideg Reformvirschléi do maachen.

Schlussendlech kommen ech nach zu engem Punkt, deen d'Kommissioun u sech an hirem Rapport net développéiert huet. Dat ass de fiskaleschen Traitement vum Bauspueren. Hei misst menger Meenung no vläicht nogebessert ginn, fir d'Bauspuere méi interessant ze maachen. Ech sinn enger Erhéijung vum Abattement fiscal ganz positiv agestallt. Am Moment läit den Abattement beim Bauspuere bei 670 Euro fir e Jonggesell. Dat ass, muss ee soen, relativ wéineg. Firwat kann een elo net dëse Betrag erhéijen?

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hei ganz konkret Propositioune gemaach. Si proposéiert 1.500 Euro fir e Jonggesell an 3.000 Euro fir eng Koppel, plus nach eng Kéier 1.500 Euro fir all Kand vun der Koppel.

Eng weider Méiglechkeet wär vläicht nach fir e gesetzleche Kader fir e Fonds d'investissement immobilier ze schafen, wou den Investisseur e gewëssene Betrag vun der Steier ofsetze kann. Laut mengen Informatioune sollen esou Immobiliefongen an Däitschland fonctionnéieren an emol guer net schlecht.

Dat waren, Här President, e puer Virschléi, déi ech nach zu dësem Rapport wollt maachen, a mengem eegenen Numm an am Numm vun der CSV.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo bal zwee Joer intensiv a gutt iwwer d'Problemer vum Wunnengsmaart diskutéiert an et ass richteg - an ech sinn och frou, dass den Norbert Haupert dat gesot huet -, dass et ënner anerem d'Interpellatioun vum 4. Juli 2001, déi eis Fraktioun ugemellt hat, war, déi déi Diskussioun an der Chamberskommissioun an déi déi Orientéierungsdebatt ageleet huet. Ech wëll dem Norbert Haupert fir säi gudden a komplette Rapport félicitéieren an ech wëll dat ënnersträiche wat mäi Virriedner gesot huet, dass dee Geescht an deem hien un déi Diskussioun erugaangen ass, en oppene war. Dat heescht, op fir nei Virschléi an dofir soen ech em merci an ech hoffe mat alle Kolleegen aus der Kommissioun, dass deen oppene Geescht sech net op de Rapport an op d'Kommissioun limitéiert, mä dass deen och an déi praktesch Aarbechte vun der Regierung wäert erafléissen.

Mir hunn an deene leschten 18 Méint eng gutt Bestandsopnam gemaach an d'Fakten iwwert d'Problematik Wunnengsbau, géif ech mengen, leien elo alleguer oder jiddefalls déi meescht, déi mer konnten erfaassen an där gudder Diskussioun mat de Forces vives aus deem dote Beräich, um Dësch a si gräifbar. Mä mir sollen eis awer bei aller Iwwerzeegung, dass mer gutt geschafft hunn, näischt virmaachen. Well während eisen Debatte sinn d'Problemer um Wunnengsmaart net méi kleng ginn; au contraire. D'Situatioun ass op eenzelne Gebidder nach méi schlecht ginn.

Elo mengen der e puer et wär alles net esou schlëmm a weisen drop hin, wat alles gemaach ginn ass. Jo, et ass e ganzen Arsenal vu Moossname komm, mä dat ännert awer näischt drun, datt, och wann d'Situatioun fir vill Leit hei zu Lëtzebuerg net dramatesch ass, d'Situatioun fir déi dramatesch ass, déi duerch d'Netz falen, déi net geholl kréien, an déi vergeblech op Wunnengssich sinn.

D'Baulandpräisser, an deenen zwee Joer wou mer diskutéiert hunn, si weider dramatesch an d'Luucht gaangen, d'Präisser vun de Wunnenge leien op absoluter Recordhéicht, a bei de Loyeren ass et genee datselwecht. Mir erreeche jiddefalls bei de Wunnengen nach ëmmer Recordloyeren an et feele weiderhi ganz vill Wunnenge fir jiddferengem dat Recht op Wunnen ze garantéieren.

Mir hunn et fäerdeg bruecht, aus dem Wunnengsbau e prioritären Thema ze maachen. D'Regierung - an dat ass och richteg - huet eng Rei vu Verbesserungsmoossname virgeluecht, aus deene mir Gesetzer gemaach hunn. Mä dës Moossnamen hunn - an ech soen dat ganz kloer - keen Duerchbroch un der Wunnengsfront bruecht. Et si punktuell Moossnamen, déi mer och begréisst a gestëmmt hunn, mä d'Situatioun huet sech net fundamental geännert, an ech behaapten nach wie vor, datt mer am Moment vläicht en Drëttel vun deem Wee zréck geluecht hunn, dee mer missten zréck leeën, fir datt um Terrain wierklech Wierkung kënnt. Zwar hunn déi Verbesserungen enger Rei vu Leit Erliichterunge bruecht, mä un der beonrouegter Gesamtsituatioun konnte se bis elo näischt Wesentleches änneren.

Op d'Gefor hi mech ze widderhuelen, mir hu jo elo e puermol hei op der Tribün iwwert de Wunnengsbau diskutéiert, sinn déi Moossnamen, déi eis Regierung eis an deene leschte Méint virgeluecht huet, sou eppes wéi e Befreiungsschlag, nodeem - an dat muss ee grad esou feststellen - d'Situatioun an deene leschte Jore verschlof gi war. Verschlof gi war, well mer eis, a well vill Leit sech der Gravitéit vun der Situatioun net bewosst waren. Firwat, mä well mer keng verlässlech Donnéeën iwwert déi Evolutioun haten, a well mer eis duerch gréisstendeels falsch Statistiken an enger Sécherheet gefillt hunn, déi awer net de Realitéiten entsprach huet.

Ech wëll et nach méi kloer soen. Déi heiteg Situatioun ass esou ugespaant, datt et mat enger Plooschter hei a mat enger Plooschter do net méi duergeet. Hallefhäerzeg an isoléiert Moossnamen, sou gutt wéi se och gemengt sinn, a sou positiv wéi se och fir déi Betraffe sinn, verpuffen ouni Wierkung an änneren näischt Fundamentales um Terrain.

Dofir wëll ech drun erënneren, datt eis Fraktioun vun Ufank un ëmmer insistéiert huet, datt mer eng kohärent Approche, net eleng iwwert de Wunnengsbauministère, net eleng iwwer Steiermoossnamen, mä mam private Secteur, mat deene Leit déi um Terrain schaffen, mat de Gemengen an och mat den Investisseure misste maachen, also eng konzertéiert Aktioun. An ech wëll soen datt déi Hearingen, déi mer gemaach hunn, an déi Aarbechten, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn, an déi dote Richtung ginn.

Well mer hunn eng vernetzten Approche kritt, mir hunn e ganz kompletten Iwwerbléck kritt, an dofir mengen ech, datt nodeem alles a ganz verständlecher Form, vläicht hei an do nach ze kompletéieren, um Dësch läit, déi nächst Etappe muss sinn, fir eng Mobiliséierung vun deene Kräften ze kréien, déi eis kënnen hëllefen de Wunnengsbauproblem e bësse méi dauerhaft an de Gréff ze kréien; an ech wäert herno dodrop zréck kommen.

Dat sinn e puer Pilieren op déi mer musse setzen, vun dem Awierken op d'Offer, vun dem Awierken op d'Hëllefen, a virun allem mol dat kritescht Hannerfroen iwwert d'Wierksamkeet vun eisen Hëllefen, ob iwwerall do geholl gëtt wou misst geholl ginn, an ob net de Mitnahmeeffekt op verschiddene Plaze besteet wou Hëllefen iwwerhaapt net noutwenneg wären, a souguer bal onverschämt ginn; ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Zum Beispill - et ass dat Flagrantst - wann een e Revenu vun enger halwer Millioun oder enger Millioun aler Frang de Mount huet an et baut ee sech en Haus vu 40 Milliounen aler Frang oder enger Millioun Euro, an et huet een d'Chance een, zwee oder dräi Kanner ze hunn, da kritt een iwwert d'Bonification d'intérêts bis op e gewëssene Punkt nach geholl. An ech mengen net, datt een hei am Haus der Meenung ass, datt déi dote Fäll nach staatlech Ënnerstëtzung bräichten.

An op där anerer Säit, um ënneschte Spross vun der Leeder, wann der de Mindestloun, oder de Mindestloun plus 50% hutt, an der huet zwee Kanner, an dir kënnt lech keen Eegenheem leeschten, an dir kritt keng sozial Wunneng, well der op der Waardelëscht op der 875ster Plaz sidd, an der musst op de fräie Maart eng Wunneng fir 30.000 Frang de Mount loune goen, da kritt der u staatlecher Ënnerstëtzung null Frang. Null Frang. Dat heescht deen déckste kann et fäerdeg bréngen, Bonificatiounen ze kréien, an dee ganz ënnen un der Leeder ass, dee just net den RMG kritt, dee kritt vu staatlecher Ënnerstëtzung näischt. Keng Hëllef, keng Allocation de loyer, näischt - an ech kommen nach eng Kéier dodrop zréck -, an et ass dat, wat ech domat mengen, datt mer eis Hëllefe kritesch sollen hannerfroen a kucken, ob se déi Wierkung hunn, déi mer eis vun hinnen erwaarden.

Mir hu bei der Interpellatioun an och bei der Presentatioun vun der Propositioun de loi eng ganz Rei vu Propositioune gemaach, wou mer eis erhofft hunn, datt se kéinten eng Verbesserung bréngen. Ech wëll och fairheetshalber soen, datt d'Regierung sech seriö domat auseneen gesat huet, an eng Rei vun Iwwerleeungen an hir Projete mat iwwerholl huet, awer nëmmen eng Rei vun Iwwerleeungen, an eng Rei vun aneren Iwwerleeunge fale gelooss huet, well se gemengt huet, dat géif vläicht ze wäit goen an och bei eenzelne Moossnamen, wou mir eng besser Kombinatioun vu Belounung a Reaktioun op Feelentwécklunge gesat hätten, just op d'Belounung gesat huet. An ech schwätzen do virun allem vun de steierleche Moossname bei den Terrainsverkeef, wou mer um halwe Wee stoe bliwwe sinn, well mer gesot hunn, mir begënschtegen elo

mol a mer reagéieren net op flagrant Feelentwécklungen; dat maache mer eréischt no 2005, wann dat, wat mer elo wëlles hunn, net direkt gewierkt huet.

Ech mengen, Här Minister, an dat iwwerrascht Iech net, datt, wa mer effikass hätte wëlle schaffen, mer déi zwou Moossname mateneen hätte solle kombinéieren an datt mer se, wourop mer nach zréck kommen, mat engem Droit de préemption fir d'öffentlech Hand hätte kënne verbannen, da wär nämlech sécher gestallt ginn, datt mer un déi Baulandreserve komm wären, déi mer eis alleguer wënschen, mä wou mer eis am Moment nëmmen zum Deel d'Mëttele ginn, fir se ze erreechen.

Ech wëll soen datt de Problem richteg erkannt ginn ass - an dat geet och wéi e roude Fuedem duerch de Rapport. Mir kennen an erkennen elo déi meescht Facettë vun dem Problem, mä heiansdo - an dat ass vläicht eng Kritik, Här Haupert, net un Iech, mä u Chifferen déi am Rapport stinn - widderhuele mer nach Chifferen déi vun der Realitéit widderluecht sinn a wou mer nach keng besser hunn, well den Observatiounszenter oder dee Service, dee fir fiabel Statistike soll suergen, nach net sou operationell ass wéi mer dat wënschen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Well da liese mer zum Beispill am Rapport no der Orientéierungsdiskussioun an der Chamberskommissioun, datt am Joer 2000 den Duerchschnëttspräis vun de Bauplazen hei am Land bei 13.249 Euro loung, dat si ronn 520.000 aler Lëtzebuerger Frang. Ech widderhuelen dat well et bei deene leschten Débaten sou schéi war. Wann Dir mer sot wou déi Duerchschnëttsbauplazen do leien - ech kréie vläicht e puer Suen zesummegekratzt, fir se selwer ze kafen. Mä d'Gemeng Diddeleng an all déi aner Gemenge géifen d'Bauplazen zu deem dote Präis kafen; wa se da jee géife reell existéieren. An ech behaapten hei datt se reell net existéierend sinn, déi eenzeg Chifferen déi an där Statistik eenegermoosse realistesch sinn, dat sinn déi iwwert d'Stad Lëtzebuerg, well do Spëtzten ausgewise si vun zwou an eng hallef Milliounen - den Här Meyers weess awer genee, datt dat keng Spëtzte sinn, mä datt dat d'Norm ass - an datt bei deenen zwou an eng hallef Milliounen an eenzelne Quartieren nach puer zerquetschten Euroen drop geluecht ginn, da si mer méi no bei der Realitéit.

Dann, well et esou pikant ass fir d'Leit, déi jo wësse wat um Terrain lass ass: D'Duerchschnëttsbauplaz zu Esch - dat geet aus dem Rapport eraus - huet 2000 560.000 Lëtzebuerger Frang oder 14.300 Euro kascht. Schued dass de Statsminister net do ass, well dee wär och iwwerrascht fir ze wësse wéi vill d'Duerchschnëttsplaz op der Kap kascht. Op der Kap läit se bäi 500.000 ale Lëtzebuerger Frang. A Lëtzebuerg Land läit den Duerchschnëtt bei 500.000 ale Lëtzebuerger Frang, ëmmer nach no där Statistik, déi mer am Rapport veröffentlecht hunn.

Wann een esou Statistiken huet, da muss ee mengen et géif kee Problem hei zu Lëtzebuerg ginn, mä déi dote Statistike sinn archifalsch, waren archifalsch a bleiwen et. Ech hu mer d'Méi gemaach fir op enger Rei vu Stéchprouwen nozesiche wéi dann déi reell existéierend Präisser iwwer Land sinn. Et wäert Iech net wonneren, dass ech bei menger eegener Gemeng ufänken. Do huet een 2000 nach eng Bauplaz kritt fir 800.000 Frang. 2002 muss een 200.000 Frang mindestens drop bliederen, fir iwwerhaapt nach eng ze kréien. Ech hunn zu Walfer…

(Interruption)

Gedëllegt Iech nach e bëssen, ech hunn Är Gemeng och dobäi.

Zu Walfer ass 2000 nach eng Bauplaz fir 1.000.000 ze kréie gewiescht. D'Spëtzt lung 2002 bäi 1,9 Millioune Frang. Zu Käerjeng war 2000 nach eng Bauplaz fir 600.000 Frang ze kréien. 2002 lung d'Spëtzt bäi 1,2 Millioune Frang. Ech kann déi Beispiller beliebeg fortsetzen. Ech hunn hei eng Lëscht an op där Lëscht - an op Éiren a Gewëssen: dat si reell existéierend Chifferen - hunn ech just eng Uertschaft fonnt, wou den Aräis nach ënnert der aler Millioun louch an dat war zu Mühlendorf.

(Interruptions)

All déi aner louchen iwwert der Millioun: bei 1,1, 1,2 bis zu 2,5; den absolute Maximum louch bei 2,8 Millioune Frang.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschten zéng Joer sinn d'Baulandpräisser hei zu Lëtzebuerg ëm dat Zweefacht oder Dräifacht an d'Luucht gaangen. Wat da besonnesch geckeg ass, dat ass, dass wann een 300 Meter iwwert d'Grenz geet, a Frankräich, d'Belsch an och zum Deel an Däitschland, da sinn déi Baulandpräisser fënnefmol, mat Spëtzte bis zu zéngmol méi bëlleg wéi bei eis. Et brauch ee just 300 Meter iwwert d'Grenz ze goen. Bei den Haiser...

(Interruption)

Dat ass an der Rei, mä mir vergläichen hei Terrain mat Terrain, Wiss mat Wiss an net Taxë mat Taxen. Da komme mer op en anere Punkt, mä eng Wiss ass eng Wiss, ob et eng franséisch, eng däitsch, eng belsch oder eng lëtzebuergesch ass.

(Brouhaha général)

Une voix.- Gitt Dir da riwwer wunnen, sot?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat géif Iech esou passen!

La même voix.- Majo sécher.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Minister, ech mengen do kann ech am Numm vum Alex Bodry matschwätzen an och vum Zanussi's Marc: Et gefält eis zu Diddeleng ganz gutt a mir wäerten och net do ewech plënneren, obwuel och op anere Plaze ganz sympathesch Leit wunnen. Op der Tribün sëtzt och een, dee weess wéi schéin et zu Diddeleng ass.

(Interruption)

Ma Dir hutt mech ënnerbrach.

(Interruptions)

M. le Président.- Fuert weider, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, bei den Haiser ass d'Evolutioun eng ähnlech.

(Interruptions)

Virun zéng Joer war en Eefamilljenhaus hei nach ze kréie fir 6 bis 7 Millioune. An der Zwëschenzäit leien d'Präisser vun Eefamilljenhaiser net méi ënner zéng Millioune, mat Spëtzte vun iwwer 15 Millioune. Wann een d'Präisser um Cents als Beispill hëlt, wat kee Luxusquartier war, mä wat e Quartier war, wou de Gros vun de Leit mat bescheidenen Akommesse gebaut hunn, do ass de Präis an der Zwëschenzäit mol zéng an d'Luucht gaang. Net bei deenen, déi nach ënnert d'Konditioun fale vun deenen zéng Joer, mä bei deenen, déi am fräie Verkaf sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir d'Situatioun ze ergänze muss ee soen, dass an der Zwëschenzäit Dausende vu Wunnengen zu fairë Präisser feelen. Dat gëllt fir d'Logements en propriété grad esou gutt wéi fir d'Logements locatifs, ouni elo emol dovun ze schwätzen - an dat ass ee Volet, Här Haupert, dee mer am Rapport net erwähnt hunn -, fir d'Situatioun ganz ënnen un der Leeder ze analyséieren: d'Opfangwunnengen, d'Schlofhändler an esou weider, wat och e Problem ass, deen zwar net direkt ënnert d'Kompetenz vum Ministère du Logement fält, mä awer trotzdeem existéiert, ganz ze schweige vun der Problematik vun de Sans-abri.

Mir sinn also konfrontéiert mat enger Explosioun vun de Baulandpräisser a mir kënnen nëmmen e Resultat opgrond vun där Situatioun kréien, wa mer eng ganz Rei vu Moossname gläichzäiteg ergräifen. Nëmmen da kënne mer d'Präisser an de Grëff kréien.

Ech zielen se am Telegrammstil op. Mir mussen Terrainen op de Maart kréien. Mir brauche Baulandreserven an öffentlecher Hand. Fir déi ze kréie brauche mer den Droit de préemption, dee sech am Rapport zwar e bësse méi zaghaft, mä ëmmerhin awer erëmfënnt. Mir brauche Fördermoossname fir de Verkaf vun erschléissbarem Land am Perimeter, mä net nëmme Fördermoossnamen, mä och Moossname fir ze reagéieren, wa spekulativ Elementer dobäikommen. Mir brauchen e wuel verstanent Baugebot. Mir brauchen e systematesche Réckgrëff op d'Emphytéose, well iwwert d'Emphytéose kann een iwwer laang Zäit en Terrain zur Verfügung stellen, wou de Baulandpräis net an d'Gewiicht fält.

Mer brauche raumspuerend Bauformen, well mer aneschters mat deem wäertvolle Gutt, wat d'Bauland ass, ëmgoe mussen. Mir kënnen net zouloossen, dass et weider verbëtzt gëtt. Deem musse mer bei der Planung, bei den Autorisatiounen a virun allem och bei der Subventionéierung Rechnung droen. Nëmme wann déi dräi Elementer do erëm zesumme gräife kréie mer eng Wierkung.

Dann d'Fro mat där mer eis och laang ausernaner gesat hunn an der Kommissioun: Eegenheem à tout prix oder Mietwunneng? Deen Entweder-oder geet net. Selbstverständlech, wéi dat an der Lëtzebuerger Traditioun de Fall ass, gëtt d'Prioritéit op d'Eegenheem geluecht esou wäit wéi dat méiglech ass, awer et sollen och serió Efforte beim Mietwunnengsbau gemaach ginn, well d'Eegenheem net à n'importe quel prix promovéiert gi soll, wann ee weess mat wat fir engen Afferen d'Eegenheemuschafung heiansdo verbonnen ass. Zwou bis dräi Generatioune mussen sech alt zesumme doen, fir dass deen, dee baut, déi noutwenneg Mëttelen huet fir d'Bauplaz a virun allem nach dat klengt Haus fir drop sech leeschten ze kënnen.

Mir hunn haut schonn d'Situatioun, dass eenzel Stéit iwwer 20 Joer wäitaus méi wéi d'Halschent vun hirem Revenu mussen ausgi fir sech hiert Eegenheem leeschten ze kënnen, wat ganz kloer e Surendettement ass. Wann ee bei engem Revenu vun 2.500 Euro de Mount der 1.200 de Mount op säi Prêt muss ofbezuelen, da gëtt et enk. Da gëtt et extrem enk.

Dofir d'Kombinatioun vu Förderung vum Eegenheem mat der Förderung vun dem Bau vun erschwéngleche Mietwunnengen, mat der Promotioun vun neie Formele wéi dem Mietkaf, deen d'Eegenheem an d'Mietwunneng matenee verbënnt. Iwwregens eng Form, déi hei zu Lëtzebuerg ni esou richteg Fouss gefaasst huet, déi awer an anere Länner systematesch gebraucht gëtt.

Dann ass richteg drop higewise ginn, dass de Problem, dee mer den Ament um Wunnengsmaart hunn, mat enger Rei vu Blocagen an der Praxis verbonnen ass. Deen éischte Blocage ass um administrative Plan ze sichen. Här Minister, Dir wësst dat. Bei de Genehmegungsprozeduren hu mer virun e puer Joer vum neien dynameschen Innenminister versprach kritt, dass déi Prozedure géife verkierzt ginn an dass hien alles maache géif, fir dass exzessiv Daueren net méi géife virkommen. Haut stelle mer fest, dass d'Délaien net…

(Interruption)

Dir hutt et gesot, Här Lux, Dir gesitt et aus der Praxis. D'Délaie sinn net méi kuerz ginn, mä si si méi laang ginn. D'PAGe si jorelaang an der Prozedur, d'Lotissementspläng si laang, ze laang an der Prozedur, wa se dann endlech aus där anerer Prozedur, der Gemengeprozedur, eraus komm sinn, wann d'Gemeng sech duerchgerongen huet fir deen doten oder deen anere Lotissement ze genehmegen.

Da si mer beim zweete Punkt vum Blocage, deen ëmmer vum Minister an d'Vitrine gestallt gëtt, an och vun der Regierung an d'Vitrine gestallt gëtt, de Blocage bei de Gemengen. Ech bestreiden net, dass d'Gemenge ganz virsichteg sinn ier se de feux vert gi fir nei Lotissementer a fir eng grouss Expansioun vun hirem Gebitt. Ganz einfach, well déi meescht, net all, net à même si fir dauerhaft d'Folgekäschte vun engem schnelle Wuesstum ze droen. An déi doten Iwwerleeunge sinn net nei. Wat nei ass, dat ass, dass se ufänke Gehéier ze kréien, well se déi doten Argumenter an der Zwëschenzäit a Rapporten erëmfannen, well Ministere soen, et misst ee jo mat de Gemenge schwätzen, an et misst ee mat de Gemengen Accorde fannen. Et ass zwar gutt dass ee Gehéier fënnt, et ass och gutt, wann ee prinzipiell Iwwerleeungen an déi dote Richtung mécht, mä et muss awer ënnert dem Stréch och eppes erauskommen.

Ganz kuerz nach eng Kéier déi Evolutioun an deem doten Dossier. Mir hate gemengt, 2001 beim Etat de la Nation hätte mer en Duerchbroch, well do de Premierminister héchstperséinlech gesot huet, déi Gemengen, déi wuessen, musse gehollef kréie bei den Infrastrukturen, mussen zolitt gehollef kréien, an ech engagéiere mech, dass dat dote geschitt. En huet dat fir all Gemenge gemengt, déi wuessen.

Dat Joer drop huet deeselwechte Statsminister op dëser Tribün gesot, dat d'lescht Joer, dat war net esou gemengt. Dat geet net esou, well d'Situatioun vun de Gemenge finanziell ënnerschiddlech ass. Ech hunn elo dem Wunnengsbauminister den Optrag ginn, fir mat eenzelne Gemenge Wunnengsbaupläng oder Entwécklungspläng auszeschaffen. An hei op der Tribün ass gesot ginn, den Innenminister huet scho mat enger Rei vu Gemenge verhandelt, fir esou Wunnentwécklungspläng ze maachen.

Ech hunn deemools hei gesot: Ech verstinn net mat wat fir enge Gemengen e soll geschwat hunn, well mir wëssen näischt dovun. Mir wësse weder am SYVICOL eppes dovun, nach wëssen déi grouss Gemengen, déi hei vertruede sinn, zwar net als Gemengen, mä wou mer eng Responsabilitéit an deene Gemengen hunn, eppes dovun.

Elo liesen ech dann dem Norbert Haupert säi ganz gudde Rapport, an do steet dran, den Innenminister huet an deene leschte Méint scho mat enger ganzer Rei vu Gemenge verhandelt, fir Wunnentwécklungspläng opzestellen. Abbee, Här Rapporteur, ech däerf mech jo un den Här Rapporteur wenden, fir dass en herno d'Geleeënheet kritt …

M. le Président.- Dir sollt Iech un d'Chamber wenden.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Also da Chamber, w.e.g. an Här Minister, wann esou Diskussioune stattfonnt hunn iwwer Wunnentwécklungspläng, sot eis w.e.g. mat wat fir enge Gemengen dat geschitt ass? Sot eis w.e.g. wat déi Konditioune sinn, déi de Gemenge gebuede gi sinn. Sot eis w.e.g. wat den Inhalt ass vun deenen doten Accorden, a sot eis w.e.g., ob et offe Verhandlunge solle sinn, déi mer alleguer solle gewuer ginn, oder ob et Geheimverhandlunge si mat enger Rei vu Gemengen, déi dem Minister oder de Ministeren e bësse méi genehm sin wéi aner Gemengen.

(Interruptions diverses)

Neen, ech hunn héieren dass Verhandlunge gefouert gi sinn iwwer nei Konditioune fir d'Folgekäschte vum Wunnengsbau opzefänken. Dat steet net am Plan-directeur, et deet mer Leed. Ech kennen de Plan-directeur zumindest grad esou gutt wéi Dir, an do steet näischt doriwwer. Do steet iwwer Entwécklungspolen, mä da muss awer och nach mat deene geschwat ginn. An do ass „motus" näischt, keng Diskussiounen, déi gefouert gi sinn.

D'Konklusioun dozou, wann de Blocage bei de Gemengen, an dat ass e reelle Problem, awer net well d'Gemengen net wëllen, mä well se ganz oft net kënnen, wann dee soll gehuewe ginn, ma da macht en Accord w.e.g. mat de Gemengen iwwert d'Folgekäschten, net déi just vu muer a vun iwwermuer, mä déi, déi och hannendru kommen, déi de Gemengen et erlaben, fir d'Chargen ze droen. A sot mer w.e.g. elo net, Här Minister, dass d'Regierung décidéiert hätt fir de Gemengen an Zukunft mindestens 25% bei de Schoulbauten ze ginn, well Dir als fréieren Educatiounsminister wësst genee, dass déi 25% keng 25% sinn; dat sinn der nämlech nëmmen zéng. Well déi Schoulen, wéi d'Regierung se baut, dat sinn nëmme Schoulsäll, an do ass näischt aneschters dobäi, keen Haff, keng Gäng, keng Toiletten an näischt, dat sinn déi Schoulen, wéi d'Regierung se baut a wéi se se subventionéiert. W.e.g. och emol eng Kéier eng serió Definitioun vun deem wat subventionéiert gëtt. A wann ech da ganz aktuell soll bleiwen, eis géif et schonn duergoen, ouni eis elo iwwert d'Privatschoulgesetz auszeschwätzen, wann Der d'Gemengeschoule genee esou géift ënnerstëtze wéi Der an Zukunft wëllt d'Privatschoulen ënnerstëtzen. Dat géing eis schonn duergoen; mir verlaange jo net vill.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Also, wa mer dat doten ofmaachen, da kritt Dir vill manner!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Oh Dir sidd ee Gudden, Här Minister!

(Brouhaha général)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Ech maachen en Deal mat Iech. Wann d'Gemeng Diddeleng d'accord ass, datselwecht ze kréie wéi déi privat Primärschoulen, da kommt Der kräischen duerno.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wann Dir selwer gleeft, dass 80% fir Privatschoulen manner si wéi 5% fir öffentlech Gemengeschoulen, wann Der eeschthaft behaapt, dass 90% vun de Betribskäschte manner si wéi Null Frang vu Betribskäschten fir d'Gemengeschoulen, da si mer an enger anerer Welt.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dann hutt Dir de Projet net gelies!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nach ze gutt, Här Minister! Mä dat ass eng aner Diskussioun. Mir hunn elo just déi Diskussioun iwwert de Subventionnement vu Gemengeschoulen. Déi aner Diskussioun, déi kënnt, déi hutt Dir net als Minister ze droen, och wann ech weess, dass Der ganz frou sidd iwwert deen dote Projet, mä Dir hutt e just net duerchkritt séngerzäit, an dofir huet d'Madame Brasseur misse kommen als liberal

Ministerin fir dat ze maachen, wat Dir an deenen aneren Zäiten net fäerdegbruecht huet. Ech kommen esou lues awer sécher…

M. le Président.- ...zum Schluss!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ah neen, ech hunn nach ganz vill Minutten, Här President.

M. le Président.- Oh, ganz vill sinn et der net méi! Dir hutt nach genau fënnef Minutten, déi Der hei uginn hat an Är Partei. Ah, wann Dir déi aner mathuelt, mä Dir hutt lech nëmme mat 35 Minutten ageschriwwen.

(Interruption)

Hie provozéiert och, an dofir géing ech lech de Rot ginn, Här Di Bartolomeo, elo haalt Der Är Ried, maacht Ären Exposé, an déi aner sollen nolauschteren an net dauernd ënnerbriechen. Well dat bréngt guer näischt. Mir sinn net klenglech hei, mä et muss ëmmer alles eng Kéier en Enn hunn, an déi Diskussioun hei ass vill zevill seriö, fir do nach de Geck ze maachen a Bemierkungen ze maachen, déi menger Ansicht no net grad ubruecht sinn. Also, Här Di Bartolomeo, fuert elo schéi virun an déi aner sollen nolauschteren an net méi ënnerbriechen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President, ech wollt och guer net mat lech streiden, well Dir, an ech sinn nach wie vor där Meenung, dee Minister waart, deen et mat de Gemengen am beschte gemengt huet an deen d'Gemengen am beschte kannt huet.

(Hilarité)

Ech kommen dann zu deem nächste Punkt, deen extrem wichteg ass. Dat ass dee vun den Hëllefe fir d'Leit, déi sech eng Wunneng solle kënne leeschten, oder sollen eng Mietwunneng kënne kréien. Ech ginn zou, Här Minister, déi Zuelen an déi Bilanen, wat de Stat an deene ville Joren an Hëllefe gestach huet, sinn impressionant. Mä et geet awer net duer, dass ee vill hëlleft, an dass ee vill Milliarden oplëscht, et muss een och op deene richtege Plazen hëllefen, et muss ee schnell hëllefen, an et muss ee virun allem och wierksam hëllefen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géing lech och biede roueg ze sinn. Dat zielt hei fir jiddfereen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Et ass de Minister a seng ganz Fraktioun, déi dauernd hei ënnerbriechen!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Bei der Effikassitéit vun den Hëllefen, bei der Selektivitéit vun den Hëllefen, bei der Wierksamkeet vun den Hëllefen, do ass et wou de Schong dréckt, an et deet mer Leed, dass mer an eiser Orientéierungsdebatt do e bësse schnell driwwer ewechgaange sinn. Et ass nämlech ee vun deene kruziale Punkten, dass mer musse kucken, wéi déi verschidden Hëllefen zesumme wierken. An d'Fro musse mer eis stellen, ob deen, dee gehollef kritt, oder kënnt kréien, sech och d'Haus ka leeschten, oder ob et net oft esou ass, dass deen, dee gehollef géif kréien a maximal Hëllef géif kréien, am Endeffekt dru scheitert, dass en esou eng Niewesaach wéi de Prêt net kritt, well en zwar e Maximum vun Hëllefe géif kréien, mä awer d'Konditiounen net erfëllt, fir e Prêt ze kréien.

An da kommen ech zu där éischter Feststellung: Déi heiteg Primen, Bauprimen, Amélioratiounsprimë sinn total vum Maart dépasséiert.

Säit 1991 sinn déi Primen - ech schwätzen net vun deenen aneren Hëllefen: vun den Zënssubventiounen, vun de Bonifikatiounen oder vun nach aneren Hëllefen - net méi adaptéiert ginn. Säit 1991 sinn awer d'Terrainspräisser mol zwee oder mol dräi an d'Wunnengspräisser mol zwee evoluéiert. Maacht selwer de Calcul vun der Relatioun tëschent de Primen an de reelle Präisser vun de Wunnegen.

Ech ka mech ganz gutt drun erënneren, dass an de siechzeger an an de siwwenzeger Joren ee Prinzip gegollt huet, dee gesot huet, dass d'Hëllefe vum Stat net 30% vum Gesamtcoût vum Haus iwwerschreiden dierften. Maacht d'Rechnung selwer wéi vill Prozent déi doten Hëllefen haut nach duerstellen. Bei engem Haus, dat 250.000 Euro oder zéng Milliounen aler Frange kascht mécht d'Bäihëllef, d'Prime, maximal 400.000 Frang aus. Da sidd Der awer am Revenu ganz ënnen an Dir hutt eng Zuel vu Kanner, déi ganz uewe läit. Da mécht dat nach just 4% aus. Do sidd Der also nach ganz wäit ewech vun deene maximalen 30% aus de siwwenzeger Joren.

Zweet Feststellung: De Stat ass a senger Appréciatioun vun enger Akommessituatioun absolut widderspréchlech. De Stat qualifizéiert een eng Kéier als ee mat engem décke Revenu an eng aner Kéier als ee mat engem klenge Revenu. Eng Kéier seet hien: „Du hues en niddrege Revenu, da kriss du all Avantagen.“ Zu deemselwechte Revenu seet hien op enger anerer Plaz: „Däi Revenu ass ze héich, du kriss keng Hëllefen.“

Ech expliziéiere mech. Wann e Stot keng Steiere méi brauch ze bezuelen, iwwerhaapt keng Steiere méi brauch ze bezuelen, ass dat dann en héije Revenu? Ech mengen net. Dat gëtt als raisonnablen, als normale Revenu ugesinn opgrond vun der heiteger Situatioun. Ass et dann awer normal, dass deeselwechten Haushalt, dee vum Stat gesot kritt: „Däi Revenu ass niddreg genuch, fir dass de keng Steiere méi brauchs ze bezuelen“, dass dee Stot vun dem Ministère du Logement oder vun dem Service d'aide au logement oder vun der Bank gesot kritt: „Däi Revenu ass ze héich fir iwwerhaapt nach Hëllefen ze kréien“? Ass dat raisonnabel? Musse mer net e bëssen Uerdnung an eisen Tirang bréngen an dofir suergen, dass e Revenu bei de Steieren an e Revenu bei den Hëllefen, wann en d'selwecht héich ass, als d'selwecht qualifizéiert gëtt? Ass dat net eng Evidenz? Et wier eng Evidenz laut menger Iwwerzeegung, mä an der Praxis ass dat net esou.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass net ganz richteg wat Dir sot, mä Dir wësst dat jo selwer.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Neen, dat ass ganz richteg.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här Minister, et ass absolut richteg.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Firwat schwätze mer dann iwwer eng Negativsteier. Dat ass de Fall, well dat de Problem ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här Di Bartolomeo, fir eng Zënsbäihëllef ze kréien, wat däerf eng Famill mat zwee Kanner da verdéngen?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Sot mer!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ma ronn 120.000 där aler Frangen, souguer weider. Mussen déi Steiere bezuelen oder mussen déi keng bezuelen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här Minister, ech…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Mat 120.000 Frang Akommes.

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Neen, mä dat ass eben dat wat ech lech soen. Mir hunn Exonératiounen op de Steiere gemaach, déi héich sinn, dat ass vläicht luewenswäert, Här Minister, mä mir hunn einfach net déi sozial Niveauen ugepasst un déi Ännerungen, déi mer bei de Steiere gemaach hunn. Duerfir fale Leit zwëschent déi zwee. Si kréien näischt am soziale Beräich a si kréien näischt iwwert d'Steieren. Dat ass jo de Grond firwat mer eng Diskussioun féieren iwwer eng Negativsteier. Et muss net d'Fro si vun enger Negativsteier. Entweder hëlt een déi Moossnamen eriwwer an d'Steieren oder et hëlt een se aus de Steieren eraus eriwwer an d'Sozialhëllefen, mä esou wéi mer et elo maachen, e bëssen op där enger Säit, e bëssen op där anerer Säit, falen esou vill Leit doduerch.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Mä just déi, déi drënner falen, déi kréien hei ganz vill Bäihëllefen.

(Interruption)

Jo, déi kréien se awer hei. Hei gëtt just en Ausgläich gemaach fir déi, déi manner verdéngen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Fuert weider, Här Di Bartolomeo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Pardon.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Also wa mer e Schiedsrichter brauchen, da solle mer ee fannen doduerch, dass mer kucke wéi d'Effikassitéit vun den Hëllefen ass a wéi d'Widdersprëch bei eisen Hëllefe sinn. Ech mengen dat misst ouni Problemer festzestelle sinn.

(Interruption)

Ech wëll net nach eng Kéier dodrop agoe wéi ongerecht eis Bäihëllefe sinn. Zum Beispill kritt een, dee ganz uewen op der Leeder steet, iwwert d'Bonifikatioune gehollef. Op där anerer Säit kritt awer een, dee ganz ënnen ass, wann hie keng Sozialwunneng kritt, beim Loyer iwwerhaapt net gehollef. Do ass d'Differenz, Här Minister, an dat wësst Dir och.

D'Société nationale des habitations à bon marché huet eis eng Kéier an der Kommissioun virgerechnet wéi den Avantage ass zwëschent engem, deen d'Chance huet eng Sozialwunneng ze kréie fir 200 oder 250 Euro, an engem, deen um fräie Maart déiselwecht Wunneng muss loune fir 500, 600 oder 700 Euro. Dat ass eng grouss Differenz - ech kommen herno nach ganz kuerz dorop zréck - an dann ass et fir deejéinegen e moren Trouscht, wann Der zu him sot: „Mir kënnen lech keng Wunnengsbauhëllef ginn. Mir kënnen lech keng Allocation de loyer ginn, well da ginn d'Mieten an d'Luucht.“ Dat ass en immens moren Trouscht fir deen, well wat huet hien dovun, wann d'Loyeren op deem dote Plang stoe bleiwen an hien huet d'Waasser souwisou scho bis zur Nues stoen.

Dann, Här Minister, wa mer op de Wee gi fir d'Accessioun zum Eegenheem optimal ze ënnerstëtzen, da mengen ech sollte mer konsequent op dee Wee goen, dee mer opgezeechent hunn an deenen Diskussioune virdrun an och an der Kommissioun. Mir sollten deene Leit, déi parfaitement à même si während zéng Joer en héije Loyer ze bezuelen, awer op eemol net méi à même si solle vill méi en niddrege Remboursement op hire Prêt ze maachen, doduerch hëllefen, dass mer hinnen d'Garantie de l'Etat ginn.

Déi Garantie de l'Etat kascht net vill, dat wësst Dir, well si realiséiert sech bal ni, well déi Leit, déi se kréien, se och respektéieren a se net afuerderen. Am leschte Joer war d'Garantie de l'Etat nach wie vor e Geheimtyp. Et hunn 22 Leit se kritt. Et sinn awer bei Honnerte Leit Refuse komm fir Prêten, déi awer elo parfaitement nach hire Loyer weider bezuelen. Wann déi hätte kënne vun der Garantie de l'Etat profitéieren, dann hätten se sech hiert Haus leeschte kënnen. Dofir wann ech glift e bësse manner Réticentioun do. Kommt mir sinn e bësse méi generéis. De Risiko ass bal null, well mir hunn d'Garantie vum Haus a mer hunn d'Garantie vun der Seriositéit vun de Leit.

Ech hunn da mat Interesse an dem Rapport vum Här Haupert och e weidere Geheimtipp gelies, an zwar dass eng Associatioun, déi Chantiers de la fraternité chrétienne heescht, e Subsid kritt vun 2 Milliounë fir de Leit Prête kënnen ze ginn, fir dass déi Leit bei der Bank Prête kréien. Dat heescht fir de Leit, déi näischt ugespuert hunn, kënnen e klengt Kapital zoukommen ze loossen ouni Prêt, fir dass se da bei d'Bank kënne goe fir Sue geléint ze kréien. Ech hunn dee Chiffer gekuckt an ech hu festgestallt, Här Minister, dass déi gutt Iddi, déi do promovéiert gëtt, erëm eng Kéier e Geheimtipp ass fir e puer Ageweitener. Ech géif mengen, dass déi gutt Iddi, déi Dir do hutt, an déi Privatinitiativ, déi Dir do ënnerstëtzt, jiddferengem soll zougänglech gemaach ginn, wann Der der Meenung sidd, dass et eng gutt Saach ass.

Dann, an ech kommen elo zur Konklusioun, sollte mer eis bei den Hëllefen eng Rei vun neien Iddien afale loossen, déi net onbedéngt versickeren, mä déi méi staark wéi dat zum Beispill bei de Subventions d'intérêt de Fall ass op d'Réckzuelungsrate vun de Prête wierken, dat heescht, déi mat awierken op den Amortissement. Dat heescht, dass een engem iwwert déi ganz Lafdauer vun engem Prêt gläich bleiwend Aidë géif garantéieren.

Da sollte mer ganz kloer probéieren eng Gerechtegkeet an d'Hëllefen eranzebréngen, dat heescht d'Hëllefe fir déi, déi sech en Eegenheem leeschte kënnen, an Accord ze bréngе mat den Hëllefe fir déi, déi op eng Mietwunneng ugewise sinn. Ech hu virdru schonn eng Rei vu Beispiller ginn.

Dofir wëll ech dann och nach eng Kéier de Minister iwwer eppes befroen, wat als eng gutt Iddi a sengem Projet de loi dra stung, woumat een deene Locatairen um privaten Marché hëllefe kann, mä déi sech awer bis elo nach net materialiséiert huet. Ech schwätze vun der Caution locative. Déi lescht Sëtzung vun deem Groupe de travail ass virun engem Joer gewiescht an de Projet de règlement ass nach ëmmer…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dir sot Saachen, déi net richteg sinn. Gëschter war nach eng Sëtzung!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ah, no engem Joer, Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Just Dir sidd net dobäi.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ma jo dach, meng Leit sinn dobäi.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Gëschter war nach eng.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, an déi virdrun?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi virdru war virun engem Joer.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Déi war 14 Deeg virdrun.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wéi laang hutt Der déi dote Kommissioun en veilleuse gelooss, Här Minister?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Bei deem Groupe de travail do ass de Famillјeministère an de Logementsministère federfëhrend an déi tage permanent a se kucken do eng Solutioun ze fannen, fir dass déi Leit ënner gudde Konditiounen déi Kautioun kréie kënnen.

(Interruption)

Jo, dat ass awer esou.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här Minister, Dir hutt virun enger Rei vu Méint de Projet gestëmmt. Et misst elo dra sinn, besonnesch well d'Gemengen och zougesot hunn, dass se lech hëllefen an eenzelner schonn déi Caution locative ausbezuelen, dass mer dat doten…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ma mir schaffen do permanent drun.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- …endlech op d'Schinne bréngen.

Bei der Gläichstellung vun den Hëllefe wäert et lech net iwwerraschen, dass mer der Meenung sinn, an den Här Haupert huet dat och gesot, dass mer eis déi sozial Mietwunnenge gi mussen, déi mer brauchen, fir der Zuel u Leit Rechnung ze droen, déi sech keng deier Mietwunneng leeschte kënnen. Dass dat awer laang dauert wësse mer. En attendant musse mer dann dofir suergen, dass esou eppes geschafe gëtt wéi de Mietzuschuss. D'Regierung ass dogéint, mä domat ass d'Regierung relativ eleng esou wéi mat hirem Raisonnement, deen ech net deele kann. Beim Mietzuschuss seet d'Regierung op eemol: Mir kënne kee Mietzuschuss schafen, well dann de Loyer an d'Luucht geet.

Wa mer logesch mat eis wären, da misste mer och d'Primen ofschafen, well duerch d'Primë ginn d'Präisser vun de Wunnengen an d'Luucht a ginn d'Präisser vun de Bauplazen an d'Luucht. Här Minister, wa mer also wëllen hëllefen, da loosse mer eis eng afalen, wou mer de Mietzuschuss kënne verhënneren an dat geet zum Beispill iwwert de Wee, deen eis d'Wunnengshëllef virgezeechent huet, de Wee, deen eis Agence sociale immobilière virgezunn hunn.

Eng lescht Fuerderung ier ech lech d'Motiounen déposéieren ass déi, dass, wa mer wëlle gutt an effikass hëllefen, da musse mer schnell hëllefen. An der Zwëschenzäit ass et esou, dass eis Services d'aide au logement iwwerlaascht sinn, an dass et heiansdo laang dauert bis dass déi Hëllefe fléissen. Dofir d'Propositioun, an dat misst och an Ärem Sënn sinn, am Sënn vun enger gudder Réforme administrative: Kommt mer probéieren déi Servicer vun den Aides au logement ze dezentraliséieren. Mer bréngen se an d'Regioun. Mer bréngen se bei d'Leit, amplaz dass mer d'Leit aus deem ganze Land an d'Stad erop schleefen a mer ginn hinnen dat Personal, dat se brauche fir kënne gutt ze schaffen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- estimant qu'une information complète sur toutes les aides étatiques, les subsides, les subventions et bonifications est indispensable afin

de permettre au plus grand nombre de personnes possible de bénéficier des avantages liés au logement;

- considérant que cette information ne peut être garantie que si elle est accessible et proche des bénéficiaires susceptibles;

- notant que les services d'aide au logement sont actuellement concentrés dans la Ville de Luxembourg;

- estimant que la décentralisation des services publics correspond parfaitement à une réforme administrative efficace;

invite le Gouvernement

- à prévoir l'instauration de bureaux d'information en matière de logements (et autre) dans les différentes régions du pays;

- à doter les services d'aide au logement du personnel nécessaire permettant de liquider les aides dans des délais raisonnables.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Dann hunn ech nach eng Fro op déi Dir mir bestëmmt äntwerte kënnt: Déi Allocatioun fir d'Spuere bei den Nouveau-nés bis zu sechs Joer ze ënnerstëtzen, wou ass déi drun? Sidd Dir Iech am Moment schonn eens iwwert d'Kritären? Et schéngt net esou einfach ze sinn.

Da presentéiere mer eng Resolutioun, eng Resolutioun mat där hoffentlech d'Chamber d'accord ass, well an där Resolutioun steet weider näischt wéi dass mer Enn 2004, wa mer eis konsequent sinn als Chamber, well mer en Orientéierungsdébat gemaach hunn, de Bilan zéie vun deem wat mir proposéiert hunn a wat an der Praxis geschitt ass. Wéi gesot Enn 2004, ech wëll et net an de Wahlkampf era bréngen, mä zu engem spéideren Zäitpunkt, also no de Wahlen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- saluant que sur son initiative un débat d'orientation sur la problématique du logement a pu avoir lieu en date du 19 mars 2003;

- estimant que la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a analysé en détail les problèmes liés à la politique du logement et a défini une multitude de lignes à suivre;

- notant que le débat a pu dégager bon nombre de mesures;

- considérant qu'il est opportun de suivre étroitement l'évolution du marché du logement et d'évaluer les efforts entamés;

décide

- de dresser un bilan de la situation du marché du logement avant la fin de l'année 2004.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Déi zweet Motioun explizéiert dat, wat mer virdrun analyséiert hunn, dat heescht d'Effikassitéit vun den Hëllefen an d'Propositioun fir dat ze maachen, wat schonn an der Propositioun de loi war, mä wat awer anscheinend net dee richtege Wee war fir d'Plafonds de revenu massiv ze héijen an d'Primë massiv ze héijen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la pénurie de logements à prix abordables;

- sachant que bon nombre de personnes ne sont plus en mesure d'acquérir un logement en propriété;

- constatant que depuis l'année 1991, ni le cercle des bénéficiaires des primes d'acquisition, de construction ou de rénovation, ni le montant des primes n'ont pu suivre l'évolution des prix du marché, ce que le Gouvernement a confirmé dans le „Programme d'action Logement";

- constatant que le cercle des bénéficiaires de ces primes devrait être étendu en direction des personnes à revenu moyen;

- considérant ainsi la nécessité d'augmenter le montant des primes étatiques, ainsi que les revenus-plafonds pour l'octroi;

- considérant la proposition de loi 4908 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, qui entend procéder à une amélioration des aides au logement en faveur des ménages pour la construction, l'acquisition et la rénovation;

- considérant que l'augmentation des plafonds de revenu pour l'octroi des aides devrait être de 50% et celle des montants des aides en capital de 25%;

- considérant la prise de position du Gouvernement estimant que «L'introduction de ces mesures ne demande aucune intervention du législateur, sauf en ce qui concerne la prise en compte du degré d'utilisation du sol, étant donné que la loi de 1979 a réservé cette faculté au seul pouvoir exécutif (...)»,

- constatant par ailleurs, les dispositions de la Déclaration gouvernementale du 12 août 1999 qui stipulent que « (...) le gouvernement poursuivra les initiatives étatiques en matière d'accession des particuliers à la propriété, en maintenant les différents moyens d'aide existants et en rendant leur affectation plus judicieuse. (...) En plus, les intérêts dégressifs seront remplacés par une aide en mensualité à montant variable. »;

invite le Gouvernement

- à analyser l'efficacité des aides étatiques existantes et à déposer jusqu'au mois de septembre 2003 un projet de règlement grand-ducal, retenant les augmentations prévues dans la proposition de loi 4908 développées ci-dessus et permettant une amélioration sélective des aides au remboursement des prêts hypothécaires.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Déi drëtt Motioun setzt sech dofir an, dass mer an eenzelne Fäll bei der Garantie locative oder bei der Garantie de l'Etat kënne bis op 100% vun de Prête goen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant les objectifs de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, à savoir « promouvoir l'accession à la propriété immobilière des personnes à revenu modeste, la viabilisation régulière de terrains à bâtir, la construction d'ensembles de logements à coût modéré, l'assainissement de logements anciens, la création de logements locatifs publics »;

- considérant que malgré le développement des aides individuelles et notamment de la garantie de l'Etat, prévue aux articles 9 et 10 de la loi du 25 février 1979, un nombre important de personnes n'est pas en mesure d'acquérir un logement en propriété;

- constatant la politique restrictive des instituts et établissements bancaires en matière de prêts au logement;

- considérant plus spécialement la situation des jeunes en début de carrière, qui se trouvent dans l'impossibilité d'acquérir un immeuble, faute d'apport personnel suffisant;

- considérant que le nombre de demandes en obtention de la garantie de l'Etat est insignifiant et que celui des garanties accordées reste marginal tant par le nombre que par les montants;

- saluant l'approche de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement estimant qu'un payement régulier du loyer est une garantie suffisante pour l'octroi d'un prêt ;

invite le Gouvernement

- à promouvoir cette mesure efficace et à reconsidérer les conditions d'octroi de la garantie de l'Etat en partant d'une approche plus généreuse et en envisageant l'extension sélective de la garantie jusqu'à cent pour cent du prêt nécessaire.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Déi véiert Motioun proposéiert fir déi Caution locative direkt anzeféieren a proposéiert och, dass mer vun deem grousse Projet vun der Agora profitéiere fir en anstännegt urbanistescht Konzept ze maachen an dat ze realiséiere wat jo elo d'Ministeren eis soe wat d'Gemenge misste maachen, also och no soziale Kritären dann den Ausbau vun der Berodung an den Ausbau vum Personal.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- estimant que notre politique du logement doit continuer à encourager prioritairement l'accession à la propriété immobilière en faveur du plus grand nombre de ménages possible;

- sachant que malgré ces efforts, un nombre important de ménages n'a pas les moyens suffisants pour acquérir un logement en propriété;

- notant de même que le nombre des logements à loyer modéré accessibles aux familles à revenu modeste ne suffit pas pour satisfaire à la demande et que nous sommes confrontés à des listes d'attente considérables;

- considérant que les demandeurs à revenu modeste n'ayant ni la chance d'acquérir un logement en propriété, ni la perspective d'accéder à un logement locatif à coût modéré doivent faire face à des dépenses considérables - dépassant souvent la moitié de leur revenu - pour louer un logement sur le marché libre;

- sachant qu'à côté du loyer proprement dit, les ménages doivent supporter les frais d'agence, ainsi que les loyers à déposer à titre de caution;

- constatant que les dépenses afférentes dépassent facilement les 2.500 euros;

- déplorant qu'en l'état actuel, ces ménages, dont la situation est le moins enviable, ne bénéficient pas d'aides publiques,

invite le Gouvernement

- à déposer sans délai le projet de règlement grand-ducal portant introduction d'une garantie locative;

- à assurer la création d'un nombre suffisant de logements locatifs à coût modéré, soit par le biais du programme de construction envisagé, soit par le biais d'une location principale sur le marché libre;

- à créer, en attendant un équilibre entre l'offre et la demande en matière de logements locatifs à coût modéré, une allocation de loyer telle que proposée par le Conseil économique et social dans le but d'améliorer la situation et le niveau de vie des ménages les plus démunis et d'assurer le droit au logement à chacun.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Déi lescht Motioun setzt sech duerfir an, dass mer, de Stat an d'Gemengen zesummen, d'Réserves foncières opbauen iwwert d'Schafung vun engem spezielle Fong dofir, deen net de Fonds de logement ass, well de Fonds de logement seng Aufgaben huet. De Fonds de logement ass net dat eenzegt Institut, dat fir Baulandreserven ze suergen huet. Hei geet et drëm en extrae Fong an d'Liewen ze ruffen, deem budgetär Mëttele regelméisseg zur Verfügung gestallt gi fir déi Baulandreserven ze schafen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- confirmant que le droit au logement devrait être garanti à chacun au même titre que le droit au travail;

- notant que ce droit se trouve actuellement fortement hypothéqué, suite à l'accroissement dynamique de la population, l'explosion des prix des terrains à bâtir et la régression sensible du nombre des logements achevés;

- constatant l'évolution dynamique du nombre de ménages en raison de l'installation de cellules familiales réduites et une augmentation corrélative des besoins en logements;

- considérant l'évolution régressive du marché du logement et la pénurie de terrains à bâtir disponibles;

- notant qu'actuellement le prix du terrain à bâtir constitue approximativement 50% du coût total de la construction;

- rappelant que Monsieur le Premier Ministre a annoncé à plusieurs reprises que le Gouvernement s'engagerait à endiguer la spéculation foncière et envisagerait dans ce cadre de mettre à disposition les réserves foncières de l'Etat afin d'augmenter l'offre de terrains à bâtir;

- regrettant que ni l'Etat, ni les communes ne disposent de réserves foncières suffisantes leur permettant d'endiguer l'explosion des prix des terrains à bâtir;

- estimant par ailleurs que dans l'intérêt de notre environnement, une extension à l'infini des surfaces destinées à la construction est inacceptable;

- constatant que la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement soutient l'idée de la création de réserves foncières ;

invite le Gouvernement

- à se donner les moyens et crédits nécessaires pour la constitution de réserves foncières en collaboration avec les communes;

- à créer un fonds spécial ayant le même but.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Mady Delvaux-Stehres, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

Zum Schluss wëll ech nach soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill geschafft ginn an deem heiten Dossier, besonnesch an der Chamber. Et ass richteg, dass d'Regierung eng Rei vu positive Moossname geholl huet, mä déi awer d'Predikat „isoléiert Moossnamen" am Moment nach verdéngen. All d'Donnéeën, all d'Fakten, all d'Iwwerleeungen an all Bereetschaft zum Engagement vun alle Säite leien um Dësch. Mer versprieche jiddefalls der Regierung, dass mer an deem heiten Dossier um Ball bleiwen, a dass mer dofir wäerte suergen, dass net nach eng Kéier eng besuergneserregend Situatioun um Wunnengsmaart verschlof gëtt. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Beissel agedroen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, dierf ech just eppes dem Här Minister zoufügen. Eng sommaire Berechnung seet mer, dass eng Famill mat zwee Kanner laut dem heitege Steierbarème mat ronn 41.000 brutto d'Joer keng Steiere bezilt, dat maache ronn 138.000 bis 140.000 Frang brutto aus. Wann een dann dovun ausgeet, dass déiselwecht Leit am Ufank eng Steierprogressioun hunn, déi relativ niddreg ass, esou ass et evident, dass bis a relativ héije Sphären, géing ech behaapten, vum Akommes keng Hëllef iwwert d'Steieren, wat de Wunnengsbau ubelaangt, méiglech ass, an dass doduerch en Deel vun de Leit zwëschent déi zwou Mesuren, déi steierlech an déi vun de Wunnengsbäihëllefen, fält.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Simone Beissel. Den Här Minister Boden freet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Kann ech och eppes dozou soen? Ech hunn elo grad déi Tabellen nogekuckt, déi sinn ëmmer am Index 100 ausgedréckt an och an Euroen. Dat ass heiansdo e bësse komplizéiert fir dat ëmzerechnen, mä e Ménage mat zwee Kanner kritt nach eng Bauprime, wann hien 8.250 Euro Index 100 verdéngt. Dat sinn also nettement méi wéi déi 120.000 Frang, déi ech virdru gesot hunn. Ech hu keng Rechemaschinn hei, mä et sinn der 160.000 ongeféier, géif ech soen. Dat heescht: Vläicht war d'Zuel net richteg, mä d'Ausso vum Här Di Bartolomeo war awer och net richteg.

(Interruption)

Mä Dir hutt gesot: Et brauch ee keng Steieren ze bezuelen, mä et kritt een awer och nach keng Primen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Wat huet een dann, wann ee bei 8% ass?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Et geet elo domadder duer. Elo fuere mer hei weider mat eisem Ordre du jour. Als nächst schwätzt d'Madame Simone Beissel an déi aner sollen nolauschteren. De Minister kritt zum Schluss d'Wuert an dann hëlt hie Stellung zu all deenen opgeworfene Froen.

(Interruption)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech och dem Här Norbert Haupert, eisem Rapporteur, villmools merci soe fir säin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an och fir seng Kompromissbereetschaft. Ech kann och do de President Ady Jung aschléissen, well heiansdo ass et jo e bëssen héich hiergaangen an der Kommissioun. Mir hate ganz flott Gespréicher a si hunn alleguerte matgehollef.

Här President, déi wuel bekannten Diskrepanz tëschent der Offer an der Demande um Wunnengsmaart bereifft sech haaptsächlech op socio-ekonomesch an demographesch Grënn. Säitens der Demande ass d'Variabel Evolution de la population a Schlësselelement. Säitens der Offer weist d'Zuel vun den autoriséierten an de fäerdeg gestallte Logementer d'Manéier, wéi de Wunnengsmaart op déi demographesch Evolutioun vun der Bevëlkerung äntwert. Dëst ass vläicht eng ganz vereinfacht Duerstellung vum Verhale vun dësem Marché. Ech wäert elo weisen, dass nach eng Rëtsch vu weideren Ursaachen, déi gewëssermoossen als Konsequenz vun dëser Evolutioun gesi musse ginn, déi aktuell Situatioun nach verschäerfen.

Wat d'Evolutioun vun der Bevëlkerung betrëfft verweisen ech op d'Zuelen, déi de Statec eis liwwert. Den 1. Januar 2001 hate mer zu Lëtzebuerg eppes méi wéi 441.000 Awunner. Par rapport zu 2000 hate mer eng Evolutioun vun 1,3%. Eleng zwëschent de Joren 1991 bis 2001 ass eis Populatioun ëm 57.000 Awunner gewuess. Gläichzäiteg muss een eng interessant Entwécklung ervirhiewe wat d'Zuel vun de Baugenehmegunge betrëfft.

Tëschent 1982 an 1991 ass dës Zuel praktesch kontinuierlech gekommen, fir 1991 en historesche Plus vun 78% par rapport zu 1980 ze erreechen. Säit 1992 - an dat ass ganz interessant - huet sech dës Entwécklung awer drastesch inverséiert. D'Zuel vun de Bauten-

autorisatiounen ass am Joer 2000 zum Beispill ëm 8,8% zréckgaangen, am Joer 2001 hu mir souguer e Réckgang vu 24,4%. Déiselwecht Situatioun fënnt een och bei den Eefamilljenhaiser oder den Appartementer. Markant ass virun allem de Réckgang bei den Appartementer an de leschte Joren, an zwar ëm ganzer 27%.

Wann ee weess dass dëse Beräich vill Potenzial besëtzt fir dem aktuellen Déséquiliber entgéint ze wierken, da muss dat een nodenklech stëmmen. Ech kommen am Laf vu menger Interventioun nach dorop zréck. Bedenklech ass och, dass ëmmer nach gréisstendeels am Distrikt vun der Stad Lëtzebuerg gebaut ginn ass, mat 2.186 fäerdege Logementer. Den Distrikt Dikrech zielt am Géigesaz nëmmen 357 Logementer, an de Maacher Distrikt 524, dat heescht e Stéck méi héich, mä trotzdeem net esou vill.

Am Sënn vun enger équilibréierter Dezentralisatioun mussen och hei nei Efforte gemaach ginn. Déi astronomesch héich Präisser um Wunnengsmaart si jo fir kee méi e Geheimnis. Tëschent de Joren 1970 an 1999 ass de Meterkipppräis vum Bauvolumen bei Eefamilljenhaiser ëm ganzer 500% geklommen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, wéi vill feelt dann un adequate Wunnengen zu Lëtzebuerg? Dës Fro kréie mer bewisen an aller Däitlechkeet an den Zuele vun der Vollekszählung aus dem Joer 2001, wou 128.300 Wunnenge fir 171.000 Haushalter gezielt goufen. Dobäi kënnt, an dat ass jo de Paradox, dass d'Bebauungsfläch zu Lëtzebuerg trotz wuessender Populatioun am Laf vun de leschte Joren esougutt wéi guer net variéiert huet. Doduerjer gëtt éischtens ëmmer méi an d'Luucht gebaut, mä zweetens ginn och déi eenzel Wunnengen ëmmer méi kleng. Wa virun zéng Joer eng Wunneng ongeféier 126 m² grouss war, sinn et der haut nach just ongeféier 115. Schonns '91 huet eng Lipp-Etüd, déi de Wunnengsbau am Ministère an Optrag gouf, drop higewisen, dass tëschent 6.600 bis 30.000 Wunnenge géife feelen. Dat war also 1991. Obwuel d'Bevölkerung stänneg wiisst, obwuel d'Zuel vun de Persoune pro Haushalt sech verklengert - 1947 waren et der nach 3,63 am Duerchschnëtt, 1991 schonn nëmmen 2,66 - an obwuel sech d'Liewenserwaardung vun der Bevölkerung verlängert huet, konnt d'Zuel vun de Baugenehmegungen oder de Wunnengen insgesamt dëser Entwécklung net gerecht ginn.

Un dëser Stell géing ech gären drop hiweisen, dass feelende Wunnraum och fir déi zukënfteg Uni Lëtzebuerg riskéiert ee seriöse Problem ze ginn, e Problem deen een net soll ënnerschätzen. D'A.s.b.l. « Wunnraum fir Studenten », déi mer jo och an der Kommissioun gehéiert hunn, huet bei eis an och an hirem Pabeier drop higewisen, dass schonn haut eng ganz Rei Studente virzéien a sech iwwerleeën, ob se iwwerhaapt hir Studien hei zu Lëtzebuerg solle maachen, well se fäerten iwwerhaapt keng Wunneng zu engem abordabele Präis hei ze fannen.

Ech hu gesot dass sech déi bestehend Wunnfläch zu Lëtzebuerg net nennenswäert vergréissert huet. Dofir handelt et sech an den Ae vun der DP net onbedéngt ëm eng Pénurie vu Wunnengen, mä vill méi ëm een Déséquilibre, eng Diskrepanz zwëschent der Offer an der Demande vu Bauterrainen a Wunnengen. Zum Gléck, géif ech gär soen, well am Fall vun enger richteger Pénurie wär net méi vill Spillraum do fir d'Situatioun um Marché ze verbesseren. Esou besteet net nëmmen Handlungsbedarf, mä och Handlungsméiglechkeet.

Här President, mir wëssen de gréissten Deel vun der Populatioun konzentréiert sech nach ëmmer an trotz de modernen Technologien op eis grouss Agglomératiounen. De Grond heifir ass haaptsächlech well sech - an nach ëmmer - e substanziellen Deel vun der wirtschaftlecher Aktivitéit kontinuéierlech an eise Stied zentréiert. D'Schafe vun neien Aarbechtsplazen huet nees als Konsequenz, dass ëmmer méi Leit op Lëtzebuerg wëlle kommen. Gläichzäiteg mussen dann awer och déi néideg Infrastrukture wéi Schoulen, Stroossen, Kanal an esou weider virgesi ginn. Infrastrukturen op déi d'Leit net kënnen, mä awer och net méi wëlle verzichten, well si sinn noutwendeg an droen e groussen Deel zu hirer Liewensqualitéit bäi.

Et ass natierlech ze verstoen, dass d'Leit et virzéie grad an dës Géigende vum Land ze zéien. Dës Entwécklung huet awer mat sech bruecht, dass et zu engem demographeschen Déséquilibre komm ass. Zum Beispill ass dem Norde vun eisem Land op dës Manéier eng ganz Rei vun den Awunner verluer gaangen. Ëmmer manner Leit fannen do eng Aarbechtsplaz, wouduerch et och ëmmer manner attraktiv ginn ass do ze wunnen. Eng vun dësen Haaptagglomératiounen, déi esou eng Evolutioun wéi och d'Entwécklung vum Wunnengsmaart gutt illustréieren, ass ouni Zweifel d'Stad Lëtzebuerg. Wa mir hir Evolutioun kucken, musse mer feststellen, dass d'Leit fir d'éischt aus dem stater Zentrum op de Lampertsbierg geplënnert sinn, dunn op Märel, dunn op de Belair, an duerno lues a lues no Süden, Osten a Westen. Ëmmer erëm wollte si aus der Hektik vun der Stad no bausse flüchten, mä ëmmer erëm goufe si vun der Stadentwécklung ageholl: Haiser, Stroossen, Autoen an doduerch, dir wësst et, manner Liewensqualitéit.

Duerch dëse Problem, dee vläicht haaptsächlech an eiser Haaptstad ze spieren ass, mä och ëmmer méi an anere Géigende vum Land, klëmmt den Drock op méi kleng Nopeschgemenge bestänneg. Datt dës Entwécklung de Präis vun de gutt situéierten a vill gesichte Bauterrainen an Haiser an d'Luucht dreift, läit op der Hand. De Prinzip vun der Dezentralisatioun dierft, mat Aussiicht op ee 500.000-Awunner-Stat - loosse mer dat emol als Chiffer avancéieren -, definitiv eng gréisser Roll spillen. Eng Aussiicht déi zwar reell ass, mä ech mengen et ass wierklech kee Grond fir a Panik ze falen. Et ass keng Fatalitéit, mä au contraire en absoluten Incentive fir op nohalteg Entwécklung ze setzen. Eng Entwécklung, déi mir d'Méiglechkeet hunn, an dat onofhängeg vun der Awunnerzuel, de Matbierger eng héich Liewensqualitéit ze bidden an ze erhalen.

Selbstverständlech ass an dësem Punkt de Wunnengsbau gefuerdert. Eng wuessend Populatioun setzt och eng wuessend Zuel vu Wunnengen a Wunnraum viraus. Déi aktuell Situatioun mat der Diskrepanz tëschent der Offer an der Demande um Wunnengsmaart ass och keng Fatalitéit déi mir mussen hinhuelen. Ech mengen et ass vill méi un de Politiker, un eis alleguerten, fir dës Situatioun an de Grëff ze kréien, unhand vun enger net manner équilibréierter Wunnengsbaupolitik. Eng Politik also, déi d'Sparten, déi weider Méiglechkeete bidden, considéréiert an ausnotzt. Eng Politik déi net ausschliesslech - an ech mengen dat ass jo déi grouss nei Richtung op déi mer elo alleguerten zesumme wëllen higoen, no all eisen Diskussiounen - op d'Demande vun de Wunnengen ageet, mä och haaptsächlech d'Offer mathëlleft ze erweideren, do wou et méiglech ass. Zum Beispill am Beräich vun der Locatioun, zum Beispill an der Reform vum Mietgesetz vum Aféiere vun engem Carnet de l'habitat an esou weider. Mäi Fraktiounskolleeg Marco Schroell wäert a senger Interventioun nach méi am Detail op dës Punkten agoen.

Här President, mir hunn eng Situatioun vun Déséquilibre op dem Wunnengsmaart, wéi d'Zuelen et beweisen. Mä ech mengen et kann een net behaapten, dass de Marché komplett saturéiert ass. Virun allem am Beräich vun der Locatioun besteet Potenzial, dat duerchaus erweiderungsméiglech ass. Dat ëmsou méi wa mer bedenken, an ech hunn dat grad virdru gesot, dass 27% manner Appartementer gebaut gi sinn an deene leschten zwee Joer. D'Entwécklung gëtt awer nach méi stigmatiséiert, wa mir wëssen dass eng Rëtsch vun eidele Wunnenge virun allem an der Stad Lëtzebuerg, mä och lues a lues an aneren Deeler vum Land stinn. Dobäi kënnt och de Problem vun der Meessaffektatioun vun de Wunnengen. Dat heescht, si ginn als Büroen, an net méi als Wunnraum benotzt. Kucke mer emol d'Stad Lëtzebuerg, wou jo m² pro m² am PAG als Wunnengsfläch ausgewise sinn, mä si ginn als Bürosraim genotzt. Wär et net vläicht do eng Iwwerleeung wäert, a mir haten dat diskutéiert, ob een net sollt eng Aart Spezialtax aféieren, wann d'Wunnfläch kontinuéierlech zweckentfremt genotzt gëtt?

D'Stad Lëtzebuerg huet och eng Dispositioun an hiert Bautereglement geholl, déi seet dass am Secteur central eng Partie vun der Fläch fir d'Wunnenge virbehale gëtt. Et ass och kee Geheimnis, dass eng ganz Partie vu Bürosfläche vu staatlechen Administratioune genotzt gëtt. Wunnflächen, déi eigentlech am PAG vun der Stad Lëtzebuerg och esou als Wunnengen agestuuft sinn. Mir hunn ongeféier um Niveau vun der Stad 170.000 m², also Wunnflächen déi nach ëmmer als Büro genotzt ginn. Fir deem entgéint ze wierken, soll unhand vun engem Groupe de travail mol den Inventar vun all dëse Fläche gemaach gi fir e Reaffektatiounsplang vun dëse Raim opzestellen.

D'Grënn vun dëser Evolutioun sinn ënnerschiddlech. Et sinn dat Spekulatioun mat Immobilien, et sinn dat net un déi modern Normen ugepassten Ausstattung vun alen Haiser, an och déi heiansdo extrem héich Käschten déi op de Propriétaire zoukommen, wann hien ëmbauen oder renovéiere wëll. Mä och d'Reform vum Bail-à-loyers-Gesetz oder d'Erhéijung vun der Mietrenditt, déi haut bei 5% läit, sinn Ziler déi et engersäits fir d'Investisseuren nees méi attraktiv géinge maachen an de Locatif ze investéieren, an anerersäits dem Bierger et och interessant ze statten, d'Locatioun als eng valabel Alternativ zum Eegenheem ze gesinn. Mäi Fraktiounskolleeg Marco Schroell kënnt och nach dorop zréck.

Här President, eng équilibréiert Logementspolitik geet Hand an Hand mat de Betraffenen, dat heescht un aller éischter Stell de Gemengen. Mir kënnen awer net higoen a vun de Gemengemammen an de Gemengepäpp verlaangen datt nei gebaut gëtt, ouni hinnen déi néideg Ënnerstëtzung ze bidden an hir Capacité financière ofzesécheren. Mir dierfen net vergiessen dass eng Gemeng vis-à-vis vun hire Bierger och Obligatiounen huet. Et ass ze einfach fir de Gemengen ze soe si sollten hire PAG erweideren, wa mir gläichzäiteg wëssen dass dat net onbedéngt am Sënn vun der Ëmwelt, wéint der Versigelung vum Buedem, beziehungsweis der Liewensqualitéit ass. Dat sinn alles Realitéiten déi bei all Gemengeverantwortleche prioritär sollte sinn.

Wann eng Gemeng als Promoteur public vu Wunnengen handele soll, wéi d'Regierung dat och virgesäit, da muss sech de Stat awer och konsequent un de Folgekäschte vun esou enger Politik bedeelegen. Dat wieren zum Beispill déi schoulesch Infrastrukturen, d'Structure d'accueil, d'Kanalisatioun an esou weider. D'Bedenke vun de Gemenge géintiwwer dëse finanzielle Käschte sinn an deem Sënn duerchaus ze verstoen. D'DP ass awer och der Meenung, dass et net ubruecht wier d'Gemengen ze forcéieren nach méi eng aktiv Roll als Promoteur public ze spillen wéi dat schonns am Gesetz iwwert d'Aide au logement virgesinn ass. An hirem Pabeier « Nos communes au 21e siècle - La répartition des compétences et responsabilités entre l'Etat et les communes » ënnersträicht d'DP, ech zitéieren: « Des aides étatiques convenables et relatives sont dès lors une condition sine qua non d'un engagement des communes à prendre un rôle plus actif en matière de politique de logement. »

De Stat an d'Gemenge solle sech zesummen un een Dësch setzen, Synergien entwéckele fir eng gemeinsam Léisung ze fannen a Saachen: Wat fir eng Gemeng soll wou an ënnert wat fir engen Ëmstänn hire PAG vergréisseren? Wéi vill ongenotzt Bauland existéiert an de bestehende PAGen? Wéi ass et mat de Réserves foncières? An och: Wéi kënne mer eisem Usproch un Dezentralisatioun besser gerecht ginn? Dat sinn alles Froen op déi mer sollten zesummen eng Äntwert fannen.

Här President, fir e besseren Iwwerbléck ze kréie proposéiert de SYVICOL, fir datt d'Gemenge gehale sinn, verschidden Donnéeën ze deklaréieren. Et wieren dat zum Beispill d'Gesamtoffer vun de Wunnengen, d'Zuel vun de Mietwunnengen an de gefrote Loyer, eidel Wunnengen, mésaffectéiert Wunnengen an esou weider. Op dës Manéier, denken ech, kéint een e relativ gudden Iwwerbléck iwwer all déi Problemer a Komponente vun der aktueller Situatioun an de Gemenge kréien. Ëmsou méi wichteg ass esou eng Démarche, wa mer bedenken dass de Fënnefjoresplang virgesäit d'Zuel vun de Sozialwunnenge vu 4.125 op 9.000 ze erhéijen, mat engem globalen Investissement vun iwwer eng Milliard Euro.

D'DP kann d'Regierung nëmmen ënnerstëtze wa si, wéi am Koalitiounsaccord steet, virgesäit, an ech zitéieren nach eng Kéier: « une majoration sensible du taux de subvention accordé aux divers promoteurs publics lors de la création de logements sociaux locatifs » et de favoriser « toute initiative émanant des promoteurs publics en vue de créer des zones d'assainissement et des zones de réserves foncières ».

Zil soll awer och sinn, datt bei all Konstruktioun, bei all Wunneng déi nei entsteet, net de landschaftlechen an den ekologesche Charakter vun enger Gemeng drënner leide muss. Och dës Konditioune musse kënnen erfëllt gi fir datt d'Gemenge sech, mat der néideger Verantwortung an am Respekt vum Aménagement des villes et du territoire, trauen op de Wee vun enger méi voluntaristescher a percutanter Wunnengsbaupolitik ze goen.

Här President, zum Schluss nach e puer Wuert iwwert d'Promoteurs publics. De Parc locatif public mécht insgesamt 11,43% vun de Mietwunnengen aus. Dëse klenge Prozentsaz weist wéi wichteg d'Initiativ vun der Regierung ass, eng aktiv Politik an dës Richtung ze maachen, andeems si zum Beispill finanziell Mëttele vun de Promoteurs publics vun de virgte 40% op 70% respektiv 75% erhéicht.

D'Demokratesch Partei ka sech awer duerchaus virstelle fir och de private Promoteuren, déi an de subventionéierte Wunnengsbau investéieren, ebenfalls ënnert d'Äerm ze gräifen, an zwar mam Zil fir de Potenzial, deen de Lëtzebuerger Wunnengsmarché am Beräich vun de Mietwunnenge besëtzt, besser ze fërderen. De Stat oder d'Gemenge sollen net déi eenzeg sinn, déi sech um Investissement an dem soziale Wunnengsbau bedeelegen.

D'DP ass och iwwerzeegt dass de kommende Carnet de l'habitat e groussen Deel zu der Erweiderung vum Wunnengsraum wäert bäidroen, andeems hien hëlleft d'Renovatioun, d'Salubritéit an esou weider vun der Wunnfläch, déi disponibel ass, nei ze gestalten.

Och ass a mengen Aen eng wichteg Initiativ d'Aféierung vun der staatlecher Garantie locative. D'DP huet schonn 1990 à propos Logement Folgendes proposéiert: « On pourrait par exemple envisager un système de complément au loyer qui mettrait sur un pied d'égalité les locataires du Fonds de logement à coût modéré et les locataires qui sont obligés de s'en remettre au parc locatif proposé par le secteur privé. »

Mer dierfen net nëmmen déi Leit gesinn déi sech een Eefamilljenhaus oder eng subventionéiert Mietwunneng leeschte kënnen. Meng Virriedner hunn dat schonn ugeschwat an ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, well et ass e wichtege Punkt: Et ginn och nach ganz vill Leit déi sech tout juste keng eege Wunneng leeschte kënnen an trotzdeem awer ze vill Revenu hu fir an de Genoss vun enger subventionéierter Wunneng ze kommen. Déi staatlech Garantie locative wäert et dëse Leit oder Familljе besser erlaben eng Wunneng ze lounen, déi hire perséinlechen oder duerch de Beruff begrënnte Virstellungen entspriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Koalitiounsaccord huet festgehalen, dass eis Regierung gewëllt ass fir den Zougank vu Privatleit zur Propriétéit tatkräfteg ze ënnerstëtzen. Dëst a folgender Formulatioun: « en maintenant les différents moyens d'aide existants et en rendant leur affectation plus judicieuse. Pour ce faire, les aides individuelles seront dorénavant fonction du revenu disponible par unité de consommation du ménage bénéficiaire; et la grille des revenus à considérer pour l'octroi des aides ainsi que les critères de surface à respecter pour les logements éligibles aux aides seront réexaminés. »

Wann dës Attitüd respektéiert gëtt a wa mir den Hiewel um Wunnengsmaart do usetze wou et néideg ass anstatt eesäiteg eis nëmmen ëm d'Demande ze këmmeren - a mir wëllen dat jo maachen, mir mussen d'Offer ganz ferm förderen -; wann all d'Gemenge mat der néideger Ënnerstëtzung vum Stat bereet sinn eng gesond Logementspolitik ze bedreiwen, déi awer och d'Kritäre vum Aménagement du territoire respektéiert, dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir um gudde Wee de Wunnengsbau mëttel- oder op d'mannst laangfristeg an de Grëff ze kréien.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Madame Beissel. Den nächsten Orateur ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och vun eiser Säit aus all Félicitatiounen un de Rapporteur, dee sech fir d'Elaboratioun vu sengem schrëftlechen a mëndleche Bericht ganz, ganz vill Méi ginn huet an och vill Hëllef an der Kommissioun fonnt huet.

Et ass och wichteg datt mer haut iwwert de Problem diskutéieren an datt ee fir d'éischt awer och emol e klenge Bilan zitt vun deem wat mer virfannen. Et muss ee soen, wann een alleguerten déi Hëllefe gesäit déi mer am Laf vun de Joren hei an ons Législatioun erabruecht hu fir de Leit ze erlabe fir eng Wunneng ze kréien oder fir bëlleg ze mieten, da gesäit een datt et sech zu enger Geschierkëscht entwéckelt huet wou et eng Hellewull vun Hëllefen doruechter ginn, an d'Resultater hu

sech och ausgewisen, datt, wann een d'Statistike kuckt ai niveau international, da gesäit een datt Lëtzebuerg bal déi meeschte Propriétairen huet vun Eegewunnengen a ganz Europa, mat iwwer 70%, a mir gesinn och datt mer dat Land sinn, en comparaison zu anere Länner, wou mer déi gréisste Wunnfläch hu mat 135 m² pro Logement. Ech mengen dat sinn zimlech considérabel Montanten, an déi weisen datt hei, duerch de Liewensstandard dee mer kannt hunn, awer ganz vill Leit sech konnten eng Eegewunneng leeschten an datt och d'Gréisst vun de Wunnenge sech am Laf vun de Jore considérablement gesteigert huet.

Wann een natierlech méi grouss baut, ass et natierlech och evident datt de Bau méi deier kascht. Nach muss ee sech elo Froe stellen, ob een alleguer déi Mesuren, déi mer bis elo kannt hunn, déi mer och elo nach an onser Gesetzgebung hunn, ob déi alles dat Richtegt esou brénge wéi mer et geduecht hunn? An do muss ech soen datt ee feststelle muss, datt verschidde Mesuren net oder ganz wéineg gräifen. D'Spuerprimen, do ginn et pro Joer 381 Leit déi dovunner profitéieren, bei de Bauprimen 2.568, fir d'Frais d'architectes 105.

Par contre gesäit een, datt eng aner Hëllef ganz gutt gräift, dat ass déi fir d'Hëllefen, d'Zënssubventiounen an d'Bonificatioune fir d'Zënsen, wou pro Joer 14.000 Demandeuren dovunner profitéiert hunn. Et ass also kloer datt ee sech elo mol d'Fro muss stellen, ob een net soll just op deem Gebitt vun den Zënse méi e staarken Akzent leeën an eventuell esouguer déi aner Primen a Fro stellen. Well et ass och wichteg datt deen dee baut, datt deen dee keeft, datt deen eng Hëllef huet déi rapid ass, déi kloer ass, déi iwwersiichtlech ass.

Mir gesinn datt déi eenzel Bauprimen, déi mer hei hunn, datt et do dräi, véier, fënnef heiansdo esouguer sechs Méint dauert bis se kënnen ausbezuelt ginn. Während där ganzer Zäit kann den Acte net gemaach ginn. Dat féiert zu ganz vill lerger an zu neie Käschten. Dofir menge mir datt ee sech soll iwwerleeën ob een net soll op de Wee goe fir eng Zënssubventioun esou virzegesinn, datt d'Leit déi bauen, datt déi hir Zënskreditter kréien zu engem Prozent. Ee Prozent natierlech ënnert verschiddene Konditiounen an net dans l'absolu. Mir haten zum Beispill geduecht datt fir eng Persoun 100.000 Euro als Kapital kënnte gëllen, fir zwou Persounen 200.000 a pro Kand 50.000 an datt een dat natierlech eventuell och nach u verschidde Conditions de revenu gestaffelt hätt, mä domadder hätt een d'Méiglechkeet geschafe fir an enger Mesure, déi ganz visibel ass, déiselwecht Zuel, Montantë vu Kreditter déi mer elo hunn, op eng Mesure ze konzentréieren.

Mir mengen datt et eng Diskussioun wäert ass, an dofir gi mer och an deem Sënn eng Motioun era fir datt mer sollen d'Regierung opfuerderen déi Saach do eng Kéier ze studéieren an ze kucken op se faisabel ass an ënnert wat fir enge Konditiounen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant que les multiples aides au logement ne concernent en général qu'une minorité d'acquéreurs ou constructeurs d'immeubles, qu'elles manquent de visibilité et et que leur attribution est longue et difficile;

- considérant que dans l'intérêt d'une aide au logement efficace et transparente il y a lieu de concentrer l'effort public sur la mesure qui concerne la plupart des demandeurs à savoir celle relative au subventionnement du taux d'intérêt des prêts au logement et d'offrir à l'avenir des prêts du logement à 1%, sous des conditions de revenu à définir;

- considérant qu'en cas de survenance d'enfant il y a lieu d'attribuer rétroactivement la subvention afférente relative au prêt financier à 1%;

demande au Gouvernement

- de concentrer les efforts de subventionnement des personnes en matière d'aide au logement à la création d'un prêt au logement au taux de 1% sous des conditions à définir.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Den zweeten Deel dee ganz vill an der Debatt steet, dat ass de Problem vun de Bauperimeteren d'une façon générale. D'Diskussiounen ob ee soll de Bauperimeter vergréisseren oder net, déi wäerte mer héchstwahrscheinlech nach eng Kéier muer féieren, mir hunn e puer Debatten déi sech heiansdo iwwerschneiden. Mä et ass awer esou datt jo hei prinzipiell vun der Kommissioun virgeschloe gëtt fir de Bauperimeter net méi ze vergréisseren. Wann een also wëll méi bauen, da muss ee kucken datt een déi bestehend Baulücke bebaut kritt, respektiv datt een den CMU héicht. Mir mengen awer, datt au vu vun de Projeten déi d'Regierung plazeweis huet, notamment tëschent Zéisseng a Leideleng, een awer gesäit datt de Bauperimeter, trotzdeem mer eis um Prinzip festhalen, awer wäert ganz staark vergréissert ginn.

Dofir, mengen ech, muss een dat punktuell kucken, et muss ee kucke wou dat eventuell Sënn mécht a wou et kee Sënn mécht. Et soll een also net dat dans l'absolu gesinn, mä et éischter au cas par cas kucken a regional duerchzéien. Well et ass och schlecht wann elo op eng Kéier massiv an de bestehende Quartierë ganz héich gebaut gëtt, niewent Wunnengen déi alleguerten an den traditionellen Een-, Zwee-, Dräistäckhaiser eropgesat ginn. Do stellt sech also manifestement e Problem vu Kohesioun a vun Développement, a mir plädéieren dofir datt all Kéiers vun der Harmonie an der Entwécklung vun de Stied a vun de Quartierë muss integréiert ginn, a mir plädéieren och dofir datt dat soll a Stadentwécklungs- oder a Quartierentwécklungspläng geschéien.

Den zweete Problem deen een awer muss ugoen, dat ass deen datt ganz vill Gemengen augeblécklech net méi wëllen datt an hire Gemenge gebaut gëtt. Woufir? Well se gesinn datt wann déi negativ Evolutioun vun de Gemengefinanzen esou weider geet wéi se sech ubaant, datt se deen Ablack net méi genuch Suen hu fir déi Infrastrukturen ze bauen, déi an nächster Zäit wäerten op se zoukommen, wa se gesinn datt et Schwieregkeete ginn um Wunnengsbau.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Dofir si se äusserst virsiichteg, an hei ass och d'Regierung gefuerdert fir endlech Kloertext ze schwätzen. Dat wäert natierlech och nach eng Kéier muer zur Debatt kommen - mat dem anere Kolleeg, dee sech ëm den Intérieur këmmert -, fir ze wësse wéi vill dann elo d'Gemengen ënnerstëtzt ginn, wat déi Contributiounen do sinn, well et ass kloer datt wann et esou leeft wéi et elo leeft, da wäerte mer an de Gemengen net vill Begeeschterung fanne fir nach nei Lotissementer ze genehmegen an da wäerten nach ganz vill Retizenzen do sinn, wat nees erëm op de Maart awierkt.

Da muss ee sech och eppes mierken, Här Minister, dat ass datt och heiansdo verschidden Debatten dozou féieren, a verschidden Aussoen, notamment vun eisem Här Statsminister, datt dat och d'Präisser an d'Luucht schnellen deet, wat d'Baupräisser ugeet. Dat war déi ganz Debatt iwwert dee 700.000-Awunner-Stat, déi den Här Juncker lancéiert huet a wou op eng Kéier, wéi se héieren hunn datt d'Bauland géing rar ginn, verschidde Proprietairë sech geduecht hunn, ma dat ass jo elo fein, da gees du elo mol hin an du héichs emol alleguerten d'Baupräisser an d'Terrainspraisser, an dat ass och geschitt.

Et muss een also virsiichteg si wann een Aussoe mécht, well déi kréien direkt negativ Répercussiounen, an ech waarden nach just e puer Méint of fir deen Ablack beim Enregistrement ze froen, datt mer e puer Statistike solle kréie wéi et dann zënter där Ausso do mat der Evolutioun vun de Baupräisser gaangen ass.

Da muss een eppes festhalen, dat ass wa mer als Stat agräifen op de Baupräis andeems mer Zone kafe wou mer Terrainreserven uleeën, datt wa mer soss iergendwéi op déi ganz Infrastruktur vun Offer an Demande agräifen, da gesäit ee ganz oft datt ee vläicht kuerzfristeg et elo fäerdeg bréngt fir d'Baupräisser erofzesenken, mä datt ee scho mëttelfristeg nees erëm an d'Situatioun kënnt datt herno, e puer Joer méi spéit, d'Baupräisser an d'Terrainspräisser nees staark usteigen. Et ass also meeschtens e ganz geféierlecht Spill wann d'öffentlech Hand wëll hei weisen datt si méi staark si wéi d'Forcë vum Maart, a bis elo wor et nach ëmmer esou datt d'öffentlech Hand herno falsch louch.

Par contre do wou d'öffentlech Hand soll a muss agräifen, dat ass wou si selwer duerch hir administrativ Prozeduren zur Verdeierung vun de Baukäschte bäidréit. Eng dovun ass sonder Zweifel, an dat huet och d'Kommissioun ganz richteg ervirgestrach, déi ganz Prozedure fir e Plan d'aménagement duerchzekréie wou dat heiansdo dräi, véier, fënnef Joer dauert wou d'Terrainë kaaft sinn, wou d'Investissementer solle gemaach ginn, wou lauter Fräen hikommen. An do gi mer och, Här Minister, eng Motioun eran, wou mer froen datt e puer Reforme sollten duerchgezu ginn, ganz einfacher elo.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que la durée excessive des procédures administratives d'élaboration des plans d'aménagement du territoire réduit l'offre de projets de construction d'immeubles, est la cause de frais importants qui sont répercutés sur le prix des constructions;

- considérant qu'il y a donc lieu de raccourcir ces délais;

demande au Gouvernement

- d'organiser des réunions de la commission de l'aménagement du territoire au moins trois fois par semaine;

- de raccourcir les délais prévus par la loi;

- d'assurer le caractère contradictoire des réunions de la commission de l'aménagement du territoire de sorte à permettre aux parties concernées (Etat, Commune, promoteur) de réduire les procédures administratives.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Mir hu festgestallt datt wann een déi eenzel Statistike kuckt déi mer zur Verfügung hunn, da kommen d'Woch ongeféier 30 Demandë fir Lotissementer am Ministère de l'Intérieur eran. Mat enger Sëtzung vun der Commission de l'aménagement pro Woch wor et esou, datt der an der Moyenne néng bis zéng duerchkomm sinn. Anscheinend kënnt elo zënter kuerzem déi Kommissioun zweemol zesummen, esou datt een der Saach e bësselche méi no kënnt. Mä mir mengen datt déi Kommissioun nach misst méi oft zesumme kommen a wéinegstens dräimol zesumme komme fir déi eenzel Prozeduren ze accéléréieren.

Da gesäit een och datt mer an der Prozedur selwer, wéi dat Ganzt analyséiert gëtt, nach esou fuere wéi dat an der Zäit vun der Postkutsch gemaach gouf. Et geet fir d'éischt bei de Ministère de l'Intérieur eran, da geet et nees iwwert den Districtscommissaire bei d'Gemengen, da geet et nees bei de Promoteur, da geet et nees hin an hier. Et gesäit een datt déi Prozeduren äusserst laangwiereg sinn, a mir stellen ons d'Fro a mir mengen och, datt et besser wier datt d'Kommissioun dat géing kontradiktoresch, esou wéi dat am Ausland oft de Fall ass, diskutéieren, well ganz vill vun deene Problemer oder deenen Aménagementer, wa se tëschent dem Stat, der Gemeng an dem Promoteur zesummen diskutéiert ginn, dann ass ganz oft eng Léisung ganz rapid an Aussiicht an da brauch een net dat Hin an Hier während Jore vu sämtlechen Dossieren duerchzezéien.

Mir gesinn datt et am Ausland geet. Firwat soll et hei zu Lëtzebuerg net goen?

Da gesi mer datt mer verschidden Hëllefen hei virgesinn hu fir d'Promoteurs publics, an deelweis - gëtt dann och nach virgesat - vu Promoteurs privés. Ech bedaueren e bësschen datt an der Motioun vun de Majoritéitsparteien ëmmer nëmme vun de Promoteurs publics geschwat gouf an d'Promoteurs privés, déi eventuell op de selwechte Wee solle goen, keng Hëllefen a keng Ënnerstëtzunge solle kréien.

(Interruptions diverses)

Ech mengen et ass wichteg datt d'Leit séier Wunnenge kréien, a wann ënnert de selwechte Bedingungen de Promoteur privé méi bëlleg a besser ka bauen, an do ginn et jo Etüden déi dat noweisen, dann ass et méiglech datt een dat och soll de Leit zur Verfügung stellen. Dat Wichtegst ass datt séier a rapid gebaut gëtt a mat Qualitéit, esou wéi mer et gäre fir ons Bierger hätten, an dofir muss een d'Konkurrenz spille loossen tëschent dem Promoteur public a privé.

Ech muss och do nach eng Kéier bedauere wat ech déi leschte Kéier bei der Debatt iwwert dat Logementsgesetz, déi mer hei haten, datt mer higaange sinn an eng Promotioun, eng Subsidiatioun excluéiert hunn, dat ass déi datt d'lëtzebuergesch Entreprisë keng Subsidë kréie wa se Wunnenge baue fir hiert Personal wat hei zu Lëtzebuerg wunnt a wat d'Lëtzebuerger Nationalitéit huet, oder Résident ass, dat muss ech éierlech soen, Här Minister, dat verstinn ech net. Dat ass eng Lacune am Gesetz.

(Interruptions)

Ech ka just soen dass dat esou ausgeschloss ass, dat bleift esou ausgeschloss an ech weess och datt een Ablack diskutéiert wor fir et nach eng Kéier ze amendéieren, et ass net geschitt, ech wier frou wann Der iergend een anert Gesetz elo hutt, ëm de Logement wäert jo nach héchstwahrscheinlech iergend e Gesetz awer bis um Enn vun der Legislatur kommen, datt Der dann d'Geleeënheet benotzt fir dee klengen Iertum, deen awer wichteg ass, ze revidéieren.

Da muss een och soen, datt hei ganz vill geschwat gëtt vum dem Droit de préemption deen d'Gemenge solle kréien. Mir sinn do relativ skeptesch derfir. Well et gesäit een datt den Droit de préemption, esou wéi en an Däitschland an am Frankräich virgesinn ass, en Fait eng Enteegnungsprozedur ass. Hei gëtt se elo net als Enteegnungsprozedur virgesinn, déi de Gemengen zougesat gëtt. Hei gëtt et net eng Enteegnungsprozedur an deem Sënn datt elo vun de Gemengen aus de Präis fixéiert gëtt ënnert deem se kafen, mä datt si sech selwer géingen um Maartpräis orientéieren. Dat ass ganz schéin a gutt, mä da mussen och d'Gemengen d'Suen hu fir um offizielle Maart kënnen ze intervenéieren.

Ech wëll drun erënneren datt d'Stad Lëtzebuerg een Ablack beispillsweis en Haus fir 25 Millioune wollt kafen, op der Stee wor et awer fir 80 Millioune n iwwergaangen. Ech muss lech éierlech soe mir stoungen zimlech domm do, wéi mer op eng Kéier gemierkt hu wéi d'Differenzen an den Appréciatioune woren.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dat zweet ass, mir gesinn et am Ausland, datt den Droit de préemption am Frankräich notamment guer näischt bréngt. E bréngt just nëmmen eng Verdeierung vun de Gestehungspräisser vun den Appartementer a vun de Bauterrainen. Iwwerall wor et e Fiasko. Woufir? Während där Zäit wou d'Demande vum Notaire bei der Gemeng eragereecht gëtt a wou an 90% oder 99% vun de Fäll keng Reaktioun kënnt, well d'Gemeng net interesséiert ass fir egal wat hei ze kafen, an der Stad Lëtzebuerg beispillsweis oder zu Esch, datt een deen Ablack ee Mount just verléiert wou ee muss Tëschefinanzéierunge maachen, an et gesäit een datt och den Notaire muss fir déi Aarbecht rémunéréiert ginn, datt dat och zu Fräe féiert.

D'Etüden déi am Frankräich gemaach gi sinn iwwert dat Ganzt weisen datt et och zu ganz villen Abüe kënnt. Et gesäit een zum Beispill e Buergermeeschter deen net wëllt datt Mietwunnenge fir Immigrante gemaach ginn, dann exercéiert en den Droit de préemption; et gesäit een datt de Buergermeeschter mengt datt deen ee Promoteur een ass deen him net genehm ass an datt en anere Promoteur him méi genehm ass, datt en deen Ablack den Droit de préemption exercéiert. Dat sinn Donnéeën déi mer vum Frankräich geliwwert kruten. Bien entendu wäert et héchstwahrscheinlech net hei zu Lëtzebuerg esou goen. Mä et gesäit een datt, wann ee gesäit wou den Droit de préemption exercéiert ginn ass, dann huet e ganz ganz wéineg bruecht, sauf eng Verdeierung vun den Terrainen.

Da schéngt ons wichteg ze sinn, datt mer higinn an awer eng aner Informatioun mussen als Gemeng kréien, wou d'Gemengen déi musse kréien, dat ass dat wat een nennt: e Baulückenkadaster. Et ass wichteg, datt d'Gemengen informéiert si wou et an dem Bauperimeter selwer, speziell wat méi no zum Zentrum ass vun der Stad, dat heescht datt een dat zirkonspheresch kënnt gesinn, a wou ee gesäit hei ginn et Terrainen déi sinn à l'abandon, hei kann nach drop gebaut ginn, hei si verschidden Haiser déi sinn à l'abandon, déi net gebraucht ginn a wou ee gesäit datt et wichteg ass datt een intervenéiert fir do eppes ze maachen.

(Interruptions)

Beispillsweis datt wann ee feststellt datt en Haus à l'abandon ass, datt dat ka verschidde Grënn hunn. Ganz oft gesäit een datt et Schwieregkeete sinn déi sech ergi well een eng Baugenehmegung net kritt, do brauch een nëmmen de Pôle Nord hei an der Stad ze kucken, et gesäit een datt op anere Plazen net gebaut gëtt well déi Persoun, déi Propriétaire ass, versturwen ass an d'Héritierë sinn iergendwou an der Welt dorëmmer verstreet. Bei anere Saache si mol Leit Propriétaire déi a Gériatrie sinn, bref mir gesinn datt et ganz oft wichteg ass datt ee weess wou iwwerhaapt sech de Problem stellt an datt een da kann intervenéieren.

Och do wiere mer deen Ablack bereet, dee Moment wou en Haus à l'abandon ass, datt een do kënnt an der Gemeng ënnert verschiddene Konditiounen den Impôt foncier héijen. Well augenblécklech déi eenzeg Aart a Weis wou ee kann intervenéieren, dat ass ze waarde bis wierklech d'Haus an d'Ruine fält an deen Ablack eréischt eng Interventioun kënne maachen, an dofir gi mer an deem Sënn eng Mo-

tioun mat eran, dat ass déi drëtt an déi lescht.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il existe dans toutes les communes de nombreuses places à bâtir isolées ou des maisons à l'abandon, situées dans les périmètres d'aménagement et de construction;

- considérant que les communes ne disposent pas d'un aperçu global de ces terrains et maisons et qu'il y a donc lieu de créer un cadastre des terrains isolés non bâtis et des maisons à l'abandon (Baulückenkataster);

- considérant que ce type de cadastre doit aller de pair avec la possibilité pour les communes de fixer un impôt foncier plus élevé quant aux maisons à l'abandon;

demande au Gouvernement

- de créer un cadastre des places isolées non bâtis et des maisons à l'abandon (Baulückenkataster);

- de permettre aux communes de fixer un impôt foncier plus élevé quant aux maisons à l'abandon.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Dann ass et esou datt mer verschidden aner Saache wichteg fannen, datt se och zur Debatt kommen. Dat eent ass e Problem dee mer hei schonn e puermol ugeschwat hunn, dat ass datt déi Leit déi Steiere bezuelen, datt déi munnech Avantagen hunn, an datt déi Leit déi keng Steier hunn, déi kréien net genuch geholl ef. Mir mengen dofir a mir hunn dat jo och schonns virun e puer Joer an enger Motioun festgehalen, wou mer leider déi eenzeg woren déi dat gemaach huet, datt mer do d'Negativsteier gefuerdert hunn.

Ech mengen datt mer op deem Wee do och solle goe fir de Leit kënnen ze hëllefen. Da schéngt ons wichteg ze sinn, datt een eng Assurance obligatoire beim Bau virgesäit. Et ass offensichtlech datt do wou et besteet, beispillsweis am Frankräich, de Mehrkäschtepunkt vun der Assurance obligatoire fir de Bau fäerdeg ze maachen a géint d'Mal façon, datt dat 0,15% bis 0,15% vum Bau méi deier gëtt. Wann en obligatoresch ass, iwwerall. Datt awer och domadder alleguer déi Schwieregkeeten déi kënnen entstoen, wann op eng Kéier e Promoteur oder eng Baufirma Faillite mécht, wann op eng Kéier Malfaçonen entstinn, datt déi iwwert dee Wee do rapid kënne behuewe ginn ouni datt et zu Schwieregkeeten herno kënnt, an ech erënneren do an deem Zesummenhang un déi Proposition de loi déi ech erabruecht hat viru gerauмer Zäit an déi bal op alle Bänken e groussen Accord fonnt hat.

Dann ass eng aner Saach, Här Minister, wou Dir selwer direkt impliзéiert sidd oder am Regierungsprogramm steet datt Der eppes sollt maachen, a wou Der och an dem Zéngpunkteprogramm fir de Commerce et widderholl an ugedeit hutt, mä wou mer awer de Projet de loi net hunn. Dat ass deen iwwert d'Réglementatioun vun der Professioun vum Secteur immobilier.

Et ass wichteg, Här Minister, datt mer hei endlech dee Projet de loi kréien. Ech wär frou, Här Minister, wann Der ons kënnt soe wéini. Well et gesäit een ëmmer méi datt just déi Branche do gréisstendeels vu Failliten ass a wou e gudden Deel frauduleuse sinn. Mir gesinn och do datt ganz vill Agents immobiliers ouni Mandat sinn a mir mengen datt et awer wichteg ass datt déi e Mandat obligatoire mussen hunn. Do ass et noutwendeg datt een déi gutt Agents immobiliers vun deenen trennt, déi hire Métier op eng Aart a Weis duerchféieren, déi ech léiwer net wëll qualifizéieren, mä déi op jiddfer Fall sech negativ fir ganz vill Leit auswierkt. Hei ass et wichteg datt endlech dat Gesetz op den Dësch kënnt.

E leschte Punkt, Här Minister, dat ass d'Impositioun vun de Plus-valuen. Wann een déi Gesetzgebung kuckt mat de Reglementer an de Circulairen an déi Zuel vu Prozesser, déi mer op de Couren, um Tribunal administratif an op de Cour administrative hunn, ech mengen da misst sech d'Regierung eng Kéier iwwerleeë fir déi Gesetzgebung do eng Kéier ze vereinfachen. Am Ausland ass et bei den Immobilië ganz oft esou, datt e gewëssene Prozentsaz vum Verkafspräis, 30, 40 oder 50% fräi gemaach gëtt, net imposéiert gëtt, an de Rescht imposéiert gëtt. Dat ass eng einfach Léisung an déi géif munches évitéieren, well hei ganz oft désagreabel Surprisë sinn, wou allméigleches gefréckelt a gemaach gëtt. Et ass op jidde Fall net dat richtegt, fir op deem Wee do ze bleiwen an do muss sech d'Regierung Verschiddenes iwwerleeën.

Dat gesot, Här Minister, sinn an deem Rapport, dee vun der Kommissioun komm ass, ganz vill Saachen déi mer weider och nach ënnerstëtzen, iwwert de Bail à loyer und und und, an et sinn aner Saache wou mer a verschiddene Propositiounen, déi mer hei wollte maachen oder preziséieren, méi kritesch woren.

Ech hoffen, Här Minister, datt Der aus där Debatt hei an aus dem Dialog och mat ons gesitt, datt mer wëlle verschidde Saachen änneren, verschidde Saache méi einfach maachen an datt et elo un der Regierung ass fir ze soen, wat se dann endlech wëllt maachen, ouni elo op de Wee ze goe fir ëmmer zousätzlech a vill nei Mesuren ze maachen, mä fir ze kucken, esou effikass wéi méiglech, e puer wichteg Mesuren duerchzezéien a sech dorobber ze konzentréieren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi mat e bëssen engem komesche Gefill an dësen Débat, engem Gefill vu Moutarde après dîner. Ech hunn éischter d'Gefill mir hunn hei en Débat ex post pour orienter les Députés, wéi en Débat d'orientation un d'Regierung.

Ech wëll drun erënneren, dass et elo schonn 20 Méint hier sinn dass mer d'Interpellatioun vum Kolleeg Di Bartolomeo haten an dass mer dozwëschen eng laboriéis Prozedur vum Débat d'orientation gemaach hunn, déi sécherlech ganz luewenswäert war, mä wou een awer och kann de Verdacht hunn, dass eng Verzögerungstaktik hei am Spill war, fir dem Interpellant d'Waasser vun der Millen ze schäffelen.

Well während mir an der Kommissioun ganz vill a ganz profund debattéiert hunn, huet d'Regierung e Paquet vu fiskalesche Gesetzer am Summer an am Hiescht vum leschte Joer ficeléiert. Et gouf e Plan d'action virgestallt - wat jo ongewéinlech ass, ech rappeléieren dass bei PISA nach ëmmer kee Plan d'action zustane komm ass - an am virauseilende Gehorsam sinn eng Rei vu Mesuren an d'Wee geleet ginn oder zumindest ugekënnegt ginn, an domat huet den Här Boden, dee jo éischter - fir et diplomatesch auszedrécken - de Ruff vun enger roueger Hand huet, eng Rei vu Kritiker zimlech iwwerrascht.

(Interruption)

Mä vläicht war et och de grousse Chef, deen e quokelegt Wahlkampfthema gericht huet an dofir seng Logementsinspekteren mobiliséiert huet, ier et zu engem elektoralen Ultimatum komm ass an zu engem Krich ronderëm verstoppte Réserves foncières.

D'Situatioun an der Arena vum Parlament huet sech allerdéngs iwwert déi 20 Méint spektakulär entschäerft. Ob se sech allerdéngs um Wunnengs- an um Bauterrainsmaart entschäerft huet, dat léisst sech bis elo éischter bezweifelen. Trotz deene Reserven an trotz deem komesche Moutarde-après-dîner-Gefill, muss ech dem Rapporteur hei mat ganzem Häerzen an Nodrock félicitéiere fir seng Seejomëssenaarbecht. Hien ass vun der Disziplin vu 1.500, 5.000 oder 10.000 Meter op de Marathon iwwergaangen an huet hei en Opus magnum mat der Envergure vun enger Dokteraarbecht ofgeliwwert.

(Interruption)

Oder Infirmieren.

Ech wëll awer och dem President vun der Kommissioun nach nodréiglech félicitéiere fir seng Beharrlechkeet a fir säin Esprit d'ouverture. Mir hu sou vill Leit emfaangen, dass et mech net gewonnert hätt, wa mer och nach eng Delegatioun vun Nuetseilen a vu Fliedermais iwwert de Logement emfaangen hätten, sou vill Leit hu mer do consultéiert. Mir hunn och den…

(Brouhaha général et interruptions)

Als Vertrieder vu menger Fraktioun hunn ech dem Rapport och zougestëmmt. Net nëmme well en esou gutt war, mä well mir an deem Rapport eng ganz Rei Iddie fonnt hunn, déi duerch dee Rapport salonfäeg gi sinn an déi mer scho säit Jore vertrieden, wou se nach net salonfäeg waren. Zum Beispill den Droit de préemption, de Primat vum Aménagement du territoire, d'Bestrofung vun der Rétentioun vun Terrainen, d'Verantwortung vun de Gemengen etc.

Allerdéngs ginn natierlech esou Mesuren, wéi der lech kënnt erwaarden, net wäit genuch, mä et ass awer duergaange fir dass mir konnten dee Rapport stëmmen. Ech wëll och elo net, wéi verschidden aner Leit, de Rapport nach eng Kéier 30 Minutte laang paraphraséieren, mä zwee, dräi wichteg Punkten erausgräifen.

Den éischten ass deen, dee fir eis besonnesch wichteg ass, nämlech d'Vernetzung vum Logement mam Développement durable. Mir hunn eis ëmmer scho fir eng Abettung vun der Logementspolitik an eng kohärent Politik vum Développement durable ausgesprach. Besonnesch an der Perspektiv vun deem berühmten 700.000-Awunner-Stat kann een net op e gewëssene planwirtschaftleche Ruhm verzichten.

Dat schéngt an dësem Land awer net ëmmer sou evident ze sinn. Net nëmmen datt ee bei all zaghaftem Versuch, Uerdnung an de landesplaneresche Chaos an an den administrative Laisser-faire ze bréngen, dem Dirigismus oder der Planwirtschaft bezichtegt gëtt, och souguer wann et e Konsens iwwer virausschauend Prospektioune gëtt, geschitt nawell näischt.

Et war nämlech précisément bei der Interpellatioun vum Här Bartolomeo iwwert de Wunnengsbau vum Joer 2001, wou déi Gréng eng faméis Motioun iwwer ëmfaassend Etüde fir de Scénario 700.000 virgeluecht hunn. Déi ass unanimement ugeholl ginn an de Premier ass och scho widderhuelt dorun erënnert ginn, mä et ass nach kee Fiederstréch dovunner a Musek ëmgesat ginn.

Firwat menge mir, et misst een e Minimum vun Dirigismus och am Beräich vum Logement aféieren? Et bien, net nëmme well d'Situatioun trotz alle Berouegungspëllen nach ëmmer méi wéi ugespaant ass, mä virun allem, an dat mag e bësse cocasse klēngen, fir duerch Dirigismus erëm Maartverhältnisser hierzestellen. Et besteet nämlech de Moment um Logementsmarché keng Distorsioun tëschent Demande an Disponibilité, mä tëschent Demande an Offer.

Kurioserweis brauch een e also Dirigismus fir wirtschaftlech Gidder, nämelch Bauterrainen a Wunnengen, déi anscheinend a genügender Zuel produzéiert ginn, an net nëmme fir 450.000 Awunner, mä anscheinend souguer fir eng Millioun Awunner, erëm op de Maart ze ginn, fir also reell Maartkonditiounen zu ugemoossene Konditiounen a Präisser erëm hierzestellen.

Dofir musse mer Oligopolen ofschafen. Mir musse Maartblockéierungen dereguléieren. Mir musse feudal Zoustänn zugonschte vu Liberalismus ofschafen. D'Libéralisatioun, also duerch Dirigismus, dat ass mol e bëssen eng aner Method wéi ee se soss sou gewinnt ass. Dobäi limitéiert sech den Dirigismus, deen hei néideg ass, awer zu 90% ganz einfach op d'Landesplanung, op de Primat vun der Landesplanung, op de Primat vun engem Programme directeur vun de Plans sectoriels, vum Plan sectoriel vum Transport, vum Naturschutz a vum Plan sectoriel logement. An do fält mer an, wou deen iwwregens schwieft - well de Plan sectoriel logement ass jo ugekënnegt -: Ass deen nach an engem Tirang oder op engem Räissbriet vum Ministère d'Aménagement du territoire oder ass en an der Zwëschenzäit och am Ministère du Logement gelant?

Mir wëllen awer feststellen, dass och hei am Rapport déi landesplaneresch Usätz schonn ënnert verschnörkelte Formen ze fanne sinn. Ech zitéieren hei ee ganze flotte Saz: „Aussi, les nouveaux projets d'aménagements communaux devront être calqués sur une démarche à introduire dans le cadre d'un plan de développement aboutissant à la fois à l'expression spatiale, temporelle et financière d'un plan communal qui traduit l'évolution potentielle des principaux composants, à savoir démographique, social, économique, environnemental, touristique, paysager, budgétaire etc." Dat ass also eng zimlech schwiereg Ëmschreiwung vun dem Primat vun der Landes-, vun der Stad- a vun der Duerfentwécklungsplanung.

Mir wëllen also eng Stad- an Duerfentwécklung déi Prioritéit virum Wildwuchs genéisst, eng Stadentwécklung déi opgrond vun hire Pläng rechtlech bindend ass, déi opgrond vu Stadentwécklungspläng muss Prioritéite fir d'Schléissung vu Baulücken an d'Erschléissung vu Bauterrainen definéieren, déi opgrond vu kloeren Echéancë festleeën, wou déi Terrainë mussen um Maart sinn, mat Preferenz fir d'Gemengen. Dat alles an nach méi misst eigentlech an engem Kadergesetz festgeluecht ginn oder mindestens an engem rechtleche bindende Plan sectoriel.

Déi méi wäitgehend Mesurë sollen eis awer net entbannen, fir och kuerzfristeg Mesuren an d'Aen ze faassen, fir bestoend Bauterrainen an den Uertschafte kënnen ze erschléissen an doriwwer eraus Baulandreserven der ëffentlecher Hand zouzeféieren. Ech wëll véier, fënnef Punkten eraus picken aus deene méigleche Mesuren.

Den éischten ass schonn hei zitéiert ginn, nämlech den Droit de préemption, deen eng relativ komplizéiert Affär ass, well an der Kommissioun huet ee misse feststellen dass verschidde Leit ganz diamétralement opposéiert Meenungen dozou haten. Well et waren och Leit déi gemengt hunn et géif duergoen dass d'Gemenge géifen informéiert ginn, wann et zu enger Transaktioun kënnt. Mä ech mengen dass den Droit de préemption, an deene Länner wou en ugewannt gëtt, e bësse méi wäit geet. E geet zwar och net sou wäit wéi de Kolleeg hei gesot huet, dass et eng verstoppten Expropriatioun wier. Et ass ee Mechanismus, deen de Gemengen awer erlaabt an deene gewëssene Zones prioritaires oder de Zones à aménagement différé, am Kader vum PAG, kënnen eng aktiv Urbaniséierungspolitik ze bedreiwen.

Doraus er ergëtt sech dann och den Argumentaire fir déi Zonen ze definéieren, wou den Droit de préemption spillt, well déi musse jo a priori definéiert ginn. Et ass eng Konditioun, dass d'öffentlech Hand net willkürlech Usprëch op Privatterrainen erhieft, mä dass an enger laangfristeger Perspektiv kloer ass fir wéi eng Zwecker d'öffentlech Hand déi Terrainë braucht.

Do kënne sech natierlech zwee Problemer stellen. Den éischten ass deen, dass bei verschiddene Projete sech kuerzfristeg Besoine kënnen erginn, déi d'Gemeng net an enger mëttelfristeger Perspektiv erkenne konnt, zum Beispill beim Bau vun engem Lycée. Déi Problemer wäerte mir an nächster Zäit nach méi genau kenne léieren.

Den zweete Problem, dee sech beim Droit de préemption ka stellen, ass dee vun de Präisser vun den Terrainen, wou en Droit de préemption drop besteet an déi zu engem gewëssenen Zäitpunkt op de Maart kommen. Dat ass eng komplex Diskussioun, déi och an der Kommissioun gefouert ginn ass, an ech hu mech emol versicht e bësse kënneg ze maachen, an zwar an engem Text vun den Häre Comby a Renard am Kader vun engem Rapport un d'Assemblée nationale vu Frankräich.

Ech wëll dorauser e längert Zitat brénge fir e bëssen de Choix ze weisen, deen ee muss maachen, wann een den Droit de préemption op esou Terrainë spille loosse wëllt. Déi Autore soen an hirem Gutachten: « Une saine conception de la préemption suppose donc qu'on distingue assez radicalement deux situations selon que la préemption est un outil de drainage des plus-values au profit du financement d'un aménagement en cours ou en projet ou selon qu'elle n'est que l'exercice d'un droit de préférence de la collectivité pour lui permettre d'acheter les terrains qu'elle juge nécessaire à la bonne gestion de son territoire.

Si l'on est dans la première situation, c'est-à-dire dans un secteur où se déroule une opération d'aménagement qui valorise les terrains, il est certain que leur acquisition doit se réaliser non pas au prix du marché, mais à un prix révisé pour en retrancher les plus-values liées à cet aménagement et au changement de qualification juridique des sols; et dès lors, ce sont tous les terrains qui doivent être si possible acquis.

Par contre, lorsqu'on se trouve dans la situation plus banale d'un quartier dans lequel quelques acquisitions peuvent être utiles à la collectivité, il devient illogique qu'en faisant jouer le droit de préemption, on prétende acheter le bien immobilier à un autre prix que celui auquel il aurait sinon été vendu. Il faudrait mieux parler alors d'un simple droit de préférence et non d'un droit de préemption. »

Mir kommen also, wann een den Droit de préemption géif groussflächlech uwenden, unweigerlech an eng Diskussioun zwëschent Riichtpräisser a Maartpräisser. Mir sinn der Meenung, dass an enger normaler Situatioun net vill géint d'Applikatioun vu Maartpräisser ze soen ass. Wann awer eng Maartverzerrung besteet, an déi ass de Moment net ze regelen, dann allerdéngs ass e Kadaster vu Riichtpräisser dat Mindest wat ee kann als net contraignant Instrument fir d'öffentlech Hand verlaangen.

Esou e Kadaster vu Riichtpräisser soll dann och d'Basis fir Verhandlungen duerstelle wéi se kéinte mat Mécanismen duerchgefouert ginn, déi ech scho virun 20 Méint hei opgefouert hunn um Beispill vun der däitscher Gemeng Bocholt, déi jo eng speziell Stell vu Bodenmanagement installéiert huet, fir deen Droit de préemption och aktiv kënnen ze gestalten. Iwwregens hunn ech do rezenterweis gelies, dass an der Zwëschenzäit op där Gemeng 40% vun den Transaktiounen zumindest iwwert déi Stell gelaf sinn, natierlech net vun der Gemeng kaaft gi sinn, mä dass awer déi Stell do mat impliz éiert war.

En zweet Instrument sinn déi steierlech Mesuren, nämlech déi

drastesch Erhéijung vum Impôt foncier am Fall vu Rétentioun vun Terrainen. Dat ass eng Fuerderung, déi mir scho säit fënnef oder zéng Joer an eisem Programm gestallt hunn. Esou eng Steier muss natierlech substanziell héich sinn, fir dass se wierksam ass. Dat gëllt besonnesch bei Leit, déi ganz vill Terrainen hunn, well soss mécht déi Steier par rapport zu där Plus-value, déi se kréien, well se d'Terraine behalen, nëmme Peanuts aus.

Déi Steier muss natierlech och zäitlech a raimlech gestaffelt sinn an och vum PAG aus definéiert ginn, mat deene bekannten Ausnahmen, déi schonn zitéiert gi sinn, nämlech déi vun de Baueren an déi vun deem Fall, wou ee säin Terrain gäre senge Kanner vermécht.

Mir mengen, dass mer trotz deene fiskalesche Faveure vum leschte Joer net laanscht eng Bestrofung vun der Rétentioun vu Bauterrainen kommen, mä dass wahrscheinlech déi nächst Regierung do muss an de saueren Apel bäissen.

Ech kommen dann zu deem drëtte Mechanismus, nämlech deem vun de Réserves foncières. Bei deene fiskalesche Mesurë vum leschte Joer hätte mer d'Geleeënheet gehat fir den öffentlechen Träger d'Geleeënheet ze gi Réserves foncières unzeleeën. Eis Iddi war et nämlech, dass een déi fiskalesch Faveure nëmme kéint uwenden, wann een eng Vente u Promoteurs publics géif maachen. Dat ass awer net de Fall gewiescht.

Mir hunn zwar de Moment keng fiabel Zuelen, mä onsen Informatiounen no gesäit et esou aus wéi wann no den zäitlech begrenzte fiskalesche Mesuren d'Gemengen an de Fonds du logement nach net schrecklech vill Terrainen ugebuede kruten. Op där anerer Säit ass mer gesot ginn, dass awer scho vill Land private Promoteuren ugebuede gi wär. Wann dat esou ass, da riskéiere mer zu folgender abstruser Situatioun ze kommen: Et ginn zwar déi ugestriefte Réserves foncières geschafen, mä si befanne sech net an öffentlecher, mä a privater Hand, an net an egal wéi enger privater Hand, mä an der Hand vun deene Spezialisten, déi scho säit Jorzéngte wësse wéi ee mat Bauterraine spekuléiert, fir herno e maximale Benefiss erauszeschloen.

Une voix.- Très bien.

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG)*.- A wann déi Terraine grouss an divers genuch sinn, kënne se scheibchesweis op de Maart bruecht ginn. An da wäert et 2005 esou wäit kommen, dass awer déi ugedréite fiskalesch Strofaktiounen ënnerholl ginn, allerdéngs eréischt ënnert der nächster Regierung. Domat hätte mer dann zwëschenzäitlech e Mechanismus agefouert, wou d'öffentlech Hand den Transfert vun Terrainë vun enger privater Hand an eng aner subventionéiert, mat dem Effekt dass déiselwecht öffentlech Hand spéider dann eng Kéier erëm dropleeë muss, wa se wëllt déi Terrainen zu bestëmmten Zwecker kafen oder sech Baulandreserve wëllt uleeën. An dat kann et dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net gewiescht sinn.

Déi véiert Mesure ass déi vun de Baulücken a vun den Terrains vagues. Do besteet jo theoretesch d'Méiglechkeet vun de Gemengen eng Obligation de construire auszespriechen. Déi gëtt natierlech seelen aus bekannte Grënn ugewannt, allerdéngs ass se a ville Situatiounen noutwendeg: a Situatioune vun Denkmalschutz, fir d'Esthetik vun de Stied an den Dierfer ze erhalen oder vläicht erëm ze schafen, fir eng innerstädtesch Kohärenz oder och fir d'Förderung vum innerstiedleche Commerce a vum innerstiedleche Wunnen. Dat ass natierlech eng delikat Ugeleeënheet an dofir wëll ech spéider drop zréckkommen, dass ee vläicht zumindest d'Mécanismen dovunner kéint aus der Kompetenz vun de Gemengen eraus huelen.

Wann een natierlech elo kuckt wéi eng regional Strukture vu Buedemmanagement, fir dat mol esou auszedrécken, iwwerhaapt a Fro kommen, fir dass d'öffentlech Hand méi eng aktiv Roll ka spillen, dann hu mer eng Hellewull vu verschiddene Programmer a vu Stufen.

Op der Stuf 1 de Programme directeur. Op der Stuf 2 d'Plans sectoriels régionaux. Op der Stuf 3 de Plan sectoriel logement, wann et en nach ëmmer gëtt. Op der Stuf 4 d'Stad- an d'Duerfentwécklungspläng. Op der Stuf 5 d'Plans d'aménagement généraux.

Mir fannen, dass et zwëschent all deenen Niveaue misst eng Form vu Koordinatioun ginn, sief et national oder regional, a Form vun enger Agence, déi dee Bodenmanagement ebe gestaltet. Déi géif dann opgrond vun de PAGe festleeë wéi eng prioritär Bebauungszonen definéiert ginn. Si géif Riichtpräisser etabléiere vun den Terrainen. Si géif déi Obligation de construire an d'Prozeduren ëmsetzen. Si wier och den Adressat vum Droit de préemption, haaptsächlech fir déi kleng Gemengen, déi sech keng opwendeg Consultingservicer leeschte kënnen. A si géif och d'Gemenge bei de Verhandlunge mat de Propriétairë beroden. Zesummegefaasst: D'Gemenge solle méi Moyene finanzieller an administrativer Natur kréien, fir erëm den Zepter vun dem Aménagement an dem Logement an d'Hand ze kréien.

Allerdéngs wëlle mir zumindest d'Exécutioun vu verschiddene Grenzsituatiounen aus dem direkte Kompetenzeberäich vun de Gemengen eraus huelen, quitte dass d'Décisioun nach ëmmer bei de Gemenge bleiwe sollen, zum Beispill d'Obligation de construire. Déi Décisioun iwwert d'Obligation de construire soll zwar weiderhin an der Hand vun de Gemenge leien, mä d'Exécutioun kéint ee bei regionalen oder interkommunale Bodenmanagementstrukture leeën.

Zweetens d'Obligatioun fir d'Gemengen, déi jo och festgesat ass, fir bedürftege Leit en Daach iwwert dem Kapp zur Verfügung ze stellen. Och hei soll d'Gemeng Ulafstell bleiwen, mä vu dass déi meescht Gemengen net iwwer genuch Wunnengsreserven an och natierlech net iwwer rapid Marges de manoeuvre verfügen, wier et besser déi praktesch Exécutioun vun deem Droit an eng koordinéierend Stell ze verlageren. Dat ass de Moment natierlech haaptsächlech de Fonds du logement, deen trotz aller Pénurie nach ëmmer iwwer e gewëssene Pool vu Réserves a marges de manoeuvre verfüge kann.

Drëttens d'Verhandlungen am Kader vum Droit de préemption oder dem Droit de préférence communale an och a leschter Instanz d'Expropriation pour utilité publique. Et sollen zwar weiderhin d'Gemenge sinn déi hiren Droit de préemption am Kader vun dem PAG definéieren, mä déi oft komplizéiert an deier Prozedure géife besser vun enger zentraler oder regionaler Stell getätegt ginn, zumindest bei de klengen Gemengen.

Mir wëllen hei eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung dozou invitéiert emol e bësse studéieren ze loosse wéi eng Mesuren et iwwert déi eraus, déi elo scho beschloss gi sinn, nach gëtt, fir eng e bësse méi kohärent Politik an där Matière duerchzeféieren.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- saluant l'intention du Gouvernement d'intervenir activement contre la spéculation foncière et en faveur d'un accès socialement responsable à la propriété foncière;

- craignant que les moyens d'influence par le biais de mesures d'incitation ne risquent de s'avérer insuffisants et que des réglementations ne deviennent inéluctables face à un accroissement probable de la demande;

considérant que dans le scénario d'un succès insuffisant des mesures d'incitation proposées dans la loi du 30 juillet 2002 il serait utile que le Gouvernement dispose d'un éventail de mesures plus efficaces, le cas échéant ayant fait leurs preuves à l'étranger, afin de pouvoir choisir, le moment voulu et le plus rapidement possible, celles qui pourraient s'avérer efficaces dans notre pays;

- considérant certaines expériences de « management du sol » au niveau communal à l'étranger;

invite le Gouvernement

- à faire établir, par un bureau d'études spécialisé, un inventaire des principaux moyens envisageables pour permettre aux pouvoirs publics, notamment à l'Etat et aux communes, d'intervenir d'une façon efficace pour mettre à disposition des citoyennes et citoyens des terrains à bâtir à des prix socialement soutenables;

- à proposer, sur base de cette étude, un plan d'action visant à doter les pouvoirs publics du dispositif réglementaire et des moyens financiers nécessaires pour mener une politique d'accès à la propriété foncière socialement responsable.

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Ech kommen als drëtte Punkt zu de Mesuren um Gebitt vum Logement locatif. Do ass natierlech en éischter Stell den Ausbau vun dem Fonds de logement ze nennen. Méi Wunnenge bauen an enger mëttelfristeger Perspektiv, méi Wunnenge verkafen, méi op de Marché vun der Locatioun bréngen, méi bestehend Wunnengen opkafen, sanéieren, weider verlounen oder verkafen. Parallell dozou soll een awer och Beméiunge maachen, méi Wunnengen aus privater Hand op de Marché ze bréngen. Dofir hu mir kee Problem mat dem Prinzip vun der Ophiewung vum Ënnerscheed tëschent Haiser virum oder nom Datum vum 11. oder 10. September 1944.

Et ass kee Problem, mä d'Gefor datt dann eng gutt Partie schlecht awer erschwénglech Wunnenge fir d'Leit ewech falen, déi sech keng aner méi deier leeschte kënnen, ass natierlech reell. Dat kann natierlech kee Grond si fir elo déi al Häipe verfalen ze loossen, dofir soll een zwou parallell Schinne fueren. Engersäits kucken dass déi Leit, déi sech wierklech keng Wunneng um fräie Maart kënne leeschten, vun deem Wunnengsprogramm vum Fonds de logement an aneren öffentlechen Träger voll profitéiere kënnen. Parallell dozou soll een e konsequente Sanéierungsprogramm vun aler Bausubstanz duerchzéien. Ech erënneren un d'Propositioune virun e puer Joer vum Mouvement écologique zesumme mam OGB-L, déi do gefuerdert hunn et soll e kohärente Programm sinn, deen esouwuel déi ekologesch wéi och déi energetesch an déi sozial Kritäre soll bündelen an dorauser en Altbausanéierungsprogramm mat sozialen Allocatioune verbannen.

Et ass och am Rapport scho gesot ginn, dass et méiglech wär eng Agence de location ze beoptragen op Statskäschte Wunnengen oder Haiser ze sanéieren, wou de Propriétaire entweder keng Motivatioun huet fir se ze sanéieren oder schlicht keng Suen huet fir se ze sanéieren. Ech mengen awer net wéi ech do aus dem Rapport gelies hunn, mä dat ass vläicht e bëssche missverständlech, dass dee Loyer sollt dann direkt erhéicht gi wann déi Wunneng sanéiert ginn ass, mä de Loyer soll deen ale bleiwen, well d'Sanéierung gouf jo bezuelt vun der öffentlecher Hand an eréischt no enger Zäit vun Amortissement, zéng oder 20 Joer, jee no Importenz oder Portée vun de Renovatiounen, fält dann d'Haus an déi üblech Maartkategorie. Déi Locatairen, déi dann de Loyer net méi kënne bezuelen, sollen dann op enger préférentieller Léscht vum Fonds de logement stoe fir eng aner equivalent Wunneng ze kréien. Domat hätt een dann dee geféierleche Mechanismus vum Mietzuschuss ëmgaangen, dee riskéiert allgemeng präisdreiwend op de Mietniveau ze wierken. Et hätt awer erreecht dass mëttelfristeg eng grouss Zuel vun ale Wunnenge sanéiert gi wären, wéi se ënnert normale Konditiounen net hätte kënne sanéiert ginn.

Niewent deene soziale Mesurë misst awer och um Niveau vun de generellen oder de normale Loyeren intervenéiert ginn. Et ass jo wahrscheinlech illusoresch fir maximal Loyeren no Qualitéit a jee no Lag ze fixéieren, an och ass de Recours un d'Mietkommissioun ëmmer e Schrëtt deen déi wéinegste Leit wëlle maachen. Mä et misst zumindest méiglech sinn datt ee Riichtpräisser fixéiere léisst, déi dann zumindest den Interessente virleien an déi se kënnten an de Verhandlunge mat de Propriétairen ufséieren.

A verschiddenen däitsche Stied ginn et jo esou Mietsspiegele wou Expäre Schätzungen iwwert den intrinsèquë Wäert vun enger Wunneng ustellen. Dat géing et och erliichteren d'Wäertsteigerung no méi oder wéineger durabele Renovatioune festzestellen. Dat wär zum Beispill och eng Aufgab vun deem sougenannten Observatoire. Domat kommen ech dann zu deem leschte Punkt, nämlech dee vun den nationalen a regionale Strukturen déi missten agefouert gi fir all déi sëlleche Programmer an Aktioun ze féieren. Do hunn ech elo schon hei eng ganz Léscht vun Institutiounen déi misste geschafe ginn. Engersäits den Observatoire, wou mir mengen dass en net nëmme soll Statistiken opstellen an Trends beobachten, mä och aktiv um Logementsmarché agräifen. Zum Beispill fir d'Koordinatioun vu verschiddenen Niveauë vum dem Plan sectoriel logement verantwortlech ze sinn an och fir d'Koordinatioun vun den Droits de préemption vun de Gemengen ze maachen.

Dann hätte mer dee vu verschidden aneren Orateure gefuerderte Fonds communal fir de Gemenge finanziell Moyenen ze gi sech Baulandreserven unzeleeën a fir eng proaktiv Aménagementspolitik ze bedreiwen. An dann déi Agence de location déi soll d'Roll vun enger sozial orientéierter Agence immobilière spillen. Schliesslech eng Bodenmanagementagentur, wéi mir se gär hätten, déi d'Landesplanung mat der Stad- an Duerfentwécklung verbënnt.

Dat ass natierlech eng Hellewull vun Aufgaben, eng Hellewull vun Instanzen an Administratiounen, an et stellt sech d'Fro ob et net méi sënnvoll wär déi executiv Kompetenze vun dësem Bodenmanagement ze regruppéieren. D'Fro ass: Soll een esou eng Agentur am Aménagement du territoire usiedelen, wou se jo och da vun der Thematik hier géing passen, oder an de Fonds de logement? A mir mengen, dass sécherlech de reforméierte Fonds de logement de Moment déi richteg Instanz wier, allerdéngs misst een dann awer eng méi kloer Trennung vu reglementaresche Befugnisser an deem ursprénglechen Optrag vum Fong, nämlech dem Baue vu Sozialwunnengen, duerchzéien.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëllt ech nach e ganz kuerze Rappel maachen deen ech och scho bei der leschter Ried gemaach hunn, dass nämlech iwwer all déi méi oder manner energesch a sozial motivéiert Mesuren och muss weiderhi versicht ginn e Mentalitéitswandel an der Bauten- an der Logementspolitik unzestriewen. Et ass scho gesot ginn: méi kleng Terrainen; méi kompakt Bauweisen; méi Sënn vu kollektivem Wunnen; ewech vun der Prioritéit vum Besëtz vu Land, deen éischter an eng Agrargesellschaft gehéiert, amplaz hin zu Fleeg vun der Bausubstanz selwer; méi e staarkt Hiféieren zu Mechanisme wéi dem Bail emphytéotique; de Rehaussement vun der Attraktivitéit vun den Duerf- a Stadzentre par rapport zu de Lotissementer baussen; an och staatlech a kommunal Initiative fir sozial Strukturen an Uerter vu Begéignung, awer och klenge Commerce erëm an d'Uertskären ze kréien; a schliesslech och fir do ze schaffe fir d'Ideologie vun der Ofschottung vun engem Eegenheem mat Thuja umsäumt ofzeschwächen, zugonschte vun Initiativen déi e Sens communautaire an d'Zesummeliewen am Alldag erëm nei kënne beliewen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ferny Nicklaus.

Mme Ferny Nicklaus-Faber *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt als éischt natierlech och dem Rapporteur merci soe fir säi ganz ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'Egalitéskommissioun hat schonn am Kader vun der Debatt iwwert déi wirtschaftlech a sozial Positioun vun de Fraen an eiser Gesellschaft op de Problem vun der Wunnengsnout opmierksam gemaach. Och wann déi Situatioun elo net onbedéngt dramatesch ass, huet sech d'Lag awer an deene leschte Joren zougespëtzt, virun allem wat präiswäert Wunnengen ugeet a strategesche Localitéiten a Regioune wéi d'Stad Lëtzebuerg an Nopeschgemengen, mä och de Süde vun eisem Land.

Et sinn natierlech an éischter Linn déi méi sozial schwaach Leit a Familljen déi betraff sinn. Si hu gréisser Problemer eng adequat Wunneng ze fannen, esouguer ausserhalb vun der Stad an aneren Zentren. Vu Kafen ass hei keng Rieds. Si si gezwongen a Gemengen ze plënneren déi wäit ewech vun der Haaptstad leien. Dës Gemengen hunn oft den Désavantage datt se schlecht un den öffentlechen Transport ugebonne sinn, esou datt d'Leit op privat Transportmëttel ugewise si fir schaffen ze goen. Sozial schwaach Leit a Famillje kënne sech awer oft keen Auto leeschten a sinn domadder an hirer Mobilitéit staark ageschränkt a riskéieren ausgegrenzt ze ginn.

D'Fro vun enger adequater präiswäerter Wunneng stellt sech ëmsou méi fir elengerzéiend Elteren, besonnesch elengerzéiend Mammen. Ech erënneren drun datt méi wéi 80% vun de Ménages monoparentaux vu Frae geleet ginn, Tendenz steigend wann een d'Statistike kuckt. Et ginn ëmmer méi Koppele getrennt oder gescheet an an deenen allermeeschte Fäll kréien d'Mammen d'Suergerecht vun de Kanner zougesprach.

Et geet ganz kloer aus der Fraendebatt vun dësem Joer ervir, datt d'Stéit, déi vun enger Fra geleet ginn, am Prinzip manner héich Revenuen zur Verfügung hu wéi déi déi vu Männer geleet sinn. D'Frae lafen also e vill méi grousse Risiko aarm ze ginn oder aarm ze sinn.

Nieft den elengerzéiende Mamme betrëfft d'Aarmutt och virun allem net beruffstäteg Fraen a Wittfraen. Wéinst hirer précairer finanzieller Situatioun kënne sech dës Fraen oft keng Wunneng um fräie Maart leeschten a fir si fänkt mat der Fro vun der Wunneng oft en Däiwelskrees un.

Et ass also wichteg de sozial schwaache Leit, an éischter Linn den elengstehende Fraen, ze hëllefen, hinnen d'Moyenen ze ginn eng adequat Wunneng ze fannen déi no bei hirer Aarbechtsplaz ass, no bei Opfangstrukturen a Schoule fir d'Kanner, bref no beim ökonomeschen, gesellschaftlechen a kulturelle Liewen. D'Wunneng däerf net zum Haaptproblem ginn, deen all Energie an all Ressource mobiliséiert an zur Ausgrenzung bäisteiert.

Et ass net esou datt d'Politik bis elo vis-à-vis vun der Wunnengsnout gläichgülteg gewiescht wor, ganz am Géigendeel. Et si vill Efforte gemaach gi fir d'Offer vun neie Wunnengen zu moderate Präisser oder Loyeren ze vergréisseren. Vill Familljen hunn hautdësdags eng eege Wunneng well se vum Stat oder vun de Gemengen ënnerstëtzt gi sinn. Anerer konnten an eng sozial Wunneng plënneren, wou se e relativ niddrege Loyer bezuelen, an dat nëmme well sech an deene leschte Jore staatlech a kommunal Mëttele méi wéi verduebelt hunn.

D'Reform vum Gesetz iwwert d'Aides au logement, déi kierzlech an der Chamber gestëmmt gouf, ass e weidert Beispill vum politesche Wëllen, sech dem Problem Wunnengsnout ze stellen an no konkrete Solutiounen ze sichen.

D'Reform vum 8. November 2002 gesäit eng Rei vun interessante Moossname vir, wéi zum Beispill d'Méiglechkeet fir de Stat, bei der Finanzéierung vun der Garantie locative ze hëllefen, wann de Locataire déi entspriechend finanziell Mëttelen net huet. Sou eng Moossnam ass besonnesch interessant fir Fraen, déi zum Beispill no enger Scheedung op der Sich no enger neier Wunneng sinn an déi oft net déi néideg finanziell Ressourcen hu fir kënnen eng Garantie locative opzebréngen. Et muss een net vergiessen, datt esou eng Garantie oft e Loyer vun e puer Méint duerstellt.

Et ass awer och esou, datt et mat vereenzelte Pisten a Moossnamen, déi duerchaus hiren Effekt op de Wunnengsmaart hunn, net kann duergoen. De Stat an d'Gemenge sinn opgefuerdert sech dem Wunnengsproblem an engem globale Kader unzehuelen. D'Situatiuon wäert sech nämlech an deene kommende Joren net verbesseren, wann een zum Beispill de Bevölkerungszouwuess a Betruecht zitt.

Dozou gehéieren och Moossnamen, déi deene Leit a Familljen zegutt kommen, déi haut net kënne vun de staatlechen Hëllefe profitéieren. Et gi Stéit mat niddrege Revenuen, déi weder Moyenen hu sech eng Eegewunneng ze leeschten, nach e Loyerzouschlag am Kader vum Mindestloun kréien. Si hu keng aner Alternativ wéi um fräie Maart en Haus oder Appartement ze lounen an e Loyer ze bezuelen, dee wäit iwwer hir finanziell Kapassitéite geet.

Et geet ganz kloer aus dem Rapport vun der Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ervir, datt méi Sozialwunnenge gefrot sinn. Mä bis déi stinn, verginn nach vill Joren. Konkret Moossnamen, déi kuerzfristeg kënnen agesat ginn, fir deene Leit a Famillen entgéint ze kommen, déi net vun den aktuellen Hëllefe profitéieren, sinn a mengen Aen noutwendeg. D'Egalitéitskommissioun hat dëser Debatt eigentlech scho virgegraff an am Kader vun der Fraendebatt vun dësem Joer op d'Wichtegkeet vun esou Mesuren opmierksam gemaacht.

Ech begréissen dowéinst d'Motioun déi d'Regierung opfuerdert d'Kritäre vun de Logementshëllefen nozekucken, fir och deene Stéit à revenu moyen entgéint ze kommen.

Ech hoffen och, datt d'Regierung an dësem Dossier eng besonnesch Opmierksamkeet deene Frae wäert schenken, déi eleng oder mat hire Kanner, no enger Trennung oder soss engem Evénement an hirem Liewen, ouni Wunneng do stinn an domat riskéieren an d'Exclusioun ze falen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Regierung sech dës Iwwerleeungen, déi méi besonnesch d'Frae concernéieren, wäert zu Häerz huelen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

M. Marco Schroell *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Haupert, merci soe fir säin excellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass scho gesot ginn, de Rapporteur huet hei eng quantitativ a virun allem qualitativ aussergewéinlech Aarbecht geleescht. An och den Ady Jung, als effikasse Kommissiounspresident, wëll ech a mäi Merci abezéien.

Laut der Volkszählung, Här President, vun 2001 zielt Lëtzebuerg ronn 172.000 Wunnenge fir 440.000 Awunner. Iwwer zwee Drëttel vun der Bevölkerung liewen an Haiser an een Drëttel wunnt an engem Appartement. Laut därselwechter Volkszählung zielt Lëtzebuerg 113.650 Propriétairen, 36.810 Locatairen an eidele Wunnengen, 5.485 Locatairen a Meubléen a 4.965 Locatairen à titre gratuit.

Dat heescht datt iwwer 70% vun de Ménagen zu Lëtzebuerg Propriétaire sinn. Dës Ziffere sollen d'Wunnengsnout hei am Land, déi reell ass, awer relativéieren. Ëmmerhin hu mer gëschter am Lëtzebuerger Wort gelies, datt tëscht 1986 an 2000 jährlech nëmmen 2.400 Wunnenge gebaut goufen, woubäi hirer 3.500 gefrot waren.

Meng Fraktiounskolleegin Simone Beissel huet sech jo an hirer Interventioun méi spezifesch op de Logement public konzentréiert. Ech mengersäits well a menger Interventioun méi op de private Wunnengsbau agoen.

Déi lescht Joren oder éischter Jorzéngten hu gewisen, datt et dem Stat schwéier fält fir d'Evolutioun um Wunnengsmaart ze begleeden. Et ass och ëmmer erëm Rieds gaangen…

(Interruption)

M. le Président.- Fuert weider, Här Schroell, an den Här Di Bartolomeo lauschtert no.

(Hilarité et interruptions)

M. Marco Schroell *(DP)*.- En zeckt mech, Här President.

Et ass och ëmmer erëm Rieds gaangen, fir haaptsächlech anhand vun steierleche Mesuren den Déséquilibre tëscht der Offer an der Demande an de Gréff ze kréien. Am Mee d'lescht Joer huet dunn d'CSV-DP-Regierung ee ganze Moossnamepackage virgestallt, deem säin Zil et ass fir mëttel- a laangfristeg d'Wunnengsnout ze behiewen.

Et handelt sech hei ëm dräi Zorte vu Mesuren, déi éischtens eng Halbéierung vun de Steieren op d'Plus-valuë beim Verkaf vu Bauimmobilien oder Bauplazen ervirruffen, déi zweetens eng Réductioun vun den Droits d'enregistrement erlaben, woubäi de sougenannte bëllegen Akt verallgemengert gëtt.

An dësem Kontext wëll ech drop hiweisen, datt d'Demokratesch Partei sech schonn 1990 an hirem Positiounspabeier iwwert de Logement, am Sënn vun enger Généralisation immédiate du tarif réduit des droits d'enregistrement et hypothécaires derfir agesat hat. D'Demokratesch Partei ass domat ëmsou méi frou, dass dës Propos elo ëmgesat gëtt.

Eng drëtt Mesure besteet am accéléréierte Remboursement vun der TVA, deen als Nieweneffekt och eng gréisser Entlaaschtung vun der Steierverwaltung bewierke wäert, well den Entrepreneur beim Ausbau an der Renovatioun direkt de reduzéierte Steiersaz vun 3% entriichte kann, anstatt wéi bis elo déi 15%. Zousätzlech gëtt bei Mietwunnengen den Taux d'amortissement vu 4 op 6% eropgesat, an dat fir déi éischt sechs Joer.

D'Gesetz gesäit fir, datt dës Moossname sech op d'Steierjoren 2002 bis 2004 bezéien. Am Joer 2005 huet d'Regierung geplangt e Bilan vun dëse Moossnamen ze maachen, an deemno wéi soll dann eng spezifesch Taxe op d'Spéculation foncière agefouert ginn.

Här President, hei wëllt d'Demokratesch Partei ënnersträichen, datt et absolut noutwendeg ass datt esou eng Taxe eleng an exklusiv déi Leit betrëfft, déi wierklech mat de Grondstécker spekuléieren. Et muss een awer festhalen - an do stëmmt d'DP der Union des propriétaires zou - datt vill Leit hir Terrainen net verkafen, well si se spéider hire Kanner oder Enkelkanner wëlle schenken. Et handelt sech also hei sécher net ëm eng Spekulatioun, mä ëm eng Gestioun vum Patrimoine famillial.

(Interruption)

Dofir verweist d'DP op den Artikel 16 vun der Consitutition, dee seet: „Nul ne peut être privé de sa propriété sauf pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité."

Soll de Stat iwwerhaapt agräifen, fir et dem Propriétaire vun eidelen Immeubelen oder ongenotze Grondstécker onrentabel ze maachen, op sengem Bien sëtzen ze bleiwen?

Hei komme mer natierlech an e ganz schwieregt Gebitt. Ech erënneren drun, datt am Gesetz vum 25. Februar 1979 d'Obligation de construire scho virgesinn ass. Dëst gesetzlecht Instrument gëtt bis elo bis awer net applizéiert, an ech froe mech firwat. Vläicht kann den Här Minister eis doriwwer eppes soen.

Här President, am Kader vu steierleche Moossname géing ech nach gären drop hiweisen, datt déi Demokratesch Partei an hirem Pabeier vun 1990 och nach Folgendes virgeschloen hat, an ech zitéieren: « Des mesures de subvention et de dégrèvement fiscal cohérentes doivent être envisagées, comportant d'une part les possibilités d'amortissements accélérés et d'autre part des exemptions de l'imposition sur les revenus touchés. » Dëst ass sécherlech eng Iwwerleeung wäert, fir zum Beispill de Revenu locatif während fënnef Joer net ze besteieren an op déi Manéier den Investissement an d'Immobilie méi interessant ze gestalten.

Här President, den Droit de préemption schéngt mir prinzipiell eng gutt Initiativ ze si fir d'Réserves foncières vun der ëffentlecher Hand opzestocken, mä et dierf awer net virkommen datt hei eng Politique à la tête du client entsteet. An anere Wierder: E Buergermeeschter dierf net aus méi perfiden Ursaache wéi déi vum allgemengen Intérêt säi Préemptiounsrecht geltend maache kënnen. D'Virverkafsrecht soll mat Mooss genotzt ginn, an zwar nëmmen am Intérêt vun der Allgemengheet. Op kee Fall kéint d'Demokratesch Partei domadder d'accord sinn, wann dat Virverkafsrecht a Richtung vun enger Enteegenung géing goen.

D'Beispill vu Frankräich, wou den Droit de préemption no klore Kritäre festgeluecht an no festen Objektiver ausgeriicht ass, ass a mengen Aen derwäert méi intensiv considéréiert ze ginn.

Här President, et ginn eng ganz Rei Grënn wiesou et am Laf vun der Zäit zu dësem Déséquiliber um Wunnengsmaart koum. Am grousse Ganzen ziele mir hei zu Lëtzebuerg eng séllech Zuel vun Aiden a Primen, déi de Leit sollen hëllefen den Dram vum eegenen Haus oder Appartement méi no ze bréngen.

Ëmmer an ëmmer awer si Stëmme säitens zum Beispill vun de Beruffskummeren ze héieren, datt de Stat op dës Manéier derzou bäigedroen huet, datt den Décalage tëschent der Offer an der Demande bestänneg gewuess ass. Ëmmerhin, trotz all de Primen, Aiden a Subventioune konnt de Stat et net verhënneren, datt mir haut dës Situatioun um Wunnengsmaart virfannen. Ass et net esou, datt dës Subventiounen d'Demande artifiziell opbloosen an haaptsächlech de Propriétairen an de Promoteuren duerch d'Hausse vun de Präisser zegutt kommen?

Här President, fir en équilibréierte Wunnengsmaart ze hunn, brauche mer eng équilibréiert Politik, déi d'Demande an d'Offer gläich staark ënnerstëtzt oder dem Besoin vum Marché Rechnung dréit.

An hirem Pabeier vun 1990 huet d'Demokratesch Partei een ënner anere wichtege Saz geschriwwen, deen ech mir erlaben un dëser Stell ze zitéieren: «Les initiatives publiques, ainsi que l'encadrement législatif ne doivent pas avoir pour objet de se substituer aux mécanismes du marché, mais veiller à ce que ces mécanismes puissent se dérouler dans des conditions normales. Il appartiendra aux pouvoirs publics, le cas échéant, de corriger certains dérapages ou situations abusives qui peuvent naître d'une mauvaise adéquation entre l'offre et la demande.» An anere Wierder, d'Gesetzer vum Maart spille wuel esou eng grouss Roll wéi d'Gesetzer déi mir hei an der Chamber stëmmen. Dëse Prinzip, Här President, schéngt mir haut wéi gëschter aktuell ze sinn.

Wa mir awer bedenken, datt d'Bevölkerung kontinuéierlech wiisst a gläichzäiteg d'Erschléissung vun neiem Wunnengsraum éischter lues virugeet, wier et duerchaus un der Zäit fir no neie Méiglechkeeten ze kucken an dat net zulescht fir um schnellste Wee den aktuelle Wunnengsmangel laangfristeg an de Gréff ze kréien.

Här President, et bleift nieft de steierleche Moossnamen, déi ech kuerz ernimmt hunn, virun allem am Beräich vun de Mietwunnengen esou munch Hiewelen a Bewegung ze setzen. Et geet hei drëm d'Attraktivitéit fir déi potenziell Investisseuren ze steigeren an doduerch d'Offer a puncto Locatioun ze verbesseren. Bis haut zitt de Lëtzebuerger et vir manner an Immobilië wéi a Mobilien ze investéieren. Nach ass d'Vertraue méi grouss an d'Bank wéi an de sougenannten Investissement dans la pierre. Dat leider, well de Locatiounsmarché bäi Wäitem net attraktiv genuch ass.

E weidere Problem, deen net nëmmen dem Bau vun neien Haiser, mä och vun Appartementer an domat als Konsequenz dem Parc locatif ze schafe mécht, sinn déi laang Files d'attente, déi op administrativer Säit entstinn. Fir de Parc locatif ënnert anerem ze erweidere mussen d'Autorisatioune méi zügeg virugoen.

Un dëser Stell wëll ech dofir ze bedenke ginn, datt laut der ALOC - an dat ass, mengen ech, vum Här Clement schonn erwähnt ginn -, der Association luxembourgeoise des organismes de la construction, en zukünftege Wunnraum vu ronn 1 Millioun Meter carré fir ongeféier 5.000 Appartementer an 800 Haiser en attente d'autorisation ass. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt an dësem Punkt mussen effizient Léisunge fonnt gi fir d'Waarden op déi respektiv Autorisatioune bedeitend ze kierzen. Dat hei ass just ee vun deene ville Grënn, déi zum aktuellen Déséquiliber bäidroen. An dësem Kontext verweisen ech op d'Äntwert vum Innenminister gëschter op eng Fro vu mengem Kolleeg Niki Bettendorf iwwert de Fonctionnement vun der Commission d'aménagement.

Här President, ech kommen elo méi spezifesch op de Sujet Locatioun ze schwätzen. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt dëse Marché ganz vill Méiglechkeete besëtzt fir de Wunnengsbau nei an dauerhaft unzekuerbelen, virausgesetzt et ginn eng ganz Rei Adaptatioune virgeholl.

Et muss een och bedenken, datt vun allen neien Immeublen, déi an de leschten zéng Joer gebaut goufen, laut Statec vun 2001 nëmmen 12% Appartementer waren, awer ëmmerhin 32% Eefamilljenhaiser, 26% leien am Bau vun industriellen Immeublen an 11% ware fir Weekendhaiser. D'Appartementer kommen also absolut ze kuerz. Engersäits ginn et genuch Demandeure fir Mietwunnengen an anerersäits bestinn och um Marché vill potenziell Mietwunnengen déi awer net, an dat huet seng Grënn, als solches exploitéiert ginn, mä vill méi als Büroflächen ëmmodeléiert sinn.

Här President, eng vun de Konsequenze vum Déséquiliber tëschent Offer an Demande ass och, datt d'Präisser vun der Locatioun substanziell geklomme sinn. Un dëser Stell wëll ech awer drop hiweisen, datt mir dës Situatioun net dierfen iwwerbewäerten. Laut engem Artikel vun enger Consultingsfirma an der Zäitschrëft Forum vum Mee/Juni d'lescht Joer läit d'Stad Lëtzebuerg an Europa mat engem Duerchschnëttsloyer vu plus ou moins 35 Euro pro Meter carré pro Mount un aachter Stell. London läit un der Spëtzt, da kënnt Paräis, Zürich, Frankfurt, Athen, Madrid a Berlin. Zu Roum, Amsterdam a Bréissel allerdéngs sinn d'Loyere méi niddreg.

Dës Situatioun entsteet zu engem groussen Deel aus der Rigiditéit vun de Loyeren, déi am Gesetz iwwert de Bail à loyer festgehale ginn. Am Moment ass d'Situatioun déi, datt potenziell Propriétairen-Investisseuren net tentéiert si fir hir Suen op dës Manéier unzeleeën, dat ëmsou méi well zum Beispill d'Rentabilitéit fir an d'Locatioun vu Büroen ze investéiere bedeitend méi héich ass wéi bei Wunnengen. D'Législatioun vum Bail commercial erlaabt et nämlech fir d'Loyeren dem Indice des prix à la consommation unzepassen. Heirausser entsteet och den aktuelle Problem vun der Désaffectatioun vu Wunnengen andeems si a Büroen ëmgewandelt ginn, e Problem op dee meng Fraktiounskolleegin Simone Beissel jo agaangen ass.

Ech zitéieren och hei nach eng Kéier den DP-Pabeier vun 1990, wou mir schonns drop higewisen hunn, datt eng Reform vum Mietgesetz absolut noutwendeg ass. Ech zitéieren: « La réforme de la législation sur les baux à loyer, ça concerne la loi du 27 août 1987, qui a donné lieu à de nombreuses controverses sur le plan politique, n'a pas apporté la détente sur le front de l'immobilier, bien au contraire. Il y a fort à parier que pour l'essentiel elle est restée lettre morte, tout comme la loi de 1955 qu'elle a remplacée. »

Am Numm vun der Demokratescher Partei wëll ech däitlechst betounen, datt e Relancement vum Wunnengsmaart anhand vun engem attraktive Locatiounsmarché fir Propriétairen a fir Locatairen eng déifgräifend Reform vum Mietgesetz virausschéckt.

Un éischter Stell muss d'Differenziatioun vu Wunnengen, déi virun an no dem 10. September 1944 gebaut goufen, opgehuewe ginn. Op dës Manéier gëtt et nees interessant fir de Propriétaire an d'Renovatioun vu senger Wunneng ze investéieren. Et ass och wichteg ze betounen datt op dës Manéier net nëmmen eisen aktuelle Parc locatif an automatesch och eise Patrimoine nei valoriséiert ka ginn. Mir sollten och bedenken datt op dës Manéier eng Rëtsch u weidere Wunnengen op de Marché kënnte kommen an esou de Parc locatif nennenswäert vergréisseren an och qualitativ verbesseren. Et ass och wichteg d'Mietgesetz de Gegebenheete vun haut unzepasse fir datt d'Mieter an och d'Vermieter sech besser an dësem Gesetz erëmfannen.

Natierlech ass et net einfach fir dës zwou Parteien op ee gemeinsamen Nenner ze bréngen, deen ee wunnt gäre bëlleg an deen aneren hätt gären en normale Rendement vu sengem Geld. Dat ass momentan net méiglech fir d'Propriétairë vu

Wunnengen déi virun 1945 gebaut goufen. Fir d'Demokratesch Partei ass et an dësem Kontext och be-gréissenswäert, datt d'CSV-DP-Regierung sech asetzt fir de Carnet de l'habitat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. Dës Initiativ huet zum Zil eng systematesch Identificatioun an Analys vun de gesamten Immobilië virzehuele fir dann déi entspriechend Moossnamen a puncto Revalorisatioun, Renovatioun, Sanéierung vun der Wunnengsqualitéit ze förderen.

Mir wiere frou wann d'Chamber ganz schnell mat dësem Projet befaasst géing ginn.

Här President, am Kader vun enger Politik déi agesäit datt de Wunnengsmaart nohalteg ka verbessert ginn, andeems méi Wäert op d'Locatioun geluecht gëtt, géif ech nees op den DP-Pabeier vun 1990 verweisen. Mir haten ons deemools fir eng Propositioun vum Conseil économique et social aus dem Joer 1983 ausgesprach. Et handelt sech hei ëm d'Aféierung vun enger Astufung vun de Wunnengen an dräi Kategorien:

- Catégorie de luxe, wou ee kënnt de Marchésmechanisme fräie Laf loossen;

- Catégorie moyenne: déi sollt unhand vun der Festleeung vun engem Taux maximal geregelt ginn; an

- Catégorie sociale: wou e Kader ausgeschafft misst gi fir d'Loyeren un de Revenu vun de Leit unzepassen.

Bei dëser Opdeelung mussen déi eenzel Kategorien natierlech esou prezis wéi méiglech definéiert ginn.

Här President, e weidere Punkt, deen ëmmer erëm zur Diskussioun steet, ass d'Limitatioun vum Rendement locatif op 5%. Schonn 1990 hat d'Demokratesch Partei dëse Punkt relevéiert, deen d'Investitioun an de Locatif net ëmmer besonnesch interessant mécht. Wa mer privat Investisseure fir de Marché vun der Locatioun wëlle begeeschteren, da misste mer och bereet si fir hinnen e bessere Rendement ze erméiglechen.

An deem Kontext wëll ech zum Schluss nach e puer Wuert zu de private Promoteure soen. Et ass duerchaus luewenswäert, datt de Stat anhand vum neie Gesetz iwwert d'Aide au logement de Promoteurs publics eng Participatioun vun net méi 40%, mä 70% respektiv 75% vum Bau oder vum Kafpräis zouséchert, wann den Immeuble à vocation locative ass. Mä do derniewent soll een awer och net déi privat Promoteure vergiessen, déi och e groussen Deel zum Bau vun neie Wunnenge bäidroen. De Stat oder d'Gemenge sollen net déi eenzeg sinn déi sech um Investissement an dem soziale Wunnengsbau bedeelegen. Privat Promoteure si keng Finanzhaien déi d'Leit nëmme wëlle schröpfen, si si Geschäftsleit déi och grouss Risiken ze sécheren hunn. Wien haut baut huet ënner anerem eng grouss Oplo a kasséiert net automatesch bei all Projet riseg Plusvaluen.

Här President, et gi vill Méiglechkeete fir de Wunnengsmaart nei a laangfristeg unzekuerbelen. Eleng d'Liese schonns vum Rapport vun der Chamberskommissioun zu dësem Débat stellt dat ënner Beweis. Wéi eng Mesuren och geholl ginn, si mussen am Aklang an an der Kooperatioun mat de Concertéierte geholl ginn. Och d'Gemenge mussen iwwerzeegt ginn, datt si hir Quartieren oder Dierfer esou wuesse kënne loossen, datt déi nei Leit sozial integréiert ginn. Si musse vum Stat déi finanziell Ënnerstëtzung kréie wat déi zousätzlech néideg Infrastrukture wéi Schoulen, Kultur a Sportinstallatiounen ugeet.

Fir d'Wunnengsnout an de Gréff ze kréien, dierfe mer ganz bestëmmt net de Kapp an de Sand stiechen. All Mesuren déi scho geholl si ginn an déi nach musse geholl gi si wichteg, mä all dës Hëllefe mussen och periodesch kuerzfristeg ëmmer erëm évaluéiert an ugepasst ginn, well de Marché permanent évoluéiert.

An deem Sënn sinn a bleiwen de Stat, d'Gemengen, d'Promoteuren an déi politesch Responsabel gefuerdert. Si sinn opgefuerdert e vläicht innovativen Dialog an Zukunft ze féieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Kolleegen, ier mer elo dem Wunnengsbauminister d'Wuert ginn, wollt ech nach e Wuert soen. Ech si verschiddentlech ugesprach gi wéi wäit mer haut géinge fueren. Mir fuere bis dee Punkt hei ofgeschloss ass. Also d'éischt äntwert elo de Minister Boden, an ech ka mer net virstellen datt dee manner wéi déi Zäit schwätzt wéi virgesinn ass, nämlech 40 Minutte laang.

(Brouhaha général)

Ma neen, et si mindestens aacht Riedner déi hei opgestallt sinn an déi him Froe gestallt hunn, also ech mengen da muss een dem Minister och d'Méiglechkeet ginn ze äntwerten, an dann hu mer uschléissend nach zéng Motiounen an eng Resolutioun. Et hänkt elo vun eis alleguer of, also un deenen déi Motiounen abruecht hunn, wéi laang dass et elo dauert. Ech wollt dorop opmierksam maachen. Gitt net fort. Loosst mer elo schéin nolauschtere wat de Minister eis ze soen huet an da stëmme mer herno of, fir datt mer eisen Ordre du jour haut erleedegt kréien, well fir muer de Mueren a muer de Mëtte si mer och voll ausgelaascht. Et huet also guer kee Wäert fir dann elo éischter opzehalen, well da musse mer dat muer derbäihuelen.

D'Wuert huet elo den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Merci, Här President. Ech wëll mäi Bescht maachen, hei déi Debatten net ze vill laang ausuferen ze loossen, well am Virfeld ass jo scho ganz vill geschafft a gesot ginn. Ech wëll domat ufänken, fir op déi virbildlech parlamentaresch Aarbecht hinzeweisen, déi bei dëser Debatt gemaach ginn ass am Virfeld an och haut an der Diskussioun.

Déi parlamentaresch Kommissioun huet eng grëndlech Diskussioun mat alle Partner geféiert, och mat dem Wunnengsbauminister. Déi Aarbecht ass vläicht erliichtert ginn, dat wëll ech soen, well mer e Plan d'action logement haten. D'Regierung war also net ontäteg, wéi gesot ginn ass. Am Géigendeel, an dat huet ouni Zweifel d'Aarbecht vun der Kommissioun erliichtert, mä ech wëll awer soen, datt och wann de Plan d'action logement d'Basis vun den Diskussiounen an der Kommissioun war, esou wëllt dat awer näischt vun de Mériten, vun de Verdéngschter vun der Kommissioun ewech huelen. Si hu wierklech, wéi gesot, sech ganz vill Méi ginn.

Ech wëll besonnesch dem Rapporteur, mengem Frënd Norbert Haupert, merci soen net nëmme fir deen ausgezeechente Rapport, mä och fir déi vill Aarbecht a Méi, déi hie sech gemaach huet fir datt dës Diskussiounen an der Kommissioun an och hei an der Chamber wierklech op ganz héijem Niveau waren, datt en Dokument ausgeschafft ginn ass wat bleiwende Wäert huet a festhält wat d'Problemer um Wunnengsbaumaart sinn, a wat fir eng Mëttelen a Méiglechkeeten datt et gëtt fir do Léisungen ze fannen. Net jiddferee war mat all Propositioun d'accord, mä et hu sech awer an engem konstruktive Geescht ganz vill Gemeinsamkeeten eraus geschielt an ech wëllt dofir och dem President, dem Ady Jung, merci soen, dee bei deenen 22 Diskussiounen ëmmer derbäi war a se op eng gutt Aart a Weis geleet huet. Och hien huet e grousse Mérite dorun, datt déi Aarbecht konnt esou gutt gemaach ginn. Ech wollt awer alleguer deenen, déi ëmmer an der Kommissioun present waren a matdiskutéiert hunn, och merci soe fir déi Aarbecht déi se do geleescht hunn.

Ech sinn och mat villem vun deem wat vun der Kommissioun geschriwwen a festgehale ginn ass d'accord. Och mat der Grondiwwerleeung a Feststellung, datt de Wunnengsbauproblem reell ass ouni awer dramatesch ze sinn. Ech mengen et ass och vun enger Rei vu Riedner hei ënnerstrach ginn, datt dat d'Meenung, géif ech soen, vun deene meeschten hei am Haus ass.

Et muss een och drop hiweisen, datt mer hei zu Lëtzebuerg ronn 70% Eegenheembesëtzer hunn, dat ass ee vun deenen héchste Prozentsätz a ganz Europa. Dat ass also ganz sécher e ganz positive Punkt. Mir hunn an deene leschten zéng Joer, ech wëll dat och eng Kéier soen, ronn 2.000 Stéit pro Joer bäikritt. Mir wëssen alleguer datt mer eng Bevölkerungsentwécklung hunn, déi méi staark ass wéi an anere Länner, datt och d'Stéit méi kleng gi sinn. An där Enquête déi elo gemaach ginn ass, ass drop higewise ginn, datt d'Stéit vun eppes méi wéi dräi op 2,51 Unitéite pro Stot erofgaange sinn.

Also an deene leschten zwee Joer si pro Joer 2.000 Stéit bäikomm an et sinn awer pro Joer 2.700 Wunnenge geschaf ginn. Dat heescht et si vill méi Wunnenge bäikomm wéi Stéit. De Bedarf ass och méi grouss ginn. D'Leit wëllen éischter eege Wunnengen hunn. Et gi Wunnengen déi eidel stoe bliwwe sinn. Et sinn der ofgerass ginn, déi hu missten erneiert ginn. Ech wëll awer dorop hiweisen datt vill gebaut ginn ass. Et gëtt ëmmer geschwat vun engem groussen Déséquilibre dee géif bestoen, wéi wa mer alles verschlof hätten, wéi den Här Di Bartolomeo dat esou gentilerweis gesot huet. Neen, et sinn an deene leschten zéng Joer 2.700 Wunnenge pro Joer bäikomm an et sinn 2.000 Stéit bäikomm. Dat huet awer net dozou bäigedro, wéi gesot, fir alleguer deen Nohuelbedarf, deen och do war, kënnen opzeschaffen.

Ech wëll net soen datt kee Problem do ass. Ech wollt just eng Kéier opgrond vun enger Rei vun Donnéeë soen, datt villes gemaach ginn ass an dass dat och net vum selwe gaangen ass - dat wëll ech och derbäi soen -, well 1991, fir och nach eng Kéier déi Zuel ze nennen, do huet de Stat 1,5 Milliarde Lëtzebuerger Frang u Bäihëllefen an de Wunnengsbau ginn, an hei eise President, dat war deen éischte richtege Full-Time-Wunnengsbauminister, deen huet dofir gesuergt datt eng ganz Panoplie vu Moossnamen an d'Wee geleet gi sinn, déi si stänneg ausgebaut ginn, esou datt mer am Joer 2000 ronn 125 Milliounen Euro Bäihëllefe vum Stat ginn hunn, dat sinn der also méi wéi dräimol sou vill wéi manner wéi zéng Joer virdrun.

Dat heescht also, datt do vill Efforte gemaach gi sinn, an ech wëll nach eng Kéier soen, datt ouni déi Bäihëllefe ganz vill Stéit net hätte kënnen zu enger dezenter Wunneng kommen. Déi Bäihëllefen hunn also, och wa vläicht Deeler dovunner an aner Kanäl gefloss sinn, awer wesentlech dozou bäigedroen, datt vill Stéit konnten eng dezent Wunneng kréien. Ouni déi Bäihëllefe wär dat net méiglech gewiescht, an dofir wëlle mer och net drun denken, déi Bäihellefen ofzeschafen, mä si solle souguer weider ausgebaut a cibléiert agesat ginn.

An de leschte Jore gesäit een awer - dat ass jo och hei vu jiddferengem gesot ginn - e ganz staarkt Uwuesse vun de Baulandpräisser. Ech géif soen, en iwwerdriwwent Uwuesse vun de Baulandpräisser, well de Baukäschtenindex selwer ass zënter 1993 pro Joer ëm ronn 3% an d'Luucht gaangen.

Dat, wat mer also hei héieren hunn, datt d'Leit soen, d'Baue selwer wär sou vill an d'Luucht gaangen, kann ech net gleewen. De Baukäschtenindex ass vun 1993 un ëm 3% pro Joer an d'Luucht gaangen, also praktesch dat, wat och d'Deirecht war. Mä et ass richteg, datt d'Baulandpräisser explodéiert sinn, an dat ass eppes wat een net ka weider esou hinhuelen. Dat ass och den Haaptproblem, wéi elo hei allgemeng gesot ginn ass, a wou mer och musse kucken, fir deem entgéint ze wierken, sou gutt wéi dat méiglech ass, a mat deene Mëttelen déi mer zur Verfügung hunn.

Dann hu mer festgestallt - an dat huet mer Suerge gemaach -, datt an deene leschten zwee, dräi Joer d'Zuel vun de Baugenehmegunge réckleefeg ass. A mer wëssen, wann d'Baugenehmegunge réckleefeg sinn, dat wierkt sech herno och op déi fäerdeggestallte Wunnengen aus. Dat ass also e bëssen trendweisend, an do ass eppes wat net méi sou fonctionnéiert wéi et misst fonctionnéieren an dofir hu mer och gemengt et misste schnell Aktioune gestart ginn.

Dann ass och allgemeng gesot ginn - an et ass och richteg -, datt mer e Mangel u soziale Mietwunnengen hunn, fir Leit mat ganz klengem Akommes, déi Problemer hunn, fir Wunnengen um private Maart ze fannen, well se net genuch Suen dofir hunn, an datt d'Offer um soziale Mietwunnengsbau net grouss genuch ass, datt mer also och fir déi Kategorië vu Leit nach eng Schëpp mussen noleeën, fir et mol sou ze soen.

D'Konsequenz vun deem wat ech elo gesot hunn ass, datt e Mangel do ass u Wunnengen zu akzeptabelen oder abordable Präisser, an den Haaptproblem ass virun allem d'Knappheet vu fäerdege Bauterrainen an d'Präisspiral vum Bauland, sou datt mer do also mussen awierken. D'Ursaachen dovunner sinn och hei genannt ginn, ech wëll der awer vläicht nach eng Partie hei ernimmen.

D'Nofro huet ouni Zweifel zougeholl, dat ass sécher, dat dréckt sech och op de Präis aus, dat wësse mer alleguer a mir gesinn och, datt den Terrainverbrauch grouss ass, méi grouss wéi dat normalerweis de Fall ass, an och méi grouss, wéi et dierft de Fall sinn.

Mir hunn och eng ganz Rei vun Oplagen, déi mer haut maachen, do wou soll gebaut ginn, déi och ganz sécher zur Präisentwécklung bäigedroen hunn. Déi hunn och derzou bäigedroen, datt Prozeduren, fir eng Genehmegung ze kréien, vill méi laang gi sinn.

Mir mierken och eng Retizenz vun de Gemengen, dat ass vu ville Leit, déi an der Kommissioun gehéiert gi sinn, gesot ginn. D'Retizenz vun de Gemengen, déi méi laang Prozeduren an dat méi laangt Daueren ier e Lotissement ka realiséiert ginn, dréckt natierlech och op de Präis. Vill Gemengen hunn do - leider, géif ech soen -, eng Brems ageluecht, a mir hu jo versicht, iwwer Moossnamen, déi Brems ze lackeren an d'Gemenge mat derzou ze encouragéieren, fir och hei hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Da sinn d'Prozedure méi laang ginn - dat wëll ech och bestätegen -, net nëmme bei de Gemengen, och beim Stat selwer, an den Innenminister huet jo dozou gëschter op eng parlamentaresch Ufro geäntwert, a jo och scho Schrëtt ënnerholl an an d'Wee geleet, fir deem kënne besser gerecht ze ginn.

Da muss een och soen, datt ëmmer nach potentiellt Bauland opkaaft gëtt oder souguer Wisen zu Präisser, déi net méi raisonnabel an net méi normal sinn. Also dat geet nach monter virun, an dofir musse mer Moossnamen ergräifen, datt mer deen dote Phenomeen gestoppt a gebremst kréien. Dat ass méi liicht gesot wéi gemaach, mä hei sinn eng Rei Ureegunge komm, an ech mengen, mer solle seriö iwwerleeën a kucken, wéi mer deem doten Trend en Enn kënne setzen.

Dës politesch Debatt hei soll och e kloert Signal sinn, un déi, déi mat potenziellem Bauland spekuléiere wëllen, déi haut Terrainen zu Präisser opkafe gin déi net méi zoumuttbar sinn, fir déi, déi wëlle bauen, datt mir alles wäerte maachen, datt se eventuell herno op hirem Terrain kënne sëtze bleiwen oder se musse mat Verloscht veräusseren. Well ech menge mat deene Präisser, déi haut fir gréng Wise bezuelt gi wou nach guer keng Infrastrukture sinn, déi sinn esou, datt een herno, wann d'Infrastruktur bis do sinn, de Leit net méi kann zoumudden, déi Präisser do ze bezuelen. Dat heescht do musse mer e Signal ginn, sou kann et an duerf et an déi Richtung net viru goen.

(Interruption)

Dann ass och hei gesot ginn - an dat ass och richteg -: Mir hu genuch potenziellt Bauland, mir brauchen also net iwwerall am Land d'Bauperimeteren ze erweideren. Gott sei Dank ass dat esou. Mir musse just dofir suergen, datt dat an de Perimeteren ausgewiesent Bauland méi schnell a méi rationell op de Maart kënnt, a wéi gesot, datt déi Präisser net esou ausufe-ren, wéi dat de Moment ze vermierken ass.

Ech sinn der Meenung, datt d'Kräfte vum Maart eleng dat do net an de Gréff kréien, et net fäerdeg bréngen, an datt do d'öffentlech Hand muss begleedend Moossnamen an d'Wee leeden. D'öffentlech Hand muss och hir Responsabilitéit iwwerhuelen an ech wëll soen, datt d'Regierung de Wonsch an d'Recht op eng dezent Wunneng zu raisonnabele Präisser eescht hëlt. Dofir hu mir och net gezéckt, fir hei Verantwortung ze iwwerhuelen, an zousätzlech zu deene bestehende Moossnamen - et ginn der scho ganz vill - nei Akzenter ze setzen, fir de Wunnengsbaumaart unzekuerbelen.

Wéi gesot, mir hunn den Aktiounsprogramm Logement ausgeschafft a mir hu ganz zügeg ugefaangen eng ganz Rei vu Moossnamen do ëmzesetze wou mer direkt zoustänneg waren. An ech muss och soen, datt am Allgemenge jo Unerkennung an Zoustëmmung war, fir déi Aarbecht, déi do geleescht ginn ass, datt och bei den Hearingen an der Chamber déi Moossnamen zum gréissten Deel positiv ukomm a begréisst gi sinn, an ech géif soen och haut hei an der Debatt vun der Chamber.

Den Aktiounsprogramm Logement ëmfaasst - an ech wëll dat nach eng Kéier soen - eng ganz Panoplie vu Moossnamen, un där vill Ministèren, awer och vill Gemengen, vill öffentlech an och vill privat Bauträger mussen tatkräfteg matschaffen. Et ass also eng kohärent Approche do, déi den Här Di Bartolomeo agefuerdert huet, an ech wëll awer och dobäi soen, datt déi Approche nëmmen erfollegräich ass, wa souwuel d'Regierung, wéi d'Gemengen, déi öffentlech Bauträger an och déi privat, an engem Strang zéien a wëlles sinn an eng gewëssse Richtung gemeinsam virun ze goen, dat heescht, déi Präisspiral ze stoppen. Dat geet och nëmme wa mer all déi Acteure mobiliséiert kréien, an ech géif hoffen a wënschen, datt och déijéineg, déi selwer Responsabilitéit an de Gemengen hunn, mathëllefen, fir och an de Gemengen eng gewësse Mobilisatioun ze kréien, fir méi Bauland ze erschléissen, fir méi Terrainen op de Maart ze kréien, a fir doduerch, wéi gesot, och eisem Zil méi gerecht kënnen ze ginn.

Et ass och kloer gesot ginn, datt d'Wunnengsbaupolitik fir d'Regierung eng politesch Prioritéit ass, an ech hoffen och, datt dës Debatt haut ënnerstraicht, datt de Wunnengsbaumaart och fir d'Chamber eng politesch Prioritéit ass. 2001 an 2002 huet de Statsminister jo, am Kader vu senger Ried zur Lag vun der Natioun, dës Problematik ervirgestrach, hir en héije Stelle-

wäert ginn, an och eng Rei vu prioritären Aktiounen ugekënnegt, wou der eng ganz Partie schonn an d'Wee geleet gi sinn an anerer amgaange sinn an d'Wee geleet ze ginn. Mä, wéi gesot, dat verlaangt Partnerschaft vun de Gemengen, déi hei mat an deemselwechte Boot sëtzen a mat mussen hëllefen, datt mer déi Problematik do geléist kréien.

D'Offer vergréisseren ass ouni Zweifel eng Haaptprioritéit; an dat ass och ënnerstrach ginn. Mir mussen e bessert Gläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande kréien a virun allem, wéi gesot, d'Präisspiral am Bauland gestoppt kréien.

Mir hunn och déi Retizenz vun de Gemengen zur Kenntnis geholl. Eise Statsminister huet kloer gesot, datt d'Regierung bereet ass d'Gemengen ze encouragéieren a finanziell och ze ënnerstëtzen, wa si bereet sinn hire Bevölkerungswuesstum aktiv ze begleeden. Et gëtt och heiansdo e bëssche vun de Gemengen iwwerdriwwen a sou gemaach wéi wann all Mann oder Fra, déi zousätzlech an d'Gemeng kënnt, nëmme géif Käschte mat sech bréngen.

Ech wëll och soen, datt de staatleche Beitrag un eng Gemeng, déi en Awunner bäikritt, ronn 3.500 Euro ass; dat ass also och net näischt. Si kritt also och schonn eppes iwwert d'Verdeelung vun de Statssteieren un d'Gemengen, wa Leit bei si an d'Gemeng dobäi kommen.

Mä mir sinn eis bewosst, datt a gewëssene Fäll de staarke Wuesstum vun der Bevölkerung grouss Nofolgekäschten huet, a wéi gesot, d'Regierung ass bereet, an den Innenminister huet den Optrag jo kritt, fir mat de Gemengen ze kucken, wa se Plans de développement erstellen, wéi een déi Nofolgekäschten do begleede kann, wann d'Gemenge bereet sinn, fir hir Bevölkerung ze vergréisseren a mat aktiv sinn, fir neie Wunnraum ze schafen.

Dann ass eng drëtt Axe, déi ugekënnegt ginn ass, déi och schonn zum grousse Deel exekutéiert ginn ass, fir déi öffentlech Bauträger - dat sinn d'Gemengen, et ass de Fonds de logement, et ass SNHBM, et sinn e puer anerer - unzereegen an och finanziell méi staark ze ënnerstëtzen, fir hiert Ugebot vum subventionéierte Wunnengsbau ze erhéijen, dat souwuel wat de Mietwunnengsbau wéi och de Verkaf vu subventionéierte Wunnengen ubelaangt, mä awer och wat d'Zur-Verfügung-Stelle vu Bauterrainen ubelaangt.

Am Mee 2002 ass jo och direkt e Reglement gemaach ginn iwwer e Méijoresprogramm fir de subventionéierte Wunnengsbau. Normalerweis sollen an esou engem Méijoresprogramm 4.500 Wunnenge geschafe ginn. Deen heiten ass eropgeschrauft ginn op 9.000. Mir hate jo eng Sensibilisatiounscampagne gemaach, déi vun enger Partie vu Gemengen a besonnesch vum Fonds de logement a vun der SNHBM gutt opgeholl ginn ass. Si hunn e grousse Effort gemaach fir ze weisen, dass iwwert d'Vergréisserung vun der Offer d'Präisser e bësse gedréckt gi kënnen. Den Invest, deen do an den nächste Jore soll geschéien, ass e Gesamtinvest vun iwwer enger Milliard Euro, wouvun de Stat ronn 340 Milliounen Euro bäileet. Dat heescht dat ass schonn en zolidde Schub fir d'Offer ze vergréisseren a fir doduerch d'Präisser erof ze kréien.

Dann hu mer e Gesetz gemaach vum 8. November 2002, an an deem Gesetz sinn déi Bäihëllefen, déi mer den öffentleche Bauträger ginn, nach wesentlech an d'Luucht gehuewe ginn, ënner anerem fir d'sozial Mietwunnengen, wou jo gesot gëtt, do hätte mer e Bedarf. Do kréien d'Gemengen an Zukunft 75% Bäihëllefen, wa se soziale Mietwunnengsbau maachen. Virdru waren dat 40%. Dat ass en Encouragement fir an déi Richtung ze goen. Ech géif hoffen a wënschen, datt niewent deene Gemengen, déi schonn en Effort gemaach haten, och elo anerer kommen a bereet si mat an déi Richtung ze goen an deem grousse Bedarf do entgéint ze kommen.

Mir hu jo och dobäi gesot, dass mer 50% bäi ginn, wann duerch esou Projete vu Constructions d'ensembles eng Crèche muss gemaach ginn oder wann eng Schoulklass muss gemaach ginn, dass da 50% kënne bäigeluecht gi fir déi Käschten do mat ze iwwerhuelen. Do ass also wierklech en Incentive geschafe ginn, a mir leeën och net méi 50, mä 70% bäi, wa Spillplazen a Gréngplaze gemaach ginn, fir d'Gemengen an d'öffentlech Bauträger ze encouragéieren, fir wéi gesot nach eng Schëpp nozeleeën an niewent deenen 9.000 Wunnengen, déi elo geplangt sinn, der nach eng Partie ze maachen. Ech géif hoffen a wënschen, dass do d'Gemenge sech nach e Ruck ginn an do nach e weideren Effort maachen.

A well verschidde Leit ëmmer soen, dass et net gutt ass wann de soziale Wunnengsbau nëmmen eleng gemaach gëtt, mä dass do eng sozial Vermëschung komme muss, dofir ass och am Gesetz vum 8. November 2002 festgehale ginn, dass mer d'Mixitéit fördere wëllen. Dat heescht, dass bei all Projet, dee gemaach gëtt fir de Verkaf och 10% sozial Mietwunnenge sollen dobäi sinn. Et ass des Weidere festgehale ginn, dass déi Méiglechkeet besteet, dass bis zu 40% vun de Wunnengen, déi geschafe gi bei esou engem Projet, kënnen um fräie Maart verkaaft ginn. Esou kënnen och Leit, déi net éligibel si fir de subventionéierte Wunnengsbau, sech esou eng Wunneng kafen an domat gëtt déi sozial Mixitéit gefördert.

Et ass och versprach ginn, an dat wäert och a kuerzer Zäit gemaach ginn, dass deen Akommesplafong wesentlech an d'Luucht gehuewe gëtt fir kënnen en Haus bei esou Constructions d'ensembles vu Gemengen, dem Fong oder der SNHBM ze kafen, fir datt vill méi Leit éligibel si fir sech do kënnen en Haus ze kafen. Dëst maache mer fir dozou bäizedroen, dass déi sozial Mixitéit vergréissert gëtt a fir dass keng Spannungen optrieden an eng gréisser Akzeptanz entsteet vis-à-vis vum subventionéierte Wunnengsbau.

Mir wëllen net d'Primen an d'Aidë fir déi Leit ganz schnell an d'Luucht hiewen, mä d'Akommesplafongen esou an d'Luucht hiewen, dass se ouni gréisser Primen an Aiden awer éligibel ginn, fir bei esou Projete Keefer ze sinn. Dat ass, mengen ech, eng ganz wichteg Moossnam an Intérêt vun de Leit, déi mëttler Revenuen hunn.

Dann ass de Stat selwer och bereet fir Efforten ze maachen, selwer Wunnenge schafen ze loossen. Dir wësst, dass bei de Frichen e relativ groussen Areal festgehale ginn ass fir Wunnengsbau ze maachen. De Fonds de Kirchberg gëtt jo och vill Land elo fräi fir Wunnengsbau ze schafen. Laangfristeg ass virgesinn, dass do 25.000 Leit solle wunne kommen. De Fonds de la Vieille Ville ass amgaangen an der Aalstad ze schaffen. De Fonds de Logement huet eng ganz Rei vun Terrainen oder vu gréissere Gebaier vum Stat iwwerdroe kritt, fir dorobber Wunnengsbau ze maachen, zum Beispill an deem ale Postgebäi an der Hollerecherstrooss. Et ginn eng ganz Partie esou Beispiller, wou och de Stat elo dem Fong entweder Immeublen oder Terrainen zur Verfügung gestallt oder verkaaft huet, fir dass do ka Wunnengsbau gemaach ginn. De Stat ass also selwer bereet déi Efforten, déi hie maache kann, och zum Droe kommen ze loossen.

Dann ass hei vun e puer wichtege Moossname geschwat ginn, déi mer och am Aktiounsplang Logement festgehalen haten, déi allgemeng Zoustëmmung fannen an déi och an eenzelne Motiounen hei zum Virschäi kommen; dat ass d'Problematik vun der Schafung vu Baulandreserven, vu Réserves foncières. Dat ass e wichtegt Instrument, souwuel fir d'Gemenge wéi och fir déi aner öffentlech Bauträger a mir encouragéieren dat. Wann eng Gemeng Terrainen opkeeft fir Baulandreserven ze schafen, da kritt se 40% Bäihëllefe vum Ministère du Logement. Mir hoffen a wënschen, dass d'Gemenge geziilt an déi Richtung do ginn a wann den Droit de préemption, vun deem hei geschwat ginn ass, dozou ka bäidroen, da sinn ech gäre bereet fir dat och ze ënnerstëtzen. Ech wëll awer och gewësse Reserve maachen. Den Droit de préemption kann net fir alles spillen.

(Interruption)

Ech wëll dat just nach eng Kéier soen, well ganz liicht Demagogie ka mat deem Droit de préemption gemaach ginn. Do musse gewësse Kritären a Konditioune festgehale ginn, fir dass wierklech dat Zil erreecht gëtt, wat mer gären hätten. D'Gemenge sollen Terraine kréien a si sollen eben och bereet sinn déi Terrainen ze viabiliséieren, fir dass dat kënne Bauterraine ginn.

En Instrument, wat och ganz wichteg ass, ass de Bail emphytéotique. Ech menge vun deem ass net genuch geschwat ginn. Dat ass fir mech dat wesentlecht Instrument fir d'Baulandpräisser erof ze kréien. Beim Bail emphytéotique kritt een et erlaabt fir op 99 Joer oder wéi laang och ëmmer déi Terrainen zu ganz gënschtege Konditiounen zur Verfügung gestallt ze kréien, amplaz Millioune musse léinen ze goe fir se direkt ze kafen.

Fir fënnef Ar muss ee jo praktesch haut - fir nach an deenen ale Frangen ze schwätzen - véier Millioune léine goe fir déi ze bezuelen. 800.000 Frang pro Ar ass jo nach niddreg geschat wéi den Här Di Bartolomeo seet. Do muss een da praktesch 20.000 Frang de Mount bezuelen eleng fir déi Schold do zréckzebezuelen. Wann een awer iwwer e Bail emphytéotique kann ënnert gënschtege Konditiounen zu Bauland kommen, da kann een déi Suen, déi een huet, komplett an de Bau stiechen an da kann een och do zu gudde Konditiounen nach zu engem Eegenheem kommen. Ech mengen de Bail emphytéotique ass ganz wichteg.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).* - Wann ee Baulandreserven huet, Här Minister. Dat ass nämlech d'Viraussetzung, dass een de Bail emphytéotique ka spille loossen.

(Brouhaha général)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.* - De Bail emphytéotique ass fir öffentlech Bauträger gedeucht. De Bail emphytéotique gëtt leider haut nëmme vum Fong appliziéiert. D'SNHBM huet elo och domat ugefaangen, mä d'Gemenge maachen dat de Moment nëmme bei Industrieterrainen. Si hunn et awer net gemaach bei Bauterrainen. Ech géif e waarmen Appel hei un déi Gemenge maachen, déi Terrainen hunn, fir déi sous forme de bail emphytéotique zur Verfügung ze stellen. Domat kréie mer déi Käschtenexplosioun bei de Bauterrainen am beschten, am schnellsten an am effikassten an de Gréff. Ech hoffe wéi gesot, dass mer mat Hëllef vun de Gemenge méi staark an déi Richtung do weidergoe kënnen.

Dann ass och vun de Mietwunnenge geschwat ginn. Et ass jo elo an där Enquête, déi gemaach ginn ass, festgehale ginn a gekuckt gi wéi héich d'Loyere sinn, déi bezuelt ginn an deenen eenzelne Géigende vum Land, an do sinn déi 12 gréisste Gemenge geholl ginn. Ech muss soen, dass do an der Stad Lëtzebuerg selwer 55% vun deene Leit, déi Locataire sinn, e Loyer tëschent 15.000 Frang a 30.000 Frang bezuelen. Ech hunn dat elo a Frangen an der Kopp, an net direkt an Euroen. Dat sinn awer Loyeren, déi trotz allem net esou héich si wéi ëmmer gesot gëtt.

An déijéineg, déi déi sou genannten - ech hunn d'Donnéeën elo dohanne leien, soss hätt ech lech se nach méi genee gesot - Luxusloyere bezuelen, dat heescht Loyeren iwwer 70.000 Frang, maachen nëmmen 3 bis 4% aus.

(Interruption)

Et ass also net, dass dat esou extraordinär ass. Et gesäit een, dass nach an der Stad Lëtzebuerg an och a gréissere Gemengen awer zu akzeptable Präisser kënne Mietwunnenge fonnt ginn. Mir mussen natierlech kucke fir den Invest an d'Mietwunnengen nach ze verbesseren an ze vergréisseren. Mir wëssen, dass haut vill Leit léiwer hir Suen op der Bank placéiert hu wéi an de Bau vu Mietwunnengen.

(Brouhaha général)

Majo, dat ännert elo. Gott sei Dank och.

An duerfir hu mer scho bei de steierlechen Erliichterungen a Moossnamen, déi mer geholl hunn, an déi wichteg sinn, an déi vu jiddferengem begréisst gi sinn, och Moossnamen ergraff, fir de Mietwunnengsbau unzeregen. Den Taux d'amortissement accéléré ass erop gesat gi vu 4 op 6% an dat net méi während fënnef, mä während siwe Joer. Dat heescht während deene siwen éischte Jore kann een 42% amortiséieren. Dat ass wierklech en Incentive fir doranner ze investéieren.

Mir wëssen, dass och nach en zweet Instrument muss kommen, an dat ass d'Mietgesetz. Ech sinn d'accord mat deene Propositiounen, déi hei gemaach ginn. Et schéngt sech e relativ grousse Konsens hei erauszeschielen, mat eenzelnen Nuancen, dass mer am Mietgesetz sollen an eng gewësse Richtung goen, déi och an der Majoritéitsmotioun festgehalen ass. Ech kann dat ënnerstëtzen. Ech hunn och schonn eng Kéier gesot, dass wann dës Debatt eriwwer ass, dass ech da wäert mat engem Projet de loi kommen, deen an déi Richtung geet, déi hei ugekënnegt ginn ass.

Ech hoffen och, dass déi zäitbegrenzte Steiererliichterungen eppes bréngen. Well et ass och gesot ginn, wa se näischt bréngen, da muss ee méi contraignant Moossnamen ergräifen, an do ass allgemeng jo gesot ginn, den Impôt foncier, dat wär ee gutt Instrument fir Leit, déi aus Spekulatiounsgrënn einfach fäerdeg Bauterraine leie loossen, dass déi iwwert den Impôt foncier kënnen dozou encouragéiert ginn - fir et emol esou ze soen - fir méi schnell hir Bauterrainen op de Maart ze ginn, an dass dorobber ka gebaut gi vu Leit déi gären een Eegenheem hätten.

Also och do sinn ech d'accord domat, dass een sech elo iwwerleet a Gedanke mécht: Wéi kënne mer déi méi contraignant Phas virbereeden, wa se eventuell néideg ass? Do ass eng Iddi komm vum Här Garcia fir dat iwwer Bodenmanagementinstituter ze maachen. Ech si gäre bereet fir weider doriwwer nozedenken, mä ech froe mech ob mer schonn direkt en auslännescht Institut sollen domadder beoptragen, well mer hunn eng Rei Instrumenter jo selwer scho virgesinn a proposéiert. Déi mussen examinéiert gi vum SYVICOL zesumme mat verschiddene Ministèren, fir ze kucke wat fir eis richteg a wichteg ass, a wat fir eng Richtung ee goe kann a wat politesch méiglech ass. An ech mengen, wann emol do ee gewëssene Konsens fonnt ginn ass, wat déi eenzel Moossnamen sinn déi a Fro kënne kommen, an de graffe Kader dovu gesat ginn ass, dass een da vläicht nach een Institut hëlt wat nach seet: „Eiser Meenung no bréngt dat an dat am meeschten", wéi direkt eng Etüd ze maachen. Ech weess net ob déi auslännesch Instituter esou genee am Bild sinn iwwert d'Situatioun wéi se hei zu Lëtzebuerg ass; da muss een deenen dat ganz laang erklären. Ech mengen et wär besser mir géifen emol dee Groupe de travail do virgesinn, deen och begréisst ginn ass, mir géifen dee mol schaffe loossen an da kucke wéi mer kënnen Expertisë vu baussen nach dobäi kréien.

Ee Punkt dee jo och ënnerstrach ginn ass, ass dass d'Renovatioun wichteg ass; dat ass och eng wichteg Prioritéit vun eisem Programme d'action. Fir Haiser déi do stinn, déi renovéiert ginn, do brauche mer kee neit Bauland ze erschléissen. Dofir ass et wichteg, dass mer do och versichen iwwer Bäihëllefen, iwwer aner Incentiven d'Renovatioun ze encouragéieren.

En Instrument wat begréisst ginn ass, ass de Carnet de l'habitat. Ech wëll just dem Här Schroell soen, dat ass e Reglement, d'Gesetz ass scho gestëmmt ginn, also dat Reglement brauch net hei an d'Chamber ze kommen, mä d'Reglement ass de Moment beim Statsrot. Mer hoffen dass de Statsrot méiglechst schnell do säin Avis dozou gëtt, dass mer d'Instrument vum Carnet de l'habitat kënne méiglechst schnell asetzen. Do geet et also drëm fir de Leit ze hëllefen, déi Haiser hunn, déi méi wéi 15 Joer al sinn, fir ze kucke wat d'Boboen an deem Haus sinn, a wat d'Mängel sinn déi eventuell musse prioritär behuewe ginn, dass och dann Ureegunge komme wéi een dat soll maachen an dass se dann och Bäihëllefe kréie fir dat kënnen ze maachen, ënnert deenen normalen Akommesgrenzen bei mir am Ministère vum Logement oder awer wa se energiespuerend Moossnamen ergräifen, da kënne se onofhängeg vum Akommes vun dem Ëmweltministère Bäihëllefe kréien.

Et geet also drëm fir an d'Nohaltegkeet ze investéieren a fir d'Leit ze encouragéieren eng nohalteg Renovatioun vun hiren Haiser ze maachen. Assainissement vum Stadkär ass wichteg, net nëmme well schlecht ënnerhalen Haiser ganz oft d'Stadkäre verschandelen, mä och well do oft Bausubstanz brooch läit, déi kann erschloss ginn, an d'Gemenge ginn iwwert d'Gesetz vun 1979, wat jo elo reforméiert ginn ass, encouragéiert fir d'Stadkären ze sanéieren. Mir hëllefen do ganz staark bäi, an ech hoffen, wéi gesot, dass dat och weider Usproch an Zousproch vun de Gemenge fënnt.

Dann ass vill iwwert d'Prozedure geschwat ginn, effektiv, an ech wëll et nach eng Kéier soen: D'Prozedure sinn ze vill laang, esouwuel op Gemengeplang wéi och op anere Pläng bei de Ministèren. Dofir ass jo virgesinn, am Kader vum Gesetz vun 1937, an den Innenminister wäert jo, denken ech, vläicht mar bei der Debatt iwwert de Plan directeur vum Aménagement du territoire dorobber agoen, dass emol Délaie fixéiert ginn, dass de Schäfferot muss a gewëssenen Délaien en Avis ofginn an dass och d'Commission d'aménagement sech muss u gewëssen Délaien halen. Dass also do emol, wéi mer dat beim Kommodo-Inkommodo hunn, contraignant Délaie festgehale ginn, fir e bësse méi Wach ze kréien, mä dass awer och dofir gesuergt gëtt, dass verschidde wichteg Moossnamen, déi scho bestinn, an dësem Gesetz nach eng Kéier rappeléiert ginn a vläicht e bëssen anescht agencéiert ginn, zum Beispill d'Obligation de construire vun där jo Rieds gaangen ass, an de Remembrement légal.

D'Regierung huet scho gesot: Mir si bereet eventuell och e Schrëtt matzemaachen, mä d'Décisioun soll beim Gemengerot bleiwen. Ouni de Gemengerot geet et net. Ech mengen hie muss décidéiere wou, wat a wéi soll gebaut ginn. Mä wann de Gemengerot seet: „Do ass en Terrain, dat wär fir eis e Lotissement wat eng Prioritéit huet, mir sinn der Meenung do misst a soll drop gebaut ginn, hei ass e Plang, e PAP, esou soll dat geschéien", da muss eventuell déi Exekutioun an déi lescht Décisioun net vun dem Gemengerot geholl

ginn, mä vun der Regierung oder vun enger anerer Instanz.

Ech mengen do sinn ech gär bereet mat driwwer ze schwätzen, well ech verstinn dass et heiansdo net einfach ass fir esou Décisiounen ze huelen, mä hei ass ebe politesch Verantwortung néideg. Wa se net op Gemengeplang ka geholl ginn, da kann dat vläicht op regionalem oder op nationalem Plang gemaach ginn. Also mir verschléissen eis net fir an déi Richtung do matzegoen, well mer et och wichteg fannen, dass net kënnen eenzel Spekulanten Terrain opkafen, a wann et nëmmen e puer Ar sinn, mat dem feste Wëlle fir do Lotissementer, déi fir eng Gemeng wichteg sinn, ze empêchéieren. Mer dierfen déi net gewäerde loossen, dass déi ongestrooft laang kënnen déi Terrainen do leie loossen, an der Hoffnung dass hir awer Terrainen op anere Plazen héich am Präis bleiwen.

Mir mussen also dofir suergen, dass esou net aus Spekulatiounsgrënn grouss Lotissementer kënnen empêchéiert bleiwen oder an d'Längt gedriwwe ginn. Do musse mer eis Moossnamen a Mëttele gi fir dat kënne méi schnell virun ze dreiwen. Wéi gesot, d'Regierung ass bereet fir mat an déi Richtung ze goen. Et soll och net iwwerdriwwe ginn, dat wëll ech och dobäi soen, an et ass och net dru geduecht fir Land ze huele wat nach an der Landwirtschaft genotzt gëtt, oder wann do een Terrain ass wou ee Papp, deen zwee Kanner huet, de Kanner deen Terrain wëllt ginn, fir dass déi sollen dorobber bauen. Et geet guer net drëm fir dat ze maachen, mä et geet drëm fir Terrainen, déi aus Spekulatiounsgrënn zréckgehale ginn, dass ee sech do besser Mëttele gëtt, méi efficace Mëttele gëtt fir do Lotissementer kënne méi schnell ze maache wéi dat haut de Fall ass, well d'Recht op eng dezent Wunneng ass och e Recht, an dat dierf net vun aneren, déi vläicht och Rechter hunn, dat wëll ech net hei leegnen, mä déi däerfen net vun deenen hire Rechter komplett ausser Kraaft gesat ginn.

Da vläicht e lescht Wuert nach zu dem Aménagement du territoire; mar ass, wéi gesot, jo eng Diskussioun doriwwer. Et ass ganz kloer dass d'Politik vum Wunnengsbau sech muss erapassen an den allgemenge Programme directeur vum Aménagement du territoire. Mir solle jo versiche fir dezentral Wunnengsbau ze erschléissen an dofir suergen, dass d'Erschléissung vum Wunnengsbau Hand an Hand geet mat der Schafung vun Aarbechtsplazen, mat der Léisung vun Transportproblemer. Dofir hu mer och déi IVL-Etüd an Optrag ginn, fir en integréiert Verkéiers- a Landesentwécklungsplanungsinstrument ze kréien. Et soll op eng kohärent Aart a Weis viru gedriwwe ginn, dass mer wunnen, schaffen, liewen, dass mer dat versichen esou gutt wéi méiglech ënner ee gemeinsamen Hutt ze bréngen, no engem Schema dee soll wéi gesot am Kader vum Aménagement du territoire festgehale ginn.

Ech denke schonn dass an deem Kader dann och de Plan sectoriel logement erstallt gëtt. Et ass wichteg dass mer fir d'éischt emol dat allgemengt Konzept vum Plan directeur gutt geheescht kréien hei an der Chamber, dass dat och op de reglementaresche Wee ka goen. Mir sinn amgaangen dee Plan sectoriel logement auszeschaffen, mä fir d'éischt muss dat anert Instrument vum Programme directeur do stoen. Da kënne mer och de Plan sectoriel a Kraaft setzen. Viraarbecht ass gemaach. Dat muss natierlech nach verfeinert ginn an an déi heite ganz Etüd mat agepasst ginn.

Ofschléissend wëll ech Iech nach eng Kéier merci soe fir déi gutt Debatt. Ech wëll awer da vläicht ganz schnell agoen op déi Motiounen déi hei déposéiert gi sinn. Et ass eng Motioun do vun de Majoritéitsparteien. Déi Motioun, déi hëlt am Fong geholl dat erëm wat an deem ganzen Dokument hei steet; et ass kompatibel mat dem Programme d'action logement. Et sinn eng Partie nei Iddien dra mat deenen ech mech kann d'accord erklären, dofir ass d'Regierung gär bereet déi Motioun vun der Majoritéit unzehuelen. Dat ass och e wichtegt Instrument an Dokument, dat eis wäert hëllefen an der Wunnengsbaupolitik weider virun ze kommen.

D'Motioun Nummer 2 vun de Sozialisten, do geet et drëm fir d'Revenusplafongen an d'Primen ëm 50% respektiv 25% integral an d'Luucht ze hiewen, an e Règlement grand-ducal ze déposéiere fir de September 2003 wou dat soll integral gemaach ginn. Dir wësst dass mer schonn doriwwer diskutéiert hunn, dass mer dat net kënnen akzeptéieren. Ech wëll awer nach eng Kéier soen dass ech bereet sinn u gewësse Plafongen an u gewësse Primen ze goen, léiwer u Plafonge wéi u Primen, mä virun allem ass et mer wichteg dass mer de Plafong erhéije fir éligibel ze ginn, fir kënne matzemaachen a Projets d'ensemble vu subventionéiertem Wunnengsbau. Et schéngt mer wichteg ze sinn dass vill Leit éligibel ginn, mä dat wat Dir hei proposéiert, dat kënne mer net esou akzeptéieren.

Dann an der Motioun Nummer 3, do geet Rieds fir Réserves foncières ze schafen, zesumme mat de Gemengen, an dat och iwwer Kreditter ze subventionéieren. Dat besteet schonn, ech hunn drop higewisen, an ech géif hoffen a wënschen, méi Gemenge géife Réserves foncières schafen. Déi 40%, déi gi mer de Gemengen, an de Fonds de logement kritt och déi Suen.

(Interruption)

Jo.

Also ech kann nëmmen all ëffentleche Bauträger encouragéieren, Réserves foncières ze maachen. Mir si bereet dat ze encouragéieren a mir hunn dat och scho gesot. Fir en extrae Fong dofir ze maachen, dat ass eiser Meenung no net néideg.

An der Motioun Nummer 4...

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dir wäert se awer elo net all ofschéissen; dat wär awer schlecht.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Mä et ass eng do, déi ass esou gutt, déi ëmfaasst alles. Dat, wat do doniewent kënnt, dat ass meeschtens eppes wat schonn an der Kommissioun ofgeleent ginn ass a wat elo erëm op den Dësch kënnt.

Une voix.- Déi hutt Dir selwer geschriwwen, Här Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Neen. Ma Dir ënnerschätzt d'Deputéierte vun der Majoritéit.

Une voix.- Ma neen, mir kenne se.

(Interruptions et hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Den Här Minister léisst schreiwen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dir ënnerschätzt déi also.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här Minister weist ons awer och emol dass Der Propositioune vun der Oppositioun kënnt unhuelen. Weist e bësse Grandeur.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Mä vill vun deene Saachen, déi hei gesot gi sinn, déi fannen ech an der Majoritéitsmotioun erëm, also misst Dir Iech am Fong domat identifizéieren. Ech hätt mer jo gewënscht, datt Der eng gemeinsam Motioun gemaacht hätt, wou Dir Iech alleguer dran erëm fonnt hätt.

(Interruption)

Well ech mengen an der Kommissioun ware vill Gemeinsamkeeten, an do wou keng Gemeinsamkeete waren, do hätt ee kënnen am Moment e bëssen drop verzichten, dann hätt een hei och e kloeren Hiweis ginn, datt hei eng gemeinsam Politik géif gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Si wollten dat net Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Jo, d'Loyersgesetz ass ee Problem. Do hätt een och kënnen een oder zwee Tireten ewech huelen, dann hätt Dir erëm e Konsens gehat, well ech mengen iwwert d'Objektiver vum Loyersgesetz, do sinn déi meescht d'accord - hunn ech d'Impressioun an der Kommissioun gehat -, et mag sinn, datt elo politesch Iwwerleeungen dat erëm op d'Kopp geheien, mä sou wéi ech dat materlieft hunn an der Kommissioun, waren an der…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen, neen, neen, et ware verschidden Dispositiounen, déi bis zum Schluss kontestéiert waren, an d'Majoritéit huet drop gehalen, fir déi dran ze behalen. An dat ass och eng vun deenen Ursaachen, firwat datt mir eis beim Rapport enthalen hunn - entschëllegt, Här President, ech si sëtze bliwwen, mä dat wëll ech net maachen -, well mer der Meenung waren, datt mer net zevill an déi Wunnengsbaudiskussioun sollen era packen.

D'Regierung wollt awer onbedéngt den Accord vun der Kommissioun, fir am Loyersgesetz an eng gewësse Richtung ze goen, wou mir Bedenken haten, besonnesch bei der Opléisung vum Mieterschutz. An do sinn eng Rei vun Dispositiounen dran, wou d'Majoritéit sech festgeluecht huet, wou mir der Meenung sinn, datt nëmme Geriichter dat mat den Délaien definéieren kënnen, an net de Législateur.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Jo, mä e Gesetzgeber kann ëmmer Délaie fixéieren, also…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Awer net wann d'Geriicht driwwer ze décidéieren huet, dat ass awer ganz problematesch.

Une voix.- Et geet elo duer!

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss. Här Minister fuert weider.

(Brouhaha général)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Also bei der Motioun Nummer 4 - dat ass och eng al Diskussioun, déi mer scho gefouert hunn, Här Bartolomeo, Dir hätt gären datt de Stat soll staatlech Garantië bis 100% ginn.

Mir sinn der Meenung, datt jonk Leit - sou wéi et ëmmer an der Vergaangenheet war - mol solle leieren ze spueren, an dofir hu mer jo déi Prime d'épargne logement agefouert…

(Interruption)

…an do si mer amgaange mat de Banken ze diskutéieren - dat hunn ech jo gesot -, fir datt och si interessant Instrumenter schafen, datt déi jonk Leit bereet sinn, vun esou Offeren ze profitéieren, an datt déi Spuerbicher, déi do gemaach ginn, op d'Spuere fir en Eegenheem axéiert ginn an net fir en Auto ze kafen oder fir soss eppes ze kafen, mä fir en Eegenheem.

Haut kréien der eng Partie jo net méi déi Spuerprime an déi Garantie, well se d'Suen ophiewe gaange sinn, fir eppes aneschters ze kafen, well se op eemol Freed dorunner haten an net iwwerluecht hunn, datt domat eng ganz Rei vu Bäihëllefe verluer gaange sinn.

Ech hunn Iech gesot, datt mir wëllen d'Leit encouragéieren ze spueren, mir leeën do eppes drop, a mir sinn och bereet, dat hunn ech Iech och gesot, fir eng Kéier iwwert d'Héicht vun der Garantie vum Stat, déi haut 30% ass, ze diskutéieren, ob een do net kann an d'Luucht goen, mä fir 100% staatlech Garantie ze verlaangen, ech mengen dat ass iwwerdriwwen, an dat ass och net dee Wee, op deem mir kënne matgoen.

Une voix.- Dat ass bedauerlech; dat ass extrem bedauerlech.

M. le Président.- Jo, an dann d'Motioun Nummer 5.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- D'Motioun Nummer 5, do hätt Dir gären, datt mer eng Garantie locative sollen aféieren. Déi Garantie locative ass iwwert d'Gesetz vum 8. November 2002 agefouert ginn. Mir mussen d'Reglement elo maachen an ech hunn Iech drop higewisen, datt déi Kommissioun amgaangen ass ganz intensiv dorunner ze schaffen, an datt schnell e Reglement kënnt, fir dat an d'Wee ze leeden.

Da frot Dir och eng Allocation de loyer, wou mer der Meenung sinn, dat wär net dee richtege Wee, mä datt mer solle kucken, datt d'Gemenge selwer dozou bäidroe soziale Mietwunnengsbau ze schafen, datt déi Leit déi net en héich genucht Akommes hunn, fir um privaten Maart eng Mietwunneng ze kréien, datt déi dat kënnen iwwer e subventionéierte Mietwunnengsbau kréien.

D'Motioun Nummer 6…

(Interruption)

Gutt, dat ass eng Motioun do kann ee Jo soen an Nee soen…

(Hilarité)

Une voix.- Da sot Jo!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Mä Dir sot, mir sollen a verschiddene Géigenden de vum Land Informatiounsbüroen en matière de logement opmaachen. Mir sinn amgaangen zu Esch doriwwer ze diskutéieren, ob ee do net soll ee maachen. Et mécht awer net Sënn, fir iwwerall sou Büroen opzemaachen, well déi meescht Informatiounen déi gi gemaach vun de Banken…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ah dat ass awer net gutt, Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Jo, mä dach, dat ass awer schon...

Une voix.- Berouegt Iech!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass aus der Vergaangenheet wou mer nach d'Spuerkeess als Statsbank haten. Dat ass awer net méi de Fall!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Gaart an Heem mécht eng Brochure mat dem Wunnéngsbauministère wou op eng ganz kloer an einfach Aart a Weis gesot gëtt, wat fir eng Bäihëllefen ee kréie kann. Et gëtt de Guide de la construction, a Foiren, wou Informatioune kommen, also ech mengen net datt et néideg ass iwwerall esou Büroen ze maachen.

(Interruptions)

D'Motioun Nummer 7, dat ass déi, déi vum Här Henckes déposéiert ginn ass.

Une voix.- Et ass keng vun der Majoritéit.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Do verstinn ech net grad alles, do ginn e puer Saachen duerchernee gehäit, do gëtt ëmmer vun de Plans d'aménagement du territoire geschwat, dat solle sécher d'PAGe sinn, ech weess et net.

Une voix.- Dat sinn d'PAGen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Gutt, an déi Kommissioun soll och d'Commission d'Aménagement sinn, fir déi…

Une voix.- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Ok, gutt. Mä Dir sot, do soll een d'Délais prévus par la loi méi kuerz maachen. Et geet ebe just drëm, dat huet den Här Wolter jo och gesot, datt am Gesetz vun 1937 mol sollen d'Délaie fixéiert ginn. Dat ass jo dat, wat wichteg ass. Haut kann de Schäfferot dat einfach leie loossen, en huet keng kontrahent Délaien.

Also mir musse mol versichen déi Délaien iwwert d'Gesetz anzeféieren. Datt se da musse méiglechst kuerz sinn, do sinn ech d'accord domat; si sinn ze laang. Also mam Objektiv sinn ech d'accord, mä mat deem, wat proposéiert gëtt, kënne mer net d'accord sinn.

Dat nämlecht ass bei där nächster Motioun. Do schwätzt Dir vun engem Baulückenkadaster, ech weess net ob dat néideg ass, fir sou een ze maachen, mä wat mer jo gären hätten, dat ass, datt am Kader vun der Reform vum Bail-à-loyer-Gesetz am Fong eng Obligatioun kënnt, fir ze soen: „Do ass en Haus wat besat ass, do ass en Haus wat eidel ass", an datt och do ka gesot ginn - bon dat missten d'Gemengen haut zwar scho wëssen -: „Do ass eng Bauplaz, do läit all Infrastruktur, mä et ass nach net drop gebaut"; ech mengen dat hunn d'Gemenge schonn an dem PAG, an et ass net néideg e Baulückekadaster ze maachen.

An da frot Dir en Impôt foncier „plus élevé" fir „maisons à l'abandon". Ech hu gemengt dee gestaffelten Impôt foncier, dee wier och fir d'Bauterrainen. An der Motioun vun der Majoritéit do gëtt dat méi vaste traitéiert. Ech mengen dat wär och dee beschte Wee, datt ee sech net beschränkt op Haiser déi eidel sinn, mä datt een och d'Bauterrainen, déi einfach brooch leie bleiwen, besteiert.

(Interruption)

D'Motioun Nummer 9. Ech mengen dat wär eng Verschlechterung, fir ze soen, datt de Prêt soll op 1% gesat ginn. Mir hunn haut schonn en Taux vun 0% fir Leit déi ganz wéineg verdéngen; déi kréien haut schonn iwwert d'Zënsbäihëllefen en Taux vun 0%, fir zréck ze bezuelen. Dat heescht mir si scho méi wäit wéi Dir et gären hätt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Anerer sinn driwwer!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Anerer sinn driwwer, mä Dir wëllt jo awer net ee wéi deen anere behandelen, datt een, deen 130.000 Frang de Mount verdéngt an een, deen der 50.000 de Mount verdéngt, datt déi sollen déiselwecht Zënsverbëllegung kréien. Ech mengen och net, datt dat dee richtege Wee wär. Do muss awer eng Staffelung sinn no der Familljekompositioun an dem Akommes, an ech mengen ouni dat géif et net goen; also déi kënne mer och net unhuelen.

D'Motioun Nummer 10, wéi gesot, do hunn ech eng ganz Rei vu Sym-

pathien dofir, ech muss awer soen, ech weess net ob dat Instrument, sou wéi et virgeschloen ass, dat richtegt wär. Also ech mengen, fir d'éischt soll een emol de Groupe de travail schaffe loossen, an dann eventuell eng Etüd vun engem Expär maache loossen, wou ech d'accord domat sinn, datt mer den Objektiv dovunner musse fäerdeg bréngen, d'Bauterrainen zu raisonnabele Präisser op de Maart ze kréien.

An eng Rei vun Instrumenter si jo hei ugeschwat ginn, a mir musse kucken, fir déi beschten Instrumenter duerchzesetzen, an datt mer dat do musse mam SYVICOL zesummen duerchdiskutéieren, dozou sinn ech gär bereet an dat ass och virgesinn, an duerno da vläicht kucken, fir eng Etüd vun engem auslänneschen Expert ze maachen.

Voilà, ech mengen ech hätt elo d'Motiounen allegeierten duerchgeholl, ech soen Iech wéi gesot nach eng Kéier merci fir déi konstruktiv Diskussiounen.

Une voix.- D'Resolutioun.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Jo, d'Resolutioun, domadder huet d'Regierung net vill ze doen.

Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt déi bestehend steierlech Moossnamen zäitlech begrenzt si fir dräi Joer: 2002, 2003 an 2004. A wann ee gären, och där nächster Regierung, e raisonnabele Timing léisst, fir ze examinéieren, huet et eppes bruecht oder huet et näischt bruecht, da misst een op d'mannst vun 2004 op 2005 goen. Also dat ass just eng Suggestioun déi ech wëll maachen. Merci.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Mir komme fir d'éischt un d'Motioun 1.

Vote

Wien ass derfir?

(Interruption)

Den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, just ee Wuert zu der Motioun 1. Et ass effektiv richteg, dass eng Rei vu positive Punkten dran enthale sinn. Mir kënnen allerdéngs net fir déi heite Motioun stëmmen. Mir mussen eis dobäi enthalen, well och d'Reform vum Mietgesetz dra gepaakt ginn ass a well d'Majoritéit op deem Punkt de Forcing wollt maache fir eng Rei vu Verschlechterungen dran ze setzen, wou mir der Meenung waren, dass een zumindest een Débat de fond heiriwwer misst féieren ier ee sech op esou Moossname festleet. Mir hätte léiwer den Avant-projet oder de Projet de loi virleie gehat.

Ech wëll just zum Ofschloss vun der Diskussioun iwwert d'Motioune soen, dass mer an der Kommissioun d'Gefill haten, dass konstruktiv diskutéiert gi géif, an dass deen ee Versteesdemech fir d'Virschléi vun deem aneren hätt an och bereet wär sech op deen aneren zouzebewegen. Mir sinn allerdéngs haut vun der Regierung eppes Bessere beléiert ginn an eng Rei vu Virschléi, déi an eise Motiounen zréckbehale gi sinn, sinn duerch e kloert Jo vun der Regierung ofgelehnt ginn, esou dass ech d'Impressioun hunn dass d'Chamber vill méi diskussiounsfreedeg a vill méi bereet ass sech an engem komplexen Dossier ze bewege wéi d'Regierung dat ass.

M. le Président.- Den Här Henckes freet nach d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech menge mir kënnen déi Motioun vun de Majoritéitsparteien net stëmme wéinst deenen Donnéeën, déi um Plan fiscal virgesi sinn, wéinst der Erhéijung um Impôt foncier op de Bauterrainen a well mer och kee Vertrauen an d'Regierung hunn,…

(Brouhaha général)

…datt se déi Donnéeën, déi se hei virgeschriwwen huet, esou realiséiert wéi mir se mengen. Et ass och fir ze weisen datt, wann d'Regierung den Dialog net mat der Oppositioun sicht, mir en och net mat der Regierung brauchen ze sichen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Da stëmme mer also elo of.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 sinn, si gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Interruption)

De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 35 Jo-, 6 Nee-Stëmmen an 18 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 34 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Gusty Graas), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun 3.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 3 ass verworf mat 33 Nee-, 17 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira et Jean Huss (par M. Robert Garcia).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun 4.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 34 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Ady Jung), Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Gusty Graas), Mme Maggy Nagel (par Mme Simone Beissel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 5

Da komme mer zur Motioun 5.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 5 ass verworf mat 34 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler (M. Lucien Clement) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun 6.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 6 ass verworf mat 33 Nee-, 17 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 7

Da komme mir zur Motioun 7.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 7 ass verworf mat 33 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 18 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Motion 8

Da komme mer zur Motioun 8.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun ass 8 verworf mat 34 Nee-, 12 Jo-Stëmmen an 13 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké).

Motion 9

Mir kommen elo un d'Motioun 9.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 9 ass verworf mat 34 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Motion 10

Mir stëmmen elo iwwert d'Motioun 10 of.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 10 ass verworf mat 34 Nee-, 18 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Laurent Mosar) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Dann hu mer hei nach d'Resolutioun.

Résolution 1

Kënne mer do par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Jo, den Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Wann den Auteur vun der Resolutioun d'accord wier fir 2005 dran ze setzen, dat gëtt och méi ee kohärente Bilan, well déi fiskalesch Moossnamen dann och oflafen, da wiere mer bereet déi Resolutioun do ze stëmmen.

M. le Président.- Jo, den Här Krecké.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Beim beschte Wëlle kann ech net verstoe wéi Der da wëllt no 2005 eppes maachen. Maacht et 2004. Dir wësst jo dass Der dat am Viraus musst stëmme loossen dann. Soss ass et ze spéit.

(Interruptions)

Duerfir, mir bleiwe bei deem wat mer hei gesot hunn.

M. le Président.- Den Här Rippinger freet och nach d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Jo. Ech, Här President, …

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech gesinn also bei der Oppositioun…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ma loosst dach den Här Rippinger schwätzen!

(Coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Mer sinn opgereegt!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Ech gesi bei der Oppositioun keng Kompromëssbereetschaft. Här President, ech froe mech allerdéngs…

(Interruption)

…wéi een dat heiten, aus praktesche Grënn ebe just, wëllt maachen, e Bilan ze zéien an der Chamber ouni dass iwwerhaapt d'Regierung an déi zoustänneg Ministèren Donnéeë gi fir et ze maachen.

(Interruption)

Aneschters ass et jo net méiglech.

Une voix.- Wéi solle se eis dat da refuséieren, wa mer et nofroen?

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Ech hunn net gesot dass se eis se refuséieren.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech hunn net gesot datt se et refuséieren. Ech hu just nëmme gesot dass dat heite just e fromme Wonsch ass vun lech an net méi.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also ech mengen de Rimm läit elo rof! Mer solle kucken dass mer elo hei zum Schluss kommen.

Une voix.- Si hunn Angscht virun hirem Fiasko!

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, ech ka wierklech net verstoe wéi een heimat net kann d'accord sinn, fir dass wann een déi Mesurë wëllt weider féieren, da muss ee se Enn 2004…

(Interruptions)

…weider féieren, gegebenenfalls beim Budget.

Wann een dat also op 2005 verleet, weess ech net, wann een et net rétroaktiv mécht, wéi een dat do kënnt weider féieren.

(Interruption)

Wann een also festgestallt huet dass d'Mesurë gutt wieren, muss een et 2004 maachen an net 2005!

Une voix.- Très juste!

M. le Président.- Da stëmme mer elo of an da gesi mer.

(Interruptions diverses)

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

Une voix.- Et ass just d'Guillotine hei!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- D'Resolutioun ass verworf mat 33 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Gusty Graas), Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Domat wiere mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mueren a fänkt um néng Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.24 heures)

Sommaire des séances publiques

Débat de consultation sur la police — pages 462-474

Ordre du jour — page 474

Communications — page 475

Ordre du jour — page 475

Heure d'actualité sur la situation en Irak — pages 475-478

Heure de questions au Gouvernement:

- Question N°292 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant une fusion envisagée entre Mecan-ARBED Dommeldange et Paul Wurth S.A., adressée au Ministre de l'Economie — page 478

- Question N°288 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Lucien Lux concernant la mise en place et le fonctionnement d'une structure de concertation tripartite pour la lutte contre le stress et le mobbing, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi — pages 478-479

- Question N°289 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant la préretraite ajustement Arcelor et la préretraite solidarité, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi — page 479

- Question N°275 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet des plans d'aménagement particuliers, adressée au Ministre de l'Intérieur — page 480

- Question N°287 du 14 mars 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de la Convention européenne, adressée au Premier Ministre — page 480

- Question N°277 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet de la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice

et

- Question urgente N°2095 de M. Alex Bodry relative à la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig — pages 480-482

- Question N°280 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet de la sécurité au Centre pénitentiaire de Schrassig, adressée au Ministre de la Justice — pages 481-482

- Question N°281 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant l'évasion de deux détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig et les dysfonctionnements constatés, adressée au Ministre de la Justice — pages 481-482

- Question N°282 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Jean Colombera concernant la concentration de polluants à Schifflange, adressée au Ministre de la Santé et au Secrétaire d'Etat à l'Environnement — page 482

- Question N°286 du 17 mars 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet du lycée prévu pour le canton de Clervaux, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports — pages 482-483

- Question N°290 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant les suites dans le projet de construction du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, adressée au Ministre de la Santé — page 483

- Question N°291 du 18 mars 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de l'observatoire de la participation politique des femmes, adressée au Ministre de la Promotion féminine — page 483

- Question N°293 du 18 mars 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les demandes d'agrément de semences génétiquement modifiées, adressée au Ministre de la Santé — pages 483-484

Question urgente N°2094 de M. Jean Colombera relative aux conseils généraux de sécurité du Ministère des Affaires étrangères aux voyageurs au Proche-Orient — pages 479-480

5030 - Projet de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs — pages 484-486

5015 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 5ième augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe — page 486

Débat d'orientation "Les négociations de la commission européenne dans le cadre de l'OMC relatives à la libéralisation des services AGCS et leurs conséquences" — pages 487-498

4821 - Débat d'orientation sur la politique du logement du Gouvernement — pages 499-516

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
media brain, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1957	Mars Di Bartolomeo	Livret de famille
1983	Gusty Graas	Mariage civil
1987	Renée Wagener	Correcteur informatique luxembourgeois: Cortina Spell Checker
1988 *cf Q. 2075 + Q. 2088*	Renée Wagener	Regroupement familial
1989	Renée Wagener	Accueil des personnes sans logement
1990	Jean-Pierre Koepp	Décharge du SIDEC
1993	Jacques-Yves Henckes	Libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité
1998	Gusty Graas	Subsides communaux accordés à des associations oeuvrant dans l'intérêt du tiers monde
2011	Emile Calmes	Mesures prises contre les nuisances aéroportuaires
2075 *cf Q. 1988 + Q. 2088*	Laurent Mosar	Accord sur le regroupement familial des étrangers en situation régulière
2088 *cf Q. 1988 + Q. 2075*	Mars Di Bartolomeo	Regroupement familial

Question 1957 (13.12.2002) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **livret de famille:**

A l'occasion de leur mariage, les couples mariés au Luxembourg ont droit au livret de famille devant accueillir toutes les données de l'état civil de cette famille.

Ce livret de famille est actuellement réservé aux seuls couples mariés.

Or, comme il existe entre-temps d'autres types de familles et notamment un nombre croissant de familles monoparentales, j'aimerais savoir de Mme la Ministre si on ne peut pas étendre le droit au livret de famille à toutes les familles du moins, en cas de présence d'enfants?

Réponse (7.3.2003) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Le livret de famille est délivré actuellement sur base de la Convention créant un Livret de famille international, signée à Paris le 12 septembre 1974, et ratifiée le 4 mars 1976 par le Luxembourg. Aux termes de cette convention entrée en vigueur le 1er mars 1979, le Luxembourg s'est obligé à délivrer un livret de famille dans les conditions posées par la convention et conforme au modèle de livret fixé par la convention.

Les conditions de délivrance étant fixées par la convention et non pas par le Gouvernement luxembourgeois, le livret de famille peut seulement être délivré, en l'état actuel du droit international applicable, à des personnes mariées.

Question 1983 (6.1.2003) **de M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **mariage civil:**

Récemment l'officier de l'état civil d'une commune s'est opposé à un mariage civil car un des futurs époux est un étranger en situation irrégulière. Le couple concerné a ensuite porté plainte devant les juridictions. Selon l'avocat des futurs époux, aucun texte n'autoriserait les officiers de l'état civil lors de la constitution du dossier de mariage, notamment pour la publication des bans, à vérifier la régularité des conditions de séjour au Luxembourg des étrangers. En outre, le juge des référés a déclaré dans cette affaire que les Ministres de l'Intérieur et de la Justice n'auraient aucune compétence pour réglementer le droit au mariage qui découle du seul code civil, de sorte qu'il y aurait lieu d'écarter les circulaires afférentes invitant entre autres les officiers de l'état civil d'exiger la preuve d'une résidence légale des futurs époux avant la célébration du mariage. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce qu'un officier de l'état civil qui refuse la publication du mariage si un des futurs époux ne possède pas de titre de séjour valable au Grand-Duché de Luxembourg, outrepasse ses compétences?
- Est-ce qu'à la suite de l'affaire en question les circulaires afférentes, entre autres celle du 6 octobre 1995 (N°1789), gardent toujours leur validité?

Réponse (7.3.2003) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Dans la mesure où la décision judiciaire à laquelle il est fait référence est seulement un jugement de référé ne pouvant préjuger le fond d'une affaire, il y a lieu de constater qu'à ce jour il n'existe aucune décision judiciaire au fond sur l'interprétation à donner à la notion de «domicile et résidence» prévue à l'article 63 du code civil et sur la validité juridique des circulaires existant en la matière.

Par conséquent aucune conclusion définitive ne peut, en l'état actuel, être tirée de cette affaire.

Question 1987 (9.1.2003) de **Mme Renée Wagener** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **correcteur informatique luxembourgeois: Cortina Spell Checker:**

Laut engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 16. November huet d'Erzéiungsministesch op der éischter Konferenz vum Zyklus „Eng Bréck - keng Barrière" festgestallt, mat der Lëtzebuerger Sprooch „stehe und falle die Integration der Ausländer in der luxemburgischen Gesellschaft". D'Wochenzeitung „Den Neie Feierkrop" huet awer drop opmierksam gemaach, datt de Projet „Cortina Spell Checker" gestoppt gi wier.

- Stëmmt et, datt de Projet „Cortina Spell Checker", deen op vill Succès gestouss ass, net méi weidergefouert gëtt? Op der Homepage vum Projet ass nämlech ze liesen: „Le projet Cortina est venu à terme en septembre 2002. Comme il n'y a actuellement pas de financement futur assuré, les travaux sur le projet ont été suspendus. Les pages web sur le projet vont provisoirement être maintenus en ligne, de même que le serveur de correction. Veuillez consulter régulièrement cette page pour savoir si les travaux ont repris."
- Wa jo, firwat ass deem esou?
- Ass de Spellchecker net ee vun den zentrale Projeten, déi vum „Conseil permanent de la langue luxembourgeoise" an d'Liewe geruff goufen?
- Steet déi Décisioun net am Widdersproch zu den Aussoe vun der Ministesch, an och zu der globaler Haltung vun der Regierung, déi dem Lëtzebuergesche bei der Naturaliséierung oder beim Zougang zu bestëmmte Beruffsberäicher ëmmer méi Wichtegkeet zoukomme léisst an d'Kenntnis vum Lëtzebuergeschen zu enger „conditio sine qua non" mécht?

Réponse commune (25.2.2003) de **Mme Anne Brasseur**, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports* et de **Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Am Hierscht 2000 huet de Conseil permanent de la Langue luxembourgeoise (CPLL) als Représentant vum Kulturministère zesumme mat dem CRP-Gabriel Lippmann (CRP-GL) de Projet CORTINA (Correction ORThographique INformatique Appliquée à la langue luxembourgeoise) gestart. Den Educatiounsministère huet sech zu dësem Zäitpunkt finanziell um Projet bedeelegt. D'Chargë si folgendermoosse verdeelt ginn:

- De CRP-GL wor verantwortlech fir de Beräich vun der Informatik, an den CPLL huet d'Verantwortung fir de linguistesche Beräich iwwerholl. Den éischte vun zwee Deelprojeten, CORTINA I, sollt während dem akademesche Joer 2000/2001 d'Faisabilitéit vun esou engem „Spellchecker" fir d'Lëtzebuerger Sprooch erfuerschen an am September 2001 e Prototyp virstellen. Den Dictionnärsgrupp vum CPLL sollt aus sengem Textcorpus eng Basiswuertlëscht vu 40.000 Wierder zur Verfügung stellen. Dës Wuertlëscht misst vum Aarbechtsgrupp Orthographie vum CPLL un déi adaptéiert Orthographie ugepasst ginn.

An enger éischter Phase huet den CRP-GL, wéi virgesinn, e puer Outile geschafen, déi et dem Utilisateur erméiglechen, mat der Hëllef vun engem Internetbrowser (Navigateur) um Site vum CRP-GL Wierder a Lëtzebuerger Sprooch ze verbesseren. D'Evolutioun vun den Aarbechten huet et mat sech bruecht, datt no an no déi verschiddenste Variante vum Correcteur um Internet-Site vum CRP-GL presentéiert gi konnten. Parallel dozou huet den Aarbechtsgrupp probéiert fir d"'Eifeler Regel" an de Correcteur ze integréieren.

Den 1. Oktober 2001 konnt op enger Pressekonferenz de Prototyp vun esou engem „Spellchecker" virgefouert ginn. Zu deem Zäitpunkt ass d'Décisioun gefall, fir den zweeten Deelprojet (CORTINA II) ze lancéieren, deen als Zil hat, ee fäerdeg, stabile „Correcteur orthographique pour la langue luxembourgeoise" ze produzéieren. Deen Deelprojet sollt am Hierscht 2002 u säin Enn kommen an als Resultat folgend Produite virleeën:

- stabil Internetversioune fir eenzel Wierder, ganz Kapitele mat oder ouni den Asaz vun der „Eifeler Regel" ze verbesseren.
- eng Client-Serveur Versioun, bei där de Client ee Modul ass, deen den Utilisateur op sengem Computer installéiere kënnt. Hei sollt besonnesch drop opgepasst ginn, déi verschiddenste Plattformen (Windows, Macintosh, Linux) mat verschiddene Schreifprogrammer ze kombinéieren (Microsoft Office, Staroffice).

De virtuelle Serveur, dat bedeit d'Wuertlëscht mat de Wierder vun eiser Sprooch (méi wéi 40.000 Wierder) sollt um Internet Serveur vum CRP-GL bleiwen. Dat hätt de Virdeel, datt et méi einfach wier, fir dës Lëscht permanent ze erweideren an eng maximal Kontroll vun der Orthographie an dëser Lëscht ze garantéieren.

Relativ fréi an dësem zweeten Deelprojet woren um Internet éischt Versioune vum Client erofzelueden. Déi sinn duerch Versioune fir aner Plattformen an och Schreifprogrammer ergänzt ginn.

Wéi de CORTINA II am September 2002 op en Enn gaangen ass, konnten um Internet fäerdeg Produite vum Spellchecker presentéiert ginn. Gläichzäiteg gouf d'Wuertlëscht op méi wéi 120.000 Wierder erweidert.

Nom Enn vum Projet huet de Kulturministère dofir gesuergt, datt am Budget 2003 Sue fir d'Maintenance vum Spellchecker virgesi sinn. Doriwwer eraus huet dee groussen Erfolleg dozou gefouert, datt de Ministère eng Heemversioun vun der Client-Serveur Architektur bestallt huet. Dat bedeit, datt den Utilisateur d'Wuertlëscht vum CRP-GL-Site eroflueden an op sengem Computer installéiere kann. Heimadder ass en total onofhängeg vum Internet. Dës Versioun wäert am éischte Quartal 2003 zur Verfügung gestallt ginn.

Question 1988 (9.1.2003) de **Mme Renée Wagener** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **regroupement familial:**

Le regroupement familial des ressortissants de pays tiers à l'Union européenne relève des compétences du Ministère de la Justice.

- Sur quelles bases légales s'appuie cette pratique?
- Quels sont les critères exigés de façon générale (revenus, logement, etc.) et plus précisément concernant les membres de famille descendants (âge, etc.) et ascendants?

Question 2075 (6.3.2003) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord sur le regroupement familial des étrangers en situation régulière:**

En date du 27 février 2003, le Conseil des Ministres Justice et Affaires intérieures (JAI) a conclu un accord sur le regroupement familial des étrangers en situation régulière. D'après le quotidien „Le Monde" paru le 1er mars 2003, un autre texte relatif à l'immigration, à savoir le statut des réfugiés, aurait été soumis à la discussion des ministres, mais ceux-ci n'auraient pas trouvé d'accord.

1. Quelle a été la position du Gouvernement luxembourgeois lors du conseil JAI précité en ce qui concerne les deux textes?
2. Quelle est la teneur de l'accord trouvé en matière du regroupement familial? Quelles seront les répercussions pour le Grand-Duché? Est-ce que les mesures adoptées nécessitent une adaptation de la législation nationale?
3. En ce qui concerne le statut des réfugiés, quels points ont été discutés par les ministres, respectivement ont fait l'objet d'un désaccord?

Question 2088 (12.3.2003) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **regroupement familial:**

Lors de sa 2489ème session, le Conseil Justice et Affaires intérieures de l'Union européenne a adopté une directive relative au regroupement familial.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Justice:

- Sur quelles bases légales ou réglementaires se fonde actuellement la pratique du regroupement familial au Luxembourg et quels sont les critères et conditions en général en vue d'un regroupement familial?

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanven
um Kanal S 29

- En particulier, quelles sont les raisons exigeant un séjour de trois ans pour un indépendant originaire d'un pays tiers avant d'être en mesure de pouvoir faire venir sa famille?
- Quelles sont les limites de la directive européenne?
- Suite à l'adoption définitive de la directive en question au niveau européen, dans quel délai M. le Ministre compte-il légiférer en la matière?
- Quelles directives en matière d'immigration et d'asile sont actuellement en discussion au sein du Conseil?

Réponse (21.3.2003) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Les trois questions parlementaires ont trait au regroupement familial des personnes originaires de pays tiers. Ne sont donc visés, ni les ressortissants d'Etats membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, de même que les citoyens suisses, ni le cas où ces derniers se marient avec une personne originaire d'un Etat tiers.

La matière est actuellement régie au Luxembourg par la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers. En vertu des principes y établis, le Ministre de la Justice autorise à une personne originaire d'un Etat tiers séjournant régulièrement au Luxembourg le regroupement familial si la ou les personne(s) qui rejoint (rejoignent) le regroupant est (sont) soit son conjoint et son ou ses enfant(s) mineur(s), soit ses parents ou ses enfants majeurs si, toutefois, ceux-ci sont à la charge du regroupant. Le regroupant doit disposer d'une situation stable sur une certaine période, de moyens d'existence suffisants et d'un logement adéquat lui permettant de subvenir à ses propres besoins ainsi qu'à ceux de sa famille. Cette situation stable existe normalement si le regroupant s'est vu délivrer une carte d'identité d'étranger, soit, en tant que travailleur, sur base d'un permis de travail de la catégorie B, soit, en tant qu'indépendant, après vérification de ses moyens d'existence pendant les trois premières années de son activité économique non salariée.

La matière du regroupement a fait l'objet au cours des trois dernières années de nombreuses discussions au sein du Conseil des Ministres de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union européenne et a abouti en février 2003 à l'approbation politique des quinze Etats-membres d'une directive régissant cette matière.

En résumé, le but de cette directive est de fixer les conditions dans lesquelles les membres de la famille d'un ressortissant d'un Etat tiers, résidant légalement sur le territoire d'un Etat membre et ayant une perspective fondée d'obtenir un droit de séjour permanent, peuvent entrer et séjourner sur le territoire de cet Etat membre afin de maintenir l'unité familiale, que les liens familiaux soient antérieurs ou postérieurs à l'entrée du regroupant.

Selon le texte arrêté, les Etats membres autorisent l'entrée et le séjour des membres suivants de la famille:

- le conjoint du regroupant;
- les enfants mineurs du regroupant et de son conjoint.

  Les enfants mineurs doivent être d'un âge inférieur à la majorité légale de l'Etat membre d'accueil concerné et ne pas être mariés.

Les Etats membres peuvent, par voie législative ou réglementaire, autoriser l'entrée et le séjour des membres de la famille suivants:

- les ascendants en ligne directe et du premier degré du regroupant ou de son conjoint, lorsqu'ils sont à sa charge et qu'ils sont privés du soutien familial nécessaire dans le pays d'origine;
- les enfants majeurs célibataires du regroupant ou de son conjoint, lorsqu'ils ne peuvent pas subvenir objectivement à leurs propres besoins en raison de leur état de santé.

Les Etats membres peuvent, par voie législative ou réglementaire, sous certaines conditions énoncées par la directive, autoriser l'entrée et le séjour au partenaire non marié ressortissant d'un Etat tiers avec lequel le regroupant a une relation durable et stable dûment prouvée, ou au ressortissant d'un Etat tiers qui est lié au regroupant par un partenariat enregistré.

En cas de mariage polygame, si le regroupant a déjà un conjoint vivant avec lui sur le territoire d'un Etat membre, l'Etat membre concerné n'autorise pas le regroupement familial d'un autre conjoint. Les Etats membres peuvent imposer des restrictions concernant le regroupement familial des enfants mineurs d'un autre conjoint auprès du regroupant.

Afin d'assurer une meilleure intégration et de prévenir des mariages forcés, les Etats membres peuvent demander que le regroupant et son conjoint aient atteint un âge minimum, qui ne peut être supérieur à 21 ans, avant que le conjoint ne puisse rejoindre le regroupant.

Le Gouvernement luxembourgeois regrette que ce texte, qui est le premier instrument juridique adopté par l'Union européenne dans le domaine de l'immigration légale, n'atteint qu'un faible degré d'harmonisation des dispositions applicables en la matière dans les Etats membres. Néanmoins, il a le mérite de fixer certaines règles contraignantes et de tracer des lignes de conduite et un cadre utiles pour les Etats membres appelés à édicter les règles nationales en la matière.

La directive sur le regroupement familial confirme la pratique luxembourgeoise en la matière; elle ne nécessite donc pas de modification immédiate desdites règles. Néanmoins, le Gouvernement entend bien transposer la directive dans les délais y prévus afin de disposer d'un cadre juridique clair en la matière. Dans la mesure où une telle législation aura un effet sur de nombreux domaines, tels le marché du travail, la sécurité sociale ou encore les flux migratoires, une réforme législative devra être précédée d'une concertation entre les différents ministères concernés ainsi qu'avec, au moins, nos trois pays voisins.

A côté de la directive pré décrite, les ministres européens compétents pour l'asile et l'immigration discutent actuellement essentiellement la proposition de directive établissant des normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers pour prétendre au statut de réfugié ou de personnes ayant besoin d'une protection internationale. Les débats au dernier Conseil des Ministres ont porté sur la question de savoir si les personnes bénéficiaires du statut conféré par la protection subsidiaire doivent nécessairement disposer des mêmes droits que les réfugiés. Ensemble avec d'autres Etats membres le Gouvernement luxembourgeois, au cours du dernier conseil, a estimé que, s'agissant de deux statuts différents, les droits accordés ne doivent pas nécessairement être les mêmes. Au vu des divergences de vue existantes et afin de continuer l'examen des différents articles de la proposition de texte, le Conseil des Ministres a chargé le groupe de travail compétent à poursuivre ses travaux pour que le conseil puisse y revenir lors d'une de ses prochaines réunions.

Question 1989 (9.1.2003) de **Mme Renée Wagener** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**accueil des personnes sans logement:**

Les récentes tentatives de loger provisoirement les personnes sans abri, mais aussi le manque de structures d'accueil adéquates pour personnes réfugiées soulèvent la question des responsabilités politiques:

Comment se départagent les responsabilités entre Etat et communes?

Face au fait que la plupart des communes se soustraient à ce devoir, existe-t-il des moyens légaux à les obliger à créer ou entretenir des infrastructures d'accueil?

Si ce n'est pas le cas, ne faudrait-il pas créer une base légale pour une telle obligation, du moins pour les communes plus grandes, qui pourrait être accompagnée d'aides financières de l'Etat?

Réponse commune (6.3.2003) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:*

1. La seule base légale existante à l'heure actuelle permettant d'organiser les secours pour les adultes en détresse sont les articles 1 et 15 de la loi du 28 mai 1897 régissant le domicile de secours.

   Ces deux articles précisent clairement que l'accueil et le secours des adultes en détresse relèvent exclusivement des administrations communales, de sorte que l'Etat n'a, légalement parlant, aucune responsabilité en la matière.

2. Comme le Gouvernement est conscient que beaucoup de communes ne sauraient être à même de subvenir aux besoins de tous les indigents sur leur territoire, une concertation et une collaboration intenses entre Etat et communes se sont installées depuis de nombreuses années déjà.

   Ainsi, les services du Ministère de la Famille sont en pourparlers avec les communes de Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Dudelange, Differdange, Bettembourg et Ettelbruck en vue de créer des structures d'accueil adéquates pour les personnes adultes en détresse.

   La ville de Luxembourg met d'ores et déjà le foyer Obenthalt à la disposition des personnes nécessiteuses et une deuxième structure disposant de la même capacité est en cours de réalisation.

   Un deuxième projet communal d'envergure d'une capacité de 9 unités de logement est actuellement sur le point de devenir opérationnel dans la ville d'Ettelbruck.

   Pour ce qui est des communes du sud du pays, les villes d'Esch et de Dudelange viennent de prendre chacune une décision de principe en vue de la réalisation d'une structure d'accueil adéquate.

3. Vous pouvez donc constater, Madame la Députée, que même en l'absence de base légale coercitive, le Gouvernement et les communes mettent tout en œuvre pour venir en aide aux adultes en détresse.

   Cet effort de solidarité est encore étayé par les différentes aides financières que l'Etat accorde déjà aux administrations communales investissant dans des structures d'accueil dignes de ce nom.

   Ainsi l'article 13 de la loi dite "A.S.F.T." du 8 septembre 1998 prévoit une aide étatique pour les communes de quelque 80% en ce qui concerne la construction de structures d'accueil et le Gouvernement s'est déclaré d'accord à participer à hauteur de 100% aux frais d'équipement de ces mêmes structures.

4. En ce qui concerne plus particulièrement la problématique des logements pour réfugiés, le Gouvernement renvoie aux réponses qu'il avait formulées suite à vos récentes questions N°1910 et N°1924 des 19 et 29 novembre 2002 *(cf. comptes rendus N°7 et N°9/2002-2003).*

Question 1990 (9.1.2003) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **décharge du SIDEC:**

Laut ministerieller Äntwert op meng parlamentaresch Ufro mat Datum vum 28. Dezember 2001 *(cf. compte rendu N°3/2001-2002)* wären op der SIDEC d'Divisioun vun der Aarbechtsmedezin vun der Direktioun vun der Santé an Zesummenaarbecht mat der Inspection du Travail et des Mines um Fridhaff am Begrëff eng Enquête durchzeféieren. D'Miessunge waren zu deem Zäitpunkt nach net ofgeschloss an och op eng parlamentaresch Ufro vu mengem Kolleeg Jean Colombera mat Datum vum 6. Mee 2002 *(cf. compte rendu N°10/2001-2002)* waren d'Miessungen nach net ofgeschloss. D'Äntwert sollt awer Enn Juli virleien!

An dësem Kontext hätt ech elo folgend Froen un den Här Minister:

1.) Wéi ass d'Resultat vun all dëse Miessungen?

2.) Wellech Schlussfolgerungen huet d'Regierung aus dëser Enquête gezunn?

3.) D'Ofwaasser vun der SIDEC leeft zu Ierpeldeng an e Wunngebiet wat verschiddentlech en onméigleche Gestank mat sech bréngt. Hei trëtt da „Schaum" zu de Kanaldeckelen eraus. Wat gedenkt d'Regierung hei ze ënnerhuelen, fir dësem Problem Rechung ze droen?

Réponse commune (11.3.2003) de **M. Carlo Wagner**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,* de **M. Charles Goerens**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur:*

Deux études ont été finalisées depuis septembre 2002 dans le contexte des installations de gestion des déchets du SIDEC.

Une première étude visait à déterminer les sources d'émissions potentielles en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les alentours du site «Fridhaff». A cette fin, une analyse historique de la région ainsi qu'une étude de la situation actuelle avec un résumé des études disponibles ont été faites.

Il en a été retiré que certains événements historiques ont vraisemblablement eu comme conséquence des émissions élevées en HAP (par exemple feux ouverts, chemin de fer, trafic routier, 2e guerre mondiale). Pourtant il n'est plus possible de déterminer aujourd'hui l'importance de ces émissions et, le cas échéant, les contaminations. En ce qui concerne la situation actuelle, l'expert chargé de l'étude est d'avis qu'une décharge pour déchets ménagers telle que celle du SIDEC ne serait qu'en cas de sinistre à l'origine d'émissions en HAP. Des émissions importantes en HAP sont encore aujourd'hui causées par le trafic routier (gaz d'échappement et revêtement des routes). L'envergure de ces émissions dans les alentours du «Fridhaff» reste à être déterminée.

Une deuxième étude a eu comme objet de déterminer la concentration en HAP dans le revêtement d'un chemin rural qui se trouve à proximité immédiate des installations de gestion des déchets du syndicat SIDEC. En effet, en août 2001, des campagnes de mesure dans l'air libre avaient relevé une concentration élevée en HAP à proximité de ce chemin rural.

Le chemin rural fut échantillonné et la concentration en HAP a été déterminée dans l'échantillon brut et dans le lixiviat. Les résultats d'analyse montrent une haute concentration en HAP dans le revêtement du chemin en question. L'organisme agréé chargé de l'étude en a notamment tiré la conclusion que les HAP mesurés dans la matière brute du revêtement peuvent être mis en relation avec ceux mesurés dans l'air libre en été 2001.

S'agissant maintenant du problème des malformations et avortements constatés dans une exploitation agricole proche du SIDEC, les analyses réalisées jusqu'à ce jour n'ont pas fourni d'explications suffisantes pour démontrer un lien direct avec la décharge. Selon les experts les anomalies ne seraient en tout cas pas dues aux causes classiques de malformations animales ou d'avortements. Aucune cause virale ni bactérienne n'a pu être décelée.

Par acquis de conscience les ministères concernés ont chargé le CRTE (Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement) à Esch-sur-Alzette de suivre et de coordonner les investigations futures en la matière, y compris celles relatives à d'éventuelles suites dommageables pour la santé du personnel.

En ce qui concerne les eaux résiduaires, il y a lieu de mentionner que le SIDEC a été autorisé à évacuer toutes les eaux résiduaires originaires des activités de leurs diverses installations sises au lieu-dit «Fridhaff», y compris les eaux de suintement de la décharge, vers la station d'épuration biologique de Bleesbruck. Pour ce faire, le SIDEC a posé une conduite de raccordement entre le point de collecte des eaux de suintement de la décharge et le réseau d'égouttage de la localité d'Erpeldange.

Au cours des années passées, il a été constaté que surtout par temps de fortes précipitations, l'évacuation des eaux en question pouvait provoquer des nuisances olfactives ainsi que la formation de mousses au point de raccordement au réseau d'égout à l'entrée de la localité d'Erpeldange. Les agents de l'Administration de l'Environnement ainsi que des Services de la Gestion de l'Eau ont inspecté sur les lieux en question afin d'apporter une solution aux problèmes susmentionnés. Il a été retenu que, dans l'immédiat, le SIDEC apportera des aménagements constructifs dans les premiers regards de la canalisation à l'entrée du réseau d'égouttage pour éviter toute émanation de gaz ou de mousse vers le milieu environnant. Dans le cadre de la construction prochaine d'une nouvelle installation de traitement biologique des déchets organiques, il est prévu de recycler les eaux de suintement de la décharge et de supprimer ainsi toute éconduction de ces eaux vers le réseau de canalisation local d'Erpeldange. Seules les eaux pluviales de la surface carrossable, qui ne sont que faiblement polluées, continueront à être éconduites vers la station d'épuration biologique de Bleesbruck via la canalisation dont question ci-dessus.

Question 1993 (13.1.2003) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité:**

Le Luxembourg n'a toujours pas transposé en droit national la directive du 25 juin 1980, telle qu'amendée, relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises en vertu de laquelle les entreprises à qui sont confiées des missions de service public doivent tenir des comptes séparés pour leur mission publique et les services qu'elles proposent en concurrence avec le secteur privé. Ladite directive a pour objet d'éviter une subvention croisée des entreprises publiques sur le marché de la concurrence et de fausser ainsi la concurrence. De nombreuses entreprises de l'Etat et des communes telles que les villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette sont concernées dans le cadre de la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1) Pour quelles raisons la directive dont question telle qu'amendée, n'a-t-elle pas été transposée en droit national?

2) Est-il exact que la Commission européenne a introduit une procédure d'infraction à l'encontre de notre pays en la matière?

3) Quelles sont au vu des dispositions de la directive, les entreprises concernées au niveau de l'Etat voire des communes (gaz, électricité)? Pouvez-vous établir une liste de ces entreprises?

4) Le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi afférent dans un bref délai et lui donner le bénéfice de l'urgence?

Réponse (28.2.2003) de **M. Henri Grethen**, *Ministre de l'Economie:*

La directive 80/723/CEE a été modifiée par les directives 85/413/CEE, 93/84/CE et 2000/52/CE. Seule la directive 2000/52/CE, modifiant la directive 80/723/CEE, telle que modifiée, prévoit en son article 2: «Les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 juillet 2000», alors que les 3 directives précédentes ne prévoient pas que les Etats membres doivent prendre des dispositions spécifiques.

Le Conseil de Gouvernement vient d'adopter dans sa séance du 7 février 2003 le projet de loi portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.

La Commission européenne a introduit le 17 décembre 2002 un avis motivé à l'encontre du Luxembourg.

Elle a en même temps envoyé un avis motivé à un autre Etat membre et elle a saisi la Cour de Justice européenne pour non transposition de cette directive par six autres Etats membres.

La directive 80/723/CEE, telle que modifiée, vise deux champs d'applications différents:

1) les relations financières entre les pouvoirs publics et les entreprises publiques

et

2) l'obligation de tenir des comptes séparés pour certaines entreprises bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs.

Si aucune entreprise n'est visée par le premier champ d'application, il n'est, à ce stade, pas possible d'établir une liste exhaustive des entreprises éventuellement concernées par le deuxième point.

Il y a cependant lieu de noter qu'en ce qui concerne l'obligation de tenir des comptes séparés, seules sont concernées les entreprises dont le chiffre d'affaires total annuel net est supérieur à 40 millions d'euros pendant les deux exercices annuels précédant chaque année au cours de laquelle elle bénéficie de droits spéciaux ou exclusifs.

Il faut remarquer en outre que les entreprises agissant dans les industries de réseaux libéralisées et réglementées sont de toute façon tenues de tenir des comptes séparés sur base des directives de «libéralisation» et des lois nationales y afférentes.

Le projet de loi est déposé à la Chambre des Députés en même temps qu'il est communiqué pour avis au Conseil d'Etat et à la Chambre de Commerce en leur demandant de lui donner le bénéfice de l'urgence.

Question 1998 (14.1.2003) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **subsides communaux accordés à des associations oeuvrant dans l'intérêt du tiers monde:**

Récemment M. le Ministre de l'Intérieur n'a pas approuvé une délibération d'un conseil communal portant sur un subside accordé à une association pour aider un pays en voie de développement. Une telle allocation ne lui semble pas rentrer dans le champ d'activités normal d'une commune. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Pour quelle raison des subsides accordés jadis par des communes à des associations oeuvrant dans l'intérêt du tiers monde et n'ayant pas fait l'objet d'une annulation de la part du Ministère de l'Intérieur, ne trouvent maintenant plus l'assentiment du Ministère?
- Est-ce que, selon l'agenda local 21 retenu dans la déclaration de Rio en 1992, les communes ne sont pas habilitées à s'engager au niveau de la politique de coopération?
- Comment tous les objectifs des communes réunies dans le «Klimabündnis Lëtzebuerg» peuvent être atteints, si ses membres ne sont pas autorisés à subvenir aux projets réalisés dans des pays en voie de développement?
- Est-ce que la sensibilisation de la population locale par le biais d'engagements financiers d'une commune dans des pays du tiers monde ne peut être considérée comme un intérêt communal?

Réponse (27.2.2003) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur:*

M. le Député prétend que «récemment M. le Ministre de l'Intérieur n'a pas approuvé une délibération d'un conseil communal portant sur un subside accordé à une association pour aider un pays en voie de développement».

1. Je suppose que M. le Député vise une décision prise par le conseil communal dont il est lui-même membre et par laquelle ledit conseil communal a accordé un don de 45.000 euros à une association locale sans but lucratif pour aider un pays en voie de développement. Il y a lieu de préciser que l'extrait du registre aux délibérations du conseil communal mentionnait comme objet du point de l'ordre du jour «subsides, subventions et dons» et que le préambule faisait référence à l'article 173ter de la loi communale.

Dans ma réponse à la délibération qui m'a été soumise j'ai tout simplement communiqué aux autorités communales mes observations sur la décision du conseil communal et ceci en me basant sur le peu de renseignements que fournissait l'extrait du registre aux délibérations dont je disposais.

J'ai tout d'abord rappelé qu'en principe rien ne s'oppose à ce qu'une administration communale donne des subsides à des associations locales qui oeuvrent sur le territoire de la commune dans l'intérêt de la population locale.

J'ai ensuite communiqué à la commune concernée mon appréciation que l'allocation d'un montant substantiel à une association pour aider un pays en voie de développement ne me semble pas rentrer dans le champ d'activités normal d'une commune. J'ai rappelé dans ce contexte que le législateur a en effet limité la capacité des communes de régler et de gérer les affaires publiques aux affaires ayant trait à des intérêts de la collectivité vivant sur le territoire de la commune. Le rôle des autorités communales consiste donc à subvenir aux préoccupations spécifiques des citoyens de la commune. Cette compétence territoriale est inscrite dans notre Constitution et dans la loi communale et il appartient au Ministre de l'Intérieur de veiller au respect de notre législation. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai demandé aux autorités communales de justifier l'intérêt communal de leur décision. Je n'ai par ailleurs ni annulé, ni refusé mon assentiment à la décision en question, mais simplement demandé des explications aux autorités communales.

Ma demande de renseignements supplémentaires était d'autant plus justifiée que le préambule de la délibération mentionnait comme base légale de la décision l'article 173ter de la loi communale, un article qui soumet les conventions passées par les communes en des matières d'intérêt communal avec notamment des personnes morales de droit privé à l'approbation du Ministre de l'Intérieur lorsque la valeur en dépasse 7.500 euros. Or, aucune convention n'était jointe à la délibération et il me semblait que le montant élevé de la subvention, qualifiée d'ailleurs incorrectement comme constituant un don, justifiait la passation d'une convention entre la commune et l'association bénéficiaire pour arrêter les conditions et modalités d'octroi de la subvention dans l'intérêt d'une bonne gestion des deniers publics. Comme le courrier qui me fut retourné par M. le Bourgmestre de la commune concernée ne contenait toujours pas de convention, j'ai considéré que la décision litigieuse visait simplement l'allocation d'un subside à une association locale, une décision qui n'est pas sujet à approbation de la part de l'autorité supérieure. J'ai donc pris acte de ce fait et il appartient aux électeurs de la commune en question d'apprécier si les deniers publics communaux ont été en l'occurrence investis dans l'intérêt de la collectivité locale.

2. En ce qui concerne l'agenda local 21 retenu dans la déclaration de Rio en 1992 je tiens à préciser tout d'abord que ces documents n'ont jamais été transposés dans notre droit interne et ne sauraient donc être juridiquement invoqués à l'appui d'une décision communale. Cela ne signifie toutefois pas que les initiatives y recommandées ne soient pas louables, bien au contraire. Il faut toutefois se rendre à l'évidence que tout acteur qui intervient dans notre pays doit faire son intervention dans le plein respect des lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg. Cela vaut bien évidemment aussi pour l'activité des communes qui ne saurait dépasser le cadre légal clairement défini.

   C'est le chapitre 28 de l'Action 21 qui traite des initiatives des collectivités locales à l'appui d'Action 21. Il y est constaté notamment que les collectivités locales jouent, au niveau administratif le plus proche de la population, un rôle essentiel dans l'éducation, la mobilisation et la prise en compte des vues du public en faveur d'un développement durable. Les objectifs et les activités proposés au chapitre 28 concernent des actions qui rentrent parfaitement dans le champ d'activité de chaque commune. Il s'agit d'une part d'actions qui sont à réaliser par chaque commune sur son territoire (consultation de la population; représentation des femmes et des jeunes dans les processus de prise de décisions, de planification et d'exécution; dialogue avec les habitants, les organisations locales, les entreprises privées). Il s'agit d'autre part de développer une concertation et un échange d'informations entre les collectivités locales en vue d'aboutir à une coordination de leurs actions et stratégies. L'article 28 préconise d'associer à l'encouragement de ce partenariat les organes et organismes internationaux compétents. Sous 28.5 il précise par ailleurs que les représentants des associations de collectivités locales sont encouragés à mettre en place des mécanismes permettant à ces collectivités d'accroître leurs échanges d'informations et de données d'expérience ainsi que leur assistance technique mutuelle. Toutes ces activités sont évidemment à réaliser avec les moyens que le droit interne de chaque pays intéressé met à la disposition de ses collectivités locales à cet effet.

3. La dénomination «Klimabündnis Lëtzebuerg» vise un ensemble de mesures et d'actions que certains partenaires, dont quelques communes luxembourgeoises, ont convenu de réaliser. Lorsque des délibérations de conseils communaux décidant d'adhérer à ladite alliance sont communiquées au Ministère de l'Intérieur, je les retourne chaque fois aux communes concernées en leur rappelant que l'action des communes doit toujours se faire dans le seul intérêt communal et que dès lors il y a lieu de veiller à ce que les engagements à prendre dans le cadre de l'adhésion au Klimabündnis ne dépassent pas la compétence communale définie par la législation en vigueur.

4. Notre législation actuelle ne prévoit pas parmi les attributions des collectivités locales «l'engagement financier d'une commune dans des pays du tiers monde». Si j'interprète correctement la dernière question posée par M. le Député Gusty Graas, celui-ci est d'avis que si une commune soutient moyennant un subside considérable l'activité d'une association locale agissant en faveur d'un pays en développement, elle donne par ce geste généreux le bon exemple et sensibilise ainsi la population locale aux problèmes de ce pays. Même si cette intention des autorités locales peut paraître fort louable, il ne faut pas perdre de vue que les collectivités locales luxembourgeoises doivent œuvrer dans le contexte tracé par la Constitution et les lois du pays. Et le dialogue des collectivités locales avec les habitants, les organisations locales et les entreprises prévu dans le chapitre 28 de l'Action 21 se limite, d'après ma lecture du texte, au territoire communal et à l'élaboration de stratégies appropriées sur ce même territoire dans l'intérêt d'un développement durable.

– Les finalités prévues par le Klimabündnis ne peuvent être réalisées par les communes ayant adhéré à cette alliance que dans la mesure où elles sont compatibles avec notre droit interne.

Pour terminer, et afin de définir pour l'avenir une orientation non équivoque, je voudrais insister sur l'importance qu'il y a d'inclure la question des compétences en matière de politique de coopération dans le débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'Etat et les communes qui sera sous peu mené à la Chambre des Députés.

Question 2011 (21.1.2003) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant les **mesures prises contre les nuisances aéroportuaires:**

Dans le cadre des discussions concernant le vote du projet de loi sur la police et l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare une motion a été adoptée. Cette dernière proposait de protéger, „particulièrement" les habitations en place dans „les zones sensibles des couloirs d'approche et de décollage de l'aéroport", avant l'entrée en vigueur du plan d'aménagement partiel „Aéroport et Environs" du 31 juillet 1986 „que le nouveau plan d'aménagement du sol est censé remplacer", des nuisances aéroportuaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à M. le Ministre des Transports:

Est-ce que M. le Ministre des Transports peut me dire si des mesures relatives à la motion susmentionnée ont déjà été prises?

Réponse (24.2.2003) de **M. Henri Grethen**, *Ministre des Transports:*

La question de l'honorable M. Calmes rappelle la motion de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à élaborer des mesures de protection des habitations qui avaient été construites dans les zones sensibles entourant l'Aéroport avant l'entrée en vigueur du plan d'aménagement partiel „Aéroport et environs" (PAG) de 1986.

Le Gouvernement et plus particulièrement les Ministres de l'Environnement et des Transports entendent assurer le suivi de cette motion dès la mise en œuvre du plan d'occupation des sols (POS) qui est appelé à remplacer à court terme le PAG de 1986 et qui est en voie d'être finalisé par un groupe de travail interministériel placé sous la présidence du département de l'Intérieur.